Compte rendu des séances publiques
N° 13 – Session ordinaire 2004-2005

46e séance, mardi 12 juillet 2005
47e séance, mercredi 13 juillet 2005
48e séance, jeudi 14 juillet 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Le tourisme, l'eau, la culture et la sécurité des citoyens à l'ordre du jour de l'assemblée plénière

Le 1er juillet 2005, le Conseil parlementaire interrégional, regroupant des parlementaires de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre ainsi que de la Wallonie s'est réuni à Trèves.

La Chambre des Députés y fut représentée par son Président, M. Lucien Weiler, ainsi que par MM. les Députés Ali Kaes, Marcel Oberweis et Roland Schreiner. La délégation fut assistée par M. Claude Frieseisen, secrétaire général de la Chambre, et par M. Tun Figueiredo du Service international.

(de gauche à droite) M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Ali Kaes, député, M. Claude Frieseisen, secrétaire général, M. Roland Schreiner, député

1. Vers une promotion poussée du tourisme dans la Grande Région

Lors de sa réunion d'été le Conseil a souligné l'importance de la promotion du tourisme dans la Grande Région. Ce secteur économique en plein essor nécessite une coopération interrégionale plus intense, ceci pour donner de nouvelles impulsions, aux effets durables, destinées à accroître l'intérêt porté à la Grande Région, en particulier dans l'espoir d'impacts positifs dans le domaine de la politique du marché de l'emploi.

Les parlementaires ont cependant dû constater que les recommandations précédentes n'ont guère été suivies d'effets.

Ils ont invité encore une fois – avec force – tous les acteurs à donner la priorité à l'installation d'une agence centrale du marketing touristique et à mettre sur pied une stratégie de commercialisation orientée sur l'expansion qui exige une interconnexion des acteurs et des produits touristiques des diverses régions. Ils ont par ailleurs rappelé les objectifs antérieurs qui restent d'actualité, à savoir: une présentation commune à l'occasion des foires, l'édition de cartes, la diffusion de brochures et catalogues en plusieurs langues, toutes choses qui confèrent à la Grande Région son caractère unique à l'intérieur de l'Europe, sans oublier l'image de marque touristique, réalisation commune.

2. L'eau, un héritage qu'il s'agit de protéger durablement

Les parlementaires de la Grande Région ont soutenu unanimement une gestion durable de l'eau à travers une politique de concertation dans un cadre international qui devra servir de modèle dans la Grande Région. Une politique qui comprend la limitation de la pollution à la source, le long du cours d'eau ainsi qu'à son embouchure par la mise en place de taux limites d'émissions et de normes de qualité écologiques.

Ils ont estimé que la protection de l'environnement aquatique passe par une meilleure intégration des différentes politiques, notamment de l'agriculture et de la pêche, de l'énergie, de la recherche, de l'éducation, des transports voire du tourisme et de l'industrie et ont soutenu par ailleurs vivement le principe du pollueur-payeur.

Le Conseil parlementaire interrégional a par ailleurs lancé un appel unanime aux autorités compétentes dans la Grande Région de manière à élaborer et à mettre en œuvre dans les plus brefs délais des normes de qualité écologiques et des procédés d'analyse biologique cohérents ainsi qu'aux responsables politiques pour qu'ils accordent une priorité absolue au principe de prévention et d'économie des ressources.

3. Pour la constitution d'un fonds culturel commun pour la Grande Région

Tout en ayant souligné que le projet «Luxembourg et la Grande Région: Capitale européenne de la Culture 2007» est une contribution importante pour faire évoluer la vie et la conception culturelles transfrontalières dans la Grande Région Saar-Lor-Lux, le Conseil parlementaire interrégional a fait savoir qu'il voulait voir maintenu un fonds culturel commun au-delà de 2007. Ce fonds aurait comme finalité de financer des projets d'envergure transfrontalière et serait alimenté par les cotisations des partenaires de la Grande Région.

4. Exigence d'une meilleure information en cas d'incidents

Suite à un incident chimique survenu en France, les partenaires de la Grande Région ont dû constater qu'ils n'ont été informés qu'insuffisamment.

Ce comportement n'est pas dans l'intérêt de la sécurité des habitants de la Grande Région et est en contradiction avec une coopération basée sur la confiance et le partenariat.

C'est pour cela que le CPI demande à tous les partenaires de la Grande Région d'assurer une politique d'information plus rapide et plus efficiente entre les régions partenaires sur tous les incidents susceptibles de produire des effets nocifs au niveau transfrontalier, et ce notamment grâce au concours des responsables desdits incidents.

Réunion des Présidents auprès de la COSAC

Période de réflexion concernant le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, programme de travail annuel de la Commission européenne et subsidiarité

Le 18 juillet 2005 s'est déroulée à Londres une réunion des Présidents des Commissions des Affaires européennes des Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, des pays adhérents, des pays candidats et du Parlement européen.

La Chambre des Députés était représentée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Lors de ladite réunion de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires), les parlementaires ont discuté notamment sur la période de réflexion décidée par le Conseil européen et sur l'avenir du mécanisme d'alerte précoce dans le cadre du contrôle du respect du principe de subsidiarité par les Parlements nationaux.

Les membres des différentes commissions ont également envisagé une analyse plus approfondie du programme de travail annuel de la Commission européenne et ont profité de l'occasion pour procéder à un échange de vues avec Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne, en charge des relations institutionnelles et de la stratégie de communication.

À noter que la réunion des Présidents des délégations prépare traditionnellement la réunion plénière de la COSAC qui sera organisée les 10 et 11 octobre 2005 à Londres.

Assemblée parlementaire de la Francophonie

«L'apport de la Francophonie à la diversité culturelle dans le mouvement de mondialisation»

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie à Bruxelles du 4 au 9 juillet 2005. Ses travaux ont porté sur «l'apport de la Francophonie à la diversité culturelle dans le mouvement de mondialisation» ainsi que sur les situations de crise que traversent certains pays de l'espace francophone.

Répondre à l'invitation du Parlement de la Communauté française de Belgique/Wallonie-Bruxelles l'année où la Belgique, symbole de la coexistence de plusieurs cultures et langues, fête le 175e anniversaire de son indépendance et ses 25 ans de fédéralisme est un acte fort. L'APF affirme ainsi, une nouvelle fois, sa vocation à défendre la diversité culturelle et le plurilinguisme, valeurs fondatrices de la Francophonie.

Elle a examiné les situations de crise que connaissent certains pays de l'espace francophone tels que les Comores, la Guinée Bissau, Haïti, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine qui s'est d'ailleurs vu lever la mesure de suspension prise en juillet 1998.

La session s'est déroulée en présence de M. Abdou Diouf, Secrétaire général de l'OIF, et de quelque 200 parlementaires de 45 parlements régionaux et nationaux. Le Luxembourg fut représenté par MM. les Députés Henri Grethen et Jos Scheuer.

Les parlementaires ont reçu M. René Van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et ont auditionné, entre autres, M. Louis Michel, Commissaire européen en charge du développement et de l'aide humanitaire. Les auditions ont été suivies d'un débat général.

Par ailleurs, il a été procédé au renouvellement du Bureau de l'APF et à la nomination de son nouveau président. M. Bernard Patry, député de la Chambre des Communes du Canada, a succédé à M. Mahamane Ousmane, Président de l'Assemblée nationale du Niger, tandis que, dans la longue tradition des trésoriers luxembourgeois de l'APF, M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, a été confirmé à son poste, occupé jusqu'en 1999 par M. Henri Grethen.

M. Jos Scheuer, Trésorier international de l'APF

Le Trésorier présentait les comptes de l'exercice 2004, adoptés à l'unanimité. M. Grethen, Vice-Président de la section luxembourgeoise, a pour sa part participé aux travaux de la commission politique à l'issue desquels plusieurs résolutions ont été adoptées, notamment sur les situations de crise évoquées ci-dessus.

Attachée à former de jeunes francophones au processus de la démocratie parlementaire et à la responsabilité civique, l'APF a organisé, parallèlement, le IIIe Parlement francophone des Jeunes (PFJ) regroupant environ 80 jeunes venus des quatre coins du monde.

(de gauche à droite) M. Jos Scheuer, Melle Nora Janah Iglesias, Melle Anne Soisson, M. Henri Grethen

Le PFJ constitue un des programmes du chantier «paix, démocratie et justice» de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie. Il a été créé par les Chefs d'État et de Gouvernement réunis lors du Sommet de Moncton en septembre 1999 et confirmé par la Conférence ministérielle de la Francophonie tenue à Paris en janvier 2002.

M. Henri Grethen, Vice-Président de la section luxembourgeoise de l'APF, et M. Mahamane Ousmane, Président sortant de l'APF

Mlles Nora Janah Iglesias et Anne Soisson ont représenté le Grand-Duché lors de cette manifestation. Au sein de la commission des affaires parlementaires respectivement de la commission de la coopération et du développement, elles ont réfléchi sur les thèmes «La participation des jeunes à la vie politique» et «Jeunesse, pauvreté et développement durable». Les travaux ont été clôturés par l'adoption d'un livre blanc qui sera déposé devant les Chefs d'État et de Gouvernement de la Francophonie lors du prochain Sommet qui se tiendra à Bucarest (Roumanie) en 2006.

Lors du dîner officiel du vendredi 8 juillet, il a été procédé à la remise des insignes de l'Ordre de la Pléiade en vue de reconnaître les mérites de personnalités qui se sont distinguées en servant les idéaux de l'APF. À cette occasion, le député Henri Grethen a été fait Grand Officier.

La prochaine réunion de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie aura lieu à Marrakech (Maroc) en 2006.

Remise de décorations

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a remis des distinctions honorifiques à des membres, des anciens membres (promotion 2004) et au secrétaire général de la Chambre des Députés.

Ont été décorés:

Ordre de la Couronne de Chêne

Commandeur: Mme Lydie Err, députée; M. Jean-Paul Rippinger, ancien député (promotion 2004).

Officier: M. Camille Gira, député (promotion 2004).

Ordre de mérite

Commandeur: M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Emile Calmes (promotion 2004), M. Marcel Glesener (promotion 2004), M. Jacques-Yves Henckes et M. Jean-Pierre Koepp (promotion 2004), députés; M. Claude Frieseisen, secrétaire général de la Chambre des Députés.

Officier: M. Marco Schank (promotion 2004), Mme Nancy Arendt et M. Patrick Santer, députés.

1re rangée (de g. à dr.) Mme Lydie Err, M. Jean-Claude Juncker, Mme Nancy Arendt
2e rangée (de g. à dr.) M. Jean-Paul Rippinger, M. Emile Calmes, M. Niki Bettendorf, M. Jacques-Yves Henckes
3e rangée (de g. à dr.) M. Patrick Santer, M. Claude Frieseisen, M. Camille Gira
(Photo: Tessy Hansen / d'Wort)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

NOUVELLES LOIS

4513 - Projet de loi

portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998

Ce projet de loi se propose d'approuver la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. La Convention d'Aarhus se compose de trois volets:

1. L'accès à l'information: L'article 4 concerne l'accès à l'information sur l'environnement; il stipule que chacun a le droit de demander des renseignements en matière d'environnement, que ces informations doivent lui être fournies dans le mois de leur demande et que l'autorité publique sollicitée qui ne dispose pas des renseignements demandés doit en avertir le requérant et lui communiquer les coordonnées de l'autorité à laquelle il faut s'adresser pour obtenir satisfaction. L'article 5 oblige les États à rassembler et à diffuser des informations générales sur l'état de l'environnement. Ce premier volet est transposé au niveau européen par la directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil et fait l'objet, au niveau national, du projet de loi 5217.
2. La participation du public au processus décisionnel: L'article 6 fixe le cadre pour la participation du public aux décisions relatives à des activités particulières. L'article 7 porte sur la participation du public en ce qui concerne les plans, programmes et politiques relatifs à l'environnement. L'article 8 se rapporte à la participation du public durant la phase d'élaboration de dispositions réglementaires et/ou d'instruments normatifs juridiquement contraignants d'application générale. Le public sera désormais appelé à collaborer à la prise de décision dès le début de la procédure décisionnelle. Ces trois articles constituent le deuxième volet de la Convention d'Aarhus, transposé en droit européen par:
   - la directive 2001/42/CE relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement et ceci pour ce qui est des plans, programmes et politiques relatifs à l'environnement. La transposition de cette directive nécessite la mise au point d'une législation spécifique, actuellement en cours d'élaboration;
   - la directive 2003/35/CE prévoyant la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement et modifiant les directives 85/337/CE et 96/61/CE. La transposition de cette directive nécessite une adaptation des législations existantes en la matière (en l'occurrence la législation commodo-incommodo). En outre, elle modifie les directives dites «Études d'impact» et «IPPC».
3. L'accès à la justice: L'article 9 de la Convention prévoit, dans le cadre du recours devant une instance judiciaire que «la personne concernée ait également accès à une procédure rapide établie par la loi qui soit gratuite ou peu onéreuse, en vue du réexamen de la demande par une autorité publique ou de son examen par un organe indépendant et impartial autre qu'une instance judiciaire». Le même article introduit un recours en réformation en matière d'environnement. Ce troisième volet sera transposé en droit européen par une directive relative à l'accès à la justice en matière d'environnement. Cette directive n'est pour l'instant qu'une proposition de directive et fait l'objet de vives discussions, sans que l'on ne soit, à ce jour, parvenu à trouver un consensus.

Dépôt par M. Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères, le 26.01.1999

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Emile Calmes):

07.02.2001	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.03.2001	Procédure proposée par le président-rapporteur

(Président: M. Roger Negri):

17.01.2005	Présentation par M. le Ministre de l'Environnement des volets 2 et 3 de la Convention d'Aarhus
	Désignation d'un nouveau rapporteur
07.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2005

4766 - Projet de loi

concernant le sport et portant

a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;

b) modification du code des assurances sociales;

c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

L'ancienne loi concernant l'éducation physique et le sport, communément appelée «loi sportive», date de 1976.

Le nouveau texte est conçu «dans l'optique d'une loi-cadre … d'une grande souplesse permettant d'en adapter l'exécution facilement aux situations qui ne manqueront pas d'évoluer dans l'avenir», la loi sportive de 1976 a servi, dans une très large mesure, jusqu'à ce qu'il soit apparu que les potentialités de développements importants s'épuisaient et que l'adoption de mesures supplémentaires requérait un nouveau dispositif législatif, le projet sous rubrique en l'occurrence.

Afin de ne pas répéter des dispositions identiques dans deux textes légaux distincts, il est profité du nouveau projet pour y regrouper et insérer en un même corps de texte tout l'ensemble des dispositions souhaitées.

Les responsabilités et missions des différents acteurs privés et publics sont déterminées. L'obligation des pouvoirs publics étatiques et communaux de contribuer activement à l'émergence de conditions favorables au développement des activités sportives est affirmée avec force. Le mouvement sportif privé est officiellement reconnu et son indépendance consacrée.

Ces questions de principe mises à part, le projet de loi permet de pérenniser un certain nombre d'initiatives de soutien au sport développées au courant des dernières années, essentiellement sur base de la loi budgétaire.

Les formulations retenues gardent un caractère de flexibilité indispensable pour permettre à l'avenir des adaptations nécessaires aux mesures en place, voire la création d'initiatives nouvelles.

Le texte du projet de loi adopte délibérément un vocabulaire et une conception du sport en phase avec l'évolution de la société. Au moins dans ses origines, le projet de loi résultait en grande partie d'une concertation étroite entre le Gouvernement et le mouvement sportif organisé. Il est souhaitable que cet esprit de partenariat entre les autorités publiques et le mouvement sportif (C.O.S.L.; fédérations et associations sportives) puisse prévaloir à l'avenir lorsqu'il s'agira de mettre en œuvre les nouvelles dispositions légales.

Même si d'aucuns avaient souhaité des avancées plus substantielles, il y a lieu de relever que, par rapport au texte existant et au vu de la pratique des dernières années, la nouvelle loi apporte des plus-values réelles dans plusieurs domaines.

Il s'agit notamment des points suivants:

1. La reconnaissance et la protection renforcée des fédérations agréées (article 2)
2. La consécration légale de l'autonomie du mouvement sportif et du rôle essentiellement subsidiaire et complémentaire des pouvoirs publics en matière de sport (article 3)
3. Le caractère obligatoire de l'organisation d'activités motrices dans l'éducation précoce et l'éducation préscolaire (article 4)
4. L'introduction de mesures spéciales relatives aux programmes et à l'organisation des études pour jeunes sportifs dans l'enseignement post-primaire (article 4)
5. La consécration légale de programmes de préservation de la santé par le sport (article 5)
6. La possibilité de créer des sites spéciaux et des installations appropriées dans la nature en vue de permettre la pratique de certaines activités sportives dans des conditions environnementales acceptables (article 7)
7. La priorité accordée au sport scolaire et au sport de compétition dans l'utilisation des infrastructures publiques (article 3)
8. La consécration légale de la contribution annuelle de l'État pour les activités sportives, l'encadrement technique et l'administration du sport (article 9)
9. L'extension de l'assurance responsabilité civile et de l'assurance contre les risques d'accident aux collaborateurs bénévoles occasionnels (article 12)
10. L'introduction d'un statut spécial dans l'intérêt de l'élite sportive qui se compose d'une panoplie de mesures d'appui particulières (article 13)
11. La possibilité d'un horaire aménagé pour sportifs d'élite dans le secteur public au sens large (article 14)
12. L'introduction d'un droit de priorité pour les sportifs d'élite pour des emplois non soumis à un examen-concours dans le secteur public (article 14)
13. La prise en charge par l'État des charges sociales pour sportifs d'élite sans revenu ou à faible revenu (article 15)
14. La reconnaissance d'un régime de faveur pour les sportifs d'élite et de ceux qui se sont engagés dans des modèles spéciaux de préparation dans le cadre de la réglementation du congé sportif (article 15)
15. La consécration légale de la lutte contre le dopage et l'introduction d'un nouveau délit comportant des sanctions sévères en relation avec le phénomène du dopage (article 16)
16. La fixation de l'objectif de régler les litiges sportifs par la voie de l'arbitrage (article 17)
17. L'engagement de lutter contre la violence et la xénophobie dans le sport (article 18)
18. La mise en place de règles légales particulières concernant les relations de travail des entraîneurs et des sportifs (article 19).

À cette liste impressionnante d'avancées il y a lieu d'ajouter le fait que les commissions parlementaires successives confirment la position du Conseil d'État en s'opposant à la disposition du projet de loi imposant le remboursement de frais de service d'ordre aux organisations de manifestations à but commercial.

En ce qui concerne les mesures de soutien au bénévolat, la commission en reconnaît la nécessité.

Elle donne cependant à considérer que de telles mesures législatives, surtout dans le domaine fiscal, devraient être d'application générale et non pas se limiter au seul domaine du sport.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 13.02.2001

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

(Présidente: Mme Agny Durdu):

20.02.2001	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
18.02.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.03.2004	Présentation du projet de loi
11.03.2004	Échange de vues avec les représentants du COSL
16.03.2004	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Contributions directes sur les articles du projet concernant les dispositions fiscales
23.03.2004	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.03.2004	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.04.2004	Examen des propositions d'amendements
13.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

24.03.2005	Échange de vues sur l'état d'avancement du dossier
	Désignation d'un nouveau rapporteur
14.04.2005	Examen des propositions d'amendements
14.06.2005	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2005

5338 - Projet de loi

portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales

Le projet de loi a pour objet la création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales. À l'heure actuelle, l'Institut d'Études Éducatives et Sociales (IEES) regroupe dans une même structure à la fois la formation de l'éducateur, de niveau secondaire, et celle de l'éducateur gradué, de niveau supérieur. La loi du 12 août 2003 portant e.a. création de l'Université du Luxembourg et modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales, prévoit l'intégration de la formation de l'éducateur gradué, correspondant à une formation universitaire initiale sanctionnée par le grade de bachelor professionnel, dans la nouvelle Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation.

Un maintien de la formation de l'éducateur dans un institut qui n'assure désormais plus qu'une partie des formations pour lesquelles il a été créé aurait le désavantage que cet établissement serait le seul à fonctionner en dehors du cadre général avec des règles particulières concernant le recrutement des enseignants, l'admission et la promotion des élèves. La création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales permet de s'appuyer sur l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour l'enseignement postprimaire et plus particulièrement pour l'enseignement secondaire technique. Elle permet de sauvegarder l'expérience pédagogique acquise

pendant les dernières décennies et d'optimiser les études actuelles.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 04.05.2004

Rapporteur:
M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

10.05.2005	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
24.05.2005	Échange de vues avec M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative sur certaines questions touchant plus particulièrement le domaine de la Fonction publique
25.05.2005	Échange de vues sur une série de propositions d'amendements
	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.07.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.07.2005

5408 - Projet de loi

portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi 5408 a pour objet d'augmenter le plafond de l'autorisation du Gouvernement à participer au financement de l'enseignement musical à charge des communes et syndicats de communes. Le montant qui a été initialement fixé à 190.000.000.- LUF et inscrit dans l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État sera porté à 7.367.000.- euros à compter de l'exercice budgétaire 2005. Ce plafond est adapté annuellement dans le cadre du budget pour être relié à l'évolution de la masse salariale de l'État.

L'augmentation du plafond, en dehors des adaptations liées à l'évolution de la masse salariale de l'État, est devenue nécessaire du fait des conséquences financières résultant de la reconnaissance du statut de «conservatoire de musique» à l'enseignement musical organisé par le syndicat intercommunal des villes de Diekirch et d'Ettelbruck ainsi qu'à la reconnaissance du statut d'«école de musique» à l'enseignement musical organisé par la ville de Differdange.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 29.11.2004

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 29.11.2004

Rapportrice: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

30.06.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président:
M. Marco Schank):

30.06.2005	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique:
14.07.2005

5476 - Projet de loi

modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg

Par la loi du 6 avril 1999, le Gouvernement a été autorisé à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur le plateau du St-Esprit à Luxembourg. À l'époque, les dépenses occasionnées ont été estimées à un montant total de 99.250.000.- euros. Le présent projet de loi modifie l'article 2 de la loi du 6 avril 1999 en portant les dépenses occasionnées à 125.200.000.- euros, soit une augmentation de 25.950.000.- euros. Cette augmentation s'explique par des adaptations et remaniements nécessaires afin de garantir une intégration plus harmonieuse dans le tissu urbain de la Ville de Luxembourg.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.05.2005

Rapporteur:
M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président:
M. Lucien Clement):

01.06.2005	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
29.06.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.07.2005

5477 - Projet de loi

relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

L'objet du projet de loi consiste à adapter les dépenses inscrites à l'article 7 de la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, dépenses qui s'élevaient à l'époque à la somme de 14.800.000.000 francs luxembourgeois (environ 370.000.000 euros), y compris huit cent cinquante millions de francs qui étaient réservés aux mesures compensatoires prévues à l'article 5, paragraphe b). Ces adaptations qui se chiffrent à 229.000.000.- euros sont notamment dues à l'évolution du chantier et à des dépenses supplémentaires non couvertes par l'enveloppe financière autorisée par la loi du 27 juillet 1997.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.05.2005

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président:
M. Lucien Clement):

01.06.2005	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
29.06.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.07.2005

5486 - Projet de loi

modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Le Gouvernement et la CGFP ont signé le 31 mai 2005 un accord salarial pour l'ensemble du personnel de l'État et des secteurs assimilés, accord qui couvre les années 2005 et 2006 et dont les dispositions sont les suivantes:

A:

- augmentation de l'indice de base des traitements des agents publics de 1% avec effet au 1er janvier 2005;
- augmentation de l'indice de base des traitements des agents publics de 0,80% avec effet au 1er janvier 2006;

B:

- proratisation de l'allocation de repas compte tenu de la durée du service à temps partiel;
- refixation de l'indemnité kilométrique pour voyages de service à 0,40 euros;
- augmentation du congé de circonstance en cas d'accouchement de deux jours ouvrables;
- adaptation de l'indemnité d'habillement pour tenues de service à l'évolution de l'indice des prix;
- introduction, dans les cas où en raison d'une pyramide d'âge asymétrique ou d'effectifs réduits, l'avancement normal est bloqué, de la possibilité, après 12 années sans avancement, de pouvoir bénéficier d'un mécanisme d'avancements en traitement;
- modification de l'article 33 de la loi modifiée du 16 avril 1979 se rapportant au droit de réclamation des fonctionnaires de façon à prévoir un délai uniforme d'un mois;

C:

- révision des dispositions relatives aux conditions de changement de carrière de façon à mieux les harmoniser et à les lier plus étroitement à une formation continue individualisée;
- introduction de la notion de fonctionnaire stagiaire à temps partiel et adaptation en conséquence des conditions de recrutement;
- précision de l'interprétation à donner aux dispositions relatives au droit à un congé de récréation en cas de maladie de longue durée;

D:

- transfert ou réaménagement de l'actuelle cantine de la Fonction publique installée au rez-de-chaussée de l'immeuble Sainte-Sophie;

E:

- réactivation de la commission prévue par l'accord salarial de mai 2000 et ayant pour mission d'examiner la possibilité de créer un régime de pension complémentaire, sur base volontaire, en faveur des agents recrutés après le 31 décembre 1998;
- mise en place d'un groupe de travail avec pour mission d'analyser la possibilité de l'application des dispositions relatives à la computation intégrale des périodes de congé sans traitement accordées pour élever un ou plusieurs enfants à charge, la possibilité de recrutement dans leur carrière d'origine et au niveau de traitement atteint au moment de leur départ de certains agents publics rentrant au service après interruption de leur qualité d'agent public ainsi que la possibilité de l'attribution d'une allocation de famille intégrale aux parents qui tous les deux travaillent à mi-temps pour se vouer à l'éducation de leurs enfants;
- étude de l'adaptation du statut du personnel de la Force publique compte tenu de la réforme du Statut général des Fonctionnaires de l'État.

Le Gouvernement souhaite transposer rapidement l'ensemble des mesures contenues dans ce nouvel accord salarial. C'est ainsi que le présent projet de loi se propose d'inscrire les mesures contenues aux points A, B et C de cet accord, à l'exception de celle relative au mécanisme du changement de carrière qui devra faire encore l'objet d'un examen plus détaillé.

L'introduction de la notion de fonctionnaire stagiaire à temps partiel a également été inscrite comme principe dans le statut général. Certaines modalités techniques d'organisation du stage devront cependant faire l'objet d'une concertation entre parties.Pour ce qui est du point D, le Gouvernement a chargé la Commission des Loyers de trouver de nouveaux locaux pour y installer la cantine de la Fonction publique.

Finalement, les trois groupes de travail prévus au point E ont été mis en place et ont commencé avec leurs travaux respectifs.

Afin de permettre la transcription de toutes les mesures inscrites à l'accord salarial aux points A, B et C dans un seul et unique projet de loi, le Gouvernement a dû procéder à la modification de plusieurs lois, tout en accompagnant le texte du projet de loi proprement dit d'un certain nombre de projets de règlements grand-ducaux indispensables à son exécution.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 30.06.2005

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

07.07.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.07.2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi

2. Communications

3. Ordre du jour

4. Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe

(Débat - Motion - Vote)

5. 5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;
- modification du Code de commerce;
- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;
- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;
- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;
- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen

(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement

(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale)

8. 5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech wollt de Mëtten am Numm vun der Regierung, no Autorisatioun vum Grand-Duc, de Projet de loi, deen de Placement vu psychesche Kranken an zouenen Institutiounen nei regelt, deponéieren. Dee Projet gëtt noutwendeg, nodeem mer vum 1. Juli un den Iwwergang vun der akuter Psychiatrie vum CHNP an d'akut Spideeler vollzunn hunn.

- Projet de loi N°5490 modifiant - la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés; - la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; - la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. Mir wäerten dëse Projet de loi un déi zoustänneg Chamberskommissioun weiderleeden.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les dépôts suivants ont été faits au Greffe de la Chambre des Députés:

a) **5487** Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg - à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement - à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005

b) **5488** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005

c) **5489** Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification: de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger: de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 07.07.2005

3) À la première partie de la 51e session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 13 au 15 juin 2005, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, Monsieur le Député Marcel Glesener, et Monsieur le Député Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les Députés Madame Anne Brasseur et Monsieur Norbert Haupert, membres suppléants.

«Cette Assemblée et ses parlementaires constituent un lien privilégié entre la politique et le public. C'est donc ensemble qu'il faudra s'engager pour mieux communiquer, mieux faire passer le message que l'Europe est et reste un instrument indispensable de paix, de stabilité, de liberté, de prospérité et un modèle unique de développement économique et social.»

Avec ces mots M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, du Trésor, du Budget et de la Défense du Luxembourg, Coprésident du Conseil de l'UEO, représentant la présidence de l'UEO/UE, a terminé son discours qu'il a tenu devant l'assemblée, le premier jour de la session et lors duquel il a fait le bilan des activités de la présidence luxembourgeoise.

Il a insisté entre autres sur le fait qu'il a tenu son engagement, donné en novembre dernier, à faire avancer la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Ce concept de gestion de crise, auquel le Luxembourg a attaché tant d'importance, a en effet progressé sous la présidence luxembourgeoise, ce que M. Frieden a illustré en insistant, d'une part, sur les opérations, assistance militaire, policière et surtout diplomatique, en Bosnie-Herzégovine, en République démocratique du Congo et prochainement au Soudan, et, d'autre part, sur la capacité de réponse rapide, basée sur treize groupements tactiques nationaux et multinationaux, capacité disponible à partir de janvier 2007.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- La mise en œuvre de la Décision no 27 et de la Directive no 120: l'octroi du droit de vote en commission aux délégations parlementaires des pays observateurs permanents et observateurs permanents assimilés
- La mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité - Réponse au rapport annuel du Conseil
- Projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2005 - Avis du Conseil
- La coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est avec l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan
- Le développement de la coopération interparlementaire dans les Balkans
- Le programme européen d'acquisition de technologie (ETAP) - Réponse au rapport annuel du Conseil
- Les opérations réseau-centrées: les capacités européennes
- La lutte contre le terrorisme international: aspects de défense
- Le développement de la PESD et l'Objectif global 2010 - Réponse au rapport annuel du Conseil
- La ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe: suivi parlementaire et orientation de l'opinion publique
- Les développements dans le Grand Moyen-Orient
- Maîtrise des armements et non-prolifération: les moyens satellitaires de vérification
- Présentation des Groupes interparlementaires européens de l'espace par le Sénateur François Roelants du Vivier, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat belge, Président du Groupe parlementaire belge de l'espace.

En outre, l'assistance a pu suivre au cours de la deuxième séance de mardi matin

- les discours de M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, et de Mme Ioulia Timochenko, Premier Ministre de l'Ukraine,

au cours de la quatrième séance de mercredi matin

- le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président désigné du Conseil de l'UEO, représentant la présidence britannique entrante de l'UEO/UE (discours prononcé par Sir John Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France)

et au cours de la cinquième séance de mercredi après-midi

- le discours de M. Frank Asbeck, Directeur du Centre satellitaire de l'UE, Torrejón.

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette première partie de sa 51e session une décision, une résolution et huit recommandations au Conseil.

4) Ont été présents à la troisième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 20 au 24 juin 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs, MM. Norbert Haupert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants.

Après l'ouverture de la première séance de cette troisième partie par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il a été procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée.

L'Assemblée a encore adopté le procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Lisbonne en juin 2005 et approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente présenté par M. Marcel Glesener avant de passer à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- médias et terrorisme,
- l'environnement et les objectifs du Millénaire pour le développement,
- la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,
- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD,
- situation au Proche-Orient,
- situation actuelle au Kosovo,
- disparition et assassinat de nombreuses femmes et filles au Mexique,
- respect des obligations et engagements de la Fédération de Russie,
- fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan,
- suivi de la Résolution 1359 (2004) sur les prisonniers politiques en Azerbaïdjan,
- contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans les États membres,
- abolition des restrictions au droit de vote et
- pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe.

En dehors de la communication de M. Diogo Freitas do Amaral, Ministre des Affaires étrangères du Portugal et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté:

- les interventions de M. Chaudhry Amir Hussain, Président de l'Association des parlements asiatiques pour la paix (Apap), Président de l'Assemblée nationale du Pakistan, et de M. José de Venezia, Président du conseil consultatif de l'APAP, Président de la Chambre des représentants des Philippines,
- le discours de M. Adnan Terzić, Président du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine,
- la déclaration de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe et
- le discours de M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de

l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Au cours de cette troisième session de 2005 se sont tenus un débat d'actualité sur la situation dans les Républiques d'Asie centrale, d'une part, ainsi que deux discussions selon la procédure d'urgence, d'autre part. Ces dernières ont eu pour sujet le suivi du Troisième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16 et 17 mai 2005) et le processus de réforme constitutionnelle en Arménie.

Reste à signaler qu'avant la reprise de la séance du mercredi après-midi, 22 juin, a eu lieu une cérémonie commémorative du 50e anniversaire du Prix de l'Europe. Ce prix, créé en 1955 par l'Assemblée parlementaire est la plus haute distinction décernée aux collectivités locales pour leur action européenne. Il est constitué d'un trophée itinérant, d'une médaille, d'un diplôme et d'une bourse pour un voyage d'études de jeunes de la commune lauréate. L'Assemblée parlementaire a souhaité donner un caractère symbolique à son choix de cette année-ci en distinguant pour la première fois une ville russe, à savoir Kaliningrad qui fêtera cette année son 750e anniversaire.

En tant que point culminant de cette 3e partie il faut retenir la célébration, le 23 juin 2005, du 50e anniversaire de la première session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui s'était tenue au Palais de l'Europe en 1955. Au cours de cette cérémonie officielle sont intervenus parmi bon nombre de personnalités, M. Marcel Glesener, en sa qualité de Président du groupe fédéré des démocrates-chrétiens et des démocrates européens, ainsi que M. Charles Goerens en tant que Président honoraire de cette Assemblée.

L'Assemblée a adopté dix recommandations et douze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

5) La 14e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) placé sous le thème «Trente ans depuis Helsinki: Défis à venir» a eu lieu à Washington DC du 1er au 5 juillet 2005. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter et M. Patrick Santer.

M. Paul Helminger, en sa qualité de chef de délégation, a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue, le président en fonction de l'AP-OSCE, M. Alcee L. Hastings a, en faisant référence au 30e anniversaire de la signature des documents d'Helsinki par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, souligné que les principes y inscrits sont aujourd'hui plus que d'actualité. L'orateur a estimé qu'il faut sérieusement œuvrer afin de mettre un terme à la crise politique que traverse actuellement l'OSCE. Il a insisté sur l'importance des missions d'observation d'élections où quelque 300 parlementaires originaires des États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ont, en tant qu'experts, observé et commenté le déroulement des processus électoraux dans les différents États membres de l'OSCE.

Le trésorier M. Jerry Grafstein a souligné que l'Assemblée parlementaire a réussi à respecter les limites budgétaires et que 99,1% des contributions annuelles obligatoires ont été versées. L'orateur a précisé, suite à une intervention par le membre azerbaidjanais, que la gestion financière a été approuvée par les auditeurs de KPMG, même si la relation entre, d'un côté, les coûts et, de l'autre, les dépenses n'a pas été analysée.

Le Secrétaire général M. Spencer Oliver a souligné l'importance primordiale des missions d'observation d'élections organisées par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Il a informé les membres présents que le site informatique de l'AP-OSCE est quotidiennement mis à jour et comporte ainsi des informations toujours actualisées.

Le Comité permanent a examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (Biélorussie et le conflit du Haut-Karabakh) et l'observation d'élections (République du Kirghizistan et la République de Moldova).

Dans son exposé, M. Dimitrij Rupel, Ministre slovène des Affaires étrangères et président en exercice de l'OSCE, a identifié les nouveaux défis en matière de sécurité, notamment dus à l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, que l'OSCE doit pouvoir maîtriser pour assurer le rôle qui est le sien.

MM. Paul Helminger et Patrick Santer ont participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur les défis de l'OSCE en matière politique sécuritaire, ainsi que des points additionnels sur le terrorisme suicidaire, la situation en Abkhazie (Géorgie), la République de Moldova et la nécessité de ne pas sacrifier les droits de l'Homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

À l'ordre du jour des réunions de la Commission des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, à laquelle a assisté Mme Viviane Loschetter, figuraient les interventions de plusieurs parlementaires notamment sur le blanchiment d'argent et la lutte contre la corruption.

Les travaux de la Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme ont porté sur la lutte contre la participation à la traite des êtres humains ou à l'exploitation et la violence sexuelles exercées par les forces internationales de maintien de la paix, la nécessité de renforcer le code de conduite applicable aux membres des missions de l'OSCE. Ont également été soumis au débat l'amélioration de l'efficacité des activités de l'OSCE en matière de surveillance électorale, ainsi que le financement du bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme.

Mme Viviane Loschetter a également participé à une séance de travail ayant eu pour objet le traitement égalitaire homme-femme.

La session annuelle s'est terminée par une réunion plénière au cours de laquelle a été adoptée la déclaration de Washington réitérant les principes fondamentaux de droit international public tels qu'inscrits dans l'acte final d'Helsinki de 1975. Y figurent également des recommandations d'ordre administratif et politique. L'assemblée parlementaire de l'OSCE a proposé finalement d'inviter l'autorité nationale palestinienne de pouvoir participer à ses travaux en tant qu'observateur.

M. Alcee L. Hastings a été réélu pour le terme d'une année aux fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

6) Par lettre du 4 juillet 2005, le Secrétaire général du Parlement a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 26 au 27 mai 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Chili sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République de Côte d'Ivoire concernant la pêche au large de la Côte d'Ivoire, pour la période allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2007,

- décision sur la révision de l'accord-cadre entre le Parlement européen et la Commission, résolution sur les relations UE-Russie,

- résolution sur la promotion et la protection des droits fondamentaux: le rôle des institutions nationales et européennes, y compris de l'Agence des droits fondamentaux,

- résolution sur la recommandation de la Commission relative aux grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté dans le cadre des lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi (période 2005-2008).

D'autre part, le Parlement européen a adopté une résolution sur les armes légères et de petit calibre.

Mir kommen dann zu eisem Ordre du jour vun dëser Woch.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet Folgendes virgeschloen:

Haut hu mer op der Dagesuerdnung:

1) de Projet de loi 5251 iwwert d'Contrats de garantie financière;

2) de Projet de loi 5371 iwwert de Bau vun engem Centre d'activités fir handicapéiert Leit zu Biissen;

3) d'Proposition de loi 5252 iwwert d'Chancëgläichheet tëscht Mann a Fra op kommunalem Niveau;

4) de Projet de loi 5254 iwwert d'Kennzeechnung vu gefeierleche Preparater;

5) de Projet de loi 5293 iwwert de Bureau européen des Radiocommunications; a

6) de Projet de loi 5363 iwwert d'Notzung vum extra-atmosphäresche Raum.

Mar hu mer folgend Projeten um Ordre du jour:

1) de Projet de loi 4766 iwwert de Sport;

2) de Projet de loi 4513, eng Ëmweltkonventioun;

3) de Projet de loi 5338 iwwert d'Schafung vun engem technesche Lycée fir erzéieresch a sozial Beruffer; a

4) de Projet de loi 5408 iwwert den Enseignement musical.

En Donneschdeg de Mëtte steet op eisem Ordre du jour:

1) de Projet de loi 5486 iwwert d'Statsbeamtegehälter;

2) de Projet de loi 5476, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Bau vun der Cité judiciaire;

3) de Projet de loi 5477, eng budgetär Upassung vum Bau vun der Nordstrooss; a

4) d'Naturalisatiounen.

Dann hu sech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fraktiounschefen derfir ausgeschwat, dass mer haut de Mëtten uganks der Sitzung eng Debatt iwwert d'Resultat vum Referendum vum leschte Sonnden sollen ofhalen.

Ass d'Chamber mat dësem liicht modifizéierten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Wéi elo grad ugedeit, hëlt d'Chamber da fir d'éischt Stellung zum Resultat vum Referendum vum leschte Sonnden iwwert den europäesche Verfassungsvertrag. De Fraktiounen an der Regierung sti jeeweils zéng Minutte Riedezäit zur Verfügung. Et si bis elo ageschriwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch a Gibéryen.

Als éischte Riedner ass den Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Sonnden hunn d'Lëtzebuerger sech an deem éischte Referendum säit 68 Joer zu engem fundamentale Sujet auszedrécke gehat. Et war eng Debatt, déi passionéiert a passionnant war. Et war eng Debatt, déi grouss, breet, déif gefouert ginn ass. Fir vill vun eis, déi scho méi laang derbäi sinn, war et déi éischte Kéier, dass iwwer esou e Sujet esou déif eran an eis Gesellschaft esou eng breet Debatt stattfonnt huet.

1. Et war eng Debatt iwwer Europa. Et war eng Debatt iwwert d'Stellung vun eisem Land an Europa. Et war eng Debatt iwwert d'Zukunft vun eisem Land, wéi mer eis se virstellen. Et war also eng gutt Debatt, et war eng positiv Debatt an et war gutt, dass déi Debatt an dësem Stadium an zu dësem Zäitpunkt stattfonnt huet.

Et huet ee mat ville Leit kënnen diskutéieren, deenen ee fréier net begéint ass an der Politik. Et ass een ugesprach ginn. Perséinlech huet mech extrem interesséiert, dass wann een op der Strooss stoung, bei Braderien an esou weider, dass et erstmaleg war, dass een net op d'Leit huet missen zougoen, mä dass d'Leit bei ee selwer komm sinn, fir mat engem iwwert d'Politik ze diskutéieren.

Alles an allem war et also ganz interessant, kollektiv an och individuell, fir ze gesinn, wou mer do stinn. Dat d'autant plus well jo net nëmmen iwwer Europa diskutéiert ginn ass a schonn nëmme ganz marginal iwwert den Traité, mä en fin de compte iwwer ganz vill Froen, déi d'Leit hei zu Lëtzebuerg beréieren.

2. Den Ausgank vum Referendum entsprécht dem éischte Vote vun der Chamber. Eng grouss Majoritéit vu Lëtzebuerger huet déiselwecht Meenung ausgedréckt wéi d'Chamber den 28. Juni hei an engem éischte Vote.

D'Lëtzebuerger hunn d'Wichtegkeet vun der Roll vun der Plaz vu Lëtzebuerg an Europa erkannt an hu sech demokratesch ausgedréckt.

3. Et war an eisen Ae wichteg virunzefueren. Dir erënnert Iech un déi Debatt, déi mer virun engem Mount gefouert hunn iwwert déi auslännesch Aflëss, déi mer an eis Debatt erakruten, nom duebelen Nee vu Frankräich a vun Holland, iwwert d'Zécken dat duerch d'Land gaangen ass, duerch d'Bevölkerung, zum Deel och duerch déi eenzel Parteien. Mir hunn zesummen an engem Akt, deen der Chamber zur Éier gereecht, kollektiv décidéiert virunzefueren. An et huet sech gewisen, dass dat déi richteg Décisioun am richtege Moment war.

4. Lëtzebuerg huet en Zeeche gesat. Et ass vun deenen engen a vun deenen aneren e bëssen esou lächerlech gemaach ginn, déi leschte Wochen, ob oder ob net Lëtzebuerg dann iwwerhaapt nach soll ofstëmme goen; ob eise Vote eng Influenz hätt oder ob e keng Influenz hätt.

Abee, d'Kommentaren an der auslännescher Press, net nëmmen an der Lëtzebuerger Press, an deene leschten Deeg hu gewisen, dass dee Vote vu Lëtzebuerg keen inutilë Vote war; dass dat e Vote war, deen an engem Processus stattfënnt; dass elo 13, a virun der grousser Vakanz 15 vun deene 25 Länner den Traité ratifizéiert hunn; an dass mer voll Zouversiicht kënne kucken, wann déi magesch Barrière vun 20 iwwerschratt ass, wou dann d'Problemer sech stelle bei deenen, déi ratifizéiert hunn, oder an deem Fall bei deenen, déi net ratifizéiert hunn.

Mir sinn op jiddfer Fall frou an zefridden, dass Lëtzebuerg a seng Leit sech op déi richteg Säit an där Debatt geschloen hunn an dass mir am Camp vun deene Länner sinn, déi am éischten Tour vun der Froestellung direkt mat Jo geäntwert hunn.

5. Als CSV, an dat huet een de Moien och an de Presseanalysë gesinn, si mer selbstverständlech net onzefridden driwwer, dass besonnesch bei de Wieler och vun eiser Partei e ganz gudde Report vun de Stëmme koum. Dass déi Argumenter, déi mer développéiert hunn, bei eise Wieler akzeptéiert gi sinn. Dass déi Campagne, déi mer als Partei iwwer Woche gemaach hunn, hir Friichte par rapport zu deem Deel vun der Bevölkerung, déi mir kënnen erreechen als Partei, och gedroen huet.

6. Et bleiwe selbstverständlech nach eng Rei vu Froen. Et ass elo schwiereg an zéng Minutten déi ganz Panoplie vu Froen duerchzegoen, déi sech stellen, vun Interrogatiounen, vu Bémolen, déi een an déi ganz Diskussioun muss setzen. Duerfir just d'Stéchwuert aarteg, an, en attendant dass mer méi eng fundamental Analys vun der ganzer Situatioun maachen, vläicht zwee, dräi Punkten.

Éischtens huet ee festgestallt, dass, jee méi wäit mer an där ganzer Debatt komm sinn, jee méi wäit mer en fin de compte vun der initialer Fro ewechkomm sinn. Wou sech am Ufank drop konzentréiert ginn ass, besonnesch vum Camp vum „Oui“, fir ze probéieren de Leit ze explizéieren, wat an deem Verfassungsvertrag stoung, hu mer am Laf vun der Debatt misse mierken, dass d'Froen, déi d'Leit sech gestallt hunn, wäit iwwert dee Verfassungsvertrag erausgaange sinn, an dass se sech en fin de compte haaptsächlech artikuléiert hu mat der Fro, wéi deen eenzelne Bierger sech a seng Positioun an der Gesellschaft, sech a seng Positioun hei zu Lëtzebuerg a sech a seng Positioun iwwer Lëtzebuerg an Europa virstellt.

Mir hu vill Perséinleches héieren an all deene Debatten, déi mer gefouert hunn. Dat ass eppes, wat eis interpelléiert a wat mer sécher och wäerte vum Hiersch un an déi nationalpolitesch Diskussiounen, déi mer zwar seit Jore scho gefouert hunn a wou mer och net näischt gemaach hunn an deene leschte Joren, mä wou mer trotzdeem deen een oder aneren Aspekt dovun an d'Nationalpolitik musse mat iwwerhuelen.

Zweetens bleiwen ech derbäi wat ech schonn e puermol gesot hunn, dass d'Froestellung vun dësem Referendum extrem problematesch war. Duerch de Fait, dass een de Leit keng Alternativ ginn huet, dass een en Text virgeluecht huet, dee just mat Jo a mat Neen ze beäntwerte war, doduerch dass een en fin de compte gemengt huet, dass ee sech hei an enger akademescher Sëtzung mat de Leit géif erëmfannen, sinn eng Rei vu Mechanismen déclenchéiert ginn, déi zu där Diskussioun gefouert hunn, wéi mer se kennen.

Drëttens, vill vun eis sinn iwwerrascht, anerer manner, iwwer verschidden Aussoen, déi mer an där Diskussioun héieren hunn: Elargissement, Türkei, d'Fro vun den Auslänner hei zu Lëtzebuerg, d'Fro vun den Auslänner, déi eise Lëtzebuerger géifen hir Aarbechtsplazen ewechhuelen, sinn an enger Däitlechkeet, an enger Intensitéit gestallt ginn, déi Verschiddener vun eis net erwaart hunn. Och dee Phenomeen mussen a wäerte mer analyséieren an op dee musse mer Äntwerte fannen.

Deen nächste Punkt ass d'Grondastellung vun deene jonke Leit. Jonk Leit ënner 30 Joer, déi majoritär Neen zum Verfassungstraité gestëmmt hunn. Et ass net un eis, fir mam erhuewenen Zeigefanger elo duerch d'Land ze lafen an deenen ze soen: Du, du, du, dir hutt elo net déi richteg Décisioun geholl! Mä et muss ee sech d'Fro stellen, wat d'Basis vun där Décisioun war.

Ass et d'Onkenntnis vun der Geschicht, vun de geschichtlechen Zesummenhäng, vun de geschichtleche Realitéiten? Ass et de Fait, dass zu Lëtzebuerg ganz oft d'Geschicht beim Zweete Weltkrich ophéiert an duerno net méi weidergefouert gëtt, och net an der öffentlecher Ausenanersetzung an an der öffentlecher Diskussioun?

Ass et de Fait, dass ee bei ville jonke Leit awer trotzdeem och an der Diskussioun mierkt, dass hinnen d'Basiskenntnisser vum Fonctionnement vun enger Gesellschaft zum Deel net méi esou present sinn, wéi dat vläicht bei de fréiere Generatiounen de Fall war? Dass een nëmmen dat ka verdeelen, och als Gesellschaft, wat een erakritt, an dass deen Eenzelnen en Effort muss maachen, fir zum Gesamtprodukt vun enger Natioun ze kontribuéieren? Alles dat si Punkten, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint zesumme mussen analyséieren.

Ech wéilt schléisse mat engem Punkt, dee mech, fir et fein ze soen, zimlech énervéiert. Dat ass deen een oder deen aneren, deen elo aus deem Deel vum Vollek, dat jo just kommentéiert, mengt elo missen ze soen, et wär en därmoossen déiwe Gruef tëschent der Politik an de Leit, a wou sech déi akademesch Fro gestallt gëtt, ob déi Chamber hei iwwerhaapt nach representativ wär fir d'Lëtzebuerger Vollek.

Ech wëll deene Leit soen, wou deen een oder deen aneren d'ailleurs probéiert hat, emol eng Kéier an dat Haus hei eranzekommen - dat war hinnen net gelongen -, a vläicht ass och deen een oder deen anere méi bëssege Kommentar aus där Liewenssituatioun eraus ze verstoen, dass, wann eng Chamber zu engem Traité eng Décisioun hëlt, an deen eenzelne Politiker an déi eenzel Parteien eng Décisioun mussen huelen, se verflicht sinn, duerch d'Verfassung, déi ze huelen am Intérêt national. Dass ee perséinlech Gedanken an och perséinlech Appréhensiounen op d'Säit muss leeën, dass ee muss kucken, no Ofweiung vun den Argumenter fir de Jo oder fir den Neen, an der Zomm vun deem, wat ee gehéiert huet, eng Décisioun ze huelen.

An déi Décisioun konnt, fir de Gros vun de Lëtzebuerger Deputéierten, nëmme mat engem klore Jo ausgoen, well einfach d'Zomm vun deem, wat deen Traité eis bréngt, par rapport zur Zomm vun deem, wat deen Traité eis net bréngt, eis dozou bruecht huet, iwwer eenzel Bedenken, iwwer eenzel Schwieregkeeten an iwwer eenzel Appréhensiounen eraus e klore Jo fir dës Verfassung ze soen.

Deen eenzelne Bierger, deen de leschte Sonndeg gewielt huet, muss sech net nécessairement déiselwecht Froestellung stellen. Deen eenzelne Bierger, dee sech e Sonndeg d'Fro gestallt huet, huet ganz oft par rapport zu sech selwer räsonnéiert, zu senger sozialer Situatioun, zu senger Situatioun an enger Gesellschaft. Déi zwee sinn net ëmmer deckungsgläich. Déi zwee stelle sech déiselwecht Froen. Et ass jo verréckt fir ze mengen, dass d'Politiker, déi ënnert dem Vollek sinn, sech déi Froen net géife stellen. Déi Fro kritt awer net ëmmer déiselwecht Äntwert.

Ech fannen, dass eis Chamber mëtten am Land steet, mëtten ënnert de Bierger steet. Mir wëssen och wou de Schong dréckt, an et ass dorunner wou mer déi nächst Wochen a Méint a Jore wäerte weiderschaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Sonndeg hunn d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger Jo gestëmmt, Jo zu enger gemeinsamer Europäescher Verfassung, Jo zu deem Traité, deen déi Verfassung soll a Kraaft setzen. Dat no enger laanger, enger breeder an enger gutt gefouerter Diskussioun, an och enger kontrovers gefouerter Diskussioun, a glécklecherweis och kontrovers gefouerter Diskussioun, well dat huet dozou gefouert, datt sech ganz vill Leit, vläicht net fir d'éischt, mä awer emol ganz intensiv mat der Europäescher Unioun, mat deem Projet vun engem gemeinsamen Europa, mat deem Wee, dee mer bis ewell zesummen zréckgeluecht hu mat anere Länner, an awer och nach deem Stéck vum Wee, dat nach virun eis wäert oder kéint leien, ausenaner gesat hunn.

Dee Jo, dat ass eng responsabel Haltung vu Lëtzebuerg, eng responsabel Haltung, well mer um Ufank vun deem europäesche Wee stoungen a well mer doduerjer och deen europäesche Wee weider mat wëlle goen, a well mer awer och deen europäesche Wee doduerjer weider erméiglecht hunn, well mer dat an enger ganz schwiereger europäescher Situatioun gemaach hunn, an där et mat Sécherheet net einfach war, kloer Jo ze soen, mä d'Lëtzebuerger hunn dat gemaach.

Dat no enger Campagne, déi vu ganz villen Acteure gefouert ginn ass. Enger Campagne fir de Jo, wou der ganz vill dru bedeelegt waren, wou net Eenzelner dat eleng gemaach hunn, a wahrscheinlech och Eenzelner et eleng net gepackt hätten, mä wou jiddfereen d'Äerm mat eropgestréppt huet. Dat ware Parteien, och Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, dat ware Gewerkschaften, dat waren ONGen, dat ware ganz, ganz vill Privatleit, déi och hiren Numm an d'Fënster gestallt hu fir de Jo. An ech mengen, all déi, déi gehofft hunn, datt et Jo géing ginn, déi sollen och all deene Merci soen, datt si Engagement iwwer Wochen a Méint ewech gewisen hunn, fir datt mer dat dote Resultat zesumme konnten erreechen.

Haut - an et ass gesot ginn - musse mer awer och wëssen, datt net jiddferee Jo gesot huet, datt 43% vun de Leit Nee gesot hunn. Dat bestëmmt net nëmmen aus enger oder aus e puer Ursaachen eraus, mä deen Neen - a mir wëssen et, a mir hunn et gemierkt an der Campagne - ass ganz, ganz heterogen, mä trotzdeem musse mer probéieren, déi Messagen ze verstoen, déi d'Leit och der Politik domadder wollte mat op de Wee ginn, well bestëmmt net jiddfereen, dee Nee gestëmmt huet, ass géint Europa, ass fundamental géint d'Europäesch Unioun a géint den europäesche Prozess.

Et ass gesot ginn, et gëtt e puer Gruppe vu Leit, e puer Iddien, déi mer eis kënne maachen, firwat d'Leit Nee gestëmmt hunn a wat se dozou beweegt huet, an déi Messagë solle mer eescht huelen, déi Messagë solle mer net an en Tirang leeën, mä mir mussen se par contre an der aktiver Politik déi nächst Wochen a Méint an och nach Joren diskutéieren a kucken, wat d'Beweggrënn wierklech waren, an ob se net vläicht éischter Problemer och an hirem Alldag haten, ob net éischter och déi national Politik gefuerdert ass, fir deene Problemer Rechnung ze droen, an doduerjer och e weidert Vertrauen deene Leit an d'Politik ze erméiglechen, awer och e gréissert Vertraue par rapport zum europäesche Prozess doduerjer erëm hierzestellen.

Et ass gesot ginn, datt gewësse Regioune vum Land, virun allem de Süden, méi skeptesch gewiescht wären e Sonndeg, méi Nee gesot hunn. Ech mengen net, datt mer eis nëmmen op déi geographesch Opdeelung do solle konzentréieren, mä och emol kucken, wéi kënnt déi zustanen, ob net do och éischter sozioprofessionell Ursaache sinn. A wa mer den Neen an de Jo matenee vergläichen, fanne mer wahrscheinlech éischter eraus, dass et sozioprofessionell Ursaache sinn, wéi elo reng geographescher. An et ass och net esou, datt se an deene Gemengen - an ech weess vu wat ech schwätzen -…

(Interruption)

…majoritär Nee gestëmmt hunn, datt do lauter schlecht Europäer géinge wunnen. An och an deenen anere Gemengen, déi majoritär Jo gestëmmt hunn, ass et bestëmmt och esou, dass der do och mat Nee gestëmmt hunn an do waren also och nach Leit, déi Froen haten, déi skeptesch waren an déi sech Suerge gemaach hu wou Europa géing hifféieren.

Nun am Süde vum Land ass et bestëmmt esou, datt nach eng Rei vun anere Problemen existéieren oder verstäerkt existéieren. Mir wëssen, datt de Chômage a ville Gemengen, a villen Uertschaften do méi héich ass. Mir wëssen, datt mer an engem Strukturwandel dra sinn, deen nach net bewältegt ass. Mir wëssen, datt mer an deem Strukturwandel aus der Industriegesellschaft erauskommen an an eng Déngschtleeschtungsgesellschaft eraginn an datt dat natierlech fir de Süden aner Froen opwerft, méi Froen opwerft, ganz perséinlech Froe bei deem Eenzelnen opwerft, schéngt mer och kloer ze sinn.

Da gëtt gesot déi Jonk wieren och besonnesch skeptesch gewiescht par rapport zu Europa generell a par rapport zu deem Traité an hätten dann och mat grousser Zuel Nee gestëmmt. Vläicht hu mer och net déi richteg Argumenter fonnt, fir déi Jonk ze iwwerzeegen. Fridden ass eng Selbstverständlechkeet mëttlerweil ginn, oppe Grenzen ass eng Selbstverständlechkeet, den Euro ass eng Selbstverständlechkeet fir vill Jonker, well se u sech d'Zäit wou d'Grenzen nach zou waren, wou een op der Grenz huet misse stoe bleiwen an d'Mall opmaachen an huet misse weise wat een dann alles dran hätt, net méi kennen.

Jonker hunn awer vläicht och aner Zukunftsängschten a méi Zukunftsängschte wat si perséinlech erëm ubelaangt. Wou fannen se muer nach eng Aarbecht? Wéi ass et mat der sozialer Sécherheet? Wéi ass et mat hire Pensiounen? A si hunn och vläicht all déi Froen an Zukunftsängschten an dee Jo oder an deen Neen do eraninterpretéiert.

Dann ass e weideren Aspekt, dee mer schéngt wichteg ze sinn, net ze négligéieren, obschonn e schockéiert, dat ass, datt net wéineg Lëtzebuerger och gesot hunn, ma mir hu schonn ze vill Auslänner bei eis an et kommen der doduerjer vläicht nach méi, wa mer eis méi opmaachen zu anere Länner, wa mer den europäesche Wee nach e Stéck méi ginn, déi eis dann d'Aarbechtsplazen ewechhuelen oder eis Betriber ginn an aner Länner.

Och wann dat eng Fro ass, déi bestëmmt net direkt eppes mat dësem Traité ze dinn huet, huet een dach do e gewëssene Malaise gespuert an d'Konklusioun mengen ech ass déi, datt déi Integratioun nach net bewältegt ass, datt u sech nach ëmmer vill ze vill Communautéiten hei am Land niewentenee liewen an net richteg mateneen an datt mer do weider Effortë musse maachen.

Fir d'Konklusiounen definitiv ze zéien, mengen ech, dann ass dat sécherlech zwee Deeg nom Vote ze frél, mä trotzdeem kann een der haut schonn zéien. Wa mer grad déi Fro do kucke vun der Integratioun, déi ville Leit nach Suerge mécht, d'Presenz vu villen Ausländer hei am Land, déi ville Leit Suerge mécht, da musse mer déi Effortë verstäerken, fir d'Integratioun réusséieren ze loossen. Dat ass en Appel, sécherlech net nëmme un d'Politik, mä u jiddereen, u Lëtzebuerger an och un net Lëtzebuerger hei am Land. Et gëtt mat Sécherheet och do nach ze iwwerleeën: Wéi ass d'Participatioun vun den net Lëtzebuerger? Wéi kënne mer déi verstäerken? Wéi kënne mer hinnen nach méi Ureizer gi mat deelzehuelen an en Deel och ze gi vun der Lëtzebuerger Gesellschaft? A mir hunn eng Rei vun Iwwerleeunge gemaach an dësem Haus.

Am Regierungsaccord steet zum Beispill och fir d'double Nationalitéit anzeféieren, fir och deenen, déi e Schratt wëllen op eis duerkommen an eis Nationalitéit wëllen unhuelen, et e Stéckelchen nach méi einfach ze maachen an och d'Integratioun méi einfach ze maachen. A vläicht solle mer eis och nach eng Kéier iwwerleeën an eis déi Fro stellen, déi mer eis am Ufank vun der Campagne gestallt hunn, nämlech: Hätten net awer sollen d'EU-Auslänner hei mat wiele goen? An ass dat net eng Fro, déi mer och elo nach eng Kéier sollen op den Ordre du jour huele vläicht fir zukünfteg Referenden, fir se dann an aller Rou a mat där néideger Zäit, dat och wa mer wëssen, datt eng Verfassungsännerung do noutwenneg ass, kënnen ze tranchéieren?

Wéi komme mer besser un déi Jonk erun? Ech mengen net, datt déi Jonk verluer si fir den europäesche Prozess, fir den europäesche Gedanken, mä mir mussen Effortë maachen. Mir mussen Effortë maachen an de Schoulen. Mir musse vläicht aneschters argumentéieren an Europa aneschters engem Jonken erklären. D'Opklärung muss weidergoen. D'Opklärung, déi mer an dëser Campagne gemaach hunn - a wou der vill vun eis bei deene Jonken ware, bei Jugendveräiner an an de Schoulen -, mengen ech, musse mer weiderféieren a vläicht nach méi systematesch maachen a mir mussen och deene Jonke kloer maache wéi se konkret kënnen d'Europäesch Unioun erliewen.

Ech wëll nach eng Kéier op eng Motioun hiweisen, déi ech am Kontext vun de leschte Budgetsdebatten am Dezember 2004 erabruecht hat, déi awer leider mat de Stëmme vun der Majoritéit ofgelehnt ginn ass, a wou et grad drëms gaangen ass: Wéi kënne mer déi Jonk fir Europa begeeschteren? Wéi kënne mer kucke fir déi Jonk an déi Campagne do mat anzebannen? Wéi kënne mer kucke fir mat de Jugendassociatiounen zesummen esou eng Campagne ze féieren, fir datt mer déi Jonk da wierklech direkt kënnen uschwätzen?

An dann eng aner, ganz wichteg Konklusioun, dat schéngt mer awer déi ze sinn, datt den europapoliteschen Débat muss weidergoen hei am Land. Déi positiv Erfahrung, déi mer alleguerte gemaach hunn andeems mer op d'Leit duergaange sinn, an d'Leit matdiskutéiert hunn, well se gehale ware sech bis den 10. Juli eng Meenung ze maachen, well se och gehale ware fir Jo oder Neen zu deem Traité do ze stëmmen, si se an ee breeden Débat mat agetrueden, eppes wat mer bis ewell hei am Land - op jidde Fall fir europapolitesch Froen - nach net kannt hunn, an deen Elan solle mer notzen a mir sollen e weiderféieren.

Deen Débat däerf hei net op en Enn goen, deen Débat muss weidergoen an e soll och déi nächst Jore weidergoen. An dofir wëll ech och nach eng Kéier op eng Propositioun vun der Demokratescher Partei zréckkommen, fir d'Europawahlen an d'Chamberwahlen ze trennen.

Mäi Fraktiounskolleeg, den Henri Grethen, huet zesumme mam Lydie Polfer 1999 eng deementspriechend Proposition de loi hei agereecht. Mir sollen déi nach eng Kéier op den Ordre du jour huele fir d'Chamberwahlen dräi Méint no vir ze réckelen. Et ass een Artikel, deen an der Proposition de loi do steet an et ass net ganz schwéier fir doduerjer et ze erméiglechen, datt mer no all fënnef Joer e regelméissegen Europawahlkampf kréien, dann eng europapolitesch Debatt hei kënne féiere wou mer ugehale sinn, deen Effort ze widderhuelen, dee mer elo déi lescht Wochen a Méint gemaach hunn, fir mat de Leit am Land iwwer Europa ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Jo huet gewonn a mat him all déi Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, déi wëlle mat Europa weiderfueren, wéi mer dat säit 50 Joer opgebaut hunn. Ech mengen, et muss een hinnen alleguerte Merci soe fir deen Entscheed, dee wichteg ass fir onst Land a fir d'Zukunft vun onsem Land.

De Jo vum leschte Sonndeg bestätegt och wat eng grouss Majoritéit vun dëser Chamber an de leschte Méint décidéiert huet.

Éischtens war et richteg e Referendum ze organiséieren. Dëse Referendum huet fir d'éischt an onser rezenter Geschicht zu enger ëmfaassender Diskussioun iwwert d'europäesch Integratioun an hir Politik gefouert; an dat war gutt esou.

Zweetens war et richteg de Referendum op den 10. Juli 2005 festzeleeën. Kuerz no der Présidence, net zesumme mat de Gemengerotswahlen an och net ze laang mat der Applikatioun ze waarden, sech awer Zäit gi fir mat de Leit ze diskutéieren.

Drëttens war et richteg och no dem Neen a Frankräich an an Holland, ons Ratifikatioun wéi virgesinn duerchzezéien an un deem Datum festzehalen, dat ëmsou méi wéi den Europäesche Rot vum 17. Juni 2005 keng kloer Décisioun dozou geholl huet. Am Oktober 2005 kënne mer dann elo ons parlamentaresch Ratifikatioun mat der zweeter Lecture zu Enn bréngen an domat offiziell a formal dat bestätegen, wat d'Lëtzebuerger Vollek décidéiert huet.

Här President, déi Parteien, déi sech fir dës Démarche décidéiert hunn an och dorunner festgehalen hunn, hu Recht behalen dat et esou ze maachen, wéi se dat décidéiert haten. Alles dat gesäit elo ganz einfach aus, et war awer bekanntlech guer net esou einfach.

An ech wëll nach eng Kéier hei soen, dass d'Chamber während all deene Méint hir Roll voll a ganz erfëllt huet. Si huet den 28. Juni hir parlamentaresch Aarbecht iwwert den Traité gemaach. Si huet mat hire Mëttelen Auditiounen organiséiert, déi all Meenung zum Ausdrock komme gelooss hunn. All Meenung an dëser Chamber gouf duerch d'Chamber-TV iwwerdroen. Si huet Versammlungen uechtert d'Land organiséiert, ass op d'Biergerinnen an d'Bierger zougaang, huet hinne Ried an Äntwert gestan an huet hinnen Informatioune verdeelt an Explikatioune ginn; kee Matraquage, mä Informatiounen an Explikatiounen.

Vill vun onsen Deputéierten, ech wëll dat och hei soen, hunn dobäi ee groussen Asaz gewisen. D'Chamber huet dobäi hir eege Mëttelen agesat, a besonnesch

och d'Aarbecht vun hire Mataarbechter, deenen een nach eng Kéier hei muss Merci soen.

Och d'Parteien hunn aus hirer Täsch eng Campagne organiséiert, déi alles anescht wéi eng Materialschluecht war. D'LSAP zum Beispill huet eng Affiche, een Autocollant, ee klengen Dépliant produzéiert; dëst war e Budget vun ëm déi 5.000 Euro; dogéint hat den Neen aner Mëttelen. Annoncë fir den Nee goufen aus dem Ausland bezuelt. Wann ech de Materialopwand vum Nee kucken, deen d'ganzt Land mat Affichen iwwerschwemmt an iwwerklieft huet, da war dat, wat de Jo u Material hat, lächerlech wéineg.

Här President, ech wollt déi puer Remarquë fir d'éischt lassginn, well een direkt no dem Referendum d'Impressioun hat, an och nach zum Deel huet, et hätt net de Jo, mä den Nee gewonn. Dat wëllt awer net soen, dass een elo selbstzefridde soll sinn an dat Resultat, a virun allem dat, wat elo kënnt, net offen a kritesch sollt ugoen.

Iwwert d'Resultat u sech, d'Analys dovunner, wëll ech hei net spekuléieren. Mä et ass sécher falsch, an et ass scho gesot ginn, wa behaapt gëtt dobaussen, d'Chamber hätt mat 55 vu 60 Stëmmen d'Verfassung gestëmmt, dat wier awer wäit ewech vun deene 55% vum Jo am Referendum. Do wier also ee Broch zwëschent dem Pays légal an dem Pays réel.

Ech wëll awer hei soen, dass d'Logike vun der representativer Demokratie a vun der direkter Demokratie ganz verschidde sinn. An der direkter Demokratie heescht et, eng Entscheedung mat Jo oder Neen ze fällen, an dat oft iwwer komplex Themen. An dofir drécken sech am Jo wéi am Nee vill verschidde Meenungen aus. Et ass also elo un de Sozial- an de Politikforscher fir erauszefannen, wat de Jo an den Neen eigentlech bedeiten.

Ons Sozialisten interpelléiert natierlech d'Wahlverhale vun de Jonke vun 18 bis 30 Joer. Wann den ILReS-Sondage da stëmmt, solle 60% vun dëser Wielerschaft géint d'Verfassung gestëmmt hunn. Ech wéisst wierklech gär firwat. Ech constatéieren awer och zugläich - dat däerf een och net vergiessen ëmmer bei deenen Diskussiounen -, dass vill politesch bewosst Jonker aktiv an dës Campagne agegraff hunn, fir de Jo.

Ons als Sozialisten interpelléiert och, wat an de Südgemenge geschitt ass. Et ass net anescht iwwregens a verschidde Quartiere vun der Stad, vun der Haaptstad, wou Nee gestëmmt gouf, oder och an eenzelne Gemengen um Land. Et kann ee sécher unhuelen, dass et déi sozial Onsécherheet, d'Angscht virum Chômage, d'Angscht virun der Iwwerfriemung a virun der Konkurrenz vum Ausland ass.

Den Neen ass sécher den Ausdrock vun engem soziale Malaise an onser Gesellschaft, deen d'Europäesch Verfassung als Sënnebock geholl huet; déi Verfassung, déi awer näischt mat deem Malaise direkt ze dinn huet.

Dofir, wat kënnt elo no dem Referendum?

Ech menge fir d'éischt muss Europa op der Agenda vun der Lëtzebuerger Politik bleiwen, a fir mech geet et do ëm zwou Prioritéiten. Déi éischt ass, déi dagdeeglech europäesch Politik an d'Lëtzebuerger Politik eran ze droen. Mir hunn hei schonn oft doriwwer geschwat, mir mussen elo endlech domat weiderkommen. All Politiker, all Eenzelnen heibannen, muss sech bewosst sinn, dass europäesch Gesetzer onst Liewe matbestëmmen. Mir mussen also vun Ufank u matbestëmmen, der Regierung op d'Fangere kucken, déi europäesch Gesetzgebung vun Ufank u kritesch beliichten.

Och d'Europawahle mussen endlech de Stellewäert an der Lëtzebuerger Politik kréien, déi si verdéngen. Dëst wäert sécher net esou einfach ginn - Dir kennt meng Meenung doriwwer -, wéi verschidde Leit sech dat elo virstellen. Et muss awer probéiert ginn.

Déi zweet Prioritéit ass, iwwer eng Partie Punkten an der europäescher Politik aus dem Vagen erauszekommen. Ech hu bei dëser Campagne observéiert, wéi wéineg d'Leit allgemeng iwwer Europa wëssen, dat heescht wat Europa kann oder däerf. Fir mech ass eng vun den Ursaache vu munchem Nee d'Onkenntnis vun Europa.

Wann en héichrangege Politiker an der Referendumscampagne soe konnt, hie wier géint eng Europäesch Verfassung, well hie géint en europäesche Superstat wier, dann ass dat eigentlech lächerlech; well weder d'Verfassung, nach iergendee Land an Europa esou e Superstat wëllt.

Wann zum Beispill dat Argument vun der Militariséierung a vun der Oprüstung vun der Europäescher Unioun, oder d'Angscht, et géif erëm den obligatoresche Militärdéngscht zu Lëtzebuerg agefouert ginn, wann dat Argument esou gutt ukomm ass, dann och aus der Onkenntnis eraus iwwert dat, wat d'Europäesch Unioun op deem Plang däerf an net däerf.

Datselwecht gëllt fir de Sproch vun deem sou genannten neoliberale Charakter vun der Europäescher Unioun, an dofir och iwwert d'allgemeng Konzeptioun vun Europa. Ech wëll net op den Detail agoen.

Här President, d'LSAP ass frou, dass de Jo kloer an däitlech zu Lëtzebuerg gewonnen huet. Dat ass net d'Enn vun der Geschicht, mä eng weider Etapp op dem Wee vun engem besseren, méi demokratesche a méi sozialen Europa. Et ass eng wichteg Etapp op dem Wee vun der europäescher Ratifikatioun vun der Verfassung an op jidde Fall eng wichteg Bestätegung fir d'Iddien, déi an dëser Verfassung dra sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorablen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Gréng ass et kloer, de Referendum huet ee gudde Jo erausbruecht, 56,52%. Et muss ee wëssen, datt dee Referendum hei stattfonnt huet ënner extrem schwierege Bedéngungen, well net nëmmen déi national Diskussioun huet de Referendum an d'Leit beaflosst. Et si ganz vill Aflëss vu bausse komm. Mir waren an engem schwieregen europäesche Kontext. An ënnert all deenen dote Konditiounen ass dat Resultat vu 56,52% sécherlech e ganz gutt Resultat.

Ech deelen och dem Här Fayot seng Aschätzung, datt d'Chamber virun allem hir Roll ganz gutt erfëllt huet an deene leschte Méint. All déi Initiativen, déi d'Chamber geholl huet, huet se geholl an engem pluralistesche Geescht. An deenen Hearingen hei an der Chamber - deenen dräi, déi stattfonnt hunn; wou d'Press present war; déi iwwert d'Chamber-TV iwwerdroe gi sinn - hu gréisstendeels d'Zivilgesellschaft, gréisstendeels esouguer d'Géigner, kann ee soen, kënnen d'Wuert kréien; d'Deputéierten hu sech grouss Retenue operluecht, fir an deenen Debatten hei net anzegräifen, fir ebe grad déi zu Wuert kommen ze loossen. Mir hu 14 öffentlech Versammlungen organiséiert, wou all Kéiers och e Géigner vun dem Verfassungstext mat um Podium souz, a virun allem awer och der vill am Sall d'Wuert kritt hunn, fir datt deementspriechend eng kontrovers Debatt konnt gefouert ginn.

Ech wëll mech awer net ze vill laang méi domadder ophalen, well méi wichteg ass et, fannen ech, haut eng Rei Saachen, eng Rei Messagen ze ginn, déi an d'Zukunft geriicht sinn.

Et ass fir eis als Gréng op alle Fall kloer, datt elo net usteet, eng Interpretatioun ze maachen, am Sënn datt hei de Jo iwwert den Nee gewonnen hätt. Well den 10. Juli war keng politesch Wahl, wou Parteien zur Dispositioun stoungen, oder Persounen; den 10. Juli stoung zur Diskussioun eng komplex an historesch Fro, nämlech d'Europäesch Unioun an ob d'Europäesch Unioun endlech sollt eng politesch Dimensioun kréien oder net. An datt natierlech bei esou enger komplexer an historescher Fro e knappt Resultat, zumools an deem schwieregen Ëmfeld, géing erauskommen, dat war eigentlech nëmmen normal.

Duerfir ass et och relativ kloer fir eis, datt esou gutt beim Jo wéi beim Neen d'Interpretatiounen, déi d'Leit dozou beweegt hunn, fir Jo oder Neen ze stëmmen, ganz villfälteg sinn, ganz ënnerschiddlech sinn, an datt et einfach net seriö ass fir elo haut schonn, zwee Deeg no deem Referendum, groussspureg Konklusiounen ze zéien oder Interpretatiounen ze maachen, wat dann am Detail wierklech d'Leit beweegt huet, sech esou oder esou ze décidéieren. Et gëtt vill Aspekter, déi een do nach muss analyséieren, fir genau erauszefannen, firwat eng Majoritéit Jo gestëmmt huet an eng Minoritéit Nee gestëmmt huet.

Et muss een awer och derbäi soen, datt et ganz geféierlech ass, op der Nee-Säit zum Beispill, well et jo do eigentlech elo ee Grupp gëtt, dee sech déi 43%...

(Interruptions)

…op säi Fändel wëllt schreiwen an no bausse mécht, wéi wann et eigentlech säi Mérite oder seng Aarbecht gewiescht wär, déi dozou gefouert hätt, datt sech 43% fir Neen ze stëmmen décidéiert hätten.

Ech géing do virdru warnen, well wéi gesot et gëtt villfälteg Interpretatiounen, oder villfälteg Beweggrënn, firwat datt d'Leit Nee gestëmmt hunn. Et kéint emol nach esou wäit kommen, wa mer emol d'genau Detailer an d'Analysen hunn, datt vill Leit, déi aus engem éierlechen Engagement - am Comité pour le Non zum Beispill - aktiv waren, vläicht nach béis Iwwerraschunge kënnte kréien an deenen nächste Wochen a Méint, wa se emol d'Detailanalysë kréien, firwat datt dann zum Beispill och e gudden Deel vun de Leit Nee gestëmmt hunn.

Fir eis ass et wichteg, datt mer elo net, wéi dat awer e bësselchen d'Tendenz ass an deene leschten Deeg, am Kaffissaz liesen, wéi een op gutt Lëtzebuergesch seet, oder aus der Hëft eraus ganz schnell Analysen oder Interpretatioune maachen, mä datt ee sech Zäit dofir hëlt, datt ee sech dat Zuelematerial, wat mer zur Verfügung hunn, genau ukuckt an dann doraus eng uerdentlech politesch, eng wëssenschaftlech begrënnten, am beschte politesch Analys mécht.

Duerfir hunn ech an der aussepolitescher Kommissioun am Numm vu menger Fraktioun d'Propos gemaach, datt d'Regierung onbedéngt dat villt Zuelematerial zum Beispill, wat mer zur Verfügung hunn, vun Oktober bis haut, a wat jo wahrscheinlech och nach virugeet, dat heescht all déi Enquêten, déi vun der ILReS zum Beispill gemaach gi sinn, soll verdéift auswäerte loossen, an dann awer och um Schluss der Uni Lëtzebuerg en Optrag ginn, fir eng verdéifte Studie ze maachen iwwert d'Beweggrënn vum Jo an och vum Neen an dësem Kontext.

Eréischt da kritt een herno dat eraus, wat ee wahrscheinlech och brauch als Politiker, fir kënnen ze kucken, wou ee muss politesch agéieren an Zukunft. Zum Beispill dann op där enger Säit bei de Leit, déi Nee gestëmmt hunn, fir deene bei hiren Ängschten a Suergen entgéintzekommen, oder awer och op där anerer Säit bei deene Leit, déi Jo gestëmmt hunn, fir deenen hirem Wonsch, deen ëmmerhin awer mat 56,52% zum Ausdrock bruecht ginn ass, Rechnung ze droen.

Här President, wat eis als Gréng natierlech och besonnesch besuergt mécht, dat ass dat generellt Onverständnis iwwert den europäesche Prozess an iwwert d'europäesch Institutiounen, wat ee konnt feststellen op deene ville Versammlungen, déi een ofgehalen huet. Ech muss och soen, et mécht mech heiansdo e bëssen nervös, wa mer als Politiker Léieren ausgedeelt kréien, elo op deene villfältegste Plateauen, déi et dann an der Gesellschaft gëtt, wat dann elo wierklech an der Bevölkerung diskutéiert gi wär, an oft déi Leit, déi déi Interpretatiounen do maachen, net mat eis an de Säll waren an deene leschten zwee Méint, wann d'Diskussioune waren.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, op alle Fall fir mech war dat eng interessant Erfahrung, fir an deem leschten annerhallwe Mount e puer dausend Leit ze begéinen aus dem Vollek an den öffentleche Versammlungen. Ech mengen, wat mech awer do besonnesch erschreckt huet, dat ass de Fait, datt den europäesche Prozess an d'europäesch Institutiounen an och wéi d'Décisioune falen an Europa kaum verankert sinn an de Käpp vun de Leit, wat ganz vill zu Mëssverständnisser féiert.

Besonnesch erschreckend ass natierlech do éischtens d'Feele vun där Kategorie 18 bis 25 Joer an den öffentleche Versammlungen, obscho mer als Parteien Effortë gemaach hunn, fir och Versammlunge ganz spezifesch op d'Jugend auszeriichten. An zweetens awer och dat wat een héieren huet, zumindest déi Echoen, déi ech kritt hu vun eisem Europadeputéierten, deen a Schoule gaangen ass, dat wat do 18- bis 25-Jähriger deklaréiert hu wat hir Beweggrënn wären, firwat si géingen Nee stëmmen.

An do muss ee soen, wat eis net erschreckt als Gréng, dat ass, datt déi jonk Leit do hiert eegent Schicksal an d'Hand huelen an décidéieren, bei enger Décisioun Neen ze soen. Et ass duerchweegs normal an och berechtegt natierlech an enger Demokratie, datt een och däerf Neen zu eppes soen. Mä wat eis erschreckt huet, dat sinn d'Argumenter an d'Beweggrënn, déi dozou gefouert hunn, fir datt et zu deem Neen, haaptsächlech bei Jugendlechen, komm ass.

Eiser Meenung no ass et relativ kloer, do ass eng riseg historesch Lacune bei deene Jugendlechen tëschent 18 a 25 Joer. Awer net nëmmen eng historesch Lacune, mä och iwwert d'Kenntnis vum Fonctionnement vun eisen Institutiounen, souwuel national wéi och europäesch oder international. Do muss een einfach e Constat maachen, datt eis öffentlech Schoul e risegen Echec ze verzeechnen huet par rapport zu där doter Diskussioun.

An, Här President, well dat dee Volet ass, dee mir als eng vun deene wichtegste Konklusioune gesinn, déi een elo direkt aus där ganzer Diskussioun ronderëm de Referendum kann zéien, an deen eis ganz wichteg ass, hu mer eis als gréng Fraktioun erlaabt, eng Motioun ze verfaassen, déi déi dote Problematik beschreift, a wou mer d'Regierung opfuerderen, duerfir ze suergen, datt an der Schoul eng nei Dynamik entsteet, fir datt mer déi ganz europäesch Dimensioun an d'Schoulen erakréien, fir datt d'Schoulbicher net bei 1945 ophalen, mä datt se dann do weiderginn, an datt och déi Diskussioune musse gefouert ginn, zemools wa mer wëssen, datt an deenen nächste Joren a Jorzéngten ëmmer méi Jonker an d'Schoule wäerte kommen, déi einfach logescherweis…

(Coups de cloche de la Présidence)

…kee Wësse méi hunn zu deem, wat 1945 geschitt ass.

Ech wëll déi Motioun heimadder déposéieren, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que de nombreux élèves arrivent à la fin de leur scolarité avec une connaissance approximative du fonctionnement de nos institutions nationales et européennes;

- considérant que la formation des jeunes à la vie politique constitue une condition indispensable à l'intérêt de ceux-ci pour la vie publique ainsi qu'au bon fonctionnement d'une démocratie;

- considérant que l'éducation civique des jeunes n'est actuellement pas assurée de façon satisfaisante dans les écoles;

- considérant que nous vivons une époque de grands bouleversements, marquée par la remise en question des certitudes et la recherche de nouveaux rapports sociaux et que l'éducation est souvent au coeur du changement social;

- considérant que le programme de la plupart des cours étudiés dans notre enseignement postprimaire, notamment l'histoire et la littérature française, n'exprime pas ou peu l'évolution opérée lors des dernières décennies;

- considérant que le regard historique doit permettre de mieux comprendre le contexte actuel, principalement depuis 1945;

invite le Gouvernement

- à impulser une nouvelle dynamique pédagogique dans le but de promouvoir efficacement la dimension européenne à travers les différents cours qui s'y prêtent, et de la sorte, favoriser l'esprit civique et les valeurs du pluralisme et de la tolérance auprès de nos élèves.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ee weidere Punkt, Här President, deen ech wëll uschneiden, dat ass, datt mer eigentlech an den nächste Méint wäerten d'Geleeënheet kréien, als Politik an der Praxis ze beweisen, datt et niewent dem wirtschaftlechen Europa och e politescht Europa gëtt. Dat heescht, datt et en Europa gëtt, wat déi sozial, déi ekologesch an demokratesch Dimensioun eescht hëlt.

Mir wëssen alleguerten, datt mer am Hierscht mussen en Aktiounsplang zu Bréissel erareechen am Kontext vum Lissabon-Prozess, a mir wëssen och alleguerten, oder zumindest misste mer et elo wëssen, datt d'Ae vun der ganzer Zivilgesellschaft op eis wäerte geriicht sinn, wéi deen Aktiounsplang do wäert ausgesinn, an datt mer et do net verpassen, fir duerfir ze suergen, datt déi dräi Saile vum Lissabon-Prozess, nämlech déi wirtschaftlech, déi sozial an déi nohalteg, respektéiert ginn.

Dat heescht, mir kënnen als national Regierung, als Parlament, als Parteie beweisen, duerch eng Aarbecht vun deenen nächsten dräi Méint ganz konkret am Oktober, datt et eis eescht gemengt ass mam politeschen Europa. Ech hoffen duerfir, datt mer an deenen Diskussiounen, déi am Moment an där zoustänneger parlamentarescher Kommissioun stattfannen, an och

am Hierscht bei der Rentrée parlementaire, wa mer definitiv de Lëtzebuerger Aktiounsplang arrêtéieren, d'Leit net wäerten enttäuschen.

An dann dee leschte Punkt ganz kuerz, Här President. D'Europawahle mussen effektiv vun den Nationalwahle getrennt ginn. An ech wëll och hei soen, déi Fuerderung ass net d'Fuerderung vun enger Partei an och net nei, déi gëtt schonn zënter Joren diskutéiert, ech géing soen zënter bal datt d'Europäescht Parlament déi méi grouss Dimensioun kritt huet, déi et haut eben huet an och ëmmer nëmme weider wäert kréien.

Mir mussen eis natierlech relativ séier als Parteien zesummesetze fir ze kucken, do Neel mat Käpp ze maachen, eppes Konkretes erauszehuelen. Mä ech mengen - mir hunn an der aussepolitescher Kommissioun schonn driwwer diskutéiert -, mir sollen eis awer bewosst sinn, datt mer eng Léisung solle sichen, déi och wierklech alle Problemer an allen, loosse mer soen, Ufuerderlisten a Suerge vun de Leit an deem Kontext gerecht gëtt.

Mir sollen net aus der Hëft schéissen an elo mengen, et wär eng Proposition de loi do, déi direkt „das Ei des Kolumbus" wär. Mir hunn an der Kommissioun och schonn iwwert déi diskutéiert. Et gëtt eng ganz Rei Iddien, och vun anere Parteien. Mir sollen déi all zesummen diskutéieren an da geschlossen am Hierscht relativ séier eng Décisioun an déi do Richtung huelen. Ech mengen, dat ass am Intérêt vun eis alleguerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Leschte Riedner ass den honorablen Här Gibéryen. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vun dem Referendum e Sonndeg hei zu Lëtzebuerg huet mat 56,5% Jo an 43,5% fir den Neen den Traité constitutionnel fir d'Europäesch Unioun vum Vollek ratifizéiert.

Une voix.- Jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Chamber respektéiert dee Vote, esou wéi d'Chamber dat eestëmmeg virun e puer Wochen an enger Motioun hei festgehalen huet.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Oh!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Madame Flesch, d'Chamber huet eestëmmeg festgehalen, dee Vote ze respektéieren, genausou gutt wéi an der Chamber, wann de Referendum mat Neen ausgaange wier, véier aner Parteien, déi fir de Jo opgeruff haten, den Traité jo dann och net ratifizéiert hätten.

Une voix.- Dir hutt Iech isoléiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass jo also an zwou Richtungen, wou et gaangen ass. Et ass gesot ginn, d'Chamber…

(Interruptions diverses)

Mir waren eis eens heibannen, datt mer aus Respekt vis-à-vis vum Bierger de Referendum…

(Brouhaha général)

…, datt mer de Referendum géife respektéieren, egal a wat fir eng Richtung datt e géif ausgoen. Dat hu mer eestëmmeg beschloss, a selbstverständlech sti mir zu deem, wat mir hei décidéiert hunn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, dat gesot, wiere mir awer och Demandeur, fir datt mer eis Constitutioun géifen änneren, fir datt an Zukunft Referenden einfach géifen eng Décisioun definitiv erbäibréngen an datt net méi no engem Referendum d'Chamber nach eng Kéier misst doriwwer décidéieren. Ech mengen och doriwwer sollt een eng Kéier seriö heibannen diskutéieren.

(Interruption)

56,5% sinn an engem internationale Verglach sécherlech e ganz gutt Resultat. Wa mer et awer reng national kucken, mengen ech, wier jiddereen heibannen eens, datt mer viru Méint oder annerhallwem Joer, wéi mer de Referendum décidéiert haten, aner Prozenter an de Raum gestallt hunn. Deemools hu mer ënnert eis alleguer vun 80%, vu 85% geschwat an elo, wéi gesot, ware mer awer frou wéi um Schluss e positiivt Resultat - op jidde Fall béi deenen, déi Jo gesot hunn - erauskomm ass.

(Interruptions)

Vu 56,5%.

Här President, wann een d'Campagne kuckt, wéi se gelaf ass - an do sinn ech mat dem Här Fayot net ganz d'accord wat hie virdrun hei gesot huet, obschonn ech dem Här Fayot mäi Respekt wëll entgéintbréngen, well keen anere wéi hien huet hei an dëser Campagne deen Asaz bruecht, wat een och soll eng Kéier heibanne soen, och wann een net mam Fong averstanen ass…

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der eng Tëschefro vum Här Bausch?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann et net op meng Zäit geet, jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, neen, neen.

M. le Président.- Neen. Dann huele mer déi also, Här Bausch. Dann eng kuerz a prezis Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Bon, dann erlaben ech et selbstverständlech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt dem Här Gibéryen eng kuerz Fro stellen. Hien huet gesot, wéi mer déi Motioun deemools hei ofgestëmmt hunn, eigentlech an der Konsequenz wann dës 55 Deputéierten, déi Jo stëmmen, an de Referendum géing Neen ausgoen, da missten se hir Demissioun ginn an dësem Parlament. An der nämlechter Konsequenz froen ech hien dann elo, dee jo deemools dat hei fir eis gesot huet, vu datt et elo Neen ass, ob dann den ADR och kollektiv demissionéiert am Parlament.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass eng ganz kloer Fro vum Här Bausch, Här President.

M. le Président.- An dann eng kloer Äntwert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat sech och ganz kloer beäntwere léisst. Den ADR huet virum Referendum net hei am Parlament mat Nee gestëmmt.

(Brouhaha général et hilarité)

Den ADR huet kloer gesot, datt mer eis virun de Wahlen net géifen un enger Wahlmanipulatioun vum Bierger bedeelegen. An Dir waart déi, déi heihinner komm sidd an zu de Leit gesot hutt, hei mir maachen Iech et vir, wéi Der musst wielen, an do hu 55 Jo heibanne gestëmmt a wann de Wieler elo Nee gesot hätt, da wieren déi 55 kloer désavouéiert gewiescht. Mir hu gesot, mir maachen déi Wielermanipulatioun…

(Interruption)

M. le Président.- Här Spautz.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Spautz, wann ech gelift, déi Schëfflenger musse ganz roueg sinn an där heiter Fro.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Si hunn awer wéinstens eng Meenung.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi Schëfflenger…

(Interruption et brouhaha général)

M. le Président.- Här Spautz, wann Der wëllt eng Fro stellen, da stellt se. Am anere Fall ass et elo um Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi Schëfflenger musse ganz roueg sinn an dëser Fro, well déi kéinten och iwwert Demissiounen nodenken.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dir vläicht awer och!

Une autre voix.- Dir hat awer Jo gestëmmt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, jo.

Här President, déi Campagne - ech wëll just soen, dass da meng Zäit elo erëm weiderleeft -, déi hei gemaach ginn ass fir de Jo, do muss ee wëssen, datt véier Parteie fir de Jo waren, datt Gewerkschafte fir de Jo waren, virun allem den LCGB war fir de Jo, et ware Baueregewerkschaften dofir, Gewerkschafte vun de Patronater an datt d'Regierungspropaganda eesäiteg mat Steierzuelergelder finanzéiert ginn ass, d'Lëtzebuerger Press, virun allem „d'Wort", nëmmen eesäiteg informéiert huet, eng Erpressung vum Statsminister bis hin zu enger Amëschung vun eisem Statschef, alles dat zum Jo. A wann een dat mat an d'Iwwerleeungen eranhëlt, da muss ee soen, dass dee Jo mat 56,5% awer e bescheidene Jo ass.

(Interruptions)

A wann déi Campagne, Här President, ausgeglach gewiescht wier, weess een net ob den Neen hätt kënne gewannen.

(Interruption)

Madame Flesch, Dir sidd jo an der Demokratescher Partei, an déi steet dem „Journal" jo ganz kloer no, an haut steet am „Journal" ze liesen op der zweeter Säit: „Wäre da nämlich nicht die Erdrutsch-Einheitsfront der Ja-Sager gewesen und deren Propaganda-Tsunami, das Neinchen hätte zum Nein werden können." Dat steet haut an Ärer Zeitung, just fir dat ze ënnermaueren, wat ech hei gesot hunn.

Här President, dofir menge mir och et wier wichteg, datt mer an Zukunft géifen niewent dem Gesetz wat de Referendum organiséiert och géifen e Gesetz maachen, wat d'Campagne bei engem Referendum géif organiséieren; d'Finanzéierung vun dem Referendum fir déi eng a fir déi aner Säit an d'Konditiounen och fir déi eng an déi aner Säit.

Et ka jo net richteg sinn, datt 10 oder 15 oder 20 Leit kommen a soen hei mir sinn dofir oder dergéint, datt déi solle Sue kréien. Mä ech mengen och do misste mer kloer Kritäre maachen, wéini datt ee ka soen, datt ee fir déi eng oder fir déi aner Säit ass, an da misst een och deene finanziell Mëttel zur Verfügung stellen, fir datt een och kéint iwwert dee Wee eng objektiv Campagne maachen, déi ausgeglach ass, souwuel fir de Jo wéi fir den Neen, wéi dat iwwregens och an anere Länner ass wou de Referendum d'Regel ass.

D'Diskussioun, déi mer mam Wieler an deene leschte Méint gefouert hunn, war ganz positiv. Ech mengen et war scho wichteg, datt mer de Referendum décidéiert hunn an och bäibehalen hunn an et war och wichteg fir eis, well mir ënner Politiker hunn och an der Vergaangenheet net esou intensiv iwwert d'europäesch Politik diskutéiert, wéi mer dat an dësem Fall gemaach hunn an och dat sollt een als positiv gesinn; och wa mer verschidde Meenungen hunn, dat ënnermauert nun emol eben dat demokratescht Spill, an dofir muss déi Diskussioun heibannen an dobausse weidergoen.

Et kann natierlech net esou sinn, datt mer elo soen, mir musse mam Bierger schwätzen an da mengen, mir missten dem Bierger eis Meenung octroyéieren. Mä mir solle mam Bierger schwätzen iwwer seng Suergen, déi hien huet. Suergen, firwat datt esou e massiven Neen - och fir Lëtzebuerger Verhältnisser - bei dësem Referendum erauskomm ass. D'Leit hunn Angscht virum Sozialdumping, virum Chômage, Problemer am Wunnengsbau, mat den europäesche Grenzen, mat der Erweiderung, mat der Iwwerfriemung, och e ganz sensibelen Thema, dee mer och solle ganz sensibel upaken.

Dofir soe mir, deen Traité hei war virum 10. Juli dout an e bleift och no dem 10. Juli dout an et wäerten Neiverhandlunge kommen. A wa mer déi Neiverhandlungen eescht huelen a mir huelen och eescht, datt mer wëlle mam Bierger iwwer seng Suergen diskutéieren a se unhuelen, da musse mer och am Kader vun den Neiverhandlungen dofir suergen, datt deene berechtegten Ängschte vun de Bierger och Rechnung gedroe gëtt. Dofir soen ech, esou een neie Vertrag, dee kann net méi Verfassung heeschen. Den zweeten an den drëtten Deel sollen net méi dra sinn, et solle sozial novollzéibar Kritären a Strukturen agebaut ginn, wou d'Leit wierklech Garantië kréien, an Europa soll seng Grenzen kréien. Ech wäert elo net méi déif op déi Themen agoen.

Mir wäerten och an Europa ni méi en Traité duerchkréien an deem de Suerge vun de Bierger net Rechnung gedroe gëtt. Wa mir also en neien Traité kréien - a mir brauchen en neien Traité, fir datt Europa a senge Strukture fonctionnéiert -, da muss och deene Froen do Rechnung gedroe ginn, soss kréie mir an enger Rei vu Länner an Europa ni méi en Traité duerch. An dofir ass et och gutt, datt deen Traité hei an dëser Form net duerchgeet, datt e muss nei verhandelt ginn, well wann dësen Traité duerchgaange wier, wier all deenen dote Suergen net Rechnung gedroe ginn, da wieren se nimools an den Traité erakomm. Elo hu mer d'Chance, fir datt se erakommen an et wäert och an déi Richtung goen.

Här President, zum Ofschloss nach e puer Wierder iwwert d'Wielerverhalen, well esou vill vum Süden a vum Zentrum geschwat ginn ass. Et ass richteg, datt am Süden an de grousse Südgemenge mat Nee gestëmmt ginn ass. Mä et däerf een net elo esou maachen, wéi wann am Süden ebe vill méi Aarbechter wieren an dofir wier et am Süden en Nee ginn. Mä och am Zentrum, muss ee wëssen, hu bis zu 40% Nee gestëmmt, an och am Zentrum gëtt et, och hei an der Stad Lëtzebuerg, Wahlbüroe wou den Nee souguer gewonnen huet. Et ass also net, datt een elo eng Differenz ka maache wou ee seet: 51% okay, 49% Neen.

Et muss ee wëssen, datt déi Deelung vun de Meenunge queesch duerch d'Land geet, ob dat elo 52% oder 48% sinn, och 40% am Zentrum muss eis ze denke ginn an datt et dann also net nëmmen Aarbechter waren oder kleng Privatbeamten, déi dergéint gestëmmt hunn, mä datt et queesch duerch d'Schichte vun der Bevölkerung Leit gëtt, déi Problemer mat deenen Texter, mat deenen Iddien, mat deenen Ausriichtungen hunn an dofir hu se Nee gestëmmt.

A wann d'Jugend och majoritär mat Nee gestëmmt huet, da solle mer och elo net mengen, d'Jugend géif näischt dovu kennen. D'Jugend war och informéiert an huet sech och informéiert. Si kuckt et vläicht duerch en anere Brëll. Si si jo och déi, déi d'Zukunft viru sech hunn. Dësen Traité maache mer jo net oder hätte mer jo net fir ons gemaach, mä et ass do wou d'europäesch Politik fir déi nächst 20, 30, 40 Joer definéiert gëtt. Et ass also hir Zukunft an dofir ass et och berechtegt, dass si sech Suergen ëm hir Zukunft maachen. A wa si als Jonker net konnten heivunner iwwerzeegt ginn, da solle mer dat als eescht unhuelen an op hir Suergen agoen an net mengen, mir missten dann higoen a mir missten si vun anere Meenungen iwwerzeegen.

A genausou gutt wéi duerch d'Schichte vun eiser Bevölkerung d'Meenungen ausernee ginn, ass dat och parteiintern de Fall. Ech mengen all d'Parteien, déi eng méi, déi aner manner, hu gedeelte Meenungen. Et sinn am Fong d'CSV a mir, als ADR, déi am nooste bei eisem Elektorat sinn, well d'ILReS…

(Hilarité)

Jo, dat ass awer nun emol eben esou. D'CSV, mengen ech, läit bei iwwer 70 oder 80%, mir leie bei 90%, d'Sozialisten, bei deenen ass et fifty-fifty. Do géif ech am Fong soen, wann ech hire Kongress kucken, op hirem Kongress, mengen ech, war nëmmen een dergéint, sou datt am Fong hir Delegatioun wäit vun hirer Basis ewech ass. Datselwecht hu mer…

(Interruption)

Mir haten de Courage fir op eisem Kongress geheim ofzestëmmen a mir hu majoritär e Resultat fir den Nee kritt a mir hunn dat, wéi dat an enger Demokratie an an enger Partei üblech ass, respektéiert.

An och eis gréng Kolleege si gedeelt. Dofir soll kee mengen, en hätt alles fir de Jo oder alles fir den Nee gedoen. An alle Parteien, wéi an der Bevölkerung, gëtt et déi zwou Meenungen, an duerfir sollt een och déi zwou Meenunge fir seriö huelen.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir musst awer esou lues zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären - ech kommen zum Schluss -, de Referendum huet bewisen, dass d'Lëtzebuerger, trotz massiver, eesäiteger Beaflossung,…

(Interruptions)

…hir Selbstkritik bei sech behalen hunn an awer e staarken Neen zum Ausdrock bréngen. D'Politik muss deem Rechnung droen, wa mer eis wëllen an Zukunft seriö huelen, a virun allem wa mer eis Bevölkerung wëllen eescht huelen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert an der Persoun vum Vize-Premier Minister, dem Här Jean Asselborn. Här Asselborn!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Schëffleng, mat zwee Europadeputéierten an dräi Deputéierten, déi Jo gesot hunn, däerft ni Nee stëmmen,…

(Interruptions)

…a wann, da wär ech roueg!

Une voix.- Ma déi hunn awer hir Meenung gesot a keng Politik vun den eidele Still gemaach, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, jo. Da weess ech, et ass kee méi désavouéiert gi wéi déi Schëfflenger Politiker.

(Hilarité)

Une autre voix.- An déi Fréisenger?!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zu Fréiseng ass et net esou kloer wéi zu Schëffleng.

(Hilarité et brouhaha général)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, d'Wuert huet elo den Här Jean Asselborn!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Dir Dammen an Dir Hären, ënner ganz schwierege Konditiounen huet Lëtzebuerg e Sonndeg Jo gesot. Schwiereg an deem Sënn, dass den Trend an der EU jo op Nee fixéiert war.

Lëtzebuerg huet Jo gesot, an als Regierung kann ech Iech soen, dass dëst psychologesch gesi vun enger ganz grousser Wichtegkeet ass fir eist Land, awer och fir d'Europäesch Unioun. An ech soen direkt hei, och am Numm vun eiser Regierung, dass mer net d'accord sinn, weder mat deenen, déi menge si kéinte vu Spaltung duerch d'Bevölkerung nom Referendum schwätzen, nach mat deenen, déi den Impakt vum Resultat vu Lëtzebuerg fir Europa carrément erofspillen an esouguer niéiere wëllen.

Léif Kolleegen, Här President, Frankräich huet, wa mer eis erënneren, 1992 bei Maastricht mat 50,5% Jo gesot, géint also 49,5%. Frankräich war no deem ganz serréierte Vote duerno iwwerhaapt net gespléckt, mä glécklech, dass ee positiivt Resultat erauskomm ass. A wann een déi jéngste Geschicht vu Frankräich kuckt an der Europäescher Unioun, war dat net zum Nodeel vun 100% vun de Fransousen.

Europa däerf, soll a muss Matière à discussion sinn, selbstverständlech och bei eis. Mä ech soen awer och direkt, dass no dësem Referendum net all Geste, dee gemaach gëtt, net all Reflex, net all Reform, net all Décisioun um politesche Plang däerf a soll als Repère um Resultat vum Referendum gesi ginn.

Lëtzebuerg ass kee Vollek vu 55% op där enger Säit a 45% op där anerer Säit. Dat ass net eleng eng iwwerflächlech Analys. Si ass och mat Viruerteeler duerchwuess, déi ierféiere kënnen.

Lëtzebuerg huet de Sonndeg eng kloer majoritär Meenung ervirbruecht. Dat ass gutt esou an et ass esouguer nach besser, dass déi Meenung positiv ass. Dat heescht och net, dass den Nee vum Jo muss ausradéiert ginn. Déi Lëtzebuerger, déi Nee gesot hunn, si keng schlecht Lëtzebuerger, sinn och keng schlecht Europäer, si stellen sech selwer mol, un éischter Plaz, mä och eis an der Regierung, och an der Chamber hei, Här President, Froen. Zum Beispill déi virun allem, ob d'Akzenter, d'Démarche vun der europäescher Politik déi richteg ass.

D'Substanz vun der Politik vun der Europäescher Unioun muss net eleng verstane ginn, si muss och akzeptéiert ginn. Dëst ass e Message un all Europapolitiker, selbstverständlech och hei am Land. Mä am Contraire zum Jo, och dat musse mer kloer gesinn, ass den Nee jo kee kohärente Projet. Déi eng hunn Nee gesot, well et ze wäit an ze séier gaangen ass. Déi aner hunn Nee gesot, well et net wäit genuch an net séier genuch gaangen ass.

Europa huet Lëtzebuerg villes ginn an deene leschte Jorzéngten. A kucke mer vläicht déi materiell Wäerter och, Här Bausch. Mir mussen dat jo och maachen. D'Bankplaz, d'Agrarpolitik, d'Ëmweltpolitik, d'Stolindustrie, d'Satellittegeschäft, d'Diversifikatiounspolitik, dat sinn alles Gebidder, wou mer ouni Europa net do stéinge wou mer haut sinn, mä, ech ginn Iech komplett Recht, d'EU huet eis awer och eng Skala gi vu Wäerter an der Gesellschaft, déi onbedéngt positiv duerch Europa beaflosst gi sinn. D'Solidaritéit zum Beispill, Respekt, internationaalt Recht sinn Notiounen, déi selbstverständlech net perfekt sinn, mä déi an enger ganz offener Astellung an Europa diskutéiert gi sinn.

An duerfir musse mer eis asetzen, duerfir musse mer kämpfen alleguerten, duerfir musse mer oppassen, dass eise Modell, dee mer hei zu Lëtzebuerg kennen, eis Philosophie vu sozialer Sécherheet an och vun Aarbechtsmaartpolitik net ënnergruewe ginn. Kompetitivitéit engersäits, Lounindexéierung anerersäits. Zum Beispill Wuesstum engersäits a Sécherheet vun der Aarbechtsplaz anerersäits. Diversifikatioun engersäits, Matbestëmmung anerersäits. Dat musse Begréffer bleiwen, déi sech net ofstoussen, mä déi sech complétéieren.

Mir hunn als Land, Här President, Jo gesot, well mer wëllen, wa gezielt gëtt am Hierscht 2006, bei deene mindestens 20 Länner sinn, déi prett sinn. Prett sinn aus der Europäescher Unioun eng Entitéit ze maachen, déi op der Weltbühn eng Stëmm huet, déi zielt. Een Europa, wat sech och politesch strukturéiert huet.

Nun, wann et stëmmt, dass 60% vun de jonke Leit Nee sollte gesot hunn, dat wier effektiv grave. Dat wier grave, och an deem Fall, wéi den Här Fayot gesot huet, ënnert dem Gesiichtspunkt, dass vill jonk Leit sech trotzdeem, dat hu mer jo gesinn, an där Campagne engagéiert hunn.

D'Europäesch Unioun ass kee Modell vu gëschter, keng Konzeptioun aus der Vergaangenheet, déi der Zukunft net gewuess wier. Hu mer vläicht de Feeler gemaach och hei am Land, d'EU ze dacks als de Prellbock fir national Problemer duerzestellen, obscho se dat iwwerhaapt net verdéngt hat? Oder d'EU als ee Modell ze verkafen, wou déi Grouss ënner sech mat jeeweilege mëttleren a klengere Staten am Wandschiet just politesch Konkurrenz schüren, souguer och heiansdo ganz bewosst national betounten Egoismen an de Vierdergrond setzen?

D'Europäesch Unioun ass doudsécher net perfekt, loin de là, mä si ass awer d'Heemecht vun de jonke Leit vun haut, och de jonke Lëtzebuerger am 21. Jorhonnert. Duerfir musse mer Europa mat dëse jonke Leit vun haut gestalten, net géint se, net laanscht se, mä mat hinnen. Duerfir ass et eng absolut Obligatioun, géif ech mengen, op déi jonk Leit zouzegoen an, wann Der erlaabt, géif ech och soen, net eleng mam Geschichtsbuch, mä och virun allem mat de grousse Froe vun der Zukunftsgestaltung, déi onweigerlech iwwert d'Schinn vun der Europäescher Unioun lafen.

Dësen Débat iwwer Europa war - fir ofzeschléissen, Här President - nëtzlech, doudsécher interessant, war passionnant. En ass mat Engagement, mat Begeeschterung an och mat Dignitéit gefouert ginn, mat enger Ausnahm, wann Der mer dat erlaabt.

(Hilarité)

Hei an der Chamber, Här President, wëll ech Iech, Här Weiler, grad wéi och dem President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Ben Fayot, an alle Kolleegen, déi matgehollef hunn an dëser Campagne, ausdrécklech am Numm vun der Regierung ee grousse Merci soen. Dat war een Novum, dat war immens vill Engagement vun der Chamber, an ouni deen Asaz, kann ee soen, wier dat Resultat, dat positiivt Resultat net zu Stane komm.

Mir sinn ee Land dat weess, wat Solidaritéit ass, materiell gesinn, wéi awer och wäertpolitesch gesinn. Mir hunn d'EU-Verfassung e Sonndeg, dat muss ee soen, net gerett, mä mir hunn awer deene Staten an der Europäescher Unioun, déi nach net ratifizéiert hunn, mindestens Courage gemaach an d'Assurance och ginn, dass den Trend vum Negative keng Fatalitéit ass, déi net opzehale wier. An, wann Der mer dee Saz och erlaabt, wéi 1937 huet d'Lëtzebuerger Vollek bei engem Referendum gewosst, d'Weiche richteg ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Mir sinn nach saiséiert mat der Motioun, déi den honorablen Här François Bausch erabruecht huet, fir d'Regierung opzefuerderen eng nei pedagogesch Dynamik an d'Coursen ze kréien, fir d'Dimension européenne ze promouvéieren. Ech denken…

(Interruption)

Jo, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …an ech fannen déi ass berechtegt. Et steet hei «notamment l'histoire et la littérature française». Et soll een einfach schreiwen «la littérature». Et ass jo net nëmmen d'Littérature française. Also «française» eraushuelen.

(Interruption et hilarité)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que de nombreux élèves arrivent à la fin de leur scolarité avec une connaissance approximative du fonctionnement de nos institutions nationales et européennes;

- considérant que la formation des jeunes à la vie politique constitue une condition indispensable à l'intérêt de ceux-ci pour la vie publique ainsi qu'au bon fonctionnement d'une démocratie;

- considérant que l'éducation civique des jeunes n'est actuellement pas assurée de façon satisfaisante dans les écoles;

- considérant que nous vivons une époque de grands bouleversements, marquée par la remise en question des certitudes et la recherche de nouveaux rapports sociaux et que l'éducation est souvent au coeur du changement social;

- considérant que le programme de la plupart des cours étudiés dans notre enseignement postprimaire, notamment l'histoire et la littérature, n'exprime pas ou peu l'évolution opérée lors des dernières décennies;

- considérant que le regard historique doit permettre de mieux comprendre le contexte actuel, principalement depuis 1945;

invite le Gouvernement

- à impulser une nouvelle dynamique pédagogique dans le but de promouvoir efficacement la dimension européenne à travers les différents cours qui s'y prêtent, et de la sorte, favoriser l'esprit civique et les valeurs du pluralisme et de la tolérance auprès de nos élèves.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Très bien.

Sou, kënne mer bei där Motioun par main levée…

Jo, den Här Minister Asselborn!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Ech mengen, déi Motioun ass am Sënn vun deem, wat jo och elo gesot ginn ass heibannen an der Chamber, wat d'Regierung och deelt, esou dass mer déi Motioun och kënnen an där Fassung hei matdroen.

M. le Président.- Voilà.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Jo.

Vote

M. le Président.- Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass domadder eestëmmeg ugeholl, Här Bausch.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et misst een Eenzelnen awer e Crashcours ginn am Franséischen!

M. le Président.- Här Grethen, wéi ass Är Propositioun?

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et misst een Eenzelnen, den Auteuren op d'mannst, e Crashcours am Franséische ginn.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Den Här Bausch hélt dat…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech huelen dat zur Kenntnis. Ech wäert Är Motiounen an Zukunft och méi genau kucken, Här Grethen!

(Interruptions)

Ech sinn iwwerzeegt, ech fanne bei lech och franséisch Feeler.

Une voix.- Op alle Fall!

M. le Président.- Loosse mer elo net iwwert d'Form streiden. D'Haaptsaach ass, mir hunn de Contenu eestëmmeg akzeptéiert.

Da kéime mer zum nächste Punkt respektiv zum éischte Punkt vun eisem richtegen Ordre du jour, zum Projet de loi sur les contrats de garantie financière. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch an d'Madame Mutsch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, ech géif lech bieden.

5. 5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;

- modification du Code de commerce;

- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;

- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;

- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5251 ass e Projet, dee wéinst senger Komplexitéit an och wéinst senger Technicitéit net vill Leit heibannen an och net dobausse wäert vum Stull rappen. Duerfir wäert ech mech och a mengem mëndleche Rapport zimlech kuerz faassen. Dir fannt alles wat wichteg ass an den Documents parlementaires an an dem Rapport vun der Kommissioun.

Dee Projet gesäit d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv iwwert d'Finanzgarantie-Kontrakter an eis national Gesetzgebung vir. Dës Direktiv huet haaptsächlech als Zil, éischtens, déi juristesch Sécherheet vun de Garanties financières ze verstäerken; zweetens, d'Konditioune vun der Gëltegkeet vun de Garanties financières an d'Opposabilitéit besonnesch géintiwwer Drëttpersounen ze harmoniséieren; an drëttens, méi eng grouss Flexibilitéit am Gebrauch vun de Garanties financières ze erlaben an doduerch de Gebrauch ze vereinfachen, an dat besonnesch a grenziwwerschreidenden Transaktiounen.

D'Mechanismë vun de Garanties financières, besonnesch hir Effikassitéit an hir Verléisslechkeet, spillen eng wichteg Roll fir d'Sécherheet vun de Wirtschaftsopérateuren, ëmsou méi wou haut déi Transaktiounen op der Finanzplaz schnell vir sech ginn. Dofir mussen déi Garanties financières einfach si bei hirer Gestaltung, flexibel während hirem Bestoen a besonnesch effikass bei dem Schutz vun de Bénéficiairë géintiwwer anere Créancieren, besonnesch am Fall vun enger Procédure collective.

Well eis Finanzplaz esou eng wichteg Roll an eiser Wirtschaft duerstellt, ass dëse Projet och vun esou enger héijer Wichtegkeet fir eist Land. Mä zënter Jore schonn huet eise Gesetzgeber versicht, eis Gesetzer de Besoine vun der Finanzplaz unzepassen, esou datt eng Rei vun den Dispositioune vun där Direktiv schonn haut an eiser Gesetzgebung enthale sinn. Eis Gesetzgebung geet souguer a verschiddene Punkte méi wäit. Dësen Acquis vun enger méi strenger Ausleeung vun der Direktiv huet de Projet iwwerholl, fir d'Sécherheet vun den Opérateuren op eiser Finanzplaz ze festegen an esou d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz och fir auslännesch Investisseuren ze assuréieren.

Bis elo waren déi eenzel Dispositiounen iwwert d'Garanties financières bei eis a verschiddene Gesetzer niddergeschriwwen. De Projet regruppéiert an engem an an deemselwechte Gesetz sämtlech Dispositioune fir d'Garanties financières, wat eis Gesetzgebung méi transparent an hir Ausféierung méi sécher mécht.

Wat d'Sachkompetenz vum Projet betrëfft, esou bezitt de Projet sech op d'Garantiekontrakter vu sämtleche Créancen a Finanzinstrumenter, esou wéi de Contrat de gage, d'Operatioune vun engem Transfert de propriété à titre de garantie an d'Operatioune vun enger Mise en pension de biens.

Wat d'Persounekompetenz vum Projet ubelaangt, geet de Projet vill méi wäit wéi d'Direktiv, andeems datt en nieft den übleche Professionelle vum Finanzsecteur och déi kommerziell an Industriebetriber viséiert, déi en Accès op de Finanzmaart hunn, an dernieft och d'Pensiounsfonge souwéi d'Organismes de titrisation.

Wichteg Neierunge vum Projet leien, éischtens, an der Aféierung vun engem klore Régime juridique

iwwert de Gage vun engem ënnergeuerdnete Rang; zweetens, an dem Ofschafe vun der Obligatioun vun der Mise en demeure préalable bei der Realisatioun vun engem Gage; drëttens, an der Onofhängegkeet vun der Manéier vun der Realisatioun vum Gage, vu senger Natur; véiertens, an dem Ofschafe vun der Obligatioun, datt déi net cotéiert Wäertpabeiere bei der Realisatioun vum Gage musse versteet ginn; a fënneftens, wat ganz wichteg ass, an der Aféierung vun der Méiglechkeet vun enger Mise en gage vun de Gesellschaftspartë vun enger Société à responsabilité limitée.

D'Chambre de Commerce, de Statsrot an déi Europäesch Zentralbank hunn alleguer e positiven Avis zu dësem Projet ofginn. D'Chamberskommissioun huet souzesoen alle Remarquë vun deenen Avisë Rechnung gedroen a se an hir Amendementer zum Projet afléisse gelooss. De Statsrot huet och dës Amendementer positiv aviséiert, an d'Chamberskommissioun huet de Rapport eestëmmeg ugeholl a schléit och der Chamber vir, de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun, an ofschléissend wéilt ech besonnesch de Fonctionnairë vun der Commission de Surveillance du Secteur financier a vum Finanzministère, besonnesch dem Här Jean Guill, Direkter vum Tresor, villmools Merci soe fir seng Ënnerstëtzung bei der Analys vun dësem Gesetzesprojet, déi net einfach war.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Meisch.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt dem Här Haupert ze félicitéiere fir seng mëndlech Erklärungen, grad wéi fir säi schréftleche Rapport. Och d'Demokratesch Partei stëmmt dësem Projet de loi zou, mat deem jo déi Directive collatérale ëmgesat gëtt, wou mer vun der Geleeënheet och profitéiert hunn, fir dann een eenzegen Text ze kréien, wat elo d'Matière en contrats de garantie financière ubelaangt.

Datt mer do och méi Transparenz drakréien, datt mer wëssen, wou mer dat kënnen noliesen, datt mer eng ganz Rei vun Dispositiounen awer och hei bäibehalen hunn, déi iwwert den Text vun der Direktiv erausgaange sinn, datt mer also net zréckgaange sinn, an datt eben och elo fir eng ganz Rei vun Typë vu Contrats de garantie financière déiselwecht Regele gëllen, dat dréit sécherlech zur Transparenz an deem dote Secteur bäi.

Duerfir sinn dat eng Rei vun Argumenter - et géingen nach anerer ginn -, déi dozou féieren, datt d'Demokratesch Partei deem dote Projet de loi hir Zoustëmmung gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Dann d'lescht Riednerin, d'Madame Mutsch. Madame Lydia Mutsch!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Här President, ech wéilt och am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur fir säin ausféierlechen a ganz prezise Rapport Merci soen a mech där résuméierter Unerkennung vum Virriedner uschléissen an domat och den Accord vun eiser Fraktioun mat op de Wee ginn.

M. le Président.- Voilà.

D'Regierung huet dann d'Wuert. Den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Jo, Här President, och Merci am Numm vun der Regierung fir den honorabelen Här Haupert an déi aner Kolleegen aus der zoustänneger Chamberskommissioun. Dat hei Gesetz muss ee gesinn zesumme mat deenen dräi, déi mer viru ganz kuerzem hei am Haus gestëmmt hunn, déi erëm eng Kéier de juristesche Kader ronderëm dës Finanzplaz verbesseren. Hei schafe mer méi Rechtssécherheet.

Et muss ee wëssen, datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg eng féierend Roll huet am Kontext vun de Garanties financières, an duerfir mengen ech ass et gutt, datt mer hei déi Direktiv transposéiert hunn, mä zugläich - an dat ass elo grad och ugeklongen - méi wäit gaange sinn an domadder eng Rei Operatioune besser ofsécheren, wéi dat op anere Finanzplazen ass. Duerfir ass dat hei e ganz klore Plus fir déi Finanzplaz an et ass gutt, dass dëst Gesetz nach konnt virum Summer an dëser Chamber zur Ofstëmmung kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Centre d'activités fir handicapéiert Leit zu Biissen. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Bettel, den Här Diederich, den Här Adam an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank.

Madame Frank, Dir hutt d'Wuert an d'Tribün ass fir Iech.

6. 5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzesprojet 5371 erlaabt dem Stat en Opbau vun engen Centre d'activités de jour, mat engem Atelier protégé fir behënnert Leit, deen d'Fondation du Tricentenaire zu Biissen wëllt realiséieren an exploitéieren, mat ze finanzéieren. Dëse Projet sollt eigentlech schonn ufanks dës Joers gestëmmt ginn. Mä deemools war den definitive Programm vun de Servicer, déi ugebuede sollte ginn, nach net finaliséiert.

Op Wonsch vun der Familljeministesch ass an der Sitzung vum 17. November 2004 décidéiert ginn, de Projet de rapport zum virleiende Gesetzentworf nach net unzehuelen an ze waarden, ob d'Ännerungen Inzidenzen hätten op de Projet. Eréischt d'viregt Woch hu mer déi néideg Prezisioune kritt zu den organisatoreschen an architektoneschen Ëmännerungen. De Projet de rapport ass de 5. Juli an der Familljekommissioun unanime ugeholl ginn.

Am éischte Projet sollten d'Services de jour an den Atelier protégé gemëscht an op zwee Stäck sinn. Déi praktesch Ëmsetzung vum Gesetz vum 12. September 2003 iwwer behënnert Leit huet eng Trennung vun dësen zwou Aktivitéite mat sech bruecht. D'Pläng hunn also missen iwwerschafft ginn. D'Ateliere sinn elo vergréissert ginn. Wann een d'Pläng kuckt, gesäit een, datt déi raimlech Organisatioun op eng horizontal an net méi vertikal Ënnerdeelung baséiert. D'Ofännerunge sinn an enker Kollaboratioun mat deene betraffene Ministèren ausgeschafft ginn.

Dëse Projet ass eng logesch Suite vum Gesetz vum 12. September 2003 fir behënnert Leit. Ech erënneren Iech drun, datt dat Gesetz ënner anerem e Mindestakommes fir Behënnerter agefouert huet, déi kenger Beruffstätegkeet nogoe kënnen. Dësen Text huet och d'Aarbecht am Kader vun engem Atelier protégé reglementéiert. Behënnerter, déi an engem Atelier protégé beschäftegt sinn, kruten de Statut vun engem Salarié unerkannt a mat alle Verflichtungen a Garantien, wéi zum Beispill d'Recht op eegent Gehalt.

Esou Moossname sinn noutwenneg fir d'Selbstbestëmmung an déi aktiv Participatioun vun eise behënnerte Bierger ze promouvéieren; d'Gesetz vun 2003 wat d'Weiche gesat huet, fir d'finanziell Onofhängegkeet an d'sozioökonomesch Ofsécherung vun deene Behënnerte ze promouvéieren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dee virleiende Gesetzesprojet setzt dës Objektiver, déi iwwregens um europäeschen Niveau zu Lissabon, wou den Europäesche Rot sech fir d'Integratioun fir all sozial schwaache Bierger ausgeschwat huet, festgehal gi sinn, an der Tat ëm. Et läit op der Hand, datt wa mir Wäert op d'Onofhängegkeet an d'Selbstverwierklechung vun de Behënnerte leeën, datt mir hinnen dann och mussen hëllefen a se begleeden an hir Famill ënnerstëtzen, fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn eng Aarbecht ze kréien.

Wat ass d'Aufgab vun deem Atelier protégé? Mir wëssen, datt vill Behënnerter net kënnen um reguläre Aarbechtsmaart beschäftegt ginn. Anerer mussen als alleréischt un de gewéinlechen Aarbechtsmaart ugepasst ginn. Och dat ass d'Aufgab vun dem Atelier protégé. Vill Behënnerter, déi zum Beispill aus der Éducation différenciée erauskommen, brauchen intensiv Ënnerstëtzung, Guidance an Orientatioun.

Ech mengen op deem Wee muss nach Etleches verbessert ginn. Et muss een dobäi awer realistesch bleiwen a sech bewosst sinn, datt de Prozentsaz vun deene behënnerten Aarbechter, déi et fäerdeg brénge sech op deem gewéinlechen Aarbechtsmaart ze profiléieren, relativ niddereg ass, sou dass den Atelier protégé fir vill déi eenzeg Plaz ass wou si kënne beschäftegt ginn.

D'Aarbechtskonditiounen an deem Atelier protégé ginn un d'Besoine vun de Behënnerten adaptéiert. Den Atelier protégé, sou wéi en am Gesetzestext virgesinn ass, soll eng wirtschaftlech Produktiounsunitéit sinn am Sënn vum Gesetz vun 2003 an där de behënnerte Mënsch schafft a seng Capacitéiten unerkannt kritt. A Wierklechkeet wësse mer alleguerten, datt dat net esou einfach ass, deen ekonomesche Volet an der Realitéit ze garantéieren.

Den Atelier protégé, deen zu Biissen wäert entstoen, wäert virun allem sech an deene Secteuren usiedlen, déi sech duerch eng staark Valeur ajoutée kennzeechnen. Et ass geduecht, datt op där enger Säit d'Produktiounsaarbecht enger bestëmmter Nofro entgéintkomme wäert an op där anerer Säit d'Kreativitéit vun den Aarbechter soll förderen.

Nieft deem Atelier protégé gesäit d'Fondation du Tricentenaire vir, datt de Centre och verschidden Aktivitéiten dagsiwwer de Behënnerte soll ubidden. Dës Aktivitéite sollen, wéi den Atelier protégé, zum Bien-être vun deene betraffene Leit bäidroen.

Ech begréissen et, datt vill Wäert op den individuelle Programm geluecht gëtt. Et geet nämlech net duer héich usprochsvoll Infrastrukturen ze bauen. Mir brauche genuch an engagéiert qualifizéiert Personal. D'Programmer, d'Aktivitéiten, déi een deene behënnerte Leit an esou Strukturen ubitt, sollen och op déi jeeweileg individuell Besoinen an Aspiratioune von deene betraffene Leit geschnidde ginn. Eng modern Prise en charge vu Behënnerten ëmfaasst vill Aspekter, déi iwwert déi reng infrastrukturell Approche erausgeet. Dat ass och jiddefalls d'Ausso vun dem Direkter Christophe Lesuisse.

De Service d'activités de jour, deen nieft dem Atelier protégé entsteet, huet eng therapeutesch Vokatioun. Verschidden Aktivitéiten, mam Objektiv behënnert Leit ze ënnerstëtzen an ze beroden, ginn am Kader vun dëser therapeutescher Unitéit ugebueden, déi ee kann an zwee verschidden Ënneruniteiten opdeelen. Den Atelier thérapie an den Atelier thérapie-kiné. E Bain thérapeutique, e Snoezelensall, e Sall fir Physiotherapie, souwuel wéi en Turnsall, vervollstännegen déi infrastrukturell Offer.

An deem éischte Projet war virgesinn, datt eng Piscine thérapeutique sollt dohinner kommen. Dat ass awer net zréckbehale ginn, well mer wëssen, datt dat mat engem enorme Käschtenopwand verbonnen ass.

De Centre, deen eng Capacitéit vun 80 Plaze wäert hunn, dovunner 48 am Service thérapeutique an 32 am Atelier protégé, ass geduecht fir Leit mat mëttelschwéiere bis schwéieren Handicapen. Nieft dem Atelier production oder thérapie, sinn och eng Rei vu gemeinsame Raimlechkeete virgesinn, wéi eng Salle à manger, e Coiffeur, souguer eng Esthéticienne ass hei virgesinn. Ech begréissen och dës Iddi, well och si hunn d'Recht no hirer Aarbecht sech ze fleegen a sech schéin ze maachen.

Wat den urbanisteschen Aspekt ugeet, ass et ervirzehiewen, datt de Centre an der Zone artisanale a commerciale um Klengbusbierg zu Biissen gebaut gëtt. Et ass vill Wäert op d'Topographie vum Terrain geluecht ginn, deen iwwregens einfach zougänglech ass. E weidere Punkt, dee fir déi betraffe Parzell geschwat huet, ass d'Méiglechkeet, dass dës Parzell, sou wéi se läit, eventuell zukünfteg kann ausgebaut ginn.

D'Gebailechkeeten, déi aus dräi Deeler wäerte bestoen, ee Süd- an een Nordflügel, plus en Haaptgebai a Form vun engem Hallefkrees, integréiere sech gutt an dee ländleche Raum. D'Fassade vun de Gebailechkeete si gréisstendeels verglaast. Domadder ass eng optimal Luminositéit geséchert an erlaabt ënner anerem de Pensionnairen eng direkt Vue no baussen ze hunn.

Dës Elementer si wichteg Facteuren, déi och zum Wuelbefanne vun de Pensionnairen am Centre bäidroe wäerten. Den Accès zu dem Centre befënnt sech am Haaptgebai. En zweeten Accès ass awer nach virgesinn um Niveau vun der Glasgalerie, déi déi zwee Fligele matenee verbënnt. Dësen Zougank ass virun allem fir behënnert Leit mat reduzéierter Mobilitéit geduecht.

D'Gestioun vun der Energie wäert och maximal rationaliséiert ginn, wat fir effektiv méi en ëmweltfrëndlechen Energieverbrauch steet an doriwwer eraus och manner Käschte wäert bedeiten. De ganze Projet dréit sécher der nohalteger Entwécklung Rechnung, an déi technesch Installatiounen entsprieche souwuel den europäesche wéi och den nationalen Normen. A mir wëssen et alleguerten, datt mer mat all eisen Normen, déi mer hunn, horrend héich Käschtepunkte kréien, wou een och an Zukunft eng Kéier emol muss doriwwer nodenken.

Wat elo den Detail vum Projet ugeet, verweisen ech Iech op de Gesetzesprojet respektiv op d'Pläng.

Nach e puer Wierder zur Finanzéierung vum Centre, deen nom Père fondateur vun der Fondation du Tricentenaire, dem Här Chanoine Jean Heinisch, gebierteg vu Biissen, benannt wäert ginn. Ech fannen, datt dat ganz richteg a gutt esou ass, well den Här Jean Heinisch, deen hat d'Häerz op der richteger Plaz, an hien huet ganz, ganz ville behënnerte Leit a sengem Liewe vill a gutt Aarbecht geleescht. Dofir huet hien och den Numm vun deem Centre verdéngt!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice*.- Eng Parenthèse: D'Fondation du Tricentenaire zu Walfer ass zënter hirem Bestoen am Joer 1978 am Beräich vum Accueil fir behënnert Leit ganz aktiv. Déi wäertvoll Aarbecht, déi säit där Zäit vun deem ville Fleegepersonal geleescht ginn ass, huet och e grousse Merci verdéngt. Am Laf vun de Joren hu se hir Servicer ausgebaut. Zënter 1996 géréiert d'Fondatioun eng Residenz fir behënnert Erwuessener zu Heeschdref, déi ee Joer méi spéit, 1997, och Leit dagsiwwer opgeholl huet.

Vu datt d'Demande esou grouss war wat elo den Accueil de jour ugeet, sollt dësen Accueil an enger neier Struktur ausgebaut ginn. Eng éischt Konventioun tëschent der Fondatioun an dem Stat mam Objet, dës nei Struktur zu Heeschdref ze bauen, ass schonn am Juni 2001 ënnerschriwwe ginn. Mä aus techneschen a finanzielle Grënn ass de Site vun Heeschdref net zréckbehale ginn an duerch dee vu Biissen ersat ginn.

Op deem Punkt ass ervirzehiewen, datt de Statsrot sech freet, ob dësen neie Site awer net riskéiert am Endeffekt méi deier ze gi wéinst der geographescher Lag an deenen domadder verbonnene méi héijen Transportkäschten. Dës Kritik huet awer d'Kommissioun net gedeelt. D'Pensionnairë vum Centre zu Biissen wäerten net aus der Stad an och net aus dem Minett kommen. Ech denken, datt si

méi aus der Regioun vum Norde wäerten dohinner kommen.

Well, mir wëssen et alleguerten, datt eng grouss Nofro am Norde besteet, an haut scho ganz vill Leit 30 bis 40 km musse fueren, fir an engem Atelier protégé oder an engem Centre d'accueil de jour am Dag kënne betreit ze ginn. An ech mengen, wann d'Nordstreck emol fäerdeg ass, wäert dat sécher och e positiven Effekt hunn.

No dem Avenant vum 4. November 2003 soll de Stat also 80% vun de Konstruktiounskäschten, déi sech op ronn 13,7 Milliounen Euro belafen, droen. Dat mécht ronn 10,7 Milliounen Euro aus, wann ee sech op dee leschte bekannten Index bezitt. Déi aner 20% vun de Käschte gi vun der Fondation du Tricentenaire iwwerholl. Ech kann och nach ervirhiewen, datt de Regierungsrot déi staatlech Participatioun op Basis vum Artikel 13 vum ASFT-Gesetz décidéiert huet, an datt dee virleiende Bauprojet engem urgenten, nationalen a regionale Besoin u spezifeschen Infrastrukture fir behënnert Leit entsprécht.

Nach e Wuert wat den Detail zum Bail emphytéotique ugeet. De Statsrot huet regrettéiert, datt de Bail net am Dossier louch, an huet op Problemer higewisen, déi kéinten optauchen, wann de Maître de l'ouvrage net d'Garantie hätt, den Terrain, op deen de Centre gebaut gëtt, ze besëtzen. Mä ech weess awer, datt d'Gemeng eng gutt Relatioun mat dem Centre huet, an datt si och den 12.10.2004 e Certificat ausgestallt huet, wou si dem Centre deen Terrain gratis zur Verfügung stellt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Projet de loi ass e weidert Beispill vun integrativer Behënnertepolitik, wou de behënnerte Mënsch, seng perséinlech Entfalung a seng gesellschaftlech Integratioun am Mëttelpunkt stinn. Zil ass et, esou vill wéi méiglech behënnert Matmënschen an d'Beruffswelt ze integréieren an déi psychologesch Barrièren nohalteg ze bekämpfen. Ech wier frou, wa jiddfereen haut heibannen dësem Projet de loi géing zoustëmmen, a ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Dann ass als éischte Riedner ageschriwwen den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt dann och d'Tribün.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech der Madame Frank Merci soe fir hire Rapport, dee si hei virun eis gehalen huet.

Op verschiddene Punkte kann een eens sinn oder net. Wann de Conseil d'État seet, zum Beispill, dass et, well et zu Biissen ass an net zu Steesel, wéi am Ufank geplangt war, vläicht kéint méi deier ginn, do steet am Rapport, dat wier vläicht net wouer, well eben net bewise gi wier, dass déi meescht Leit aus der Stad oder aus dem Bassin minier géife kommen.

Et ass awer eng Tatsaach, dass am Bassin minier an am Zentrum, dat heescht ënner Biissen, méi Leit wunne wéi iwwer Biissen, dat ass geographesch bedéngt, et steet am Rapport. Mä do kann ee vläicht dem Conseil d'État net direkt d'Kritik verwerfen a soen, hien hätt do Onrecht, mä ech mengen, mir sinn elo net do fir ze kucken, wou a wéi a fir do e puer Suen ze spueren, wann et drëms geet, fir 80 Plazen ze kreéiere fir handicapéiert Leit.

De Projet ass selbstverständlech ganz interessant, well et éischtens eng Méiglechkeet gëtt fir déi handicapéiert Leit ze schaffen, eng Schaff ze kréien, en Atelier protégé an en Encadrement ze hunn, déi adequat sinn an déi immens personaliséiert sinn. Et ass net esou, dass do déi 80 Leit keen hunn, dee sech ëm si bekëmmert, mä au contraire, et gëtt eng ganz Equipe vu Leit, déi do sinn an déi mat deene verschiddene Moyenen, déi se hunn, sech ëm si bekëmmeren. Ech hu virdru scho gefrot, d'Dagestherapie zum Beispill an eng ganz Rëtsch vu Saachen, déi nach net an engem Text stoungen, déi hei applizéiert ginn.

Et kéint ee sech och d'Fro stellen, d'Rapportrice sot virdrun, et ass och e Coiffer an eng Esthéticienne do, an dat ass flott fir déi Leit, déi do sinn. Selbstverständlech mengen ech och, dass et flott ass fir déi Leit vu Biissen, dass e Coiffersalon an esou enger Installatioun do ass. E wäert jo net zou si fir déi Leit, déi net an der Gemeng wunnen. Dat heescht et wäert och e Va-et-vient an deem Centre sinn. Ech mengen et ass ganz wichteg fir déi Leit, déi do sinn, fir déi handicapéiert Leit, och Kontakter ze kréien.

Mir hate jo zum Beispill schonn e Centre hei gestëmmt, wou mer eng Crèche, wou mer Kanner haten, an ech mengen, dass et ganz wichteg ass, deene Leit, déi do an deene Centrë sinn, d'Méiglechkeet ze ginn, och Leit ze gesinn, a Kontakt ze kommen, ob dat elo mat Kanner ass, wéi mer dat an deem Text haten, deen d'Madame Ministesch eis scho stëmme gedinn huet, op jidde Fall deen elo realiséiert gëtt, oder ob dat elo haut ass mat Installatiounen, déi och fir d'Leit vu baussen do sinn, wou och dann e Passage do ass, a wou een da vläicht eng Frëndschaft oder op jidde Fall e Kontakt mat der Bausewelt ka kréien.

Deen heiten Text, wéi gesot, ass ganz wichteg. Ech erlabe mer, Madame Ministesch, an Dir wësst et, et ass eng éternel Leier, ech hat et och schonn an der Kommissioun gesot, dofir erlaabt mer, dass ech et hei nach eng Kéier soen: Ech si ganz frou, dass mer ganz vill fir déi handicapéiert Leit maachen. Ech mengen et soll ee ganz vill hëllefen, esou vill wéi ee kann. Et soll een och ganz vill fir déi eeler Leit maachen - do maache mer jo och ganz vill. Mir hu jo regelméisseg e Centre fir Personnes âgées hei.

Mä et wier wichteg, och eppes fir déi Jonk ze maachen, Madame Minister. Ech hunn et schonn e puermol gesot, dofir kennen ech och schonn Är Äntwert, mä ob et net méiglech ass, Struktursplazen ze hu fir jonk Leit, déi op der Strooss sinn. Ech hunn Iech eng Question parlementaire elo gestallt, och iwwert d'Fuguen. Et wier och wichteg, dass mer hei eng Kéier eng Debatt hätten iwwert d'Situatioun vu jonke Leit, iwwer Strukture fir déi jonk Leit.

Ech schwätzen elo net vu Centres de vacances. Et geet net hei ëm Tourismus oder ëm déi Leit, deenen et gutt geet, mä et muss een och eng Kéier no deene jonke Leit kucken, deenen et net gutt geet, wat mer vu Strukturen hu fir déi, ob dat jonk Toxicoe sinn, ob dat jonk Leit sinn, déi op der Strooss sinn, jonk Leit, déi Problemer hu mat Medikamenter, oder jonk Leit, déi sexuell abuséiert gi sinn an op déi falsch Plazen herno placéiert ginn.

Op jidde Fall, mat där klenger Ouverture zur Debatt, fir en anert Thema unzepaken, well ech einfach mengen, dass et e wichtegt Thema wier, wäert ech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem heite Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dann ass ageschriwwen den Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Tribün.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, Merci fir d'éischt emol der Rapportrice fir de Projet, fir de Rapport, deen si gemaach huet. Erlaabt mer méi kuerz ze sinn. Ech wëll just op zwee Punkten agoen.

Un dëse Projet de loi N°5371 gi mer als Deputéiert mat gréisserer Sensibilitéit erun, wéi wa mer e Projet solle stëmmen, wou et ëm Stroossen oder ëm Brécke geet, déi och zwar wichteg sinn, mä awer net déi mënschlech Dimensioun opweise wéi mer se hei virfannen, wou et direkt ëm Mënsche geet, a besonnesch ëm Mënschen, déi dagdeeglech mat engem Handicap musse liewen an op d'Hëllef an d'Solidaritéit vun der Gesellschaft a vun der Politik mussen ziele kënnen.

Duerfir si mer frou, datt mat dësem Projet modern, adequat Infrastrukture geschafe ginn, wou an engem individualiséierte Programm, mat Hëllef vun engem qualifizéierte Personal, deenen eenzelne Leit, nom relativen Niveau vun hirer Ofhängegkeet, dee beschtméiglechen Encadrement kann offréiert ginn.

Niewent dësem Center fir Dagesaktivitéiten, kënnen déi behënnert Leit awer och an engem Atelier protégé enger wirtschaftlecher Aktivitéit nogoen. Si hunn am Sënn vum Gesetz vum 12. September 2003 iwwert déi handicapéiert Persounen de Statut vum Salarié. Dës Beschäftegung erlaabt et hinnen, sech ze engagéieren, Dag fir Dag Efforten ze maachen, sech selwer duerch de Prozess vun der Aarbecht wéi och duerch dat hiergestallt Endprodukt ze realiséieren, doniewent awer och zäitweis enger méi kreativer Beschäftegung nozegoen.

Frou sinn ech, datt bei dësem Projet dem Prinzip vun der Dezentralisatioun Rechnung gedroe gouf an datt net nëmmen Infrastrukturen, wéi d'Superdreckskëscht a Bauschuttdeponien dezentral ugesiedelt ginn, well se anerwäerts keng Akzeptanz fannen.

De Site Biissen läit an der neier Regioun vum Aménagement du territoire, déi heescht Centre-Nord, direkt un der N7, no beim Contournement, esou datt och keng Problemer sinn, fir dee Site ganz gutt un d'Verkéiersnetz unzebannen. Vill Leit kommen och bestëmmt aus der Regioun Nordstad - Ettelbréck, Dikrech a Miersch -, esou dass déi Bedenke vum Conseil d'État mengen ech awer net deementspriechend kënnen zréckbehale ginn.

Um Schluss wëll ech soen, datt mer dëse Projet begréissen, an ech wëll heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Dann ass den Här Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt soen ech der Madame Frank Merci, déi ganz ausféierlech war an hirem Rapport. Esou ausféierlech, datt ech am Fong geholl net méi vill bäidroe wëll.

Dass hei e Centre d'activités de jour mat Atelier protégé fir Mënsche mat engem kierperlechen Handicap oder mat multiple Behënnerunge gebaut gëtt, an dat zu Biissen, ass eng gutt Saach. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dëse Projet och. Mir kréien hei déi néideg Infrastruktur, fir 80 Leit opzehuelen.

Zu deenen zwou Bemierkunge vum Statsrot wëll ech als ale Biissener soen: Biissen läit net um Enn vun der Welt, mä zimlech zentral am Lëtzbuerger Land. An ech mengen, datt et do absolut keng Schwieregkeeten dierft ginn, fir och fir d'Leit accessibel ze sinn.

An déi zweet Saach, wat de Bail emphytéotique oder den Droit de superficie ugeet, do ass et esou, d'Gemeng Biissen waart am Fong geholl just drop, datt mir dee Projet hei stëmmen, an dann dierft dat ouni Problemer an d'Rei goen.

E lescht Wuert nach vläicht zum Jean Heinisch, deen 1998 gestuerwen ass an och zu Biissen begruewen ass. Dat ass effektiv dann e Biisser Jong, deen aus enger industrieller Famill komm ass; si haten eng Seeërei. En huet als Kaploun, Paschtouer, duerno als Dechen an der Stad Lëtzebuerg gewierkt. E war Matbegrënner net nëmme vun der Fondation Tricentenaire, mä och vun der Fondation Maison de la porte ouverte. An ech fannen dat am Fong geholl ganz flott, datt dann deen Center zu Biissen eben och den Numm vum Här Heinisch kritt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech géif mengen, no all deenen Explikatiounen, déi hei scho gemaach goufen, kënne mir och vun eiser Säit aus nëmmen d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Ech géif mengen, all Invest an de Mënsch ass ee wichtegen Invest an deem kann een nëmmen zoustëmmen, an duerfir ass dat heiten och e gudde Projet.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madame Minister Marie-Josée Jacobs, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Ech géif fir d'éischt och wëllen der Rapportrice, der Madame Marie-Josée Frank, villmools Merci soen. Si huet dat wierklech hei esou explizit gemaach, datt ech, gradesou wéi d'Kolleegen, déi virausser hei geschwat hunn, dat ganz kuerz ka maachen. Ech géing vläicht just wëllen ee Wuert soen och iwwer Biissen.

Dir verdenkt mer näischt, datt mer awer e liicht Lächeln iwwert d'Gesiicht geet, wa Biissen elo op eemol um Enn vun der Welt géing leien. Ech fanne jo nach ëmmer, datt Maarnech matzen am Zentrum vun der Welt läit. Da ka Biissen awer net esou aus der Welt sinn.

Dofir mengen ech, dat muss een och wëssen, datt awer och am Moment eng ganz Partie Infrastukturen och ewell am Minett bestinn. Et ass also och méi richteg, fir e bëssel chen ze dezentraliséieren a fir domadder e bësse méi an d'Mëtt vum Lëtzebuerger Land ze goen, fir datt och déi Leit, déi vun do kommen, och wann et der manner sinn, dann awer och d'Méiglechkeet hunn, net musse vun enger Säit op déi aner gefouert ze ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech géing mech och wëllen deene Mercien uschléissen, sougutt vis-à-vis vun der Aarbecht, déi am Tricentenaire gemaach gëtt, mä awer och vis-à-vis vun der Gemeng Biissen, déi wierklech mustergülteg an där heiter Fro ass. Et ass och haut nach net an alle Gemengen automatesch esou, datt an d'Hänn geklatscht gëtt, wann een dohinner kënnt a seet, mir wëllen eppes do maache fir Behënnerter. Si sinn nach méi wäit gaangen, fir och nach do deen Terrain an der Emphytéose zur Verfügung ze stellen, mat symboleschen Euroen, déi se do kréien.

An ech géing och wëllen déi Aarbecht, déi de Claude Adam hei ervirgestrach huet, vum Här Heinisch éieren. Ech weess net, wee vun lech den Här Heinisch nach kannt huet, mä eng Kéier am Joer ass en, an der Zäit, bei mech komm an en hat ëmmer nei Iddien, en hat ëmmer nach iergendwou aarm Leit, déi e fonnt hat, fir déi en eppes wollt maachen. Ech denken, datt et och schéin ass, fir dee Mann heimadder ze éieren an dat och hei ze soen.

Ech si selbstverständlech och der Chamber dankbar, wa se haut dee Projet hei stëmmt. Et geet drëm, fir fir 80 Leit, déi behënnert sinn, entweder an den Atelieren eng Aarbechtsplaz ze fannen oder awer dann an enger Structure de jour; fir och deene Gesetzer Rechnung ze droen, déi mer an där leschter Regierung hei gestëmmt haten. Wou et eng Kéier drëm gaangen ass, fir en Akommes ze schafe fir déi Leit entweder, déi um fräie Maart schaffen oder awer an engem Atelier thérapeutique, oder awer deenen, déi eben d'Méiglechkeet net hunn, opgrond vun hirem Handicap, datt se an engem Centre de jour sinn, an elo do d'Méiglechkeet kréien, fir e Revenu de remplacement ze kréien an der Héicht vum RMG.

Wann een déi eng Gesetzer stëmmt, da muss een och kucken, datt déi aner nokommen, well soss gëtt dat kee Sënn.

Ech géing vläicht just wëllen eppes soen, e bësselche wéinst deenen Diskussiounen, déi an deene leschten Deeg gefouert gi sinn. Mir hunn an deene leschte Jore vill investéiert, villes gemaach am Behënnerteberäich, an ech mengen net, och bei all deene vun lech, déi hei an der Chamber ewell méi laang sinn, datt ech géing verdächteg ausgesi fir wëllen do de sozialen Ofbau ze bedreiwen. Soss hätte mer besser gehat, mir hätten dat do alles net gemaach, da bräichte mer elo net lues ze maachen. Mir hunn net wëlles, och net an deenen nächste Joren, fir do wëllen zréckzegoen, mä fir och do eise Responsabilitéiten nozekommen, fir ze kucken, datt jiddfereen - an dat steet och am Rapport dran - déi individuell an déi perséinlech Hëllefe kritt, déi fir hien am beschte sinn.

Ech géing vläicht just och wëlle soen, datt selbstverständlech déi Kanner a Jugendlech, vun deenen hei geschwat gouf, datt mer deene Situatioune wëlle Rechnung droen a mer och do amgaange si verstäerkt Efforten ze maachen, fir och nei an zousätzlech Plazen ze schafe fir Kanner, déi net d'Chance hu fir kënnen doheem ze bleiwen, fir fir déi eng Méiglechkeet ze fannen, fir se kënnen ze placéieren.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5371.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5371 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par

Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal. Auteur war d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg, Rapportrice ass d'Madame Viviane Loschetter. Dem Rapporteur an de Fraktioune sti jeeweils zéng Minutte Riedezäit zur Verfügung. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Grethen an d'Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun der Proposition de loi, déi honorabel Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter!

Une voix.- Den Här Jaerling wollt och nach schwätzen.

M. le Président.- Den Här Jaerling kënnt als véierte Riedner hei op d'Lëscht stoen.

7. 5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de 27. November 2003 huet déi gréng Parlamentarierin Dagmar Reuter-Angelsberg eng Proposition de loi hei an der Chamber déposéiert mam Titel «concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988».

Dës Propositioun beinhalt zwee Artikelen. Den éischten Artikel préconiséiert eng paritéitesch Opdeelung tëscht Fraen a Männer an de Gemengekommissiounen. Dat heescht, all Partei oder Gruppement mécht eng paritéitesch Propos vu Kandidatinnen oder Kandidate fir den Ensembel vun de Posten, déi ze besetze sinn.

En zweeten Artikel préconiséiert d'Schafung vun enger zousätzlecher, enger véierter obligatorescher Kommissioun, nieft der Commission des Étrangers, der Commission scolaire an der Commission des Loyers. Also eng obligatoresch Kommissioun à l'Égalité des chances, déi als Aufgab huet, d'Förderung vun der Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer um Gemengenniveau ze förderen. Dozou soll e Règlement grandducal d'Organisatioun an de Fonctionnement vun dëser neier obligatorescher Kommissioun definéieren.

Esou kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt eng Kommissioun dann obligatoresch gëtt, wann eng Gemeng eben eng gewëssen Zuel vun Awunner an Awunnerinnen huet, an d'Aarbecht vun där Kommissioun och ëmsetzbar ass, souwuel um Niveau vun der politescher Organisatioun wéi och um Niveau vun der praktescher Organisatioun um Terrain.

Dës Proposition de loi huet hir Inspiratioun bei de Revendicatioune vum Conseil national des Femmes du Luxembourg fonnt, wouzou ze bemierken ass, datt d'Propositioune vun engem Gesetzestext vum Conseil national des Femmes du Luxembourg méi wäit ginn, wéi d'Proposition de loi vun der grénger Fraktioun.

De 14. Mee 2004 huet d'Regierung hir Prise de position bekannt ginn. Déi deemoleg Regierung beschreift hir Positioun als eng am vollen Aklang mat den Objektiver vun dëser Proposition de loi. Si ernimmt eng Rei vun Engagementer, déi se ënnerschriwwen huet, ënner anerem d'CEDAW-Konventioun, d'Deklaratioun an d'Plattform vu Peking, den Amsterdamer Traité, d'Charte sociale européenne, de Plan d'action 2000 an de PAN fir d'Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer.

Trotzdeem fillt déi deemoleg Regierung sech bestätegt an hiren Effortë vu Sensibilisatioun op dësem politeschen Niveau a gesäit dofir den Zweck net an, ebe fir aus enger consensueller Politik eng contraignant Politik ze maachen, fir d'Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer ze förderen. Den deemolege Ministère de la Promotion féminine an den deemolegen Innenministère wollten zesummen eng Circulaire commune un déi 118 Buergermeeschtere schécken, fir si drun ze erënneren, wéi wichteg datt e paritéiteschen Equiliber tëschent Fraen a Männer unzestriewen ass, an dofir sech Mëttele ginn, wéi zum Beispill ënner anerem eng Chancëgläichheetskommissioun oder ebe weiblech Kandidatinnen ze förderen.

Den 13. Abrëll 2005 huet de Conseil d'État säin Avis ofginn, an de Statsrot ralliéiert sech am grousse Ganzen un d'Regierung. De Conseil d'État gesäit den éischten Artikel, also dee vun der paritéitescher Propos vu Kandidaten a Kandidatinne vun deene verschiddene politesche Gruppementer, eben als e consensuellen, well d'Kandidature vun de Parteien oder Gruppementer jo net d'office nominéiert sinn, mä duerch de Vote am Gemengerot ebe votéiert ginn oder och eben net votéiert ginn. D'Obligatioun bleift also de facto bei de politesche Gruppementer.

De Conseil d'État proposéiert den zweeten Artikel iwwert d'Aféiere vun enger véierter obligatorescher Kommissioun ze sträichen, well d'Justifikatioun vun enger obligatorescher Chancëgläichheetskommissioun senger Meenung no net gerechtfertegt ass par rapport zu aner potenzielle Revendicatiounen, wéi zum Beispill eng obligatoresch Finanzkommissioun oder eben eng obligatoresch Ëmweltkommissioun.

Doriwwer eraus gesäit de Conseil d'État d'Féminisatioun vun der Sprooch als net kompatibel mat de Reglementer vun der Académie française. Ech muss zwar do allerdéngs soen, datt souwuel de Conseil d'État wéi och d'Académie française zwou wäertvoll an och respektabel Institutioune sinn, wou d'Fraen allerdéngs drastesch ënnervertruede bleiwe bis haut.

De 25. Mee 2005 huet d'Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse sech eng éischte Kéier mat dëser Proposition de loi befaasst. An do waren all Membere sech eens iwwert d'Wichtegkeet an d'Noutwendegkeet vum Inhalt vun där Proposition de loi. Allerdéngs ware majoritairement d'Memberen der Iwwerzeegung, datt dee consensuelle Wee iwwer Campagnen, iwwer Sensibilisatiounen an iwwer Publikatiounen dee besseren an och dee richtege Wee wier, fir eng reell Chancëgläichheet, sprich Paritéit, tëschent Männer a Fraen um Gemengenniveau ze erreechen.

D'Argumenter fir e consensuelle Wee bäizebehalen, waren ënner anerem, datt e contraignantë Wee, dat heescht e Wee och iwwer Gesetzestext wéi deen heiten, géif op Käschte vun der iwwerzeegter Politik goen a kéint sech eventuell souguer als kontraproduktiv erweisen. E contraignantë Wee wier och en Agréff an d'Gemengenautonomie.

Et ass sech och d'Fro gestallt ginn, ob net allgemeng eng Reform vun der Organisatioun an dem Fonctionnement vun de Gemengekommissioune misst an d'A gefaasst ginn. An et ass sech d'Fro gestallt ginn, ob eng Gemeng iwwerhaapt eng Chancëgläichheetskommissioun hautdësdags nach brauch, déi oft als Alibikommissioun ka beschriwwe ginn, oder ob d'Chancëgläichheetspolitik net iwwert deen direkte Wee vun der Déclaration échevinale an dem Schäfferot kéint mat der Schafung direkt vun engem Service à l'Égalité des chances ëmgesat ginn.

D'Partei, déi d'Proposition de loi déposéiert huet, huet sech de Wierder vum Conseil d'État an och vun där deemoleger Regierung ugeschloss, nämlech datt d'Regierung schonn en etlech Engagementer ënnerschriwwen hätt, an de Gemengenniveau an d'Gemengekommissiounen eng ganz wichteg Roll an der Basisdemokratie spillen, an datt d'Ustriewe vun der paritéitescher Besetzung noutwendeg ass.

Dofir huet d'Vertriederin vun der grénger Fraktioun als eenzeg Member vun der Kommissioun plädéiert, datt et un der Zäit wier, vu datt eng Verbesserung vun de weiblechen Effektiven an der Gemengepolitik nëmme ganz lues virugéing, fir duerch ebe contraignant Mesurë méi proaktiv ze ginn op engem Gebitt, wou jiddfereen d'Wichtegkeet an d'Noutwendegkeet ënnersträicht.

An enger zweeter Sëtzung, dat war den 9. Juni 2005, huet d'Kommissioun sech kuerz nach eng Kéier getraff, fir eestëmmeg eng Rapportrice ze nennen, an an der Sëtzung vum 29. Juni 2005 huet d'Kommissioun de Rapport unanimement ugeholl a sech majoritairement géint eng Poursuite vun dëser Proposition de loi ausgedréckt.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als éischt Riednerin ass agedroen d'Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank!

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'absolut Gläichheet tëschent Mann a Fra an eiser Gesellschaft ass nach ëmmer net erreecht. Dat wësse mer alleguerten. Et gëtt nach ganz grouss Ënnerscheeder wat den Undeel vu Fraen a Féierungspositioune betrëfft, den ënnerschiddlechen Taux d'activité vu Mann a Fra, an net ze schwätze vum Ënnerscheed am Gehalt.

Dës Feststellung gëllt awer och fir d'Participatioun vun de Fraen an der Politik, sief et um nationale wéi och um kommunalen Niveau. Am Moment sëtzen hei an der Chamber 14 Fraen, wat 23% vun allen Deputéierten ausmécht. Och wa par rapport zu der letzter Legislaturperiod zwou Frae bäikomm sinn, esou sinn dach d'Fraen an dësem Haus nach largement ënnerrepresentéiert.

Wann ech mer dann d'Participatioun vun de Fraen um Gemengenniveau ukucken, esou ass dësen Taux nach méi schlecht: 15% sëtzen nëmme Fraen am Gemengerot, 10% Fraen am Land hei si Buergermeeschter an 13,7% Frae sinn an de Schäfferéit. Aus enger Etüd vum Conseil national des Femmes geet ervir, dass nëmmen 28% vun de Membere vun de berodende Gemengekommissioune Frae sinn. Dës Chiffere beweisen, dass eng egalitär Participatioun vu Fraen um politesche Liewen an eise Gemengen nach laang net erreecht ass. Duerfir ass all Initiativ, déi als Zil huet, dass méi Frae sech aktiv an der Gemengepolitik bedeelegen, begréissenswäert.

Här President, d'Proposition de loi, déi mir haut de Mëtteg hei diskutéieren, soll an dës Richtung goen. D'Haaptzil vun dësem Text ass d'Gläichheet tëschent Mann a Fra um Niveau vun der Participatioun vun der Gemengepolitik ze promouvéieren. Ech ginn elo net méi an den Detail vun der Proposition de loi an, well dat huet ganz detailléiert d'Madame Loschetter gemaach.

D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass d'Obligatioun, paritär Lëschten opzestellen, net de richtege Wee ass. D'Fro, déi sech nämlech stellt, ass déi: Wat geschitt wann eng Partei et net fäerdeg bréngt, eng équilibréiert Lëscht opzestellen? Och besteet duerch dës Mesure de Risque, dass d'Parteie méi domadder beschäftegt wiere fir Quoten anzehalen, wéi op d'Qualitéit vun hire Kandidaten, ob Mann oder Fra, ze uechten.

Une voix.- Très bien.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Wat bréngt et nämlech, wa Leit op enger Lëscht sinn an awer net am Häerz dobäi si fir guttwëllend matzeschaffen. D'CSV-Fraktioun, wéi iwwregens och d'Regierung, ass der Meenung, dass den aktuellen Artikel 15 am Gemengegesetz net soll ëmgeännert ginn. Duerch dësen Artikel hunn d'Gemenge jo schonns d'Méiglechkeet konsultativ Kommissiounen ze schafen a mat Leit ze besetzen, ob Männer oder Fraen, déi hirer Meenung no déi néideg Qualitéiten hunn, fir si an hirer Gemengenaarbecht ze ënnerstëtzen. D'Obligatioun paritär Lëschte fir d'Besetzung vun de konsultative Kommissiounen opzestellen, féiert eiser Meenung no net dozou, dass sech doduerch méi Fraen aktiv an der Gemengepolitik géifen engagéieren.

Här President, den zweeten Deel vun der Proposition de loi gesäit vir, dass an all Gemeng am Land eng Commission consultative à l'égalité des chances entre hommes et femmes muss geschafe ginn. Och wa mir d'Wichtegkeet vun esou enger Kommissioun ënnersträichen, sou stellt d'CSV-Fraktioun sech awer d'Fro, firwat si obligatoresch an all Gemeng misst agefouert ginn.

Haut schonn hu Gemengen duerch den Artikel 15 d'Méiglechkeet eng Commission à l'égalité des chances an hire Gemengen anzesetzen. Deene leschten Zuelen no hu 40 Gemengen hei am Land schonn eng Commission à l'égalité des chances. De Fait, dass mir géint eng obligatoresch Ariichtung vun esou enger Kommissioun an all Gemeng si berout dorobber, dass virun allem an deene klenge Gemengen ee seriöe Risque kéint bestoen, dass dës Kommissioun zu enger Alibikommissioun verkënnt, déi nëmmen um Pabeier existéiert an a Wierklechkeet net fonctionnéiert.

D'Kommissioun huet sech majoritairement géint d'Iddi vun der obligatorescher Schafung vun enger Commission à l'égalité des chances ausgeschwat an ass der Meenung, dass een ëmmer iwwert de Wee vun enger volontaristescher Politik an der Gemeng méi eng grouss Bedeelegung vu Mann a Fra an der Gemengepolitik kann erreechen.

Bei mir zum Beispill an der Gemeng hu mir 13 Kommissiounen, a wann ech do d'Moyenne kucken, da sinn do 43% vun de Memberen an eise Kommissioune Frae. An a menger Gemeng selwer schaffen 68% Fraen, dat heescht, dat ass also vill méi een héijen Undeel wéi Männer a souguer ab deem nächste Joer iwwerhëlt eng Fra de Poste vum Secrétaire communal an eiser Gemeng. Do wou ee Wëllen ass, do ass e Wee, a wou e Wee ass, do fanne mir interesséiert Leit, déi sech eben an de Kommissiounen, respektiv och an der Gemeng engagéieren.

Ech si mir awer bewosst, datt et a ville Gemengen uechtert d'Land, wat d'Bedeelegung vu Fraen an der Gemengepolitik ugeet, net esou roseg ausgesäit wéi a menger Gemeng.

Dofir ass et wichteg, dass och weiderhi sensibiliséiert an informéiert gëtt, firwat an aus wéi enge Grënn, zum Beispill d'Schafe vun enger Commission à l'égalité des chances wichteg ass, an op wéi eng Aart a Weis een e besseren Equiliber tëschent Mann a Fra an deene verschiddene konsultative Kommissioune kann erreechen.

An dëser Hisiicht ass och eppes Konkretes um Terrain geschitt, an zwar de leschten Dënschdeg hu mir an eiser Gemeng eng Lettre circulaire kritt, déi ënnerschriwwe war vun eiser Familljeministesch, vum Innenminister a vum President vum Syvicol, deen heibanne sëtzt.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Do hunn d'Gemengen eng Circulaire kritt an aus där Circulaire geet ervir, d'Gemengen ze sensibiliéieren fir eng Commission à l'égalité des chances entre hommes et femmes ze schafen. All politesch Entscheedung huet iergendwéi Influenz op Mann oder Fra, dofir kann eng Politique d'égalité des femmes et des hommes op kommunalem Niveau aktiv dozou bäidroen, dass déi verschidden Diskriminatiounen tëschent de Geschlechter ofhuelen an dass et zu enger méi gerechter Gesellschaftsform kënnt. D'Buergermeeschteren, déi och dës Note un all déi Kandidate solle weiderginn, déi an deenen nächste Gemengewahle wëlle kandidéieren, sollen sech mat dëser Circulaire beschäftegen.

D'Gemengen, déi bereet sinn sech fir eng besser Gläichberechtegung vu Mann a Fra an hirer Gemeng anzesetzen an op ënnerschiddlech Besoine vun deenen zwee Geschlechter anzegoen, kréie Pisten opgezeechent wéi si dës Erausfuerderunge meeschtere kënnen. Et gëtt gewise wéi eng Instrumenter de Gemengen zur Verfügung kënne gestallt ginn, wa si d'Politique à l'égalité des hommes et femmes um lokale Plang wëllen ëmsetzen.

D'Schafung vun enger Commission consultative à l'égalité des chances oder d'Kreatioun vun engem Service à l'égalité des femmes et des hommes sinn och e puer Instrumenter op déi d'Gemenge kënnen zréckgräifen.

An ech kéint mir do zum Beispill virstellen, datt een a méi klenge Gemenge vun der Communauté des communes kéint profitéieren a sech esou ee Service kéint organiséieren. Bei där Circulaire handelt et sech souzesoen ëm eng Gebrauchsanweisung, wou d'Gemenge berode ginn awer net forcéiert ginn, wéi een d'Iddi vum Gender mainstreaming um Gemengenniveau kann aféieren an ëmsetzen.

Här President, d'Gemengen encouragéieren a si net zwéngen, dat ass de Wee dee mir musse goen, wa mir zu enger méi grousser Participatioun vu Mann a Fra an der kommunaler Politik solle kommen. Dëst Zil kënne mir nëmmen erreechen duerch eng geziilte Sensibilisatioun an eise Gemengen a wa mir hinne bei der Ëmsetzung mat Rot an Hëllef zur Säit stinn.

Fraen, déi an der Politik sinn, sollen och ee Beispill si fir d'Fraen ze sen-

sibiliséieren an hinne Goût ze maache fir sech politesch ze engagéieren. Well eng Politik, déi vu Fraen a vu Männer gemaach gëtt ass einfach anescht, well Frae ganz oft aner Prioritéite setzen, wéi zum Beispill den Accueil parascolaire an de Gemengen - nëmme fir ee Beispill ze zitéieren.

Här President, de Wee, deen d'Proposition de loi virzeechent, ass menger Meenung no de falsche Wee, well een d'Gemeng obligéiert d'Iddi vun der Chancëgläichheet ëmzesetzen. Dofir an aus deene Grënn, déi ech elo genannt hunn, ass eis CSV-Fraktioun net fir dës Proposition de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wollt ech der Rapportrice Merci soe fir dee Rapport, dee si hei presentéiert huet, dee komplett war, deen neutral war, an et war jo sécherlech net ee liichten Exercice, well si op där enger Säit eng Proposition de loi vun enger Kolleegin ze verteidegen hat, op där anerer Säit awer huet missen hei den Avis majoritaire erëmginn.

An deem Zesummenhang, Här President, géif ech och der Ministesch fir d'Égalité des chances - oder wéi och ëmmer een dat elo soll nennen - mol d'Suggestioun maachen, dass mir wat d'Franséisch ugeet eis eens maache wéi mir dat dann elo maachen. Well d'Académie française, déi hei zitéiert ginn ass, déi ass nach ëmmer der Meenung, ob Mann oder Fra, et wier een ëmmer Rapporteur vun engem Projet oder vun enger Proposition de loi.

(Interruptions)

Elo gëtt et awer och Leit, déi méi progressiv soi-disant sinn, an déi da fir Dammen déi Fonctioun féminiséiere wëllen. Do gëtt et déi eng, déi nennen se Rapportrice, dat geet bei engem Rapporteur nach gutt, bei enger Trainerin ass dat schonn e bësse méi komplizéiert.

Mä, Här President, et gëtt och, besonnesch bei eise walounesche Frënn - an ech kommen nach heihinner, Här President, ënnert dem Afloss vun där leschter, vun der 31. Assemblée générale vun der Assemblée parlementaire vun der Francophonie -, wou och de weiblechen Term fir Rapporteur gebraucht gëtt, an do ass et net Rapportrice, mä et ass Rapporteure mat engem „e" hannen um Enn. Sou dass een och vläicht eng Kéier hei zu Lëtzebuerg kéint eenheetlech, wéi soll ech soen, kucke wéi een dat Wuert da soll am franséische Sproochgebrauch benotzen - mä dat nëmmen a Klammeren, fir dorun ze erënneren, Här President, dass elo d'lescht Woch déi wichteg Assemblée vun der Francophonie war.

An dann, Här President, hate mir jo leschte Sonndeg dee Referendum mat all deem, wat sech do ofgespillt huet ronderëm a während deem Referendum, an ech wëll emol hei op dëser Tribün ënnersträichen, dass ouni Europa mir nach laang net esou wäit wieren an dem Mouvement fir gläich Chancen zwësche Männer a Fraen net nëmmen an der Politik, mä iwwerhaapt am deegleche Liewen ze erreechen. Et ass haaptsächlech duerch déi Mesuren, déi um europäesche Plang initiéiert gi sinn, déi Mesures antidiscriminatoires, dass mer haut schonn déi Fortschrëtter par rapport zur Vergaangenheet gemaach hunn, déi mer kennen.

Här President,…

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Et ass och haaptsächlech duerch d'Fraen, dass mer e „oui" kritt hunn am Referendum. 60% vun de Frae waren dofir.

Une voix.- Virop zu Schëffleng.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Och zu Schëffleng.

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, während den Debatten iwwert de Referendum huet ee sech heiansdo gefrot, ob een als Liberale misst an Deckung goen. Well de Liberalissem ass permanent verdaamt ginn, an et ass haaptsächlech och vun Neoliberalissem geschwat ginn. Wann ee mol eng Kéier dat Wuert Neoliberalissem auserneen hëlt, dann heescht et net méi an net manner wéi neie Liberalissem. Dobäi gëtt et fir mech keen neien a keen ale Liberalissem.

Et gëtt einfach nëmmen am politesche Mouvement de Liberalissem, deen eigentlech soss ëmmer als Wuert positiv besat ass. Wann an der kathoulescher Kierch zum Beispill d'Leit e bësse méi oppe ginn, da seet een, si gi méi liberal. Wann ee vun engem seet, dass en net méi esou engstireg ass, da gëtt gesot, e wier liberal.

Duerfir, Här President, fannen ech, dass een och an dëser Debatt soll un d'Valeure vum Liberalissem erënneren, an déi grouss Prinzipië sinn déi vun der Egalitéit, vun der Fräiheet a vun der Bridderlechkeet, an d'Egalitéit ass an dëser Debatt e ganz wichtegen Aspekt. Mä Egalitéit, Gläichheet, dat heescht gläich Chancen. Dat heescht awer net Gläichmaacherei!

An ech hunn heiansdo d'Impressioun, Här President, dass ënnert dem Deckmantel vun der Gläichheet oder vun der Egalitéit an der Chancëgläichheet och versicht gëtt, Gläichmaacherei ze maachen.

Här President, ech huelen elo e bëssen en absurd Beispill, mä dat awer fir d'Frae schwätzt: Am Premièresexamen dëst Joer, mä och déi Jore virdrun, hunn d'Meedercher wesentlech besser ofgeschnidde wéi d'Jongen. Et géif jo keen op de Gedanke kommen, fir ze soen am Premièresexamen dierften nëmmen esou vill Jongen duerchkomme wéi Meedercher, sou vill Meedercher wéi Jongen. Dat wier jo absolut absurd. Hei geet et einfach nëmmen dorëms: Jiddfereen, deen d'Chance huet an e Lycée ze goen, Lycée technique oder Lycée classique, dee sech dem Premièresexame stellt, jiddferee soll déiselwecht Chance hunn, déiselwecht Ausgangskonditiounen, et que le meilleur gagne. Och an der Politik.

Mä ech weess, dass d'Rahmebedingunge fir Politik ze maachen, fir sech öffentlech ze engagéieren, fir déi Zäit opzebréngen, dass dat fir d'Männer vill méi einfach ass haut an eiser Gesellschaft och nach trotz allen Efforten, déi gemaach gi sinn, vill méi einfach ass wéi fir d'Fraen.

Mir mussen also dru schaffen alleguer gemeinsam, dass d'Fraen déi Rahmebedingunge kréien, déi se brauche fir sech enger politescher Aktivitéit ze consacréieren. Dat kréie mer net duerch Gesetzer gemaach. Dat kréie mer net doduerch hiergestallt, dass mer soen, et muss elo per Gesetz esou gemaach ginn. Dat bréngt mer nëmme fäerdeg alleguer zesummen, wa mer wierklech déi Konditioune schafen, déi de Fraen et erlabe sech an der Politik ze engagéieren.

Meng Virriednerin huet gesot, Frae bréngen e wichtegen Apport an d'Debatten eran. Ech gesinn, dass et net nëmmen oft méi ziviliséiert hiergeet, wat méi Dammen am Raum sinn, mä awer och dass eng aner Sensibilitéit a ganz oft eng manner grouss Aggressivitéit an den Debatten ass, ob dat intern an der Partei ass oder och no baussen.

Dofir ass meng Partei, ass d'Demokratesch Partei e resolute Verfechter vu méi Engagement vun de Fraen an der Politik. An dat hu mer jo och bewisen: Mir hate schonn e puer Mol eng Fra, déi Presidentin vun eiser Partei war. Bei eis an der Partei kënne Fraen déi héchste Fonctiounen, an der Partei an och am Stat oder an de Gemenge bekleeden, mä dat ëmmer an engem Esprit vu Gläichheet mat hire männleche Kolleegen an och Konkurrenten.

Duerfir, Här President, war ech och frou, dass d'Kommissioun an hirer Majoritéit déi Proposition de loi hei ofgelehnt huet, och wa sympathesch Elementer do dra sinn. Dës Regierung wéi déi viregt Regierung huet op deem Wee scho villes gemaach an et bleift nach en Deel vum Wee ze maachen, dee solle mer zesumme maachen an duerch e konsequenten Engagement nach méi sensibiliséiere fir d'politesch Aufgaben, fir de politeschen Engagement. Ech mengen, dass mer dann ouni Zwang dat erreechen, wat an dëser Proposition de loi, déi net ugeholl gëtt, soll mat Zwangsmesuren erreecht ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, well déi Proposition de loi mer eigentlech op den éischte Bléck éischter sympathesch war, hunn ech du probéiert de Pour an de Contre dach e bësse méi genau ënnert d'Lupp ze huelen. An als Gemengepolitikerin an awer och als Presidentin vun enger Fraenorganisatioun, mécht ee jo am Laf vun der Zäit verschidden Erfahrungen, där gudder mä awer och där schlechter. An och déi hunn ech da probéiert a meng Iwwerleeunge mat eranzebréngen.

Ech kann aus Zäitgrënn, Här President, hei awer elo leider nëmmen e puer vun deenen Iwwerleeungen ufëieren, déi mech dann awer op den zweete Bléck dozou bruecht hunn, déi Proposition de loi, esou sympathesch se mer op den éischte Bléck dann awer och war, ofzelehnen.

Eng éischt Iwwerleeung zu den obligatoresche Gläichstellungskommissiounen. Solle mer net higoen an d'Fraen eigentlech nach méi verstäerkt wéi bis elo encouragéieren an net forcéieren iwwerall matzeschaffen? A solle mer dann net kucken, datt eben an alle Kommissiounen interesséiert Fraen erëmzefanne sinn? A wa mer dat wëllen, da mengen ech ass fir jiddfer Eenzelne vun eis no den nächste Gemengewahlen eben den Zäitpunkt do, fir ze kucken a senger eegener Gemeng genuch gutt an interesséiert Fraen an d'Kommissiounen eranzekréien.

Wat dann awer elo d'fräiwëlleg Aféiere vun esou enger Gläichstellungskommissioun ubelaangt, géing ech dann awer och de Wee ënnerstëtzen, deen d'Madame Minister zesumme mam Innenminister a mam Syvicol gaangen ass, nämlech emol fir Informatioun, via eng Circulaire an de Gemengen, ze suergen.

Ech mengen, datt een déi Leit emol muss dozou bréngen, datt se iwwerhaapt de Sënn an den Zweck vun der Gläichstellung verënnerlechen, well och dat ass leider nach ëmmer net op alle Plazen an de Gemengen de Fall. Ech sinn awer net mat allem eens, wat soll de But vun där Circulaire sinn a wat an deem Zesummenhang och an der Press stoung.

Ech mengen, datt et illusoresch ass eng Gläichstellungsdelegéiert an déi verschidde Kommissiounen ze schécken, well wann ee weess, wéi vill Kommissiounen tagen, da sinn ech iwwerzeegt, datt déi dat eleng guer net géing fäerdeg brénge.

An der Circulaire steet, datt eng Gläichstellungskommissioun eng Analyse comparative vun der Situatioun vun de Fraen a Männer aus hirer respektiver Gemeng soll maachen. Aus Erfahrung weess ech awer, datt dat a gréissere Gemengen net vun enger Kommissioun ze realiséieren ass. Well wien huet Zougang, éischtens emol zu deenen Donnéeën? Wie verschafft déi Donnéeën? A wéini verschafft en se? Dat ka menger Meenung no nëmmen eng Persoun sinn, déi vun de Gemengenautoritéiten autoriséiert ginn ass an och agestallt ginn ass, a schlussendlech och den Optrag krut fir esou eng Etüd ze maachen, an net ee bénévolë Member aus enger Kommissioun, dee weder d'Kompetenzen huet nach Zäit fir esou eppes ze maachen.

Eng Kommissioun kann à la rigueur, an dat och nëmme wa se gutt besat ass, Richtungen uginn. Mä fir ze gleewen, datt se kann Analysë maachen an och nach Projeten ausschaffen, dat ass, Här President, an dat wëssen all déi Leit, déi schonn an esou enger Kommissioun getaagt hunn, eng Illusioun.

Iwwregens ass déi Proposition de loi an engem gewëssene Sënn vill ze vill bescheiden, an ech erkläre mech: Frae stellen ëmmerhin hei zu Lëtzebuerg méi wéi d'Halschent vun der Populatioun, also firwat sollen se sech eigentlech mat esou wéineg wéi enger konsultativer Kommissioun, also enger Kommissioun, wou een zwar däerf diskutéieren an och soll Pisten opzeechnen, mä wou awer kee Mënsch deem muss Rechnung droen, zefridde ginn.

Bei allem Respekt, Här President, mä esou bescheide sinn ech perséinlech dann awer net.

Une voix.- Dat wonnert een och net.

(Hilarité)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Kéint Dir, Här President, lech eng Gemeng virstellen, déi zwar eng Bauten- an eng Verkéierskommissioun hätt, mä wou awer kee Fonctionnaire sech géing ëm de Suivi këmmeren?

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Madame Presidentin, kënnt Dir lech am Eescht hautdësdags eng Gemeng virstellen, wou kee professionell op den Themen Ëmwelt an Nohaltegkeet géing schaffen?

Abee, ech net. Mä ech kennen awer vill Gemengen, wou kee fir d'Gläichstellung zoustänneg ass a wou och keen dofir d'Kompetenzen, respektiv d'Ausbildung huet.

Sou wéi awer zënter Jore kee méi d'Daseinsberechtegung vun engem Service technique a Fro stellt, sou däerft eigentlech och e Gläichstellungsservice keen Tabuthema fir e Schäfferot sinn. Well menger Meenung no gëtt d'Gläichstellung am Schäfferot realiséiert, oder awer och net. A wann de Schäfferot bereet ass Geld an Aarbecht heiran ze investéieren, da kënnt och eppes Konkretes dobäi eraus.

Wann awer de politesche Wëlle feelt, da kann och déi beschte Kommissioun oder dee beschte Service näischt opweisen. An hei soll och mol ugesat ginn, well ech sinn iwwerzeegt dovunner, datt et Buergermeeschterinnen a Buergermeeschtere gëtt, déi gäre géingen e Service à l'Égalité des chances entre femmes et hommes aféieren, mä déi der Meenung sinn, zu Recht oder och zu Onrecht, se kéinte sech dee vläicht net leeschten.

An hei, mengen ech och, läit den Hues am Peffer. Kommt mir kucken, datt se sech e kënne leeschten an noer Zukunft, a kommt mir kucke verschidde Modeller auszeschaffen, déi mer dann de Gemengeresponsabele presentéieren, wéi zum Beispill e puer Gemengen zesumme kéinte schaffen. A kommt mir kucken, wéi mer esou Gemengen da logistesch an och finanziell besser kéinten ënnerstëtzen.

Ech wëllt dann hei och nach eng Kéier kloerstellen, datt et sech an dëser Proposition de loi, entgéint deem, wat ech och déi lescht Wochen hu missen an der Press liesen, net ëm d'obligatorescht Aféiere vu Servicer handelt, mä ëm konsultativ Kommissiounen, an dat ass dann awer trotzdeem fir mech e wesentlechen Ënnerscheed.

Zum Schluss, mengen ech, wier et awer och nach wichteg d'Realitéiten um Terrain vun alle Kommissiounen ze kucken. No de Chifferen, déi de Mouvement écologique an enger rezenter Etüd veröffentlecht huet, hu 40% vun deene Gefrotenen - a 40% ass jo awer keng Quantité négligeable - gesot, datt d'Kommissiounen hirer Meenung no eigentlech guer net méi zäitgemäss sinn. Gefrot goufe bei där Etüd mam Titel „Gemeindepolitisches Engagement fördern", 304 Membere vu Gemengeréit; eng fir eist Land also ganz representativ Zuel.

Mech perséinlech huet deen héijen Taux do eigentlech guer net iwwerrascht, well ech d'Chance hat d'Kommissiounen aus dräi Vuë kennen ze léieren, nämlech als Member, als Sekretärin, mä awer och als Presidentin, an datt ech och op d'Limiten an op d'Contraintë vun esou Kommissioune selwer scho gestouss sinn. Duerfir mengen ech misste mer eis fir d'éischt emol Gedanke maachen iwwert déi bestehend Kommissiounen, ier mer géingen anerer obligatoresch dobäi fuerderen.

Ech si perséinlech ganz gäre bereet heibäi matzehëllefen, mä aus deene Grënn, déi ech elo opgefouert hunn, ka meng Fraktioun dës Proposition de loi net ënnerstëtzen.

Ech wëll awer trotzdeem - Här Grethen, wéi ass et, Rapportrice? - der Rapportrice da Merci soe fir hir Aarbecht an ech géif lech dann alleguerten och Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den nächsten a leschte Riedner...

(Interruptions)

Entschëllegt, ech hu geduecht, dat wier en double emploi. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert nach eng Kéier; dës Kéier dann als Spriecherin vun Ärer Partei.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Dat nennt een eng duebel Belaaschtung, Madame Presidentin.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, well ech elo schlecht kann der Rapportrice fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport félicitéieren, wëll ech dofir awer dem Dagmar Reuter-Angelsberg, gréng Deputéiert am Joer 2003-2004, félicitéiere fir hir excellent Proposition de loi, déi si hei an dësem Haus déposéiert huet.

Pour la petite histoire, géif ech gär am Ufank beschreiwen, datt e bëssen Onrou an d'Couloire vun der Chamber komm war, wéi op eemol dës Proposition de loi um Ordre du jour vun der zoustänneger Kommissioun war. An zwar aus engem symptomatesche Grond.

Well all Fra an all Mann hei an der Chamber, Madame Presidentin, all Fra an all Mann an der Regierung soen an der Öffentlechkeet, datt et wichteg, richteg an noutwendeg ass, datt d'Politik eng besser, souguer eng paritéitesch Représentatioun tëscht Fraen a Männer ustrieft. An déiselwecht Leit soen och alleguerten, datt et schued ass, datt bei deene leschten dräi Nationalwahlen de Pourcentage vun de gewielte Frae bei 20% stagnéiert. An dass et och schued ass, datt trotz Sensibiliséierungscampagnë bei deene leschte Gemengewahlen d'Zuel vun de gewielte Frae vun 10 op 15% eropgeklommen ass.

Wann awer Tacheles geschwat gëtt a konkret verbindlech Moossname proposéiert ginn, esou wéi der an all Séance plénière op allen aneren Domäner hei an der Politik an dësem Haus gestëmmt ginn, wann et awer ëm d'Thema geet Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen, da gi vill Leit nervös an der Politik. Well da geet et drëms, vu schéine Sonndesrieden op konkret pragmatesch Förderung eriwwerzegoen.

Wa mir all sechs Joer, mat Hëllef vun de wichtegen an noutwendege Sensibilisatiounscampagnen, de Pourcentage vun de gewielte Fraen an de Gemengen ëm 5% erhéijen, dann dauert et bis d'Gemengewahle vum Joer 2041, bis mir d'Paritéit um Gemengenniveau erreecht hunn. Dofir, a wa mer eis jo eens sinn iwwert d'Objektiver, déi ze erreeche sinn, huet déi gréng Fraktioun am November 2003 eng Proposition de loi an deem Sënn agereecht.

Madame Presidentin, et ass näischt Revolutionäres. Och déi Gréng hunn et verstanen, datt bei sensibelen Themen et besser ass, d'Politik vun deene klenge Schrëtt ze proposéieren.

An dëser Proposition de loi geet et drëms 1. eng Chancëgläichheetskommissioun ënner verschidde Bedingungen, déi per Règlement grand-ducal festgeluecht ginn, als véiert obligatoresch Gemengekommissioun anzeféieren, an 2. all Partei oder Gruppement an engem Gemengerot dozou ze féieren, och Fraen, an zwar esou vill Frae wéi Männer, ze proposéiere fir an d'Kommissiounen.

Dëst sinn zwou konkret Moossnamen, déi op deem Niveau vun der Politik, wou een am noosten ass bei der Alldagsgestaltung, dat sinn zwou Mesuren, déi sech am beschten eegne fir Fraen, iwwregens och fir Männer, fir d'Politik ze motivéieren.

Déi meescht Politiker, männlech a weiblech, fänken iwwregens an der Gemengepolitik un. Déi meeschte Frae sinn och an der Chancëgläichheetskommissioun erëmzefannen. Dofir sinn d'Chancëgläichheetskommissiounen e wichtegt Instrument, fir engersäits d'Fraen ze förderen an der Politik, an anerersäits Fraepolitik a Chancëgläichheetspolitik an de Gemengen ze förderen. Déi zwou Saachen zesummen droe wesentlech zu enger besserer Ëmsetzung vu fraen- a chancëgläichheetssensibeler Politik bäi.

De Chancëgläichheetsministère souwuel wéi de Conseil national des Femmes ënnerstëtzen dës Chancëgläichheetskommissiounen op ville verschiddene Punkten an assuréieren och nach eng kontinuéierlech Formatioun. Regelméissegen Austausch, Echange vu „best practices", Aktivitéiten a Projete bréngen eng interessant an eng wäertvoll Dynamik an d'Gemengepolitik.

Haut schwätze mer zum Beispill vun „gender mainstreaming", „gender budgeting", „gender"-sensibel Approche bei der Ausschaffung vun neie PAGen, „gender"-sensibel Ausbildung fir d'Personal um Gemengenniveau.

Eng zweet petite histoire ass déi, datt de Fait, datt mer géinge geschwënn iwwert dës Proposition de loi hei an der Chamber debattéieren, dës Regierung drun erënnert huet, datt si an hirer Prise de position erklärt hat, eng Circulaire erauszeginn.

Viru genau enger Woch ass dunn, mat engem zimlech grousse medialen Opwand - d'Pressekonferenz vun zwee Ministeren a vum President vum Syvicvol -, dës Circulaire erauskomm. An ech wëll hei soen, datt déi gréng Fraktioun dëst ausdrécklech begréisst. Éischtens de medialen Opwand, esou wéi och den Inhalt am grousse Ganze vun dëser Circulaire.

Well all Visualisatioun vun der Chancëgläichheetspolitik ass eng politesch Aktioun en faveur vu méi Gläichheet tëschent Fraen a Männer, an dofir war et eiser Fraktioun och esou wichteg, dass dës Proposition de loi hei an der Chamber debattéiert gëtt, virun de Gemengewahlen am Oktober.

Well e Rapport presentéieren an an enger Chambersdebatt iwwert d'Gläichheet tëschent Fraen a Männer schwätzen, ass eng Sensibilisatiounsaarbecht. Ob et awer duergeet, an ech zitéieren den Innenminister bei senger Pressekonferenz, „de Gemengen eng gewëssse Paritéit, zum Beispill 40% Fraen ze suggéréieren", woe mir ze bezweifelen. An all déi, déi schonns eng Zäitche mat Gläichheet tëschent Fraen a Männer sech hu missen ausenaner setzen, missten eigentlech éierlech sinn an och Zweifelen hunn, eis Chancëgläichheetsministesch eigentlech un éischter Stell. Si an hir Partei si schonns zur Konklusioun komm, datt ouni eng gewëssse verbindlech Paritéit, nämlech en Drëttel Fraen, et net méi méiglech ass d'Fraeförderung éierlech ze promouvéieren.

Obwuel, ech wëll bemierken, datt et eigentlech just eng eenzeg Paritéit gëtt, den Numm seet et, 50/50, mengen ech, fir eben an der Politik vun de klenge Schrëtt ze bleiwen, datt d'Sensibiliséierung eleng net méi duergeet. A méi adequat wier et, an et wier och elo dee richtege Moment fir unzefänke mat contraignantë Mesuren, esou wéi eng etlech aner Länner dëst schonns längst erkannt hunn.

Mir musse jo net ëmmer an alle progressistesche Politiken, déi eist 21. Jorhonnert definéieren, d'Lanterne rouge sinn! Finnland huet säit 1995 e Gesetz wat eng minimal Quot vu 40% an alle lokalen an nationale Gremien imposéiert. Schweden huet säit 1987 eng progressiv Quot agefouert, dëst waren 30% fir 1992, 40% fir 1995 an d'Paritéit am Joer 1998. An effektiv, Schweden huet haut eng paritéitesch politesch Representatioun, an et geet de Schwedinnen an de Schwede ganz gutt dobäi. Eis belsch Noperen hunn 1998 per Gesetz eng Zweedrëttel-Quot an all hire Conseils consultatifs et provinciaux agefouert.

Mme Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Wëssenszoustand, dee mir hunn iwwer Statistiken, Etüden an Analysë vun der Situatioun tëschent Männer a Fraen an der Politik, déi zahlräich Engagementer, déi eis Regierung ënnerschriwwen an och ratifizéiert huet, déi Motiounen a Resolutiounen, déi schonns adoptéiert gi sinn, fir d'Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen ze förderen, déi verschidde Wahlprogrammer vu verschidde Parteien, fir e besseren Equiliber tëschent Fraen a Männer wëllen hierzestellen, an zu gudder Lescht och déi Suen, déi a Fraeförderungsprogrammer gefloss sinn, erlaben et net méi, datt mir weider zefridde si mat Sensibiliséierungscampagnen an Explikatiounscampagnen. Mir mussen, esou wéi an deenen aneren europäesche Länner, op eng nächst Mesure iwwergräifen, eng legislativ Mesure.

Mir sinn a ville Fraepolitiken hannen op der Lëscht, souguer ganz hannen op der Lëscht, wéi, ech zitéieren der just e puer, de Pourcentage vun de Fraen, déi schaffe ginn, de Pourcentage vun de Fraen, déi a Führungspositioune sinn, de gläiche Salaire fir déi gläich Aarbecht, d'Zuel vun de Structures d'accueil, d'Fiscalitéit an d'Rente vun de Fraen. Do gëtt et eng kloer Korrelatioun tëschent dëse politeschen Defiziter fir d'Fraen an der Unzuel vun de Fraen an der Politik. All dës Déséquilibrë kënne wahrscheinlech nëmme geännert ginn, wa mir fir d'éischt méi Fraen an d'Politik kréien. Well si si ganz einfach déi, déi dovunner concernéiert sinn, Dag fir Dag.

De Wee iwwert d'Gemengepolitik, Gemengekommissiounen, ass deen éischte Wee, deen nooste Wee, fir Frae fir politesch Aarbecht ze sensibiliséieren. Dës Sensibiliséierung muss haut duerch legislativ Mesurë gestäerkt ginn, well de gudde Wëllen eleng geet einfach net méi duer.

An zum Schluss wëll ech lech vläicht nach dat wichtegst Argument ginn, firwat et eis Aufgab heibannen ass, mat legislative Mesuren d'Presenz vun de Fraen an der Politik ze förderen an eng Gläichheet tëschent Mann a Fra ze realiséieren. Et gëtt 51% Fraen an eiser Gesellschaft, et gëtt der 15% um Niveau vun der Gemengepolitik, dat ass en Ecart vu 36%. Et ass schlicht eng Saach vu Basisdemokratie, an et ass un der Politik fir déi noutwendeg Mesuren ze schafen, fir eng gerecht Representatioun hierzestellen.

Dës Proposition de loi ass en éischte klenge Schrëtt an dës Richtung, an dofir invitéieren ech lech am Numm vu menger Fraktioun, dëser Proposition de loi Suite ze ginn, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Madame President,…

Mme le Président.- Wann en d'Wuert hätt.

Une voix.- Schhhhhh!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Madame President,…

(Hilarité)

Une voix.- Wann Der d'Wuert kritt, Madame Presidentin!

Une autre voix.- Schhhhhh!

Mme le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- …no deenen engagéierte Virträg hei vun de Fraevertriederinnen, déi absolut ze respektéiere sinn, a wou mir och ganz kloer all Frae respektéieren, déi sech fir hir Rechter asetzen, däerf een awer an där ganzer Diskussioun eppes net vergiessen, an dat ass nach ëmmer d'fräi Wiel vun der Fra selwer. Ech géif awer mengen, dass emol un alleréischter Stell soll stoen, wat d'Fraen u sech selwer wëllen. Et ka jo net sinn, dass d'Politik ëmmer erëm, oder verschidde Politiken ëmmer erëm higinn a versichen, de Fraen eppes ze octroyéieren, wat si vläicht selwer guer net wëllen!

Une voix.- Bravo!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- An dofir wär et schonn emol net schlecht, bei allem Engagement fir d'Rechter vun de Fraen, och alt emol erëm eng Kéier hinzegoen a Politiken ze maachen, wou d'fräi Wiel vun der Fra selwer am Mëttelpunkt steet. D'fräi Wiel vun der Fra selwer, wéi si hiert Liewe wëllt organiséieren, d'fräi Wiel vun der Fra selwer, wéi si hir Famill wëllt organiséieren, an d'fräi Wiel vun der Fra selwer ob se wëllt schaffe goen oder net, an net einfach emol higoen, wéi Verschiddener et maachen, an de Fraen och nach e schlecht Gewëssen arieden, wa se net wëlle schaffe goen oder wa se wëllen doheem bleiwen, fir hir Kanner ze erzéien.

(Interruption)

Ech géif mengen, wann een iwwert d'Fraen diskutéiert an iwwert den Engagement vun de Fraen diskutéiert, egal wou si sech engagéieren, wier emol un alleréischter Stell d'fräi Wiel vun der Fra ze respektéieren! Dat misst eng Prioritéit hunn, an net iergendeng Politik oder iergendeng Ideologie, déi hei einfach soll duerchgebaatscht ginn.

Wat elo déi Kommissioun vun der Chancëgläichheet betrëfft, do kennt Der jo meng Astellung iwwert d'Chancëgläichheet. D'Chancëgläichheet ass net nëmmen d'Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra. Chancëgläichheet brauche mer an alle Strukturen an eiser Gesellschaft, Chancëgläichheet brauche mer iwwerall. An et ass schonn, wéi den Här Grethen gesot huet, och ganz richteg, dass international Bewegungen sech effektiv agesat hu fir d'Rechter vun de Fraen, ier se hei a Lëtzebuerg komm sinn. Et ass och richteg, dass déi Bewegung hei a Lëtzebuerg muss weidergoen.

Mä et däerf een awer och eppes net vergiessen, dat ass, dass all Gesetz wat mer hei maachen, wat jo awer vun enger Majoritéit vu Männer hei an der Chamber gestëmmt gëtt, am Interessi vu jiddferengem ass, ass Chancëgläichheet fir jiddfereen, fir Mann a Fra.

An de Problem, dee mer hunn, dat ass net de Problem tëschent Mann a Fra, dat ass de Problem vun der Ëmsetzung an der Praxis. D'Ëmsetzen an der Praxis ass de Problem, dat ass dat wat net fonctionnéiert. Et ass och do wou mer den Hiewel mussen usetzen, dass mer déi Gesetzer, déi gutt Gesetzer, déi mer hei am Interessi vun der Fra stëmmen - an ech muss och emol soen, dass dat eent oder dat anert Gesetz souguer, wat mer hei am gudde Wëlle gestëmmt hunn, kontraproduktiv um Aarbechtsmaart ass fir d'Fra -, dass mer musse kucken, dass déi Gesetzer endlech emol an der Praxis ëmgesat ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech ginn lech ee Beispill, an ech hunn lech dat och schonn an der Kommissioun gesot: Wann ech da gesinn, dass mer 2.000 Delegéierten an de Betriber hu fir Chancëgläichheet, an dass do 90% emol net wëssen, firwat dass se do sinn, ech mengen da wësse mer, wou mer den Hiewel mussen usetzen, dass déi Leit an de Betriber, do wou dat wat hei gestëmmt gëtt an der Praxis soll ëmgesat ginn, emol musse forméiert ginn, fir dass dat, wat de Gesetzgeber wëllt, och an der Praxis fonctionnéiert.

A genausou geet et mat där Kommissioun iwwert d'Chancëgläichheet an de Gemengen. Ech menge praktesch all Gemeng huet kee Problem domat, fir eng Kommissioun fir Chancëgläichheet anzesetzen. Mä déi Kommissioun, déi muss awer selwer, do muss awer d'Méiglechkeet bestoen, fir jiddferengem d'Fräiheet ze iwwerloossen, ob e sech wëllt an där Kommissioun engagéieren oder net, ob dat Mann oder Fra ass.

Et kann net sinn, dass elo einfach octroyéiert gëtt, dass gesot gëtt, elo musse Lëschten opgestallt ginn, déi paritéitesch sinn, an déi an d'Richtung vun enger Quoteregelung ginn. Ech mengen, dat Ondemokrateschst, wat et gëtt, ass eng Quoteregelung. Iergendwéi eppes ze forcéieren, wat am Fong déi Leit, déi et betrëfft, selwer iwwerhaapt net wëllen. Dat ass de Problem.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et gëtt souguer Gemengen, déi méi wäit gaange sinn, déi e Service à l'Égalité des chances kreéiert hunn, wat e ganz wichtege Service ass, wou da professionell Leit sech ëm de Problem këmmeren. Dat schéngt mir éischter d'Léisung ze sinn, de Gemengen dat ze suggéréieren an ze soen, gitt an d'Richtung vun engem Service à l'Égalité des chances. Mä dann awer e Service à l'Égalité des chances, dee sech net nëmmen ëm Fraen a Männer këmmert, mä sech ëm all Problemer vun der Ongläichheet këmmert, wéi zum Beispill och ëm déi Behënnert.

Dass dee sech dorëm këmmert, dass d'Gemengen emol endlech dee legale Prozentsaz vun de Behënnerte beschäftegen, wou se nach wäit hannendra sinn. Ëm déi Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, ëm déi Leit, déi exclus sinn. Ech mengen, dat ass Égalité des chances!

A wann ee schonn higeet a seet, mir hätte gär eng Commission à l'Égalité des chances, da musse mer awer all Problemer an der Ongläichheet mat do behandelen. Da muss dat eng Kommissioun sinn, déi awer effektiv dann och esou opgebaut ass an och déi néideg Aufgabe kritt, fir an déi Richtung ze goen. An dat ass dat, géif ech mengen, wat mir ënner Égalité des chances verstinn. Well, mir hunn d'Gesetzer gemaach, alleguerten am Interessi vun der Fra, déi gutt sinn, mä wéi nach eng Kéier gesot, déi musse mer kënnen an der Praxis ëmsetzen, an do, do läit de Problem.

Esou eng Kommissioun, wéi mir se hei einfach wëllen octroyéieren, an och dann nach wëllen octroyéieren, wien dann do däerf dran a wien net do dran däerf, ech mengen, dat kann net fonctionnéieren. An all Gemengekommissiounen, déi am gudde Glaf vun de Gemengepappen oder -mammen dohinner gesat ginn, dat si konsultativ Kommissiounen, déi d'Gemenge beroden. An och wa mer géifen eng gesetzlech Kommissioun hei schafen, esou wéi se hei steet, dann hätt se nach ëmmer nëmmen e konsultative Charakter, dat heescht, si wär ëmmer nach nëmmen do fir d'Gemengen ze beroden, se kënnt also net méi maache wéi eng aner Kommissioun.

Also schéngt et mer sënnlos ze sinn, hei elo iergendenger Kommissioun e gesetzleche Kader ze ginn, iwwer aner Kommissiounen ze setzen; sou wéi de Statsrot och a sengem Avis gesot huet, déi gradesou wichteg sinn, wéi Finanzkommissiounen oder wéi aner Kommissiounen. Dat heescht also, et huet kee Sënn hei enger Kommissioun e gesetzleche Kader ze ginn, déi net méi Pouvoir huet wéi all déi aner konsultativ Kommissiounen, dat heescht e konsultative Charakter.

(Interruption)

D'Auslännerkommissioun ass vum Gesetz hier festgeluecht. D'Mietkommissioun ass och vum Gesetz hier festgeluecht.

(Interruption)

Mä do ass awer net dra festgeluecht, dass esou vill Prozent Männer oder Frae mussen dra sinn.

(Interruptions)

M. le Président.- Ma da reizt och net ëmmer den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- An der Auslännerkommissioun ass just eng Paritéit zwësche Lëtzebuerger an Auslänner an net zwësche Männer a Frae festgeluecht. Dat schéngt mer awer logesch ze sinn. Et ass awer net festgeluecht wéi vill Männer a Fraen, dass mussen do dra sinn. Dir kënnt awer net hei Äppel mat Bire vergläichen. Also, ech soen lech just,…

(Interruptions)

M. le Président.- Wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- …egal wéi et ass, d'Fraen oder d'Männer, egal ween et ass, musse fräi Wiel behalen, wat se wëlle maachen an a wat fir eng Richtung, dass et geet. Ech kann nëmmen un e Spréchwuert erënneren: „Et kann een e Kaméil bis bei d'Waasser féieren, mä drénke muss et selwer."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien, excellent.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Jaerling. Dann huet nach d'Wuert d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'éischt wëllen der Madame Dagmar Reuter-Angelsberg Merci soen, déi sech zu hirer Zäit als Deputéiert hei déi Aarbecht gemaach huet fir eng Proposition de loi op den Instanzewee ze ginn, an och selbstverständlech mech de Félicitatiounen uschléisse fir de Rapport vun der Madame Loschetter, déi deen elo am Numm vun der grénger Fraktioun gemaach huet, an dann denken ech sécher och am Numm vun der Madame Reuter-Angelsberg.

Dës an déi viregt Regierung - den Här Grethen huet dat elo grad gesot - geet net op de Wee vun der obligatorescher Aféierung vun esou enger Kommissioun. Ech géing och wëllen hei ervirhiewen, den Här Grethen hat gefrot, wéi dat mat deene Féminisatioune vun den Nimm do wier, an ech géing mer eng Freed doraus maachen, dem Här Grethen e Guide zoukommen ze loossen, deen hei zu Lëtzebuerg erauskomm ass - ewell méi laang, et ass ewell déi zweet oder déi drëtt Oplag, déi besteet - a wou déi verschidden Nimm a Fonctiounen drastinn. Ech sinn awer och ganz frou, datt den Här Grethen, als Fraktiounschef vun der DP, an där Kommissioun do dran ass. Et ass och wichteg…

M. Henri Grethen *(DP)*.- Nëmme fir deen Aspekt.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Nëmme fir den Aspekt vun der Egalitéit zwësche Männer a Fraen.

Et ass wichteg, datt och Männer op deene Plazen do sinn an net nëmme Fraen, sou wéi ech och frou sinn, datt sou vill Kolleegen den Owend hei sinn, fir dëser Debatt bäizewunnen, dat ass alles den éischte Wee bei der Ënnerstëtzung vun de Fraen, fir dat dann alles fäerdeg ze kréien, wat mer eis wënschen.

Mir hunn de 5. Juli eng Circulaire virgestallt, déi mir, den Innenminister, de President vum Syvicol an ech selwer, de Gemenge geschéckt hunn - iwwregens och op Wonsch vun der Kommissioun - a wou och gefrot ginn ass, datt déi eenzel Buergermeeschteren deenen neie Kandidate sollen déi Circulaire zur Verfügung stellen.

Mir hunn domadder awer net ugefaangen. Ech wëll just soen, datt 1995 de Conseil national des Femmes - déi jo de Mëtten an der Chamber ware fir nach eng Kéier hir Revendicatiounen ze ënnersträichen am Kader vum drëtten europäesche Programm fir Chancëgläichheet vu Fraen a Männer a fir de Projet politique et communal à l'égalité des chances ze lancéieren - ënnerstëtzt ginn ass vum Ministère du Travail, vum Syvicol a vun deem nei geschafenen deemolege Ministère vun der Promotion féminine. Dat ass jo ëmmer eng Fro, ob een e Glas hallef voll oder hallef eidel gesäit.

Mir hate Succès an deene leschten zéng Joer, wann ech bedenken dass mer 2005 74 Chancëgläichheetsdelegéierten haten, 41 Kommissiounen an de Gemengen an och aacht Servicer an de Gemenge Beetebuerg, Suessem, Esch, Déifferdeng, Diddeleng a Schëffleng. An och zwee regional Servicer, déi am Kader vun dem Leader fonctionnéieren, eng Kéier d'Genderhaus zu Réiden an och eng Kéier de Mouvement pour l'égalité des femmes et des hommes am Osten. Ech hoffe just, datt déi Servicer och iwwert déi Leader-Programmer eraus bestoe bleiwen an net erëm verschwannen, wann eng Kéier déi Gelder do net méi vun Europa zur Verfügung stinn.

Selbstverständlech mussen déi Campagnen an Informatiounsversammlungen, déi d'Delegéierten ënnerstëtzen, och vum Conseil national des Femmes virugefouert ginn, wou semestriel, regional Réunioune gemaach ginn, wou Austausch vun Erfahrung a vu Wësse gemaach gëtt a wou och déi nei Delegéierten dohinner kënne kommen. An ech ginn awer gären zou, datt de Prozentsaz vun 10 op 15%, net terribel grouss war an ech géing wierklech hoffen, datt en dës Kéier vu 15 wéinstens op 30% géing eropgoe bei deenen nächste Gemengewahlen, ouni datt ech mer awer do allze vill Illusioune maachen.

De Conseil national des Femmes huet och e Réseau zwëschent deene professionelle Servicer an d'Liewe geruff, an zënter 1997 besteet fir de Service à la politique communale d'égalité des hommes et des femmes eng Konventioun zwëschent dem Ministère an dem Conseil national. Dës Servicer ginn de Gemengen technesch Hëllef beim Plange vun neie Strukturen an och vun Aktivitéiten, an ech denken och, datt si hëllefen, deen Gender mainstreaming och ëmzesetzen.

D'Regierung selwer hat de 27. Mee ugeholl, datt mer an all Ministère eng Genderkompetenzzell aféieren a mir wäerten och e Plan d'égalité fir Fraen a Männer hei an der Chamber virleeën, dee selbstverständlech och mat den ONGen an och mat dem Comité du travail féminin vervollstännegt gëtt.

Mir mussen 2006 erëm eng Kéier bei d'UNO goe fir eise fënnefte Rapport Seda virzestellen an ech géing wierklech en eindringlechen Appel un d'Chamber maache fir eis ze hëllefen, net nach eng Kéier mussen erklären ze goen, mir hätten nach ëmmer eis Verfassung net ëmgesat, wat Egalitéit zwëschent Männer a Frae géing ubelaangen an datt mer och beim Gesetz iwwert den Numm vun de Kanner kënnte soen, och dat hätte mer aus der Welt geschaf. Da géinge mer als Lëtzebuerger Land e bëssel chen e bessert Bild maachen, wéi datt ech fir d'drëtte Kéier dohinner kommen an erklären, mir maachen dat elo direkt an dat kënnt elo, an an zwee Joer steet erëm deeselwechten do a seet erëm eng Kéier, mir sinn net esou wäit, also ech wier lech ganz dankbar, wann Dir mech dobäi géingt ënnerstëtzen.

Une voix.- Mir ënnerstëtzen lech.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Merci villmools.

Fir awer op de Gemengenniveau zréckzekommen ass et och kloer, datt mat dem INAP - an duerfir ass et och gutt, datt de Minister vun der Fonction publique hei ass - genügend Formatiounen ugebuede ginn, och fir an de Gemengen den Gender mainstreaming als Aarbechtsmethod unzegesinn an och alle Fonctionnairen dat ze vermëttelen.

Une voix.- Dat gëtt schwiereg!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Dat bedeit, datt mer kucke wéi d'Gesetzer an d'Reglementer sech auswierken op Männer an op Fraen, ob se sech d'selwecht auswierken oder aneschters auswierken, Projeten a Programmen ënnersichen op hir ënnerschiddlech Auswierkung op déi zwee Geschlechter, fir wann Differenzen do wieren deem dann do entgéintzewierken an och datt ee soll kucken an der Duerstellung an de Publikatiounen, datt een do och gesäit, wou d'Männer a wou d'Fraen do dra sinn.

Wichteg sinn awer selbstverständlech och d'Statistiken. An ech war eigentlech verwonnert, wéi dës Kéier d'Leit esou erstaunt waren, a gesot gouf, hei d'Meedercher hu besser ofgeschnidden am Premièresexamen.

Fir déi, déi sech ewell e bësse méi laang dorëm gekëmmert haten, war dat eigentlech keng grouss Neiegkeet,…

(Interruption)

…mä et ware mol Statistiken, déi doriwwer komm sinn an et ass awer heiansdo gutt, wann een dat dann och ka beleeën. An trotzdeem, datt d'Meedercher ewell méi laang besser Resultater hunn, Madame Brasseur, stelle mer awer fest, datt mer se an der Ekonomie awer nach ëmmer net op deenen héchste Plazen a genügendem Mooss virfannen. Esou datt mer denken, datt mer och do déi Efforten, déi mer gemaach hunn, och an Zukunft musse viruféieren.

Mir haten elo hei d'Diskussioun iwwert den Genderbudget, an ech mengen och dat ass deen, dee wahrscheinlech am schwéiersten ëmzesetzen ass, an och do si mer amgaangen ze kucke fir Coursen ze organiséieren, fir datt och d'Leit esou gutt beim Stat, wéi och an de Gemengen, wësse wéi se sech do mussen organiséieren an no wat se do musse kucken; an am Oktober/November ginn déi éischt Coursen doriwwer och ofgehalen.

D'Objektiver vun där Circulaire, déi mer geschéckt hunn, ware selbstverständlech d'Ëmsetze fir Chancëgläichheet a Gläichstellung vu Fraen a Männer, déi selbstverständlech net soll Gläichmaacherei sinn, Här Grethen, an Dir kennt mech gutt genuch fir ze wëssen, datt ech dee Leschte wier, deen d'selwecht wëllt si wéi…

(Interruption)

Ech weess dat, ech weess dat.

…ee Mann. Ma Dir hat gesot, Dir wiert géint d'Gläichmaacherei, ech si selbstverständlech och géint d'Gläichmaacherei, well mer géingen eis selwer ganz villes ewechhuelen, wa mer alleguerten d'selwecht wieren, also dat wëlle mer sécher net.

(Interruptions et hilarité)

Responsabilitéit awer selbstverständlech och op dem lokalen Niveau an do hunn och déi lokal Responsabel eng Aufgab ze maachen. Si stinn am enke Kontakt mat de Gemengen an der Populatioun a se hunn en direkten Afloss op dat alldeeglecht Liewe vun de Leit. Si schafen d'Rahmebedingunge fir ze bauen, fir d'Schoulen, d'Schoulweeër, de Schoultransport, mä awer och d'Veräinsliewen an d'Sécherheet.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Si beaflossen d'Transportverbindungen, d'Schafe vu Servicer fir Kanner, Jugendlecher an och fir eeler Leit, an och do geet et dorëms fir ze kucken, ob déi richteg Auswierkungen esou gutt fir Frae wéi fir Männer do sinn. Männer a Frae ginn aneschters a sinn aneschters sozialiséiert. Si hunn aner Rollen. Si kréien och anerer vun eiser Gesellschaft zougeduecht. Trotzdeem gesi mer, datt dat awer och ëmmer erëm changéiert.

Wichteg ass, datt an der Gemeng selwer de Schäffen- an de Gemengerot an der Deklaratioun d'Chancëgläichheet zwësche Männer a Fraen aschreiwen. Dofir hu mer och gemengt, dat wier e gudde Moment, fir elo dorobber opmierksam ze maachen. Ech hunn déi Iddi vum Här Klein eng gutt fonnt, fir ze soen, et wier wichteg, datt net een eenzege Chancëgläichheetsdelegéierten a sämtleche Kommissioune wier - ech verstinn och, dass dat net méiglech ass -, mä déi Leit, déi an der Kommissioun do dra wieren, datt och een, net wéi gesot ëmmer deeselwechten, mä een awer och kënnt an déi aner Kommissioun lauschtere goen, fir domadder och d'Informatioun ze kréien, wat do geschitt, mä awer och, fir d'Informatiounen do virunzeginn.

D'Schafe vun engem Service professionnel Berodung bedeit och professionell Berodung fir de Schäffen- an de Gemengerot an d'Analys vun der Situatioun vun de Fraen a vun de Männer an der Verwaltung, mä och an der ganzer Gemeng an duerno en Aarbechtsplang fir d'Verwaltung an och déi ganz Gemeng.

Mir hunn esou ee Pilotprojet de Moment an der Gemeng Péiteng an do hu mer e Questionnaire standard erausginn, fir d'Situatioun an d'Besoine vum Personal ze kennen. Eng Offer vu Coursen iwwert d'Grondkenntnisser vun der Gläichstellungspolitik ass wichteg fir d'Gemengepersonal, well si jo e Multiplicateur sinn op dem Terrain. Mä awer och Offere vu Coursë fir spezifesch Besoine si wichteg, an hei hu mer vun der Gemeng Péiteng gesot, datt dat besonnesch fir d'Kommunikatioun gëllt, an do hu mer eng éischt Etapp gemaach mat Formatioune fir d'Beamten, eng zweet fir d'Aarbechter, déi am September ugeet, an déi drëtt Etapp wäert no de Wahle virugefouert ginn. Déi Circulaire gëtt de Gemengen Unhaltspunkter.

Dat, wat alles an deene leschte Jore gemaach ginn ass, steet an de Broschüre vum Conseil national des Femmes, an international Beispiller gëtt et och iwwert den CCRE, wat dem Syvicol seng europäesch Aarbechtsgrupp ass. Ech denken, datt een och muss gesinn an enger Gemeng, datt niewent dem Fait, datt et an der Schäfferotserklärung dran ass, och wichteg ass, datt verschidde Plazen ontypesch besat ginn, zum Beispill mat Gäertnerinnen, mat Ingenieurinnen, mat engem Telefonist oder mat engem Botzmann, datt ee geziilt Männer…

M. le Président.- Madame Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen, Är Zäit ass eriwwer.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Ech halen direkt op, Här President.

D'Gemeng schreift geziilt Fraen a Männer an de Circulairen an och an de Bréiwer un, oder fördert d'Gläichstellung doduerch, datt se Plazen no bekannte Fraen nennt. Ech denken och, datt et wichteg ass, bei allem, wat mat dem Bauen ze dinn huet, och do déi ënnerschiddlech Besoine vu Fraen a Männer ze gesinn, wéi familljefrëndlech Stroossen, Spillplazen, Rouzonen, Akafsméiglechkeeten an esou virun.

Ech muss mech tommelen, well den Här President seet mer, ech hätt keng Zäit méi.

Ech denken, dass och d'Maisons relais e wichtege Punkt doranner sinn, well et ass ee wichtegen Deel, an och dat ass hei ervirgehuewe ginn, wa mer gären hätten, datt Leit kënnen a Famillje kommen, décidéiere wéi se hiert Liewen organiséieren, da musse genügend Structures d'accueil do sinn, déi flexibel genuch sinn, fir dass och d'Eltere kënnen hirer Aarbecht nogoen.

Op där anerer Säit gëtt et awer och ze kucken, wéi déi nei Liewensverhältnisser sinn, ze kucken zum Beispill, wa während dem Dag d'Familljen net méi doheem sinn, well se schaffe ginn, da muss een och kucken, datt d'Gemengeservicer méi laang op sinn. Et muss een och kucken, datt een owes zum Beispill, wann de Bus kënnt, een deem och ka soen: „Hei hal bei menger Dier stall, aus Sécherheetsgrënn, net dass ech muss bis op deen nächsten Arrêt fueren."

Et gëtt also ganz vill praktesch Moossnamen, déi een och ka maachen, fir de Leit, de Bierger an de Biergerinnen domadder hiert Liewe méi liicht ze maachen. Et ass also net nëmmen eng theoretesch Diskussioun, déi mer hei féieren, mä eng ganz praktesch. Ech hoffen op jiddfer Fall, datt, wa mer eis am Oktober hei erëm gesinn an d'Gemengewahlen eriwwer sinn, en anert Bild an eise Gemengen ass wéi dat vun de 15% vu Fraen, déi bis elo do mat dobäi waren.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss. Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5254 iwwert d'Kennzeechnung vu geféierleche Preparater. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Ali Kaes.

8. 5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, dee mer haut den Nomëtteg hei an der Chamber wäerten ofstëmmen, huet u sech keng grouss politesch Bedeitung, wat awer net wëllt heeschen, datt et en onwichtegen Text ass.

Dëse Projet betrëfft eng Matière, déi eng grouss Wichtegkeet huet, speziell fir déi Leit, déi mat geféierleche Substanzen a Produkter respektiv Preparatioune musse schaffen oder dagdeeglech domadder mussen ëmgoen.

Chemesch Produkter, Dir Dammen an Dir Hären, sinn an eisem Alldag omnipresent, well mir gräife praktesch all Dag op esou chemesch Preparater zréck. Och wann net all Preparatioune geféierlech si fir de Mënsch respektiv fir d'Ëmwelt, esou stelle mer awer fest, datt eng Rei vun hinnen u sech eng reell Gefor fir de Mënsch duerstellen oder zu engem Risiko kënne ginn, wa se net richteg benotzt ginn, respektiv wa se regelméisseg iwwer eng länger Zäit net richteg agesat ginn.

Et ass dofir wichteg iwwer eng kloer Reglementatioun vun dëse Produkter ze verfügen, an dat fir éischtens eng Kontroll ze hunn, wat schlussendlech op de Maart kënnt, an zweetens fir sécher ze sinn, datt de Benotzer och beschtméiglech iwwert d'Risike vu geféierleche Produkter informéiert ass.

D'Mise sur le marché vu geféierleche Preparater ass um europäeschen Niveau staark reglementéiert. D'Evaluatioun vun de Risiken, déi esou Preparater fir d'Gesondheet a fir d'Ëmwelt kënnen duerstellen, wéi och déi noutwendeg Informatioun fir de Benotzer vun esou Preparater si Géigestand

vun enger ganzer Rei vun europäeschen Direktiven, déi zum Deel an eis national Gesetzgebung ëmgesat goufen. Esou kënnt et, datt mer an dësem Beräich och zu Lëtzebuerg iwwer eng strikt Reglementatioun verfügen.

De virleiende Gesetzesprojet huet zum Zil déi bestehend Gesetzgebung iwwert d'Klassifikatioun, d'Verpackung an och d'Beschréftung vu geféierleche Preparater vum 10. Juli 1995 ausser Kraaft ze setzen a se duerch en neien Text ze ersetzen. Dës Moossnam ass noutwendeg, well d'Direktiv, déi dem Gesetz vun 1995 zu Grond louch, duerch eng aner Direktiv, nämlech déi vum 31. Mee 1999 ersat ginn ass. Den europäesche Législateur war der Meenung, et misst een d'Direktiv vun 1988 komplett iwwerschaffen, fir déi onduerchsiichteg Situatioun um Terrain ze klären, well et an de Memberstate vun der Europäescher Unioun ze vill grouss Ënnerscheeder gëtt, wat d'Klassifikatioun, den Emballage an och den Etiquetage vu geféierleche Preparatioune betrëfft.

Déiselwecht Iwwerleeungen hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet dozou beweegt d'Direktiv vun 1999 ze transposéieren an doriwwer eraus d'Gesetz vun 1995 iwwert d'Klassifikatioun, d'Verpackung an d'Beschréftung vu geféierleche Preparatiounen ze abrogéieren an et duerch de virleienden Text ze ersetzen.

Erlaabt mer vläicht eng Bemierkung nach. De virleienden Text setzt net nëmmen d'Direktiv vun 1999 an eist nationaalt Recht ëm, mä och nach verschidde Rektifikatiounen zu dëser Direktiv, esou wéi eng Direktiv vum 7. August 2001.

D'Direktiv vum 31. Mee 1999 huet als Zil déi verschidde Reglementatiounen, déi et um Niveau vun der Klassifikatioun, der Verpackung an der Kennzeechnung vu geféierleche Preparatiounen innerhalb vun der Europäescher Unioun gëtt, ze harmoniséieren an dat am Sënn vun enger méi grousser Sécherheet fir de Mënsch an och fir d'Ëmwelt.

Trotz verschiddenen europäeschen Dispositioune bleift et leider eng Realitéit, datt et an dësem Beräich nach vill Ënnerscheeder zwëschent den eenzelne Länner an der Unioun gëtt. Eng eenheetlech Linn soll a muss geschafe ginn, well ouni dës Linn den europäesche Maart net optimal ka fonctionnéieren. Och kéint ënner anerem de Prinzip vun der fräier Konkurrenz net respektéiert ginn.

Ech wëll hei net op déi verschidden Detailer weder vun der Direktiv nach vum Gesetzesprojet agoen, et sinn immens technesch a prezis Texter. Ech wëll a menger Interventioun awer nach deen een oder deen anere Punkt ervirhiewen.

D'Direktiv gesäit generell Prinziper vir, wat d'Klassifikatioun vun de geféierleche Preparatiounen ugeet. Deemno gëllen als geféierlech Preparatiounen all Mëschungen a Léisungen, déi aus zwou oder méi Substanze bestinn, vun deenen op d'mannst eng als geféierlech agestuuft gëtt, respektiv all déi Preparatiounen, déi eng Gefor fir d'Gesondheet oder fir d'Ëmwelt duerstellen, oder déi geféierlech si wéinst hire physeschen oder chemeschen Eegeschaften.

Geféierlech Preparatioune ginn no enger bestëmmtener Evaluatiounsmethod a verschidde Risikostufen agedeelt. Den Detail vun där Klassifikatioun gëtt am Kader vun engem Projet de règlement grand-ducal, dem Projet 5243, geregelt. Dëse Projet setzt ënner anerem d'Klassifikatiounskritäre fest.

Fir datt d'Preparatiounen, déi op eise Maart kommen, och konform zu den neie Virschréfte sinn, muss besonnesch op d'Kennzeechnung Wäert geluecht ginn. Verschidden Indikatioune mussen d'office op der Verpackung stoen. D'Etiketten oder d'Beschréftung musse kloer an däitlech de Benotzer vun esou Preparatiounen iwwer zum Beispill de chemeschen Numm vun de Substanzen, aus deenen d'Mëschung besteet, informéieren.

Och wann d'Kennzeechnung immens wichteg ass, well se dem Benotzer u sech eng éischt Informatioun liwwert, bleift dës Informatioun awer zimlech generell gehalen. Dëse System muss complétéiert ginn, an zwar duerch e speziellen Informatiounssystem, iwwert de Wee vu sou genannte Fiches de données de sécurité.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Verpackung vun esou Produkter muss och aus Sécherheetsgrënn bestëmmten Usprëch gerecht ginn. D'Verpackung dierf zum Beispill weder wéinst senger Form, nach wéinst engem graphesche Muster opfälleg, respektiv unzéiend fir Kanner sinn. Si muss och mat engem extraë Sécherheetsverschluss versi sinn.

Wéi fir d'Klassifikatioun solle groussherzoglech Reglementer d'Konditioune vun der Verpackung a vun der Kennzeechnung festhalen. E Projet ass an deem Sënn deponéiert ginn, et ass dat de Projet 4245.

D'Regelen, wéi de speziellen Informatiounssystem soll fonctionnéieren, ginn och iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht, an zwar de Projet 5246 iwwert d'Fiches de données de sécurité.

Doriwwer eraus gesäit d'Direktiv vun 1999 och vir, datt d'Memberstate gewëssen Obligatiounen a Verflichtungen hunn. Nëmmen d'Preparatiounen, déi konform zur Direktiv sinn, kënnen op de Maart kommen. Déi zoustänneg national Autoritéite kënnen all Informatiounen iwwer geféierlech Preparatioune bei deene Persounen ufroen, déi fir d'Mise sur le marché vun de Preparatioune responsabel sinn.

Verfeelungen zu de virleienden Texter kënne mat Prisongsstrofe bis zu engem Joer a maximale Geldstrofe bis zu 200.000 Euro bestrooft ginn.

Fir den Detail vum Gesetzesprojet verweisen ech op de Projet selwer, respektiv op de Rapport vun der Kommissioun an de Commentaire des articles.

Ech wëll e puer Wierder soen iwwert d'Positioun vum Statsrot an iwwert déi parlamentaresch Aarbechten.

De virleienden Text ass a senger initialer Versioun op verschidde Kritike beim Statsrot gestouss. Sou huet de Statsrot gläich dräi Oppositions formelles ausgeschwat.

Déi éischt Oppositioun betrëfft den Artikel 10 vum Gesetzesprojet, dee sech op déi Organer bezitt, déi virgesi si fir d'Informatiounen iwwert d'Risike vu geféierleche Preparatioune fir d'Gesondheet zesummenzedroen. Den initialen Text huet virgesinn, datt de Minister dës Organer iwwer e groussherzoglecht Reglement kann nennen. A sengem Avis vum 30. Mäerz 2004 war de Statsrot der Meenung, datt eng einfach Designatioun duerch de Minister géif duergoen. E war awer der Meenung, datt d'Kritären, déi dës Organer mussen erfëllen, fir kënnen eventuell designéiert ze ginn, am Kader vum Gesetzesprojet misste fixéiert ginn.

De Statsrot huet sech och géint d'Bäibehale vum Artikel 15 ausgeschwat. Dësen Artikel huet a senger originaler Versioun virgesinn, datt ënner anerem d'Beamten aus der Ëmweltverwaltung, respektiv aus der Gesondheetsdirektioun Zougang hunn zu den Installatiounen, Siten oder aneren Etablissementer, déi mat der Produktioun oder dem Stockage vu geféierleche Preparatiounen ze dinn hunn. Dem Statsrot no brauch ee keng speziell Dispositioun wat den Accès ugeet virzegesinn, am Fall vun engem flagranten Delikt. Hei applizéiert sech einfach den Droit commun. Wann een net an dëser Hypothees ass, sollen nom Statsrot d'Offizéier vun der Police judiciaire net eleng de Pouvoir hunn, d'Opportunitéit oder d'Dauer vun de Perquisitiounen an de Saisien ze applizéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Jo, ech hunn och déi Zäit vun der Fraktioun zegutt, well et ass soss keen, dee vun eiser Fraktioun schwätzt, Här President.

(Interruption)

Här Calmes, ech loossen Iech och ëmmer hei schwätzen.

Déi drëtt Opposition formelle betrëfft den Artikel 17, neien Artikel 16. Dës Dispositioun bezitt sech op d'Sanktiounen. Den initialen Text huet sech op verschidden Dispositioune bezunn, ouni déi verschidden Hypotheesen ze beschreiwen, déi strofrechtlech kéinte sanktionéiert ginn. De Statsrot verlaangt op dësem Punkt Prezisioun an den Text eranzebréngen.

Déi parlamentaresch Kommissioun huet eng Rei vun Amendementer zu dësem Text virgeschloen, déi se an hirer Sëtzung vum 20. Abrëll 2004 ugeholl huet. Bal all Propositioune vum Statsrot si vun der Kommissioun iwwerholl ginn, ausser déi, déi de leschten Alinea vum Paragraph 2 vum éischten Artikel betrëfft.

A sengem Avis complémentaire vum 7. Dezember 2004 huet de Statsrot seng Opposition formelle net opgehuewen, wat den Artikel 17 respektiv 16 ugeet. Et hätt een net um Niveau vum Artikel 7 preziséiert, wien d'Informatiounsflicht hätt. Or, dës Persoun fält ënnert den Artikel 16, fréieren Artikel 17, a ka sanktionéiert ginn, sou datt et immens wichteg ass, dës Persoun ze identifizéieren.

D'Kommissioun huet en neien Amendement a senger Réunioun vum 12. Januar 2005 ugeholl a preziséiert, datt et de Responsabele vun der Mise sur le marché ass, deen a sech déi Persoun duerstellt. Dësen Amendement ass du schlussendlech vum Statsrot approuvéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt de virleiende Gesetzesprojet, deen an dëser Matière fir eng gréisser Harmonie um europäeschen Niveau wäert suergen, an och am Interesse vum Schutz vun de Leit an der Ëmwelt ass, eng breet Zoustëmmung an dëser Chamber wäert fannen.

Ech ginn och als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun heimadder den Accord vun der CSV zu dësem virleiende Gesetzesprojet a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorablen Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz kuerz wollt ech dem Rapporteur hei awer félicitéiere fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen e war ganz komplett, an dat erlaabt mer relativ kuerz ze sinn.

Ech menge mir sinn eis all eens, datt de Projet quant au fond dach eppes fir de Schutz, d'Gesondheet an d'Sécherheet vum Bierger mat sech bréngt, virun allem fir déi Leit, déi all Dag mat deene Substanzen iwwert déi mer hei schwätze musse schaffen.

Aus deem Gesetz hei geet ervir, datt d'Inspection du Travail et des Mines u sech zoustänneg ass fir d'Gérance vun der Klassifikatioun, den Emballage an den Etiquetage vun dëse geféierleche Preparatiounen.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer awer hei an enger Interpellatioun iwwer eng nei Proposition de règlement diskutéiert, ëm dee sou genannte REACH-Programm, wou dann och an deenen eenzelne Länner sollen Helpdesken installéiert ginn.

Souwäit wéi ech dat matkritt hunn, misst dat an de Beräich vum Ëmweltministère falen. Dat ass vläicht eng éischt Remarque, datt mer, en vue vun deem wat do viraussteet, eis Hausaufgaben dach am Virfeld solle maachen a vläicht solle kucken, wien dann hei am Land duerfir zoustänneg ass, ob dat déi eng oder déi aner oder déi zwou Verwaltunge sinn. Ech mengen dach, datt do relativ grouss Erausfuerderungen op eis duerkommen, a mir sollen awer versichen, dat gutt ze managen.

Och an där Debatt vun der leschter Woch ass hei Rieds gaang iwwert d'Kompetitivitéit vun där Industrie, déi sech mat deene Produkter do ofgëtt.

Et ass jo alles schéin a gutt, datt mir eis als Europäer doriwwer ganz vill Gedanke gemaach hunn. Mir sinn awer och der Meenung, datt dat Ganzt op enger breeder internationaler Basis, e bëssen ähnlech dem Kyoto-Protokoll, misst gekuckt ginn, fir déiselwecht Objektiver ze verfollegen, fir esou eng Distorsion de concurrence awer an dësem Beräich hei ze vermeiden. Et mécht nämlech kee Sënn, datt déi eng Länner immens Effortë maachen, fir déi Problematik hei an de Gréff ze kréien, an op där anerer Säit aner Länner iwwerhaapt näischt maachen a virufueren, ouni Rücksicht op d'Gesondheet vum Mënsch an op d'Ëmwelt, wéi wann näischt gewiescht wier.

Quant au fond, mengen ech, si mer awer mat deem Gesetz hei d'accord, an ech wollt am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu deem Gesetz hei bréngen an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider. Här Schneider!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing och fir d'éischt dem Rapporteur, dem Ali Kaes, Merci soe fir säi schréftlechen a virun allem ganz explizite mëndleche Rapport, deen e ginn huet.

Ech mengen, d'Ëmsetzung vun der Direktiv an dem Projet de loi gëtt eis hei e weidere Schutz fir eis Gesondheet, souwuel fir eis wéi och fir eis Ëmwelt, an derniewent mengen ech och, dass d'Bezeechnung vun deenen eenzelnen Emballagen, déi genau geregelt ass, och e grousse Schutz fir d'Kanner ass, déi ganz dacks a Kontakt mat esou Produite kommen. Ech mengen och dat ass en zousätzleche Facteur derbäi, deen eis als Fraktioun och dëse Projet ënnerstëtze léisst.

Duerfir géif ech och am Numm vun eiser Fraktioun elo schonn den Accord erdeelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet nach d'Regierung, den Här Minister…

Plusieurs voix.- Den Här Jaerling!

(Interruption)

M. le Président.- Jo, mä Här Jaerling, da musst Der Iech aschreiwen! Ech kann awer net wëssen, wann Der net ageschriwwe sidd, datt Der och nach gären d'Wuert hätt!

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Et ass heiansdo net einfach, Här President.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, ech hunn am Fong mat dësem Projet zwee Problemer. Deen éischte Problem ass dee vum Responsabelen de la mise sur le marché. Aus dësem Gesetz geet net kloer ervir, wien dat ass. Menger Usiicht no misst dat ganz eleng den Hiersteller sinn, a keen aneren. Dat geet aus dësem Gesetz net kloer ervir. An et kann net sinn, dass mer musse waarde bis eng Jurisprudenz hei eng Kéier geschafe gëtt, fir festzestellen, wien dee Responsabelen dann elo ass, wann eppes mat deene geféierleche Produite geschitt.

Deen zweete Punkt, wou ech perséinlech e Problem hunn, dat ass mat deenen Derogatiounen, déi hei drastinn. Wann e Produit…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden Iech!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Wann e Produit do ass…

M. le Président.- Och wann den Här Jaerling net ageschriwwe war, musse mer him awer nolauschteren.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Wann e Produit do ass, dee wéinst dem sou genannte Betribsgeheimnis oder wéinst Substanzen, déi am Fong an engem Produit dra sinn, déi geheim solle sinn an déi net duerfe veröffentlecht ginn, dass do an dësem Gesetz Derogatioune geschafe ginn, also, ech kann Iech soen, ech perséinlech kann net domat d'accord sinn, dass, wann et ëm de Schutz vu Mënsch, Déier an Natur geet, dann an iergendengem Gesetz Derogatioune sinn, déi Problemer kënne schafen, wa Substanze verheemlecht ginn, déi an iergendengem Produit sinn.

Dat geet och ganz kloer géint d'Philosophie vum REACH-Programm, deen awer kloer duergeluecht huet, dass mer sollen an d'Richtung goen, fir all chemesch a geféierlech Produiten ze enregistréieren, och ze etikettéieren, dass de Consommateur e kloert Bild huet wat en dann elo do huet. Duerfir kann ech net domat d'accord sinn, dass an dësem Gesetz Derogatiounen drastinn, déi einfach kënne verhënneren, dass alles, wat an engem Produit dran ass, op der Etikett soll stoen. Duerfir wäert ech mech perséinlech bei dësem Gesetz enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Wuert nach d'Regierung, de Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'éischt den Deputéierten a virun allem dem Rapporteur, dem Ali Kaes, Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi hei gemaach gouf. Et ass eng Direktiv, déi mer scho laang hätte sollen ëmsetzen. A wéi vill technesch Direktiven ass dat net ëmmer ganz einfach, well déi Ëmsetzung och ëmmer jee no Land verschidden ass. Dat ass notamment de Problem hei mat de Mises sur le marché an de Responsabele vun der Mise sur le marché, dat ass zu Lëtzebuerg aneschters wéi an engem grousse Land. Ech kommen nach eng Kéier op déi Fro zréck.

Mir hu laang hei dru geschafft, fir eng uerdentlech Solutioun ze fan-

nen, déi dem Statsrot och konnt eng Opposition formelle entzéien. Dat ass am drëtten Ulaf geschitt, an ech sinn och duerfir frou, dass mer haut kënnen dee Projet evakuéieren. Dat erlaabt eis och dräi Reglementer, déi scho vun der Conférence des Présidents vun der Chamber aviséiert sinn, gläichzäiteg a Kraaft ze brëngen, esou dass mer engersäits manner Rechtsonsécherheet hunn am Land, an op där anerer Säit komme mer och bei eisem Scoreboard mat der Ëmsetzung vun den Direktiven, notamment vum Marché intérieur an aneren, weider.

Den Här Jaerling huet zwou Froe gestallt, déi éischt ass déi iwwert de Responsabele vun der Mise sur le marché. Do ass einfach de Problem an engem klenge Land, dass een deen net ka vun uewen erof fixéieren. Wann de Producteur hei am Land ass, dann ass et deen, wann et awer een aneren ass, deen importéiert, dann ass et en aneren, an duerfir musse mer eis hei Latitude ginn, fir dass d'Gewerbeinspektioun Fall fir Fall dat heite ka kontrolléieren, fir do de Leit entgéintzekommen.

An ech mengen de Statsrot huet jo och do juristesch Problemer gesinn. De Statsrot huet sech hei d'Saach net einfach gemaach. En huet seng Opposition formelle opgrond vun eisem leschten Amendement, dee mer an der Kommissioun zesumme gemaach hunn, levéiert, an da mengen ech, dann hätte mer d'Rechtsonsécherheet och levéiert.

Wat richteg ass, dat ass, dass eng nei Generatioun vun Direktiven amgaang ass ze kommen, d'REACH-Direktiven, wou während der Lëtzebuerger Présidence vill dru geschafft gouf. Déi sinn awer nach net fäerdeg, dee Pak REACH. Duerfir solle mer elo emol déi heiten Direktiven ëmsetzen, well och d'Kommissioun dat esou vun eis verlaangt. An ech menge mir sollen se esou ëmsetzen, dass mer se och elo kënnen à ce stade hei zu Lëtzebuerg uerdentlech ëmsetzen.

Duerfir géing ech Iech bieden, déi heiten Direktiv esou unzehuelen, also d'Gesetz iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv unzehuelen, an doduerch eis ze erlaben, eng Partie Rechtsonsécherheet aus der Welt ze schafen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5254 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri (par M. Roland Schreiner), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dat hunn ech gemaach.

(Hilarité)

M. le Président.- Très bien. Da froen ech d'Chamber, ob se d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gëtt?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet de loi, dat ass de Projet 5293, eng Konventioun iwwert de Bureau Européen des Radiocommunications. Rapporteur ass den Här François Maroldt. Här Maroldt, et ass un Iech.

Une voix.- Très bien.

9. 5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet ass sécherlech keen absoluten Highlight beim Ofschloss vun eisem parlamentaresche Joer. Ech denken awer, dass dësen Text iwwert déi administrativ Zesummeleeung vum Bureau Européen des Radiocommunications, kuerz BER, an dem Bureau Européen des Télécommunications, kuerz BET, zum nei geschafene Bureau Européen des Communications, kuerz BEC genannt, sécherlech zu enger Verbesserung vun der Koordinatioun an den Aarbechte vun dëse Gremien an engem Beräich, dee fir Lëtzebuerg als Mediestanduert besonnesch wichteg ass, bäidréit.

De virleiende Projet ass den 29. Januar 2004 vun der deemoleger Ausseministesch Lydie Polfer an der Chamber deponéiert ginn. Den Text ass den 20. Januar an de Statsrot verwise ginn, an de 4. Mee 2004 aviséiert ginn. An der Kommissiounssëtzung vum 19. Oktober 2004 huet d'Kommissioun hire Rapporteur designéiert. An därselwechter Sëtzung souwéi an der Sëtzung vum 9. Juni 2005 ass den Text zesumme mam Avis vum Statsrot analyséiert ginn. De schréftleche Rapport ass an der Sëtzung vum 30. Juni 2005 ugeholl ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Conférence Européenne des Postes et Télécommunications, kuerz CEPT, ass 1959 vun 19 Staten an d'Liewe geruff ginn. Et ass haut eng Organisatioun, déi net manner wéi 45 Staten emfaasst, queesch iwwert den europäesche Kontinent. Dës Organisatioun befaasst sech an alleréischter Linn mat de reglementareschen Aspekter am Beräich vum Post- a Kommunikatiounswiesen. Bis 2001 huet sech d'Organisatioun an dräi Comitéen opgedeelt: de Comité Européen des Régulateurs Postaux, CERP, de Comité Européen des Radiocommunications, CER, de Comité Européen pour les Affaires de Réglementation des Télécommunications, CEART.

(Hilarité)

Dës zwee lescht genannte Comitéen hunn an den 90er Joren zwee Büroen an d'Liewe geruff, déi als Begleetorganer bei den Aarbechte vun dësen zwee Comitéë fungéieren. Dat eent ass de Bureau Européen des Radiocommunications, kuerz BER, an dat anert ass de Bureau Européen des Télécommunications, kuerz BET. Am September 2001 ass d'CEPT sech eens ginn, fir Reformen an hirer Aarbechtsweis anzeleeden, déi sech un den Entwécklungen am Beräich vun den Informatiounstechnologien orientéieren. Dozou gehéiert och d'Fusioun vum BER a vum BET,…

(Interruptions)

…déi elo an ee Büro, dem BEC, zesummegeluecht ginn. Dësen neie Büro assistéiert elo souwuel de Comité des Communications électroniques wéi och de Comité des Affaires postales an d'Présidence vun der CEPT.

D'CEPT huet d'Konventioun iwwert d'Kreatioun vum BER vum 23. Juni 1993 amendéiert,...

(Interruption)

...fir d'Kompetenzen aus dem BET dem BER ze iwwerdroen an de BEC an d'Liewen ze ruffen. Dëst Instrument ass den 8. an den 9. Abrëll 2002 duerch de Conseil vum BER bei senger 14. ordinärer Réunioun adoptéiert ginn, esou wéi et am Artikel 20 Paragraph 1 an der Konventioun iwwert d'Schafung vum BER vu La Haye virgesinn ass.

De BEC ass also haut de permanenten an eenzege Büro vun der CEPT,...

(Hilarité)

...wat zu enger Vereinfachung vun de Strukturen a vum Fonctionnement vun der CEPT gefouert huet.

Une voix.- Ah!

(Interruptions diverses)

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Et vereinfacht och d'Relatioun zwëschent den Instanze vun der CEPT an aneren internationalen Organisatiounen, wéi beispillsweis d'Europäesch Unioun oder den Institut européen de Normalisation.

Op verschidde juristesch Krokelegkeeten huet de Statsrot a sengem Avis vum 4. Mee 2004 higewisen. Duerch dat amendéiert Instrument vun der Konventioun iwwert d'Schafung vum Bureau Européen des Radiocommunications gëtt déi initial Konventioun vum 23. Juni 1993 ersat an d'Konventioun vum 8. Abrëll 1999 zur ETO oder dem Bureau Européen des Télécommunications abrogéiert, an deem Moment wou d'Ratifikatiouns-, d'Akzeptatiouns- an d'Approbatiounsinstrumenter vun de Vertragsënnerzeechner op d'mannst zu 80% vun de Parts contributives um neien Organismus un de Gouvernement dépositaire vun der Konventioun iwwert de BEC gaange sinn.

Fir Lëtzebuerg stellt sech deemno d'Fro, ob eist Land weiderhin un déi ze ersetzend Konventioune liéiert ass, obwuel dës auslafe wann all d'Konditioune fir d'Akraafttriede vun der neier Konventioun rassembléiert sinn.

De Statsrot huet sech des Weideren dofir ausgeschwat fir den Artikel 2, esou wéi en am initialen Text virgesi war, erauszehuelen, well d'Konventioun iwwert de BET vum 8. Abrëll 1999 ausleeft, soubal d'Konventioun iwwert de BER a Kraaft trëtt. Dëser Observatioun ass d'Kommissioun nokomm an huet de besoten Artikel aus dem Projet erausgeholl.

Här President, ech denken ech hätt a mengem Rapport d'Haaptpilierë vun dësem Projet de loi duergeluecht. Dëse Projet huet an der Kommissioun zu kenge gréissere politesche Verwerfunge gefouert, an dofir géif ech Iech bieden, dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn, esou wéi dat d'CSV-Fraktioun mat hirem Accord virmécht.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Maroldt Merci fir säi kloren an däitleche Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Här President, ech wollt Iech soen, dass ech och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. A kuerze Wierder: Mir haten de BER, mir haten de BET an elo hu mer de BEC.

(Hilarité)

Wat ze soen ass, dat ass dass de BEC d'„personnalité juridique" huet, dass e ka Kontrakter signéieren, dass e kann „ester en justice", dass e kann Accorden ofschléisse mat de Staten an internationalen Organisatiounen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eise Rapporteur huet eis dat ganz ausféierlech duergeluecht. Mir soen him nach eng Kéier Merci an ech iwwerbréngen heimadder den Accord vun eiser Fraktioun, vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Den Här Diederich fir déi sozialistesch Fraktioun.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Nom excellentë Rapport vum Här Maroldt an och den zousätzlechen Erklärunge vum Här Bettendorf...

(Hilarité)

...bleift mer just eppes iwwreg: den Accord vun eiser Partei ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien! Aaahhh! Bravo!

M. le Président.- Den honorabelen Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll dem Här Maroldt och just Merci soe fir dee Bericht. Et war net einfach, mat esou vill Ofkierzungen e Bericht ze halen, mä hien huet dat op eng korrekt Aart a Weis gemaach, och an der Kommissioun. Dofir Merci, a vun de Gréngen dann och dofir d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Minister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications.*- Jo, Här President, ech mengen, datt meng Virriedner praktesch alles gesot hunn. Ech wëll just vläicht eng Kéier drop hiweisen, datt et hei drëm geet fir datt dee Büro, deen neie fusionéierte Büro, deen eng Vereinfachung ass, Avisë gëtt an Etüde realiséiert an den Domäner vun den elektronesche Kommunikatiounen a vun der Post.

Ech wollt dem Här Maroldt vun dëser Plaz Merci soe fir säi Rapport an och de Kolleegen aus der Kommissioun. Ech mengen et bleift soss näischt deem Projet bäizefügen.

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir déi kuerz a prägnant Stellungnahm. Da komme mer direkt zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5293 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri (par M. Roland Schreiner), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, der Diskussioun vum Projet iwwert d'Notzung vum extra-atmosphäresche Raum. D'Wuert huet den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer!

10. 5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de 50er, 60er a 70er Jore vum leschte Jorhonnert hat d'Raumfahrt nach Symbolcharakter am Kale Krich. Esou ass haut awer d'Conquête spatiale virun allem méi op eng friddlech Notzung ausgeriicht an och eng méi kommerziell Notzung. An internationale Konsortië mat Participatioun vu Staten aus alle Kontinenter gëtt och virun allem um Niveau vun der Satellitentechnologie zesummegeschafft.

Et ass kloer, dass eist Land als Medieninformatiouns- a Kommunikatiounsstanduert e wichtegen Acteur an dësem Secteur ass, a mat der SES dee gréisste private Satellitebedreiwer op der Welt, deen och mëttlerweil eng Stäip vun eiser Ekonomie duerstellt an ouni Zweifel ee vun den Aushängeschëlder vun eisem Land an Europa an an der Welt duerstellt.

Mam virleienden Text gëtt de sou genannten Traité de l'Espace guttgeheescht. Den offiziellen Terminus ass «Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes». Wat och ëmmer dat heescht.

(Interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Sinn se eenzel all opgezielt?

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Si sinn net all opgezielt. Si sinn och net am schréftleche Bericht opgezielt. Mä, Här Mehlen, Dir kënnt dat roueg eng Kéier nohuelen.

Dësen Traité definéiert d'Regelen, déi ee brauch fir e friddlecht Matenaner tëschent de Staten am Beräich vun der Exploitatioun vum Weltraum ze garantéieren.

Dësen Text ass den 19. Dezember 1967, also am Kale Krich, vun der UNO-Vollversammlung ugeholl ginn an ass och eng logesch Suite vun enger anerer Deklaratioun vun der UNO-Vollversammlung aus dem Joer 1963 iwwert déi Prinzipië vun de staatlechen Aktivitéite bei der Exploratioun vum Weltraum. Déi zwee Texter, also deen Traité an dës Deklaratioun, hunn d'Jalonë geluecht fir déi friddlech Notzung vun deem sou genannten Espace extra-atmosphérique, well se niewent aneren...

(Coups de cloche de la Présidence)

...internationale Konventioune kloer duergeluecht hunn, datt et net ka sinn, datt de Weltraum u sech e rechtsfräie Raum ass, wou alles méiglech ass.

Et bedierf klorer Regele bei senger Exploratioun, bei senger Exploitatioun, déi virun allem déi international Zesummenaarbecht an déi friddlech Notzung an de Vierdergrond stellen. Beispiller heivunner sinn ënner anerem den Austausch vun Informatiounen, d'Definitioun vu generellen Norme fir d'Sécherheet ze assuréieren oder d'Notzung vun der Nuklearenergie am Weltraum.

Niewent dësem Traité de l'Espace gëtt et aner Traitéen, déi e ganz generelle juristesche Kader an dëser Matière stellen. Fir d'éischt gëtt et en Accord iwwert d'Rettung vun den Astronaute vun 1967, och den 19. Dezember 1967. Lëtzebuerg huet deen Text ënnerschriwwen, mä nach net ratifizéiert. Een Deel dovunner gëtt och an dësem Text scho geregelt.

En zweeten Text ass d'Konventioun iwwer eng international Responsabilitéit bei engem Schued, duerch e Satellit zum Beispill. Et ass eng Konventioun vum 29. November 1971. Déi hu mer duerch e Gesetz vum 9. Juni 1983 approuvéiert.

En drëtt Instrument ass eng Konventioun vun 1974 iwwert d'Immatrikulatioun vu Satelliten an aneren Objeten, déi esou am Weltraum ronderëm fléien.

Ee véiert Instrument - och nach net vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen - ass een Accord iwwert d'Aktivitéite vu Staten um Mound an aneren Himmelskierpere vun 1979. Do gesäit een awer, datt scho verschidden…

Une voix.- Mir kéinten och e Referendum maachen.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Mir kéinten och ee Referendum doriwwer maachen, an déi Leit, déi mat Nee gestëmmt hunn, kéinten och op de Mound fléien, fir ze kucken, wéi et do ausgesäit.

(Hilarité et interruptions diverses)

A sengem Avis vum 7. Dezember 2004 huet sech de Statsrot hannert dës Zilsetzung gestallt an dëse Projet guttgeheescht. En huet awer gläichzäiteg gemengt, datt déi aner Texter, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

De Statsrot huet awer gemengt, datt Lëtzebuerg misst déi aner Konventiounen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet an déi awer nach net ratifizéiert sinn, esou séier wéi méiglech ratifizéieren, fir d'Kohärenz vun deem ganze juristesche Kader hierzestellen.

Am schréftleche Rapport schlussendlech wäert Dir och dann déi Basisregelen erëmfannen, well och eng Diskussioun an der Kommissioun doriwwer war, wéi et mat der Responsabilitéit vum Stat ass, wann ee Satellit eroffält; wou d'Responsabilitéit vum Lëtzebuerger Stat ass, wann een zu Lëtzebuerg immatrikuléierte Satellit vun der SES an engem anere Land géif eroffalen, wéi de Schued do ass, wéi d'Regele sech hale mam Konventiounsvertrag.

Et wier e bësse laang, fir dat hei opzelëschten an ze explizéieren. Dir kënnt dat an deenen zwee Abschnitter, déi ech dozou consacréiert hunn am schréftleche Bericht, noliesen. Dann ass dat alles fir de schréftlechen an de mëndleche Bericht.

Wat d'Fraktioun ugeet, sou wäert d'CSV-Fraktioun mat grousser Begeeschterung dësem Text d'Zoustëmmung ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Grethen.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, am Numm vu menger Fraktioun däerf ech dem Rapporter félicitéiere fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech däerf der Chamber soen, dass mäi Kolleeg Charles Goerens déif impressionnéiert ass iwwert déi detailléiert Fachkenntnisser, déi de Rapporteur hei exposéiert huet. Dee Projet ass jo wichteg fir d'Mënschheet. Dofir wäert et lech net wonneren, Här President, wa meng Fraktioun deem Projet hir Zoustëmmung gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Diederich huet d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- No den ausféierlechen Erklärunge vum Rapporteur…

(Hilarité)

…wëll ech och dann den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An als leschte Riedner huet den honorabelen Här Félix Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll och just kuerz dem Här Santer Merci soe fir säi Bericht. Mir brénge selbstverständlech och eis Zoustëmmung zu dësem Text.

M. le Président.- Fir d'Regierung huet den Här Jean-Louis Schiltz d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications.*- Här President, fir d'éischt Merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche Rapport iwwert déi wichteg Froen, déi och juristesch heiansdo komplizéiert sinn. De Rapporteur ass am Detail op den Text agaang.

Lëtzebuerg benotzt den Espace extra-atmosphérique, well et ass dat, wouvunner mer hei schwätzen. Doduerjer datt d'SES, wéi de Rapporteur richteg gesot huet, déi haut e Pilier vun eiser Ekonomie ass, eng Satellitteflott exploitéiert, bréngt déi Exploitatioun eng Verantwortung mat sech. Mir ginn där Verantwortung hei haut de Kader. Et ass eng gutt Saach, datt mir do Regelen hunn, an ech géif d'Chamber also bieden de Projet ze stëmmen.

M. le Président.- Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. Mir kéimen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an ouni Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Emile Calmes);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.36 heures)

MERCREDI, 13 JUILLET 2005 — 47E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. 4766 - Projet de loi concernant le sport et portant
   a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;
   b) modification du code des assurances sociales;
   c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

   (Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motions)

2. 4513 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998

   (Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales

   (Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale)

4. 5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant
   a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;
   b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;
   c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

   (Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet den Här Krecké am Numm vun der Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports.*- Nach net, mä wann et Äre Wonsch ass, ech hu vill Saachen um Häerz.

M. le Président.- Mir wäerten lech opmierksam dee ganze Mëtten nolauschteren, Här Minister.

Mir kommen direkt zur Diskussioun vun dem éischte Projet de loi, dee mer haut de Mëtten um Ordre du jour hunn, an dat ass de Projet 4766 iwwert de Sport. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto, d'Madame Flesch, den Här Kox, den Här Jaerling an den Här Haupert. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry, d'Tribün ass fir lech.

1. 4766 - Projet de loi concernant le sport et portant

a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;

b) modification du code des assurances sociales;

c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Diskussioun a mat dësem Vote haut den Nomëtteg gëtt Lëtzebuerg sech en neit Sportsgesetz. Dat bestehend Gesetz wat de Sport regelt dréit den Datum vum 26. Mäerz 1976.

No also bal 30 Joer ass sécherlech eng allgemeng Revisioun vun der Législatioun iwwert de Sport ubruecht. Well de Sport sech verännert huet an deene leschten 30 Joer, d'Ufuerderungen, d'Mis-

sioune vum Sport an och d'Ausübung vum Sport an och d'Problemer, mat deenen de Sport sech ausenaner ze setzen huet, net méi déiselwecht si wéi an de 70er Joren.

An och wann d'Grondkonzeptioun vun 1976 net komplett falsch ass, och haut nach net, muss awer Folgendes festgestallt ginn:

1. De Vocabulaire an dat allgemengt Ausriichte vun deem Text sinn deelweis net méi zäitgemëiss.

2. Eenzel Dispositioune vun deem Gesetz vu '76 sinn ni ugewannt ginn, a knapp 30 Joer Applikatioun.

3. Verschidde méi rezent Aspekter vum heitege Sportswiese ginn an deem 76er Text net ugeschnidden.

D'Fortschrëtter, an et sinn der eng ganz Partie ginn, an der Förderung vum Sport, an den 80er a besonnesch an den 90er Joren, wéi zum Beispill d'Hëllefe fir d'Federatiounen am administrativen, am technesche Beräich, d'Schafe vun der ENEPS, d'Centres de formation, d'Sportsmodeller, eenzel Hëllefe fir Spëtzesportler an esou weider.

Dat sinn am Fong eng ganz Rëtsch Initiativen, déi mer haut scho bal als selbstverständlech ugesinn, déi net duerch d'Sportsgesetz vu '76 komm sinn, mä déi eigentlech, mat Ausnahm vum Congé sportif, niewent deem Gesetzestext vu '76 entstane sinn.

Si sinn entstanen duerch de politesche Wëlle vun deene sukzessive Responsabelen, duerch Initiativen, déi de Comité olympique, respektiv d'Federatioune geholl hunn, an déi schlussendlech zu deene politeschen, administrativen Décisioune gefouert hunn, déi da gréisstendeels iwwert déi jeeweileg Budgetsgesetzer hir Assise fonnt hunn an déi néideg Kreditter fonnt hunn, fir kënnen ëmgesat ze ginn.

Déi eenzeg Ausnahm, wou légiféréiert ginn ass, ass eigentlech d'Arméigesetz vun 1997 gewiescht, wou iwwert dat Gesetz d'Schafung vun enger Sportssektioun fir Elitesportler an d'Liewe geruff ginn ass. Eng Dispositioun, déi mer jo och an deem heiten neie Sportsgesetz wëlle mat iwwerhuelen.

Dësem Gesetzesprojet kann een eigentlech dräi Ambitiounen zouschreiwen. D'Ambitioun eng Grondlag duerzestellen, e Kader ze bidde fir d'Promotioun a fir d'Ausübung vum Sport hei zu Lëtzebuerg. D'Ambitioun déi bestehend positiv Modeller an Experienze vu Sportsförderung ofzesécheren an definitiv ze verankeren. A schlussendlech d'Ambitioun och, duerch eng Rei vun Neierungen, en nach méi positiivt Ëmfeld fir d'Ausübung vum Sport am Allgemengen a fir de Leeschtungssport am Speziellen ze schafen.

Wann een elo deen Text hei analyséiert, da mengen ech soen ze kënnen, dass am grousse Ganzen deen Text hei där dräifacher Ambitioun eigentlech Rechnung dréit, zum gréissten Deel zumindest. Sécherlech hunn net all Fuerderunge vun der Sportswelt oder vun deenen engen oder anere Kreeser, déi sech am Laf vun der laanger Gestatioun vun deem heiten Text zu Wuert gemellt hunn, kënne berücksichtegt ginn.

Besonnesch den COSL hat och am Laf vun deene leschte Joren déi eng oder aner stramm kritesch Bemierkung ervirbruecht. Ech stellen awer fest, dass och hien haut um Standpunkt steet an et war eigentlech jo och de Standpunkt vun der zoustänneger Kommissioun vun dëser Chamber, dass elo de Moment komm wier fir de Projet zouzeschnüren, en ze stëmmen an dann och natierlech Suerg ze hunn, dass déi Bestëmmungen, déi dra sinn, an déi Neierungen, déi e beinhalt, an déi nei Pisten, déi en opweist, dann och kënne konkret an deenen nächste Joren ëmgesat ginn. An dozou, natierlech, brauch een de politesche Wëllen an déi néideg Kreditter, fir dat ze maachen.

Mat dësem Projet geet et e bëssen esou wéi mam EU-Verfassungsvertrag, wann ech eng leschte Kéier dee Verglach däerf beméien. Eigentlech schreift e munches fest, wat elo scho besteet, an an eenzelne Punkte bréngt en e Plus vun deem wat mer haut hunn.

Ech hunn awer keen Domän fonnt, wou deen Text hei géif eng Regressioun duerstelle par rapport zum Gesetzestext vun 1976.

Well grad wéi dat Gesetz vun 1976 ass deen heiten Text och a gewëssen Aspekter éischter e politeschen, éischter ee programmateschen Text, an nëmmen deelweis e juristesch wierklech verbindlechen, e reng normativen Text.

D'Philosophie also an och den Opbau entspriechen duerfir a grousse Zich deem, wat mer haut am Sportsgesetz vun 1976 stoen hunn. Mat allerdéngs, grad wat dat Normatiivt ugeet, dräi wesentlechen Ännerungen, déi eigentlech den normative Charakter verstäerke vun deem heiten Text par rapport zu deem, wat mer haut vu Gesetzestext hunn.

An zwar och op dräi Punkten.

Éischtens emol d'Aféierung vun enger neier Strofbestëmmung, d'Aféierung vun engem Delikt vum Doping an d'Lëtzebuerger Recht. Dat ass eng fundamental Neierung. Do si mer am normative Beräich voll dran.

Zweetens och Ofännerunge vum Code des Assurances sociales, fir, wat d'Sozialofsécherung vun de Spëtzesportler haaptsächlech ugeet, kënnen eng Rei vun Erliichterungen ze bréngen. Och dat ass normativ.

An déi drëtt wesentlech normativ Ännerung an deem heiten Text par rapport zu dem bestehende Gesetz, dat sinn och déi wichteg Ausnahmebestëmmungen, déi hei dra si par rapport zu eiser Législatioun iwwert den Aarbechtsvertrag, respektiv d'Ofännerung vum Gesetz vu '37 iwwert d'legal Bestëmmunge vun den Déngschtleeschtunge vum Employé privé.

Alles dat sinn also Dispositiounen, déi nei sinn; Dispositiounen, déi e reng normative Charakter hunn. Déi also och de juristesche Wäert, deen dëse Projet huet, ganz kloer verstäerken.

Et bleift awer, dass dëse Gesetzestext, wéi dat bestehend Gesetz a wéi och vill aner Gesetzer an anere Beräicher, eng Rei vun Zilsetzunge festleet, eng Rei vu Missioune vum Stat, vum organiséierte Sport, vun de Gemenge festleet, Verflichtungen, ouni dass direkt bei all Verflichtung Sanktioune virgesi sinn, ouni dass déi Verflichtungen direkt vläicht alleguerten aklobar si viru Geriicht.

Et ass eben déi méi programmatesch Ausriichtung, déi deelweis an deem heiten Text dran ass, déi zu där enger oder anerer Kritik Ulass ginn huet am legislative Prozess. De Statsrot an och eng ganz Rëtsch vu Beruffschamberen hunn dorobber higewisen.

Mä wéi gesot, ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass déi Kritik a mengen Aen nëmmen deelweis berechtegt ass, well besonnesch elo an deene leschte Joren a ganz ville Beräicher: am Ëmweltberäich, am Beräich vun der Famill, am Beräich vum Konsumenteschutz, eng Rei Texter vun der Chamber als Gesetzer guttgeheescht gi sinn, déi och éischter eng programmatesch Ausriichtung haten, déi also net onbedéngt an alle Punkten direkt juristesch verbindlech waren.

Mä och d'Zilsetzunge sinn heiansdo wichteg, an och d'Zilsetzunge kënnen an engem Gesetzesprojet hiren Nidderschlag fannen, wa se natierlech gekoppelt si mat enger ganzer Rëtsch vu konkreten, normative Festleeungen.

E reng normativen Text hätt a mengen Aen och bedeit, dass een deem Ganze sécherlech méi eng dirigistesch Ausriichtung hätt misse ginn. Dat wollte mer jo ausdrécklech net, an dat war eng Fro, déi ofgeschwat gi war 1994/95 mat de Responsabele vum COSL, fir vu virera kloerzemaachen, dass et net d'Absicht vun der Regierung vun deemools war, a sécherlech och net d'Absicht vun deene Regierungen duerno, fir hei an iergendenger Form dirigistesch an de Sportsbetrib anzegräifen.

Hei soll jiddferee seng Roll spillen am Kader vun enger rationaler, gerechter Opdeelung vun den Zoustännegkeeten an am Respekt virun der Autonomie vun deem engen a vun deem aneren. Hei gouf also net an déi Richtung geduecht, dass mer e statsdirigéierte Sportsbetrib sollten hei zu Lëtzebuerg kréien, an duerfir kann, wann dat d'Haaptoptik war, eigentlech net en Text erauskomme mat reng normativem Charakter.

E puer Wuert iwwert d'Entstehungsgeschicht an d'Entwécklung vun där Iddi vun engem neie Sportsgesetz. Et ass eigentlech 1994 lassgaange mat enger Table ronde vum deemolege Sportsminister, dem Johny Lahure, organiséiert mat de Federatiounen, mat eenzelne Spëtzesportler, fir gemeinsam ze kucken, wéi kënnt de Sport, besonnesch de Leeschtungssport, hei zu Lëtzebuerg weiderentwéckelt ginn. An eng vun de Konklusiounen, déi deemools an där Table ronde am Fréijoer 1994 erauskomm war, war déi, dass ee sech misst iwwerleeën eng Rei vun Neierungen an engem neie Sportsgesetz virzegesinn.

Déi Iddi ass vun där nächster Regierung 1994/95 erëm opgegraff ginn. Ech selwer hat d'Éier, während dräi an engem hallwe Joer de Sportsressort ze verwalten, an ech ka mech gutt drun erënneren, den Här Haupert sécherlech och, deemools waren eng Rei vu Virgespréicher. Dat war deemools keng esou einfach Affär wou jiddferee gesot huet: Hurra, elo kréie mer en neit Sportsgesetz! Do waren eng Rei vu Virgespréicher. Mir waren zwee-, dräimol zesummen, wou mer déi prinzipiell Fro fir d'éischt emol diskutéiert hu mat de Responsabele vum COSL, ob eng Noutwendegkeet besteet, en neit Sportsgesetz ze maachen, a wat d'Grondorientéierung vun engem neie Sportsgesetz kéint sinn.

D'Suerg vun den deemolege Responsabele vum COSL war fir effektiv gewährleescht ze kréien, dass net sollt an iergendenger Form eng Mainmise vun dem öffentleche Pouvoir op de fräi organiséierte Sport hei zu Lëtzebuerg kommen. A wéi déi Préalabele gekläert waren, ass och versicht ginn, an engem partnerschaftleche Geescht virunzekommen. Et ass en Aarbechtsgrupp agesat ginn, mat Responsabele vum Sportsministère, mat de Responsabele vum Conseil supérieur vum Sport a vum COSL, wou gekuckt ginn ass, fir sech dann ze eenegen op en éischten Entworf vun engem Text.

Deen doten Entworf ass nach eng Kéier am Ministère iwwerschafft ginn an huet dann zu engem Avant-projet de loi gefouert, deen 1998 eng éischte Kéier am Regierungsrot virgestallt ginn ass. Dat war, mengen ech, meng lescht Amtshandlung, déi ech als Sportsminister gemaach hunn. Ech mengen ech war souguer e puer Deeg schonn net méi a Funktioun, ech hunn awer nach d'Presentatioun vum Projet de loi sengerzäit am Regierungsrot gemaach.

Duerno ass festgehale ginn, dass elo all déi aner Departementer a Verwaltungen, déi mat Deelaspekter vun deem Projet do ze dinn hunn, géifen hiren Avis ofginn. An dunn ass ganz kloer e bësse Sand an d'Getriebe erakomm. Et kann een net grad behaapten, dass onbedéngt en Excès de zèle gemaach gi wär vun deenen aneren Départements ministériels, fir u sech hir Stellungnahm zu deem Ganzen eranzeginn.

Dat huet sech da gezu bis iwwert den Terme vun där Legislaturperiod 1999 eraus, bis da schlussendlech am Februar 2001 vun der Madame Brasseur als Sportsminister den Dépôt vun engem Projet de loi konnt gemaach ginn, deen am Wesentlechen d'Iddië bäibehalen huet, bis op eng oder déi aner Ausnahm, déi am Fong och schonn an deem Virprojet mat dra waren. Och do ass et relativ lues virugaangen, et si méi kritesch Stellungnahme komm, offizieller an offiziöser.

Dat huet dann och déi viregt Regierung dozou bruecht, fir nach eng Kéier eng Rei vun Amendementer zum éischte Projet eranzereechen, dat war am Mee 2002. An duerno huet et dann erëm eng Kéier bal zwee Joer gedauert - mä dat ass awer net der Regierung hir Schold gewiescht - bis de Conseil d'État säin éischten Avis zum Projet gemaach huet, dat war am Februar 2004, en Avis wou u sech de Prinzip guttgeheescht ginn ass, wou eigentlech och déi meeschte Moossname Gnod fonnt hunn an den Ae vum Statsrot, mä wou awer och dräi Opposition-formellen an deem Avis vum Statsrot dra waren.

Déi deemoleg zoustänneg Chamberskommissioun huet dann hir Aarbechten intensivéiert an deene Fréijorsméint vun 2004. Et ass zu enger Rëtsch vun Amendementer komm, erëm eng Kéier d'Stellungnahm vum Statsrot, erëm eng Kéier Amendementer, an dunn ass da schlussendlech vun där Kommissioun awer am Mee décidéiert ginn - et war just zum Ofschloss vun der leschter Legislaturperiod -, net méi elo dee Projet do duerchzedrécken an där leschter Sitzungswoch praktesch an elo e bësse Rou erakommen ze loossen, esou dass eigentlech dann dës Chamber an déi nächst Regierung deen heite Projet mat iwwerholl hunn als Ierfschaft.

Am Regierungsprogramm vun 2004 steet dran, dass dat Sportsgesetz soll esou schnell wéi méiglech verabschit ginn, an den neie fir de Sport zoustännege Minister, den Här Jeannot Krecké, huet sech dann och beméit, fir esou schnell wéi méiglech mat deem Projet elo an deem éischte Joer virunzekommen, doduerjer dass en och relativ schnell an déi zoustänneg Chamberskommissioun komm ass, och nach eng Rei vun Iddië matbruecht huet, wéi een op deem engen oder deem anere Punkt nach kënnt deen Text hei verbesseren.

Mir hunn déi diskutéiert, hunn och nach déi eng oder aner eegen Iddi vun der Kommissioun mat erageholl, an a véier, fënnef Sitzungen - ech hunn net genau nogezielt - hu mer dann iwwert deen heite Projet diskutéiert, an no, wéi gesot, enger Rei vun Amendementer als Kommissioun, no engem leschten Avis vum Statsrot konnte mer eis da schlussendlech op en Text eenegen. Dee Rapport vun der Kommissioun ass och da bal eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl ginn, bei der Enthalung vum ADR-Vertrieder.

Dat war - wéi gesot - de Werdegang vun deem heite Projet. Wann een alles rechent, da sinn dat méi wéi zéng Joer, bal eelef Joer. Ech muss soen, et ass ganz kloer, et ass sécherlech e Projet, dee global gesi positiv ass. Ech gestinn awer gären an, dass et kee Projet ass mat engem revolutionäre Charakter, an déi laang Gestatiounsperiod steet net onbedéngt an engem direkte Verhältnis zu der Envergure,…

(Interruption)

…déi deen heite Projet huet.

Mä et bleift awer, mengen ech, dass en a ganz ville Punkten dat verankert, wat elo vu Joer zu Joer iwwert de Budget weidergeschriwwe gëtt. Dat Bestehend kann also definitiv gefestegt ginn.

Et sinn awer eng ganz Rëtsch vu Punkten dran, déi eng Neierung duerstelle par rapport zu haut an déi dem Sport sécherlech an deem engen oder aneren Aspekt hei zu Lëtzebuerg och wäerte weiderhëllefen an deenen nächste Joren, wann déi Texter seriö geholl ginn, a wa jiddfereen de feste politesche Wëllen huet, se och an der Praxis an deenen nächste Joren ëmzesetzen.

Ech sinn eng Kéier iwwert den Text geflunn an ech hunn a mengem schréftleche Rapport eng 18 Punkte festgehalen, déi eng Neierung duerstelle par rapport zu deem, wat mer net nëmmen am Gesetz vun 1976 stoen hunn, mä och an der Praxis vun haut eigentlech Gültegkeet huet, wat also wierklech Neierunge sinn.

Dat geet vun der Roll vun de Federatiounen iwwert déi ganz kloer Festschreiwung vun der Autonomie vum Sportsmouvement a vun der subsidiarescher Roll a komplementarer Roll vun den öffentleche Pouvoiren am Sportswiesen, bis hin op esou eng Neierung, déi eréischt elo viru kuerzem duerch en Amendement drakomm ass, fir och um Niveau vun der Éducation précoce a vun de Spillschoulen obligatorescherweis sou genannt motoresch Aktivitéite fir déi Kanner ze organiséieren.

Dann ass och eng nei Iddi drakomm duerch eng Suggestioun vum heitege Sportsminister, fir e Konzept, wat sech och am Regierungsprogramm elo vun 2004 niddergeschloen huet, an deem Text hei verankert ze kréien, dat heescht méi staark ze setzen op eng proaktiv Politik tëschent der Gesondheet an dem Sport, an d'Gesondheet duerch Sport als Iddi eigentlech méi staark ze pousséieren.

Et ass och ugeschnidden an deem heiten Text - an als fréieren Ëmweltminister weess ech, dass dat en akute Problem war, an ech mengen nach ëmmer bleift - d'Noutwendegkeet, fir och gewësse Sportaarten, déi en Impakt op d'Ëmwelt hunn, fir déi net zu Lëtzebuerg auszeschléissen, mä awer duerch eng geziilten Implantatiounspolitik ze erreechen, dass déi och d'Chance hunn hei zu Lëtzebuerg sech kënnen ofzeweckelen, awer dat wéi gesot an enger geuerdneter Form, net diffus verspreet iwwert d'ganzt Land, mä op verschiddene Plazen, wou sech dann tëschent den Departementer muss eens gesat ginn, wou dat ka sinn, wou also do den Impakt am klengste bleift.

Dann natierlech och d'Utilisatioun vun de Sportsinfrastrukturen. Och dat ass interessant hei awer, dass d'Iddi dra verankert ass. Ech mengen, dass besonnesch och dem COSL um Häerz louch, datt, wat d'Utilisatioun vun deene Sportsinfrastrukturen ugeet, do haaptsächlech an éischter Linn déi sollen dem Schoulsport an dem Compétitounssport déngen, an natierlech och fir eng aner öffentlech Notzung vun de Leit sollen op sinn, soufern déi zwou aner Utilisatiounen dat nach méiglech maachen.

Da sécherlech och e wichtege Punkt, dat ass u sech déi legal Ofsécherung vun der jährlecher Hëllef, déi de Stat gëtt fir d'Sportsaktivitéiten an och fir den techneschen Encadrement a fir den administrativen Encadrement vum Sport, sief dat um Niveau vum Sportsmouvement, sief dat um Niveau vun deenen eenzelne Federatiounen.

Dat sinn och ganz nei Iddië par rapport zum Text vun 1976, déi een haut sécherlech schonn erëmfënnt, mä wou et awer wichteg ass, dass een op Grond vun der Situatioun am Sportswiesen do net verkennt, dass mer do net um Endpunkt ukomm sinn an dass do och nach méi Besoine sécherlech sech ganz kloer bemierkbar maachen. Mir

kommen net laanscht eng gewësse Professionaliséierung vum Sportswiesen, wa mer hei wëlle Resultater opzeweisen hunn an deem ganze Sportsberäich.

Dann eng Iddi, déi mer an der Kommissioun an enge vun de leschte Sitzungen zréckbehalen hunn, dat ass, dass mer u sech déi Versécherung, wat d'Haftung ugeet, d'Zivilhaftung ugeet respektiv d'Ofsécherung géint Accidenter, dass mer déi net nëmmen afëieren respektiv confirméiere fir Leit, déi lizenzéiert sinn, fir Sportler, also respektiv déi Leit, déi eng Lizenz bei enger Federatioun hunn, mä dass mer do och déi sou genannte geleeëntlech fräiwëlleg Mataarbechter mat eranhuelen. Dat sinn also déi Leit, déi spontan erugezu ginn, wann et drëm geet eng Sportsmanifestatioun ze organiséieren. Dat kënnen déi Leit sinn, Pompjeeën oder anerer, déi de Verkéier versichen ze reglëieren, an déi Leit, déi fir Sécherheetszwecker mat erugezu ginn.

M. le Président.- Här Bodry, ech mengen den Här Minister wëllt lech eng Fro stellen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports.*- Neen, neen!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Dat hätt mech jo gewonnert, wann de Minister mer hätt wëllen eng Fro stellen!

(Hilarité)

Déi Leit, déi een also nach muss mat erunzéien, wat oft d'Eltere sinn zum Beispill, déi eng Hand mat upaken, wann et drëm geet fir eppes ze organiséieren. All déi Leit falen an Zukunft also hei ënnert déi obligatoresch Versécherung a ginn an Zukunft mat ofgeséchert. Dat ass och ee konkrete Schrëtt fir dem Éierenamt, der fräiwëlleger Mataarbecht, entgéintzekommen.

Da wéi gesot d'Aféiere vun engem Spezialstatut am Interesse vun de sou genannten Elitesportler, den Héichleeschtungssportler, wou eng ganz Rëtsch vu Moossnamen hei verankert sinn, fir deene kënnen entgéintzekommen.

Dat betrëfft de schoulesche Beräich mat dem Horaire aménagé, mat der Méiglechkeet fir d'Exame kënnen och getrennt duerchzefëieren; dann déi vill diskutéiert Prioritéit bei den Astellunge beim Stat respektiv am öffentleche Secteur - ech soen herno nach e puer Wuert méi am Detail dozou -, wéi och d'Prise en charge vun der Säit vum Stat vun engem Deel vun de soziale Chargë fir déi doten Héichleeschtungssportler, déi keen Akommes oder nëmmen e ganz klengt Akommes hunn. Alles dat sinn, mengen ech, wichteg Neierungen, déi an deem heiten Text verankert sinn, par rapport zu der Versioun vun 1976.

Dann natierlech, an dat hunn ech schonn ervirgestrach, e ganz wesentleche Volet, deen erakomm ass, dat ass d'Aféierung vun engem Delikt fir den Doping ze bekämpfen.

Dat hu mer bis dato zu Lëtzebuerg net kannt. Hei hätt ee missen eigentlech op aner Texter zréckgräifen, fir strofrechtlech géint Doping virzegoen, a wou also an deem heiten Text virgesinn ass, dass haaptsächlech déi Leit, déi esou Dopingsprodukter beschafen, dass déi u sech hei mat ganz staarke Strofen ze rechnen hunn, mat Geldstrofen, héije Geldstrofen an och mat héije Prisongsstrofe vun dräi Joer an deem enge Fall a bei enger Rezidiv mat bis zu fënnef Joer Prisong. Hei ass schonn de politesche Wëllen an deem heite Gesetzestext mat dran, fir wierklech mat staarke Geschützer eigentlech virzegoen, fir dem Phenomeen Doping probéieren Här ze ginn.

Wat opfält an deem heiten Text, dat ass eng Optioun, déi d'Regierung bei der Ausaarbechtung vun dësem Projet de loi sengerzäit geholl huet, nämlech déi, dass de Sportler selwer eigentlech net direkt ënner Strof gestallt gëtt. Dee kéint à la rigueur iwwert d'Complicitéit respektiv als Coauteur vun engem Delikt mat a Fro kommen. Mä de Sportler u sech, dee sech dopt, gëtt iwwert deen heiten Text net ënner Strof gestallt. Dat ass eng Optioun, déi geholl ginn ass.

Doriwwer kann ee gedeelter Meenung sinn. Dat wëll ech ganz kloer och hei a mengem perséinlechen Numm zum Ausdrock bréngen. Mä hei huet Lëtzebuerg eben déi doten Optioun geholl. Et muss ee gesinn, wéi gesot, wéi sech dat doten an der Praxis elo da wäert bewähren.

Dann en aneren, e wesentleche Punkt, deen och der Suerg vun der Sportsbewegung eigentlech entsprécht, ass, fir munches, wat de Sport betrëfft, aus de Geriichtssäll erauszehalen. Well u sech den normalen Oflaf vum Sport dach awer duerch eng Lawin vu Geriichtsprozesser sécherlech net virugedriwwe gëtt, mä éischter behënnert gëtt, war ëmmer d'Suerg fir ze kucken, fir esou wäit wéi méiglech Problemer, déi am Zesummenhank mat dem Sport entstinn, net virun déi ordinär Geriichter ze bréngen, mä wa méiglech iwwert de Wee vun engem Arbitrage, vun enger Schlichtung eigentlech op e gutt Enn ze féieren. Déi Iddi fënnt een och an deem Gesetzestext hei erëm.

Natierlech ass d'Sportswiesen och kee rechtsfräie Raum. Dat wëll ech och soen. Dorobber hunn ech ëmmer als Jurist higewisen, dass dat net ka sinn. Wann een net zu sengem Recht kënnt, muss een och engem Sportler oder wien et och ëmmer ass d'Recht zougestoe fir virun déi uerdentlech Geriichter ze goen. Mä virdru soll ebe probéiert gi sech am Gudden ze eenegen an eng Léisung ze fannen, déi dann all Sträitparteien zefridde stellt. Déi Iddi fënnt sech an deem heiten Text erëm.

Gradesou och wéi d'Iddi fir gemeinsam géint Gewalt an och géint de Friemenhaass am Sport virzegoen, engem Phenomeen, dee méi e rezente Charakter huet, mä deen een net däerf ënnerschätzen. Dofir och hei déi méi programmatesch Ausso, dass ee gemeinsam wëllt dergéint virgoen.

Da schlussendlech als leschte Punkt - ech hu jo schonn am Virfeld dorop higewisen - déi Ofännerungen am Aarbechtsrecht, déi Ausnahmbestëmmungen, déi fir de Sport elo hei agefouert ginn, wat den Aarbechtsvertrag ugeet, wat d'Méiglechkeet ugeet fir e Contrat à durée déterminée kënnen ze maachen, respektiv och déi Méiglechkeet, déi hei elo agefouert gëtt, wann et sech ëm Aarbechtsverhältnisser zu Trainere respektiv zu Sportler handelt, dass déi net onbedéngt mussen iwwer e regelrechten Aarbechtsvertrag geregelt ginn, wann dat nëmmen eng Niewentätegkeet vun där Persoun, deem Trainer oder deem Sportler, ass. Do ginn also gewëssen Assouplissementer gemaach fir d'Sportswiesen, wat sécherlech och deem Ganzen zegutt kënnt.

Voilà, dat si grosso modo déi wesentlech Ännerungen, déi deen heiten Text bréngt. E puer Wuert nach zu enger Kritik, déi oft geäussert ginn ass, haaptsächlech och vum COSL an och vun eenzelne Chambres professionnelles: Firwat gëtt net méi fir de Bénévolat gemaach? Dat ass eng Diskussioun, déi och schonn an deene leschte Jore gefouert ginn ass, besonnesch: Firwat gëtt net méi am fiskalesche Beräich gemaach?

D'Kommissioun war der Usiicht, dass een à ce stade fir de Sport eleng deen Dossier net méi sollt opmaachen, well u sech jo och de Bénévolat an d'Stëtzung vun der éierenamtlecher fräiwëlleger Tätegkeet keng Affär nëmme vum Sportssecteur ass, mä mir brauchen de Bénévolat an alle gesellschaftleche Beräicher. Mir hunn en och glécklecherweis nach an alle gesellschaftleche Beräicher.

Dofir war d'Kommissioun der Meenung, dass et eis net wäit géif bréngen, eleng fir de Sport hei speziell Bestëmmungen an deem dote Beräich anzeféieren, mä dass eng méi global Reflexioun vun der Regierung misst gemaach ginn iwwer zousätzlech Ënnerstëtzungsmoossname fir d'éierenamtlech Tätegkeet, an dozou och natierlech d'Fro soll gekuckt ginn, ob sech net am fiskalesche Beräich do Méiglechkeeten erginn, woubäi ee sech muss bewosst sinn, dat ass ganz kloer, dass, wann een de Leit wëllt um steierleche Plang entgéintkommen, dat nëmmen deene Leit eppes bréngt, déi och Steiere bezuelen.

Leit, déi keng Steiere bezuelen, well se an deenen ënneschten Akommeskategorië leien, deenen hëlleft een net mat steierlechen Ofschreiwungsméiglechkeeten an Ähnlechem, well déi scho souwisou keng Steiere bezuelen. Do misst ee sech dann also och fir déi eng Kategorie aner Hëllefsmoossnamen afale loossen, wann ee wëllt an deem ganze Beräich do eppes maachen. Mir waren der Meenung, dass ee wéi gesot net méi wäit à ce stade kéint komme wéi dat, wat elo an deem Gesetzestext hei drasteet.

Verschwonnen aus deem Text ass eng onglécklech Bestëmmung, déi an de Projet eragerutscht war, déi virgesinn hat, dass bei gewëssene Sportsmanifestatioune vu gréisserem Charakter, wou och eng kommerziell Iddi hannendru wier, dat heescht wou Benefiss géif erausprangen, d'Organisateure gehale wieren, fir ze participéieren un de Mehrkosten, déi dat dote fir d'öffentlech Hand mat sech bréngt, zum Beispill wat d'Polizeiorganisatioun ugeet. Do war eng Opposition formelle vum Statsrot a souwuel déi viregt Kommissioun wéi dës Kommissioun waren der Meenung, dass een effektiv esou een Text net kënnt hei bestoe loossen, well do géint d'Gläichheet virum Gesetz verstouss gëtt.

Well wa sech déi dote Fro stellt, an déi ka sech stellen, sécherlech net nëmmen am Sport, mä och an anere Beräicher, wou grouss Manifestatioune stattfannen a wou Mehrkoste fir d'öffentlech Hand ufalen, a wann een esou eng Regelung mécht, da misst dat selbstverständlech gëlle fir sämtlech Sektoren, an et misst een natierlech och am Detail d'Kritäre festleeën, no deenen déi dote Regelung soll spillen. Dat war en anere Kritikpunkt, deen de Conseil d'État mat Recht geäussert huet, a wou d'Chamber der Meenung ass, dass effektiv een esou en Text net kann dra bestoe loossen.

Eng Meenungsverschiddenheet hate mer mat engem niewesächleche Punkt, de Sportsmusée, wou mer trotz reegem Bréifwiessel mam Conseil d'État op kee Konsensus komm sinn. Do war eppes falsch verstane ginn. Mir hunn et awer net fäerdeg bruecht, dat erëm riichtzebéien, sou dass mer dee Passage iwwert de Sportsmusée hei erausgeholl hunn. Wéi gesot ech mengen, dass doduerch awer den Text u sech net u Wäert verléiert. Voilà, dat zum Inhalt vun deem Text.

En Text ass dat eent, d'Ëmsetze vun engem Text ass eppes Zweetes, an d'Suerg, déi mer an der Kommissioun haten, dat war och, dass mer d'Regierung gäre géife gesinn, an och déi nächst Regierunge gäre géife gesinn, dass se mat dozou bäidroen, wéi d'Gemengen och, wéi de Sportsmouvement och, fir deen heiten Text mat Liewen ze erfëllen, och déi néideg Budgetsmëttel zur Verfügung ze stellen. Ouni déi geet et net, fir dass eenzel nei Dispositioune vun deem heiten Text och wierklech kënnen um Terrain gräifen. Wann dat geschitt, mengen ech, dass mer haut en uerdentleche Gest gemaach hunn am Sënn vum Lëtzebuerger Sport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Als éischt Riednerin ass d'Madame Françoise Hetto ageschriwwen. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut bal véier an en halleft Joer nom Dépôt an der Chamber ass dann dat sou genanntent Sportsgesetz endlech op der Ligne d'arrivée ukomm. De Werdegang vum Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut de Mëtteg ofstëmme wäerten, ass bekannt a gouf och elo grad nach eng Kéier vum Rapporteur, dem honorabelen Här Alex Bodry, beschriwwen, deem ech op dëser Plaz och am Numm vu menger Fraktioun wëll félicitéiere fir säi kompletten an excellentë schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Här President, och wann d'Leit schonn am leschte Jorhonnert sportlech aktiv waren, sou ass de Stellewäert vum Sport an eiser heiteger Gesellschaft awer e ganz anere ginn. Gouf virun honnert Joer de Sport nach méi als eng Fräizäitbeschäftegung ugesinn, sou ass de Sport vun haut méi wéi nëmmen en Zäitverdreif an och en Amusement.

Sport ass haut eng Plaz vu sozialer Kommunikatioun an Interaktioun, Ausdrock vun engem moderne Liewensstil, en Zeeche vu Liewensqualitéit an awer virun allem ee Facteur vun engem preventive Gesondheetssystem. Wéi mer allegueerte wëssen, leide ganz vill Leit an eiser moderner schnellliweger Gesellschaft, ob dat elo Jonker oder Aler sinn, u verschiddenen Zivilisatiounskrankheeten, zum Beispill Häerz-Kreeslaf-Krankheeten, Bluthéichdrock oder chroneschem Iwwergewiicht. Et ass erschreckend festzestellen - an dat sollt eis wierklech alleguer e bësselchen ze denke ginn -, dass am Moment uechtert d'Welt méi Mënschen duerch verschidde Krankheete stierwen, déi eng direkt Konsequenz vu Fettleibegkeet sinn, wéi et Mënsche gëtt, déi duerch Ënnerernährung ëm d'Liewe kommen.

Falsch Ernährung op där enger Säit an e Mangel u Bewegung op där anerer Säit droe ganz sécher dozou bäi, dass eis Gesellschaft ëmmer méi zu enger kranker Gesellschaft verkënnt. Eng krank Gesellschaft, déi also och ëmmer méi zur Laascht vun eisem Gesondheetssystem an eise Krankekeese gëtt. Fir deem entgéintzewierke gëtt et zum Beispill an Däitschland zënter dem Abrëll 2003 d'Initiativ „Deutschland bewegt sich für ein gesünderes und längeres Leben". Dës Initiativ gëtt ënner anerem vun der BARMER, der gréisster däitscher Krankekeess gedroen an huet als ganz kloert Zil, d'Gesondheetspreventioun an de Käpp vun der Bevölkerung ze verankeren.

Duerch Televisiounsspotten a Reklammen an der geschriwwener Press ginn d'Leit iwwer verschidde Sportaarte wéi Walking, also ganz einfach Sportaarten, oder Vëlofueren informéiert an opgeklärt an niewebäi gi se awer och dozou opgeruff fir sech méi ze bewegen. Dat Ganzt mam Hannergedanke vun enger aktiver Gesondheetspreventioun. Dass hannert dëser Initiativ déi gréissten däitsch Krankekeess steet, verwonnert net, well och si wäerten erausfonnt hunn, dass duerch de Sport de Risiko fir zum Beispill u Bluthéichdrock oder Obésitéit ze erkranke verringert gëtt. De positiven Nieweneffekt vun dëser Initiativ spigelt sech dann och sécherlech an de méi niddregen Dépensë vun der Krankekeess erëm.

Ech sinn der Meenung, dass mir och hei zu Lëtzebuerg sou eng ähnlech Initiativ misste starten. Dat Ganzt an enker Kollaboratioun mat eise Sportsfederatiounen, dem Sportsministère an dem Gesondheetsministère.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, menger Meenung no ass de Sport eng, wann net déi Äntwert fir eiser ëmmer méi kranker Gesellschaft ze hëllefen. Well d'Leit dacks eréischt da sportlech aktiv ginn, wa se bis gesondheetlech Problemer verspieren, musse mer preventiv handelen an och duerfir suergen, dass si sech ëmmer méi an ëmmer méi fréi sportlech betätegen. Dat zielt och fir eis Kanner a Jugendlecher.

Dëser Revendicatioun, wéi se och am Koalitiounsaccord vum Juli 2004 festgehale gouf, gëtt duerch dat neit Sportsgesetz Rechnung gedroen. Gesondheetserzéiung fänkt duerfir net - wéi dat fréier de Fall war - eréischt am Préscolaire un, mä gëtt elo ausgeweit op de Précoce. Elo geet et awer hei net dorëms fir elo déi kleng Däbbessen doe komplizéiert Übungen ze maachen, mä et geet am Fong geholl méi dorëms fir se ze begeeschteren, fir hiren Defizit u Bewegung auszegläichen a fir déi motoresch Bewegungsofleef ze verfeineren. D'Mesure fir de Sport schonn am Précoce unzebidde gouf iwwregens och vum Statsrot ganz staark begréisst.

Sport an der Schoul déngt net nëmmen der Gesondheet vun eise Kanner, mä léiert si och wichteg mënschlech Wäerter an Normen. De Sport kann dës Roll bei eise Kanner awer nëmmen dann erfëllen, wa si e qualitativ héichwäertege Sportsunterrecht ugebuede kréien. An duerfir sollten d'Gemengen am Kader vun hirer Schoulorganisatioun och versiche qualifizéiert Personal am Sportsunterrecht anzesetzen, an d'Sportsunitéiten esou ze gruppéieren, dass d'Kanner beschtens kënnen dovunner profitéieren, an net wéi dat dacks de Fall ass, dass wierklech wäertvoll Zäit verluer geet duerch vill ze vill laang Bustrajeten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net nëmmen eis Kanner, och de Rescht vun eiser Populatioun huet Urecht op eng adequat Sportsoffer a Sportsinfrastrukturen. Dëser ëmmer méi grousser Demande an der Bevölkerung gëtt elo Rechnung gedroen. Am neie Gesetz steet geschriwwen, dass Sportsinfrastrukturen nieft der Schoul an dem Leeschtungssport och dem breede Public mussen zougänglech gemaach ginn, dat virun allem ausserhalb vun de Schoulstonnen, also och während de Vakanzen.

Ausserdeem sollen d'Gemengen, esou wéi de Statsrot et och recommandéiert huet, spezifesch Sportsprogrammer fir hir Bierger ausschaffen an ubidden. Dat ganz besonnesch awer fir d'Kanner a fir déi Jugendlech. Hei sinn also eis Gemenge gefuerdert, fir sech déi néideg Mëttel ze ginn, fir den Erwaardunge vun hire Bierger an Awunner gerecht ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere wichtege Punkt, deen ech wierklech wëllt ervirhiewen, ass d'Ausweitung vun der Assurance sportive. Nei ass nämlech, dass net nëmmen d'Sportler an déi Dirigents sportifs, mä an Zukunft sämtlech Bénévolen, Collaborateure vun de Veräiner, och déi, déi wierklech nëmme geleeëntlech aushëllefen, duerch eng ganz nei staatlech Assurance ofgeséchert ginn, déi de Stat mat engem oder méi Assurancenorganisme kann ofschléissen.

Ech mengen, mir sinn dat och eise ville Bénévolë schëlleg, well ouni si ka kee Sportsclub effikass fonctionnéieren a keng Sportsveranstaltung mat Succès iwwert d'Bühn

bruecht ginn. Dëst ass ganz kloer eng Unerkennung fir hir wäertvoll Aarbecht, déi si fir de Veräin Woch fir Woch leeschten.

Ech denken an deem Kontext am Besonneschen un déi vill Elteren, déi sech an de Sportsveräiner engagéieren, fir Chauffeur fir d'Equipe vun hirem eegenen Kand an och där vun deenen anere Kanner ze spillen.

Ech hätt awer elo an dësem Kontext eng Fro un de Minister iwwer eppes, wat nach net ganz kloer ervirgaangen ass aus dem Projet de loi: Gëllt dës Assurance elo nëmmen, wéi dat beschriwwen ass «lors des activités sportives», oder och während där Zäit virdun an duerno, wou se muss preparéiert ginn?

Ech ginn elo just e puer Beispiller: Zum Beispill, wann d'Elteren d'Trikotë musse siche fueren; wann d'Kanner um Rendez-vous eng Stonn waarde virum Match; wann d'Eltere mat hire Kanner mat hirem eegenen Auto op Matcher oder Tournéieren an d'Ausland fueren an hir eege Kasko net onbedéngt wëllen op d'Spill setzen; wann een duerch e Mëssgeschéck engem Kand de Fanger a senger Autosdier quëtscht; oder wann de Sand virum Beachvolleyball scho muss um Terrain verdeelt ginn an, an, an.

Ech mengen, do gëtt et eng ganz Partie Beispiller, wou et fir déi Concernéiert wichteg ass ze wëssen, ob se an deem Fall dann elo mat verséchert sinn duerch dës nei Assurance oder net. Ech wär frou, Här Minister, wann Dir mir herno dorobber kéint eng Äntwert ginn.

Dës Mesure, fir déi bénévole Mataarbechter an eng Assurance mat anzeschléissen, war iwwregens och e Wonsch vum Comité olympique, deen hien a sengem Avis mat erabruecht huet.

Mir begréissen natierlech och de Fait, dass de Stat weiderhin eis Elitesportler ënnerstëtzt, eis Spëtzesportler vun haut, sief dat elo de Benoît Joachim, de Kim Kirchen, d'Gebridder Schleck am Cyclissem, d'Liz May am Triathlon, d'Tessy Scholtes am Karate oder eis Tennis-Crackë Muller, Kremer, Schaul a Minella fir nëmme si ze nennen. Si beweisen eis op alle Fall, Dag fir Dag, zu wéi enge Leeschtungen eng spezifesch a laangjähreg Förderung ka féieren.

All eis Elitesportler droen ausserdeem duerch hir gutt Leeschtungen dozou bäi, eist Land an der Welt ze representéieren an och méi bekannt ze maachen. Si sinn awer net nëmmen ee positiivt Aushängeschëld vun eisem Land an der Welt, mä heiheem sinn a bleiwe si Virbiller, Idoler an Idealer vun eise Kanner, déi versichen hinnen et nozemaachen. Duerfir ginn a mussen si och weiderhi mat den néidege Mëttel vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Här President, ech kommen esou lues zum Schluss. De Motto „mens sana in corpore sano", also de gesonde Geescht an engem gesonde Kierper, ass haut an eiser aggressiver, schnelllieweger a gestresster Gesellschaft méi wéi jee aktuell, an de Sport verdéngt dohier och e besonnesche Stellewäert.

Net nëmmen dass déi Jonk an hire Veräiner léieren sech mat Gläichaltregen ze moossen a sech ze défouléieren, si kréien hei jo och Wäerter vermëttelt, wéi Toleranz, Respekt, Fairplay, Zesummenhalen - Wäerter ouni déi eng Gesellschaft net fonctionnéiere kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Sportsgesetz mat deem laange Baart ass doudsécher net perfekt, mä et huet awer vill positiv Aspekter an et ass och schlussendlech e Schratt an déi richteg Richtung. D'Experienz wäert eis da sécherlech weisen, wou an op wéi enge prezise Punkten nach muss a kann och vläicht nogebessert ginn. Domadder wëll ech schléissen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a bréngen och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, eng gewësse Fatalitéit schéngt op de Sportsgesetzer hei am Lëtzebuerger Land ze laaschten: Si ginn duerch eng ganz laang Period vu Preparatioun, da falen se an administrativ Tergiversatiounen, da kënnt eng ganz laang Period vu Consultatiounen, an domadder lafe mer de Risque, dass bis zu deem Moment, wou de Projet an d'Chamber kënnt, e scho wäitgehend zerriet ginn ass.

Dat war 1920 de Fall bei enger Proposition de loi, déi dunn agereecht ginn ass, an déi Proposition de loi ass schliesslech 1939 verworf ginn. Dat war och de Fall fir d'1976er Gesetz, dat kann ech aus perséinlecher Erfahrung bezeien. Ech war deemools dobäi, an ech weess, wéi vill et hin- an hiergaangen ass, a wéi laang et gedauert huet. An dat ass och wouer fir dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren.

Gëschter hat eng Dageszeitung zwou Säiten iwwert dat neit Sportgesetz an huet d'Ahnengalerie vum Sportgesetz publizéiert. Fënnef Ministeren, huet „d'Wort" geschriwwen, haten deen Text op hirem Büro leien: den Här Johny Lahure, den Här Alex Bodry, den Här Georges Wohlfart, d'Madame Anne Brasseur an den Här Jeannot Krecké.

Et ass effektiv wouer, an de Rapporteur huet drun erënnert, dass d'Iddi gebuer ass 1994 zur Zäit vum Minister Johny Lahure. Deen éischten Avant-projet ass virgeluecht ginn am Conseil de Gouvernement 1998; et ass awer dunn zu kengem Projet komm. D'Consultatiounen interministerieller Aart hu gedauert vun 1998 bis 2000. De remaniéierte Projet ass dunn den 13. Februar 2001 déposéiert ginn. Du sinn déi extern Consultatiounen ugaange mat de Chambres professionnelles, dem COSL, dem Syvicol, an hu bis 2002 gedauert. De Projet ass zimlech fundamental vun der Regierung amendéiert ginn den 12. Juni 2002, an d'Aarbechten an der Chamber sinn ënnerbrach ginn duerch d'Wahle vum 13. Juni 2004.

Wa mer haut also kënnen dee Projet diskutéieren, géing ech soen, da sinn et haaptsächlech dräi Leit, déi de Mérite dovun hunn. Fënnef Ministeren haten de Projet op hirem Büro leien; ee Minister huet de Projet fäerdeg gestallt, boucléiert an déposéiert 2001, an dat war d'Anne Brasseur, Minister vun der Éducation nationale, vun der Formation professionnelle a vum Sport. D'Madame Brasseur huet weider am Joer 2002 de Projet relativ fundamental amendéiert, fir gewësse Kritike Rechnung ze droen. An deen Text, dee mer haut stëmmen, ass guer net wäit entfernt vun deem, deen deemools déposéiert an dunn amendéiert gouf.

De jëtzege Sportsminister, den Här Jeannot Krecké, huet d'Aarbechten direkt reaktivéiert no der Prise de fonction vun der neier Regierung, an den Alex Bodry als Rapporteur huet d'Kommissioun musse leeden duerch en aussergewéinlech voluminéisen Dossier. Et ass seelen, dass mir an der Chamber esou vill Grammen u Pabeier hunn, wou mer eis mussen derduerchwullen.

Also, deenen dräi e ganz spezielle Merci, dass mer haut kënnen zu engem Ofschloss vun deem Projet kommen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

De But dovun ass ganz kloer: Den Text, deen 30 Joer alen Text vum Sportsgesetz soll moderniséiert ginn; e soll adaptéiert ginn un d'Evolutioun vum Sport an der moderner Welt, un d'Exigenze vum Sport, un d'Evolutioun vun der Gesellschaft och, an och un d'Evolutioun vum internationale Kontext, sief dat de Conseil de l'Europe, sief dat d'Union européenne, sief dat och de Comité International Olympique.

Esou wéi d'Deeler II bis IV vum Rapport vun der parlamentarescher Kommissioun et beweisen, sinn déi eenzel Objektiver an dësem Gesetz erfëllt an erziilt ginn.

Ganz perséinlech wéilt ech zwar eng Remarque bäifügen an déi wär, dass ech mam Rapporteur d'accord sinn an deem wat en op Säit 6 vu sengem Rapport gesot huet a wat en awer net méi ganz geschéngt huet ze deelen a sengem mëndleche Rapport, dass den Text, dee mer haut diskutéieren, éischter - an ech zitéieren en «d'essence programmatique» ass an net «à caractère strictement normatif».

Am Souci vun enger gudder legislativer Prozedur hätt ech mer gewënscht, dass mer e bësse méi normativ virgaange wieren. Ech halen dobäi fest, dass et sécher keen Zoufall ass, wa véier vun deene fënnef Beruffschamberen, déi en Avis zum Gesetz ofginn hunn, eben och bedaueren, dass et éischter eng Déclaration d'intention ass wéi en Text de loi, dee kloer juristesch Normen etabléiert.

Mä wann ech dat soen, dann ass dat einfach e Bedaueren zur Form a guer net zum Fong vum Gesetz, well effektiv stellt dëst Gesetz e wesentleche Fortschrëtt duer par rapport zum Text vun 1976. Déi Fortschrëtter, déi enregistréiert gi sinn oder déi Plus-valuen - wéi de Rapporteur se nennt -, et sinn der 18, dat sinn déi, déi hien a sengem Rapport opgezielt huet. Ech mengen et sinn der wéinstens 19 oder 20. Mä dat kann een alles fannen op Säit 6 a 7 vum Rapport vun der parlamentarescher Kommissioun.

Déi Fortschrëtter sinn all wichteg, mä menger Meenung no gëtt et der vläicht, déi méi an d'Woschuel fale wéi anerer, an do zielen ech der siwen. Dat ass d'Tatsaach, dass an dësem Gesetz d'Federatiounen unerkannt ginn an, wéi soll ech soen, protégéiert ginn, legal protégéiert ginn, dass an dësem Gesetz d'Autonomie vum Mouvement sportif rechtlech festgeschriwwe gëtt, an dass och rechtlech festgeschriwwe gëtt, dass d'öffentlech Hand beim Sport eng subsidiaresch Roll ze erfëllen huet.

Weider schéngt et mer ganz wichteg, dass hei och festgeschriwwe gëtt, dass de Stat dozou beruff ass, de Sport ze ënnerstëtzen. Et ass also net nëmme méi eng Saach vun enger jährlecher Décisioun beim Budget, mä hei gëtt ee fir alle Mol festgeschriwwen, dass de Stat hei muss intervenéieren. De Montant vun der Dotatioun hänkt dann natierlech all Joer vun de Budgetsdiskussiounen an -décisiounen of.

Et ass och wichteg, dass mer e Statut spécial fir ons Elitesportler am Gesetz festschreiwen. Et ass enorm wichteg, dass mer de Kampf géint den Doping hei rechtlech consacréieren an dass mer soen, sans préjudice vun deene Moossnamen, déi um private Plang vun der Sportswelt à l'égard vun de Sportler geholl ginn, sollen an Zukunft Sanctions pénales, streng Sanctions pénales ugewannt gi géigeniwwer deenen, déi mat Drogen handelen, se verschreiwen oder de Sportler se verpassen. Dat ass menger Meenung no e ganz wesentleche Punkt, deen normative Charakter huet an deen enorm wichteg ass an dësem Gesetz.

Schliesslech ass och dat Engagement wichteg, géint d'Violence a géint d'Xénophobie am Sport ze kämpfen, an dann, last but not least, déi spezifesch Regelen, déi virgesi si fir d'Aarbechtsrelatioune vu souwuel Trainere wéi och Sportler mat de Verbänn ze regelen. Dat ass jo e Problem, deen ëmmer erëm opgeworf ginn ass, och an den Assembléeë vum COSL, a wou endlech elo hei eng kloer Sprooch geschwat gëtt.

Dat sinn also alles Dispositiounen, déi der Evolutioun vun der Gesellschaft Rechnung droen, déi der Evolutioun vun der Roll vum Sport an der moderner Welt Rechnung droen an déi - a leider ass dat och néideg - Garde-fouen opriichten, fir déi Dériven ze bekämpfen, déi leider hautdësdags och mam Sport verbonne sinn.

D'parlamentaresch Kommissioun - an de Rapporteur huet dat gesot - huet allgemeng unerkannt, dass ee misst eppes virgesinn, fir de Bénévolat ze ënnerstëtzen, esou wéi de COSL dat a sengem Avis vum 25. Abrëll gefrot hat. D'parlamentaresch Kommissioun war aus deenen Ursaachen, déi de Rapporteur opgezielt huet, awer der Meenung, dass déi Mesurë sech net kéinten op de Sport beschränken, mä dass se missten d'application générale sinn.

Et kann ee sech ganz gutt virstellen an et weess een, dass de Bénévolat eng ganz wichteg Roll och an der Kultur spillt, an och bei deenen, déi sech Suerge maachen iwwert d'Erhale vun onsem Environnement. Et soll hei ganz allgemeng iwwert de Bénévolat nogeduecht ginn, an d'Kommissioun huet d'Regierung opgefuerdert, eng global Reflexioun zu deem Sujet ze féieren.

Ech wär dem Minister also dankbar, wann hien ons kéint soen, wéi hien d'Äntwert zu där Fro vun der parlamentarescher Kommissioun gesäit. Ech wëll en passant, wat de Bénévolat betrëfft, awer och festhalen, wéi de Rapporteur, dass d'Kommissioun, entgéint dem Conseil d'État an entgéint anere Kritiken, déi komm waren, der Meenung war, dass d'Assurance sportive accidents och soll gëlle fir déi, déi, wéi soll ech soen, occasionnel dem Sport Déngschter leeschten. Also net nëmme fir déi, déi voll engagéiert sinn, mä och fir déi, déi bei dëser oder där Geleeënheet bénévole dem Sport eng Hand upaken.

Här President, den Avis vum Syvicol werft bei mir wéinstens eng Fro op. De Syvicol insistéiert, a menger Meenung no zu Recht, op d'Autonomie communale, mä freet awer dann, dass de Stat soll d'Frais de fonctionnement et d'entretien vun de kommunale Sportsinstallatioune mat begläichen. Dat schéngt mer eng Fuerderung ze sinn, déi a Contradictioun ass mam Prinzip vun der Autonomie communale. Wann et sécherlech legitim ass, dass de Stat soll eng Hand mat upaken, fir Sportsinstallatiounen ze bauen, esou wéi dat och bei der Kultur de Fall ass, da schéngt et mir, dass d'Gemengen awer sollen hir Installatiounen esou konzipéieren, dass se an der Lag sinn, duerno se och ze verwalten.

De Conseil d'État huet dat ganz kloer gesot a mir hunn dat an dëser Chamber och gesot, wéi mer zwee Kulturprojeten an d'Participatioun vum Stat bei deene Kulturprojeten diskutéiert hunn. Dat waren d'Centres culturels zu Ettelbréck an zu Iechternach. Et ass nach guer net esou laang hier, dunn hu mer gesot, d'Gemenge sollen sech awer Gedanke maachen, wéi déi Installatiounen duerno kënnen, sollen a musse fonctionnéieren.

Här President, de Conseil d'État huet och bei dësem Projet méi Avisë gi wéi mer gewinnt sinn - et sinn der véier insgesamt - an huet domadder wesentlech zu der endgülteger Form vun dësem Projet bäigedroen. D'Kommissioun ass bei deenen Awänn vum Conseil d'État meeschtens de Suggestioune vum Conseil d'État nogaangen, voll oder deelweis, an net nëmme wann eng Opposition formelle vum Conseil d'État komm ass. Och a Fäll wou de Conseil d'État einfach eng Suggestioun gemaach huet, ass d'Kommissioun higaangen an huet déi Suggestioun mat an den Text erageholl.

Nëmme bei dräi Froe war dat net de Fall. Dat war bei den Artikelen 2, 4 a 16 vum Projet. Beim Artikel 2 hat de Conseil d'État zweemol gefrot, et soll een d'Raison sociale vum COSL aus dem Gesetz erausloossen. D'Kommissioun war net där Meenung, well se zu Recht a mengen Ae gemengt huet, dass et scho wichteg wär, dass dat och am Gesetz verankert wär, also d'Vokatioun vum COSL als Daachorganisatioun vum organiséierte Sport.

D'parlamentaresch Kommissioun huet och de Conseil d'État net suivéiert wéi en am Artikel 4 kritiséiert huet a gemengt huet, dass d'Roll vun de Gemengen net prezis genuch ëmschriwwe wär an dass een do misst méi wäit goen. D'Kommissioun huet gemengt - an ech deelen déi Meenung -, dass d'Mise à disposition vu sportlechen Infrastrukturen effektiv ënnert d'Missioune vun de Gemenge fält an dass een do net weider misst vill a laang Explikatiounen zum Gesetz ginn.

Beim Artikel 16 huet de Conseil d'État gemengt, et soll een net mat enger allgemenger Notioun operéieren am Kampf géint den Dopage a sech référéieren op «un organe représentatif sur le plan national». Hien huet gemengt, et soll een explicitement déi Institutioun mam Numm nennen. Or, déi rezent Erfahrung weist, dass domadder Gefore verbonne sinn. Am Laf vun deene leschte Méint a Joren huet déi Institutioun geännert, souwuel wat hir Statute betrëfft wéi och wat hir Dénominatioun betrëfft. Esou dass d'Kommissioun der Meenung war, dass mer solle bei der allgemenger Definitioun bleiwen, déi d'Situatioun ofdeckt, egal wéi dann den Numm vun där Institutioun duerno ka sinn.

Et gëtt eng aner Bestëmmung, déi och schonn erwähnt ginn ass, an dat ass den Artikel 18, deen d'Violence dans le sport betrëfft. Do war d'Kommissioun mam COSL an och mam Conseil d'État der Meenung, dass déi Dispositioun, déi virgesinn huet, am Ufank, dass d'Organisateure vu Manifestations sportives à but commercial missten d'Frais de service d'ordre rembourséieren, an déi do schonn ofgeännert gi war als eng Kann-Bestëmmung, fort misst. Déi ass dann och ganz aus dem Text erausgeholl ginn.

Schliesslech, wat den Artikel 5 betrëfft, huet d'Kommissioun den Text komplettéiert, andeem si virgeschloen huet, dass bei deene Mesuren, déi am Artikel 5 stinn, d'Ënnerstëtzung vun deene Programmer soll virgesi sinn, déi dozou déngen d'Gesondheet duerch de Sport ze préservéieren.

Ech weisen dorop hin, dass de Conseil d'État sech deem Amendement ralliéiert huet mat der Bedingung, dass d'Regierung misst de Gemengen d'Méiglechkeete ginn déi Programmer utile ze organiséieren. Ech wier also och do frou, wann de Minister ons kéint soen, wat seng Iddië sinn, fir där Bedingung vum Conseil d'État entgéintzekommen.

Dann, Här President, ier ech ofschléissen, wollt ech d'Fro opwerfe vum Sport an der Schoul. Dat schéngt mir vun äusserster Wichtegkeet ze sinn, well d'Schoul besser wéi all aner Institutioun kann dozou féieren, dass d'Kanner an déi jonk Leit effektiv Sport maachen. Sécherlech ass et gutt, wa si vun de Familljen hier mat op de Wee kréien, si solle Sport maachen, mä déi, déi dat doheem net matkréien, déi sollen et da wéinstens an der Schoul matkréien.

D'parlamentaresch Kommissioun huet an hirer drëtter Serie vun Amendementer vum Abrëll vun dësem Joer virgeschloen, dass d'Éducation précoce soll mat abezu gi bei deene pedagogeschen Domäner, fir déi eng Activité motrice obligatoresch ass. Also net Éducation sportive, mä Activité motrice, wat, mengen ech, dem Alter vun de Kanner besser entsprécht. Et ass eng gutt Saach.

Sengersäits huet de Conseil d'État gemengt, dass d'Reglementatioun iwwert de Sport bei der Uni net soll ënnert d'Sportsgesetz falen, mä soll geregelt ginn am Gesetz iwwert d'Uni Lëtzebuerg, sou dass de rechtleche Rahme vum Sport an der Schoul an deem Gesetz, wat mir haut diskutéieren, sech beschränkt op engersäits d'Éducation précoce an de Préscolaire, wou d'Activités motrices obligatoresch sinn, an dann de Primaire, de Secondaire, de Secondaire technique, wou d'Éducation sportive obligatoresch ass an och bewäert gëtt an der Schoulzensur. De Minister vun der nationaler Erzéiung soll de Volume an de Contenu vun deem Enseignement definéieren.

Wéi de Sportsminister, den Här Krecké, seng Fonctiounen opgeholl huet, do huet hien ee Changement de cap préconiséiert, eng Tendenzwende beim Schoulsport. An ech hunn him doropshin eng Fro gestallt, an ech hunn eng ähnlech Fro un de Minister vun der Éducation nationale geschéckt. D'Ministerin vun der Éducation nationale huet mir den 3. September 2004 geäntwert, si hätt nach net den Detail vun de Propositioune vum Sportsminister, a si géing sech virbehale spéider op déi Initiativen zréckzekommen, notamment wa si d'Konklusiounen hätt vun enger Etüd iwwert d'Mobilitéit vun de jonke Leit zu Lëtzebuerg.

An enger Äntwert, an engem blumege Stil, also dans „un style fleuri", huet de Sportsminister de 26. Oktober 2004 mir geäntwert, hie wier gedriwwe vun der Suerg - an ech zitéieren - «de mettre un terme à des pratiques courantes si elles révèlent un certain laisser-aller, de définir les problèmes qui se posent et d'aller à la recherche de solutions vivables».

Hien huet mech weider dorop higewisen, dass de Sport net méi an den direkte Kompetenze vum Minister vun der Éducation nationale wier, an dass doduerjer et inéluctable wier «un dialogue permanent et une relation de complicité avec la Ministre de l'Éducation nationale» ze hunn, an hien huet an deem Zesummenhang eng Referenz gemaach op de Pilotprojet Ganzdagsschoul.

Hien huet mir schliesslech gesot, dass gewësse Servicer vu sengem Departement dee Moment, dat war also am Oktober vum leschte Joer, amgaang wiere Consultatiounen ze féiere mat allen implizéierte Partner a mat dem Zil «d'identifier les pistes à suivre notamment au profit du sport scolaire».

Bon, Här President, d'Regierung ass elo bal ee Joer am Amt. D'Gesetz iwwert de Lycée-pilote ass gestëmmt. D'Chamber ass drop an drun d'Gesetz iwwert de Sport ze stëmmen. Et géing mech also interesséieren ze wëssen, wat déi konkret Resultater sinn, zu deenen d'Relation de complicité vum Sportsminister mat der Educatiounsministerin geféiert huet.

(Interruption)

Wat sinn d'Konklusioune vun deene Consultatiounen, déi d'lescht Joer engagéiert si ginn? Wat sinn d'Pisten, déi de Minister identifizéiert huet au bénéfice vum Sport an der Schoul? Wat sinn d'Mesuren, déi hie préconiséiert, an d'Virschléi, déi sollen ëmgesat ginn? Well ech si mam Rapporteur d'accord: D'Gesetz ass eng Saach, mä nach muss een duerno kucken, wéi et ëmgesat gëtt, a wat do geschitt. Mir wieren also frou ze wëssen, wat d'Iddien, wat d'Vision vum Minister an deem Zesummenhang ass.

Dat gesot, Här President, si mir als demokratesch Fraktioun der Meenung, dass dëse Projet wierklech ee Fortschrëtt bedeit par rapport zum Gesetz vun 1976, dass de Projet de bestehenden Text verbessert a moderniséiert, dass hien ons sportlech Gesetzgebung adaptéiert un d'Evolutioun vun der Gesellschaft an un d'Exigenze vum Sport an och un d'Evolutioun vum internationale Kader. Mir wäerten also dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch, ier den Här Kox d'Wuert kritt, huet den Här Bodry nach d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech hat just nom Rapport vergiess d'Kap als LSAP-Spriecher unzedoen. Ech géif natierlech dann och am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Text ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mir hate schonn Douten; mir hunn dru gezweifelt.

M. le Président.- Mir huelen dat zur Kenntnis, mat Freed. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Bon, och vu menger Säit wëll ech fir d'éischt dem Rapporteur nach eng Kéier Merci soe fir deen ausféierleche schréftleche wéi mëndleche Rapport. Mir haten zwar e bësse Problemer, well mir eng Rei vu Rapporten hannereneen do iwwerkucken an unhuelen hu missen.

Als fréiere Sportsminister a President vun enger grousser Sportsfederatioun ass de Rapporteur jo perfekt mat der Matière vertraut, sou dass scho bal alles méi oder manner iwwert d'Zustanekomme vun dësem neie Gesetz souwéi déi eenzel Neierunge par rapport zum ale Sportsgesetz vun 1976 gesot gouf.

Dofir wollt ech och direkt am Ufank vu menger Interventioun den Accord vu menger Fraktioun zu dësem neie Sportsgesetz ginn.

Et hätt ee sécherlech an deem engen oder anere Punkt vun dësem Gesetz vill méi wäit kënne goen, besonnesch wat den obligatoresche respektiv normative Charakter vun dësem Gesetz ugeet. Sou berout de Rôle vum Stat a ville Punkten éischter op enger allgemenger Absichtserklärung, déi gläichzäiteg och nach relativ vag gehalen ass, wéi op enger aktiver Gestaltung vum Stat innerhalb der Sportswelt.

Dëst gouf och praktesch vu sämtleche Chamberen an deene respektiven Avisë bemängelt. Dass deem esou ass, schéngt jo hei zu Lëtzebuerg historesch sou gewuess ze sinn a berout op dem Wonsch vun enger staarker Autonomie säitens de sportlechen Institutiounen an Organisatiounen. Wat awer noutgedrongen zu munchen net vermeidbare Konflikter tëschent konkurréiernde Federatioune féiert, déi net ëmmer am Intérêt vum Sportler beziehungsweis vum Sportsmouvement am Allgemenge sinn.

Wann d'Aufgabe vum Stat nach am Gesetz vun 1976 als Missioune vun der allgemenger Orientatioun, der Koordinatioun, der Ënnerstëtzung an dem Encouragement definéiert goufen, esou huet de Stat sech awer an der Tëschenzäit ëmmer méi vun dësen Aufgabe verabschit an huet sech progressiv a méi komplementär Beräicher ëmorientéiert. A Beräicher, wou natierlech déi méi oder manner autonom Sportswelt noutgedrongen aus finanzielle Grënn net kann aktiv ginn. Besonnesch an deene Beräicher, déi mam Bau a mam Ënnerhalt vu Sportsinfrastrukturen ze dinn hunn.

Dëst féiert awer dozou, wéi dat esou oft hei zu Lëtzebuerg de Fall ass, dass mer éischter an de Bëton wéi a mënschlech Ressourcen investéieren. E gutt Beispill heifir ass sécherlech d'Coque um Kierchbierg. Näischt géint déi excellent baulech wéi architektonesch Leeschtung. Et erweist sech awer bei ville prakteschen Uwendungen an der leschter Zäit, déi do waren, dass dës monumental Sportsinfrastrukturen net ëmmer den eigentleche sportleche Bedürfnisser gerecht ginn.

Dës Kritik zielt awer net nëmme fir d'Infrastrukture vum Stat, mä och fir d'Sportsinfrastrukturen an de Gemengen. Hei kënnt een och eng ganz Rei vu rezente Beispiller opzielen, wou d'eigentlecht Zil, nämlech eng breet a villfälteg sportlech Notzung, net ëmmer erreecht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz bitt deemno éischter, esou wéi scho vu ville vu menge Virriednerinnen a Virriedner hei développéiert, nëmmen e Kader mat enger Rei vun néidegen Adaptatiounen, déi dat un déi jëtzeg Praxis e bëssen upassen. De Stat probéiert also esou gutt wéi méiglech, sech aus der Sportswelt erauszehalen a just nom Prinzip vun der Subsidiaritéit ze handelen. Ob dëse Prinzip awer de richtege Wee ass, wëll ech elo hei net weider développéieren.

Duerfir wäert ech och nëmmen op e puer Aspekter vun dësem Sportsgesetz agoen, déi, mengen ech, awer essenziell fir de Sport, mä net nëmmen eleng fir de Sport sinn.

D'gesellschaftlech Entwécklung vun de leschte Joren hei zu Lëtzebuerg weist, dass de Stat eng ëmmer méi wichteg Roll a bestëmmte Beräicher vum Sport muss iwwerhuelen. De Stat muss duerfir seng Aufgaben nei iwwerdenken. Ewech vun der normaler staatlecher Verwaltung hin zu méi enger aktiver staatlecher Gestaltung, ouni awer, an dat ass wichteg, och hei zu Lëtzebuerg, déi sensibel Autonomie vun de sportleche Veräiner a Federatiounen op d'Spill ze setzen. Duerfir brauche mer u sech och keen neit Sportsgesetz, mä de Wëllen, do wou de Stat muss a kann aktiv ginn, dëst mat der néideger Seriositéit och unzepaken an duerchzeféieren.

Dës wichteg Aufgab als Gestalter gesinn ech fir d'éischt a besonnesch an der Schoul, speziell beim Schoulsport a bei de parascolairë Sportsaktivitéiten. Dësen Engagement ass net nëmmen en Engagement fir der Sportswelt eng Hëllefstellung bei der Talenterkennung unzebidde respektiv Brécken ze bauen tëschent der Schoul, de Veräiner an de Federatiounen, mä virun allem déi staatlech Verflichtung fir zu enger ausgeglachener Entwécklung vun eise Kanner respektiv Jugendleche bäizedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Schoulsport huet eng ganz wichteg Roll bei der Entwécklung vun eise Kanner a Jugendlechen ze iwwerhuelen. Bei der Entwécklung vun eise Kanner a Jugendleche mussen all méiglech Facettë vum mënschleche Wiesen ugesprach an développéiert ginn. D'Bewegung ass a bleift e Grondbesoin vum Mënsch, ganz besonnesch vum Kand, well se vital ass fir seng physesch, motoresch, psychesch, intellektuell a sozial Entwécklung. Dëse Bewegungsprozess hëlleft mat, dass seng Perséinlechkeet besser entwéckelt, geformt a stabiliséiert gëtt.

E weidere ganz wichtege Punkt vum Sport ass d'Betätegung an d'Deelhuelen um kulturellen a gesellschaftleche Liewen. Wien net derbäi ass, riskéiert ausgeschloss ze sinn. De Sportsunterrecht soll deemno hei jiddferengem d'Viraussetzung schafen, fir kënnen derbäi ze sinn. E soll een zolitten a villfältege Grondbagage bei jidder Kand a Jugendlechen entwéckelen, fir dass se sech duerch d'Matmaachen um Sport kënnen integréieren.

E weideren Aspekt, an deen ass scho vu menge Virriednerinnen ugeschwat ginn, dee leider ëmmer méi an de Vierdergrond réckelt, ass dee vun der Gesondheet vun eise Kanner a Jugendlechen. Dëse Phenomeen spigelt sech besonnesch am Iwwergewiicht vun eise Kanner zréck. Déi kierzlech duerchgefouert Ënnersichung vum Service médical des écoles huet erginn, dass och hei zu Lëtzebuerg schonn 19,1% vun de Schoulkanner an der Primärschoul un Iwwergewiicht respektiv Fettsucht leiden. Ech mengen, e katastrophale Befund. An Däitschland ass mëttlerweil all fënneft Kand an all drëtte Jugendleche mat Iwwergewiicht geplot.

Et schéngt sech ze bestätegen, dass d'Iwwergewiicht an d'Fettsucht an hir Folgen op d'Gesondheet sech zu enger grousser Problematik vun eiser moderner Gesellschaft vum 21. Jorhonnert entwéckelen. Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi zu enger prononcéierter Bewegungsmangelgesellschaft mat dramatesche Folge fir d'Gesondheet an deemno och fir eis Krankekeesen. Déi alarmant Etüd weist op, dass eng dramatesch Verschlechterung, wat de Gesondheets- a Bewegungszoustand vun eise Kanner betrëfft, festzestellen ass.

De Schoulsport - an do muss, Här Minister, onbedéngt aktiv ugepaakt ginn - huet deemno fir mech eng dräifach preventiv Missioun:

1. duerfir ze suergen, dass bei de Kanner eng positiv Astellung zum Kierper, zur kierperlecher Ustrengung a sportlecher Betätegung opgebaut a fixéiert gëtt;

2. esou ze handelen, dass och d'Viraussetzung geschafe gëtt, dass keng Schied do weider optrieden, wat natierlech op e qualifizéiert Personal muss zréckgefouert ginn an

3. duerch d'Kombinatioun mat Ernährungsprogrammer zu méi enger staarker Sensibilitéit, zu enger gesonder an ausgeglachener Lesskultur bäizedroen.

Et gëtt nämlech eng ganz kloer a staark Korrelatioun tëschent dem Bewegungsmangel engersäits an der falscher Ernährung op där anerer Säit. Duerfir ass et immens wichteg, dass de Stat endlech op deem Plang aktiv gestalteresch virgeet. Et ass duerfir begréissenswäert, dass dës Problematik an dësem Gesetz och behandelt gëtt. Mä och hei geet d'Gesetz fir mech net wäit genuch an net méi wéi eng Absichtserklärung kann een an deem ganzen Text sichen.

Zréck awer nach eng Kéier zum Schoulsport. Aus menger 14-jähreger Tätegkeet als Prof an engem Lycée technique weess ech, dass de Sport oft net mat der néideger Seriositéit éischtens emol respektéiert gëtt an zweetens och duerchgefouert gëtt. Hei mengen ech si mer och net wäit ewech vun engem sportleche PISA-Debakel. Duerfir musse mer och endlech an deem Beräich eng seriö Debatt iwwert de Stellewäert vum Sport an der Schoul féieren.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Dës souwuel an der Primärschoul wéi an de Lycéeën.

Duerfir hunn ech mer erlaabt, am Numm vun der Grénger Partei eng Motioun auszeschaffen, déi d'Regierung opfuerdert, de Stellewäert vum Schoulsport nei ze iwwerdenken an de preventive Charakter vum Schoulsport, besonnesch am Zesummenhang mam Bewegungsmangel an dem Iwwergewiicht vun eise Kanner a Jugendlechen, nei ze evaluéieren an entsprechend Handlungsfelder ze definéieren an ëmzesetzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'activité physique est élémentaire pour permettre le développement physique, moteur, psychique et intellectuel chez l'enfant;

- considérant que le sport est un excellent moyen d'intégration qui favorise la cohésion sociale et engendre des sentiments d'appartenance à la collectivité;

- considérant qu'une hausse sensible de l'obésité peut être constatée chez les jeunes et que ce phénomène risque de devenir un des plus grands problèmes de santé du 21e siècle;

- considérant que notre culture d'alimentation couplée à une sédentarisation importante des loisirs des jeunes conduit effectivement à la surcharge pondérale;

invite le Gouvernement

- à reconsidérer l'importance du sport à l'école et à réévaluer le caractère préventif du sport sur la santé des enfants et des adolescents;

- à redéfinir et à mettre en œuvre les domaines d'activités qui créeront les conditions qui permettent de lutter contre l'inactivité physique et l'obésité chez les jeunes.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss op e weideren Aspekt vum Sport am Zesummenhang mat der Schoul anzegoen, méi speziell déi parascolaire Aktivitéite wéi d'LASEP an d'LASEL. Dës parascolaire Aktivitéite sinn e ganz wichtegt Instrument fir de Kanner an de Jugendlechen iwwert den normale Schoulsport eraus weider interessant sportlech Aktivitéiten unzebidden an de Goût, fir Sport ze maachen, weiderzeentwéckelen. Des Weidere stellen déi Aktivitéiten eng ganz wichteg Bréck tëschent de Veräiner hier a bidden en idealen Terrain, fir talentéiert Sportler ze entdecken a vläicht weiderzevermëttelen an ze förderen.

Dësen Idealfall gëllt awer leider net fir all Gemenge respektiv Lycéeën. Et ass oft dem Zoufall iwwerlooss, ob eppes an enger Gemeng leeft oder net. Mat engem optimalen, flächendeckenden, deels regional organiséierten Ugebot u parascolairen Aktivitéite kéint de Kanner wéi der Sportswelt e groussen Déngscht geleescht ginn, ouni déi sensibel Autonomie vun der Sportswelt unzetaaschten.

Duerfir bitt dëst neit Sportsgesetz och hei d'Geleeënheet, zesumme mat den Acteuren um Terrain, déi jo oft och am Bénévolat déi Aktiounen duerchféieren, de Rôle vum Stat bei der Orientatioun, der Koordinatioun, der Ënnerstëtzung an dem Encouragement am Zesummenhang vun de parascolairen Aktivitéiten ze evaluéieren an och hei nei Handlungsfelder ze definéieren an ëmzesetzen.

Duerfir erlaabt mer, dass ech eng zweet Motioun déposéieren, fir grad och do d'Regierung opzefuerderen, sech zesumme mat den Acteuren un en Dësch ze setzen an d'Evaluatioun vun de parascolairen Aktivitéiten ze ënnersichen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le rôle important que jouent la LASEP et la LASEL auprès des enfants et des adolescents en organisant et en développant la pratique des sports à travers leurs activités parascolaires;

- considérant leur position privilégiée, entre l'école et les associa-

tions sportives, pour détecter d'éventuels talents sportifs parmi les jeunes et ensuite les orienter vers les disciplines sportives qui leur conviennent le mieux;

- considérant que de grandes disparités existent dans l'offre d'activités sportives à travers les différentes communes ou régions de notre pays;

invite le Gouvernement

- à évaluer le rôle de l'État dans l'orientation et la coordination des activités parascolaires sportives;

- à redéfinir et à mettre en oeuvre, avec l'ensemble des acteurs du terrain, les domaines d'activités sportives afin de détecter les nouveaux défis sportifs parascolaires.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Bon, domadder sinn ech um Schluss vu menger Interventioun ukomm. Wéi schonn am Virfeld gesot, bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zum Sportsgesetz heimat eran. Ech freeë mech schonns, nom Triathlon vu Remerschen an nom Gesondheetslaf vun Iechternach op déi nächst sportlech Kompetitioun mat eisem Sportsminister an op eng nächst sportlech Kompetitioun tëschent all de Memberen hei aus der Chamber.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Nom Här Kox huet dann den Här Jaerling d'Wuert. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Mäi léifst Thema!

M. le Président.- Dir sidd fir 30 Minutten ageschriwwen, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Jo, déi packen ech gutt.

(Interruption)

Une voix.- En ass duerchtrainéiert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och fir d'éischt dem Här Bodry fir säin ausféierleche Rapport Merci ze soen.

Den Haaptgesiichtspunkt, no deem mer dat heite Gesetz gesinn, ass sozialpolitescher Natur, mä mir gesinn et awer och ënnert dem wichtegen Aspekt vun der öffentlecher Gesondheet. Leider leet dëst Gesetz säi Schwéierpunkt haaptsächlech op d'Förderung vum sou genannten Elitesport. Et ass och just do, wou et säi gréisstendeels deklarative Charakter opgëtt a konkret gëtt. Do leien och déi wesentlech Neierungen. Dat meescht, wat par rapport vum 1976er Gesetz ännert, gëtt iwwregens schonn haut am Alldag vum Sport praktizéiert.

Här President, déi Europäesch Kommissioun huet alarméiert festgestallt, dass ronn 200 Millioune Bierger an der Unioun un Iwwergewiicht leiden. Wann d'Haapturssaach dovunner nieft enger net adaptéierter Ernährung de Bewegungsmangel an eiser moderner Sëtzgesellschaft ass, dann hu mer als Politik eis eiser Verantwortung ze stellen. Ech weess, vu wat dass ech schwätzen! Dëst ëmsou méi, well och ëmmer méi Kanner ënnert de genannte Problemer ze leiden hunn.

Ech denken, datt wann et eleng ëm Erwuessener géif goen, da kéint een doriwwer streiden, ob d'Allgemengheet, also de Stat sollt sech do aktiv amëschen. Mir sinn eng fräi Gesellschaft, an als Erwuessene misst ee grouss an al genuch sinn, fir ze wëssen, wéi ee gutt lieft oder wéi ee muss liewen. Ech sinn e liewegt Beispill dovun, wéi een et net soll maachen.

(Hilarité)

Et gëtt awer nach deen een oder deen anere Sumo-Ringer weider heibannen. Ech sinn net deen eenzegen!

(Interruption)

Bei de Kanner awer handelt et sech ëm d'Zukunft vun eiser Gesellschaft, a si kënnen net wielen. Si ginn eragebuer an eng Gesellschaft, déi a villem net méi ganz gesond ass. Eis Kanner wäerte mat de Konsequenze vun deem ongesonde Liewensstil, an dee si eragebuer ginn, musse liewen an a spéidere Joren nach ellen ze kämpfen hunn, fir dat riichtzebéien, wat mir a mat eisem deelweis onverantwortleche Liewensstil un hinne verbrach hunn.

Une voix.- Sou ass et!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Et mécht eis besonnesch Suergen, dass hautdësdags bei Kanner a Jugendlecher Krankheeten zouhuele wéi Blutthéichdrock, Häerzerkrankungen, Deformatioune vum Bewegungsapparat a virun allem Diabetes vum Typ 2, eng Krankheet, déi fréier als Altersdiabetes bezeechent ginn ass. Dozou gesellen sech nach wuessend motoresch Defiziter a Koordinatiounsproblemer.

Aus der Fuerschung iwwert d'Léiere wësse mer jo ganz kloer, datt tëscht Kierperbeherrschung, kierperlechem Wuelbefannen a Léiermeigen en enken Zesummenhank besteet.

Mir wëssen awer och, an dorobber wëll ech hei explizit opmierksam maachen, datt et sech beim wuessende Bewegungsmangel och ëm e soziale Problem kann handelen. Obésitéit a Bewegungsmangel ginn oft zesumme mat Aarmut a schlechte Bildungsviraussetzungen aus dem Elterenhaus verbonnen. Mat dëse Gesondheetsproblemer gëtt en zousätzleche Problem vu sozialer Exclusioun geschafen a grad bei Kanner weien esou kierperlech Benodeelegunge ganz schwéier. Hei sti mer als politesch Verantwortlech vun eiser Gesellschaft virun enger grousser gesondheetspolitescher Erausfuerderung.

Dowéinst begréisst den ADR ausdrécklech, datt dëst Gesetz och fir d'Éducation préscolaire an d'Éducation précoce, déi sech jo ëmmer méi an eiser Gesellschaft duerchsetzt, d'physesch Aktivitéit obligatoresch mécht. An eiser Sëtz-, Computer-, Video- an Tëleesgesellschaft heescht et schonns bei deene Jéngsten den Hiewel preventiv…

(Interruption)

An Autosgesellschaft! Do hutt Der och Recht.

D'Bewegung a virun allem d'Freed u sportlecher Aktivitéit muss schonn a jéngste Joren intensiv gefördert ginn. Dofir begréisse mer och déi nei Obligatioun hei ausdrécklech. Besonnesch och well déi gewielte Formel flexibel genuch ass fir mat de personellen an infrastrukturelle Realitéiten an eise Gemenge gutt eens ze ginn.

Virum aganks ernimmte gesondheetspoliteschen Hannergrond begréisse mer och de Fait, datt am Artikel 5 vum Gesetz Stat a Gemenge verflicht gi gesondheetlech preventiv Programmer duerch de Sport ze ënnerstëtzen.

Dat war eng traditionell Fuerderung vum ADR an déi hat mam Dokter Jean Colombera hire ferventeste Verfechter. Mir bedaueren awer, datt et just bei dëser Deklaratioun am Gesetz bleift an datt se net konkretiséiert ginn ass.

Wat heescht dat zum Beispill konkret, dass de Stat an d'Gemengen «soutiennent des programmes de préservation de la santé par le sport»? Wéi soll dat geschéien? Duerch wat fir eng Organer an Institutiounen? Bis zu wat fir engem Käschtepunkt? Firwat gëtt dofir net an Zukunft e konkrete Budgetsposten agesat oder eng Kommissioun, déi esou Programmer kënnt ausschaffen?

An et kéint ee weider esou Froen opwerfen. Dëst Gesetz gëtt op esou Froen awer keng Äntwert. Do hätt ee vill méi wäit kënne goen, jo souguer vill méi wäit misse goen!

Wann een däitsch Statistiken hei op Lëtzebuerg kann iwwerdroen, da bewegen sech d'Bürosmënschen hautdësdags aktiv nëmmen 20 bis 25 Minutten den Dag. Dobäi réit de Sportsmedeziner dëser Kategorie Leit zu zwou- bis dräimol d'Woch bis minimum 30 bis 45 Minutten Ausdauersport wéi lafen, Vëlofueren oder schwammen oder soss Sportaarten.

Bei eisem däitschen Noper ginn d'Käschte vun der moderner Sëtzgesellschaft, wéi ech se nennen, op zeg Milliarden Euro geschat. Dës duerch Bewegungsmangel provozéiert Käschte fir d'Allgemengheet entstinn duerch bestëmmte Forme vun Diabetes, Réckeproblemer, Iwwergewiicht- an Häerz-Kreeslaf-Problemer.

Ech sinn der Iwwerzeegung, datt, wa mer den Artikel 4 (1) vun dësem Gesetz iwwert d'Obligatioun vu Sport am Précoce an am Préscolaire effektiv notzen an ëmsetzen, dëst e grousse Schrëtt fir d'Preventivmedezin bedeit, esou wéi den Dokter Colombera dat hei ëmmer erëm gefuerdert hat, a wéi hien dat och an enger Proposition de loi am Spierkel 2003 konkretiséiert huet.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Jo, Leeschtungssport ass net esou einfach.

Här President, datt sech e gesonde Liewensstil, zu deem regelméisseg kierperlech Aktivitéite gehéieren, rentéiert, dat hu Laangzäitetüde beluecht. Ech zitéieren hei just eng Etüd vun der Stanford University, wou den James Fries zwou Gruppe suivéiert huet. Um Ufank vum Pensiounsalter huet d'Grupp vun den iwwergewiichtege Fëmmerte mat Bewegungsmangel duebel esou heefeg Hëllef am Alldag gebraucht, wéi d'Grupp vun de schlanken, Sport dreiwenden net Fëmmerten. Altersbedéngt Aschränkunge sinn an der Sport dreiwender Grupp och eréischt bis sechs Joer méi spéit fir d'éischt agetratt.

An dat muss och d'Zil vun der Preventivmedezin duerch de Sport sinn: D'Leit zu engem Liewensstil animéieren, dee se esou laang wéi méiglech gesond hält. Dofir begréisse mir och ausdrécklech den Artikel 1 vum Gesetz, deen ee fir alle Mol festhält, dass de Sport d'intérêt général ass an datt jiddfereen d'Recht op seng Ausübung huet, mam Zousaz awer leider «dans la limite des facilités matérielles existantes».

Ech mengen, et ginn eis ëmmer duerch finanziell Contraintë Grenze gesat, wa mer wëllen an de Mënsch investéieren.

Dësen Zousaz féiert mech awer och dozou, alt erëm eng Kéier op e gravéierende Mangel an de Lëtzebuerger Sportinfrastrukturen hinzeweisen. Ech hunn hei an deem Sënn schonns den Hierscht 2002 intervenéiert an och eng Motioun zur Ofstëmmung bruecht. Meng Fraktioun huet doranner d'Regierung opgefuerdert am Programme directeur d'équipements sportifs e Keelen- a Bowlingcenter virzegesinn. 2004 hat ech an enger Question parlementaire nach eng Kéier nogehaakt.

De leschte Samschdeg huet den Här Sportsminister um Kongress vun de Keelesportler bei 500 Leit eng kleng Ouverture gemaach, eng Ouverture fir e Keelesportcenter an de Plan quinquennal vun de Sportinfrastrukture mat nach anere Infrastrukturen ze integréieren.

Den internationale Keelesport gehéiert engersäits zu enger sportlecher Disziplin, déi am COSL unerkannt ass. De Keelesport ass och déi Sportaart, déi hei am Land déi meeschte Weltmeeschtertitele mat heembruecht huet, an dat souwuel am individuelle wéi am Mannschaftssport.

(Interruptions)

Wat gëtt et fir e Land méi Wäertvolles am Sport wéi e Weltmeeschtertitel?

Et gëtt do derniewent awer och näischt méi Aarmséileges wéi e Land, wat dës Titelen net emol offiziell unerkennt.

Den Hobbykeelesport ass eng sportlech Distraktioun fir vill Leit, déi sech déi méi deier Sportaarten net leeschte kënnen. Et ass do derniewent nach e kulturellt Zesummentreffe vu Leit aus allen Natiounen, wat och hëlleft den Integratiounsprozess ze förderen.

De Bowling, eng aner Aart Keelesport, deen och an d'Keelefederatioun integréiert ass, ass drop an drun olympesch ze ginn. Och an deem Beräich hu mer eng Rei ausseruerdentlech Sportler, déi, wann et esou wäit ass, och prett si fir eis eng zweet Medail vun den Olympesche Spiller mat heemzebréngen. Dofir brauchen se awer deen néidegen infrastrukturellen Encadrement an déiselwecht Viraussetzungen, wéi all aner Sportler och.

Här President, och op aner Defiziter an der sportlecher Fräizäitinfrastruktur, grad am dicht bevëlkertste Süde vum Land, weisen ech och schonn zënter Joren hin. An ech denken hei besonnesch un d'Offer vun oppene Schwemmen. Dat huet sech eréischt dëst Joer mat der jorelaanger erwaarter Réouverture vun der Rodanger Schwemm e bësse geännert.

Ech kommen awer elo zu Punkten, a besonnesch Exceptiounen, déi dëst Gesetz schaaft, mat deenen ech net d'accord ka sinn. Dat sinn éischtens emol d'Derogatiounen zum Aarbechtsrecht an zweetens eng oppen Atteinte vum Prinzip vun der Gläichheet vun de Bierger virum Gesetz. An dat och nach, nodeems der Opposition formelle vum Statsrot méi oder wéiniger Rechnung gedroe gouf.

Zu Punkt 1: Mat sengem 22. Artikel versicht dëst Gesetz de sou genannte legale „flou", dee bis elo am Beräich vun de bezuelten Traineren a Sportler geherrscht huet, ze léisen. Dat gëtt gemaach, andeems formell Exceptiounen zum Aarbechtsrecht legaliséiert ginn. An dat ass fir mech inakzeptabel.

Et gëtt hei erméiglecht, Aarbechtskontrakter à durée déterminée ze maachen, déi eng Lafzäit vu méi wéi 24 Méint hunn an déi och méi wéi 2-mol erneiert kënne ginn. Dat ass elo schonn déi siwent legaliséiert Atteinte vun de Regele vum 1998er Gesetz iwwert d'befrist Aarbechtskontrakter.

Befrist Aarbechstverträg solle just, a mussen dat och bleiwen, Verträg fir aussergewéinlech Situatioune sinn. De Contrat à durée déterminée ass per Definitioun schonns den Ausdrock vun engem prekäre Beschäftegungsverhältnis.

Ech stelle fest, dass dës prekär Beschäftegungsverhältnisser zu Lëtzebuerg zouhuelen. An ech stelle fest, dass dëst Gesetz e weideren Nol am Sarg vum exceptionnellë Charakter vu befristeten Aarbechtsverträg ass.

Mat dësem Gesetz wäert de Contrat à durée déterminée d'Regel am Sportssecteur ginn. Dat, nodeems e schonn am Schoulsecteur vum Préscolaire bis an de Supérieur duerch esou legal Derogatiounen omnipresent ginn ass. An ech erënneren drun, datt och fir de Pool vun Educateuren, déi e psychosozialen Encadrement vu Chômeuren assuréiere sollen, esou Exceptiounen zougelooss goufen.

Déi kloer Philosophie vum 1989er Gesetz iwwert d'Aarbechtskontrakter gëtt an der Praxis grad op staatlecher Säit ëmmer méi opgeweecht. Dat ass Sozialofbau am Konkreten. Dat ass ee vun deene Grënn, firwat ech dësem Gesetz net einfach esou zoustëmme kann.

Dobäi besteet a mengen Ae fir esou Exceptiounen och am professionelle Sportsberäich keng wierklech Noutwendegkeet. Och Kontrakter, déi à durée indéterminée ofgeschloss goufen, kënnen de Particularitéite vun deem Secteur gemäss flexibel gehandhaabt ginn.

E Contrat à durée indéterminée kann ëmmer de commun accord gekënnegt ginn. Wann en eesäiteg gekënnegt gëtt, da mussen déi gesetzlech Kënnegungsfriste respektéiert ginn an da mussen déi spillen, a soss näischt anescht.

Här President, ech schléissen of mat eisem zweeten Haaptkritikpunkt; e Punkt, wou de Statsrot mat enger Opposition formelle gedréit huet. Dëst wéinst der Violatioun vun engem fundamentale Prinzip an engem Rechtsstat.

Eng generell Astellungsprioritéit soll mat dësem Gesetz fir sou genannten Elitesportler geschaf ginn. Dat trëppelt de Prinzip vun der Gläichheet vun de Bierger virum Gesetz mat Féiss. Och wann dunn den Zousaz koum, datt dat net fir Plaze gëllt, wou en Examenscconcours am Virfeld muss gemaach ginn.

De jure gesäit dat elo vläicht besser aus, mä de Wëllen, datt se par rapport zu Gläich- an esouguer Besserqualifizéierte Prioritéit genéissen, bleift kloer bestoen.

A mir wësse jo och, wéi dës Examens-concours beim Stat heiansdo gehandhaabt ginn. Dass do de Kandidate gläich Chancë just virgegaukelt ginn. Mä datt de Mérite, d'Plazéierung guer näischt doriwwer seet, wien da schliesslech eng Plaz kritt.

De wichtegste Kritär ass oft d'Parteikaart, respektiv geleeschten Déngschter fir eng vun deene jeeweilege Regierungsparteien. A wann een dat weess, da weess een och wou ee sech deen Zousaz, deen op Drock vum Statsrot hei erakoum, hei zu Lëtzebuerg kann histiechen.

Frot Iech just emol, wou verschidden Attachéë vun enger bestëmmter Fraktioun no de Wahlen hi verschwonne sinn. Deelweis scho virun dem leschte Statsexame waren se a verschiddene Ministèren en place. Den Exame war just nach eng Formalitéit. Dat nennt een Onrechtsstat, dat nennt een net Rechtsstat.

D'Ongläichheet virum Gesetz hei zu Lëtzebuerg kënnt an deem Gesetz hei och onverschimmt zum Virschäin. Iwwerhaapt ass d'Gesetz och völleg onkloer, wat dann elo en Elitesportler soll sinn. E gëtt net kloer definéiert. Et gëtt just op de COSL higewisen, wann deen engem seng sportlech Qualifikatioun unerkennt.

(Interruption)

Ech hunn de COSL net a Fro gestallt. Ech wëll just soen, dass hei an dësem Gesetz d'Kritären, wien en Elitesportler ass, net kloer virgesi sinn, an och beim COSL kënnt dat net esou kloer zum Virschäin.

Dann ass een en Elitesportler, wann ee vum COSL unerkannt gëtt, an da kann ee vun deenesellwechten Avantagen, déi dëst Gesetz fir dës bestëmmte Minoritéit schaaft, profitéieren. Dat ass alles anescht wéi ee gudden Text.

Op deem Punkt kann et nach garantéiert sëllech Contestatioune ginn.

Dës arbiträr, eesäiteg, elitär a favoritistesch Ausriichtung vum neie Sportgesetz ass einfach net akzeptabel.

Och wat de Bénévolat am Sport ugeet, deen iwwregens net definéiert gëtt a wou et just heescht, de Stat géing deen ënnerstëtzen, gesi mer e gewaltegen Defizit an dësem Gesetz.

Bis op de Congé sportif. Dat ass déi eenzeg konkret Mesure, déi fir d'Bénévoler an deem Gesetz dran ass a wou d'Bénéficiairë vun dëser Mesure definéiert ginn.

An och hei ass den elitäre Charakter net ze iwwersinn. Et gëtt dëse Congé just fir Jugen an Arbiteren um internationale Plang. Dat ass fir Elitesportler an hiert Encadrementspersonal och net grad e Fortschrëtt. Den Asaz fir de Sport um lokalen an nationale Plang zielt net.

Ech kann hei just d'Regierungsparteien zu Folgendem opfuerderen: Si sollen de Bénévolatsproblem, wa schonn net spezifesch fir de Sport an dësem Gesetz, da wéinstens awer allgemeng an en anert spezifescht Gesetz apaken. An dofir wëll ech dann och hei eng Motioun deponéieren, fir d'Regierung opzefuerderen, an déi Richtung ze goen.

Motion 3

D'Volleksvertriederkummer,

- gesäit am Bénévolat en onverzichtbaart Element vum gudde Fonctionnement vun eiser Gesellschaft an alle Beräicher;

- begréisst, datt dat neit Sportsgesetz d'öffentlech Hand verflicht de Bénévolat am Sportsberäich ze ënnerstëtzen;

- ass iwwerzeegt vun der Noutwendegkeet, d'éierenamtlech Aarbecht am associativë Beräich ganz allgemeng, an net nëmmen am Sportsberäich, duerch e favorabele sozialen a legale Kontext ze förderen;

- erënnert un d'«Proposition de loi portant institution d'un congé associatif» vum 6. am Chrëschtmount 2000;

fuerdert d'Regierung op

- der Volleksvertriederkummer e kohärent Konzept fir d'Förderung vum Volontariat virzeleeën;

- den associativë Secteur als legitime Gespréichspartner am politeschen Entscheedungsprozess ze berücksichtegen;

- eng öffentlech Promotiounscampagne op d'Been ze stellen, déi den éierenamtlechen Engagement vun de Bierger valoriséiert;

- e sou genannten «congé associatif» anzeféieren, vergläichbar dem «congé sportif»;

- de legislativen, fiskalen a budgetäre Kader vum éierenamtlechen Engagement ze verbesseren, haaptsächlech duerch Infrastrukturen, déi zur Verfügung gestallt ginn, duerch d'sozial Ofsécherung vu Bénévolen an duerch d'Réckerstattung vun de Käschten, déi hinnen an hirer Tätegkeet entstinn.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Här President, wann och eng Rëtsch gutt Intentiounen an dësem Gesetz ze erkenne sinn, kann ech dëst Gesetz dach net esou einfach matstëmmen. Dëst Gesetz weist eng sëlleche Lacunen op, net nëmme wat de Bénévolat oder d'Förderung vum Breedesport ugeet; et ass a ville Punkten onkloer an onprezis. Et violéiert esouguer de fundamentale Rechtsprinzip vun der Gläichheet virum Gesetz bei Astellunge beim Stat. An et legaliséiert alt erëm Derogatiounen zum normalen Aarbechtsrecht.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech stëmme kee Gesetz, wat Derogatiounen zum Aarbechtsrecht mat sech bréngt, an ech stëmmen och kee Gesetz, wou d'Chancëgläichheet um Aarbechtsmaart bradéiert gëtt.

Et kann net sinn, datt gesond an deelweis scho verhätschelt Athleten och nach de Virrang kréie virun all deenen aneren Demandeurs d'emploi, déi keng Zehnkämpfer sinn.

Et ass scho schlëmm genuch, datt a verschiddene Beräicher d'Parteikaart an d'Dozougehéieren zu engem Sportsveräin méi en héije Wäert hu wéi Leeschtung a Qualifikatioun.

Mir hunn an eiser Arméi eng Sportssektioun, an déi sech all Elitesportler ka mellen an doduerch schonn eng Rei Virdeeler kritt. Dofir brauche mer net nach weider Privilegien ze schafen.

Mir schwätzen an dësem Haus ëmmer méi oft vu Chancëgläichheet. Mat dësem Gesetz gëtt d'Chancëgläichheet mat Féiss getrëppelt. Wann Der vu Chancëgläichheet schwätzt, da wann ech gelift fir jiddfereen. An da mengt och wann ech gelift dat, wat Der sot. Soss sot wann ech gelift hei näischt méi iwwer Chancëgläichheet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Haupert huet nach d'Wuert gefrot. Honorablen Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, ee Gléck datt ech nach nom Här Jaerling hei ka schwätzen, soss hätten d'Leit dobaussen op eemol d'Impressioun, wéi wann een Héichelitesportler an den Elitesport wierklech bei eis am Land verpönt géife ginn. Mä nodeem datt den Här Jaerling awer wierklech op den Detail vum Gesetz agaang ass, kann ech mech mat e wéineg méi allgemenge Considératiounen iwwert dat Gesetz hei ofginn.

Ech mengen, ech wéilt awer ufanks dem Rapporteur, dem Här Bodry, félicitéiere fir deen ausféierleche Rapport an him besonnesch Merci soen, well en a senger Fonctioun als fréiere Sportsminister wesentlech och zu deem Gesetz hei bäigedroen huet, an datt mer och zu där Zäit eng flott Kollaboratioun, wat d'Elaboratioun vun dësem Text ubelaangt, haten.

De Projet 4766 gesäit ee Kadergesetz fir de Lëtzebuerger Sport vir. Wéi dat bestehend Gesetz, an den Här Bodry huet drop higewisen, et staamt scho vun 1976, baséiert dëse Projet och op zwee wichtege Prinzipien, wat d'Organisatioun vum Sport an eiser fréier Gesellschaft ubelaangt: de Prinzip vun der Autonomie vun dem Mouvement sportif an de Prinzip vun der Subsidiaritéit, wat d'Roll vun den öffentlechen Instanzen am Sport ubelaangt.

De Mouvement sportif mat senge Veräiner, de Federatiounen an och mat sengem Daachverband, dem COSL, soll d'Sportgeschehen an eisem Land eegestänneg féieren an och organiséieren. De Stat an d'Gemenge sollen nëmmen do intervenéieren, wou dem Mouvement sportif seng Kompetenzen a Mëttel net méi duerginn, an dat nom Prinzip „esou vill Stat wéi néideg an esou wéineg Stat wéi nëmme méiglech".

De Projet 4766 iwwerhëlt och verschidden Dispositiounen, déi schonn am Gesetz vun 1976 enthale sinn, bréngt awer och eng Rei vu wichtegen neien Elementer an eis Gesetzgebung eran, wéi zum Beispill déi vum Kampf géint den Doping, vum Tribunal arbitral fir de Sport, der Regelung vum Aarbechtsrecht vun de professionellen Trainer a Sportler, déi an eise Veräiner täteg sinn, a spezifesch Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Elitesportler.

Här President, och wann den Elitesport d'Aushängeschëld no bausse vum Sport duerstellt, well hien déi grouss Mass begeeschtert an d'Schlagzeile vun der Sportsrubrik vun de Medie monopoliséiert, esou muss een awer, wann ee vu Sportspolitik schwätzt, de Sport ënner all senge Facetten an an all sengen Dimensioune betruechten. Dëst sinn de Sport als gesondheetsfördernde Facteur, wann e mat Mooss bedriwwe gëtt, de Sport a senger sozialer Dimensioun, an dat souwuel wat den aktive wéi och de passive Sport ubelaangt, de Sport als Integratiouns- a Resozialisatiounsfacteur, de Sport als Erzéiungsfacteur, a last but not least de Sport a senger wirtschaftlecher Dimensioun wat d'Schafung vun Entreprisen an Aarbechtsplazen ubelaangt.

Une voix.- Très bien.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, an eiser Gesellschaft, déi duerch en iwwerméissege Sédentarisme - a verschidde vu menge Virriedner, d'Madame Flesch an den Här Kox a souguer den Här Jaerling hunn drop higewisen -, also eis Gesellschaft…

Une voix.- Besonnesch, net souguer.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Ben, hie besonnesch.

Also an eiser Gesellschaft, déi duerch dee Sédentarisme geprägt ass, muss de Sport als Erzéiungsfacteur eng méi grouss Roll spille wéi dat bis elo de Fall war. Wann de Sportsminister och keng direkt Kompetenzen huet, wat de Schoulsport ubelaangt, esou muss hien als responsabele Regierungsmember fir de Sport säi ganzt Bestriewen asetzen, fir datt an Zukunft eis Jugend duerch de Sport zu gesonde Bierger eropwiisst, déi hir Roll an eiser Gesellschaft meeschtere kënnen a besonnesch d'Interesse vun eisem Land an der globaliséierter Welt vertriede kënnen.

D'Kolleegin Françoise Hetto an och den Här Kox hu virdrun op dat chronescht Iwwergewiicht vun eise Kanner higewisen. Dëst kënnt zum Deel duerch eng falsch Ernährung, awer och a besonnesch duerch e Manktum u Bewegung. Eis Kanner hu gréisstendeels verléiert, an der fräier Natur ze spillen an ze Fouss oder mam Vëlo an d'Schoul ze goe respektiv ze fueren. No der Schoul sëtzen se allze oft a vill ze laang virun der Televisioun oder dem Computer.

Une voix.- Dat ass wouer.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Sécher fanne mer nieft der Schoul och am privat organiséierte Sport a souguer a kommerzielle Betriber an an öffentleche Strukturen e breet Angebot fir physesch Betätegungen, awer net all Kand mécht fräiwëlleg vun deem Angebot Gebrauch, an déi am wéinegsten, déi et am néidegsten hätten. Hei ass d'Schoul gefuerdert fir dee Manktum u Bewegung vun eise Kanner ze kompenséieren.

Ech weess, datt eis Schoulprogrammer schonn iwwerlaascht sinn, an d'Enseignantë vun all Fach mengen, hiert Fach misst nach méi Plaz an de Schoulprogrammer kréien. Hei musse mer awer wësse wat mer wëllen. Ass eise Kanner genotzt, wa se zwar vill Wësse mat op de Wee kréien, awer keng Energie fannen, fir dat Wëssen oder fir hiert Wësse wäertvoll ëmzesetzen? Och an de Schoulprogrammer musse mer verstoen, Prioritéiten ze setzen, wa mer aus eise Kanner selbstänneg Bierger wëlle maachen. Et geet jo ëm eis Kanner an net ëm déi verschidde Fächer.

An deem Sënn muss och am Kader vun enger Ganzdagsschoul oder Ganzdagsbetreiung - an d'Madame Flesch huet och schonn drop higewisen - eng besser Zesummenaarbecht tëschent Schoul a private Sportsassociatiounen, besonnesch am Primärunterrecht ugestrieft ginn. Esou eng Kollaboratioun kéint mat Sécherheet dozou bäidroen, de Sport an der Schoul ze revaloriséieren, de Veräiner an hirer Aktivitéit entgéintzekommen, a besonnesch eise Kanner hëllefen zu gesonde Bierger eropzewuessen. Op dësem Plang ziele mer besonnesch op eise Sportsminister, fir datt an Zukunft de Sport an der Erzéiung vun eise Kanner déi Plaz anhëlt, déi fir hir kierperlech Entwécklung onerlässlech ass.

Esou eng Zesummenaarbecht vu Schoul a Sportsveräiner kéint och deelweis dozou bäidroen, dee leidege Problem vum Bénévolat am Sport ze léisen. Mir sinn eis all bewosst, datt dee Problem sech op anere Pläng vun eiser Gesellschaft stellt. Och den Här Jaerling huet a senger Ried dorop higewisen. Eent steet fest: Ouni de Bénévolat kéint eist Zesummeliewen an der Gesellschaft bal net méi fonctionnéieren. Eleng déi dausenden an dausende Stonnen, déi vun den Dirigente vun eise Veräiner onentgeltlech geleescht ginn, stellen eng onschätzbar Kontributioun vun de Fräiwëllegen zu eisem Gesellschaftsliewen duer, déi, wa se misste vu Professionelle geleescht ginn, eng schwéier Belaaschtung fir d'Budgete vun eisem Stat a vun eise Gemenge géing duerstellen.

Esou eng Professionaliséierung géing zwar nei Aarbechtsplaze schafen, wat awer net onbedéngt de Problem vum Bénévolat géing léisen, deen awer fir d'Gedeie vun eisem Gesellschaftsliewe vu grousser Wichtegkeet ass. Och eng forfaitaire Ofschreiwung vum besteierbaren Akommes vun den Onkäschten, déi dem Bénévolë bei der Ausübung vu senger Tätegkeet am Veräin operluecht ginn, hätt menger Meenung no - an do sinn ech mam Här Bodry d'accord - zu kenger valabler a scho guer net zu enger équitabler Léisung vum Problem gefouert, well jo nëmmen déi Leit dovu profitéiert hätten, déi Steiere bezuelen, an dat si mat Sécherheet net all eis Bénévoler. Nieft dem administrativen Opwand, deen esou eng Moossnam mat sech bruecht hätt, hätt se och nach zu onnëtzen Ongerechtegkeeten an Onzefriddenheete gefouert, wat dem Bénévolat mat Sécherheet net gedéngt hätt.

Här President, a puncto Bénévolat wëllt ech hei awer och nach op e Mëssstand hiweisen, dee sech besonnesch an enger Sportaart breet gemaach huet. Hei sti Leit Stonnen a Stonnen, Woch aus, Woch an, hirem Veräin onentgeltlech zur Verfügung fir Geld duerch Baler, Tombolaen an de Verkaf vun Thüringer an d'Keess ze bréngen, fir Sportler kënnen ze bezuelen, déi fir hire Plëséier zwee- bis dräimol an der Woch trainéieren a sonndes och nach eng Kompetitioun spillen. An anere Sportaarten trainéieren d'Sportler all Dag ouni nëmmen een Euro ze kréien, an hir Leeschtunge sinn och nach international gesi vill besser wéi déi vun deenen Eischtgenannten.

Hei hu Mëssstänn sech agebiergert, well deen een oder anere Veräin vorübergehend e Sponsor fonnt huet, dee säi perséinlechen Ego beim sportlechen Erfolleg vu senger Equipe befriddege konnt, deen awer, wann e säi Sponsoring agestallt huet, de Veräin mat eidelen Hänn oder besser gesot mat eideler Keess zréckgelooss huet, an deen da mat zousätzlechem Bénévolat huet misse versichen, dat Lach ze stoppen. Och esou Mëssstänn droen net zur Förderung vum Bénévolat bäi. Déi Mëssstänn kënnen awer net duerch e Gesetz geléist ginn. Hei muss de privat organiséierte Sport a besonnesch déi zoustänneg Federatioun selwer fir Uerdnung suergen.

Wann een allgemenge Problem vu Bénévolat an eiser Gesellschaft besteet, da muss versicht ginn, an Zesummenaarbecht tëschent öffentlechen Instanzen a private Veräiner - an ech mengen, den Här Kox huet och schonn drop higewisen -, eng Léisung hei erbäizeféieren. Hei huet de COSL an enger vu senge Publikatiounen, dem „Flambeau", e wichtegt Basisdokument ausgeschafft, dat valabel zu enger konstruktiver Diskussioun iwwert dee Problem kéint bäidroen.

Här President, eng wesentlech Neierung a Verbesserung vum Gesetz bréngen déi nei Moossnamen zu Gonschte vum Héichleeschtungssport mat sech, déi den Här Jaerling awer vu sengem Standpunkt aus hei e wéineg kritiséiert huet. Duerfir muss ech dat e wéineg erëm riichtbéien.

Den Héichleeschtungssport huet sech an deene leschte Joren ëmmer méi professionaliséiert - ech mengen dat ass e Fait, do hunn och scho meng Virriedner drop higewisen -, awer net an alle Sportaarte besti professionell Strukturen, a besonnesch net all Elitesportler ass gewëllt fir säi Studium oder seng Aarbecht länger Zäit opzeginn, fir eng professionell Sportscarrière anzeschloen.

Dofir ass et och ze begréissen, datt duerch dat neit Gesetz de Statsech nach méi un de Moossname vum Mouvement sportif associéiert, fir den Elitesportler d'Méiglechkeet ze bidde während hirer sportlecher Carrière hire Sport op eng quasi professionell Manéier ausüben ze kënnen, an hir sozial a berufflech Aglidderung no hirer sportlecher Carrière hëlleft virzebereeden an ze assuréieren. Dës berufflech a sozial Rekonversioun muss awer och fir de professionelle Sportler zielen. Dës Dispositioune mussen awer nach mat Inhalter gefëllt ginn.

Net all Beruffssportler a schonns guer net all Héichleeschtungssportler verdéngt a senger kuerzer sportlecher Carrière genuch, fir sech duerno an d'Pensioun zréckzezéien. Neen, déi meescht mussen sech no enger Aarbecht ëmkucken, fir hire Liewensënnerhalt an dee vun hirer Famill assuréieren ze kënnen. Hei huet d'Allgemengheet eng moralesch Verflichtung. Schliesslech huet den Héichleeschtungssportler och zum positiven Image vum Land bäigedroen a ville Leit an eiser Gesellschaft während Joren zu grousser Begeeschterung gehollef.

Wat déi aner Dispositiounen zugonschte vum Leeschtungssport ubelaangt, esou si meng Virriedner am Detail op déi Moossnamen agaangen, esou datt ech net nach eng Kéier hei brauch dorobber zréckzekommen.

Här President, als weider Erneierung hält de Projet de verstäerkten Engagement vun dem Stat an dem Mouvement sportif sengem Kampf géint de Gebrauch vum Doping am Sport fest. Bis elo huet de Stat an de COSL am Kader fir d'éischt vum Comité national de lutte contre le dopage dans le sport, deen duerno Agence luxembourgeoise antidopage genannt ginn ass, e gemeinsame Kampf géint den Doping gefouert. De Stat huet d'Logistik fir den Dépistage vun den Dopingssënner gestallt an de Mouvement sportif huet iwwer seng eegen Instanze Strofe fir den erwëschte Sportler no der Strofeskala vun de jeeweilegen internationale Verbänn ausgesprach.

De COSL huet sech ëm d'Iwwerwaachung vun dem Verhängen a vun der Ausféierung vun de Strofe gekëmmert an esou fir eng équitabel Ausleeung vun den Anti-Doping-Dispositiounen tëschent de Sportler vun alle Sportaarte gesuergt. Fir déijéineg, déi dem Sportler den Doping verschaaft oder administréiert hunn, ware keng direkt Strofe virgesinn. Si sinn ënnert d'Dispositioune vun dem Gesetz iwwert d'pharmazeutesch Produkter gefall.

De Projet, dee mir hei virleien hunn, gesäit zolidd Strofe - a meng Virriedner, d'Madame Flesch an den Här Bodry, hu schonn drop higewisen - fir déijéineg vir, déi onerlaabt Dopingprodukter hiergestallt, verkaaft oder transportéiert hunn, fir d'Dokteren, déi Doping fir de Ge-

brauch am Sport verschriwwen hunn, a besonnesch fir d'Soigneuren, déi de Sportler Dopingsproduiten administréiert hunn.

D'Gesetz gesäit awer keng Strofe fir de Sportler vir, deen an enger Kontroll erwëscht gëtt. De COSL war ëmmer der Meenung, datt dat eng Ugeleeënheet vum Sport wier, wou de Stat sech net soll amëschen. Well net nëmmen am Sport gëtt gedoppt, och an anere Beräicher vun eiser Gesellschaft, ouni datt déi Leit bestrooft ginn, an et geet jo schliesslech ëm hir Gesondheet.

Am Sport ass et awer esou, datt deejéinegen, dee sech dopt, net nëmme senger Gesondheet schuet, mä och d'Resultat vun der sportlecher Compétitioun an direktem Vergläich mat senge Konkurrenten, déi sech net gedopt hunn, verfälscht.

Une voix.- Très bien!

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Well et sech also ëm eng sportlech Ugeleeënheet handelt, war de COSL och ëmmer der Meenung, datt d'Dopingssënner am Sport misste sanktionéiert ginn, awer iwwert déi eegen Instanzen an no den eegene Regele vum Mouvement sportif.

Fir datt d'Sportler vu sämtleche Sportaarten am Fall vun engem Dopingverstouss d'selwecht behandelt kéinte ginn, huet déi international Agence am Kampf géint den Doping versicht gläich Regele fir all Sportaarten opzestellen.

Dat huet net all internationalem Verband an de Krom gepasst a si wollten sech hir eege Regele ginn. Bei Geleeënheet vun der Assemblée vun der internationaler Agence am Fréijoer a Kanada huet den deemolege President vum Sportministeschrot vun der Europäescher Unioun - eise Sportsminister - eng onmëssverständlech Positioun vun der Europäescher Unioun an dëser Ugeleeënheet vertratt, an deenen internationale Verbänn, déi gemengt hunn de Luussert kënnen ze spillen, de Krich ugekënnegt, woufir ech hien hei vun dëser Plaz aus och wéilt félicitéieren.

Här President, dat sinn e puer Bemierkungen, net nëmmen zum Sportsgesetz, awer doriwwer eraus zum Sport am Allgemengen, déi ech hei développéiere wollt. Och wann dat neit Gesetz an Zukunft net all Problemer an dem Sport wäert regelen, esou bréngt et dach eng Rei wesentlech Ännerungen an Erneierunge fir de Sport, esou datt ee begréisse muss, dass no esou enger laanger Zäit de Projet endlech accouchéiert, woufir ech besonnesch de Sportsminister, awer och seng Mataarbechter an all déi Leit, déi bei der Ausschafung vum Projet eng Hand ugepaakt hunn, vun dëser Plaz wëll félicitéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Dann ass als leschte Riedner virgesinn den Här Sportsminister Jeannot Krecké. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nodeem dass e fréiere bekannte Sportler, och nach President vum COSL an Deputéierten hei eng Rei Saache riichtgebéit huet, fält et mir méi einfach dat eent oder dat anert un Iech ze bréngen.

Dir hutt et selwer gesinn, d'Madame Flesch huet et retracéiert an den Här Bodry ass drop agaangen: Déi Diskussioune hunn 1994 ugefaangen, mat engem Dépôt Februar 2001 ass et weidergaangen, fënnef Ministeren hunn un deem Gesetz do geschafft, plus all déi vill Mataarbechter.

Wéi ech ugetruede sinn, hat ech a mengem For intérieur d'Décisioun geholl, et misst elo duergoe mat diskutéieren an duergoe mat verhandelen. Ech hunn eng Optioun geholl, déi mer och net Leed deet, ech hunn nämlech gesot ech géing mat der Chamberskommissioun zesummeschaffen an ech géing mam Rapporteur enk zesummeschaffen, fir ze kucken dann zu engem Resultat ze kommen, nodeem dass mer laang, laang op e Resultat gewaart hunn.

An dofir muss ech soen, dass mer eis décidéiert haten déi Entscheedungen ze huelen. Duerch den Avis, deen de Conseil d'État eis dohinner geluecht huet, duerch Opposition-formellen, déi hie gemaach huet, hu mer missen Entscheedungen huelen an déi eng oder aner Richtung. Mir hu gesot, dass mer seng Propositiounen, déi e gemaach huet, an och Saachen, déi a mengen eegene Kompetenze sinn, haaptsächlech mol nach géife kucken, an dann alles, wat doriwwer erausgeet a wat erëm aner Administratioune betraff hätt, erauszehalen. Net ze vergiessen, dass mer an enger Presidentschaft waren, an ech awer mäi Versprieche, dat doten an engem Joer ze maachen, trotzdeem wollt duerchzéien.

Ech muss soen, et ass garantéiert méiglech wéi bei all Gesetzer nach e besseren Text ze kréien. Dir wësst, dass ech schonn eng Kéier gesot hunn - d'Madame Flesch huet et selwer gesot -, et wier vill schonn zerriet ginn. Meng Angscht war, et géing nach zerriet ginn. Et wier besser mol eng Rei Saachen, déi Besserungen déi dra sinn, ze festegen, déi mol festzeschreiwen an da kann een duerno iwwer Saache schwätzen.

Ech war elo zu Andorra an hunn do e Fall erlieft vun engem Spëtzesportler, dee verletzt gouf, deen Indépendant ass an deen elo an enger Situatioun ass, wou hie keen Akommes huet - an deem Mooss! Do sinn doudsécher Lacunen, déi mer de Moment hunn an déi ee misst opfëllen.

Stellt Iech awer elo vir, ech hätt elo gesot, okay, dat do hunn ech elo erkannt, elo fänke mer nach eng Kéier un iwwert d'Sozialversécherungen ze schwätzen. Da wiere mer erëm fir dräi Joer fort gewiescht! Ech hu gemengt, mir sollen dat mol festegen, wat elo do ass an déi Problemer net vergiessen, déi hei ugeschnidde gi sinn an déi sécherlech - muss ech soen - och hire Stellewäert hunn.

Den Här Jaerling ass net do, mä ech wollt him awer soen…

(Interruption)

Neen, neen, Dir sot em dat. Dat ass léif. Ech hunn dat net béisaarteg gemengt; ech hat dat net gesinn.

Mä hien huet esou vill géint Spëtzesportler geschwat. Ech kënnt him ganz vill Beispiller vu Leeschtungsa Spëtzesportler weisen, déi awer wierklech hu misse leiden dorënner, dass si eist Land vertrueden hunn, dass si sech agesat hunn, fir an engem National-Equipe-s-Tricot unzetrieden. Zu Andorra hu se am Numm vun eisem Land dee Sport gedriwwen, dee si sech eben erausgewielt haten, a mam Resultat, dass se elo perséinlech Aboussen hunn.

Dofir gesinn ech net dee risegroussen Avantage, deen den Här Jaerling huet wëllen ausmaache bei de Spëtzesportler, deen déi hätten.

Wéi gesot, ech hunn déi Démarche mat der Chamber an haaptsächlech och mam Rapporteur gemaach, well ech wousst, dass hien och à la base dovunner war. D'Foto weist jo, dass dat laang gedauert huet. Am Artikel, deen Der gewisen hutt, si jo zwou Fotoen. Dass dat laang gedauert huet, dat gesäit een e bëssen - en ass mir net béis - un de Fotoen!

(Hilarité)

Ech war frou, dass vu mir net déi Foto vun haut an dann déi Foto vun deemools dra war, deemools wéi ech och schonn eng Kéier eppes mat deem Sportsgesetz ze dinn hat, nämlech dem Sportsgesetz vun 1976, wéi ech am Ministère geschafft hunn, war ech domat beoptraagt eng Rei Saachen ëmzesetzen, wat dat dote Gesetz beinhalt. Ech si frou, dass déi Foto net do ass, esou dass dat Vorher-Nachher mat mir net noutwendeg war.

(Interruption)

Ech wollt op e puer Punkten agoen, déi hei awer ervirgestrach gi sinn, an nach eng Kéier kloer ënnersträichen, dass fir mech et dräi, vläicht véier Beräicher gëtt, déi wichteg sinn an op déi ech mech och wäert achséieren. Dir sot mir: „Mir mierken nach net genuch dovunner." Dat eent ass awer de Schoulsport, well do alles ugeet, well do d'Basis geschafe gëtt vun deem, wat soll geschéien.

Et ass net fir näischt, an ech kommen awer nach op e puer Elementer zréck, dass mer och elo am Gesetz déi Éducation précoce, iwwert déi mer awer hei e bësse locker driwwer ewech ginn, dass do festgeschriwwe gëtt, dass mer eng Aufgab hunn, déi sou fréi wéi méiglech muss ufänken. Nämlech déi, déi Bewegungsméiglechkeeten de Kanner ze ginn, déi hinnen op anere Plaze feelen. A maacht lech näischt vir, och wa mer dat maachen, da brénge mer knapps fäerdeg dat ze redresséieren, wat se verluer hunn, doduerch dass se haut net déi Méiglechkeeten hunn, déi mir alleguerten haten, wéi mer jonk waren.

Dass dobäi Spaass muss entstoen, ass essentiel. Well mir kënnen net méi dekretéieren, dass ee weiderhi Bewegung mécht, dass ee weiderhi Sport mécht, dass ee Spëtzesport oder Leeschtungssport mécht. Mir kënnen em just Spaass ginn. An ech mengen et war d'Françoise Hetto, wat gesot huet: Et ass wichteg, dass déi Leit dobäi sinn, dass se eppes maachen.

Dat ass ass dat wat mer musse fäerdeg bréngen, nämlech dass se duerno weiderfueren. An eis Gesellschaft ass nun eben esou opgebaut, dass vill, loosse mer soe Vakanzen, vill Loisirë ronderëm de Sport dréinen. Wann een do beispillsweis net ka schwammen, dann ass een ausgeschloss vun enger ganzer Rei Aktivitéiten, déi nun ebe stattfannen, wou d'Schwammen d'Basis ass.

An Dir dierft net vergiessen, dass do ronderëm dee Breedesport, vu Schoulsport eriwwer op Breedesport, dass do och ganz villes entstanen ass, wat mëttlerweil eng wirtschaftlech Aktivitéit duerstellt.

A schlussendlech ass de Leeschtungssport, an ech loosse mer dat net vermiesen, trotzdeem och fir eis ënnerstëtzenswäert. Ënnerstëtzenswäert aus deene Schwaachpunkten, déi ech virdrun unhand vun engem Beispill gewisen hunn, mä awer och well et d'Lokomotiv ass. Et ass d'Lokomotiv, fir dass aner Leit och dat do maachen. Déi beschte Reklamm ass sonder Zweifel, wa mer gutt Leeschtungssportler hunn. Besonnesch an eenzelne Sportaarte gesäit een, dass dann automatesch och vill Leit an déi Richtung ginn.

Ee Wuert zum Stellewäert, Här President. De Stellewäert ass net dee vum Sport hei am Lëtzebuerger Land, trotz ville gudden Interventiounen, déi ech haut héieren hunn hei. Ech mengen, en ass gepräegt duerch keng Polemik an duerch wierklech déif gräifend gutt argumentéiert Rieden, mä de Problem ass, dass dat dobausse vläicht a Sonndesriede ganz oft esou gesot gëtt, mä wann et drop ukënnt - an am Schoulsport hu mer et heiansdo gesinn -, da sinn aner Saachen op eemol méi wichteg. An et ass richteg, wa mer an enger Zäit liewen, wou mer soen, iwwert de Lissabon-Prozess hu mer eis eng ganz Rei Aufgabe ginn, dann ass de Sport vläicht net déi allerieweschte Prioritéit.

Mä wa mer e vernoléissegen, bezuele mer et iergendwann, an dat sinn ech sécher, ganz deier. An ech hoffen, dass dee Stellewäert, deen ech awer gehofft hat, an nächster Zäit kënnen ze verbesseren, duerch d'Aart a Weis, wéi mer och d'Sportspolitik gestalten, dass dee kéint besser ginn.

Ech hat och gehofft, deen Traité iwwert dee mer glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg zumindest eis positiv ausgedréckt hunn, dass mer iwwert dee Wee och de Stellewäert vum Sport kéinten hiewen. Et ass net ze vergiessen, dass den Artikel 282 do endlech de Sport als eegestännege Beräich consacréiert, an net als Unhängsel an Annexe vun iergendengem anere Beräich. Vill Leit hunn dat vergiess. Vill Leit hunn net dorunner geduecht.

Letztendlech hänkt et och dovun of, ob een erkläert kritt, dass dee Stellewäert mëttlerweil och en ekonomesche Stellewäert huet. Dat ass net nëmme well d'Saache sech professionaliséieren, mä well ronderëm de Sport eng ganz Rei Beruffer entstane sinn, induzéiert de Sport jo eng ganz Rei Aktivitéiten, déi haut gréisser Ausmoossen hunn. Well ech muss Iech soen, ech weess net ob ee Robinson Club oder Club Méditerranée, ob een dat an den Hotelsberäich eriwwer muss maachen oder ob een dat net zum Beräich Sportsaktivitéite muss zielen, well dat eent ouni dat anert géing mat Sécherheet net fonctionnéieren.

Dann ee Wuert, Här President, zur Fro: Hätt ee solle méi wäit goen hei an deem Gesetz? Ech hu verstanen, dass den Här Kox gemengt huet, éischtens dat Gesetz wier an deem Mooss net esou noutwendeg an zweetens wann, da misst ee vläicht méi incisiv Elementer dran erëmfannen.

Sécherlech schreiwe mer hei haaptsächlech déi Punkte fest um Niveau Autonomie, déi gefrot sinn. Ech hat verstanen, an ech wollt dat net grondleeënd ëmänneren, well et och meng Iwwerzeegung ass, dass d'Sportspolitik vu Säite vun der Regierung an och vun den Autoritéiten op lokalem Plang soll komplementar sinn, baséierend op dem Subsidiaritéitsprinzip. Mir hunn ee grousse Partner do, deen och representativ ass, dat ass de COSL, an dee wollte mer och hei iwwert dat Gesetz consacréieren, op déi do Aart a Weis.

An ech ginn Iech ee Beispill: Beim leschte Kongress vum Handball war op eemol ze liesen an deenen hirem Rapport, ech hätt gesot, déi missten obligatoresch een Nationaltrainer kréien. Ma ech denken am Dram net drun, hinnen dat ze soen. Dat steet an hirem Rapport. Wat ech awer gesot hunn ass: Wann der gär bénéficiéiert vu Mesures spéciales, an déi Mesures spéciales sinn opgebaut op eng Nationaléquipe, da musst der och eng Nationaléquipe hunn, ergo en Nationaltrainer, deen iwwert d'ganzt Joer schafft, an net een, deen nëmme véier Wochen hei an nach eng Kéier zwou Wochen do eppes mécht.

Dat muss een dann esou gesinn an dozou stinn ech. Ech wëll also hinnen net soen, dass se dat musse maachen - dat ass e gutt Beispill fir ze illustréieren -, mä op där anerer Säit soen ech, d'Mesures promotionnelles, déi hänken awer drun, ob dee Cadre A, ob déi Nationaléquipe och funktiounsfäeg ass an deementspriechend och organiséiert ass. A wann dat a mengen Aen nëmmen ze erreechen ass iwwert den Nationaltrainer, da muss d'Federatioun selwer décidéieren, ob se een Nationaltrainer astellt an ob se dee ganz astellt, an dee Moment kritt si e subsidiéiert wéi anerer och, zu deem Tarif, deen do virgesinn ass.

Ech hale mech do eraus, ob se et maachen oder net, sou wéi ech mech och eraushale mat de Resultater, déi heiansdo dobäi erauskommen. De Sportsminister ass och weiderhin net responsabel fir d'Resultater, déi bei där enger oder anerer Federatioun erauskommen.

Wat d'Gemengen ubelaangt, fir déi ze berouegen, déi vläicht op dee Gedanke géinge kommen, besonnesch haut. Ech muss soen, déi Gemengen, déi déi Aufgaben hunn, et ass hei gefrot ginn: „Jo, wat hutt Der da wëlles?", ech mengen et war d'Madame Flesch: „Wat wëllt Der da genau domadder maachen?"

(Interruption)

Jo, jo. Ech muss éierlech soen, Madame Flesch, deen do Passus kënnt jo net vu mir. Ech wollt jo net dat Gesetz hei nach grondleeënd ëmänneren. Ech hunn dat Gesetz geholl, esou wéi et ausgeschafft ginn ass vun der Madame Brasseur, well ech dat e gudde Fong fonnt hunn, an ech hat kee Grond fir mech dorunner reiwen ze goen. Ech hu mer näischt drënner virgestallt direkt, mä ech war awer d'accord mat deem wat d'Madame Brasseur an deen Text do erageschriwwen huet.

Ech muss allerdéngs soen, a mir haten déi Diskussioun um Rand mat Momenter, d'Gemengen hunn och eng Aufgab heiranner. Wa mir soen, de Sport ass wuel fräi, mä mir wëssen awer, dass mer et deier bezuelen, wa mer et net fäerdeg bréngen déi sportlech Aktivitéiten, haaptsächlech am Breedesport, oprechtzëerhalen, da soen ech, dann huet de Stat do eng Aufgab, an domat d'Regierung, mä dann huet d'Gemeng awer och eng. Well do kënne mer net ufänken ze soen, jo wann der gär hätt, dass mer eppes maachen, da musst der eis subsidiéieren dofir.

Do huet eng Gemeng, an do sinn ech awer formell, och eng eegen, ureegen Aufgab fir dofir ze suergen, dass dat do méiglech ass an dass si iwwert dee Wee och d'Gesondheet vun hire Leit am A behält. Well ech hunn Iech gesot, dat do bezuele mer eng Kéier ganz deier muer an de Krankekeesen, an dat gesi mer am Moment kommen. Ech kommen nach op déi Etüd zréck.

An da schlussendlech wollt ech soen, dass et e véierte Beräich gëtt, beispillsweis och fir ze weisen, dass ech net nëmme mech mat Leeschtungssportler ausenaner setzen, a fir och ze weisen, wéi een d'Autonomie léisst an awer kann awierken. Ech hu festgestallt, dass et am Handicapéierteberäich ee Grupp gëtt, dee ganz aktiv ass, gutt funktionéiert; do wäert ech mech och mat Sécherheet net amëschen. Et gëtt een anere Grupp, dee funktionéiert am Moment guer net, sou dass den Handicapéiertesport op deem Beräich flaachläit.

Do geschitt guer näischt. Ech hunn do Initiative geholl. Ech hunn eng Fra, d'Ginette Krings, genannt, déi am Fong geholl mäi Représentant e bëssen an deem Milieu soll sinn. Eng Fra, déi och do eng Kompetenz huet an och do scho bekannt ass. A si soll mer e bëssen hëllefen an Ureegung ginn. A si ass déi Fra, déi ech identifizéiert hunn, fir déi Ureegunge bei mech weiderzereechen, déi mer kënne maachen. Ech wäert am September mat Propositiounen erauskommen an deem dote Beräich.

Dat weist, wann eng Kéier iergendwou eppes ass, wat ech essenziel a wichteg fannen, dass ech dann agräifen, doduerch dass ech probéieren Initiativen ze huelen. Ech wäert net selwer déi Federatioun als Sportsminister erëm eng Kéier op d'Bee bréngen. Mä ech wäert probéieren, dass awer ee sech drëm bekëmmert, dass een aneren dat erëm eng Kéier mécht. Sou gesinn ech de Rôle vum Sport. An ech wäert och an de Budget spe-

ziell Kreditter abauen, fir hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir eppes unzeleieren, an duerno muss et erëm vum selwe rullen. Sou gesitt Dir op alle Fall, wéi deen aktuelle Sportsminister déi do Aarbecht gesäit.

Well et ass gesot ginn, dass mer besser - normalerweis a Gesetzer, ech mengen ech hunn der genuch erlieft, ech war 15 Joer hei - méi normativ Elementer hätten. Ech mengen den Alex Bodry huet wierklech excellent gewisen, firwat dat nu wierklech hei an dësem Fall schwiereg ass.

Madame Flesch, ech ka mer net virstellen, wann dat eent d'Basis ass, Autonomie, komplementar, subsidiaresch, an ech wollt datselwecht och dem Henri Kox soen, dass een da vill normativ Elementer dra mécht.

Well normativ Elementer sinn déi, déi si contraignant. Déi sinn herno déi, déi imposéieren. Wann een dat net wëllt, dann ass d'Konsequenz déi, dass een dat och an deem Mooss net kann abauen.

Mir hunn et agebaut op e puer Plazen, wéi notamment wat den Doping an haaptsächlech d'Liwwerung vun Dopingselementer ubelaangt. Jo, do si mer ganz contraignant. Mir waren op een, zwee aner Punkten et och, wou et mengen ech vertrietbar ass. Mä ech menge fir méi wäit ze goen, do ännert een total d'Philosophie an der Zesummenaarbecht mat de Sportsverbänn, mat de Sportsautoritéiten, déi et par ailleurs ginn, an dat war u sech net mäin Optrag, deen ech mer ginn hat.

Dat Gesetz ass noutwendeg - fir déi, déi dorunner zweifelen -, well ech soen Iech, et ass éischtens net méi zäitgemäss, dat vu '76. Ech kennen et, wéi gesot, gutt; d'Madame Flesch kennt et vläicht nach besser. Mä mir hu just iwwert d'Arméigesetz bis elo eppes gemaach. Fir de Recht hu mer eng Rei Saachen agefouert, déi gutt waren, mä déi net déi Basis hunn, dass d'finanziell Ënnerstëtzung och mol kann iwwer ee Gesetz ofgeséchert sinn. D'Héicht ass selbstverständlech net ofgeséchert, mä awer de Prinzip ass domadder emol unerkannt.

Da war ee wichtege Punkt, wann ech richteg verstanen hunn, dee vum Bénévolat, wou den Alex Bodry schonn eng ganz Rei Äntwerte ginn huet, an och den Här Haupert huet gewisen, firwat dass mer am steierleche Beräich nun décemment et net kënne maachen. Ech mengen do sinn nach aner Elementer, déi mat eraspillen, et kann een dat net begrenzt just op een Deel bezéien.

Ech muss Iech soen, ech war ëmmer dergéint fir fiskalesch Mesuren ze huelen, fir de Bénévolat ze ënnerstëtzen, well Dir musst wëssen, dass 40% - et sinn der muer vläicht 45 oder 35, mä an der Moyenne 40% - vun de Leit iwwerhaapt keng Steiere bezuelen. Da rechnen ech nach net déi, déi der net vill bezuelen. Wann een net vill Steiere bezilt, kann een och net vill vun Abattementer hunn. Also ass dat eng Mesure, déi déi meescht Leit net betrëfft.

Si ass menger Meenung no net gutt, well se nëmmen dann op de Sport bezu wier an aner Associatioune kéimen direkt hannendrun. An et ass souwisou eng Iwwerbelaaschtung vun eisem Steierrecht. Ech hätt léiwer mir géingen eis aner Saachen afale loossen, an duerfir, Här Jaerling, wollt ech Iech soen, dass ech déi Motioun, déi Der hei hutt, mam beschte Wëllen an där Form net unhuele kann, och wann ech vill Saachen hei kann akzeptéieren. Also ech hu kee Problem och, ech wëll net soen, ech géing der Chamber recommandéieren Neen ze soen. Hei si Saachen dran, déi si gutt, mä déi iwwersteigen awer meng Kompetenzen, Här Jaerling.

Wann ech hei gesinn, den associativë Secteur ass legitime Gespréichspartner, da froen ech: Wien ass dat dann, deen associativë Secteur? Wann Dir mer sot, d'Förderung vum Volontariat, dat geet largement iwwer meng Kompetenzen eraus, dat geet an de Sozialberäich, an de kulturelle Beräich.

Wat ech Iech also ka virschloen, Här Jaerling, dat ass, dass mer déi Motioun do mat an d'Regierung huelen, well hei sinn awer masseg Dispositiounen, wou de Sportsminister sech net umiesst ze soen, ech huelen un oder ech huelen net un. Wann Dir also domat d'accord sidd, da géing ech einfach froen, ob ech se dierf mat an d'Regierung huelen, well e Congé associatif décidéieren ech jo net haut de Mëtteg hei beim Mikro, och wann ech Loscht hätt dat ze maachen, mä dat ass net a menger Kompetenz. Wann Dir also domat d'accord wiert, géing ech dann an deem Moment se mat…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Jaerling?

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Selbstverständlech!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här Minister, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass dat do eng Motioun ass, déi d'LSAP, wéi se nach an der Oppositioun war, hei eraginn huet.

(Interruption)

Da misst Der awer och dem Här Bodry säin Avis froen, well et ass nämlech eng Motioun vun him, déi ech just op Lëtzebuergesch iwwersat hunn,…

(Interruptions diverses)

…an ech wollt Iech nach eng Kéier d'Méiglechkeet ginn, fir se elo, wou Dir an der Regierung sidd, dann awer hei an d'Realitéit ëmzesetzen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Jaerling, wéi war dann elo Är Fro? Dir hat d'Wuert gefrot, fir eng Fro ze stellen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Här President, ech ginn him eng Äntwert op eng Fro, déi en net gestallt huet. Ech soen Iech ganz einfach, Dir hutt mech jo héieren, ech ginn net Nee soen, well ech dat hei…

(Interruption)

Ech hu jo net Nee gesot zu deem doten, ech wousst dat do emol net méi. Mäin Erënnerungsverméigen ass net esou grouss, an ech sinn och net esou schlecht un esou eppes ze denken, wéi Dir.

(Interruptions)

Mä ech hu jo gesot, et sinn awer Saachen, déi stinn net am Regierungsprogramm. Sti se net am Regierungsprogramm, da kann ech dat net hei maachen - och wann et engem an der Regierung heiansdo kribbelt fir selwer Décisiounen einfach ze huelen. Duerfir hunn ech Iech proposéiert, ech huelen se mat an d'Regierung an dann diskutéiere mer doriwwer.

(Interruption)

Wat de Bénévolat ubelaangt, muss ech Iech soen, dat Dokument vum COSL, wat excellent ass, ass ugesprach ginn, mä ech hunn op eenzelne Punkten nach net méi Saachen eraginn. Dat huet zum Deel mat deem ze dinn, wat ech dem Här Jaerling elo gesot hunn. Do sinn aner Gruppéierungen och betraff. Mä ech muss Iech soen, dat gëllt och fir déi Gruppéierungen, déi déi Saache froen. Mä hei am Besonneschen och wat de COSL freet.

Do gi beispillsweis steierlech Avantagë fir Federatiounen a fir Clibb gefrot. Dat hu mer haut schonn! D'Fro ass: Hu mir dat Instrument iwwerhaapt ëmmer gebraucht? Huet d'Keelefederatioun, där Dir virgestanen hutt, huet déi dat Instrument vun de steierlechen Ofschreiwungen an deem Mooss gebraucht? Sot mir dat, Här Jaerling, an da sinn ech domat d'accord fir doriwwer ze schwätzen.

Mir hunn haut eng ganz Rei Hëllefsstellungen, déi méiglech sinn an déi haut A.s.b.l.en zoukommen. Déi meescht vun de Federatioune mussen a sinn och alleguerten A.s.b.l.en. D'A.s.b.l.en hunn eng ganz Rei Avantagen, déi se kënnten ausspillen. Ech stelle fest, dass dat an deem Mooss bis elo net geschitt ass. Dat gëllt garantéiert och fir Är.

Huele mer de Congé-éducation als Beispill, anstatt elo erëm en neie Congé hannendrun ze hänken. Dee Congé-éducation, ass deen esou ausgenotzt ginn, wéi e bis elo auszenotze war? Ech woen et ze bezweifelen. Et geet also drëm, besser ze kucken dat ze gebrauchen, wat haut do ass, anstatt vill Neies derbäizemaachen.

Wat d'Versécherungen, wat de Bénévolat ubelaangt, wëll ech der Madame Hetto soen, déi sech do ganz vill Suerge mécht:

Éischtens, dat ass e ganz allgemenge Prinzip. Ech hätt net gär, wa mer géingen d'Leit hei op d'Iddi bréngen, dass se bei allem wat se maachen, och am Loisirsberäich, ofgeséchert si bis un d'Liewensenn. Ech muss soen, e bësse muss an deem Land hei nach geschéien, ouni dass een d'Fro stellt vun der Ofsécherung! Well soss si mer vir bäi an hanne widder. Also wa mer elo jiddferee bis op d'Allerlescht mussen ofsécheren, dat ass einfach e Prinzip, et huet näischt mam Sport ze dinn, dat ass eppes wat ech perséinlech muss lassginn: Ech fannen, dass mer ze vill a Watt apaken an net méi déi eege Responsabilitéit nach selwer spille loossen.

Mä fir de Rescht, Madame Hetto, versécheren ech Iech eent: Meng Mataarbechter sinn amgaangen, d'Diskussioun mat där Assurance ze féieren, an där mir sinn, fir dass sech déi Ausbesserungen a Verbesserungen, déi do virgesi sinn, exakt wäerten applizéieren, fir déi dote Leit wéi fir all déi aner Leit, déi haut schonn ënnert déi Versécherungsbestëmmunge falen. Exakt déiselwecht, do gëtt et keng Diskriminatioun, weder positiver nach negativer Natur.

Dir kënnt Iech net virstellen, dass mer awer fir déi Leit, déi net lizenzéiert sinn an nëmmen heiansdo fueren, op eemol eppes ganz aneschters maache wéi dat, wat mer fir déi Leit, déi Joer an Dag aktiv sinn, maachen. Mir probéiere genau datselwecht fir déi ze maachen, an duerfir ass et och am selwechten Abschnitt wou et ass.

Ee Wuert zum Doping. Beim Doping hunn ech ëmmer gesot - mä och meng Virgängerin huet dat gesot - Toleranz zéro. Ech fuere mat deem weider wat si engagéiert huet. Do trennt eis iwwerhaapt guer näischt, wéi an eenzelnen anere Punkte selbstverständlech och net. Mä hei hu mer säit kuerzem eng eegen Agence, an duerfir war et och gutt, dass mer net drageschriwwen hunn, dass et dee Comité sollt sinn, well mir hunn eng Agence misse grënnen opgrond vun eiser Zesummenaarbecht mat der internationaler Agence, déi zu Montréal ass. Mir hu se Alad genannt, et ass d'Agence luxembourgeoise antidopage. Duerfir kënne mer esou eppes net aschreiwen. Mir stinn dozou, dass ee ganz anere Wand am Dopingberäich, am Antidopingberäich - komm, mir maachen et esou - am Moment amgaangen ass opzekommen.

Am Oktober wäerte mer eng Konventioun unhuelen zu Paräis bei der UNESCO, déi da sämtlech Länner liéiert, déi Konventioun, déi aus der WADA, dat haut déi international Agentur ass, kënnt. Dat Instrument plus de Code, deen Antidopingcode, deen dorunner hänkt, mécht och dann d'Applikatioun an alle Länner, wou et also tëschent dem privat organiséierte Sport, där Antidopingagence an de Regierungen zu enger Zesummenaarbecht kënnt an enger mutueller Unerkennung vun den Dispositiounen. Dat gëtt e risege Fortschrëtt, menger Meenung no.

Den Här Haupert huet sech Suerge gemaach iwwer eng Federatioun haaptsächlech, déi do nach en Alleingang gemaach huet. Ech hunn et net dobäi belooss, dass ech eng Kritik ausgesprach hunn, ech hu se och hei empfaangen, hu mer dat ugehéiert, hu fonnt, dass se op engem Punkt Recht haten, op zéng anerer net, hunn hinne proposéiert, déi zéng aner Punkte falen ze loossen, an op deem enge géing ech probéiere mat der WADA ze verhandelen. Ech waarden op d'Resultat.

Op alle Fall huet d'FIFA meng Mediatiounsproposen ugeholl, déi ech hinne sengerzäit hei gemaach hat, an ech hoffen, dass dat zu engem gudden Enn gefouert gëtt. Ech waarden nach op d'Äntwerte souwuel vum Här Rogge wéi och vum Här Pound a kucken an hoffen, wéi gesot, dass domat da Schluss ass.

Ee Wuert zum Här Jaerling senge Kritiken un den Aarbechtskontrakter. Här Jaerling, ech ka mer net virstellen, dass et Iech virschwieft, dass elo alles texto am Sport esou ugewannt gëtt. Ech hat gemengt, eng Spezifissitéit am Sport kënnt et ginn. Wéinstens eng Rei Saachen. Et gëtt een, deen d'Exception sportive schonn eng Kéier als Journalist préconiséiert huet. Ech nennen et Spezifissitéit.

Ech ginn Iech e Beispill. Wa mer dat do applizéiere bei den Traineren, déi e Salariésstatut dann hunn, da kréie se emol all Sonndeg wou se op den Terrain gi 70%. Dat ass de Minimum, dee se nämlech méi kréien. D'Feierdeeg kréie se dann 100%! Kënnt Der Iech virstellen, dass dat do fonctionnéiert? Dat kann net fonctionnéieren! An all Spiller, deen e Kontrakt huet, géing dann och dodrënner falen, vu dass mer vun déterminé an non déterminé schwätzen. Dat géing op all déi aner…

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- An d'Contrats à durée déterminée och, Här Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Majo! Ech weess…

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Et gëtt keng Exceptioun.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Ech weess dat. Mä ech soen Iech, et gëtt eng Rei Spezifissitéiten doranner, a wann Der déi net wëllt unerkennen, dann ass dat Äert gutt Recht, mä erkläert awer dann de Federatiounen, wa se owes erausginn, da mussen se jo och extra Zäiten hunn. Ech huelen un, dass dann och an den Aarbechtskontrakt drastoe kënnt, bis wéini dass se ze schaffen hunn. Ech géing awer gär deen Aarbechtskontrakt op där doter Dispositioun gesinn, sou dass ech mengen, dass dat hei schonn eng gutt Regelung ass, dass mer déi eng oder aner Spezifissitéit hei agebaut hunn.

A gleeft mer et, bei der Astellungspolitik, déi relativ restriktiv wäert sinn, wäerte mer eis un den Definitioune vum COSL orientéieren, an et deet mer Leed, do si keng Parteikaarte gewënscht. Hutt Dir de COSL am Verdacht, dass hie Propositioune wäert maache mat Parteikaarten?

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Neen, neen, neen! Ech hunn déi Richteg am Verdacht!

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Jo, jo, jo! Ben, ech hunn e bëssen d'Impressioun, dass Der Är Chancëgläichheetspunkten op deem doten op alle Fall falsch ubruecht hutt.

Ech wëll dann e Wuert zu den Infrastrukture soen. Et ass richteg, mir hunn am Infrastrukturprogramm fir de Vëlo eng Pist virgesinn, déi mer mat engem Partner wäerte maachen. Do sollen och souwuel d'Keele wéi de Pétanque berücksichtegt ginn. Den INS gëtt ausgebaut. Dee gëtt elo ugefaangen. Lëlz gëtt ganz frësch gemaach do uewen, an et gëtt och eng nei Maison des Sports erausgesicht. Ech kann Iech awer och soen, dass an nächster Zäit um Niveau vun den Infrastrukturen doudsécher Aménagement-du-territoires-Aspekter wäerte mat eraspillen.

Ee Wuert dann zu der Madame Flesch hirer Fro, fir de Schoulsport méi viabel ze maachen. Dat, wat ech do wëlles hunn, méi viabel ze maachen, dat ass…

(Interruption)

Wéi?

Une voix.- Vivabel steet do!

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Jo! Ech hat net gesot, ech géing dann einfach der Madame Delvaux virschloen, si soll erëm dräi Stonnen aféieren. Dat wier dat Einfachst, wat ech kënnt maachen. Mir hunn eis zesummegesat a mir hunn doriwwer geschwat. An ech soen Iech, Dir wäert net elo ongedëlleg ginn, wann ech Iech soen, dass am September, Oktober Proposë vu Säite vun der Madame Delvaux, vum Här Di Bartolomeo a vu mir selwer wäerte kommen, déi an eng Richtung wäerten zéien. Do wäerte vill ganz flott a ganz vill Neierungen dra sinn, an ech géing Iech also just bieden nach vläicht eng Zäit ze waarden. Ech wëll nach eng Rei Diskussiounen ofwaarden.

A wat déi Complicitéit betrëfft, déi Der dann nach eng Kéier ugeschwat hutt: Tëschent eis zwee besteet eng grouss Complicitéit. Ech hoffen, dass zwëschent der Madame Brasseur an hir selwer och eng grouss Complicitéit sengerzäit bestanen huet.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech hat ni e Problem mat mir selwer, Här Minister. Och haut net!

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Ah bon! Ech huelen och un, dass Dir eng grouss Complicitéit mat Iech selwer hat. Da vergläiche mer, wat an deem engen an an deem anere Beräich erauskomm ass.

Dir hutt Recht dobäi gehat - ech mengen, et war den Här Kox, deen drop higewisen huet -, dass d'Fro vum Parascolaire ganz wichteg ass. An ech wollt der Madame Delvaux souwisou eppes virschloen.

Madame Delvaux - Dir waart net hei -, hei sinn zwou Motiounen, déi ech awer wollt an d'Kommissioun verweisen, fir dass Dir Iech kéint dozou ausdrécken, well ech d'Impressioun hunn, dass se sech éischter un Iech riichten an ech net wëll op Är Platebanden trëppelen.

Op alle Fall sinn ech total mat Iech d'accord, dass, och wa mer dat Bescht an der Schoul organiséieren, wa mer net d'Bréck fäerdeg bréngen, dass se dann a privat organiséierte Sportaarten oder Veräiner herno schaffen - an do kënnt souwuel déi Neigestaltung vun der Schoul wéi och d'LASEL, d'LASEP eng Roll spillen -, ech mengen, dann hu mer versot.

Wéi gesot, dat dote sinn e puer Elementer. Ech kënnt och op d'Rechercheelementer agoen, déi ech, wat de Sport ubelaangt, och hei wëlles hunn eranzebréngen. Ech loosse mer dat awer fir eng aner Kéier a soen Iech Merci, dass Der alleguerten esou positiv, mat enger Ausnahm, Iech ausgedréckt hutt

zu deem Sportsgesetz. Dat Gesetz fannen ech noutwendeg. Et ass fir mech elo mëttlerweil erëm eng Kéier méi wéi zäitgeméiss. Ech mengen och, dass d'Sportswelt gréisser Avantagen dovunner huet, awer net nëmmen d'Leeschtungssportler, mä d'Leit alleguerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4766 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiouns.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marco Schank), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Emile Calmes), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Här Jaerling, wëllt Dir Är Abstentiouns begrënnen?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech hunn dat ausreechend gemaach, Här President.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Voilà, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

Pardon, et sinn nach Motiounen do. Fir d'éischt komme mer zur Motioun Nummer 1, déposéiert vum Här Henri Kox. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Interruptions diverses)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, majo den Här Minister huet proposéiert, dass déi zwou Motioune sollten an d'Kommissioun vun der Educatioun kommen. Ech géif dat dann akzeptéieren a mengen, dass mer dann do nach eng Kéier drop zréckkommen.

M. le Président.- Bon, da ginn déi zwou Motiounen, déi vum Här Kox déposéiert gi sinn, an d'Educatiounskommissioun verwisen.

Vun der Motioun vum Här Jaerling huet den Här Minister gesot, dass hien déi wëllt mat an d'Regierung huelen. Normalerweis verweise mer d'Motiounen an d'Kommissiounen. Mä wa mer dës elo an d'Regierung verweisen, dann denken ech, dass een dat ka maachen, mä et misst een awer och wëssen, dass se dann awer eng Kéier erëmkënnt.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports.*- Här President, Dir kënnt awer verstoen, dass sech hei eng Rei Froe stellen, déi queesch duerch e puer Ministèrë ginn.

M. le Président.- Här Minister, mir hunn Är Explikatiounen héieren; mir verstinn déi och. Ech froe just den Här Jaerling, ob hien d'accord ass, datt mer déi Motioun hei elo mol un d'Regierung verweisen, wann d'Regierung eis versprécht, dass se deemnächst eng Kéier erëmkënnt.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech mengen, et ass eng ganz nei Prozedur. Mir loossen eis mol iwwerraschen. Mä et ka jo awer da sinn, wann d'Regierung dann hir Décisioun geholl huet, dass mer dann eventuell eng Question avec débat dorauser maachen.

M. le Président.- Très bien. Da si mer eis och do eens. Den Här Minister Krecké mellt eis, wat d'Regierung iwwert dës Motioun délibéréiert huet.

Voilà, da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet 4513, enger Konventioun iwwert den Ëmweltschutz. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Rapporteur Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

2. 4513 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 25. Juni 1998 huet Lëtzebuerg zesumme mat 39 Staten déi sou genannten Aarhus-Konventioun ënnerschriwwen, dëst an der Persoun vum deemolegen Ëmweltminister Alex Bodry, dee sech speziell dofir op Aarhus an Dänemark déplacéiert huet.

(Interruptions)

Dëst Ofkommes geet vun der Iddi aus, datt mir méi Fortschrëtter am Ëmweltberäich kréien, wann d'Leit méi staark fir d'Ëmweltproblemer sensibiliséiert sinn a wann alleguerten d'Bierger d'Méiglechkeet kréien d'Ëmweltpolitik aktiv matzegestalten. Eng Grondiddi vun der Konventioun ass, dass all Mënsch e Recht drop huet an engem Environnement ze liewen, an deem hie sech wuel fillt an deen e Bäitrag zu senger Gesondheet leescht. Dat gëllt net nëmme fir d'Bierger vun haut, mä och fir déi Generatiounen, déi no eis kommen.

Nohaltegkeet ass ee Begréff, deen hautdësdags esou oft fir all Méigleches benotzt gëtt, dass e kaum nach eppes auszesoe schéngt. An dësem Kontext ass en awer genau richteg, well d'Aarhus-Konventioun eng nohalteg Ëmweltpolitik zum Zil huet.

Ëmweltschutz ass kee Luxus. All Mënsch brauch proppert Drénkwaasser, propper Loft, gesond Liewensmëttel an e Liewensraum, dee fräi ass vun Ëmweltgëfter. Trotzdeem setzt d'Politik oft aner Prioritéiten a stellt kuerzfristeg Interessen iwwer e konsequenten Ëmweltschutz, deen dofir suergt, dass eis Kanner a Kanneskanner genausou selbstverständlech kënnen op vital, natierlech Ressourcen zréckgräifen, wéi mir dat maachen.

De Schutz vun der Ëmwelt geet jiddfereen eppes un, an d'Aarhus-Konventioun gesäit vir, dass alleguerten d'Bierger an deene Staten, déi se ënnerschriwwen hunn, e reellen Afloss op d'Ëmweltpolitik solle kréien. D'Signataire sollen dofir an dräi verschiddene Beräicher aktiv ginn an hire Bierger méi Rechter zougestoen.

Den éischte Volet betrëfft d'Informatioun. All Bierger soll en direkten Zougank zu Ëmweltinformatiounen hunn. De Stat huet d'Flicht dësen Accès zur Informatioun net nëmmen ze erméiglechen, mä aktiv ze förderen. Zwar gesäit d'Konventioun och Situatioune vir, an deenen de Stat d'Recht huet Informatioun zréckzebehalen, dës Fäll sollen awer d'Ausnahme sinn. D'Regel ass, dass de Stat schnell an ouni ëmständlech oder deier Prozeduren Ëmweltinformatiounen erausgëtt. Doriwwer eraus ass e gehalen, vu sech aus wichteg Informatiounen an dësem Beräich ze publizéieren, woubäi dem Internet eng wesentlech Roll zoukënnt.

En zweete Volet vun der Aarhus-Konventioun betrëfft d'Participatioun. D'Öffentlechkeet muss bei wichtegen Décisiounen, déi en Impakt op d'Ëmwelt hunn, vun Ufank u mat agebonne ginn. Dat betrëfft ënner anerem d'Genehmegungsprozeduren. Hei mussen d'Bierger vu vireran informéiert ginn an d'Méiglechkeet kréien aktiv um Entscheedungsprozess deelzehuelen. Dat heescht och, dass d'Délaië vun de Prozeduren esou festgesat sinn, dass dës Participatioun reell fonctionnéiert an net nëmmen um Pabeier besteet.

D'State verflichte sech iwwert d'Aarhus-Konventioun och hir Bierger ze encouragéieren sech ze engagéieren, wa politesch Konzepter, nei Gesetzer oder Reglementer ausgeschafft ginn, déi d'Ëmwelt betreffen.

Den drëtte Volet vun der Aarhus-Konventioun betrëfft den Accès zur Justiz. D'Bierger sollen d'Méiglechkeet kréie fir nei Rechter, déi aus dësem Accord entstinn, och anzekloen. Wann deemno eng Verwaltung sech weigert, d'Informatiounen erauszeginn, oder berechtegt Ufroen einfach ignoréiert, kann deen, deen d'Demande gemaach huet, viru Geriicht goen. Datselwecht gëllt wann d'Recht op Participatioun net berücksichtegt gëtt. Op dës Manéier soll séchergestallt ginn, dass déi Rechter, déi um Pabeier sou schéin ausgesinn, och an d'Realitéit kënnen ëmgesat ginn.

Ausserdeem sollen d'Bierger kënne viru Geriicht goen, wa Privatleit oder öffentlech Verwaltungen eppes maachen, wat géint dat bestehend Ëmweltrecht verstéisst.

Här President, Dir gesitt, dass d'Aarhus-Konventioun vill méi ass wéi een Ofkommes iwwert den Ëmweltschutz. Et ass en Accord deen d'Demokratie ënnerstëtzt; d'State verflichten sech am Ëmweltberäich transparent ze handelen an dem Bierger eng méiglechst grouss Participatioun zouzegestoen.

Demokratie, Transparenz, Rechenschaftsflicht vis-à-vis vun de Bierger a politesch Participatioun si Grondwäerter vun deenen d'Europäesch Unioun gedroe gëtt. Et ass deemno logesch, dass net nëmmen d'State vun der Europäescher Unioun, mä och d'EU selwer dës Konventioun ënnerschriwwen huet.

D'EU huet sech verflicht Direktiven auszeschaffen, déi sécherstelle sollen, dass d'Aarhus-Konventioun an all Memberstat ëmgesat gëtt. Onofhängeg vun der Tatsaach, dass Lëtzebuerg 1998 ënnerschriwwen huet, musse mir d'Grondsätz vun der Konventioun an eis national Gesetzgebung eranhuelen, souwéi déi entspriechend EU-Direktiven a Kraaft trieden. Et leien haut schonn dräi EU-Direktive vir, déi déi zwee éischt Voletë vun der Aarhus-Konventioun couvréieren. Eng véiert Proposition de directive iwwert den Accès zur Justiz gëtt am Moment diskutéiert.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Lëtzebuerg ass eent vun deene leschte Länner, dat d'Aarhus-Konventioun nach net ratifizéiert huet. Just Däitschland, Irland a Griichenland sinn am selwechte Fall wéi mir, woubäi d'Slowakei als eenzege vun deene 25 Memberstaten d'Aarhus-Konventioun nach net ënnerschriwwen huet.

Och wat d'Ëmsetze vun den EU-Direktiven ugeet, huet Lëtzebuerg e Retard. D'Direktiv 2003/4/EG, iwwert den Accès zur Informatioun hätt misse bis de 14. Februar 2005 ëmgesat ginn, d'Frist fir d'Direktiv 2003/35/EG iwwert d'Participatioun vun der Öffentlechkeet un den Décisiounen am Ëmweltberäich ass de 25. Juni 2005 ofgelaf. Am Réckstand si mir och fir d'Direktiv 2001/42/EG ëmzesetzen, déi am Kader vun der Espoo-Konventioun gemaach gouf. Bei dëser Direktiv steet zwar d'Evaluatioun vu Pläng a Programmer am Ëmweltberäich am Mëttelpunkt, mä et geet hei awer och ëm d'Informatioun an d'Participatioun vun de Bierger. Dës Direktiv hätte mir bis den 21. Juni 2004 missen an nationaalt Recht ëmsetzen.

Dat heescht, dass mir eis net endlos Zäit loosse kënne fir eis national Gesetzgebung ze adaptéieren, och wann dat konkret net ëmmer ganz einfach ass.

Här President, d'Aarhus-Konventioun ass wéi gesot de 25. Juni 1998 vum Kolleeg Alex Bodry als Ëmweltminister ënnerschriwwe ginn. De respektive Projet de loi ass de 26. Januar 1999 an der Chamber deponéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 14. November 2000 erstallt. De 7. Februar 2001 gouf de Kolleeg Emile Calmes als Rapporteur bestëmmt, an den 20. Mäerz 2002 huet d'Ëmweltkommissioun iwwert de Projet de loi debattéiert, ouni dem Dossier weider Suiten ze ginn.

An der aktueller Legislaturperiod hu mir als Ëmweltkommissioun d'Aarhus-Konventioun erëm op den Ordre du jour geholl an de 17. Januar 2005 mech als Rapporteur bestëmmt. De 7. Juli 2005 hu mir als Ëmweltkommissioun de Rapport zu dësem Projet de loi unanime ugeholl.

Eigentlech war et virgesinn, fir haut zesummen iwwer e weidere Projet de loi ofzestëmmen, deen d'Aarhus-Konventioun betrëfft. Niewent dem Projet de loi, deen Dir elo hei virleien hutt, ass dat de Projet de loi 5217 iwwert den Accès zur Ëmweltinformatioun, dee jo deen éischte Volet vun der Aarhus-Konventioun betrëfft.

Leider huet sech am leschte Moment nach ee Problem a Relatioun mat bestehende Gesetzer erginn, sou dass mir an der Kommissioun eestëmmeg beschloss hunn, de Rapport an enger nächster Sëtzung vun der Ëmweltkommissioun nach eng Kéier am Detail ze diskutéieren, an net einfach aus sou genanntem falschen Zäitdrock e Projet de loi hei an der Chamber stëmmen ze loossen, dee sech da ganz schnell als net richteg erweise kéint.

Trotzdeem verflichte mir eis déi lescht Detailer, déi de Projet de loi 5217 iwwert den Accès zur Ëmweltinformatioun betreffen, schnell ze regelen an dëse Projet och direkt am Hierscht virun d'Chamber ze bréngen.

Als Ëmweltkommissioun hu mir awer unanime dru festgehale fir haut schonn iwwert d'Ratifizéierung vun der Aarhus-Konventioun ofzestëmmen. Éischtens, wéi gesot, well d'Konventioun schonn zënter dem 30. Oktober 2001 a Kraaft ass a Lëtzebuerg souwisou schonn eent vun deene leschte Länner ass, dat se nach net ratifizéiert huet. An zweetens wëlle mir ee kloert Signal setzen, dass mir dës Konventioun eescht huelen an hir Ëmsetzung net wëllen esou laang wéi méiglech erausschieben; de politesche Wëlle géif dozou feelen anerefalls.

Dëst gouf och esou am Koalitiounsprogramm festgehalen: «Le Gouvernement accordera une priorité à la transposition à court terme en droit luxembourgeois de la convention d'Aarhus».

Dëst anzehale wäert net ëmmer ganz einfach sinn. Mir sinn eis an der Kommissioun bewosst, datt et sech net ëm eng vun deene ville politeschen Deklaratiounen handelt, an deenen iwwer éiergäizeg Ziler geschwat gëtt, wou a Wierklechkeet awer hannendrun net vill passéiert. Iwwer eisen Engagement an iwwer eis Verflichtungen, déi d'EU agaangen ass, si mir gehal an där nächster Zäit Neel mat Käpp ze maachen.

De Statsrot hat schonn a sengem Avis vum 14. November 2000 ënnerstrach, dass eenzel Veränerungen, déi d'Aarhus-Konventioun mat sech bréngt, fir Lëtzebuerg carrément revolutionär sinn. Et wäert net domat gedoe sinn, e puer Gesetzer nozebesseren an un d'EU-Recht unzepassen.

Mir wäerten eis ganz Approche am Ëmweltberäich mussen änneren, fir déi Form vu Participatioun kënnen ze erreechen, déi d'Konventioun virgesäit. Well déi Direktiv betrëfft jo net nëmmen Naturparken an Ëmweltprojeten, mä sämtlech Projeten, déi een Impakt op d'Ëmwelt hunn. Dat betrëfft d'Genehmegungsprozeduren an eis Bebauungspläng, wou mir jo an der Lescht gesinn hu wéi schwiereg et ka si fir an deem Beräich eng Reform duerchzezéien. Dat betrëfft awer och den Aménagement du territoire als Ganzt, wou dem Ëmweltschutz muss Rechnung gedroe ginn.

An der Praxis bréngt dat sécher Problemer mat sech. Gefrot ass deemno politesche Courage an e fermet Engagement. Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech soen, datt mir bereet sinn dës Erausfuerderung unzehuelen, well mer der Meenung sinn, dass et derwäert ass fir sech am Kader vun der Aarhus-Konventioun ze engagéieren.

Ënner Ëmstänn wäert et eng Zäit daueren, bis sämtlech Aspekter vun der Aarhus-Konventioun zu Lëtzebuerg zum Droe kommen. Mä wann et eng Kéier esou wäit ass, wäert Lëtzebuerg e Fortschrëtt gemaach hunn; ee Fortschrëtt am Sënn vu méi Demokratie, méi Transparenz a méi direkter Participatioun vun de Bierger. A virun allem e Fortschrëtt fir den Ëmweltschutz, deen ëmmer méi u Bedeitung gewënnt, wann een un d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft denkt a sech Gedanken iwwert d'Liewensqualitéit vun deene Generatioune mécht, déi no eis kommen.

Här President, am Numm vu menger Fraktioun wëll ech domat den Accord fir d'Ratifizéierung vun der Aarhus-Konventioun ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Madame Ministesch, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank, wéi ëm-

mer, muss ech dem Rapporteur, dem honorabele Roger Negri, Merci soe fir de schréftlechen an och de mëndleche Rapport zu der Aarhus-Konventioun. Vläicht direkt virausgeschéckt, dat ass e wichtegt Instrument, well se vun der UN-Wirtschaftskommissioun fir Europa, der UNECE, ausgeschafft ginn ass.

D'Aarhus-Konventioun konnt, no der Ratifikatioun vun dem 16. europäeschen ënnerzeechende Land, den 30. Oktober 2001 a Kraaft trieden. Heibäi handelt et sech ëm den éischte völkerrechtleche Vertrag, deen alle Persoune wäitgehend Rechter am Ëmweltschutz zougesteet. Den Zougang zu den Ëmweltinformatiounen ass eng eminent Viraussetzung, fir dass sech iwwerhaapt Mënsche mat an dee gesamte Meenungsbildungsprozess zu engem Projet mat Ëmweltimpakt abanne loossen.

Dat erlaabt natierlech och dann de Verwaltungen, de kommunalen an de staatlechen, hir Décisiounen ze huelen, an dat vill méi berouegt. Duerch d'Matënnerzeechnung duerch d'Europäesch Unioun kritt dës Konventioun awer grad haut am Globaliséierungsprozess vill méi eng grouss Bedeitung.

D'Konventioun selwer huet dräi Pilieren. Deen éischte Pilier soll dem Matbierger den Zougang zu den Informatiounen iwwer seng Ëmwelt erlaben, wat haut jo duerch déi modern Technologien zur Informatioun relativ einfach ass. Dozou gehéieren den Zoustand vun eise Liewensraim, de Liewensressourcen, de Kaméidi, d'Energiefroen, d'Gesetzer an d'Pläng zu Projeten.

Nei ass awer an där Konventioun, dass den Interesse fir eng Ëmweltinformatioun net begrënnt muss ginn. Jidder natierlech oder juristesch Persoun, eng ONG oder en Interessegrupp, déi sech an den Ëmweltschutz erabrénge wëllt, kann hei da Reglementer a Gesetzestexter agesinn a Froen dozou stellen. Den Délai fir eng Fro vum Bierger ze beäntwerten ass op ee Mount festgesat ginn, ausser et ass eng Fro, déi relativ komplex ass, da kann ee bis zu zwee Méint op seng Äntwert waarden. Dës Äntwert läit dann a schréftlecher oder elektronescher Form vir.

Wann eng Autoritéit awer net iwwert d'Informatioune verfügt, da ka se déi Ufro un eng aner Verwaltung weiderreechen, déi méi kompetent ass, an da kritt een awer seng Äntwert. Ënner bestëmmten Ëmstänn ka keng Äntwert op eng Fro geliwwert ginn, wann zum Beispill den Intérêt public priméiert oder wa Betribsgeheimnisser am Spill sinn. Dee Refus, dee muss awer da kloer begrënnt ginn. An et muss och drop higewise ginn, wellech juristesch Weeër an dësem Fall ageleet kënne ginn.

Den zweete Pilier ass méi interessant. Dee favoriséiert de Public, sech an den Décisiounsprozess eranzebréngen, a grad an deene Projete wou den Ëmweltimpakt ganz grouss ass. Vu grousser Importenz, an dat ass de revolutionäre Geescht vun där Konventioun, ass et, dass de Public opgeruff gëtt, vun Ufank un an den Décisioune vun de Prozedure matzemaachen, also ex ante. An dat ganz am Géigendeel vun haut, wou oft d'Bierger jo im Nachhinein zougelooss ginn, also ex post agebonne ginn.

An dësem Zesummespill läit déi grouss Innovatioun, déi sécherlech och bei eis am Land Répercussiounen op eis Gesetzgebung en matière vun der Ëmwelt wäert kréien. Ënner anerem kann an de Projete matdiskutéiert ginn, zum Beispill beim Bau vun enger Autobunn, Eisebunnstrassen, Héichspannungsleitungen, an der Offallwirtschaft oder awer am Aménagement du territoire.

Den drëtte Pilier leet dann d'Konditioune vum Accès zur Justiz fest an deene Fäll awer, wou en Demandeur fir eng Ëmweltinformatioun sech am Onrecht spiert, wou en also keng Äntwert op seng Froe konnt kréien. D'Reklamatiounen an d'Klorechter fir eenzel Persounen an Ëmweltverbänn ginn och an deene Fäll geregelt, wou d'Autoritéiten an hiren Décisioune géint d'national Gesetzgebung verstouss hätten. D'Haaptzil ass ganz eendeiteg: D'Öffentlechkeet muss e breeden Zougang zur Justiz kréien.

Et ass op enger vun de Konferenze vun der Aarhus-Konventioun gesot ginn, dës Dispositioun, notamment deen drëtte Pilier, mécht den Accès zur Justiz méi einfach. Et kënnt hei zu enger méi grousser Transparenz an doriwwer eraus dann zu enger Demokratisatioun vun den Décisiounsprozeduren. Dat gëllt besonnesch an deene Länner, déi d'Aarhus-Konventioun ënnerschriwwen hunn, a wou et mat de Mënscherechter net esou wäit hier ass wéi bei eis am Land.

Dës Konventioun bedeit och, dass d'Décisiounen am Beräich zum Beispill vum Kommodo-Inkommodo an engem neie Liicht musse gesi ginn. D'CSV-Fraktioun gesäit an der méiglecher Ëmsetzung vum drëtte Pilier, dee jo iergendwann da wäert kommen, awer e gewëssene Risiko, well an dësem Beräich d'Gesetz vum 10. August 1992 schonn den Droit d'agir virun der Justiz garantéiert. Hei muss mat der néideger Virsiicht geschafft ginn. Dat sot jo och de Statsrot a sengem Avis.

D'Aarhus-Konventioun kann awer och am Liicht gesi gi vun der Lissabon-Strategie. Do gëtt jo vum Opbau vun enger performanter Wëssensgesellschaft geschwat. A grad d'Wëssen an engem komplexen Thema wéi der Ëmwelt ass vun héijer Bedeitung.

An doriwwer eraus gewënnt d'Konventioun och Bedeitung an der Duerchsetzung vun den allgemenge Mënscherechter. Den honorabele Mill Calmes an ech hunn un der zweeter Aarhus-Konferenz zu Almaty a Kasachstan partizipéiert. Wann een do mat de Leit geschwat huet, dann huet ee festgestallt…

(Interruptions)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wéi hutt Der da mat deene geschwat? Kasachstanesch, oder wéi?

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Zum Beispill. Mir hunn dat gemaach. Mir hunn dat séier geléiert.

Do hu mer festgestallt, dat ass grad a Länner…

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Oberweis huet ganz eleng hei d'Wuert!

Une voix.- Ouh?

Une autre voix.- Mir kommen e bësse vum Sujet hei ewech.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech wollt just soen, dass mer mat de Leit geschwat hunn, an och an deene Länner, wéi z.B. de GUS-Staten ass d'Thema vun de Mënscherechter am Zesummenhang mat den Ëmweltiwwerleeungen een Haapthema. Mir gesinn also hei, d'Gesondheetsemfannen an d'Wuelbefanne vun de Mënschen ass ee vun deene wichtegen Elementer vun der Aarhus-Konventioun.

An deem Zesummenhang rappeléieren ech och wat de Generalsekretär vun der UNO, de Kofi Annan, gesot huet: „Dat aktiivt Engagement vun de Bierger ass d'Viraussetzung fir e bedeitende Fortschrëtt a Richtung vun der nohalteger Entwécklung."

Une voix.- Da sot, mir hätten dat och gesot.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- An déi kréie mer awer ereischt dann, wann een dee Volet an d'Schoul bréngt. D'Ausbildung an d'Weiderbildung kënnen hei vill leeschten. Dat ausgemaacht Zil an dëser laangfristeger Strategie läit awer eendeiteg an deem erhéichte Schutz vun eiser Ëmwelt, an do sécherlech och am Schutz vum Mënsch.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge kann ee sech awer froen, firwat da grad d'Ëmwelt als éischt Matière politique an d'partizipativ Demokratie gestallt ginn ass. Do muss ech e bësse méi wäit aushuelen.

Um Enn vun de 60er Joren huet sech an Europa e groussen, komplexen Thema gestallt, nämlech d'Bëschstierwen. A Skandinavien an an de Länner vum fréieren Ostblock hunn d'Bëscher dramatesch gelidden. Dat koum duerch d'Emissioun vum Kuelendioxid a Schwefeldioxid aus eise Géigenden. Fir dëse Problem deemools an de Gréff ze kréien am nach gedeelten Europa, ass dunn iwwert d'UNO versicht ginn, eng Léisung erbäizefëieren.

1979 konnt sech zu Genf op eng éischt Konventioun iwwert d'grenziwwerschreidend atmosphäresch Ëmweltbelaaschtunge gëeenegt ginn. Schonn zéng Joer méi spéit, wéi de Rido an Europa gefall ass, hu mer dann an enger éischter Operatioun, der sou genannter paneuropäescher Kooperatioun zum Schutz vun der Ëmwelt, weider verhandelt an aus deenen Iwwerleeungen eraus ass d'Konventioun vun Aarhus gebuer ginn. Mir gesinn also, dass e ganze Prozess duerchlaf ginn ass.

Wa mer haut dës Konventioun ratifizéieren, da gëtt et nach just dräi Länner, déi déi Aufgab net an der Europäescher Gemeinschaft gemaach hunn. Leider huet d'Slowakei se net ënnerschriwwen, a vläicht sollte mir d'Regierung opfuerderen oder froen, dass een d'Slowakei kënnt invitéieren, och matzemaachen. Well d'Slowakei genau wéi d'Tschechei si Länner, wou een dee Bëschschued nach gutt gesäit.

D'CSV-Fraktioun steet zu där Konventioun hei, an ech bréngen den Accord zu dësem Gesetzesprojet eran a soen da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, meng zwee Virriedner waren esou komplett, datt dat et mir erlaabt, dach relativ kuerz hei ze sinn. Ech wollt dem Rapporteur awer félicitéiere fir säi gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport, grad ewéi mengem Virriedner, deen dat nach komplettéiert huet, wat gefeelt huet.

Ech menge mam Fong vun där Aarhus-Konventioun si mer eis jo alleguer eens heibannen. Datt et ee Schrëtt zu méi Nohaltegkeet ass, ass ganz richteg, an et ass och richteg, datt een nieft dem wirtschaftleche Pilier an dem soziale Pilier och dem Ëmweltpilier am Sënn vun der Nohaltegkeet méi e grousst Gewiicht gëtt.

De Rapporteur huet drop higewisen, datt dat Gesetz hei scho virun der leschter Legislaturperiod déposéiert ginn ass, an datt mer an der leschter Ëmweltkommissioun net virukomm sinn, obschonn ech do Rapporteur war, bedéngt doduerch, datt juristesch Onsécherheete bestan hunn an datt d'Juristen aus dem Ëmweltministère eis da geroden hunn, virsiichteg hei virunzegoen an deem Sënn, datt mer solle versichen, gläichzäiteg eng europäesch an national Législatioun mat hei ëmzesetzen. Et geet ëm de sou genannten Effet direct oder net Effet direct.

Et muss een awer soen, datt mer deemools u sech Zäit hate fir dat ëmzesetzen, well wéi mer doriwwer diskutéiert hunn, war deemools just ee Land wat déi Konventioun ënnerschriwwen hat vun deene 25 europäesche Länner, et sinn der jo och an Zentral- an Osteuropa e ganze Koup Länner, déi dat hei ënnerschriwwen hunn, mä deemools war Dänemark dat eenzegt Land, wat déi Konventioun hei ënnerschriwwen hat an dofir ware mer net presséiert.

An der Zwëschenzäit ass d'Problematik déiselwecht; d'Fro vum Effet direct ass nach ëmmer gestallt, an d'Äntwerte sinn nach ëmmer ënnerschiddlech. An ech mengen, mir selwer waren eis jo och an der leschter Kommissiounssitzung nach net honnertprozenteg op alle Punkten eens, well soss hätte mer dat Gesetz iwwert den Accès à l'information, wat mer haut hätte solle mat hei stëmmen, jo net zréckgestallt, an net décidéiert am Hierscht drop zréckzekommen.

Méi komplizéiert gëtt et selbstverständlech, wa mer elo op d'Klorecht kommen, dem drëtte Volet vun dëser Konventioun hei. Mäi Virriedner huet jo schonn drop higewisen. Mä och do wäerten eis dann d'Zäit an d'Zukunft d'Äntwerte liweren.

An der Zwëschenzäit - an de Rapporteur huet et gesot - si mir bal dat eenzegt Land, wat déi Konventioun hei nach net ëmgesat huet, an dofir mengen ech, gëtt et awer Zäit dat ze maachen. Dofir wäert dann och eis Fraktioun deem Gesetz hei zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Calmes Merci. Als nächste Riedner ass elo den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi Gréng begréissen natierlech och, dass Lëtzebuerg dës Konventioun endlech - dat muss ech och soe wéi mäi Virriedner - an nationaalt Recht wäert ëmsetzen.

Mä eis als Gréng wonnert et awer och net därmoossen, dass mer esou spéit u sinn. Déi eenzel Regierungen zu Lëtzebuerg hu sech nach ëmmer schwéier gedoe bei dësem Thema. Si hu sech schwéier gedoe beim Recht op Informatioun fir d'Bierger an d'Biergerinnen an d'Ëmweltorganisatiounen. Si hu sech schwéier gedoen, fir deeneselwechte Leit an Organisatiounen e Matsproochrecht an deem Beräich ze ginn, an ech hunn haut jo confirméiert kritt, dass an deem Haus hei nach ëmmer ganz vill Leit sinn, déi sech och an Zukunft wäerte schwéier doen, fir d'Klorecht fir all dës Leit ze erweideren.

(Interruption)

Glift?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hutt Dir elo un e bestëmmten Exminister geduecht?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ënner anerem. Ech kommen nach op deen ze schwätzen. Hien ass jo ëmmer flott, fir Beispiller ze ginn. Nach jorzéngtelaang wäerte mer un deem kënnen zieren.

Här President, muss ech drun erënneren, dass 20 Joer - Dir hutt richteg héieren! - 20 Joer, nodeem déi éischt Impaktstudiendirektiv vun der EU hätt missen ëmgesat ginn, se zu Lëtzebuerg nach ëmmer net ëmgesat ass fir de Beräich Stroossen?

Ech weess net, ob déi méi jonk Kolleegen a Kolleeginnen, déi hei an deem Haus sëtzen, sech dees iwwerhaapt bewosst sinn, dass mer nach ëmmer net eng Direktiv vun der EU vun 1985 ëmgesat hunn!

Muss ech drun erënneren, dass d'Ëmweltschutzorganisatiounen zwar iwwer eenzel Gesetzer e gewësst Klorecht kritt hunn, fir sech als Partie civile ze constituéieren, mä dass se awer nach ëmmer net géint eenzel Autorisatioune kënne viru Geriicht zéien, mat der cocasser Situatioun, dass zum Beispill e Mouvement écologique konnt a Frankräich géint Cattenom kloen an an der Belsch géint den Ikea, dass dat awer zu Lëtzebuerg de Moment nach ëmmer net méiglech wier, fir dat och u ganz konkrete Beispiller ze illustréieren?

Dofir menge mir, dass dee Vote vun haut zwar schéin a gutt ass, mä dass awer nach ganz villes ze maachen ass. Mir hu laang spekuléiert an der Ëmweltkommissioun, ob dann déi Konventioun hei elo direkt applikabel wier. Vläicht weist deen een oder anere Prozess an Zukunft, wat et dann domat op sech huet. Mä zumindest, wat den drëtte Volet ubelaangt, ware mer eis awer alleguerten eens, mengen ech, dass awer wierklech an deenen eenzelne Gesetzer nach villes misst geschéien.

Fir den éischte Volet ware mer jo bal fäerdeg gi fir de Projet de loi 5217 iwwert den Droit à l'information ëmzesetzen. Ech sinn och do zouversiichtlech, dass eis dat am Hierscht wäert geléngen.

Wat d'Matsproochrecht ubelaangt, wëll ech awer wierklech hei nach eng Kéier insistéieren, dass endlech, endlech, Här President, dës Impaktstudiendirektiv fir de Beräich Stroossen och ëmgesat gëtt.

Fir d'Klorecht huet zumindest mol den Ëmweltminister eng Dier opgemaach a gesot, hie wëllt awer op dee Wee goen. Ech sinn zwar elo schonn e bësse méi skeptesch ginn no den Aussoe vum Här Oberweis hei. Do schéngen sech awer déi zwou Parteien an der Regierung nach net ganz eens ze sinn, wéi wäit dass dann do elo déi Ouverture soll kommen. Ech géing op jiddfer Fall…

Une voix.- Den Här Oberweis ass nach net an der Regierung.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Oh, et ass awer e wichtege Mann an der CSV-Fraktioun, an ech weess jo, wéi d'CSV ganz oft…

(Interruptions)

D'CSV-Fraktioun huet sech schonn des Öfteren esou Leit aus der Fraktioun…

M. le Président.- Den Här Gira huet ganz eleng d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, et wier jo net déi éischte Kéier, dass d'CSV géing ee vun hire Leit aus der Parlamentsfraktioun virschécken, fir dem Land dann awer lues a lues unzekënnegen, wou d'Richtung da géing higoen. Mä kucke mer mol, wou et hei higeet.

Une voix.- Dir schéngt Iech Illusiounen iwwert d'Séparation des pouvoirs ze maachen!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Also, ech mengen net, dass dat nach richteg ass, wat ech an engem gewësse Cours an der Instruction civique am Lycée geléiert hunn. Ech menge besonnesch hei am Land sinn do gréisser Problemer an der Tëschenzäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi Politiker an déi wirtschaftlech Kreesser - wéi ee virun allem erëm konnt an den Avisë vun der Chambre de Commerce liesen -, déi Leit also, déi menge méi Recht op Informatioun, méi Matsproochrecht an e bessert Klorecht fir d'Bierger an d'Biergerinnen an d'Société civile géing all Projeten

an der Gesellschaft blockéieren a géing wierklech zu enger endloser Hällewull vu Prozesser féieren, déi ieren sech. Genau de Géigendeel ass de Fall.

Et kann ee roueg nokucken, dass an deene Länner, déi eng progressiv Gesetzgebung an deem Beräich hunn, méi Innovatioun entsteet, méi Kreativitéit, an do gi besser Léisunge fonnt. Am Ufank vun dem Décisiounsprozess mag et tatsächlech sinn, dass eppes e bësse méi laang dauert. Mä duerno ass awer dann d'Akzeptanz an der Populatioun vill méi grouss, an déi Léisungen, déi fonnt sinn, gi ganz oft och méi nohalteg wéi dat, wat mer heiansdo bei eis gesinn.

An do kommen ech, Här Mehlen, bei deen Här, deen Dir éinescht schonn, mengen ech, ugeschwat hutt. Mir hu jo hei am Land wierklech zwee absolut ofschreckend Beispiller, wéi een et net soll maachen.

Dat éischt ass d'Saarstrooss. Wann d'Prozedure bei der Saarstrooss agehale gi wiere vun deene responsabele Politiker, da wier déi Situatioun längst gekläert. A wa mer haut e Blocage hunn, dee bedauerlecherweis muss ee soen, och schonn zu Doudegen an Tëschenzäit gefouert huet, dann ass et net, an ech wëll dat nach eng Kéier kloer soen, dann ass et net, well d'Leit hiert Recht gesicht hunn, mä dee Blocage ass nëmmen do, well d'Ministeren sech iwwert d'Recht ewechgesat hunn. Dat ass méi wéi eemol virum Tribunal administratif an der Cour administrative confirméiert ginn, souguer virum Europäesche Geriichtshaff.

An dat zweet…

(Interruptions)

An dat zweet Beispill, wéi kéint et anescht sinn, dat ass d'Nordstrooss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kréie jo muer de Mëtteg hei awer wierklech in extenso d'Rechnung presentéiert fir dem Här Goebbels seng Method mam Kapp duerch d'Wand ze fueren.

Wier deemools eng seriö Impaktstudie gemaach ginn, da wieren eng ganz Rei vun deene Problemer, déi elo op eemol optauchen, deemools schonn erkannt ginn. An et waren och Leit genuch, déi gewarnt haten deen doten Tracé ze huelen, a mat esou engem Tunnel duerch déi do Geologie ze fueren.

Et muss een net Geolog sinn, fir ze wëssen, dass wann een esou e risegen Tunnel duerch de Lëtzebuerger Sandstee buert, dass een da virun allem Waasser begéint. Ech wëll der Diskussioun vu muer net virgräifen, mä ech sinn hei iwerzeegt, dass - an ech maachen eng Wett haut mat Iech - dat muer net déi leschte Rallonge fir d'Nordstrooss wäert sinn. Mä wa mer wierklech emol am Gréngewald oder ënnert dem Gréngewald mat de Baggeren an de Buerer amgaange sinn, da wäerten nach ganz aner Iwwerraschunge komme wéi déi, déi elo scho kommen.

Wier eng seriö Impaktstudie gemaach ginn, ech mengen, da wier schonn am Virfeld offensichtlech ginn, dass et verréckt ass dee Projet do duerchzezéien. A wier och op eng Rei ONGe gelauschtert ginn, da wier op jidder Fall net déi do Variant gebaut ginn. Eng Variant, vun där d'Verwaltung selwer scho seet, dass se verkéierstechnesch näischt bréngt, a bei där haut scho sécher ass, dass de Chaos um Kierchbierg virprogramméiert ass, wann dës Strooss vläicht eng Kéier am nächste Jorzéngt hir definitiv Versioun kritt, an och Autoen a Camionë kënnen driwwer fueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss sinn déi Gréng der Meenung, dass d'Problemer mat deenen eis Gesellschaft haut konfrontéiert ass a grad d'Problemer am Ëmweltberäich vill ze vill komplizéiert sinn, fir hir Léisung just e puer Politiker an Technokraten ze iwwerloossen.

Mir brauchen den Know-how, d'Phantasie an d'Kreativitéit vun de Leit vun der Strooss, vun den Ëmweltschutzorganisatiounen, vun der Société civile en général, fir nohalteg Léisungen zu dëse Problemer ze fannen.

Déi Gréng wënschen sech, dass dës Erkenntnis sech endlech och zu Lëtzebuerg a politesche Kreesser an och a wirtschaftleche Kreesser duerchsetzt, well et gëtt an eisen Aen héich Zäit dofir.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Dee Projet de loi, mat deem mer haut befaasst sinn, huet selbstverständlech e groussen ëmweltpoliteschen Impakt. Mä wann ee sech e bëssen an d'Matière eraknéit, da gesäit een, datt e virun allem e juristeschen an e prozedurale Volet huet, wou et ganz schwéier ass derduerch ze kommen.

Ech si mat all deenen, déi viru mir geschwat hunn, d'accord, datt et wichteg ass an eiser heiteger Welt, wou esou vill haaptsächlech industriell Aktivitéiten, awer och aner Aktivitéite sinn, datt d'Leit fir d'alleréischt Accès un d'Informatiounen ëmweltpolitescher Natur hunn, fir kënnen ze jugéieren, wat passéiert oder wat geplangt ass, a fir dann och d'Méiglechkeeten ze hunn, fir do kënnen aktiv ze ginn.

Dat ass jo den Inhalt vun dëser Konventioun, déi mer haut solle stëmmen. An et muss een drop hiweisen, datt dat jo wäit iwwert déi national Grenzen erausgeet, normalerweis, an datt et duerfir och gutt ass, datt esou vill Länner gläichzäiteg där Konventioun hei bäigetratt sinn. Och wann ee ka bedaueren, datt mir dann elo eent vun deene leschte Länner sinn.

Et ass scho gesot ginn, datt et am Fong geholl dräi gréisser Piliere sinn. Deen een ass dee vum Accès un d'Informatioun, deen zweeten ass dee vun der Participation directe vum Public un den Décisiounen, un deene Projeten, déi e groussen Impakt op d'Ëmwelt hunn, an deen drëtten, den Accès à la justice, huet virun allem den Aspekt, datt deen Accès à la justice soll esou wäit wéi méiglech gratis sinn, fir datt net d'Leit opgrond vun hirer vläicht prekärer finanzieller Situatioun dovun ofgehale si fir kënnen en justice virzegoen, wa se mengen, dat wier noutwendeg.

Mir als ADR-Fraktioun si grondsätzlech mat där Ausriichtung d'accord.

Et ass eng Konventioun, dat heescht mir mussen se huelen oder mir mussen se stoe loossen. Mir kënnen um Inhalt vun där Konventioun näischt änneren. Mir hu keen Afloss op déi eenzel Dispositiounen, an trotzdeem sief et vläicht erlaabt e puer Remarquen iwwert de Contenu ze maachen.

Mir gesinn zum Beispill, datt d'Chambre de Commerce Suergen ausdréckt, datt beim Accès à l'information kéinten Informatiounen divulguéiert ginn, déi een ënnert de Secret commercial et industriell kéint klasséieren, an datt doduerch Entreprisë kéint e Schued entstoen. Ee vu menge Virriedner huet drop higewisen, datt selbstverständlech d'Administratioun, wann esou e Fall do wier, d'Recht huet dat ze refuséieren an datt een dann natierlech och erëm d'Recht op e Recours huet. Sou datt dat awer normalerweis an der Praxis lo keng direkt Bedrohung fir d'Entreprisë géing duerstellen.

Dat Zweet ass, an dat ass eng Suerg, déi een natierlech deele kann. Wann ee gesäit wéi schwéierfälleg datt mir hei zu Lëtzebuerg gi sinn, wann et ëm Autorisatioune geet an et stellt ee sech dann d'Fro, ganz besonnesch an engem Ëmfeld vu Rechtsonsécherheet, an ech kommen nach dorop ze schwätzen, datt eventuell d'Prozeduren nach vill méi laang gi fir eng Autorisatioun duerchzekréien, dann ass dat eppes mat deem mer eis mussen intensiv ausernee setze bei der praktescher Ëmsetzung.

De Conseil d'État weist och - warnend, géing ech soen - dorop hin, well e feststellt, datt déi Konventioun wäit iwwer eis bishereg Législatioun an där Matière erausgeet. An e seet och, datt eng Partie Gesetzer an der Folleg missten iwwerschafft ginn, virun allem d'Gesetzer: vum 21. Mee '90 iwwert den Aménagement du territoire, dat vum 19. Januar '04 iwwert den Naturschutz, an och Ofännerunge vun anere Gesetzer, dat vum 10. August '93 iwwert d'Naturparken an dat vum 10. Juni '99 iwwert de sou genannte Kommodo-Inkommodo.

Trotzdeem setze mer dës Konventioun ëm, an et ergëtt sech effektiv, wann een d'Konventioun an hiren Texter kuckt, de Risiko vu Rechtsonsécherheet. Dat war och en Thema an der Kommissioun, an d'Fro ass natierlech gestallt: Wat priméiert dann elo am Zweifelsfall, déi national Législatioun oder d'Konventioun?

Do ass den ieweschte Prinzip, datt d'international Konventioun priméiert.

D'Fro vum Effet direct vun där Konventioun ass gestallt ginn. Do hu mer eng - a mengen Aen, ech si kee Jurist - excellent Note vum Ministère geliwwert kritt, déi eis awer och nach deelweis an Onkloerheet léisst. Well wann een d'Konklusioun, an ech erlabe mer se kuerz virzeliesen: «Au regard de ce qui précède, il est permis d'affirmer que la question de l'effet direct de la convention d'Aarhus est réelle et non pas purement théorique. Il est permis de dire qu'en France on se prononce plutôt pour l'effet direct de certaines dispositions de la convention d'Aarhus. Il se peut que les tribunaux luxembourgeois aient une vue similaire.» Dat ass awer net sécher. «Cependant des incertitudes subsistent.» An dat ass eigentlech e bëssen de Schwaachpunkt vun der aktueller Situatioun.

Et ass noutwendeg, a mir sinn och domat d'accord, datt mer endlech dee Schratt maachen, datt mer d'Konventioun ëmsetzen. Mä mir mussen awer och wëssen, datt et an der Folleg dovun dach awer zu Schwieregkeete kënnt.

Mer wäerte souwisou jo nach länger Zäit un deene verschiddene Voletë vun dëser Konventioun musse schaffen an, Här Minister, ech drécken hei eng Suerg aus, ech mengen et ass d'Suerg vu ville Leit dobaussen: Mir hei als héicht Haus, mir kréien heiansdo gesot mir wieren net extra fläisseg, an dat vu Leit, déi eis mat engem Oeil malveillant kucken. Anerer soen, mir wieren ze vill fläisseg, mir géingen ze vill Texter produzéieren.

Ech neigen éier derzou fir ze soen, mir géingen ze vill Texter, déi heiansdo och net allze vill gutt openee koordinéiert sinn, produzéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et wier gutt, wa mer dee ganze Prozess hei ofgeschloss hunn, wa mer dann eng uerdentlech koordinéiert an iwwersiichtlech Gesetzgebung an där ganzer Matière hätten. Ech weess net wéi mer et technesch ëmgesat kréien, mä et ass awer eng vun de grousse Suergen, déi ech hei wëll ausdrécken.

Ech bréngen, wéi ech et schonn ugekënnegt hunn, domat den Accord vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux. Här Minister!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt fir d'éischt mol meng Freed ausdrécken, dass souwuel all Fraktiounen hei an der Chamber haut hire Wëlle bekunt hu fir déi Konventioun hei wa méiglech unanime ze ratifizéieren, gradewéi iwwregens och de Statsrot dat virdru gemaach huet.

Dat war méiglech, well de Regierungsprogramm vun der CSV-LSAP-Regierung sech kloer dofir ausgeschwat huet, déi Ratifizéierung esou schnell wéi méiglech virzehuelen; zesummen iwwregens mat deem Projet de loi, dee jo vun der viregter Regierung do louch, wat den éischte Volet vum Accès à l'information betrëfft; wat mer och, mengen ech, am Hierscht direkt kënne maachen, wa mer dee klenge Problem do nach geléist hunn.

Ech mengen dat weist iwwregens och, dräi Deeg nom Traitésreferendum kann een dat jo vläicht nach soen, dass munches am Ëmweltberäich op Drock vun den europäeschen Initiativen an Direktive kënnt. Ech mengen, dass mer feststellen a ville Beräicher, zumools wat d'Wäerter, d'Seuilen, déi mir bei der Loft, dem Waasser an anere Qualitéite geliwwert kréien, just vun europäeschen Direktiven a Reglementer aus kommen. An ech mengen an där heiter Fro gëllt, wéi a villen aneren, dass mer engersäits mussen dofir suergen, an ech mengen déi Suerg ass vun e puer Riedner ausgedréckt ginn, dass mer näischt maachen, wat onnëtz Zäitverloschter an der Ëmsetzung vun néidege Projete mat sech bréngt, mä dass mer dat awer déifgrënneg an eeschthaft mat eise Bierger kënne maachen an dass mer d'Effeten, déi eenzel Projeten op d'Ëmwelt hunn, seriö kucken.

Deen Equiliber do, ech mengen dee musse mer fäerdeg bréngen. A wann hei vun eenzelne Riedner, och vum Här Gira, gesot ginn ass, Rechtsonsécherheet, da muss ech soen, ech selwer sinn der Meenung, dass déi Konventioun, mat all sengen dräi Voleten, déi mer hei ofstëmmen, dass mer domadder soen, dass mer déi dräi Voleten och wierklech wëllen an dass mer fir d'Klorecht vun den individuelle Persoune wéi och vun den Associatioune sinn. An de Problem ass net onbedéngt d'Rechtsonsécherheet.

De Problem, dat sinn d'Lenteurs judiciaires, déi mer hunn. Mir hunn heiansdo Angscht op dee Wee ze goen, well mer fäerten, dass doduerjer Jore verluer ginn, well Saachen op Geriichter hänke bleiwen an domat net viruginn.

Dat ass also de Problem. Esou hunn ech et jiddefalls verstanen an den Aussoen, och an de Programmer vun deenen eenzelne Parteien, an eisen Aarbechten an der Kommissioun, dass mer fir de Prinzip d'accord sinn, mä dass mer net wëllen hunn, dass doduerjer Lenteuren entstinn, déi, egal bei wat fir enge Projeten och ëmmer, ob et am Stroossebau wier oder an aneren, mengen ech, dach awer net gutt wieren. Dofir ass deen Equiliber tëschent Effikassitéit an eeschthafter, demokratescher, seriöer Diskussioun a Beaarbechtung vu Projeten dat, wat mer mussen erreechen.

Ech mengen, dass de Kolleeg Oberweis hei eis gesot huet, wat de Stand vun der Ratifizéierung ass, an dat ass jo net onbedéngt en Uerden, dee mer do verdéngt hunn, wa mer feststellen, dass mer haut elo dat drëttlescht Land vu 24 sinn, wat zur Ratifizéierung kënnt, nodeem mer dat 1998 gestëmmt hunn an 1999 hei deponéiert hunn. Ech mengen, dass dat no baussen d'Ouverture zu enger demokratescher, oppener Gesellschaft ass an och der Exekutiv, der Regierung, an allen anere seet, dass, wa se Projete maachen, se dat mat verstännegen, responsabele Bierger solle maachen, a wéi gesot da schnell zu Décisioune solle kommen.

Ech géif och mengen, Här Gira, dass mer an der Ëmsetzung vun deenen eenzelne Punkten net esou schlecht dostinn, wéi et heiansdo gemaach gëtt. Éischtens si mer am éischte Volet vum Accès à l'information an der Kommissioun esou gutt wéi prett. Ech hoffen, dass mer et fäerdeg bréngen, nach bis zum Enn vun dësem Joer dat Gesetz kënnen ze stëmmen.

Zweetens, wat d'Ëmsetzung ubelaangt vun deem zweete Volet, deen also d'Participatioun vun de Bierger un de Pläng an de Programmer ubelaangt, dat betrëfft jo dann eng Rei vun Domäner. Wat d'Loft ubelaangt läit de Règlement grand-ducal, dee geännert ginn ass, dee vum 17. Mäerz 1998, bei eisem Statschef, dem Grand-Duc, zur Ënnerschrëft. Dann ass dee Beräich ëmgesat, alles wat d'Loft ubelaangt.

Fir dat wat d'Décheten ubelaangt ass d'Gesetz am Prinzip fäerdeg fir an eis Kommissioun, nodeem de Conseil d'État jo, mengen ech, d'lescht Woch säin Avis ofginn huet. Iwwert d'Amendementer kënne mer dat, wann de President et op d'Dagesuerdnung setzt - an ech mengen et ass scho geschitt fir de 27. September -, do kucken. Dem Conseil d'État säin Avis ass éischter redaktioneller Natur, esou dass ech mengen, dass mer politesch keng Problemer däerften hunn. Dann ass och dee Beräich vun den Décheten ofgedeckt.

Wat den Accès à la justice an deem Volet zwee, wou jo Elementer si fir d'IPPC…

(Interruption)

Jo, ech schwätzen elo emol fir dat, wou ech zoustänneg sinn, an dat betrëfft also emol dat doten. Dir wësst, dass dat e Projet ass, dee beim Bauteministère läit, an et muss een also mam Bauteminister schwätzen, wou seng Aarbechten dru sinn. Ech zweifelen awer net drun, dass deen och bereet ass fir déi Aarbechte weiderzedreiwen.

Ech wëll awer soen, wat den Accès à la justice ubelaangt, e Volet also wou mer vu Rechtsonsécherheet schwätzen, dass d'Regierung e Projet ugeholl huet, wou all déi Betriber, IPPC-Betriber, wou d'Klorecht, den Accès à la justice dra virgesinn ass. Dee Projet ass un de Conseil d'État virun zwee Méint gaangen, esou dass mer also och do als Regierung weisen, dass mer deen drëtte Volet Accès à la justice eescht huelen an net nëmmen hei Rieden hale kommen, well fir déi Betriber - an dat ass jo schonn e gudden Deel, wéinstens all déi grouss Betriber, déi an den IPPC-Betriber leien, - läit de Projet beim Conseil d'État, esou dass also mat deem Projet schonn en Deel vun deem drëtte Volet, wat den Accès zur Justiz ubelaangt, och kann ëmgesat ginn.

Da schlussendlech wat deen drëtte Volet ubelaangt hat ech d'Geleeënheet hei bei enger anerer Diskussioun ze soen, dass dat, wat mer während eiser Présidence erlieft hunn innerhalb vum Conseil, eis gewisen huet, dass just zwee Länner, dat waren, wann ech et gutt am Kapp hunn, Griichenland an d'Belsch, déi eenzeg waren, déi sech ausgeschwat hu fir eng europäesch Direktiv an der Ëmsetzung vun dem Volet dräi.

Lëtzebuerg huet sech do als Présidence neutral verhalen, mä wéi gesot all déi aner Länner, dat waren also der 22 un der Zuel, hu sech dergéint ausgeschwat, esou dass et net unzehuelen ass - an ech hu mer de Programm ugekuckt vun der britischer Présidence, do steet et emol guer net méi op hirem Programm -, dass déi en Excès de zèle wäerte maachen, fir déi Problematik weiderzedreiwen. Et

wäert also ofzewaarde si bis zu den Éisträicher an och vläicht de Finnen duerno fir ze kucken, dass mer op deem Gebitt weiderkommen.

Mä dat soll eis - an do sinn ech mam Rapporteur d'accord - net drun hënneren, fir no deem Beschloss, dee mer haut gemaach hunn, esou wéi elo scho fir d'IPPC-Betriber, och weider an eiser Gesetzgebung ze kucken, wat fir eng Punkten dass mer do mussen upaken an déi Aarbechten do weiderzedreiwen, fir deem Beschluss vun haut net nëmmen e symbolesche Charakter ze ginn, dee mer net wëllen, mä och mat deem Vote vun haut der Regierung den Optrag ze ginn, fir iwwerall do, wou nach Grozone sinn oder wou nach guer keng Ëmsetzung ass a Gesetzgebungen, dat vun haut un ëmzesetzen.

Ech mengen, dass dat fir all d'Ministeren a fir all d'Ressortë gëllt, an deementspriechend sinn ech u sech optimistesch, dass mer et wäerte fäerdeg bréngen, fir souwuel de Volet eent Informatioun wéi d'Bedeelegung vun de Bierger wéi den Accès à la justice esou schnell wéi méiglech weiderzedreiwen, well ech mengen et gehéiert no deenen Debatte vun deene leschte Wochen, déi mer hei am Land och haten, zu enger Gesellschaft, déi sech vis-à-vis vun hire Bierger responsabel an offe verhält, an dat virun allem hei am Beräich vun der Ëmwelt, dass een - an do sinn ech mam Här Mehlen d'accord - um Schluss vun där Diskussioun fir jiddfereen, souguer heiansdo fir d'Fonctionnairen an de Ministèren, déi all Dag domadder schaffen, um Schluss vun där Prozedur eng Kéier muss zu enger koordinéierter Gesetzgebung kommen, fir dass jiddferee sech doranner erëmfënnt, virun allem och d'Entreprisen an d'Agenten, déi domadder ze schaffen hunn. Dat schéngt mer op der Hand ze leien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4513 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Patrick Santer), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel) et Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach zwee Projeten um Ordre du jour fir haut de Mëtteg. Nach dräi Projeten.

Une voix.- Zwee!

M. le Président.- Zwee Projeten, pardon. Mir wäerte bis ongeféier hallwer aacht brauchen, fir déi Projeten evakuéiert ze kréien. Mir sinn eens gi fir d'Sitzung esou laang ze halen. Mir stëmmen allerdéngs muer de Mëtteg am Ufank vun der Sitzung of iwwert déi zwee Projets de loi, déi mer elo diskutéieren. Et sinn eng ganz Rei vu Kolleegen, déi Obligatiounen hunn, an dofir maache mer dat esou.

Mir diskutéieren elo de Projet iwwert d'Schafung vun engem Lycée technique fir erzéieresch a sozial Beruffer. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Gantenbein, d'Madame Brasseur, d'Madame Loschetter an den Här Henckes. Aus organisatoresche Grënn schwätzt d'Madame Brasseur virun der Madame Gantenbein, wann Der domat d'accord sidd. Elo huet d'Wuert de Rapporteur, den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

3. 5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, Här Minister, an dësen Deeg a Wochen ass op dëser Plaz hei, och anerwäerts, a mat Recht mengen ech, oft iwwer historesch Momenter vun der Welt, Europa an an der nationaler Geschicht geschwat ginn. Wa mer haut de Projet de loi 5338 verabschiden, wat jo dann no den Aussoe vum President muer definitiv soll geschéien, da geet et jo drëm fir aus dem IEES, dem Institut d'Études Éducatives et Sociales, e Lycée technique pour professions éducatives et sociales ze maachen.

An da bezitt sech déi historesch Bedeitung eigentlech dorop, dass an eisem Schoulsystem d'Ëmwandlung vun dësem Institut an e Lycée technique e Prozess ofschléisst, deen dann dozou féiert, dass mer an eisem Enseignement postprimaire nach just Lycéeën hunn.

Ofgesi vun der Noutwendegkeet, endlech kloer Verhältnisser a Gläichrangegkeet am bestehende Schoulsystem ze schafen, bedeit dëse Schrëtt och eng Unerkennung fir d'Leeschtung a fir d'Pionéieraarbecht, déi den IEES gemaach huet, a gläichzäiteg och eng Opwäertung fir dës Schoul, souwuel fir d'Léierpersonal vun där Schoul wéi fir d'Schüler.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den IEES respektiv muer de Lycée technique vu Fenteng, oder méi richteg vu Léiweng, huet eng Geschicht, déi op 1973 zréckgeet, wou en am Kader vum Gesetz iwwert den differenzéierten Unterrecht an do mat Recht op déi beschtméiglechst Schoulausbildung fir behënnert oder schwaach Kanner an enger éischter Etapp den IFEM, den Institut de Formation pour Éducateurs et Moniteurs d'éducation différenciée, geschafe ginn ass, an da mam Gesetz vum 6. August 1990 den IEES, duerch dee bis haut - et ass ëmmerhin interessant ze wëssen - ronn 2.000 Schüler gaange sinn, also ausgebilt si ginn, wouvu ronn 1.600 en Diplom de fin d'études secondaires techniques kritt hunn.

Eng aner bedeitend a wichteg Etapp an deem Kontext ass d'Grënnung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 an d'Décisioun vum Transfert vun der Ausbildung vun den Éducateurs gradués de niveau supérieur an déi Uni.

De Rapport vun der zoustänneger Parlamentskommissioun - ech soen direkt hei alle Matglidder vun där Kommissioun an dem Sekretariat en décke Merci - ass de 6. Juli eestëmmeg verabschiet ginn. Et kann een an deem Rapport ganz vill Eenzelheeten am Zesummenhank mat deem Projet de loi noliesen.

Dir wësst, dass dee Projet de loi de 4. Mee 2004, esou laang ass dat also och net hier, deponéiert ginn ass, dass mer vun der Privatbeamte-Chamber den 9. Juli 2004 en Avis kritt hunn, deen zwar grondsätzlech d'Schafe vum Lycée begréisst huet, mä kritiséiert huet, dass dat eng monopolistesch Décisioun wier, dass si léiwer gehat hätten, dass déi Formatioun op all Lycéeë verdeelt gi wier, mä grondsätzlech war se d'accord.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet den 19. November 2004 hiren Accord ginn. De Conseil d'État huet en éischten Avis, den eigentlechen Avis den 22. Mäerz 2005 an en Avis complémentaire de 5. Juli 2005 ginn.

Eis Kommissioun huet ugefaange mat schaffen den 10. Mee 2005. Ech soen dat, fir dass ee weess, wéi d'Ofleef waren, fir awer och drop hinzeweisen, dass de Statsrot eng Opposition formelle ausgedréckt hat an och gefrot hat, dass eng Rei vun Texter géinge verännert ginn. Mir hunn deem Rechnung gedroen, ouni awer grondsätzlech um eegentlechen Text eppes ze veränneren.

Mir waren eis bewosst, dat muss een ënnersträichen, dass mer eng Prioritéit hei gesinn hunn, fir dass ab dem Schouljoer 2005/2006 dës Ëmwandlung geregelt ass, an dass mat deem Ëmwandelen d'Regele vum Fonctionnement an de generelle Kader vum postprimairen Unterrecht am Allgemengen a vum techneschen Unterrecht am Spezifeschen erapasse sollen.

Vu Bedeitung ass och an deem Zesummenhank, datt dat vun dësem héijen Haus hei den 1. Juni verabschiet Kadergesetz fir d'Personal vum Enseignement secondaire a vum Enseignement secondaire technique seng Uwendung fënnt.

En neie Lycée technique op der Basis ze schafe vu méi wéi 30 Joer Erfahrung an Erfolleg, bedeit och eng Chance fir dat, wat gutt war, nach besser ze maachen, dat heescht d'Optimiséiere vun den aktuelle Studien.

Mä et gëtt och hei, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, e puer Schéinheetsfeeler, déi een offen uschwätze soll. Et sinn déi eigentlech klassesch Problemer, déi mer, wa mer iwwer eise Schoulsystem schwätzen, ëmmer erëm fannen an ëmmer erëm nennen. Ech nennen do virun allem de Problem vun de Chargés de cours an de Problem vun de Gebailechkeeten, also vun den Infrastrukturen. Vläicht erliewe mer eng Kéier an der Zukunft, dass mer en neie Lycée grënden an en neit Schoulgebai scho fäerdeg do stoen hunn, fir dass dat eigentlech an der Logik dee richtegen Oflaf hätt.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, däerf ech d'Wuert kréien, wann ech glift?

M. le Président.- Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Wann den Här Castegnaro d'accord wier, wëllt ech him just soen, dass mer an där Situatioun waren an déi awer net gutt war. Et war e Schoulgebai fäerdeg um Geesseknäppchen, mä et gouf nach kee Gesetz fir et fonctionnéieren ze dinn. Dat war de Lycée Aline Mayrisch. Dat war eng Situatioun, an déi mer awer och net méi däerfe kommen. Do war iergendwéi en Décalage entstanen, dee wierklech net ze begréisse war, esou dass mer e Schoulgebai haten, an de Lycée konnt net fonctionnéieren.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Madame Brasseur, mir hunn elo eng nei Regierung, en neie Minister, an et kann een et nach just besser maachen.

(Interruptions)

Ech géing et méi logesch fannen, wa mer Schoulgebaier an Infrastrukturen hätten, fir all eis Schoulprobleme geléist ze kréien. Ech bleiwen där Meenung, dass dat méi logesch wier wéi de Contraire.

Den IEES vun haut, dat si 95 Beschäftegt, dovun 80 Enseignanten. Dat sinn de Moment 665 Schüler am Beräich Educateur - eng Zuel, déi mam Schouljoer 2005/2006 op 715 an d'Luucht klëmmt. Da wëll ech trotz allem nach eng Kéier d'Précaritéit vun de bestehende Schoulinfrastrukturen op zwee Siten - Léiweng a Fenteng - ervirsträichen, woubäi Fenteng fir de 15. November vun dësem Joer verlooss muss ginn an dann zu Léiweng e grousse Raum opgedeelt gëtt, fir zousätzlech Schoulsäll ze maachen, ouni dass awer genügend Capacitéit entsteet.

A wann ee weess, dass déi dräi Joergäng, déi do geléiert ginn, oft mateneen do sinn, dann ass dat Gebai, wou dat elo alles ofleeft, einfach ze enk. An eng provisoresch Containerléisung, déi gesicht ginn ass, war bis elo och net méiglech. Dat, wat elo noutwendeg ass a prioritär ass, ass eng Grondsazentscheedung fir e staatlecht Gebai ze bauen, fir dat an de Plan directeur betreffend dem Bau vu Schoulen opzehuelen. Ëmsou méi, dass mer wëssen, dass mer awer bal aacht Joer brauchen, fir en neit Gebai ze realiséieren.

Da wëll ech dobäifügen, dass nieft dem Prinzip selwer och d'Standuertfro eng Bedeitung huet. Ech sinn der Meenung, dass vu dass d'Mass vun de Schüler aus dem Zentrum an aus dem Süde kommen, de Standuert sech och do sollt erëmfannen.

Mir sinn also gefuerdert, well déi bescht Schoul ass déi, wou all d'Viraussetzunge fir en optimaalt Zesummeliewen an Zesummeléiere gi sinn.

En aneren typesch Lëtzebuerger Problem, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ass dat vun de Chargés de cours. Och wann et am IEES e bëssen aneschters ass, dann dofir well déi Betraffen - et sinn der ronn 30 un der Zuel - ab dem Joer 2000 an deem Sënn regulariséiert gi sinn, dass hiren Aarbechtsvertrag an en dauerhafte Vertrag, also e Contrat à durée indéterminée ëmgewandelt ginn ass. E Fortschrëtt, mä keng Léisung, wéi se zum Beispill fonnt gi war bei der Verstaatlechung vun der Infirmiersschoul, wou et eng total Regulariséierung ginn ass.

Hei ass eng Chance verpasst ginn am Interesse vun deene Betraffenen, an dat wëll ech ënnersträichen, déi zu de Pionéier vun der Schoul gehéieren an déi et menger bescheidener Meenung no verdéngt hätten, eng definitiv Regulariséierung ze kréien. Mä et ass dru gescheitert, well mer iwwert d'Haltung vum Ministère de la Fonction publique déi Léisung net fonnt hunn, an et ass erëm eng Kéier drop higewise ginn - mir hunn dat déi lescht Wochen hei e puermol am Zesummenhank mat Schoulprojete gesot -, dass eng global Léisung fir déi ronn 500 Chargés de cours soll ugestrieft ginn, déi et nach am Enseignement secondaire an am Enseignement secondaire technique gëtt.

D'Argumenter sinn ëmmer déiselwecht. Et soll kee Prezedenzfall geschafe ginn, an et misst een där komplexer Personalkaderstruktur beim Stat Rechnung droen.

Da soen ech mat vill Vehemenz, dass ech hoffen, an ech gleewe jiddfereen heibannen, dass mer déi Regulariséierung, déi global, dann endlech kréien, och am Interesse vum Schoulfridden, well och do vill Energie an Zäit fir näischt verluer geet.

Ech wëllt awer och op eng aner Veränneru ng an deem neie Gesetz hiweisen, eng Veränneru ng par rapport zum IEES, nämlech déi, dass déi bis elo festgeschriwwe Formation continue am Lycée nach just op Beschloss vum Minister ka méiglech sinn. Och do gëtt erëm eng Kéier drop higewisen - wéi dat elo méi oft de Fall war -, dass do an engem spezifesche Gesetz misst légiferéiert ginn.

An do soen ech, och dat presséiert, well mer jo net nëmmen a Sonndesrieden, mä och haut a bei villen anere Sitzungen ëmmer am Kontext vum „lifelong learning" vun der Lissabon-Strategie vu Kompetitivitéit a schlussendlech vu Vollbeschäftegung iwwert déi Saache schwätzen, a se dann och mussen ëmsetzen an all Viraussetzunge schafen, datt dat kann an alle Situatioune stattfannen.

An nach eng lescht Iwwerleeung. Eigentlech brauch ech net méi op alles aus dem Rapport anzegoen, mä wou ech wëll drop hiweisen, well et mer um Häerz läit, dat ass nämlech dat, dass d'Sozialberuffer bei eis zu Lëtzebuerg zënter de 70er Joren un Attraktivitéit gewonnen hunn. Wann et fréier Rekrutéierungsproblemer an dësem Land gouf, well mer net genuch Leit haten, déi déi Formatiounen haten, sou ass dat haut net méi de Fall.

Ech hu gesot 715 Meedercher a Jongen, haaptsächlech Meedercher, sinn ab 2005/2006 an der Schoul. A wann ech drop hiweisen, dass iwwer 80% weiblech Schüler sinn, da fir och op deen Aspekt hinzeweisen, deen dat herno um Aarbechtsmaart fënnt, nämlech dass een e relativ héijen „turnover" huet, dass also besaten Aarbechtsplazen och mat Momenter fräi gesat ginn an erëm kënnen nei besat ginn.

Mä wichteg ass et, an dofir soen ech et, dass ee muss Suerg droen, dass mer déi beschtméiglechst Beruffsorientéierung hunn an dass mer och Transparenz um Aarbechtsplazbedarf hunn, fir dass mer net an eng Situatioun géingen eragerode vun Iwwercapacitéiten, an dass mer och net an eng Situatioun era géinge geroden, elo duerch d'Trennung vun der Formatioun vun de Graduéë par rapport zu den Educateuren, dass do eng Kéier e falschen an onnéidege Konkurrenzkampf um Aarbechtsmaart géing entstoen.

Ech wollt awer och, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, drop hiweisen, dass ee just elo muss oppassen net duerch falsch politesch Signaler d'Interesse vun eiser Jugend un dëser Ausbildung verluer goen ze loossen an et esou ze maachen, dass jonk Leit keng Zukunftsperpektive méi gesinn. Ech denken un déi politesch Signaler vun Ëmännerungen an der Finanzéierung a gewëssene Beräicher. Mir wëssen, dass mer laang gebraucht hunn - ech hunn dat scho gesot - fir déi Villfalt u Sozialberuffer hei zu Lëtzebuerg ze erméiglechen. An dozou huet och gehéiert, dass mer et fäerdeg bruecht hu

gutt Loun- an Aarbechtsbedingunge fir e schwéieren, mä en noutwendege Beruff ze schafen, an domat an allen Hisiichten attraktiv ze maachen.

Dofir soen ech, d'Diskussiounen iwwer eventuell Veränneronge vum Finanzéierungsmodus bei der Behënnerten-, bei der Jugend- a Kannerbetreiung, riskéieren net nëmmen e Qualitéitsabroch, mä en Attraktivitéitsverloscht an domat vläicht dann awer an Zukunft erëm en neie Mangel un héich qualifizéiertem a motivéiertem Fachpersonal ze schafen, an domat erëm e verstäerktene Réckgréff op Grenzgänger auszeléisen, an domat à la rigueur dann och erëm eng Kéier de Konkurrenzkampf um Aarbechtsmaart zwëschent Résidanten a Grenzgänger ze relancéieren.

Mir sollten also déi Attraktivitéit kengem Risiko aussetzen. A mir sollten déi Qualitéit vun där Schoul benotzen, fir méiglechst vill jonk Mënsche gutt auszebilden, hinnen awer a kengem Moment och nach nëmmen d'Undeitung vun enger Iwwercapacitéit zoukommen ze loossen. Dat wier net de richtege Wee.

Mä dozou gehéiert et, dass een niewent dem Schafe vun engem neie Lycée och dofir suergt, dass d'Ëmfeld stëmmt. An dozou gehéiert dann eben dee politesche Wëllen, fir en optimaalt Ugebuet am Sozialberäich, mä och an allen anere Beräicher, wou haut Educateuren an Éducateurs gradués schonn agesat ginn, an nach kéinten a missten agesat ginn, fäerdeg ze bréngen. Dat géing dozou bäidroen, dass mer besser, méi sozial a méi gerecht Ofleef am Interesse vun allen, déi an eis Schoule ginn, déi Problemer hunn, déi de Stat brauche fir eng Iwwerliewenschance an eng Zukunftsperspektiv ze hunn, kéinte garantéieren.

Ech soen nach eng Kéier menge Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun Merci, dem Sekretariat Merci. Ech bieden dat héicht Haus dëse Projet de loi ze akzeptéieren an ech wëll och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun hei matdeelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Dann huet d'Wuert d'Madame Gantenbein. Well mer ëmdisponéieren, wann d'Madame Brasseur d'accord ass. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Hären, als Biergerin vun der Gemeng Hesper am Allgemengen a vu Fenteng am besonneschen kennen ech d'Geschicht vum IEES vu Fenteng wéi meng Jackettentäsch. Et ass eng „success story", sou hu mer se erlieft, an et gouf och zur Zäit, wéi nach déi zwou Formatiounen do waren, alt emol gelächelt an et gouf gesot „d'Fentenger Universitéit". Mä mir waren houfrech drop. Den IEES huet eiser Gemeng ee gewëssene Cachet ginn an en huet der Sektioun Fenteng zu enger Visibilitéit an zu enger Plaz op der Lëtzebuerger Landkaart verhollef, déi se virdrun net hat.

Dir Dammen an Dir Hären, de wierklech excellenten an déifgrënnege Rapport vum Här Castegnaro huet d'Problematik an och d'Weite vun deem Projet de loi, ech géif och soen d'Déift vun deem Projet de loi dokumentéiert. Meng Interventioun haut de Mëtten, dat ass eng kleng aner.

Et ass gewosst, datt mam Universitéitsgesetz vum 12. August 2003 et zu gréisseren Ëmwälzungen am Lëtzebuerger Héichschoulwiese komm ass, déi och virum IEES net Halt maachen an op déi et gëllt Äntwerten ze fannen, fir och nach weiderhin eng gutt Formatioun am socio-éducativë Beräich kënnen ze garantéieren.

Et muss een dës Formatioun vum Educateur a vum Éducateur gradué, oder besser d'Entwécklung vun dëser Formatioun, virum Hannergrond vun der gesellschaftlecher Evolutioun an de leschte véier Jorzéngte gesi fir ze verstoen, wéi wichteg dës Formatioun haut am Joer 2005 ass.

Wann ee sech fir de Beruff vum Educateur entscheet, dann ass dat kee Choix wéi een aneren. Et ass e bewosst Engagement, fir sech haaptberufflech an den Déngscht vu Kanner, Jugendlechen, Handicapéierten, eeleren an demente Leit ze stellen, also an den Déngscht vun deene vermeindlech Schwaachen an eiser Gesellschaft. Si huelen eng grouss Responsabilitéit op sech fir déi Leit, déi se betreien, an och fir sech selwer, well se dagdeeglech mat Situatioune konfrontéiert sinn, déi fir den Normalbierger an enger schnellliweger Gesellschaft oftmools aus dem Bléckfeld geroden.

Dofir ass d'Formatioun an deem Beräich déi wichtegst Komponent, fir de beschtméiglechen Encadrement ze offréieren.

De Rapporteur vum Gesetzesprojet 3144 iwwert d'Organisatioun vun de socio-éducativë Studien, wat herno d'Gesetz vum 6. August 1999 ginn ass, aus dem och den IEES ervirgaangen ass, war deemools de fréieren a leider vill ze fréi verstuerwenen CSV-Deputéierten a Vize-President vun der Chamber Willy Bourg, deen an der Chamberdebatt vum 12. Juli 1990 gesot huet, ech zitéieren en net, ech weise just drop hin, dass a senger Ausso deemools d'Besoinë vun enger Gesellschaft duergeluecht gi sinn, déi vläicht haut en anere Cachet hunn.

Deemools ass vill a praktesch nëmme vun Defiziter geschwat ginn, déi an der Gesellschaft optrieden an op déi d'Politik sollt Äntwerte fannen. Haut, géif ech soen, huet d'Betätegungsfeld vum socio-éducativë Personal sech geännert an ech géif och soen, dass d'Problematiken, wa se och deelweis déiselwecht si wéi deemools, haut trotzdeem e wéineg anescht sinn.

Et war an et ass haut e Secteur, dee vill Aarbechtsplaze geschaf huet an och nach ëmmer schaaft, well d'Besoinen ëmmer méi grouss ginn a well déi Besoinen haut och nach zousätzlech anerer Natur sinn. Ech denken do un d'Presenz vun den Educateuren an der Éducation précoce, an de Structures d'accueil an/oder an de Maisons relais. Dat ass de Kontext vun dësem Gesetzesprojet iwwert den technesche Lycée fir Beruffer am socio-éducativë Beräich, dee mer haut an dësem Haus wëllen diskutéieren.

Här President, ech wëllt awer e Bléck zréckwerfen op d'Entwécklung vum Secteur socio-éducatif hei zu Lëtzebuerg. Nom Enn vum Zweete Weltkrich bis Enn de 60er Jore war d'Action éducative et sociale, mat Ausnahm vun den Enseignanten am Primaire an de Proffen am Secondaire, nach an hire Kannerschong. Eng professionaliséiert Aarbecht mat hëllefsbedierftege Kanner duerch e speziell geschoultent Personal op verschiddenen Niveaue gouf et net.

En éischte Germe vun engem méi professionellen Ëmgang mat dëse Kanner ass 1973 ervirgaange mam Gesetz vum 14. Mäerz 1973 iwwert d'Schafung vun Instituter a Servicer an der Éducation différenciée. D'Schafung vum Institut an de 70er Joren huet sech an eng Zäit integréiert, wou Foyers de jour, Crèchen, Maisons d'accueil a Jugendhaiser ëmmer méi zu Konstanten an eise Gemenge gi sinn. Eng Entwécklung, déi sech och op d'Besoinen u qualifizéiertem Personal iwwerdroen huet an déi däitlech gemaach huet, datt sech de socio-éducativë Beräich huet missen opmaachen, fir sech op aner Beräicher, wéi beispillsweis Jugendbetreiung, schwéier erzéibar Kanner an esou weider ze erstrecken.

Et ass eng Entwécklung, déi sech an de gesellschaftleche Wandel vun der Zäit afügt, e Wandel, dee bis haut nach net definitiv ofgeschloss ass. D'Programmer an der Formatioun hunn deem misse Rechnung droen, andeems se un dës nei Demanden hu missen ugepasst ginn.

An den 80er Joren hunn d'Moniteuren an d'Educateuren an Institute fir handicapéiert Kanner geschafft souwéi an de Centres de propédeutique professionnelle, a Kanner- a Jugendhaiser, a Crèchen, a Maisons d'éducation, am Prisong, an Internater am Postprimaire, wat beleet, datt sech de Secteur ëmmer weiderentwéckelt huet, ouni datt d'Politik dësen Trend ausreechend erkannt an encadréiert hat. D'Physiognomie vum socio-éducativë Secteur hat sech innerhalb vun zwee Jorzéngte grondleeënd geännert, wat de politeschen Handlungsbedarf ëmmer méi ënnerstrach huet.

Mam Gesetz vum 6. August 1990 goufen déi socio-éducativ Studien nei organiséiert an den IEES an d'Liewe geruff, also deen Institut, dee mer mat dësem Gesetz ofschafen. Aus der Appellatioun vum Moniteur ass déi vum Educateur ginn, an aus dem Educateur ass den Éducateur gradué ginn. D'Dauer vun de Studië gouf verlängert an d'Missioun vun der Formation continue gouf offiziell an dëse Gesetzestext integréiert. Domadder gouf eng wichteg Trendwend agelaut an engem Beruff, deen an de kommende Joren ëmmer méi beléift sollt ginn. Den Här Castegnaro huet dat jo och mat Zuele beluecht.

1995 hu sech erëm eng Rei Adaptatiounen opgedrängt, dës Kéier um Niveau vun den Etüde vum Educateur. D'Chamber hat an der Debatt zum viregt genannte Gesetz vun 1990 eng Motioun adoptéiert, wou d'Regierung ënner anerem invitéiert gouf, an ech zitéieren, «à réaliser, en cas d'expertise positive, l'équivalence des diplômes du secondaire technique et de la formation du personnel socio-éducatif».

Dat ass schlussendlech 1995 am Kader vum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun den öffentlechen a privaten Infirmièresschoule geschitt, andeems d'Studien zum Educateur u sech och op Héichschoulstudië sollte virbereeden. Et war also eng weider Unerkennung vum Secteur an hat op d'Noutwendegkeet higewisen, fir sech weider an dësem Beräich am Kader vun engem Héichschoulopenthalt ze spezialiséieren.

Mam Universitéitsgesetz vum 12. August 2003 sinn d'Éducateur-gradué-Studien an d'Uni Lëtzebuerg integréiert ginn, woubäi d'Etüde vum Educateur mam virleiende Projet an den neien technesche Lycée fir Beruffer am socio-éducativë Beräich integréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësem historeschen Exkurs an d'Geschicht vum socio-éducativë Secteur, zréck zu eiser Gesetzesvirlag. Ech hunn d'Gefill wéi wann déi Responsabel vum IEES eng gewësse Besuergnis iwwert déi rezent Entwécklung hätten, déi engersäits duerch déi nei geschafen Uni Lëtzebuerg hiren Ufank an duerch den neien technesche Lycée hiren Ofschloss fënnt. Op hirer Homepage steet nämlech ënner anerem nozeliesen, an hei muss ee vläicht tëschent den Zeile liesen:

«Depuis 2003, une nouvelle étape importante a été franchie. Les études d'éducateur gradué ont été intégrées dans l'Université du Luxembourg, et la section des études d'éducateur est progressivement intégrée en un nouveau Lycée technique pour professions éducatives et sociales. En d'autres termes, l'Institut d'Études Éducatives et Sociales (IEES), qui a été officiellement créé en 1990 et s'est très solidement développé depuis lors, cessera au cours de l'année 2005 ses missions; institutionnellement parlant, il n'aura pas atteint ‚l'âge de la majorité'.»

Et steet ausser Zweifel, datt den IEES eng Experienz, en Erfahrungsvolumen entwéckelt huet, déi am Kontext vum neien technesche Lycée net dierfe verluer goen. An et huet een e gewëssent Verständnis, wann déi Enseignanten a Professeren, déi mat vill Engagement während Jorzéngten dësen Institut opgebaut hunn, sech Gedanke maachen iwwert d'Zukunft vun hirer Formatioun. D'Dispositions transitoires, denken ech, garantéieren den Transfert vum Wëssen, vum Know-how a vun Erfahrungswäerter. Ech mengen, datt d'Approche vun der Regierung eng verstänneg ass, well den Know-how souwuel op Universitéitsniveau wéi och um Niveau vum Lycée einfach récupéréiert gëtt.

D'Experienz fléisst mat a beim Opbau vun deenen zwee Enseignementer. D'Formatioun vum Educateur eegestänneg fonctionnéieren ze loossen, onofhängeg vum generelle Kader vum Lëtzebuerger Enseignement, mat besonnesche Regele beim Recrutement vun den Enseignanten, der Admissioun an der Promotioun vun de Schüler, wier, an dat war och d'Meenung vun der Kommissioun, net de richtege Wee gewiescht. Duerfir menge mir als CSV-Fraktioun, datt et besser ass - an dat gëtt jo och mat dësem Gesetzestext elo Realitéit -, datt dës Formatioun an de Kader vum Enseignement secondaire technique gesat gëtt, wat jo, wéi ech gesot hunn, mat dësem Gesetz geschitt.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Fro un d'Ministesch. Madame Minister, am Artikel 3 gëtt drop higewisen, datt et méiglech ass, d'Formation en cours d'emploi ze maachen, an datt dat géif geregelt ginn duerch Règlement-grand-ducalen. Meng Fro ass, wéi wäit datt et mat dësem Règlement grand-ducal ass a wéi déi Formation en cours d'emploi géif ausgesinn, well hei am Land huet se jo praktesch d'duebel Zäit wéi dat wat d'Schüler am Ausland ugebuede kréien. Ech mengen hei am Land sinn et sechs Joer. An der Belsch kann een déi Formation en cours d'emploi an dräi Joer maachen.

An dann zum Schluss, trotz enger Tréin am Knapplach, wéinst dem Départ vum IEES fort aus eiser Gemeng, net well mer se fortjoen, mä well mer d'Haus musse récupéréiere fir eis Besoinen am Primärschoulunterrecht, wënschen ech dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales séier en neit Doheem an e geglécktene Start am Hierscht, an ech ginn och heimadder selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Dann huet elo d'Wuert d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, wann ech gelift.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss ee sech freeën, dass et elo nach een Dag éier d'Parlament ophält zum Vote hei kënnt iwwert d'Schafung vum Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Wann ech soen, et muss ee sech freeën, dat ass well et eng Nécessitéit ass. Well ech froe mech, ënner welleche Bedingungen am Hierscht d'Schoul hätt kënne weider fonctionnéieren, wa mer dee Projet de loi, dee viru méi wéi engem Joer déposéiert ginn ass, haut net hätte kënne stëmmen. Dat ass eng prinzipiell Remarque, déi ech wollt maachen.

Wann et laang dauert bis mer Schoulgebaier opriichten, esou dauert et awer och an der Procédure oft laang vum Dépôt vun engem Gesetz bis zu dem Ofstëmmen, an dat ass net gutt, well hei si mer an der Situatioun, dass - an de Rapporteur huet et gesot a meng Virriednerin huet et gesot - mer duerch d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg déi ganz Struktur vum Institut, deen d'Formatioun vun den Educateuren an Éducateur-graduéë gemaach huet, op d'Kopp gehäit hunn. An dat ass jo eppes, mat deem mer jo all d'accord waren. Mä da muss eppes amplaz kommen!

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech wëllt hei net an den Detail goen, well den Här Castegnaro huet dat als Rapporteur a sengem mëndleche Rapport wéi och a sengem schréftlechen excellent gemaach, an d'Madame Gantenbein ass elo grad op d'Geschicht agaange vun deem Ganzen, vun der Formatioun vun den Educateuren hei zu Lëtzebuerg, esou dass ech dat och net brauch ze widderhuelen.

Mä mir sinn hei an engem Kader, dass, wéi mer d'Gesetz vun der Uni Lëtzebuerg gestëmmt hunn, sech do d'Fro gestallt huet: Wat geschitt elo mat den Educateuren, déi jo net zum Supérieur gehéieren? Do ware véier Optiounen, déi sech ginn hunn.

Déi éischt Optioun wier déi gewiescht, den Institut esou wéi e bis elo bestanen huet, minus d'Formatioun vum Éducateur gradué, als Institut virubestoen ze loossen. Dat hätt awer als Désavantage gehat, dass all déi Problemer, déi sech stellen, wat d'Personal ubelaangt, wat d'Strukturen ubelaangt, domat net geléist wieren, an dass mer hei en Institut weider à part gehat hätten, deen nieft all deenen anere Formatiounen hei zu Lëtzebuerg gelaf wier, esou dass dat net déi beschte Solutioun gewiescht wier.

Eng zweet Léisung wier gewiescht, dass déi Formatioun, déi fir d'Educateure gemaach gëtt, un en anere Lycée technique oder un aner Lycée-techniquen als zousätzlech Formatioun ugehaange gi wier. Wann een dat gemaach hätt, da wier een zu enger Regionalisatioun komm vun de Formatiounen. Eng Léisung, déi net gutt gewiescht wier, well mer hei eng Spezifissitéit hunn, Personal hunn, wat en Know-how brauch an eng extra Organisatioun vun enger Schoul, esou dass dat och net d'Léisung gewiescht wär.

Da wär eng drëtt Méiglechkeet gewiescht, dass mer de Lycée technique pour professions de santé an zwee gespléckt hätten, engersäits d'Ausbildung vun den Infirmieren an Infirmièren an anerersäits d'Ausbildung vun den Educateuren an Educatricen. Mä och do huet een awer séier gesinn, dass dat net déi beschte Léisung wier, well d'Ausriichtung vun deenen zwou Formatiounen awer eng ganz aner ass, esou dass déi véiert Léisung, hei en eegene Lycée technique ze kreéieren, zréckbehale ginn ass.

De Conseil d'État seet a sengem Avis, dat wier keng gutt Léisung, mir hätten elo hei esou eng Formation à part, an da weist hien awer drop hin, dass dat och an anere Schoulen de Fall ass. E weist op d'Professions de santé hin; e weist och op d'Hotelschoul hin, an da weist en zum Beispill op de Lycée technique des arts et métiers hin. Ech weess net, wat de Conseil d'État domat gemengt huet. Ech mengen, do ass eng kleng Confusioun gewiescht, wéi dat geschriwwe ginn ass.

Et schéngt mir wichteg, dass een hei en extrae Lycée technique fir d'Formatioun schaaft, well een - an d'Madame Gantenbein huet dat gesot - hei op d'Expériencë konnt opbaue vun all deene Joren, déi hei ugesammelt gi sinn, fir eng spezifesch Schoul draus ze maachen, déi awer ënnert deeneselwechte Regele fonctionnéiert wéi déi aner Lycée-techniquen.

Dat ass jo 1973 ugaangen deemools mat dem IFEM, dem Institut de Formation pour Éducateurs et Moniteurs, ier dann d'Gesetz 1990 gestëmmt ginn ass vum jëtzegen IEES. Et war awer eng Schoul, zu där vill Idealissem gehéiert huet, well et eng Schoul war, déi geschafe ginn ass ouni e Personalkader nach eng Infrastruktur. A wann och duerch d'Gesetz vun 1990 verschidde Personalprobleme geléist gi sinn, esou sinn anerer awer derbäikomm, an de Problem vun der Infrastruktur ass bis haut leider net geléist ginn.

D'Formatioun, déi do ugebuede ginn ass, ass natierlech op eng enorm Résonance bei de jonke Leit gestouss. Éischtens, well et eng attraktiv Formatioun ass, mä och well duerch de Gesellschaftswandel Leit mat där dote Formatioun dobausse gebraucht gi sinn an all deenen Domänen vum socio-éducativë Beräich.

Am Gesetzesprojet steet jo och, dass een d'Formatioun kënnt ausbauen op verschidden Niveauen. Well et brauch ee Leit am socioéducativë Beräich, déi a verschidde Sparten an Niveauen ugesiedelt sinn.

Ech hu gesot, dass bis elo deen Institut Schwieregkeeten hat, well d'Personalstruktur net geklappt huet. Si hate verschidde Leit duerch d'Gesetz zougestane kritt. Mä wat den Enseignement général ubelaangt, stoung am Gesetz iwwert den Institut, et géingen Enseignanten aus anere Schoulgebaier détachéiert ginn. Dat ass eng Léisung gewiescht, déi bis elo fonctionnéiert huet, mä déi net glécklech war - fir kee vun deene Bedeelegten. Besonnesch net fir d'Schoul, well d'Schoul domat net hiren eegene Corps konnt rekrutéieren an esou zu engem Corps maache konnt.

Dann ass derbäikomm, dass mer all déi Leit als Chargés de cours haten, déi en onséchere Statut haten. Gott sei Dank kruten si am Joer 2000 méi Sécherheet, mä och dat huet de Problem net geléist. An ech hat d'lescht Woch hei gesot, wa mer eppes schafen, da musse mer ons als Stat och d'Moyenë ginn, fir dat duerno fonctionnéieren ze dinn, an da kann een net soen, wéi mer dat gemaach hu beim SREA, beim Service rééducatif ambulatoire, dass mer da Crédits d'heures iwwert de Budget huelen, an da ginn doriwwer Leit bezuelt an dat geet während Joren esou virun, mat där Onsécherheet, déi dat fir d'Leit bedeit, an och mat där Fluctuatioun, déi dat beim Personal bedeit.

Hei hu mer eng Situatioun gehat, déi net esou grave ass wéi am SREA, mä awer och eng Situatioun, déi alles aneschters wéi glécklech war. Schwiereg ass et, wann ee Personalstrukture schaaft am Enseignement, wat net déi typesch traditionell Enseignementsfächer sinn, an dass een nei Fonctiounen do schaaft, schéngt mer awer wichteg ze sinn, well hei gi jo och aner Matièren enseignéiert wéi dat an engem typesche Lycée technique ass.

De Conseil d'État hat eng Opposition formelle ugemellt, well e gesot huet, et geet dach net, dass hei e Lycée technique och kann nom Bac technique Spezialisten ausbilden. An och do mengen ech, dass de Conseil d'État awer a senger Attitüd net ganz richteg louch a sengem Avis, well bei de Professions de santé ginn och nom Bac technique an nom Infirmiersdiplom Spezialisten ausgebilt.

De Conseil d'État schreift a sengem Avis, dat géing an den Enseignement supérieur gehéieren. Mä mir sinn hei an enger Weiderbildung, an enger Beruffsweiderbildung. Dat ass eppes ganz aneschters. Ech gesi wierklech net an, wéi d'Uni Lëtzebuerg beispillsweis soll Hiewammen ausbilden, fir e Beispill ze huelen aus dem Santésberäich, an hei brauche mer och nom Educateur Spezialisten, an et wier gutt gewiescht, wa mer dat kënnten an deem Beräich vum Lycée technique effektiv maachen, déi den Know-how hunn, déi wëssen, wou d'Besoinen um Terrain sinn an déi d'Personal hunn.

Menger Meenung no muss ee sech nach eng Kéier iwwerleeën, wéi dat da virugeet, well déi weiderbildend Beruffsausbildung kann ee menger Meenung no jo awer net am Enseignement supérieur usiedelen. Ech sinn och frou, dass d'Madame Modert hei ass. Si kann dat da mat der Madame Delvaux klären, wou do d'Trennlinn ass. Mä menger Meenung no besteet eng Confusioun tëschen Enseignement supérieur, wat eng akademesch Ausbildung ass, an enger weiderbildender professioneller Formatioun, wéi se hei ugestrieft ass. Menger Meenung no muss een dat nach eng Kéier analyséieren.

Da wollt ech nach, Här President, ee Wuert soen zu der Infrastruktur. Ech hunn am Ufank gesot, et huet vill Courage dozou gehéiert déi Schoul opzebauen, vun 1973 un. Ech wëll wierklech all deene Leit, déi do geschafft hunn, e grousse Merci soe fir hiren Engagement an dass si un hir Iddi gegleeft hunn, wéinst de Schwieregkeeten, déi do woren, a bei der Infrastruktur, an ech mengen d'Madame Gantenbein ass am beschte placéiert gewiescht fir iwwert déi Problematik ze schwätzen, mä, de Rapporteur huet et och ugeschwat, déi Infrastrukturproblemer konnte leider net geléist ginn.

An den Här Castegnaro huet elo grad gesot, mir géinge wëssen, dass e Schoulgebai géing aacht Joer brauchen. Ech froe mech, ob een hei net soll op eng Léisung zréckgräife wéi beim Neie Lycée, deen awer an dräi Méint ka realiséiert ginn. Well hei schéngt et effektiv…

(Interruption)

Also, wann ech d'Situatioun kucken, wéi se elo am Moment zu Léiweng ënnerbruecht sinn, dat ass wierklech kee Palais. An ech froe mech, ob een net kann awer op en anere Wee an der Prozedur goen, quitte dass et Containere sinn - well Containere kënnen och haut vu ganz gudder Qualitéit sinn -, mä wou een eng Infrastruktur huet, déi awer appropriéiert ass. Well déi zu Léiweng, déi do ass, entsprécht wierklech net deene Konditiounen. Et ass nun eemol esou, dass d'Gemeng Hesper dat do brauch.

Ech wier frou gewiescht, muss ech éierlech soen, an ech riichten hei kee Reproche u keen, wann déi Léisung schonn éischter hätt kënne fonnt gi fir eng definitiv Infrastruktur. Mä et ass jo beim Neie Lycée eng nei Prozedur ageschloe ginn. Dofir froen ech mech, ob een net kéint hei op dee Wee goen, fir dass mer awer méi séier virukéimen.

Den Här Castegnaro huet och gesot, et misst ee kucken, wann een eng Schoul géing schafen, dass dann och de Bau misst prett sinn. Mir haten eng Kéier eng Motioun hei ugeholl, vrun e puer Joer, wou d'Chamber d'Regierung opgefuerdert huet, dass all Kéiers beim Beschloss vun engem Bau och gläichzäiteg de Lycée geschaf gëtt, fir dass béides ka matenee wuessen. Dat ass zu Mamer net geschitt, well do wor de Bau amgaang.

Mä déi éischte Kéier, wou dat virgeholl ginn ass, dat ass fir de Réidener Lycée. An dat wor, menger Meenung no, och déi Prozedur, déi ee sollt maachen. Well da kann een direkt e Responsabelen, en Direkter nennen, deen dee Bau da vun Ufank u mat ka begleeden, wat enorm wichteg ass, fir dass och en Interlocuteur, en Haushär op der Plaz ass. An déi Experienzen, déi gemaach si ginn, an den Här Calmes, deen Noper ass dovun, dee kann dat nëmme bestätegen, dass dat och op der Plaz ganz wichteg ass fir d'Abanne vun deem Lycée an d'Ëmfeld, an d'Noperschaft, an dass dat de richtege Wee ass. Sou dass mer an Zukunft och dee Wee musse goen.

Hei si mer awer an enger ganz anerer Situatioun. Hei hu mer en Institut wat soll ëmfonctionnéiert ginn, als Lycée technique. Menger Meenung no ass dat de Wee deen ee muss goen, fir dass mer Personalstrukture kréien an dass mer och eng Struktur kréien, déi deene gläichgestallt ass, mat deenen anere Lycées techniques, an dass mer net hei eppes à part hunn.

Et bleiwen nun natierlech Problemer déi opstinn. Dat ass dee vum Klassement, an do hate mer eng Entrevue mat der Fonction publique, mä dat geet aus dem Kader eraus vun der Éducation nationale. An déi Problemer, déi sinn op jiddfer Fall nach ze léisen. Ech hoffen awer, dass och à terme eng Léisung fonnt gëtt fir déi Personalfroen. Well et ass enorm wichteg, dass eng Stabilitéit an deene Schoulstrukturen och ass, well dat ass am Intérêt finalement vum Enseignement selwer an domat am Intérêt vun deene jonke Leit, déi do hir Ausbildung fannen.

No deene Remarquen, Här President, wollt ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Dir hutt d'Wuert, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass hei scho gesot ginn, dëse Projet de loi, deen haut gestëmmt gëtt, ass eng weider Etapp, eng wichteg, déi erreecht ginn ass, an deem eigentlech mouvementéierte Parcours vun dëser Schoul.

Dobäi geet d'Geschicht vun der Ausbildung vun de soziale Beruffer nach vill méi wäit zréck, an ech géif mer gären erlaben e bësselche méi wäit zréckzegoen, bis 1973, fir herno kënne verschidde Parallèlen zu haut ze zéien.

Et war effektiv esou, wéi der schonn e puer gesot hunn: Am Joer 1973 ass d'Éducation différenciée entstanen, an an dësem Gesetz iwwert d'Éducation différenciée war dann och Rieds vum Éducateur de l'éducation différenciée a vum Moniteur vun der Éducation différenciée.

Et gouf awer keng Schoul fir dës nei Beruffer, et gouf keng Formatioun, et gouf keng Carrière, et gouf eigentlech guer näischt. Et gouf och nach keen oder ganz wéineg soziale Secteur zu der Zäit. Déi Institutiounen, déi et gouf, wéi zum Beispill d'Rumm oder d'Kannerland oder Betzdorf, oder soss Altersheimer, waren haaptsächlech vun de Congrégatioune geleet oder vun der Croix-Rouge oder vun der Ligue, déi ufanks vum 20. Jorhonnert entstane sinn, mat där deemoleger Missioun fir haaptsächlech d'Tuberculose ze bekämpfen. Vun do komme mer also hier.

Déi éischt Kandidaten a Kandidatinnen, fir Educateur oder Moniteur ze ginn, hunn am Institut pédagogique zu Walfer eng Plaz fonnt; si kruten nämlech den ieweschte Stack ënnert dem Daach, deen ass fir si fräigemaach ginn. An dës éischt Educateuren a Moniteuren hunn och haaptsächlech en cours d'emploi hir Formatioun gemaach, well se ebe parallell zu hirem Studium schaffe gaange sinn, sprich de Secteur lues a lues opgebaut hunn.

De Virdeel vun där Zäit war deen, datt d'Studenten an d'Studentinnen aus dem Enseignement scolaire a préscolaire an d'Studenten an d'Studentinne fir Moniteur an Educateur, déi Zäit, all Dag sech begéint hunn. Déi haten all Dag mateneen ze dinn, well se am selwechte Gebai waren, an zum Deel haten se och gemeinsam Coursen.

1985 ass dunn dee Staff vun dësen neie Formatiounen op Fenteng geplënnert, wou si dann d'Primärschoul vun der Fentenger Gemeng zur Verfügung gestallt kruten; dat ass jo hei schonn esquisséiert ginn. Dunn huet dës Schoul IFEM geheescht, offiziell - méi oder wéineger - Institut de Formation des Éducateurs et des Moniteurs; dat ass och scho gesot ginn, awer och nach ëmmer eigentlech ouni en eegent Gesetz. Ouni een eegent Gesetz wat d'Organisatioun, wat d'Planifikatioun, wat d'Gestioun an esou weider ugeet; alles wat zu enger Schoul gehéiert, vun den Enseignanten engersäits, awer och vun de Studenten a Studentinnen. Näischt war definéiert. Duerno huet de Stat nach eng Hal an enger Zone industrielle et commerciale zu Léiweng gelount, well d'Fentenger Schoul eben aus allen Néite geplatzt ass. An et ass och déi Hal do, déi eigentlech elo dee Lycée technique soll ginn.

Am Joer 1990 war de soziale Secteur a voller Expansioun. Net nëmmen eng nei iwwerduechte Philosophie vu Kannerheemer war entstanen, mä de ganze Behënnertemilieu hat souwuel Schoulen, Beruffsausbildungen, Atelier-protégéën, wéi Heimbetreiung, Fräizäitgestaltung an esou weider. Déi éischt Structures d'accueil fir Klengkanner, Crèchen, Foyers; all déi Saache sinn och lues a lues entstanen.

Am Joer 1990, dat ass och scho gesot ginn, ass dunn endlech dat éischt Gesetz komm, a wat net gesot ginn ass, dat ass dass dat 17 Joer duerno war. Et kann een et ausrechnen, voller 17 Joer duerno koum dat éischt Gesetz wat déi Schoul an déi Formatioun eigentlech definéiert huet an aus deem Fenteng a Léiweng ass den IEES ginn, dat ass och scho gesot ginn.

D'Formatioune sinn dunn och ëm ee Joer verlängert ginn. Aus dem Educateur ass den Éducateur gradué ginn an aus dem Moniteur ass den Éducateur diplômé ginn. Mä all déi schonns diplomiéiert schaffend Leit, dat waren der jo vill, déi an deene 17 Joer duerch déi Schoule passéiert sinn an déi an deene Strukture geschafft hunn an déi opgebaut hunn an déi d'Formatioun professionaliséiert hunn, all déi diplomiéiert schaffend Leit am soziale Secteur hunn dunn nach misse fënnef Joer waarden, bis e Règlement grand-ducal endlech definéiert huet, wat dann hir Mesures transitoires, déi Mesuren da wieren, déi si missten huele fir hire Studium weiderzeféieren a fir och kënnen dann dësen neien Titel ze droen.

Dëst alles - Dir kënnt Iech et denken - ouni Changementer op der Beruffscarrière, weder fir den Éducateur diplômé, deen dann domadder eng Première huet, e Bac technique; nach fir den Éducateur gradué, deen domadder e Bac+3 huet.

Haut am Joer 2005 soll dann d'Uni Lëtzebuerg, dat ass och scho widderholl ginn hei e puermol, sech ëm den eigentleche Bachelor vun dem/der Éducateur(trice) gradué(e) këmmeren. A well den Educateur diplômé mam 90er Gesetz gläichgestallt ginn ass mam Bac technique, gëtt dann elo endlech - endlech! - aus dem IEES e richtege Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Awer, an dofir ebe mäi klengen Historique, aus enger Traditioun eraus - vun 1973 bis haut - ass de socioéducativë Secteur trotzdeem e bëssen d'Stéifkand vun der Natioun bliwwen. D'Beruffscarrière vum Educateur, den Éducateurs diplômés, berücksichtegt hir dräi Joer Ausbildung an dësem spezifesche Lycée technique net, de facto gëtt hire Bac technique net unerkannt. Wa se elo beim Stat oder am konventionéierte Secteur agestallt ginn, gi se agestuuft wéi een, deen eigentlech seng Troisième oder seng Onzième huet, also gläich e bësselchen engem Expéditionnaire.

Dem Éducateur gradué geet et net besser. De facto kritt hie seng dräi Joer Héichschoul, seng dräi Joer Éducateur-gradué-s-Studien no der Première net ugerechent, mä si ginn och erëm eng Kéier parallell zum Stat mam Ufangsgehalt vun engem Redakter agestallt.

Och bei dësem neie Lycée technique ass net grad alles esou wéi bei deenen anere Lycéeën, an dat ass och schonn hei ugeklongen. Datselwecht gëllt eigentlech och fir déi Éducateur-graduéen, déi an dëser Schoul ausbilden. Si si praktesch all säit Jorzéngten derbäi, hu matgehollef, dee Secteur opzebauen an d'Ausbildung ze professionaliséieren. Vu datt et jo bis 1990 gedauert huet, bis dann e Gesetz gesot huet, wat da Saach wier an där Formatioun.

Si kréien haut d'Méiglechkeet, hir Carrière als Maître de cours spéciaux an hirer Schoul weiderzefëieren. Hinne bleift awer trotz hirem Bac+3 an dem Fait, dass si ausschliesslech am Cycle supérieur vun deem Lycée technique enseignéieren, den Titel vum Professeur d'enseignement technique verspaart.

Et ass schonn erstaunlech wéi d'Regierung respektiv de Ministère vun der Fonction publique et fäerdeg bréngt, deem Éducateur gradué wëllen ze erklären, firwat den Éducateur gradué an engem Cycle supérieur, mat engem Bac+3, net Urecht huet op déiselwecht Carrière wéi en Infirmier gradué Bac+3 am Lycée des professions de santé. Wat fir deen ee gëllt, misst jo eigentlech och fir deen anere gëllen.

Bon, ouni wëllen deen ee géint deen aneren auszespillen, sou muss ee feststellen, datt et, obwuel et eigentlech eng komplett analog Situatioun gëtt, souwuel bei de Studië vun deenen enge wéi vun deenen aneren, obwuel déi zwou Schoulen op deemselwechten Niveau scolaire ausbilden, nämlech ausschliesslech Cycle supérieur vum Secondaire technique, et dach awer symptomatesch ass, datt et grad déi sozial Beruffer sinn, déi ënnerbewäert ginn.

Et ass eigentlech e flagrant Beispill méi an enger ganzer Linn vun Ënnerbewäertunge vun deene socioéducativë Beruffer. Wat e gudde Moossstab ass, nämlech den Infirmier gradué a sengem Lycée technique pour professions de santé mat sengem Gesetz aus dem Joer 1995, gëllt am Gesetz vum Joer 2005 net fir den Éducateur gradué am Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Dobäi, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass de soziale Secteur e Secteur, deen haut net méi ewechzedenken ass, gradesou wéi eben déi Professiounen aus dem Santéssecteur. Wann de soziale Secteur aus där enger oder där anerer Ursaach eng Kéier géing komplett ausfalen - ugeholl si géingen emol eng Kéier radikal alleguerte matenee streiken, aus wat fir engem Grond och ëmmer, - da wier eis Gesellschaft méi behënnert, wéi wann zum Beispill den Transportsecteur oder d'Schoulpersonal géing streiken. Da géing näischt, awer guer näischt méi hei funktionéieren: keng Crèche, keng

parascolaire Infrastrukturen, keng Structures d'accueil fir eeler Leit, fir behënnert Leit, an nach villes méi. Keen normalen Dagesoflaf fir bal jiddereen an eiser Gesellschaft wier da méi méiglech.

Dat ass d'Envergure vun der geleeschter Aarbecht am soziale Secteur. Just fir sech dat emol eng Kéier virzestellen. An dofir verdéngt si eng besser an eng méi respektvoll Ausbildungsplaz a besser Ausbildungskonditiounen, wéi dat de Fall ass a wéi dat eigentlech nach ëmmer de Fall war. Dëst muss och emol eng Kéier hei kloer op dëser Plaz gesot ginn. Well vill ze vill oft gëtt d'Qualitéit wéi d'Ampleur vun där geleeschter Aarbecht säit iwwer 30 Joer net richteg gesinn. A well se net richteg gesi gëtt, gëtt se och net richteg ageschat.

Et ass eigentlech um sozialen Aspekt vun engem Land wou een de soziale Fridden an och de mënschleche Räichtum vun engem Land moosst. Dofir ass et d'autant plus regrettabel wann engersäits mir net wëssen, ob een iwwerhaapt vläicht kann herno eng Äntwert ginn, ob mer iwwerhaapt e soziale Bachelor wäerten d'nächst Joer op där neier Uni kréien, an et ass nach méi regrettabel, datt een nach ëmmer, no 30 Joer Bestehen, de Lycée technique pour professions éducatives et sociales muss an enger Hal siche goen a gesinn, datt ënner onméigleche Konditiounen dës Formatioun muss ofgehale ginn.

E Lycée technique pour professions éducatives et sociales misst sengem Numm no um Niveau CATP ausbilden. Obwuel mir dës nei Méiglechkeet vum CATP begréissen, déi jo elo soll kommen d'nächst Joer, sou musse mer awer bedaueren, datt net oder eben nach net deen neie Lycée technique fir dës Formatiounen zoustänneg ass. Ech muss soen, dass d'Organisatioun vun deem neie CATP dach e bësselchen iwwerstierzt schéngt.

Engersäits gëtt elo e spezialiséierten technesche Lycée kreéiert, dee mat laangjährege qualifizéierten Enseignantë gestaffelt ass, an da gëtt parallell eng nei Formation CATP „auxiliaire de vie" agefouert, déi vu ganz anerem Personal ofgehale gëtt, déi - an do och erëm eng Kéier wëll ech wierklech kengem ze no trieden - dach awer net iwwert déiselwecht Kompetenze verfüge wéi am neien technesche Lycée. An dat alles dréit sécherlech net zur Klarifikatioun um sozialen Terrain a senge Beruffer bäi.

Och misst dësen neie Lycée iwwert d'Méiglechkeete verfügen, fir Weiderbildung unzebidden - dat ass och schonn hei gesot ginn -, souwuel fir déi Leit, déi do hiren Diplom kritt hu wéi awer och fir Leit, déi vläicht an engem ganz aneren Domän schaffen, awer punktuell eng Weiderbildung an engem socio-éducativë Fach brauchen. Eng Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg imposéiert sech praktesch an dësem Kontext. En Austausch mat aneren Institutiounen am Land oder am Ausland ass onëmgänglech, wann ee wëllt dëser wichteger Formatioun hire richtege Stellewäert ginn.

Dësen neie spezialiséierte Lycée misst e Point de rencontre si wou ausgetauscht gëtt, wou kreativ Brainstorminge méiglech sinn a wou op d'Aktualitéit am socio-éducativë Kontext ka reagéiert ginn. Eis schéngt et dofir wichteg a richteg, datt sech dës Aarbecht op engem eenzege geographesche Punkt konzentréiert, an dofir ass et wichteg, dass sou séier wéi méiglech dëse Lycée seng definitiv Plaz fënnt op engem geographesche Punkt, deen zentral läit a gutt mam öffentlechen Transport accessibel ass.

Ech wëll eigentlech net ze vill pathetesch iwwert dës socio-éducativ Beruffer schwätzen, well et ass scho schwéier genuch fir dës dach awer nei Beruffer, nodeem se jo am leschte Jorhonnert meeschtens vun der Charitéit bezuelt gi sinn a meeschtens vun den Uerdensschwëstere gemaach gi sinn, sech duerchzesetzen als Beruff mat deselwechte Revendicatioune wéi all aner Beruff. Ëmmer erëm spillt dach awer trotzdeem e bësselchen d'Engagement vum eenzelnen Erzéier vis-à-vis vu senge Matmënschen, déi e betreit, eng Roll. An ëmmer erëm gëtt vun engem schéinen a schwéiere Beruff geschwat, wou een am Déngscht vun de mannerbemëttelte Mënsche schafft.

Ech géif awer gär soen, datt et Zäit gëtt e bësse manner schéi Komplimenter fir en nobele Beruff auszedrécken, an dësen neie Beruffer déiselwecht Gläichstellung ze gi wéi all deenen anere Beruffer. Dat heescht am Kloertext, eng kloer Ausbildung, kloer Beruffsbiller, kloer Kritären an Aarbechtsverhältnisser, eng Schoul, déi der Ausbildung an hirer Wichtegkeet Rechnung dréit. Vläicht geet et souguer bei der Schoul an der Beruffsausbildung un, well si ass schlussendlech d'Visitëkaart fir all déi Beruffer, déi herno um Terrain schaffen.

Dofir wëll ech hei zum Schluss am Numm vu menger Fraktioun d'Noutwendegkeet ënnersträichen, fir dass dësen neie Lycée prioritär vun der Regierung considéréiert gëtt, fir engersäits eng Infrastruktur ze kréien an anerersäits dat noutwendegt Personal kënnen anzestellen, fir souwuel den Éducateur diplômé wéi den CATP „auxiliaire de vie" auszebilden, all Forme vu Weiderbildung am socio-éducativë Beräich unzebidden, wéi och Seminären, Colloquen a Konferenzen ze organiséieren.

A well dat jo och elo hei vu jiddergengem bal ugeschwat ginn ass, freeën ech mech dann och, Här President, fir Iech kënnen eng Motioun ofzegi vun der grénger Fraktioun, déi dann och seet, datt d'Regierung soll prioritär considéréieren, datt deen dote Lycée en uerdentlecht Gebai brauch. Voilà.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la création d'un Lycée technique offrant exclusivement des formations dans le domaine éducatif et social par l'adoption du projet de loi portant création d'un Lycée technique pour Professions Éducatives et Sociales permet d'optimiser les études actuelles;

- que depuis le début des années soixante-dix, le secteur éducatif et social a connu un développement substantiel au Luxembourg;

- que les établissements dans lesquels la formation a été offerte pendant ces 32 années ont été loués pour des périodes déterminées et ne correspondaient aucune fois aux critères exigés pour garantir les meilleures conditions de formation;

- que quelque 720 élèves sont inscrits pour l'année scolaire 2005/2006 au Lycée technique pour Professions Éducatives et Sociales;

- que le nouveau Lycée ne bénéficie pas d'infrastructures propres et adaptées à ses besoins;

invite le Gouvernement

- à accorder une priorité à l'acquisition d'un bâtiment adéquat avec des infrastructures spécifiques et adaptées, notamment des ateliers, des salles d'expression, des salles de conférence, pour garantir une formation de qualité au Lycée technique des Professions Éducatives et Sociales.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Mir wäerten dëse Projet de loi, deen de Schüler a Schülerinnen d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Educateursformatioun an engem richtege Lycée technique pour professions éducatives et sociales ze maachen, duerfir matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, den honorabelen Här Castegnaro huet mat Recht op zwee wichteg Problemer higewisen, op déi ech nach wëll agoen. Meng Virriedner-innen a Virriedner hunn och de Projet de loi an allen Hisiichte beliicht. Mä nach schéngt et mer, datt zwee Punkte mussen diskutéiert ginn, wou ech Befierchtunge wëll ausdrécken. Eng Befierchtung ass déi, datt mer riskéieren hei eng éducativ Sakgaass ze schafe fir verschidde vun deene Leit, déi mer hei ausbilden.

Woufir? Mir hunn am Laf vun de leschte Jore ganz vill investéiert an de socio-éducativë Beräich. Mir hu ganz vill do gemaach, sief et um Niveau vum Stat, sief et um Niveau vun de Gemengen, sief et och privat Initiativen, déi uechtert d'Land entstane sinn a wou ganz vill Leit gebraucht gi sinn als Educateuren oder als Éducateur gradué fir an deene Beruffer déi Plazen auszefëllen, déi gefuerdert waren.

Mä et huet een natierlech doduerjer ganz vill jonk Leit recrutéiert an engagéiert. An déi jonk Leit bleiwen am Prinzip 20 oder 30 Joer an deem Beruff, wann net méi laang. E gudden Deel huet vläicht och aner Flichten oder aner Prioritéiten, well se op eng Kéier wëllen sech méi op hir Famill konzentréieren, mä nach muss ee sech bewosst sinn, datt et héchstwahrscheinlech net méi esou wäert virugoen, wéi et bis elo war. Dat heescht, datt 100% vun deenen, déi aus där Schoul, aus deem Lycée erauskomm sinn, datt déi och zu 100% eng Plaz kruten. Dat riskéiert am Laf vun de Jore méi schwiereg ze ginn. Mir riskéieren, datt vun deene 715 Elèven, déi mer elo hunn - do kommen der d'Joer also eng 230, 240 eraus, also en Drëttel -, do mat der Zäit eng 40, 50, 60 op eng Kéier keng Plaz fannen.

Dat ass eppes, wou ee mengen ech misst éischtens déi Schülerinnen a Schüler, déi sech op dee Wee do engagéieren, awer drop opmierksam maachen, respektiv een och muss kucken als Regierung, datt et keng Sakgaass gëtt, mä datt ee mat der Zäit kuckt, datt och do Equivalenze geschafe ginn, datt gekuckt gëtt, datt déi jonk Leit iwwer eng zousätzlech Formatioun oder e Recyclage oder duerch Equivalenzen awer kënnen sech engem anere Beruff vläicht higi wéi deem, deen se elo just studéiert hunn.

Dat ass eng Préoccupatioun, op déi ech d'Regierung wollt opmierksam maachen, well se ganz reell ass en vue vun deenen Donnéeën, déi engem bis elo zur Verfügung stinn.

Den zweete Problem, dee mat Recht ugeschwat ginn ass, ass dee vun de Chargé-de-coursen. Ech ginn et net midd, Madame Ministerin, bei all Interventioun, déi mer hei zu engem Projet de loi hunn, dorop hinzeweisen, datt d'Regierung muss Léisunge fannen, wat d'Problemer vun de Chargé-de-coursen ugeet, egal a wat fir engem Type d'enseignement se bestinn. Mir mussen do eng Léisung fannen, déi sech a mengen Aen dem Aarbechtsrecht ënnerwerft.

Mir musse kucken, datt déi Leit dat aktiivt an dat passiivt Wahlrecht kréien, well Dir wësst, datt d'Employé-privéën, déi fir de Stat schaffen, net d'Recht hunn, fir d'Delegéierten ze wielen oder fir als Delegéierte gewielt ze ginn. Et ass net gutt, dass alleguerten déi Leit dann och net däerfen hiren Avis ofginn, wann et ëm schoulesch Problemer geet a wann et ëm schoulesch Organisatioun geet.

Dat gesot, mengen ech, hu mer hei awer e Projet de loi, deen noutwendeg ass, deen och déi richteg Zilsetzunge gëtt. Mir wënschen och, datt de Lycée natierlech an engem Gebai ënnerbruecht gëtt, wat dezent ass. Ech hoffen, Madame Ministerin, datt Dir Iech do bei dem Här Bauteminister kënnt duerchsetzen.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Regierung huet d'Wuert. Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech iwwert déi Unanimitéit fir dëse Projet, dee vu menger Virgängerin, der Madame Brasseur, am Mee 2004 déposéiert ginn ass. Si huet jo och ganz am Detail den Historique gemaach an d'Argumentatioun, firwat dee Projet esou ausgesäit, wéi en ausgesäit, an net anescht. Ech ka mer dat also a menger Interventioun spueren.

Ech wëll just déi Unanimitéit hei begréissen, well ech se gesinn als eng Unerkennung vun där Ausbildung, déi bis elo gemaach ginn ass um IEES. An ech hoffen, dass alleguerten déi Leit, déi do schaffen, dat och esou gesinn. An hinne wëll ech och e Merci soe fir déi Opbauaarbecht an déi Pionéieraarbecht, déi do gemaach ginn ass.

Ech gesinn et och als eng Unerkennung vun der Wichtegkeet vun dem Beruff vum Educateur. An ech denken, d'Madame Loschetter huet dat hei ganz däitlech gemaach, wat fir eng Importenz dee Profil vum Educateur kritt huet an der Zäit an an de Joren.

Och muss ee vläicht ënnersträichen, dass dat Bild vum Educateur och vläicht duerch deen Numm, deen déi Professioun dréit, kënnt drop hiweisen, dass en haaptsächlech mat Kanner ze dinn huet. Et ass ee Beruff, dee ganz polyvalent ass, an deem ee souwuel mat Kanner, mat Jugendlechen, mat eelere Leit a mat Leit mat Handicap ka schaffen. Et ass also ee Beruff, deen a ville Beräicher vum Liewen immens wichteg ass, dee gefrot ass. De Succès, déi grouss Zuel vu Schüler, Studenten, déi sech aschreiwen am IEES, deen et jo da vun haut un net méi gëtt, beweist jo och, dass dat jiddefalls vun deene jonke Leit erkannt gëtt.

Ech maache mer elo de Moment jiddefalls net immens vill Suerge fir d'Ënnerkomme vun deene Leit, déi déi Studien hunn, well et e Beruff ass, an dat bedaueren ech trotzdeem e bëssen, deen haaptsächlech vu Fraen ausgeübt gëtt. Ech si frou, dass d'Fraen do aktiv sinn, mä ech denke fir all Beruff wär et gutt, wann eng besser Verdeelung wär zwësche Männer a Fraen. Mir mussen eis nach Saachen afale loossen, wéi mer dee Beruff och fir Jonge méi attraktiv kënne maachen. Mä doduerch dass vill Fraen an deem Beruff aktiv sinn, sinn natierlech vill Interruptioune vun der Carrière an doduerch ass den „turnover" vun deene Leit och ganz grouss.

Ech deelen alleguerten déi Iwwerleeungen, déi gemaach gi sinn, dass et wichteg ass an all Beruff, awer och a soziale Beruffer, well dat eben e Secteur ass, deen esou changéiert, dass mir eis Iwwerleeunge maachen, wéi een d'Weiderbildung respektiv eng opbauend Ausbildung kann un déi initial Ausbildung drunhänken. Ech denken, dat ass den Défi vun deenen nächste Méint a Joren, deen ech mer selwer gestallt hunn. Mir schwätze vill vum „lifelong learning"; mir mussen eis awer och d'Moyenen an d'Strukture ginn, fir dass dat sech och an der Praxis erëmfënnt.

Ech kann also der Madame Gantenbein soen, dass et dee Règlement grand-ducal nach net gëtt iwwer «en cours d'emploi», mä dass mer am Ministère amgaange sinn eis allgemeng Gedanken ze maachen, wéi eng Strukture mer kënnen opbauen, fir ebe just méi Encours-d'emploi-s-Offeren ze maachen.

Ech wëllt ee grousse Merci nach lassginn, an zwar un de Rapporteur fir säi Rapport. Och fir d'Rapiditéit, mat där geschafft ginn ass. Zwar ass de Projet virun engem Joer déposéiert ginn, mä et sinn nach am Mee Amendementer gemaach ginn.

De Conseil d'État huet säin Avis gemaach, an ech si frou, dass mer dee Projet haut kënne stëmmen, well jo, an dat ass aus all den Explikatioune virdrun erausgaangen, doduerch dass d'Gesetz iwwert d'Uni gestëmmt ginn ass, dem IEES ee Standbeen ewechgeholl ginn ass, a mer eigentlech och en Délai hunn, vu wéini u muss eng nei Struktur fir den IEES bestoen, an dat ass de September fir dës Rentrée. Et ass also kaum een Dag ze frél, dass dat Gesetz hei gestëmmt gëtt. Duerfir wollt ech der Kommissioun an och dem Rapporteur villmools Merci soen.

Fir mech wéi fir Iech bleiwen zwee Schéinheetsfeeler an deem Gesetz. Deen éischten ass dee vun den Enseignanten, deene Leit, déi am IEES ugestallt sinn, déi do den IEES mat opgebaut hunn, déi do Schoul gehalen hunn an déi zwar, an dat ass net den allgemenge Problem vun de Chargés de cours wéi bei deenen aneren, e feste Kontrakt hunn. An deem heite Fall ass e feste Kontrakt do! De Problem, dee sech stellt, ass dee vum Aklasséieren, an ech wëllt soen, dass mer do de Moment eigentlech keng Léisung ze proposéieren hunn, dass mer awer an der Regierung, an den Här Wiseler huet gesot, hie géif sech eeschthaft, an e mécht dat och, drëm këmmeren, dass mer eng gobal Léisung kréien, wéi mer an där neier Architektur vun de Studië vun dem Bologna-Prozess, wou mer e Bachelor a Master kréien, dass mer do eng global Léisung musse kréie fir alleguerten déi Leit, déi op deem Niveau ausgebilt sinn, an dass et also aus där Ursaach dës Kéier net virentscheet ginn ass an dësem Projet de loi.

Ech bedaueren et och, et ass ee Schéinheetsfeeler. Mä ech muss soen, deen allergréisste Schéinheetsfeeler, dee mer hunn, dat ass dass mer keng Infrastruktur hu fir deen neie Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Ech sinn dat Éischt, wat doriwwer net frou ass. Ech ginn awer hei mäin Engagement an, fir meng Energie drunzesetzen, fir do eng Léisung ze fannen. An ech denken, dass mer der zwou musse fannen.

Mir mussen eng provisoresch fannen, eng Containerléisung fir direkt, a mir brauchen en definitive Site mat engem richtege Lycée, mat engem richtege Gebai fir dee Lycée technique pour professions éducatives et sociales, deen am Zentrum vum Land läit.

Ech sinn éierlech gesot och net sou pessimistesch, dass mer ganz geschwënn eng Léisung fannen, an ech hunn duerfir och guer kee Problem fir déi Motioun vun deene Gréngen hei unzehuelen.

Ech soen Iech alleguerte Merci, fir dass dat Gesetz gestëmmt gëtt, an ech wënschen deem neie Lycée technique pour professions éducatives et sociales ganz vill Erfolleg an haaptsächlech geschwënn eng

Infrastruktur, déi hinnen et och erlaabt all déi Formatiounen unzebidden, déi se kënnen ubidden.

An ech wëll do, dat als lescht, just nach op der Madame Loschetter hir Remarquen iwwert d'CATP-Ausbildung kommen: Also ech fannen et wichteg, dass mer eng nei CATP-Ausbildung sou séier wéi méiglech offréieren. Et ass awer esou, dass et mam beschte Wëllen an där Infrastruktur, an där Capacitéit, déi den IEES de Moment huet, net méiglech ass, do déi Ausbildung unzebidden. An duerfir hunn ech awer fonnt, et wär awer keng Ursaach fir deen CATP net unzebidden. An ech denken och d'Madame Loschetter war mat mir do d'accord, duerfir also: Eis Prioritéit an den nächste Méint ass eng definitiv Bleif ze fanne fir deen neie Lycée vun de Professions éducatives et sociales.

Merci fir dee Vote a bonne chance fir de Lycée.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5408 iwwert den Enseignement musical. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

4. 5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretär, Madame Minister, soll ech waarde bis déi Leit, déi net méi wëlle bleiwen…

(Hilarité)

Da kënne mer och an aller Rou an an aller Intimitéit eise Projet duerchschwätzen.

Une voix.- Dann ass et méi harmonesch!

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Et huet alles seng Avantagen. Da si mer alt roueg heibannen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen, bei dem Projet 5408, dee mer haut duerchhuelen, geet et just ëm eng Ännerung vum Artikel 12 vum Gesetz vum 28. Abrëll 1998 iwwert den Enseignement musical. Mer wëssen nach ganz gutt, datt d'98er Gesetz e Kompromiss war, mä, ech betounen, e gudde Kompromiss, deen d'Madame Erna Hennicot-Schoepges fonnt huet, fir all méiglech an esouguer géigesätzlech Interessen a Sensibilitéiten an engem Gesetz zesummenzefaassen.

An dësem Gesetz gouf nämlech de Plaffong vun der finanzieller Bedeelegung vum Stat op 190 Millioune Lëtzebuerger Frang festgeluecht. Mat dem Projet de loi vun haut setze mer dëse Betrag op 7.367.000 Euro erop, ech hunn lech dat ausgerechent, zirka 300 Milliounen, ganz genau 297.182.043. Wann Der 300 Milioune verhaalt, da leit Der richteg.

D'Erhéijung vum Plaffong ass engersäits bedéngt duerch d'Evolutioun vun de Gehälter, déi, esou wéi d'Gesetz vun 1998 et festgeluecht hat, zu engem Drëttel vum Kulturministère, zu engem Drëttel aus dem Fonds communal de dotation financière an zu engem Drëttel vun de Bedreiwergemenge selwer bezuelt ginn, an do dernieft mussen déi och nach all Fonctionnementskäschte selwer droen. Anerersäits gëtt et awer eng aner Ursaach fir d'Eropsetze vun dësem Betrag: Well am Joer 2002 de Museksunterrecht, dee vun dem Gemengesyndikat Dikrech an Ettelbréck ugebuede gëtt, de Statut vum Conservatoire de musique kritt huet, gradesou wéi de Museksunterrecht vun der Gemeng Déifferdeng de Statut vun enger École de musique kritt huet.

Dës Décisiounen, wouriwwer déi Gemenge selbstverständlech frou sinn, bréngen awer noutgedronge finanziell Konsequenze mat sech, sou datt Upassunge vum Gesetz fälleg ware fir de Budget 2005. Dat heescht, d'Zomm vum Joer 2004, do stoungen am Budget 6.836.000 Euro; dës Zomm geet ëm 360.806 Euro erop, wéinst der Promotioun an d'Grade vun engem neie Conservatoire de musique an och vun enger neier Musekksschoul. Mä ganz besonnesch - an dat wëll ech betounen, d'Leit aus dem Ministère hunn eis dat erkläert - aus der Suerg eraus, fir datt déi aner Gemengen net benodeelegt oder geschiedegt géife gi mat dëser Mesure.

Vun dësen 360.806 Euro geet déi eng Halschent zu Laaschte vum Kulturministère an déi aner Halschent zu Laaschte vum Ministère de l'Intérieur iwwert de Fonds communal de dotation financière.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet ass den 29. November 2004 vun den Häre Ministere Biltgen an Halsdorf - ech muss lech jo lo net soen, wellech Ressortë se hunn; wann een heibannen ass, deen et net weess, dann zielen ech d'Ressorten op -; Biltgen an Halsdorf hunn dee Projet hei an der Chamber deponéiert.

De Statsrot huet säi positiven Avis den 21. Juni 2005 ofginn. An den 30. Juni hat d'Kommissioun vum Enseignement supérieur, vun der Recherche a vun der Kultur eng gemeinsam Réunioun mat der Kommissioun vun den Affaires intérieures a vum Aménagement du Territoire, wou ech dann als Rapporteur vun dësem Gesetzestext bestëmmt gouf.

An dëser Réunioun goufen de Projet de loi an den Avis vum Statsrot analyséiert. Hei koumen eng ganz Partie Froen op den Dësch, an zwar Froen iwwert d'Organisatioun vum Museksunterrecht an de Gemengen an an de Gemengesyndikater.

De Punkt, iwwert deen awer am meeschten diskutéiert gouf, a sécher an Zukunft och am meeschten diskutéiert wäert ginn - et ka jo net aneschters si wann et ëm Gemenge geet -, dat ass dee vun der finanzieller Bedeelegung tëschent Stat a Gemengen.

Och de Statut vum Personal bleift e Problem, well d'Personal an deene verschiddene Museksschoule gradesou verschidden ass wéi d'Offer vum Museksunterrecht selwer. Et gëtt nämlech Museksproffen aus der Carrière E7, et gëtt Chargés de cours mat enger hallwer Tâche, et gëtt Chargés de cours mat enger ganzer Tâche, et gëtt Chargéé mat dräi, véier, siwe Stonne pro Woch. Déi eng hunn en Zäitkontrakt, déi aner hunn e Contrat à durée indéterminée an anerer sinn als Employé privé agestallt an esou weider an esou fort.

Fir deen Drëttel, deen d'Gemenge vum Ministère de l'Intérieur aus dem Fonds communal de dotation financière kréien, leie prezis Kritäre vir, an zwar wat d'Héicht vun de Gehälter betrëfft, wat d'Qualifikatioun vum Personal an d'Ancienneté vum Personal betrëfft. All dës Facteure spillen eng ganz wichteg Roll an all dat bréngt mat sech, datt d'Subventionéierung vu Gemeng zu Gemeng verschidden ass.

Gradesou verschidden ass logescherweis och d'Reaktioun vun de Gemengeverantwortlechen. An dat hu mer och gelies am Avis vum Syvicol, dee sécher dorobber wäert zréckkommen, gradesou wéi vill Gemengeverantwortlech op dës Fro wäerten zréckkommen, och - an dat wëll ech betounen haut, wou mer zum Schluss vun enger laanger Sitzung sinn - wann dës Fro net den direkten Objet vun dësem Projet de loi ass.

Ech wëll awer hei der Madame Statssekretärin Octavie Modert an hirem Fonctionnaire aus der Kultur, dem Här Schmoetten, wéi och dem Fonctionnaire, deen zoustänneg ass fir d'Finanzen am Intérieur, dem Här Leonhard, e grousse Merci soe fir hir Gedold…

(Hilarité)

…a fir hir Kompetenz, mat där si op déi vill Froe geäntwert hunn, a besonnesch fir d'Bereetschaft, eis bei Geleeënheet, dat heescht wa si d'Analys iwwert de wierkleche Käschtepunkt vum Museksunterrecht ofgeschloss hunn, weider Detailer ze ginn.

Dofir hu mer an der Sëtzung vun der Kulturkommissioun vum 5. Juli op Propositioun - an ech bedaueren, den Här Gira huet mech elo virun enger Véirelstonn drop opmierksam gemaach, dass déi Kommissioun eleng getagt huet. Ech muss soen, Här Gira, mir hätte gradesou gutt kënnen zu deenen zwou Kommissiounen tagen. Et hätt sécher näischt geännert, a wann dat en Oubli war, dann entschëllegen ech mech. Et hätt een deen anere kënne vläicht drop opmierksam maachen. Mä op jidde Fall war et net esou gewollt.

Mir hunn op jidde Fall an der Sëtzung vun der Kulturkommissioun vum 5. Juli op Propositioun vun der Kolleegin Claudia Dall'Agnol unanimement beschloss, mir sollten dës Analys vun de respektive Ministèren ofwaarden an dann eventuell, eventuell nei diskutéieren. Haut geet et jo eigentlech just drëm, ob mer d'accord sinn, fir de Plaffong vun der finanzieller Bedeelegung vum Stat zum Museksunterrecht eropzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. D'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture huet dat an der Sëtzung vum 5. Juli gemaach, wéi si mäi schréftleche Rapport mat grousser Majoritéit ugeholl huet, an ech wier lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech misst deenen et och nach soen, déi muer de Mëtteg kommen, dankbar, wa jiddfereen datselwecht géif maachen an d'Gesetz stëmmen. An domadder géif ech ofschléissen, awer net vergiessen, den Accord vu menger Fraktioun, dat heescht vun der CSV ze ginn.

Ech soen lech Merci fir Är ausserge wéinlech Opmierksamkeet!

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools, Madame Stein. Esou wéi mer dat zesummen ofgemaach hunn, gi mer elo ausnahmsweis dem Här Gira d'Wuert, deen och nach eng wichteg Réunioun a senger Gemeng huet. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, merci am Ufank de Kolleegen a Kolleeginnen, déi mer de Virtrëtt hei loossen, wat mer effektiv erlaabt, nach zur Zäit op enger öffentlecher an domat schlecht verréckelbarer Réunioun den Owend ze sinn. Ech probéieren dann och mech esou kuerz wéi méiglech ze halen.

Ech fannen et schonn e bëssen erstaunlech, dass mer wéinst enger Erhéijung vu just 360.806 Euro vun engem Kredit am Statsbudget hei de ganzen Opwand bedreiwen, fir en extrat Gesetz op den Instanzewee ze ginn. Duerfir bedauere mir als Gréng e bëssen, dass mer net vun dësem Opwand profitéiert hunn, fir eng méi substanziell Evaluatioun vum Gesetz iwwert d'Museksschoule vun 1998 ze maachen.

Duerno hätt een dann och vläicht kënnen a solle méi eng substanziell Upassung vun dësem Kredit maachen. Well ech mengen, an d'Rapportrice huet dat och schonn ugedeit, d'Diskussiounen an der Réunion jointe, awer och den Avis vum Syvicol weisen, dass d'Problemer um Terrain awer nach wierklech net alleguerte geléist sinn an dass déi finanziell Répercussiounen, virun allem op d'Gemengebudgeten, sech awer trotzdeem méi oder wéineger esou entwéckelt hunn…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Pardon.

M. le Président.- Här Gira, d'Rapportrice wëllt kuerz eppes soen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Jo, Här President, ech géif dem Här Gira awer wierklech gäre soen, et geet ëm méi wéi 306.000 Euro! Déi 306.000 Euro, déi si geduecht als Kompensatioun, dass déi zwee, de Syndikat vun Dikrech an Ettelbréck, en neie Statut kréien, esou wéi d'Gemeng Déifferdeng. Mä et geet am Ganzen ëm eng Erhéijung vu méi wéi 100 Milliounen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat ass awer net richteg, Madame Rapportrice. Déi aner Sue gi souwisou all Joer erhéicht.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Jo, mä wie rechent dat esou?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat steet am Gesetz an dofir bräichte mer kee Gesetz ze maachen. Dat ass en Artikel, deen am Gesetz steet. Dat geet mat der Masse salariale vun de Statsbeamten. Dee Montant ass automatesch an d'Luucht gaangen, an dowéinst hätte mer haut net bräichten unzetrieden.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Jo, wann Dir dat mengt, da geet dat.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mä ech mengen, fir dass mer awer an der Chamber, Här President, eng Kéier eng seriö Evaluatioun vun dësem Gesetz kënne maachen, awer och fir gewuer ze ginn, als Deputéierten, wéi d'Regierung an dësem Dossier wëllt weidergoen, erlaben ech mer lech eng Demande d'interpellation ze iwwerreechen zu deem dote Sujet.

(M. Camille Gira dépose une demande d'interpellation sur le bureau de la Chambre des Députés)

Mir schéngen dann do, och ouni dass ech an där Sitzung war, awer méi oder wéineger jo déiselwecht Vuë gehat ze hunn, dass et un der Zäit wier, siwe Joer nodeem dat Gesetz gestëmmt ginn ass, eng Kéier zesummen a Rou an der Chamber kënnen driwwer ze diskutéieren.

Ech ginn lech Recht, Madame Rapportrice, dass haut net d'Geleeënheet dofir do ass. Dofir hoffen ech dann, dass dës Interpellatioun iwwert den Enseignement musical ugeholl gëtt. Da kënne mer am Hierscht, nodeem dann och all Informatiounen, mengen ech, vun de Ministèren, wéi mer dat versprach kritt hunn, virleien, eis eng Kéier en Nomëtteg huelen, fir dann d'Vuë vun deenen eenzelne Fraktiounen zu dëser Thematik gewuer ze ginn. Mä da vläicht an hoffentlech och d'Vuë vun der Regierung.

Ech mengen, dass awer opgrond och vun ëmmer méi kleng ginnende Gemengebudgeten et dréngend noutwendeg ass, fir eng Kéier ze kucke wou mer do stinn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt nach just soen, dass mer awer selbstverständlech déi Erhéijung och hei wäerte stëmmen.

Une voix.- Soss wär et awer schlëmm!

M. le Président.- Merci villmools. Ech ginn dann elo der Madame Flesch d'Wuert, fir zu dësem Projet ze schwätzen.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech der Rapportrice Merci soen, a vu dass mer jo an engem musikalesche Kontext hei sinn, géing ech wëlle soen, si schéngt mer eng richteg Femme orchestre ze sinn,…

(Hilarité)

…well viru kuerzem huet si ons e Rapport gemaach iwwert d'Moossname vun der UNESCO «pour interdire le transfert de propriétés illicites de biens culturels». Haut schwätze mer vum Enseignement musical communal. Si mécht déi Transitioun mat enger Facilitéit, fir déi ech se nëmme ka félicitéieren.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Merci, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, wéi dat scho gesot ginn ass, de Projet de loi huet zum Zweck, de Plaffong vun der Autorisatioun, déi d'Regierung huet fir um Finanzement vum Enseignement musical communal ze participéieren, ze erhéijen, fir zwou Tatsaache Rechnung ze droen: Éischtens, dass den Enseignement musical zu Dikrech an Ettelbréck elo de Statut vun engem Conservatoire huet, an zweetens, dass den Enseignement musical zu Déifferdeng de Statut vun enger École de musique huet. Mir wäerten dee Projet stëmmen a mir sinn absolut mat deene Propositiounen hei d'accord.

Et bleift awer trotzdeem, dass ee kaum kann iwwert d'Gesetz vun 1998 schwätzen, ouni e puer méi allgemeng Froen ze stellen. Och wa mir keng Interpellatioun ukënnegen, wëll ech awer op e puer Punkten agoen.

Wéi scho gesot ginn ass, d'Gesetz vun 1998 ass elo siwe Joer an Applikatioun. Et misst ee kënnen eng Evaluatioun maache vun deem, wat et bruecht huet, a vun deene Lacunen, déi vläicht dra sinn, an et misst ee kënne gewëssen Adaptatioune proposéieren. D'UGDA huet dat gefrot bei verschiddene vun hire Kongresser an an anere Réuniounen.

De Conseil supérieur de la musique huet deem Problem säin Avis vum 17. Abrëll 2004 gewidmet. De Syndicat des villes et communes luxembourgeoises huet an engem Avis datselwecht gefrot, an engem Avis vum 17. Mee 2005. Verschid-

de Stied a Gemengen, inklusiv déi Gemeng, déi ech am beschte kennen, hunn dem Kulturminister geschriwwen, fir eng Partie Problemen opzezeechnen, déi d'Applikatioun vum Gesetz vun 1998 mat sech bréngt.

Déi Froen, déi do opgeworf gi sinn, gi vum Contenu vum Enseignement musical, vun der Aart a Weis wéi d'Coursen organiséiert sinn, wéi den Enseignement sech mécht bis zu dem Finanzement. Ech wëll elo net hei op all déi Froen agoen, déi sech an deem Kontext stellen, mä ech wëll nëmmen déi puer Froen erwähnen, déi am Fong verbonne si mat deem Projet de loi, dee mer haut stëmmen, also mat deene Saachen ze dinn hunn, déi mer versichen haut fir Déifferdeng a fir Dikrech/Ettelbréck ze léisen. Dat ass also de Statut vun den Institutiounen, d'Organisatioun vum Enseignement musical an d'Participatioun vum Stat um Finanzement vun deem Enseignement.

Bei den Institutions d'enseignement musical schéngt et esou ze sinn - esou ass ons an der Kommissioun gesot ginn -, dass fir vum Statut vu Cours de musique an de Statut vun École de musique eriwerzegoen ee muss eng Période probatoire vu fënnef Joer duerchstoen. Ech wier frou, wann d'Madame Statssekretärin ons kéint soen, wat d'Base légale oder réglementaire vun där Dispositioun ass, a wa se ons weider kéint soen, woufir just deen Délai vu fënnef Joer gewielt ginn ass. Et hätt ee kënnen dräi Joer soen; et hätt ee kënne siwe Joer soen. Woufir fënnef Joer?

Wat nun d'Finanzparticipatioun vum Stat un dem Finanzement vun deem Enseignement musical betrëfft, drängen sech awer eng Partie Froen op. Et ass eng Tatsaach, dass d'A-Kraaft-Triede vun deem Gesetz vun 1998 de Käschtepunkt vum Enseignement musical bedeitend an d'Luucht gesat huet, och wéinst der Qualifikatioun, déi vun 1998 u beim Personnel enseignant verlaangt war. Or, zwee Drëttel vun deem Coût bleiwen à charge vun de Gemengen an de Stat leet dann een Drëttel bäi. Nach ass déi Participatioun plafonnéiert.

Et ass ganz kloer, dass dee Plaffong de Moment en contradiction ass mat der Dispositioun vum Artikel 12 Alinea 2, déi virgesäit: «L'État participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions.» Duerch dee Plafonnement si mer guer net méi bei «un tiers des rémunérations brutes du personnel». Mir si bei engem Montant, dee verdeelt gëtt no Kritären, déi déi meescht vun ons net kennen. A mir sinn op jidder Fall net méi am Kader vum Artikel 12 vum Gesetz. Mir sinn am Kader vum Plafonnement, mä duerch de Plafonnement gëtt d'Participatioun vum Stat erofgesat.

De Syvicol weist zu Recht drop hin, dass eng zousätzlech Inkohärenz an deem Gesetz ass oder an de Modalités d'application vun deem Gesetz, well den Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 14. Abrëll 1999 fixant les conditions et modalités d'exécution de la participation d'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical virgesäit, dass d'Kreditter vum Stat verdeelt ginn op der Basis vun de Coursen, déi an deene verschiddenen Ordres d'enseignement dispenséiert ginn. Et ass also net méi den Artikel 12, an deem gesot gëtt «sur la base des rémunérations brutes du personnel enseignant». Mä hei hu mer da schonn direkt an de Modalités d'application en anere Kritär.

Also, d'Disparitéite si mat esou Texter préprogramméiert. D'Feele vun Transparenz ass komplett. D'Gemenge wëssen iwwerhaapt net no wat fir enge Kritären déi Fonge verdeelt ginn, an den Imbroglio ass perfekt. Mä vläicht ass dat gewënscht. Dat sief dohigestallt.

Fir eng gewëssen Illustratioun vun deem ze ginn, wat ech elo gesot hunn, wollt ech op déi eenzeg prezis Chifferen zréckgräifen, déi ech kennen: Fir de Conservatoire vun der Stad Lëtzebuerg, deckt d'Participatioun vum Stat no esou engem Modus 38% vum Käschtepunkt vum Personnel enseignant. An ech soen derbäi, dass zwee Drëttel vum Personnel enseignant am Conservatoire vu Lëtzebuerg Professere sinn, also am E7. 38% vun deem Käschtepunkt ginn hei gedeckt, a 26% vum Käschtepunkt vum Fonctionnement vum Conservatoire.

No den Donnéeën ze jugéieren, déi d'Madame Erna Hennicot-Schoepges an hirer Eegeschaft als Kulturminister am Joer 2002 hei an dësem Haus op eng Fro vum Här Scheuer ginn huet, ass deen Taux vun 38% deen niddregsten, deen eng Gemeng am Land kritt. D'Stad Diddeleng zum Beispill kritt fir hir École de musique en Taux de participation vun 72%.

Also, Här President, ech wëll der Stad Diddeleng net hir 72% ewechhuelen. Mä ech géing awer gäre wëssen, wéisou bei hirer École de musique, vun där mer kënnen unhuelen, dass méi Chargé-de-coursë si wéi Professeren, den Taux de participation vun 72 erreecht gëtt, während an engem Etablissement, an deem zwee Drëttel vum Personal am E7 ass, mir en Taux de participation vun 28% hunn? Dat als Illustratioun vun deem, wat ech virdru gesot hunn.

No de Renseignementer, déi d'Madame Statssekretärin ons an der Kommissioun ginn huet an déi och hei erwähnt si gi vun der Rapportrice, sinn all déi concernéiert Ministèren elo derbäi ze kucken, wat de Käschtepunkt vum Enseignement musical effektiv ass a wat à charge vun de Gemengen ass. Ech géing mengen, dat wier eng gutt Saach, mä et soll ee mat deenen Aarbechte virumaachen an et soll ee gemäss och der Demande vum Syvicol engersäits de ganze Modell vun der Répartitioun tëschent de Gemengen erëm op de Métier huelen, an et soll een anerersäits och, wéi de Syvicol et freet, d'Enveloppe globale vum Stat an der Zouwendung fir den Enseignement musical renégociéieren.

Et muss een och, an dat ass fir mech nach bal méi wichteg, dofir suergen, dass d'Répartitioun tëschent de Gemengen équitabel ass, no objektive Kritäre virgeholl gëtt, an no Kritären, déi vu jiddfereengem kannt sinn, also a voller Transparenz.

En zweeten duebele Problem, Här President, deen ech wëll opwerfen, stellt sech fir eng Partie Gemengen, déi Schwieregkeeten hu bei der Organisatioun vun engem Enseignement musical an notamment beim Recrutement vu Chargé-de-coursen. D'Stad Lëtzebuerg ass net betraff, dofir schwätzen ech ganz - wéi soll ech soen? - gelassen iwwert deen dote Problem. Verschidde Gemenge bekloe sech, datt se net méi kënne Museker vun der Militärmusek astellen, fir déi Musekscoursë bei hinnen ze ginn, an datt se also mussen Enseignantë siche bis an d'Ausland. A wa se dat da maachen, da stoussen se sech un där Dispositioun, déi virgesäit, dass net nëmmen d'Professeren, mä och d'Chargé-de-coursen déi dräi administrativ Sprooche vum Land musse kënnen, dat heescht Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch.

Natierlech, wann Der e Professer oder e Chargé de cours importéiert vun Namur oder vu Virton, dann ass et net evident, dass hien och ka Lëtzebuergesch schwätzen. E kann awer vläicht ganz gutt Flûte spillen a sengen Elèven dat mat op de Wee ginn, wat se brauchen, fir am Enseignement musical weiderzekommen. Ech géing also d'Statssekretärin biede mat Bienveillance engersäits mat dem Kolleeg vun der Fonction publique de Problem vun den Autorisatioune vun den Heures supplémentaires bei de Museker vun der Militärmusek ze préiwen, an anerersäits sech ze iwwerleeën, ob et wierklech onëmgänglech ass, dass e Chargé de cours deen dräi Stonne laang Gei oder Piano oder Flûte traversière enseignéiert an enger Gemeng, onbedéngt muss déi dräi administrativ Sproochen aus dem Land schwätzen.

Wann do Léisunge géinge fonnt ginn, géing ech mengen, géinge mer ville Gemengen entgéintkommen.

Här President, ofschléissend, mir ënnerstëtzen d'Propositioun vum Rapporteur, dass mer sollen, wann déi Finanzetüd vun de Ministèren ofgeschloss ass, op déi Fro zréckkommen an aller Serenitéit. Anersäits si mer awer och der Meenung, dass et gutt wier, wann d'Regierung op déi vill Demandë géing agoen, dass d'Applikatioun vum Gesetz vun 1998 soll evaluéiert ginn, dass ee soll kucken, ob a wou vläicht nach eppes ze verbesseren ass, an dass een dann eng objektiv Evaluatioun mécht an, wann et sech opdrängt, Adaptatioune proposéiert.

En attendant, Här President, wäerte mir dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Rapportrice an och meng Virriedner sinn op munches schonn agaangen, an esou wëll ech lech oder besser gesot deene puer, déi zu dëser spéider Stonn nach hei sinn, a mir selwer dann och d'Widderhuelung dovunner erspueren.

Ech mengen och, datt et zu dësem Projet de loi - wéi d'Madame Rapportrice jo och schonns sot - net méi vill Neies ze erziele géing ginn, an ech sinn dann och iwwerzeegt, datt si dat Wichtegst och scho gesot huet, an datt och de schréftleche Rapport däitlech, ausféierlech an och méi wéi compréhensibel ass.

D'Gesetz selwer, wat mer haut wäerten änneren, an och dat gouf jo schonns gesot, datéiert awer vun 1998. Eng Zäit also, an där ech leider nach net d'Éier hat an dësem héijen Haus ze siégéieren, sou datt ech déi deemoleg Diskussioune just noliese konnt.

Ech kann awer op d'Lecture hi soen, datt déi Leit, déi deemools en cause waren, sech ganz vill Méi ginn hunn, fir e gutt an och e kohärent Gesetz ze maachen.

D'Zäit ass allerdéngs net stoe bliwwen an och den Enseignement musical huet sech verännert. Et sinn ëmmer méi Kanner an och ëmmer méi Erwuessener, déi heivunner wëlle Gebrauch maachen. Doduerch ass dann och d'Offer méi vaste ginn, wat alles an allem jo eigentlech eng gutt Saach ass.

Wann een dann och weess, datt schonns virun 1998 bal 20 Joer un engem Gesetz fir den Enseignement musical geschafft gouf, ouni Erfolleg, da mengen ech weist dat och, wéi komplex eigentlech d'Matière ass.

Wann een dann nach dobäi weess, datt dat Gesetz vun '98 bal zweeanenhalleft Joer um Instanzewee war, da gesäit een nach méi staark wat un Diskussiounen néideg war, fir dat Gesetz iwwerhaapt deemools zustan ze bréngen. An och wann et e gutt Gesetz ass, wat schlussendlech gestëmmt gouf, esou ass et elo dach siwe Joer al, an et kann een duerchaus drun denken, wéi och scho meng Virriedner hei ënnerstrach hunn, fir ze kucken, ob et nach ëmmer zäitgeméiss ass, an, wann dat net sollt de Fall sinn, wat et dann ze veränneren, respektiv ze verbessere géing ginn.

An dës Meenung, déi ass jo och vun aneren Acteure scho geäussert ginn, ënner anerem och vum Syvicol a sengem respektiven Avis.

An och den deemolege Rapporteur vun deem Projet hei an der Chamber hat a senger Interventioun gesot, datt si sech deemools deem schonns bewosst waren, ënner anerem well se mat deem Projet Neiland betratt haten an datt se also keng Erfahrungswäerter haten, op déi se konnten zréckgräifen.

Wann een d'Interventioune vun de Kommissiounsmemberen an der Diskussioun vum Projet 5408 matkritt huet, an och dann hei d'Interventioune vu menge Virriedner, da weess een, datt der och do der Meenung sinn, datt et Zäit gëtt, d'Analys vum Gesetz vun 1998 ze maachen. Haaptsächlech natierlech, an dat ass jo och méi wéi däitlech hei schonn ugeklongen, zum Volet Finanzéierung.

D'Gesetz selwer gesäit, wann ech mech net verzielt hunn, och net manner wéi zéng Règlements grand-ducaux vir, a vläicht kéint een, wa mer dann d'Gesetz géingen iwwerschaffen, och drun denken, fir déi Bestëmmungen, déi doranner festgehal goufen an déi sécher och néideg waren, fir kuerzfristeg Remedur ze schafe bei opgetauchtene Problemer, eventuell och da mat an den definitiven Text vun deem Gesetz mat eranzekréien.

Am initiale Projet vum 98er Gesetz, dat jo wéi gesot da schonns '95 déposéiert gouf, stoung iwwregens de Montant, dee mer haut da mam Projet 5408 no uewen adaptéieren, nach mat nëmmen 170 Milliounen aler Lëtzebuerger Frangen dran. Deemools scho sot awer d'Commission des Affaires communales et de l'Urbanisme an hirem Rapport, dee se pour avis ofginn hat, datt déi Zomm net géing duergoen. Déi Meenung gouf och vun der Commission des Média an dem Statsrot gedeelt, esou datt dee Montant da schlussendlech op 190 Milliounen eropgesat gouf.

De Statsrot vun deemools an och d'Kommissiounsmembere louchen also richteg, wann ee gesäit wéi mer de Montant dann haut no uewen adaptéieren. A genau doweinst, well dee Chiffer net ofhëlt, mä bien au contraire wahrscheinlech mat méi interesséierte Leit an doduerch och mat nach méi Coursen an Zukunft nach wäert an d'Luucht goen, drängt sech also dann och eng Reform vum Gesetz an notamment der Finanzéierung op.

Mir wëssen, an och dat hu meng Virriedner jo schonns gesot, datt de Museksunterrecht d'Gemengen eng ganz Staang Geld kascht. Mä mir sinn eis awer sécherlech all heibannen eens, datt jiddereen, ob jonk, ob al, ob aarm, ob räich, eng qualitativ héichwäerteg musikalesch Ausbildung soll kënne kréien, wann en dat wënscht.

Dat heescht am Kloertext, datt d'Gemengen net kënnen higoen a Coursen zu Präisser ubidden, wou nëmmen nach bestëmmte Schichten, wéi dat ganz fréier mol de Fall war, sech eng Musekksschoul oder awer och e Conservatoire kënne leeschten. A wann ech als Beispill d'Präisser fir d'nächst Schouljoer aus menger Gemeng, also vun Diddeleng huelen, da gesäit een, datt déi och méi wéi sozial sinn. Als Beispill: E Cours collectif fir Kanner kascht 20 Euro pro Joer an ee fir Adultë 75 Euro.

Déi Präisser ënnermaueren also och meng Bemierkung vu virdrun, nämlech d'Recht op musikalesch Ausbildung fir jiddereen.

Hei stinn awer menger Meenung no net nëmmen d'Gemengen an der Flicht, mä och de Stat; also rëm en Argument méi fir d'Gesetz an d'Finanzéierung ze iwwerkucken.

Mir waren eis an der Kommissioun och eens, datt et wichteg war de Projet 5408 elo ze stëmmen, an d'Madame Rapportrice huet et jo och schonns ugedeit, datt mer dem Ministère mat op de Wee ginn hunn, mol fir d'éischt am klenge Krees mat de Concernéierten ze kucken, wou d'Gesetz vun '98 reformbedürfteg ass an duerno eréischt eng Detaildiskussioun hei an der Chamber driwwer ze féieren.

Heibanne wäerte mer eis sécher och eens driwwer sinn, datt d'Gemengenautonomie beim Enseignement musical net a Fro gestallt soll ginn an datt d'Gemengen nach ëmmer selwer am beschte wëssen, wéi si op hirem Terrain de Museksunterrecht, respektiv eng Musekksschoul fonctionnéiere solle loossen. Och dëst soll ee beim Iwwerschaffe vun deem Gesetz awer net aus den Ae verléieren.

Och déi eenzel Responsabel vun de Musekksschoulen an de Conservatoirë si bestëmmt, genau wéi dat '98 de Fall war, rëm bereet matzeschaffen, an duerfir soll een dann och si kontaktéieren, ier ee géing konkret Virschléi maachen, wat schlussendlech da bei deem Gesetz elo ze ännere wär.

D'Gesetz vun '98 ass am Fong eng Kompromëssléisung zwëschent dem Originaltext gewiescht, den Avisën an och den Iwwerleeunge vun den deemolege Kommissiounsmemberen. A wann een deemools bei esou enger grousser Neierung e Kompromëss fonnt huet, da sinn ech och iwwerzeegt, datt dat bei neien Diskussiounen iwwert dëst Gesetz sécherlech och méiglech wäert sinn.

Dee Kompromëss vun deemools erfëllt sécherlech, wéi dat bei all Kompromëss ass, net d'Wënsch vu jidderengem, mä en huet awer an de leschte siwe Joren de Museksunterrecht hei zu Lëtzebuerg net nëmmen harmoniséiert, mä och den Niveau verbessert, an ech mengen dat eleng ass schonn e grousse Mérite fir dëst Gesetz.

Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur sot 1998 um Schluss vu senger Interventioun, an ech zitéieren: „Mir sinn eis bewosst, datt dëst Gesetz en éischte wichtege Schrëtt um Wee vun enger Harmoniséierung am Museksunterrecht hei am Land ass, an ech bieden Iech duerfir am Numm vun der Kommissioun, am Interessi vun der musikalescher Kultur an eisem Land, dëst Gesetz ze stëmmen. Well mat dësem Gesetz kritt endlech d'musikalesch Kultur an Ausbildung hei zu Lëtzebuerg déi Unerkennung an dee Stellewäert, déi se verdéngen."

Fir datt dat esou bleift, ënnerstëtzt meng Fraktioun natierlech de Projet de loi 5408 an ënnerstëtzt och d'Regierung wa se op de Wee wäert goen, zesumme mat allen Acteuren um Terrain, dat ganzt Gesetz vun der Harmonisatioun vum Museksunterrecht ze iwwerschaffen.

Domat soen ech Iech Merci fir Är Gedold zu dëser spéider Stonn an natierlech vergiessen ech net der Rapportrice Merci ze soe fir hir vill Méi beim Rapport. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlenageschriwwen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi bis elo ausgehalen hunn, berouegen; ech si ganz kuerz. Eigentlech sollt de Kolleeg Gibéryen hei schwätzen. En huet mech gebieden a senger Plaz e puer Wuert hei ze

soen, well en net konnt hei sinn. Hien huet sécher bedauert, net den excellente mëndleche Rapport vun der Madame Stein hei kënnen ze suivéieren, mä duerfir huet e mir awer gesot, datt si en excellente schréftleche Rapport verfaasst gehat hätt.

Ech hunn allerdéngs elo an der Diskussioun misse feststellen, datt et zwar en excellente Rapport war, Madame Stein, mä datt mer awer nach eng ganz Partie Problemer an deem Secteur behalen. Dat heescht, datt dat, wat da mar soll gestëmmt ginn, bei wäitem d'Problemer, déi mer an dem Enseignement musical hunn, net wäert léisen.

D'Problematik, déi hei ëmmer erëm ukléngt, ass jo zu engem groussen Deel déi vun der Käschtendeelung am Enseignement musical tëscht dem Stat an de Gemengen. An d'Madame Flesch huet hei drop higewisen, zu wat fir enge komesche Situatiounen datt dat féiere kann. Ech mengen do, an dat féiert wäit iwwert dëse Projet eraus, mä et misst ee sech trotz allem mol eng Kéier Gedanke maachen, och wann een dat am historesche Kontext gesäit, wéi den öffentlechen Enseignement hei zu Lëtzebuerg gewuess ass, wéi en dès le départ an der Verantwortung vun de Gemenge war, mä, wann een dat haut awer e bëssen distanzéiert kuckt, ee sech wierklech d'Fro muss stellen: Ass dat nach ganz richteg, och wat den Engagement vum Léierpersonal ubelaangt?

Ech schwätzen elo a mengem perséinlechen Numm, dat ass och bei eis an der Fraktioun nach net ausgeräift, mä ech froe mech ob et haut nach richteg ass, datt den Enseignement primaire esou staark op d'Gemengen achséiert ass. Déi Fro, mengen ech, wär, wann ee schonn eng Kéier un déi ganz Reform do drugeet, sécher iwwerleeënswäert. Dann hätt een op d'mannst déi bësse bizarr Situatioun aus der Welt geschaf. Virun allem virum Hannergrond, wéi hei ganz richteg gesot ginn ass, datt den Enseignement musical e Recht fir all Kand, wat wëll Musek maachen, och soll sinn.

Mäi perséinlecht Gefill seet mer, datt et da vläicht gradesou gutt wär, et géing een dat komplett op de Stat iwwerdroen. Mä wéi gesot, dat ass eng generell Diskussioun an der Aufgabendeelung tëschent Stat a Gemeng.

Ech wëll, Här President, éier ech - wat keen iwwerrasche wäert - soen, datt mir deem Projet hei zoustëmmen, nach eng aner Remarque maachen, och wa se net direkt am Kontext mat dësem Projet de loi ass, an dat ass de Museksunterrecht an eise Primärschoulen, wou jo Zäit derfir virgesinn ass, wou mer awer musse leider feststellen, datt häerzlech wéineg qualifizéiert Personal do ass.

A wann een dat dann esou e bësse riets a lénks héiert, déi eng dat mat e bësse méi Fachkenntnis a méi Engagement maache wéi déi aner; dann ass dat eppes wat ze bedaueren ass. D'Musek ass eppes ganz Wichteges. Si gehéiert zur Allgemengbildung. Wann ee Leit, déi sech méi intensiv domadder ofginn, däerf gleewen, dann dréit se souguer an engem net onbeträchtleche Mooss zur intellektueller Entwécklung vun deene jonke Mënsche bäi, esou datt ee menger Meenung no och de Problem wierklech ganz vir um Enn misst ufänken, vläicht scho virum Primaire.

Ech soen dat mat e bëssen Häerzblutt derbäi als een, dee laang bénévole an deem Secteur wat de Gesank ubelaangt e bëssen täteg war an och haut nach täteg ass, awer leider gesäit, datt d'Begeeschterung och bei deene jonke Leit, fir selwer a Gesanksveräiner oder a Museksveräiner ze goen, dach awer staark nogelooss huet, an datt mer a ville Secteure Rekrutéierungsschwieregkeeten hunn, wat vläicht drop zréckzeféieren ass, datt et vu klengem un net méi vermëttelt gëtt, datt mer vill méi konsuméiere wéi selwer Musek maachen. Bei de Museken ass eng positiv Entwécklung Gott sei Dank och duerch dat Gesetz hei komm. Bei de Gesanksveräiner ass et leider Gottes e bësselche méi schwiereg.

Ech wollt dat awer als Ureegung trotzdeem matginn, och wann et net direkt am Kader vun dësem Gesetz ze gesinn ass. Dat gesot, soen ech lech och - ech mengen, d'Madame Minister oder Statssekretärin wäert nach schwätzen - als deen zweetleschten Orateur Merci fir Är Gedold, a mir wäerten dëse Projet och stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet dann d'Regierung d'Wuert. Madame Statssekretärin Modert, et wier elo un lech. Ech ginn lech d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wëll vläicht fir unzefänke froen, wat Der elo am léifsten hätt: Soll ech kuerz sinn oder soll ech op all Fro äntwerten?

(Interruption)

Vu datt jo net méi vill Leit hei kënne sinn, huelen ech un, datt déi, déi et nach kënne sinn, léiwer hätten, ech géif op d'Froen äntwerten.

Ech sinn emol fir d'alleréischt ganz frou iwwert déi allgemeng an eestëmmeg Zoustëmmung, déi Der hei zu dësem Gesetz wëllt ginn, a soen dofir Merci. Et kënnt ee jo scho bal mengen, dat wär orchestréiert, net? Ech stoung schonn eng Kéier hei wéi d'Gemengen…

(Interruption)

Ech sinn och ganz frou doriwwer, datt, wann de Stat de Gemengen zousätzlech Sue gëtt, Der dann domadder eestëmmeg zefridde sidd – vläicht net ganz zefridde sidd, awer jiddefalls zoustëmmt. Ech stoung schonn eng Kéier hei virun e puer Méint, du war och esou e Gesetzestext wou de Stat de Gemenge Sue bäiginn huet. Do waart Der och eestëmmeg domat d'accord. Also hu mer jo schonn emol ganz vill Gemeinsames an deem dote Kontext.

Da géif ech gäre feststellen, datt de Géigestand vun deem Gesetzestext, iwwer dee mer haut schwätzen, eigentlech just eenzeg an eleng deen ass, fir de Gesamtbetrag eropzesetzen, deen de Budget vum Kulturministère iwwerhëlt am Käschtepunkt vum Gemengemuseksunterrecht, deem Museksunterrecht, deen d'Gemengen ubidden, an dat vun 2005 un. Dat ass bedéngt doduerch, wéi scho gesot ginn ass - an nach eng Kéier villmools Merci, Madame Rapportrice, fir dee gudde Rapport, a Merci fir Är Aarbecht alleguer -, datt zwee Instituter en neie Statut kritt hunn, an datt dorophin de gesetzleche Plaffong net soll déi aner Gemengen ze vill benodeelegen.

Ech wëll just soen, datt dee Gesamtbetrag, deen an dësem Gesetz drasteet, jo net alles ass wat bezuelt gëtt, mä datt nach eng Kéier en Drëttel derbäigeluecht gëtt iwwert de Fonds communal de dotation financière.

Da kënnt derbäi, datt mer d'Gesetz vun 1998 elo effektiv déi éischte Kéier hei ganz punktuell änneren. Dat ass ëmmerhi mat engem Deel Sue verbonnen, well virun 1998 de Stat näischt bäigeluecht huet beim kommunale Museksunterrecht. Vun näischt op haut, wéi d'Madame Stein géif soen, bal 300 Milliounen aler Frang, ass jo alt schonn e klenge Sprong.

Déi zweet Saach, déi een, mengen ech, heizou muss soen, dat ass, datt ganz vill Aspekter matspillen. Éischtens ass et e fakultatiivt Ugebuet vun de Gemengen. Och wa mer natierlech frou sinn, datt dat ëmmer méi flächendeckend gemaach gëtt, an natierlech sinn ech och ganz frou doriwwer, datt gesot ginn ass, datt d'Musek éischtens wäertvoll ass, zweetens scho bal e Grondrecht ass. Mä mir sinn am Beräich vun engem fakultativen Ugebuet an net wéi am Enseignement primaire, dat obligatoresch ass.

En aneren Aspekt: d'Autonomie communale. Do hu mer net agegraff, an dat war och deemools 1998 weder gewollt vun der Regierung nach vun der Chamber. D'Autonomie communale spillt also a mécht aus, firwat esou vill Ënnerscheeder sinn ënnert de Gemengen, wat déi eng erëmkréien a wat anerer erëmkréien.

Verschidden Aart a Weise fir ze organiséieren, verschiddenaarteg Qualifikatiounsugebueder, Qualifikatioun vun den Enseignanten, en anert Bezuelen, aner Paien, aner Definitioune vun den Tâchen, op där enger Plaz Déchargen, op deenen aneren net, en anere Statut vum Personal, Niewenaktivitéite vun den Enseignanten, déi mat erageholl ginn an dee ganze kommunale Museksunterrecht oder net, déi déi eng iwwert déi normal Tâche lafe loossen, déi aner net, den Niveau vum Unterrecht selbstverständlech als solchen, an dann natierlech verschiddenaarteg Koeffizienten, déi iwwert d'Gesetzer respektiv iwwer Reglement festgeluecht ginn, fir erëmzebezuele jee nodeem ob Museksschoulen oder Conservatoiren organiséiert Coursen ubidden.

Also d'Autonomie vun de Gemenge fir hir Coursen ze organiséieren, fir hir Leit anzestellen, fir hir Leit ze bezuelen, dat bedéngt, datt et keng homogen Situatioun ass an et och guer keng vergläichbar Situatioune gëtt a ka ginn tëschent de Gemengen. Déi kombinéiert Applikatioun vun der Autonomie a vum Plaffong mécht och, datt et esou grouss Ënnerscheeder gëtt vun enger Gemeng op déi aner am Betrag deen se erëmkréien.

Dobäi muss ee soen, datt déi Gemengen, déi hei ugeschwat gi sinn an déi wäit iwwert deenen zwee Drëttel leie vum Remboursement, hire Museksunterrecht aneschters organiséiert hunn, an déi Gemengen, déi wäit ënnert deenen zwee Drëttel leie wat se erëmkréien, manifest och déi sinn, déi ganz kloer do aner Kritären usetze bei der Organisatioun vun hirem eegenen Enseignement musical.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt virun 1998 keng direkt staatlech Bedeelegung do war, mat Ausnahm vun e puer Subsidë beim Museksunterrecht. Ech wëll och nach eng Kéier soen, datt, wa gesot gëtt, datt de Museksunterrecht méi deier ginn ass zënter dem Gesetz vun 1998, wéi wann do eng Kopplung géif bestoen, ech natierlech da froe muss: Ass et da wierklech gutt wa mer de Plaffong systematesch nach weiderhi géifen unhiewen an dat vläicht e Risiko wier, datt d'Spiral nach weider géif dréinen, et nach weider méi deier géif ginn?

Ech wëll och vläicht soen, wann ee seet, firwat hu mer en extrat Gesetz gemaach fir e puer dausend oder Milliounen Euro, dann ass dat op déi eng Aart wouer, mä op déi aner Manéier huet et erméiglecht, dat hei nach eng Kéier alles unzeschwätzen an och dee Moment eng Demande d'interpellation anzebréngen. Déi Demande d'interpellation, do géif ech eigentlech virschloen, datt een déi mécht wa mer ausgewäert hu wat mer an deem Aarbechts- a Reflexiounsgrupp, deen nom Hierscht agesat gëtt - sou wéi mer et schonn ugekënnegt haten an der Chamberskommissioun - wann do éischt Resultater do sinn. Ech mengen, et ass déi nëtzlechst Aart a Weis fir et dann ze maachen.

Ech muss awer soen, datt déi Aarbechten do och nach net kënnen direkt esou ulafe wéi mir dat wëllen, well mer net vun alle Plazen a vun alle Gemengen d'Statistiken hunn, déi mer brauchen. Ënner anerem zum Beispill ass de Syndikat vu Réiden ee wou mer net all Donnéeën eran hu wéi mer dat bräichte fir eis Aarbechten.

(Interruption)

Ech muss awer och soen,…

(Interruptions)

…datt all déi Froen hei, déi Dir berechtegterweis stellt, och alleguerte schonn an der Kommissioun ugeschwat gi sinn a mir se och alleguerten do, oder bal alleguerte beäntwert hunn, esou datt ech sécherlech iwwer vill Saachen elo ka méi séier driwwer ewechgoen. Berouegt lech also, ech wäert net méi esou laang schwätzen.

Période probatoire, Madame Flesch, do hutt Der Recht. Déi fënnef Joer, déi si weder am Gesetz nach am Reglement drageschriwwen. Déi fënnef Joer hu mer éischtens gemaach fir datt een eng gewëssen Experienz kritt, fir datt ee ka kucke wéi et geet, an dann entscheeden, ob een et zougesteet oder net. Dat ass och am Accord mat deene Gemengen, déi selwer den neie Statut froen, ofgemaach ginn. Fënnef Joer sinn agesat ginn, well dat déi normal Dauer ass vun der Division moyenne.

(Interruption)

Ech weess, Dir hutt vill Froe gehat, mä vläicht net onbedéngt vill Loscht fir Äntwerten op se all ze kréien,…

(Interruptions et hilarité)

…mä wann een dann nach just d'Activités accessoires vun de Militärmuseker uschwätzt, ass et esou, datt se déi kënne maachen, datt se awer als Statsbeamten och un de Statut vum Statsbeamte gebonne sinn, an duerfir ass déi Zuel vun den zousätzleche Stonnen a Coursë beschränkt. Allerdéngs wann ee Coursë muss ubidden, fir déi net genuch Enseignanten disponibel sinn, da kann een och eng Derogatioun kréie fir méi Stonnen.

An d'Saach mat den dräi Langues administratives gëtt esou behandelt, wéi dat fir de ganzen Enseignement gemaach gëtt: Et besteet och do eng Méiglechkeet vun Dispens vun enger vun de Sproochen.

Da wëll ech soen, datt mer mat eise puer Aussoe schonn an Uecht huelen, wéi eng komplex Matière et ass, iwwert déi een natierlech laang kënnt diskutéieren, iwwert déi mer och méi laang geschwat haten an der Kommissioun, wou mer och en Deel Saache gekläert haten; datt duerfir déi Grupp agesat gëtt, an déi och de Syvicol wäert mat agebonne ginn, an anerer déi Coursen ubidden, fir alles ze iwwerkucken.

Ech wëll domadder just zousätzlech, fir ofzeschléissen, soen, datt mer alleguerten eens sinn, datt d'Gesetz vun 1998 positiv Auswierkungen hat. A wann dat de Fall ass, da war et och néideg, gläichzäiteg, fir datt et net sollt ausuferen, e Plaffong dranzesetzen. A wann een de Gesamtbetrag hëlt, deen elo am Gesetz steet, dee jo schliesslech héich ass, wou nach en Drëttel op engem anere Wee dobäikënnt, da muss ee jo awer deelweis Uecht doen, wéi een dat Ganzt organiséiert, fir datt et net ze vill explodéiert.

Mir wëllen net an d'Gemengenautonomie heibäi agräifen an déi a Fro stellen. Dat ass wéi gesot elo net viséiert, an dat war et och net 1998. Ech kënnt mer och virstellen, datt et nach zousätzlech Finanzéierungsquelle gëtt. Do kann een eegestänneg op Gemengenniveau virgoen. Et sinn nach verschidden aner Méiglechkeeten do.

Dozou muss een nach bemierken, datt et natierlech flott wär, wann an der Primärschoul vill méi Akzent op de Museksunterrecht géif gesat ginn, dee jo zum Deel souwisou soll gemaach ginn, deen awer leider net ëmmer gemaach gëtt oder mat ënnerschiddlecher Qualitéit. Do wär natierlech och eng Méiglechkeet fir d'Gemengeverantwortlech, fir do nach e bëssen nozehëllefen.

An da wëll ech - fir definitiv ofzeschléissen - soen: D'Gemengenautonomie wëlle mir respektéieren. Ech denken, datt et awer och wichteg ass, déi dräifach Motivatioun vum Gesetz vun 1998 oprechtzeerhalen, nämlech ze förderen, datt een an de Museksunterrecht soll kënne goen, entweder einfach aus Spaass un der Musek, oder fir sech eventuell op eng professionell Carrière virzebereeden, an datt dréttens d'Museksausbildung fir Erwuessener viséiert ass.

Och dat bedéngt erëm, datt natierlech extrem grouss Ënnerscheeder sinn zwëschen dem Ugebuet, zwëschen dem Zweck vun der Saach, zwëschen dem Käschtepunkt. Dir gesitt also elo schonn, datt et net einfach wäert si fir eng aner Léisung ze fannen oder fir eng Léisung ze fannen, déi fir jiddfereen d'selwecht géif kënnen applikabel sinn.

Trotzdeem mengen ech, datt mer hei e ganz grousse Konsens hunn, net nëmmen doriwwer, datt de Stat hëlleft bezuelen, mä och iwwert d'Nëtzlechkeet an iwwert d'Wichtegkeet vum Ugebuet, vum Museksunterrecht a vun der Museksausbildung. Also denken ech, datt mer och op villen anere Punkte wäerten Accordë fannen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Domadder si mer fir haut fäerdeg. Eis nächst a lescht Sëtzung vun der Sessioun 2004-2005 geet mar de Mëtten um hallwer dräi un. Ech soen lech Merci, dass Dir et esou laang ausgehalen hutt.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.56 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op **www.chd.lu** mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Londres en date du 7 juillet 2005

2. 5486 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)

4. 5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5476 - Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5477 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. Discours de M. le Président Lucien Weiler

8. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouve M. Claude Wiseler, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Neen, Här President.

1. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Londres en date du 7 juillet 2005

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, leider heefe sech a leschter Zäit déi méi wéi traureg Geleeënheeten, bei deenen d'Chamber, stellvertriedend fir d'Lëtzebuerger Awunner, hir Trauer, hir Indignatioun a fir net ze soen hir Roserei vis-à-vis vun engem Akt vun terroristescher Barbarei zum Ausdrock bréngt.

Leschten Dënschdeg de 7. Juli huet déi ziviliséiert Welt mat Fassungslosegkeet missen erfueren, dass dës Kéier London d'Zilscheif vu krimineller Energie ginn ass, déi eis Welt bal dagdeeglech bedroht.

Ouni Récksiicht op onschëlleg Affer ass zu London nees zougeschloe ginn, géint déi fundamental Wäerter, déi eis Gesellschaft héichhält, a méi wéi jee musse mer eis virun Aen halen, datt dësen Uschlag, dee London getraff huet, leedeglech ee Glidd an enger Ketten ass, déi schlussendlech eis Visioun vun Demokratie a Mënscherechter zu Fall bréngen soll.

Fir Terrorismus gëtt et keng - awer och guer keng - Rechtfäerdegung. Deene fanatesche Géigner vun eise Wäertvirstellungen däerft net entgaange sinn, datt duerch hir Schandtaten eis Entschlossenheet fir d'Verteidegung vun eiser Fräiheet méi staark, méi resolut a méi déterminéiert gëtt.

Et ass haut d'Uleies vun der Chamber, dem Britesche Vollek d'Gefiller vun Trauer, vu Bestierzung a vu Solidaritéit auszedrécken. Jidderee vun eis fillt an dëse Momenter mat de Famillje vun den Affer a mat deenen, déi nach ënnert hire Verletzunge leiden.

Ech géif lech bieden opzestoen, fir eng Minutt am Stëllen un d'Affer ze gedenken.

(Minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten; et ass dat d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Statsbeamtegehälter. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Grethen, den Här Schreiner, den Här Adam an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

2. 5486 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 5486, dee mer haut diskutéieren, soll een Deel vun deene Moossnamen ëmsetzen, déi am Accord salarial stinn, deen den 31. Mee vun dësem Joer tëschent der Regierung an der CGFP ënnerschriwwe ginn ass.

Ech mengen et wier gutt wann een déi Moossname géif kuerz rappeléieren, fir och d'Bedeitung vun deem Accord an de Vierdergrond ze stellen.

Et sinn eigentlech dräi Kategorië vu Moossnamen, déi an deem Accord salarial dra sinn. Et si fir d'éischt mol déi Moossnamen, déi duerch ee Gesetz mussen ëmgesat ginn. Et sinn zweetens Moossnamen, déi duerch Règlement grand-ducal kënnen ëmgesat ginn. An et sinn dann eng Rei vun Engagementer - dat ass déi drëtt Kategorie vun deem Accord salarial -, déi de Stat geholl huet, fir am Intérêt vun der Fonction publique ëmzesetzen.

Fir d'éischt mol d'Moossnamen, déi duerch Gesetz ëmgesat ginn; et sinn dat eigentlech véier verschidde Moossnamen. Et ass fir d'éischt d'Erhéijung vum Punktwäert vun de Gehälter; 1% vum 1. Januar 2005 un, an ëm 0,8% vum 1. Januar 2006 un.

Et ass zweetens d'Méiglechkeet vun engem Avancement en traitement fir déi Beamten, déi während 12 Joer vu kengem Avancement konnte profitéieren. Sief et well se an enger Verwaltung si mat engem ganz niddregen Effectif, an där Carrière wou se dra sinn, oder awer well duerch eng sou genannt asymmetresch Alterspyramid d'Méiglechkeet vun engem normalen Avancement an där Verwaltung net besteet.

Et ass dann drëttens d'Aféierung vun engem eenheetlechen Délai vun engem Mount bei dem Reklamatiounsrecht vun de Beamten, deen am Artikel 33 vum Statut virgesinn ass.

An et ass véiertens d'Aféierung vun engem Stage à temps partiel vu 50 oder 75%.

Zweet Kategorie vu Moossname sinn déi, déi duerch Règlement grand-ducal kënnen ëmgesat ginn. Dat sinn der och véier. Et ass fir d'éischt d'Proratisatioun vun der lessenszoulag no der Aarbechtszäit, mat Pallierë vu 25, 50 a 75%.

Et ass zweetens d'nei Festsetzung vun der Indemnité kilométrique op 0,40 Euro.

Et ass drëttens d'Upassung vun der Indemnité d'habillement, der Kleedermass, no dem Index.

An et ass zu gudder Lescht d'Eropsetze vum Congé de circonstance vun zwee op véier Deeg. Dat ass de Congé vun deem Pappe kënne profitéieren, wann hir Fraen ee Kand kréien. Et ass also am Sënn vun enger méi grousser Gläichberechtegung, schéngt et mir.

Déi drëtt Kategorie sinn eenzel Moossnamen, vun deene sech de Stat engagéiert huet ze huelen; ech wëll déi net eenzel hei opzielen. Et geet dat vun der Aféierung oder vun der Neibeliewung vun Aarbechtsgruppen a Kommissioune bis hin zu dem Engagement vum Stat, fir och nei Lokaler ze siche fir d'Statsbeamtekantin, déi duerch den Erfolleg, dee se och an de leschte Jorzéngte kannt huet, net méi den Erfuerdernisse vun haut entsprécht.

Den Accord salarial vum 31. Mee 2005 war noutwendeg ginn, well dee viregten Accord salarial vum 21. Mäerz 2002 ofgelaf war mat dem leschten Dezember 2004. Et huet also een neien Accord missen ausgehandelt ginn. D'Statsbeamtegewerkschaft, d'CGFP, huet dofir um Enn vum leschte Joer, schonn am November, ee Katalog vu Fuerderungen un d'Regierung eraginn. D'Verhandlunge sinn am Laf vun dem November bis Ufank vun dësem Joer gelaf an, wéi gesot, den 31. Mee 2005 konnt dann een neien Accord ofgeschloss ginn. Dee leeft iwwert d'Joren 2005 an 2006, sou dass, wann en Enn 2006 zu Enn geet, nei Verhandlungen um Enn vun deem Joer mussen ugefaange ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord salarial vum 31. Mee vun dësem Joer schreift sech och an an déi kontinuéierlech a moderéiert Gehaltspolitik, sou wéi dat an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 virgesinn ass.

Am Exposé des motifs vum Regierungsprojet, deen iwwregens den 30. Juni an der Chamber deponéiert ginn ass, mä och am schréftleche Rapport vun der Kommissioun sinn déi Eckwäerter, déi Elementer, déi derzou geféiert hunn, dass deen heiten Accord zustane komm ass, mat där Erhéijung, déi fir se virgesinn ass, mat deene Moossnamen, wéi si virgesi sinn. Do sinn déi Motiver répétéiert, sou dass ech haut an hei net méi nach eng Kéier op déi Elementer brauch anzegoen; déi si bekannt. An et ass jo jiddereen och senséiert, déi Dokumenter, déi eis virleien, gelies ze hunn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, den Text vum Gesetzesprojet ass vun der Beruffschamber aviséiert ginn, an déi huet och deem Text hiren Accord ginn.

De Statsrot, deen den 28. Juni mam Projet befaasst ginn ass, huet a sengem Avis vum 5. Juli nëmmen d'Artikelen I, II a V begutacht. Hien huet mat der Motivatioun, et wier em net genuch Zäit zur Verfügung, d'Artikelen III a IV net aviséiert.

Dat sinn déi Artikelen, déi déi Mesurë betreffe wat den Avancement ugeet an esou weider.

D'Artikelen I an II sinn éischtens d'Gehaltserhéijung an zweetens d'Matadaptatiounen um Budget, esou dass, well de Statsrot keen Avis ofginn huet, d'Kommissioun déi zwee Artikelen, déi de Statsrot net aviséiert huet, och net konnt zréckbehalen. Well Dir wësst, dass mer, wa mer dat gemaach hätten, hätte missen den Text un de Statsrot zréckginn. Mir hätten dräi Méint misse waarden. Domat wär och den éischten Artikel dann ëm déi Zäit zréckgeworf ginn. Dofir ware mer och der Meenung, a mir bedaueren dat, dass mer nëmmen d'Artikelen I an II kënnen zréckbehalen.

Mir hunn derniewent awer och den Artikel V gekuckt. Den Artikel V huet als Zil, den Datum vum Akraafttriede vum Gesetz festzesetzen, an zwar ass do den Datum vum 1. September vun dësem Joer virgesinn. Deen Datum ass haaptsächlech an d'Gesetz ageschriwwe gi wéinst de Mesurë vun den Artikelen III a IV.

Well awer déi Artikelen ewechfalen, well op där anerer Säit am Artikel I kloer festgeluecht ass, dass d'Erhéijung vun 1% vun de Gehälter réckwierkend op den 1. Januar vun dësem Joer geschitt, an dass d'Erhéijung vun 0,8% am Januar 2006 geschitt, well zweetens den Artikel II eng Ännerung vum Budget bëinhalt, déi op d'ganzt Joer zoutrëfft, ware mer der Meenung, dass den Artikel V an där Form net bräicht zréckbehalen ze ginn. Well esou wéi e virlouch, hätt en héchstens zu Ambiguïtéite gefouert, well een dann net kloer gewosst hätt, ob dann d'Regierung schonn den 1. September hätt missen ausbezuelen oder zu deem Datum, deen zréckbehale gi wär.

Op jidde Fall war d'Kommissioun der Meenung, dass et net méi noutwendeg wär fir deen Artikel an där Form zréckzebehalen. Dofir fält deen Artikel och ewech. Dat bedeit, dass d'Gesetz a Kraaft trëtt no deem normalen Délai, dat heescht dräi Deeg no der Publikatioun am Mémorial. Et hänkt also elo un der Regierung fir dass deen Text, dee mer haut stëmmen a wou mer unhuelen, dass de Conseil d'État d'Dispense du second vote gëtt, och séier kann a Kraaft trieden.

Dir Dammen an Dir Hären, dee méi kuerzen Text vum Gesetz ass e gudden Text. Dofir géif ech och d'Chamber bieden, deen an där Form ze stëmmen, an ech kann heimat och den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Henri Grethen ageschriwwen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur Merci soen, souwuel fir säi schréftleche wéi fir säi mëndleche Bericht. Mat him bedaueren ech, dass mer haut net kënne sämtlech Elementer vum Accord salarial ëmsetzen. Dat wéinst der Haltung vum Conseil d'État, deen aus zäitleche Grënn net dozou komm ass, dee ganzen Text ze aviséieren.

Ech gesinn et als e positiivt Zeechen, Här President, dass et zu engem Accord salarial komm ass. Dat war jo net ëmmer de Fall, a bis 1999 hu mer eng laang Period kannt wou et net zu engem Accord komm war, an et ass eréischt no 1999 wou meng Kolleege Lydie Polfer a Jos Schaack et fäerdeg bruecht hunn, erëm Accords salariaux auszehandelen.

Dofir sinn ech frou, dass de Minister Claude Wiseler an deem Geescht weidergeschafft huet, an ech sinn och frou an ech félicitéieren ausdrécklech deene verschiddene Verhandlungspartner, dat heescht der Regierung op där enger Säit an der CGFP als déi representativ Gewerkschaft am öffentleche Secteur op där anerer Säit, dass se déi Verhandlungen an engem Klima vun, wéi soll ech soen, an engem gudde Klima wuel, mä awer net op der Place publique gefouert hunn. Well et weess ee jo wéi vill Näider d'Fonction publique huet a wéi et dann ëm esou Verhandlunge gestallt ass, wann, entschëllegt den Ausdrock, Jänni a Männi mengt e misst sech op där enger an op där anerer Säit do amëschen.

Dat Resultat, wat erziilt ginn ass, 1% fir d'Joer 2005 réckwierkend op den 1. Januar also an 0,8% fir

d'Joer 2006, kann a muss een als moderat bezeechnen, wann ee weess, dass mer d'lescht Joer e Wirtschaftswuesstum vu 4,5% haten. Däerf ech awer drun erënneren, Här President, dass am Joer 2004, um Ufank vum Joer, wéi ech gewot hat an enger Ried ze soen, dass d'Prévisioune fir de Wirtschaftswuesstum, déi d'Regierung an de Statec virausgesot haten, mengem Gefill no e bëssen ze moderat wären, an dass ech géif mengen, dass mer géifen e Wirtschaftswuesstum vun op d'mannst 2,5, jo souguer vläicht 3% erreechen, mer deemools Electoralissem virgeworf ginn ass. Deemools hunn ech gesot kritt, am Hibléck op d'Wahle wéilt ech d'Situatioun schéirieden. Elo, 2005, stelle mer fest, dass et 4,5% sinn, an am Liicht vun deenen Zuelen ass deen Ofschloss hei absolut ze verteidegen.

Här President, mir brauchen eng modern Fonction publique. Mir brauchen an der Fonction publique motivéiert, engagéiert Mataarbechter. Dofir huet och déi viregt Regierung gekuckt, dass sollte Passerellë kommen zwëschent dem Privatsecteur an dem öffentleche Secteur. An ech muss Iech soen, Här President, vläicht net bei deenen ënneschte Gehälterkategorien, mä bei deenen ieweschte Gehälterkategorië gesäit ee jo wéi schwéier et ass fir aus dem Privatsecteur gutt Leit ze rekrutéieren. Eenzel Ministeren an dëser Regierung hu jo misse praktesch den Hochstand drécken, wéi se deen een oder deen anere vun hire Conseillere wollten engagéieren.

Dat beweist, dass dat Mäerche vum Iwwerbezuelen an der Fonction publique op alle Fall net iwwerall richteg ass. Mir hunn och aus dem Rapport Fontagné erausgelies, een dee wollt dat liesen, wéi wichteg den öffentleche Secteur fir d'Kompetitivitéit wär, e gudden, performanten öffentleche Secteur fir eis Ekonomie wär. Ech hoffen, Här President, dass bei deene Reformen, déi an deene leschte Joren initiéiert gi sinn, an deemselwechte Geescht weidergefuer gëtt.

Ech ka mech nëmme félicitéiere fir dësen Accord, deen zwëschent der Regierung an der CGFP erreecht ginn ass, an ech däerf, Här President, den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Accord bréngen, verbonne mam Wonsch, deen aneren Deel vum Accord salarial esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och emol vu menger Säit aus e ganz häerzleche Merci un de Rapporteur, de Paul-Henri Meyers, fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, dee jo ganz kuerzfristeg huet missen erstallt a verfaasst ginn, fir dass mer dëse Projet de loi, oder wéinstens en Deel dovun, haut nach kënne virun der Vakanz evakuéieren.

Ech erënneren drun, an et ass scho gesot ginn, dass jo de Gehälteraccord eréischt den 31. Mee, dat ass jo nach net esou laang hier, ënnerschriwwe ginn ass, an dass déi Prozedur - Statsrot, Avisë vun de Chambres professionnelles - a relativ kuerzer Zäit huet misse gemaach ginn.

Wéi de Rapporteur och scho gesot huet, beschränkt sech dëse Projet just op d'Augmentatioun vum Punktwäert a seng Inzidenzen op de Budget. Op déi aner Elementer vum Accord salarial, déi an e Gesetz musse gekleet ginn, dorop kréie mer jo dann d'Geleeënheet an enger zweeter Etapp zréckzekommen, och wann ech, grad wéi mäi Virriedner, bedaueren, dass et eis eben aus deenen techneschen, organisatoresche Grënn net méiglech war, dee gesamte Package elo nach ze evakuéieren - mä dat wëlle mer jo dann an enger zweeter Etapp esou séier wéi méiglech nohuelen.

Gehälterverträg hunn an der Vergaangenheet des Öfteren Ulass gi fir vill Diskussiounen an der Öffentlechkeet; och ech begréissen, dass dat u sech dës Kéier méi roueg ofgelaf ass.

Et ass awer selbstverständlech nëmme logesch a wichteg, dass Accord-salarialen an der Fonction publique musse gesi ginn am Kontext vun der finanzieller Lag vum Stat, well et eben hien ass, deen d'Gehälter vu seng Beamte bezilt a se och muss finanzéiere kënnen, dass se awer och musse gesi ginn am Kontext vun der Kontinuitéit vun der Besoldung vun den öffentleche Bedéngschteten.

Kontinuitéit ass wichteg, well wa mer e modernen an en effiziente Stat wëllen, deen am Déngscht vum Bierger steet, da brauche mer och gutt forméiert a motivéiert Beamten. Dofir ass et wichteg, dass e gesond Vertrauensverhältnis besteet tëscht dem Patron a senge Leit, an dozou gehéiert och Vertrauen an eng gesond Gehälterpolitik.

Natierlech muss esou en Ofkommes och an de Kader vun der wirtschaftlecher Dynamik an eisem Land gestallt ginn. Wann et dem Stat gutt geet, wann en iwwer ausräichend finanziell Ressourcë verfügt, da kann e sech gewësse Générositéite géintiwwer vu senge Beamte leeschten an erlaben. Wann dat net esou ass, da gesinn d'Gehälteraccorden och emol anescht aus. Dat hu mer an der Vergaangenheet jo och schonn erlieft.

Dat hu mer zum Beispill Mëtt den 80er Jore gesinn, wéi eng Period vu gréisserer Zréckhalung opgrond vun enger wirtschaftlecher Flaut op en Enn gaangen ass, an en Accord, dee 4% Augmentatioun iwwer zwee Joer virgesinn huet, konnt applizéiert ginn. Vun deem Moment un hu sech all nofolgend Accorden, wann et dann Accordë waren, op engem méi héijen Augmentatiounsniveau ugesiedelt, well dat gesamtwirtschaftlech gekuckt och da gerechtfertegt war.

D'Abettung vun de Gehälter am öffentleche Secteur an de Kontext vun der wirtschaftlecher Leeschtungsfäegkeet vum Land, an domat och der Leeschtungsfäegkeet vum Stat, ass e wichtege Kritär. Et ass sécher richteg, dass mir de Moment net méi an därselwechter Boomlogik dra sinn an eiser Ekonomie wéi dat nach virun e puer Joer vläicht de Fall war, och wann eng gewësse Reprise jo net ze verkennen ass, an och Deeler vun der Privatwirtschaft déck Gewënner de Moment nach ëmmer verzeechnen.

Mir leie fir d'lescht Joer - an den Henri Grethen huet et gesot - bei engem Wuesstum vu 4,5%. Am Joer 2000 waren et der nach ronn 8,5%. Et muss een och wëssen, dass am Privatsecteur jo ganz virsiichteg de Moment och verhandelt gëtt, well d'Verhandlungskontexter vläicht net ëmmer déi gënschtegst an och oft ganz kriddelech sinn.

Wa mer d'Virgabe vun der Regierungserklärung kucken, an dat ass och schonn hei gesot ginn, da kann ee roueg behaapten, dass dësen Accord de Statsfinanze souwéi de Prinzipien, déi fir dës Legislaturperiod a Saache Gehälterpolitik opgestallt goufen, Rechnung dréit. Kontinuitéit a Saache Besoldung vun den öffentleche Beamten, moderat Moossnamen, an och Respekt virun de budgetäre Contrainten. Ech wëll elo hei net doriwwer spekuléieren, ob den Accord dann och deem méi zolitte 4,5%ege wirtschaftleche Wuesstum bis zum Schluss elo Rechnung dréit.

Grondsätzlech, mengen ech, si mir och als LSAP der Meenung, an ech mengen dat ënnerscheet eis och net vun deenen anere Parteien, dass d'Fonctionnairen, d'Beamten, d'Aarbechter beim Stat, de Gemengen an och aus den assimiléierte Secteuren e Recht hunn, un där allgemenger dach gudder wirtschaftlecher Lag während der Period, op déi sech den Accord berifft, ze participéieren. Ech wëll och elo hei keng Stee opmaachen a soen, den Accord hätt quantitativ nach missen oder kënne besser ausgesinn. Den Impakt op d'Statsfinanzen - an déi Zuelen, déi mer jo och am Rapport konnten noliesen, ënnermaueren dat - ass jo awer och substanziell, och wann ee muss wëssen, dass iwwert de Wee vun de Steieren en Deel nees zréckfléisst an och de positiven Impakt op d'allgemeng Ekonomie net ze ënnerschätzen ass. Et kann ee global feststellen, dass dësen Accord eng gutt Mëschung duerstellt tëschent deene finanzielle Capacitéite vum Stat op där enger Säit an de legitimen Usprëch vum Personal op där anerer Säit.

Här President, grondsätzlech ass et jo esou, dass déi staatlech Lounpolitik net fundamental anescht ka si wéi déi am Privatsecteur. An der Vergaangenheet war et des Öfteren esou, dass d'Regierung d'Verhandlunge mat der Statsbeamtegewerkschaft opgrond vun enger Etude comparative iwwert d'Evolutioun vun dem Akommes am Privatsecteur an am öffenleche Secteur gefouert huet. Dës Kéier ass déi doten Etüd net gemaach ginn, mä d'Regierung huet sech beruff op eng ganz Rei vu komparativen Etüde sektorieller Natur, och wat d'Evolutioun am konventionéierte Secteur zum Beispill ugeet.

An der Kommissioun hu mer eigentlech déi doten Elementer net esou diskutéiert bis an den Detail, an och den Exposé des motifs gëtt wuel ganz chiffréiert an étoffëiert Informatiounen iwwer eis national, europäesch an och Weltwirtschaft, mä e léisst eis awer dach e bëssen am Onkloeren iwwert déi eigentlech Parameteren, op déi d'Regierung sech bei de Verhandlungen nach beruff huet, niewent de Prémissë vun der Regierungserklärung. Vläicht kann de Minister eis herno doriwwer nach e bësse méi prezis Informatioune liwweren.

Ech hu gesot, den Accord entsprécht de Virgabe vun der Regierungserklärung. Ech wëll mech och dofir net ze vill inhaltlech domat ausernee setzen. E gouf jo och vun de Verhandlungspartner als en zefridde stellenden Accord beschriwwen, wat jo beleet, dass de Patron Stat mat de Vertrieder vu senge Beschäftegten eens ginn ass.

Et sief mer awer d'Feststellung erlaabt, dass mer et hei, wéi mer et eigentlech och aus der Vergaangenheet scho gewinnt sinn, mat engem eigentlech klasseschen, linéairen Accord ze dinn hunn, dee wuel quantitativ korrekt ass, deen awer qualitativ och anescht hätt kënnen agencéiert ginn, fir vläicht de Sensibilitéite vu verschiddene Kategorien, besonnesch méi an deenen ënneschte Beräicher, besser Rechnung ze droen. Hei soll och vläicht d'Regierung sech iwwerleeën, ob bei zukünftege Verhandlungen net op esou e Wee och ka gaange ginn.

Dann ass et och esou, dass laut der Fiche d'évaluation d'impact, déi jo partie intégrante vum Projet de loi ass, dësen Accord salarial sech direkt applizéiert op ronn 20.000 bis 21.000 Statsbeamten, -employéen an -aarbechter, an doriwwer eraus zousätzlech och op ronn 21.000 Leit aus deene sou genannten assimiléierte Secteuren. D'Regierung verhandelt jo traditionell mat där bei wäitem stäerkster a representativster Gewerkschaft aus dem Secteur, wat u sech e politesche Choix ass, deen déi jeeweileg Regierungen an der Vergaangenheet ëmmer gemaach hunn.

Bon, ech bleiwen der Meenung, dass dat och kéint anescht fonctionnéieren. Wichteg ass awer, dass - an dat entsprécht, mengen ech, dem allgemengen demokratesche Versteesdemech - och déi aner Gewerkschaften am Secteur zumindest hir Meenung an d'Verhandlunge kënnen afléisse loossen an hir Sensibilitéite kënnen zur Sprooch bréngen. Wa se da schonn net un den eigentleche Verhandlunge kënnen deelhuelen, da solle se zumindest gehéiert, consultéiert an och informéiert ginn.

Ech muss soen, dës Kéier huet dat jo och emol besser geklappt wéi dat schonn emol an der Vergaangenheet de Fall war, wou och déi Gewerkschaften oder déi Vertrieder vun hire Kategorien d'Verhandlungsresultat aus der Press hu missen erfueren. Zumindest op deem Plang ass dat schonn als e Fortschrëtt ze verzeechnen.

Ech wëll awer do mech net weider avancéieren op deem Thema. Ech wëll just ofschléissend soen, compte tenu vun all deem, wat scho virdru gesot ginn ass, a vun deem, wat ech och elo hei gesot hunn, a compte tenu och vun där grousser Eenegkeet déi besteet tëschent deenen zwee Verhandlungspartner, soll d'Chamber dann och sech dëser allgemenger Eenegkeet uschléissen an dëse Projet guttheeschen. Op alle Fall wäert meng Fraktioun dee Projet och esou hei stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Adam. Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho ganz villes gesot ginn. Ech wëll dat och net widderhuelen, et war och näischt derbäi wou ech menge Virriedner net bäigeflicht hätt. Et ass och fir déi gréng Fraktioun selbstverständlech, datt mir eisen Accord ginn zu deem Accord salarial, dee vun der Regierung an der CGFP ausgehandelt an den 31. Mee ënnerschriwwe gouf.

Eng Augmentatioun vun 1% ab dem 1. Januar 2005 a vun 0,8% ab dem 1. Januar 2006 ass an eisen Aen eng moderat Lounentwécklung. Mir hätten och kënne mat e bësse méi liewen, mä mir hätten och kënne mat e bësse manner liewen. Dat wëll ech awer erklären.

Mir sinn der Meenung, vläicht wier dat eng Iddi fir emol an Zukunft och esou ze verhandelen. Mir hätten eis och kënnen eng Nullronn virstellen an der Pai, an dann hätt een de Beamten de Choix gelooss, ob se vläicht anstatt 1% méi an der Pai gär 1% méi Congé gehat hätten. Wier dat net eng Méiglechkeet, fir och emol eng Kéier op esou e Wee ze goen an esou eng Iwwerleeung ze féieren?

(Interruption)

All déi Accorden, wéi gesot, sinn eiser Meenung no e gutt Resultat vun enger Verhandlung. Mir sinn eis och bewosst, datt dat Resultat hei, dat ass ëmmerhin de Stat, dee gréissten Employeur aus dem Lëtzebuerger Land, dat heescht dat ass schonn en Accord salarial vun enger ganz grousser Bedeitung. Op déi eenzel Mesuren, op déi och den Här Paul-Henri Meyers agaang ass, wëll ech elo net méi am Detail agoen.

Ech begréissen awer nach ausdrécklech zwou familljepolitesch Mesuren, déi och an deem Accord stinn. Dat eent ass, datt de Congé de circonstance ëm zwee Deeg eropgesat ginn ass. Ech mengen dat ass eng Mesure, déi den zukünftegen Elteren et erlaabt, wann och nach kleng Kanner am Haus sinn, fir sech besser ze organiséieren.

E ganz wichtegen Detail an en zweete Punkt, deen eigentlech nach kee Resultat viraussoe léisst, ass, datt e Groupe de travail sech wëllt domat beschäftegen, datt d'Allocation de famille integral un déi Elteren ausbezuelt gëtt, wou déi zwee Elteren décidéiere fir hallef schaffen ze goen. Dat war bis elo oder dat ass nach ëmmer am Moment eng Ongerechtegkeet, datt, wann zwee Leit hallef schaffe ginn, se nëmmen eng hallef Allocation de famille kréien. Ech fannen et awer flott, datt dat och als Problem erkannt ginn ass an datt ee sech wëllt domat ausernee setzen.

Ech bréngen dann den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport iwwert dëst Gesetz, wat zesummegeschrumpft ass opgrond vum Avis vum Conseil d'État an am Fong nëmme méi nach d'Artikelen I an II huet, déi eng Gehaltsopbesserung an der Fonction publique virgesinn den 1.1.2005 vun 1% an den 1.1.2006 vun 0,8%.

Et ass vu menge Virriedner gesot ginn, datt d'Lëtzebuerger Land, de Stat, d'lescht Joer e Wirtschaftswuesstum hat vu 4,5%, wat mer, mengen ech, alleguer begréissen. Et ass normal, wann e Wirtschaftswuesstum ass, datt dann och déi Leit, déi gehollef hunn, souwuel am private wéi am öffentleche Secteur, datt dee Wuesstum zustane kënnt, och e Recht op en Undeel vun deem Wuesstum hunn.

Et ass en Accord vun 1,8% op zwee Joer. Wa mer e mam Privatsecteur vergläichen, gëtt et am Privatsecteur Betriber, wou mer op zwee Joer ähnlech Resultater a Kollektivverträg hunn. Mir hunn awer allerdéngs och leider an der leschter Zäit Kollektivverträg am Privatsecteur, déi net méi déi doten Augmentatioun erauskréien. Mir hunn och déi leschte Kéier bei engem gréissere Betrib gesinn, datt wuel am Kader vun de Kollektivvertragsverhandlunge bei den Aktiven eng liicht Progressioun ass, mä datt déi Leit, déi nei an déi Betriber erakommen, awer mat méi niddrege Gehälter ufänke wéi dat bis elo de Fall war.

D'Fro, déi ee sech insgesamt ka stellen, dat ass ob et richteg ass, datt mer ëmmer eng linéaire Augmentatioun beim Stat maachen, an ob een net sollt versichen, och am Kader vun där Enveloppe vläicht méi punktuell ze reagéieren, well mer jo awer och wëssen, datt mer beim Stat eng Rei vu Carrièren hunn, wou mer Problemer hu fir Leit ze fannen - et ass net bei alle Carrièren, mä et si spezifesch Fäll do -, ob een net do misst vläicht méi selektiv virgoen, fir eben déi Gehälter oder déi Carrièrë méi attraktiv ze maachen.

Et ass kloer, wann ee beim Stat géif elo direkt e Verglach maachen tëschent den eenzelne Carrièren am Privatsecteur, da géif ech mengen, datt ee kéint global gesi soen, datt déi ënnescht Carrièren eventuell, oder beim Stat an der Moyenne gesinn, méi héich bezuelt si wéi am Privatsecteur. Wann ee méi eropgeet, kann een allerdéngs am Privatsecteur Carrièrë fannen, déi do besser bezuelt sinn - net alleguer, awer zum Deel -, wéi dat am öffentleche Secteur de Fall ass. Et ass och do wou ee gréisstendeels Problemer huet, fir eben déi Topleit ze kréien, déi ee brauch.

Ech géif mengen, datt een éischter misst an esou eng Richtung goe wéi déi, déi de Kolleeg Adam elo hei gesot huet, woubäi ech dovunner ausginn, datt hien, wéi e gesot huet 1% Lounaugmentatioun oder 1% Congé, domadder déi Masse

salariale gemengt huet, de Coût gemengt huet vun deem enge Prozent. Well soss wier et nämlech relativ schwaach wat do géif u Stonnen, u Congé erausfalen.

Mä ech mengen op där anerer Säit musse mer och oppassen, datt mer eng Fonction publique behalen, déi awer och fonctionnel bleift, an datt mer net sollte vläicht ze vill an déi Richtung goen, well mer dann och wëssen, datt ëmmer méi Leit op hire Fonctioune feelen, wat sécherlech dann och erëm aner Problemer mat sech bréngt, esou datt ee menger Meenung no awer besser läit, datt een um Gehalt eppes mécht, wéi datt ee sollt d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit beim Stat virgesinn.

Wann d'Regierung higeet a si akzeptéiert dësen Accord, da gi mer och dovun aus - an dat ass am Fong eppes wat eis positiv stëmmt -, datt d'Regierung der Meenung ass oder der Iwwerzeegung ass, datt d'Statsfinanzen dësen Accord kënnen duerchaus verkraaften.

Här President, da si mer der Meenung, wann d'Regierung zu där Konklusioun komm ass, datt mer dann och sécher, well dëse Vertrag eben elo ëmgesat gëtt, eng gewësse Garantie kréien, datt mer net an den nächste Méint oder an den nächsten zwee Joer däerften iergendwéi vun dëser Regierung Moossname proposéiert kréien, déi op där anerer Säit géifen e sozialen Ofbau bedeiten. Mä dat hei gëtt eis dann och eng gewësse Garantie, datt de Stat eis hei seet, d'Finanzen erlaben et fir d'Gehälter ze erhéijen, an dat bedeit da gläichzäiteg, datt mer net och brauchen op anere Plazen e sozialen Ofbau ze maachen.

Insgesamt, Här President, mengen ech ass et awer d'Missioun vun engem Stat, vun enger Regierung, fir ëmmer ze kucken, datt e gesonden Equiliber tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur besteet. Mir wëssen, datt eng Rei vun eise Betriber, virun allem mëttelstänneg a kleng Betriber am Land, haut Problemer hunn, well si en duebele Konkurrenzdrock hunn. Eis Betriber hunn engersäits de Konkurrenzdrock vun de Betriber aus der Grenzregioun, déi massiv op eise Maart hei erakommen, wou se musse mat deene konkurrenzéieren, an noutgedronge spillen dann och d'Gehälter, déi an de mëttelstännegen a klenge Betriber bezuelt ginn, eng Roll mat fir konkurrenzfäeg vis-à-vis vun de Betriber aus der Grenzregioun ze bleiwen.

Op där anerer Säit hunn déi Betriber dann awer och d'Konkurrenz vum Secteur public, well ganz vill Leit am Privatsecteur schaffen, mä - an dat ass och mënschlech -, soubal wa se eng Plaz kënne kréien am Secteur public, dann an de Secteur public eriwwerwiesselen. Et ass emol vläicht net ëmmer esou, mä d'Gehälter, déi am Secteur public bezuelt ginn, sinn och eng Ursaach. Mä et ass awer och virun allem d'Garantie d'emploi, déi mer am Secteur public hunn, a mat de steigenden Zuele vum Chômage gewënnt déi Garantie d'emploi, déi mer am Secteur public hunn, u Valeur.

D'Leit sinn natierlech gären ofgeséchert, a wann een natierlech eng Plaz kritt, op där een ofgeséchert ass, ass een natierlech frou, wann een déi ka kréien, an ech géing souguer mengen - wat zwar net de Fall ass -, wa souguer d'Gehälter e bësse méi niddreg wiere wéi am Secteur privé, géifen d'Leit éischter nach an de Secteur public goen, fir eben déi Garantie d'emploi ze hunn. Elo hu se eng Garantie d'emploi a si hunn op där anerer Säit och, wéi gesot, Gehälter, déi duerchaus comparabel mam Secteur privé sinn.

Deen Accord salarial huet eng aner weider positiv Beaflossung, an zwar vun eisem Rentenajustement. Mir wëssen, datt mer zënter 1989 en eenheetlechen Ajustement hunn, wou mer d'Gehälter aus dem privaten an dem öffentleche Secteur considéréieren, wat d'Evolutioun ubelaangt, fir den Ajustement vun de Pensiounen, dee fir de privaten an den öffentleche Secteur spillt, ze berechnen. A wann eben d'Masse salariale an d'Luucht geet, da wësse mer och, datt mer doduerch sämtlech Pensioune beim nächsten Ajustement an enger ähnlecher Héicht wäerte kënnen opbesseren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi puer Iwwerleeunge vun eiser Säit aus zu dësem Accord, wou ech och vun eiser Säit aus wëll d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. De leschte Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu grad héieren, an ech deelen dat och, datt eng moderat Erhéijung hei zréckbehale ginn ass, datt déi am Aklang ass mat der Croissance économique, datt se fir d'öffentlech Finanze finanziell tragbar ass, wéinstens esou wéi d'Situatioun de Moment ausgesäit, an et liest een och, datt aus dem private sozioekonomeschen Ëmfeld dës Kéier keng Reaktioune komm wären, déi negativ gewiescht wären. Et däerf ee sech d'Fro stellen: Ass alles okay?

Ech géif soen, oberflächlech gekuckt vläicht jo. Mä et muss een awer d'Gehälterpolitik beim Stat - a mäi Virriedner, de Gast Gibéryen, ass schonn deelweis drop agaangen - am gesamtekonomesche Kontext kucken, an ech wëll mech explizéieren.

E Stat respektiv eng Ekonomie ka laangfristeg nëmmen iwwerliewen, wann all Secteuren zuëneen an engem gewëssene Gläichgewiicht stinn, wat hire Status, hiren Développement, hir Atouten an hir Attraktivitéit ubelaangt. Et muss een d'Fro stellen: Ass dat zu Lëtzebuerg nach de Fall? Ech woen et ze bezweifelen.

Aus Ëmfroe geet ervir, datt bal 80% vun deene Jonken hei am Land eng Plaz am öffentlechen Déngscht ustriewen a bal 90% vun hiren Eltere wëllen, datt hir Kanner sollen an den öffentleche Secteur schaffe goen. Ganz besonnesch de Mëttelstand huet ënnert dëser Tatsaach ze leiden. Engersäits stinn déi mëttelstänneg Betriber a Konkurrenz mam Stat um Aarbechtsmaart, anerersäits musse si an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wat e Grenzland ass, mat den auslännesche Betriber konkurréieren. Ëmmer méi mëttelstänneg Betriber sinn och doduerch ouni Successeur, well d'Kanner vun dësen Entrepreneuren et virzéien, bei de Stat oder d'Gemeng schaffen ze goen.

D'Handwierkerfederatioun beklot dës Entwécklung ganz offen a vehement. A ganz besonnesch wa si déi jonk Leit forméiert hunn a se bis produktiv kënne schaffen, dann dauert et meeschtens net laang bis si eng Plaz beim Stat oder der Gemeng hunn. Datselwecht ass bei de Baueren- a Wënzerbetriber festzestellen, wou der vill oder ëmmer méi net wéinst Manktum un Nowuess, mä duerch Ofwanderung vun de Kanner an den öffentlechen Déngscht ophalen.

Här President, eng Gesellschaft, där hiert eenzegt Zil et ass, sech an de sécheren Hafe vum öffentlechen Déngscht ze flüchten, amplaz sech dem Défi vum Maart a vun der Konkurrenz ze stellen, ass laangfristeg zum Ënnergang condamnéiert. D'Regierung huet dëse Problem erkannt. Si beklot bei all Geleeënheet de Verloscht vun eisem Esprit d'entrepreneur, deen eis an eiser Geschicht zum Erfolleg, dee mir all kennen, verhollef huet.

Ech erlabe mer, de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké ze zitéieren, deen elo viru kuerzem - nämlech den 9. Juli war et am „d'Wort" ze liesen - gesot huet: „Neben der Forderung, dass die Verwaltung flexibler und schneller reagiere", vis-à-vis vun de Betriber, „forderte der Minister ein Umdenken in der Bevölkerung. Der Wunsch, in der Verwaltung zu arbeiten, müsse verändert werden in Richtung auf die Privatindustrie." An hien huet zesumme mat dem Mëttelstandsminister eng grouss Campagne gestart fir déi Jonk ze encouragéieren, sech selbstänneg ze maachen ënnert dem Motto „Trau dech".

D'Regierungsvertrieder fuerderen déi jonk Handwierker bei der alljährlecher Diplomverdeelung all Kéiers op, sech als selbstänneg Patronen ze etabléieren an net bei de Stat oder bei d'Gemeng ze goen. Mä et funktionéiert net wann d'Viraussetzungen net stëmmen, mir wëssen dat. An duerfir si mer frou wann Auslänner net nëmmen als Salariéen an eis Handwierksbetriber schaffe kommen, mä sech selwer als Indépendantë respektiv Entrepreneuren hei etabléieren oder eis buedemstänneg Betriber iwwerhuelen a weiderféieren, well eis eege Jugend dat net méi mécht.

D'Lëtzebuerger bei de Stat, d'Auslänner am Privatsecteur, ass dat d'Visioun, déi mir fir eis Zukunft hunn? Et kann een d'Gehälterpolitik am öffentlechen Déngscht net lassgeléist vun dëse Considératioune kucken a jugéieren. Et ass och - an dat muss ee soen - laangfristeg am Intérêt vun der Fonction publique, datt dës beängschtegend Situatioun redresséiert gëtt, well nëmme wann de Privatsecteur, an dozou gehéiert prioritär de Mëttelstand, gutt funktionéiert, ass och den öffentlechen Déngscht ofgesécher.

Ech bedaueren doriwwer eraus, datt et der Regierung um néidege Courage feelt, am öffentleche Secteur eng selektiv Gehälterpolitik ze maachen, déi manner op de Géisskaneprinzip, mä dofir awer méi op d'Unerkennung vu Kompetenz, Leeschtungsbereetschaft an Disponibilitéit ausgeriicht ass. Et war dat och ee vun de wesentleche Punkte vum ADR-Wahlprogramm vun 2004.

Aus all dëse Grënn, déi net géint eng adequat Besoldung - an ech wëll dat hei ënnersträichen - am öffentlechen Déngscht schwätzen, mä am allgemengen Interessi vum Land a senger ganzer Bevölkerung, doen ech mech, Här President, schwéier, trotz där Moderatioun, déi draläit, dësem Projet meng Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Zum Ofschloss vun där Debatt huet de Minister vun der Fonction publique, den Här Claude Wiseler, d'Wuert. Här Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci, Här President. Ech hu mech gewonnert wéi den Här Gibéryen fäerdeg war, datt dat Ganzt den ADR esou positiv sollt gestëmmt hunn. Dofir huet den Här Mehlen elo déi noutwendeg Nout do hannendrun awer gesat.

Ech fänken un andeem ech selbstverständlech dem Rapporteur Merci soen. Et war net einfach fir an deene Konditiounen ze schaffen, well mer den 31. Mee u sech deen Ofschloss hei gemaach hunn; de 14. Juli, haut, gëtt deen Text schonn ofgestëmmt. Dat ass iwwert déi verschidden Instanzeweeër gaang, schnell gaang, an all déi Leit, déi matgeschafft hunn, hu schnell matgeschafft, wat och noutwendeg war, fir datt mer nach virun der Vakanz konnten un dësen Text kommen.

Mir hunn en zwar net ganz gemaach, sou wéi dat am Ufank virgesi war, mä trotzdeem wäert e wichtegen Deel dovun haut ofgestëmmt ginn. Déi Négociatiounen, déi sinn awer scho vill méi laang amgaang. Mir hunn 2004 a sech ugefaangen, wou en Dossier revendicatif, e Fuerderungskatalog vun der CGFP un d'Regierung erakomm ass, an am Dezember d'lescht Joer war schonn eng éischt Concertatiounsronn. Am Ganze si sechs Concertatiounsronne gemaach ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass och esou - an den Här Schreiner huet déi Froe gestallt -, no der éischter Concertatiounsronn, datt effektiv op Basis vun deem Fuerderungskatalog, deen erakomm ass, gekuckt ginn ass, gerechent ginn ass, probéiert ginn ass, eng Rei Donnéeën op den Dësch ze huelen. Notamment ass gekuckt ginn, wat an deenen eenzelne Contrat-collectifë vum Privatsecteur an deene leschte Jore gestanen hätt, a wéi sech am assimiléierte Secteur d'Situatioun géing presentéieren. Et ass awer net méi déi Etude comparative gemaach ginn, sou wéi se alt an deene viregte Verträg gemaach gouf.

D'ailleurs wëll ech soen, datt déi och schonn am Joer 2002 net méi gemaach gi war, an déi Zäit ass se schonn net méi gemaach ginn, well ee festgestallt huet, datt extrem vill Diskussiounen, Contestatiounen iwwert d'Method an iwwer alles dat, wat ronderëm sech ofgespillt huet, war, an datt d'Utilitéit vun där Etüd par rapport zu dem Asaz, deen huet misse bruecht gi fir se hierzestellen, net dat bruecht huet wat duerno sënnvoll gewiescht wier. Duerfir ass och dës Kéier keng Etüd méi gemaach ginn.

Ech hunn och drop gehalen, datt mer, sou wéi mer dat engagéiert haten, am Abrëll géingen eng Consultatiounsronn mat deene fënnef anere Syndikate maachen, net eng Négociatiounsronn, mä eng Consultatiounsronn, mat der FGFC, dem OGB-L, dem LCGB, dem Landesverband an dem Syprolux, ganz einfach well et och wichteg war ze héieren, wat si dozou ze soen hätten; an och eng Informatiounsronn, éier den Text definitiv ofgeschloss ginn ass. Ech fanne Consultatioun, Informatioun ass sécherlech eppes Wichteges. Et war en Engagement, wat d'Regierung ginn hat; et ass en Engagement, wat an dëser Prozedur och d'Regierung gehalen huet.

Ech wëll dann nach dozou soen, datt déi séchs Concertatiounsronnen, déi mer hate mat der CGFP als Partner, an enger extrem korrekter Atmosphär gelaf sinn. Et war sécherlech net ëmmer einfach als Négociatioun - Négociatioune sinn net ëmmer einfach, dat ass normal -, mä ech mengen datt een et zesumme fäerdeg bruecht huet, zu engem Resultat ze kommen, wat deen een an deen aneren zefridde stellt, vläicht deen een an deen aneren am gläiche Mooss onzefridde stellt, mä d'Mooss ass d'selwecht, an eens si mer eis duerfir ginn.

Ech wëll och net méi all déi Saache widderhuelen, déi an deem Accord hei opgelëscht an accordéiert gi sinn. De Paul-Henri Meyers als Rapporteur huet dat virdrun am Detail gemaach. Ech wëll just soen, datt, wat déi linéaire Augmentatioune vun 1% op den 1. Januar 2005 an 0,8% op den 1. Januar 2006 ugeet, dat Augmentatioune waren, déi esou gefrot gi sinn, déi net anescht gefrot gi sinn, mä déi als linéaire Augmentatioune gefrot gi sinn.

Pour le reste wëll ech soen, all déi aner Diskussiounen, déi ee ka féiere wat déi eenzel Carrièren ugeet, sinn a sech net Diskussioune fir den Accord salarial hei, mä sinn Diskussiounen, wann een iwwert d'Revisioun vun den Traitementer schwätzt, déi dann do musse gefouert ginn, an net op dëser Plaz. Ech fannen, datt mir och den Equiliber fäerdeg bruecht hunn zwëschent deene Moossnamen, déi dann en aarbechtspoliteschen, familljepoliteschen Aschlag hunn, an datt dat sech hei an dësem Accord an engem gudden Equiliber zréckspigelt.

Et sinn och - an dat ass vläicht manner gesot ginn - eng Rei Aarbechtsgruppen zréckbehale ginn, déi d'Problemer a Froen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…wou d'Technicitéit esou grouss ass, datt een an der direkter Ronn dat net konnt maachen, wou déi festgehale gi sinn a wou mir och wäerten elo am September, Oktober mat deenen Aarbechtsgruppen ufänke fir ze kucken, och op deene Sujete Léisungen ze fannen, falls der dann ze fanne sinn, mä dat misst sech jo dann aus den Négociatiounen erausstellen.

Den Här Adam huet virdru gesot, datt hie sech och hätt kënnen imaginéieren, eng Nullronn ze maachen an duerno méi Congé ze ginn. Et ass evident, datt op där anerer Säit dat eent an dat anert gefrot ginn ass, an net dat eent oder dat anert. Mä dat eent an dat anert, a mer eis da schlussendlech op dat hei eens gi sinn, well et och der Regierung hir Meenung ass, datt dat hei e sënnvollen Accord ass.

Wat de gesamte Package ugeet, do wëll ech soen, datt et mir natierlech och Leed deet, datt mer dat elo momentan net kënne ganz ëmsetzen. Mä dat ass esou an ech mengen, et muss een och gesinn, datt den 31. Mee dat hei ofgeschloss ginn ass an datt déi Zäit effektiv ganz kuerz ass.

Mir hunn eis als Ministère de la Fonction publique forcéiert fir de ganze Pak op den Dësch ze leeën. Mir hunn e Gesetzesprojet op den Dësch geluecht, deen e groussen Deel vun de legislative Moossname scho bëinhalt, déi eben elo nach net vum Conseil d'État konnten aviséiert ginn, a mir hunn alleguer déi Règlement-grand-ducauxen, déi hannendru sinn an déi dat Ganzt bekleede respektiv complétéieren, och scho mat eraginn. An ech denken, datt mer dat dann als zweete Pak heivunner kënnen am Oktober, November hei an der Chamber ofstëmmen a weiderféieren.

Et ass och nach d'Fro gestallt ginn, wéini dat Ganzt dann elo a Kraaft trëtt. Ech menge mir hate jo effektiv den Artikel V virgesinn, dee kloer gesot huet: 1. September 2005. Mir haten doriwwer eng Diskussioun an der Chamberskommissioun an deen Artikel ass erausgeholl ginn, well e sech effektiv zu engem groussen Deel dann op déi aner Artikele bezunn huet, déi elo net am Text hei mat konnten iwwerholl ginn.

Nach stellt sech d'Fro, wéini dat elo ausbezuelt gëtt. Praktesch wäert et esou goen, datt mer am September - dat heescht d'Oktoberpai - dat Ganzt kucken hinzekréien an dann och dat alles, wat geschélt ass, wat d'Rétroaktivitéit bis den 1. Januar ugeet, probéiere matzebezuelen.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt mer hei en Accord hunn, deen zefridde stellend ass fir béid Säiten. Béid Säiten, mengen ech, ware sech bewosst, datt Accorden, sou wéi se an deene leschte Jore gemaach gi sinn, wou mer ganz aner Wuesstumsprognosen haten, wou och de Wuesstum am Ausland e ganz anere war, wou och d'Froe vun der Kompetitivitéit sech anescht gestallt hunn, wou de Chômage och net dee war, dee mer haut hei am Land hunn, net méi méiglech waren. Et war net méi méiglech en Accord vun 2,5%, wéi en 2000 war, 1% wéi en 2001 war oder elo dräimol 1,6% ze maachen. Et war jiddferee sech bewosst, datt d'ekonomesch Situatioun dat net méi hierginn huet.

D'ailleurs stellen ech mat Zefriddenheet fest, datt och am Privatsecteur d'Kommentaren iwwert dësen Accord salarial - an dat ass awer trotzdeem ze bemierken an ze ënnersträichen -, souwuel vun der Patronatssäit wéi vun der Salariatssäit, en als Accord dohinner

gestallt hunn, deen net zu Contestatioune féiert an deen ok fir jiddereen ass. Ech sinn op jidde Fall iwwert déi Zorte Remarquë vun deenen engen a vun deenen anere Säite selbstverständlech ganz zefridden.

Et ass also en Accord, dee sech och am Kader vun de Kollektivverträg beweegt, sou wéi se an deene leschte Joren am Privatsecteur gemaach ginn. An ech menge kënnen ze soen, datt et schlussendlech en Accord ass, deen esou ass, wéi en am Regierungsprogramm definéiert ass: kontinuéierlech a moderat, en ass der ekonomescher an der finanzieller Situatioun vum Land ugepasst, an ech géing soen, et ass e responsabelen, et ass e räsonabelen an et ass en ekonomesch veräntwertbaren Accord, wou Dir haut een Deel ofstëmmt.

Ech soen all deene Fraktiounen, déi hir Zoustëmmung ginn hunn - dat si se alleguer -, villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domat definitiv ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5486 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmme bei 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen).

S'est abstenu: M. Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. 5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales (suite)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5338 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5338 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Gëschter huet d'Madame Loschetter eng Motioun zu dësem Projet déposéiert. Mir stëmmen elo iwwert dës Motioun of. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun vun der Madame Loschetter?

(Interruptions)

Jo. Ween d'accord ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Déi Motioun ass mat écrasanter Majoritéit ugeholl.

4. 5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5408 iwwert d'Harmonisatioun vum Enseignement musical dans le secteur communal.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5408 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5476, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Bau vun der Cité judiciaire. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Clement, d'Madame Brasseur, den Här Scheuer, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marcel Sauber. Här Sauber.

5. 5476 - Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Marcel Sauber *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Justiz waart zënter Joren, fir net ze soe schonn zënter Jorzéngten, op Aarbechtskonditiounen, déi am Fong engem drëtte Pouvoir hei am Land kënnte gerecht ginn.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif bieden dem Rapporteur nozelauschteren.

M. Marcel Sauber *(CSV), rapporteur.*- „Ein langer und extrem komplizierter Weg" huet eng Dageszeitung den 30. Juli 2003 tituléiert an dann och déi ganz Geschicht vun der Cité judiciaire, wéi mer se elo hei kucken, retracéiert.

Den Hierscht 2003 ass et da schlussendlech ugaangen an elo gesäit een, dass déi Gebailechkeeten ufänke konkret Form ze kréien. Ech weess net ob et Sënn mécht, déi ganz Debatten, Propositiounen a Géigepropositiounen nach eng Kéier hei ze widderhuelen oder ze thematiséieren. Op alle Fall ass et esou, datt duerch d'Gesetz vum 6. Abrëll 1999 d'Regierung habilitéiert ginn ass, d'Cité judiciaire op dem Site vum Hellegt-Geescht-Plateau opzeriichten. Och duerno ass dëse Site scho méi wéi eng Kéier a Fro gestallt ginn, wat awer net den Objet vu mengem Rapport soll sinn.

Elo, no méi wéi sechs Joer, sinn d'Aarbechte scho relativ wäit gediehen a wäerten och - wann elo alles riicht viruleeft - fir 2007 ofgeschloss kënne ginn. Wiem dësen Zäitraum wéi eng Éiwegkeet virkënnt, dee wëll ech drop hiweisen, datt schonn 1902 festgestallt gouf, datt de Palais de Justice vill ze kleng ass, fir de ganze Justizapparat ënnerzebréngen. Deemools waren doriwwer eraus nach eng Partie Schied um Gebai festgestallt ginn, dat jo am 16. Jorhonnert als Gouverneurspalast gedéngt huet an och, wann ech mech gutt erënneren, Palais de Berlaymont genannt gëtt. An der Kommissioun konnte mer gewuer ginn, datt d'Regierung am Moment nach näischt décidéiert huet, wat mat deem ale Justizpalast soll geschéien.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Den Objet vum virleiende Gesetzesprojet ass u sech eng Rallonge budgétaire vu 25.950.000 Euro, déi awer net als Rallonge duergestallt gëtt, mä a Form vun engem neien Devis, deen dee ganze Projet erëm nei iwwerkuckt. Dat heescht den originale Projet war ugesat mat 99.250.000 Euro, elo hu mer en Devis virleie vun 125 Milliounen Euro. Eng Zomm, déi sech doduerch erkläre léisst, datt eng ganz Partie Neierungen hu misse virgeholl ginn un dem Projet, dee ganz iwwerholl ginn ass, nodeems d'UNESCO, de Conseil international des monuments et des sites - kuerz ICOMOS genannt - an d'Stad Lëtzebuerg deene Bedenke Rechnung gedroen hunn.

Den Haaptkritikpunkt loung virun allem doranner, datt de Projet u sech ze kompakt wier a sech géif negativ op d'Silhouette vun der Stad Lëtzebuerg auswierken. Dobäi koum dann och nach d'Découverte vun enger archeologescher Krypta, oder vun engem Klouschter aus dem 13. Jorhonnert, wou ICOMOS gemengt huet, déi misste virun erhale bleiwen.

Dat Ganzt huet da mat sech bruecht, datt wesentlech substanziell Ännerungen un de Baupläng komm sinn, a fir eng Iddi ze ginn, ouni se elo am Detail hei ze skizzéieren, wëll ech der kuerz e puer opzielen:

D'Gebai vum Parquet vum Bezierksgeriicht ass ganz iwwerschafft ginn.

D'Gebai vum Service central d'Assistance sociale ass ganz aus de Baupläng erausgeholl ginn a soll an d'Gebai vun den Nationalarchiven transféréiert ginn.

D'Nationalarchivë komme jo bekanntlecherweis op Esch/Belval, mä en attendant, fir dann do genügend Plaz ze hu fir ze stockéieren, gëtt dann en Deel vum Parking als Zwëscheléisung geholl fir ze stockéieren.

Déi Ëmännerunge brénge mat sech, datt am Kader vun de Parkingsméiglechkeeten och huet misse geschnëppelt ginn op déi eng Manéier an op déi aner Manéier erëm weider ausgebaut ginn. Elo si mer bei 310 Parkingen amplaz vu 440.

D'Jugendgeriicht gëtt op eng aner Plaz higesat.

D'Friddensgeriicht erfiert liicht Ëmännerungen.

Dat Gebai vun de Locaux communs gëtt réaménagéiert, esou datt ee genügend Distanz zum Kanounenhiwwel behält.

De Projet vun der Tour des vents gëtt komplett fale gelooss.

An déi aachteckeg Tour vum Bezierksgeriicht gouf vergréissert, fir haaptsächlech och d'Cogénératiounszentral mat ënnerzebréngen.

Déi wichtegst Ännerung um Projet ass awer d'Schafung vun der Crypte archéologique, wéi eben d'UNESCO an d'ICOMOS sech dat geduecht hunn. Do fält natierlech en Deel och vun deem geplangte Parking dann ewech.

Déi Krypta, déi dann aus dem 13. Jorhonnert d'Iwwerreschter mat sech eriwwer bréngt, huet eng Surface vu 60 op 46 Meter. Dat bedeit dann och déi grouss Distanz. Dat bedeit dann och, datt e Système porteur, deen aussergewéinlech ass, huet missen do eragezu ginn. An zwar gëtt eng Dalle mat enger Déckt vun 1,3 Meter do duerchgezunn, also 1 Meter 30, wat relativ grouss ass, wat relativ och kostspilleg ass. Mä déi awer noutwendeg ass, net nëmmen eleng fir déi Crypte do ze iwwerdecken, mä deen och noutwendeg ass fir déi Gebailechkeeten, déi verréckelt gi sinn, oder déi dorobber stoe kommen, kënne matzedroen.

Iwwert déi nei Répartitioun vun de Surfacë géing ech dann op de schréftleche Rapport vun der Kommissioun hiweisen, respektiv och op den Exposé des motifs, deen dem Projet bäiläit, deen explizit op deem dote Gebitt ass.

Ech wëll just an dësem Kontext vläicht nach ervirhiewen, datt d'Surface de réserve, déi '99 virgesi war op 3.400 m², elo praktesch verschafft gëtt, an deem Sënn datt dem Personalzouwuess an der Justiz Rechnung gedroe gëtt, an dee sech soll bis 2009 schlussendlech op 400 Unitéite belafen.

De Projet lant dann deementspriechend op 125 Milliounen. Dat heescht 26 Millioune méi wéi deen éischte Projet, dat bei engem Bauindex vu 501,34 Punkten, datéiert op den 1. Abrëll 1998.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn am Fong d'Eckpfeiler vun dësem Projet, deen natierlech och eng Partie Observatioune vun dem Statsrot nogezunn huet.

Eng éischt Kritik vum Statsrot ass déi wou e seet, de Projet wär net genügend duerchduecht gewiescht, e wär net seriö géréiert ginn an et wären ze vill Modifikatiounen a Réaménagementer komm.

Bon, ech mengen do muss ee feststellen, datt effektiv eng ganz Partie Réaménagementer komm sinn, déi awer vu baussen eran diktéiert gi sinn - ICOMOS, Stad Lëtzebuerg, UNESCO -, wat mat sech bruecht huet, datt de Projet komplett eng aner Form kritt huet wéi virdrun, well och der Silhouette vun der Stad anescht Rechnung gedroe ginn ass wéi am éischte Projet. D'Kommissioun ralliéiert sech do also un de Projet selwer vun dem Minister.

Da seet de Statsrot, fréier oder bis elo an deene meeschten Dépassementsprojeten ass eng Rallonge budgétaire gestëmmt ginn. Hei kënnt elo en neien Devis, wou de Statsrot dann och mengt, et hätt ee solle bleiwe bei deem ale System.

Bon, d'Kommissioun ass net där Meenung, well se seet, dee Projet hei ass u sech praktesch bal en neie Projet an et gewënnt un Transparenz, wann een dohinner geet an effektiv dann den Devis nei opzitt. Esou datt do d'Kommissioun der Propositioun vum Statsrot och net nokënnt.

Eng weider Kritik ass, wou de Statsrot sech d'Fro stellt, ob et net besser gewiescht wär, wat dat Klouschter aus dem 13. Jorhonnert ubelaangt, eng méi bëlleg Solutioun ze fannen. Wou en dann drop hiweist, vläicht hätt een dat kënne maache mat informateschen oder didakteschen Utensilien.

Bon, d'Kommissioun ass net där Meenung, well eben och ICOMOS an UNESCO gemengt hunn, dat do misst kënnen erhale bleiwen. An et gesäit och ganz gutt aus, als Vestige vun der Lëtzebuerger Vergaangenheet. Mir haten d'Méiglechkeet de Chantier besichen ze goen an dat ass relativ impressionant.

(Interruption)

Well de Moment nach e Meter Sand drop läit, deen duerno dann effektiv mam Läffelche muss erausgeholl ginn. Mä dat sinn eben d'Tücke wann ee soll bauen op esou engem Site.

De Statsrot kënnt dann och un déi Käschte vun der Ariichtung vun der Crypte archéologique, wou e seet, et wär besser gewiescht, wann een och déi Käschte mat an den Devis erageholl hätt, amplaz datt déi de

Moment am Budget vun dem Kulturministère stinn.

D'Kommissioun follegt do och net dem Statsrot, well se der Meenung ass, et wieren zwou verschidde Saachen. Dat Eent ass d'Konstruktioun an dat Anert ass da méi wat de Fonctionnement soll ubelaangen.

Mä à propos Fonctionnement, do huet de Statsrot eng Opposition formelle mat erabruecht a säin Avis, well eben am Projet op enger gewëssener Plaz e Poste steet, Frais de location de parking. An do ass de Raisonnement vum Statsrot, dat do si keng Dépenses en capital, et si keng Dépenses d'investissement also, mä et sinn Dépenses de fonctionnement, an déi géingen net an de Projet hei erageheieren. Sous peine d'opposition formelle, nach eng Kéier.

D'Kommissioun huet sech länger Zäit doriwwer ënnerhal an do ginn et pour le moins zwou Philosophien. Dat Eent ass déi, déi de Statsrot geholl huet, wou e seet, déi Frais de location, dat si keng Frais d'investissement. Déi aner Philosophie ass déi, wou ee kann awer och soen: Majo, dat do sinn net richteg Locatiounsfraisën, mä et ass am Fong eng Compensation pour pertes de revenu fir den Exploitant vum Parking, well eben hei de Commettant huet missen dohinner goen an dee Parking deelweis besetzen, fir kënnen déi nei Konstruktioun ze bauen.

Et ass also eng Dépense, déi noutwendeg ass fir den Investissement ze maachen. An aus där Optik eraus géing et scho passen, datt déi Dépensen hei mat drastinn.

Elo kann een iwwert déi zwou Approchë streiden, mä et muss een awer net driwwer streiden. An d'Kommissioun huet geduecht, si géing net driwwer streiden, well de Betrag ass relativ geringfügeg. Et geet ëm 215.000 Euro an et si genügend Suen op engem Budgetsposte bei de Finanzen, fir dat do kënnen als Locatioun ze bezuelen.

Aus där Optik huet dann och d'Kommissioun der Vue vum Statsrot Rechnung gedroen a se huet dann och deementspriechend dee Betrag vun der Locatioun erausgeholl aus dem definitive Betrag vun dem Projet de loi, esou datt dee sech elo op 125 Milliounen Euro beleeft.

Dir Dammen an Dir Hären, wat nach vläicht wichteg ass an dësem Kontext ze soen, dat ass datt déi Ännerungen do net en vase clos geholl gi sinn, mä datt regelméisseg déi zoustänneg parlamentaresch Kommissiounen, ob dat déi vun de Bauten, vun der Kultur oder vun der Justice sinn, a Kenntnis gesat gi sinn. Doriwwer eraus huet och d'parlamentaresch Konten- a Budgetskontrollkommissioun de 6. Dezember 2004 Kenntnis kritt vun deenen neien Optiken.

Och wann de Bauteminister Claude Wiseler wichteg Ëmännerunge bei der Prozedur vun der Approbatioun vun de Projeten ugekënnegt huet, déi an hirer Philosophie e Plus un Transparenz mat sech bréngen, sou bleift awer ze soen, datt sech dës Prozeduren net retroaktiv op Projete bezéie kënnen, déi amgaange si realiséiert ze ginn. Aus dësem Grond kann d'Kommissioun d'Approche, wéi se am Kader vun dësem Text virgesinn ass, weiderhi matdroen.

Et ass och esou, wann ee sech dat iwwerleet, déi heiteg Prozedur vun de Marchés publics, op jidde Fall bei Aarbechten, déi eng gréisser Envergure hunn, déi muss forcément oder praktesch an all Fall bal op Dépassementer ausaarten. Well am Fong geet et jo esou, datt opgrond vun engem Devis sommaire e Gesetzesprojet gestëmmt gëtt, an duerno, wann d'Autorisatioun da vum Législateur do ass, da ginn d'Etüde gemaach, da kommen eng Partie Facteure vu baussen oder vu bannen an da kënnt eréischt den definitiven Devis. Mä am Gesetzesprojet ass awer den Devis sommaire dran.

Déi nei Prozedur, déi de Bauteminister viru kuerzem der Chamberskommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Kontroll vun der Exekutioun vum Budget, presentéiert huet, dréit dëse Kritiken, déi un de System vun haut geriicht sinn, Rechnung. Méi Transparenz, méi Informatioun, méi Kontroll, ugefaange beim Accord politique fir e Projet ausschaffen ze loosse bis hin zur Ausaarbechtung vun engem detailléierten Avant-projet, deen et erlaabt e seriöen Devis auszeschaffen, deen dann och eréischt dee Moment an engem Gesetz verankert gëtt, bis hin zu enger permanenter Finanzkontroll an och der Regel, wéini datt d'Chamber muss bei Zwëschenetappen informéiert ginn oder mat Zousazgesetzer befaasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Beispill vun der Cité judiciaire illustréiert wéi en Devis, no der jëtzeger Prozedur, ganz séier dérapéiere kann, an dat net opgrond vu politeschen oder administrativen Interventiounen, mä duerch Awierkungen - souguer berechtegter - vun dobaussen. Hei wier et also falsch vun engem Dérapage ze schwätzen. Mä dat wonnert net, datt d'Mise en musique vun der neier Prozedur esou séier wéi méiglech sech imposéiert.

Schlussendlech nach e Wuert zu de Locatiounskäschten. D'Kommissioun schléisst sech do dem Statsrot un, fir eben der Opposition formelle aus de Féiss ze goen, a si hëlt dat schlussendlech aus dem Text eraus, aus dem Devis eraus, déi 215.000 Euro, vun deenen ech lech virdru geschwat hunn. Fir zousätzlech Informatioune weisen ech op de schréftleche Rapport, mä awer och op de Projet selwer hin, dee genügend Detailer bréngt, fir datt ee sech kann e konkret Bild do maachen.

Ech ka mat Recht behaapten, datt mer an der Kommissioun, wou mer zu engem majoritären Avis komm sinn, an engem konstruktive Geescht konnte matenee schaffen. Ech hoffen, datt d'Debatten zu dësem Projet gradsou verlafen, an an dësem Sënn soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Marcel Sauber Merci. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, budgetär Dépassementer vu grousse Bauprojete si leider heefeg, fir net ze soen ze heefeg, an ëmmer nees féiere se dozou, datt mer hei am Haus Rallongë musse stëmmen, fir déi zousätzlech an dacks schonns getätegt Ausgaben im Nachhinein ze autoriséieren.

Datt awer och ganz vill Bauprojeten, déi iwwerwältegend Majoritéit eigentlech, an hirem initiale Finanzkader ofgeschloss ginn, a wou et da jo och, par la force des choses, keng Dépassementer gëtt, ass natierlech, soen ech emol, manner spektakulär wéi déi dacks ganz héich Zousazkreditter, deenen d'Parlament a regelméissegen Ofstänn fir gréisser Objete muss seng Zoustëmmung ginn.

Meeschtens sinn déi Adaptatiounen, déi mer hei stëmmen, reng finanzieller Natur, esou wéi haut och dee Projet, deen elo kënnt, d'Nordstrooss. Bei der Cité judiciaire hu mer et awer emol eng Kéier mat engem relativ ganz neie Projet ze dinn, och mat zum Deel neien Inhalter, déi zousätzlech im Nachhinein hu missen an en neie finanzielle Kader gepaakt ginn.

De 6. Abrëll 1999 ass deen éischte Projet Cité judicaire gestëmmt ginn. Haut solle mer e komplett nei iwwerschafft Konzept unhuelen, wat mat engem Surplus vu bal 26 Milliounen Euro par rapport zum initiale Projet zu Buch schléit. De finanziellen Dépassement vun där éischter Enveloppe ass deemno ronn ee Véirel vun deem urspréngleche Volumen.

Zwar gëtt et, wéi eigentlech ëmmer, duerchaus Erklärunge fir déi nei Entwécklung. Déi Erklärunge fanne sech erëm virun allem an den Avisë vun der UNESCO, dem internationale Rot vun de Siten a Monumenter, awer och an der Haltung, déi d'Stad Lëtzebuerg an dëser Affär ageholl huet oder par la force des choses huet missen anhuelen.

Mäi Kolleeg, de Marcel Sauber, huet all déi Ursaache ganz am Detail opgelëscht, an ech soen him dofir och am Numm vun der CSV-Fraktioun Merci fir deen ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Mä wann et och Erklärunge fir déi Dépassementer a fir déi Ëmännerunge vum Konzept vum Projet gëtt, esou seet d'Evolutioun vum Dossier Cité judicaire eis dach a virun allem, wéi mer et an Zukunft wierklech net méi solle maachen. D'Schold fir dës Evolutioun a fir den Ëmstand, datt mer haut alles mussen ëmbauen, läit sécherlech net eleng beim Bauteminister a bei senger Verwaltung. Och mir hei an der Chamber mussen en Deel Schold bei eis selwer sichen. Mir musse siche bei deene Prozeduren, déi mer an der Chamber selwer fir den Ëmgank mat grousse Bauprojeten hunn oder besser gesot net hunn.

Zwar gouf d'Chamber iwwert d'Entwécklunge vun dësem Dossier - an de Marcel Sauber huet dat scho gesot - vun deenen zoustännege Ministeren dauernd um Lafende gehalen, mä d'Comexbu ass awer der Meenung, datt et domat net méi duergeet. Well leider - an dat muss een esou gesinn - beschränkt sech déi parlamentaresch Begleedung vun Investissementer, déi op eemol hir Richtung änneren, bis haut dorop, datt d'Chamber après coup hir Zoustëmmung zu Ännerunge gëtt, déi entweder längst geschitt sinn oder amgaange sinn ze geschéien.

Et ass deemno wichteg, datt d'Chamber selwer sech esou organiséiert, datt se méi fréi an op eng méi konsequent a méi konkret Manéier an d'Planung vu grousse Projeten agebonne gëtt, an datt se dës Projeten en cours de route och kann am A behalen - wann et muss sinn, andeems se mat Zäit per Gesetz déi Adaptatiounen unhëlt, déi sech als néideg erweisen. Am Idealfall awer musse mer eis esou uleeën, datt et ganz einfach an Zukunft - an dat ass wichteg - net méi zu deenen enormen Ännerunge finanzieller an och konzeptueller Aart kënnt, wéi mer se bis haut kannt hunn.

Mir wäerten am Hierscht deementspriechend eng Resolutioun hei an der Chamber stëmmen, déi esou eng nei a méi effizient parlamentaresch Prozedur festleet. Dat maache mer elo net am Kader vun dësem Gesetz, well ech mengen et soll een eng propper, objektiv Debatt iwwert déi nei Prozedur féieren, déi d'Chamber sech gëtt am Ëmgank mat deene grousse Bauprojeten. Trotzdeem wëll ech awer a grousse Linnen, well den Text jo scho virläit, dës Prozedur elo beliichten.

Mir hunn den Artikel 99 an eiser Verfassung, dee beseet, datt all gréisser Ausgab vum Stat parlamentaresch muss autoriséiert ginn. Deemno muss d'Chamber sech mat all eenzelne Bauprojet, dee méi wéi 7,5 Milliounen Euro no aktuellem Stand soll kaschten, ausernee setzen. An all Kéier wann déi ursprénglech Finanzrumm gesprengt gëtt, kënnt de Bauteminister zréck an d'Parlament, fir weider oder zousätzlech Dépassementer autoriséiert ze kréien.

Dem Bauteminister selwer, der Verwaltung, de Membrë vun der Kontrollkommissioun an der ganzer Chamber sinn dës Exercicer dacks méi oder wéineger penibel gewiescht. Elo endlech, mir schwätze jo schonns méi laang driwwer, hu mer et fäerdeg bruecht an der Kontrollkommissioun - a mam Bauteminister Claude Wiseler zesummen - eis eng Prozedur ze ginn, mat där an Zukunft Dépassementer vu Baukreditter solle spierbar méi rar ginn. Mir wëllen do esou virgoen, datt um Prinzip vum parlamentareschen Accord zu groussen Ausgaben u sech näischt geännert gëtt. Wat awer ännert ass d'Aart a Weis wéi e Projet virbereet a wéi e Projet duerchgefouert gëtt.

All Joer soll an Zukunft de Bauteminister um Enn vum éischte Semester der Chamber eng Lëscht virleeë mat deene Projeten, déi e Käschtepunkt vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschreiden an déi dat Joer drop iwwer Gesetz autoriséiert solle ginn. Déi opgefouert Projete sinn all déi, déi de Stat an Eegeregie wëllt duerchféieren, dat heescht net déi zu deenen de Stat just e Subsid gi soll a wou de Bauhär dann och en aneren ass wéi de Stat selwer. Op dëser Lëscht soll de Präis vun deene verschiddenen Investissementer just summaresch berechent ginn. Bei der Analys an der Préifung vun de Projete vun dëser Lëscht geet et der Chamber ëm de Prinzip a virun allem awer och ëm d'Opportunitéit vun de geplangten Investitiounen, an nach net ëm hir definitiv finanziell Enveloppe.

D'Bautekommissioun examinéiert dës Lëscht an hëlt d'Avisë vun deene parlamentaresche Kommissiounen an, déi vun deenen eenzelne Projete betraff sinn. Zum Beispill vun der Educatiounskommissioun wann et ëm Schoulen, Lycéeë geet; vun der Familljekommissioun wann et ëm Altersheimer geet; oder der Transportkommissioun wa Stroossen oder Schinnen ustinn.

D'Bautekommissioun bereet dann an engem eegenen Avis eng Debatt hei an der Chamber vir. Eng Debatt, déi an der Chamber am Laf vun der zweeter Woch am Oktober vun all Joer soll iwwert dem Stat seng Investissementsprojete gefouert ginn. D'Chamber stëmmt dann eng Motioun an där se déi Projeten oplëscht, déi se wëllt zréckbehalen. Ech géif soen, am beschte géife mer souguer eng Motioun pro Projet, also fir all eenzelne Projet stëmmen, fir datt all eenzel Fraktioun sech dann och géint oder fir déi verschidde Projeten ausschwätze kann.

Et ass op Basis vun dëser oder dëse Motiounen, wou de Bauteminister dann déi detailléiert Virbereedung vun all Investissement bis hin zum Projet de loi d'autorisation virhuele kann. Déi Projeten, déi per Motioun de Feu vert kruten, ginn an engem Artikel zum Budgetsgesetz opgelëscht, an et ass dann och opgrond vun dësem Artikel, deen et dem Bauteminister erlaabt, Dépensë fir déi méi detailléiert Planung ze engagéieren.

Uschléissend ginn dann - wéi bis elo och - der Chamber déi eenzel Gesetzprojete virgeluecht, déi all Investissement prezis erfaassen, dokumentéieren an och ëmräissen. Wann d'Chamber esou Gesetzer gestëmmt huet, da muss se nodréiglech allerdéngs och mat all gréisserem Dépassement vun der Kreditrumm oder Ännerung vun dem Konzept vum Bau befaasst ginn. En neie Gesetzprojet gëtt eréischt néideg, wann den Dépassement vun deem Projet 5% vun deene virgesinnene Kreditter iwwerschreit. Dépassementer, déi manner héich si wéi dës 5%, ginn am Kader vum Statskont régularisëiert, an zwar an deem Joer, wou de finalen Décompte vun deem Projet dann och virgeluecht gëtt.

Dës nei Prozedur soll et der Chamber erlaben, all Joer en Iwwerbléck iwwert déi geplangte gréisser Investissementer vum Stat ze kréien an de Bauteminister fir all Projet eenzel ze autoriséieren, eng detailléiert Planung ze maachen an duerchzeféieren. Déi fundéiert Detailplanung léisst haut dacks zu deem Moment, wou d'Chamber e Gesetz zu deem Projet stëmmt, sécherlech nach ze wënschen iwwreg. Mat där neier Prozedur soll dat anescht ginn an domat hoffe mer och gréisser Dépassementer an Zukunft ze verhënneren, well d'Planung u sech méi prezis gëtt, wéi dat haut dacks de Fall ass oder wéi et haut iwwerhaapt méiglech ass.

Kënnt et dann awer zu Dépassementer vun enger bestëmmte Gréissenuerdnung, muss sech d'Kontrollkommissioun vun der Chamber mat deene wahrscheinleche Méikäschte beschäftegen. Déi, déi da méi wéi 5% vun der ursprünglecher Finanzrumm ausmaachen, musse selbstverständlech iwwer en neit Gesetz zousätzlech autoriséiert ginn. Wann ee beispillsweis e Projet vun 100 Milliounen Euro huet, heescht dat, wann d'Dépassementer méi héich si wéi 5 Milliounen Euro, muss en neit, en zousätzlecht Gesetz duerfir gemaach ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, datt mat dëser Prozedur an Zukunft éischtens méi prezis wäert geplangt ginn, zweetens datt et doméinst och manner finanziell Dépassementer gëtt an drëttens datt doduerjer kee Bauprojet onnéideg an Zäitdrock kënnt. D'Chamber kritt ausserdeem d'Méiglechkeet, fir ganz am Ufank vun der Planung vun deem Projet dësen u sech ze refuséieren, wa se deeselwechten net fir opportun hält. Domat ginn onnéideg Planungsausgabe verhënnert an am Bauteministère gëtt sech am Detail just mat deene Projete beschäftegt, déi da schonn eng prinzipiell parlamentaresch Zoustëmmung kritt hunn.

Wa mer manner dacks hei mussen zesummekomme fir Rallongen ze stëmmen, ass dat e wichtege Schrëtt a virun allem och e richtege Schrëtt zu engem méi effizienten a méi zilorientéiere Plangen a Bauen zu Lëtzebuerg. An dat ass am Sënn vun deene groussen noutwendegen Investitiounen hei am Land, mä virun allem awer och am Sënn vun engem méi transparenten Ëmgang mat de staatleche Gelder.

Ech denke mol, datt nodeems d'Comexbu op Suggestioun vun hirem President dem Här Grethen nach e juristeschen Avis zu dëser geplangte Prozedur wäert ageholl hunn, mir - dat heescht u sech d'Chamber - am Hierscht dës Resolutioun stëmme kënne mat där mer dës Prozedur dann och endgülteg op d'Schinn bréngе wäerten.

Zum Schluss wëll ech nach soen, datt d'Bautekommissioun kierzlech an op Initiativ vun der Madame Brasseur de Chantier vun der Cité judiciaire besichtegt huet. Dobäi konnte mer alleguerte gesinn, datt d'Projete vun där Gréissenuerdnung mat Sécherheet net einfach ze plangen a scho guer net einfach ze realiséiere sinn. Ech mengen net, datt déi Leit, déi dru schaffen, net hiert Bescht ginn; an ech wëll se och vu menger Säit aus duerfir ausdrécklech félicitéieren. Mat där neier Prozedur, denken ech, wäerte si an Zukunft awer méi genee plange kënnen an de finanzielle Volet vun de Projeten och besser aschätze kënnen. Wann en cours de route Konzeptännerungen, wéi bei der Cité judiciaire, ufalen, da kann deenen hir finanziell Implikatioun nun eemol awer schlecht am Viraus ageschat ginn.

Duerfir, Här President, géif ech soen, brauche mer déi nei Prozedur, fir datt mer méi Planungssécherheet a méi Transparenz kréien. Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn zum Schluss nach den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Clement Merci an als

nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn als Chamber alt nees - kann ee soen - befaasst mat engem Dépassement vu Kreditter bei engem Bauprojet.

E Bauteminister, deen huet verschidden Avantagen, an dee groussen Avantage ass deen, dass en normalerweis Bännercher kann duerchschneiden a Gebailechkeeten oder Ouvragen aweien, déi seng Virgänger op de Chantier ginn hunn. Dat ass déi freedeg Säit. Déi manner freedeg Säit, dat ass awer déi, mat där mer ganz oft konfrontéiert sinn, an dat ass wann et zu Dépassementer kënnt vun de Kreditter. An dat ass an der Lescht ganz oft virkomm, sou dass den Här Wiseler elo hei muss geruet stoe fir Dépassementer, déi vu senge Virgänger, dem Här Goebbels an der Madame Hennicot, op d'Schinn gesat gi sinn. An den Här Clement, deen ass elo grad en détail op d'Prozedur agaangen, sou dass ech dat hei net wäert nach eng Kéier widderhuelen.

Eng Fro, déi ee sech allerdéngs muss stellen, ass: Wat géing geschéien, wann d'Chamber esou e Projet net géing stëmmen? Mir kënnen elo soen, mir änneren d'Prozedur, da kënnt dat net méi vir. Mä wat géing geschéien, wa mer haut géinge soen, mir stëmmen Nee zu deem Projet um Helleg-Geescht-Plateau? Da misst de Projet deelweis gestoppt ginn, et géinge verschidde Saachen - sou wéi d'Suen nach do wieren - fäerdeg gestallt ginn, mä dann hätte mer keng Cité judiciaire. An et ass natierlech grad esou, dass d'Chamber iwwerhaapt kee Choix huet. Wa mer wëllen, dass eise Stat an eis Institutioune fonctionnéieren, da musse mer am Fong mat deenen Dépassementer d'accord sinn. An duerfir sinn ech frou, dass mer awer an d'Richtung ginn, dass mer eng nei Prozedur hei kréien.

Mir hu jo eréischt viru kuerzem e Supplément gestëmmt vun 30 Milliounen Euro, fir de Concertssall fäerdeg ze stellen. Hei stëmme mer elo e Supplément vu 26 Milliounen Euro, sou dass mer op ee Gesamtkäschtepunkt vun der Cité judiciaire komme vu ronn 125 Milliounen Euro. Dat si fënnef Milliarde Lëtzebuerger Frang. Mir hunn en Dépassement hei gehat vun enger Milliard Lëtzebuerger Frang. Wann een an Euro schwätzt, da gesäit dat net esou gewalteg aus, mä mir mussen eis awer bewosst sinn, wéi gewalteg et ass.

Deen Dépassement, dee mer haut hei hunn, huet Ursaachen, wéi och aner Dépassementer, an déi sinn och all an den Dokumenter gutt beluecht. Hei sinn d'Ursaache vum Dépassement haaptsächlech op Oploen zréckzeféieren, déi souwuel d'Stad Lëtzebuerg wéi d'UNESCO wéi och ICOMOS gemaach hunn. An ech wäert duerno dorop zréckkommen.

Ech wäert net op d'Virgeschicht vun deem Bau agoen. Mä et ass schonn awer bezeechnend, dass Lëtzebuerg bis elo nach ni eegen Infrastrukture fir d'Geriichter hat. Et ass op bestehend Gebailechkeeten ëmmer zréckgegraff ginn. A wann de Palais Berlaymont, dat heescht do wou den Tribunal elo dran ass, och e representatiivt schéint Gebai ass, sou kann een dat awer wierklech vun deenen anere Gebailechkeeten net soen. Wann ech d'Gebai huelen an der Casinosgaass, wou d'Cour supérieure dran ass, an de Parquet général, dat ass einfach indigne fir d'Justice, an dofir ass et ëmsou méi néideg an Zäit, dass mer eegen Infrastrukture fir ons Geriichter kréien.

Dass d'Iddi vun engem neie Palais de Justice net nei ass, dat huet de Rapporteur, deem ech wëll félicitéiere fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, och gesot. Hien ass op d'20er Joren zréckgaang. Eng Etapp sinn och nach d'50er Joren, wéi de Victor Bodson deemools Projeten hat fir en neit Gebai opzeriichten; an do wor d'Iddi vum Site d'Stäreplaz. 50 Joer drop hu mer erëm iwwert deeselwechte Site diskutéiert.

De Choix vum Site ass ëmmer eng Controverse an ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass de Choix vun deem Site, dee mer gewielt hunn, an ech kommen duerno nach mat Detailer drop zréck, net gutt ass. Ech hätt léiwer gehat wa mer um Plateau du St-Esprit de Musée d'Arts modernes opgeriicht hätten, dann hätte mer deen no beim Stater Musée gehat - beim Musée vum Stat um Fëschmaart a beim naturhistoresche Musée -, dann hätte mer e Chapelet vu Muséeën no beienee gehat an dat hätt dee Site bestëmmt net esou belaascht wéi am Moment.

Mä d'Décisioun fir de Site, um Plateau du St-Esprit do eng Cité judiciaire ze bauen, ass nun eemol geholl gi vun der vir-viregter Regierung.

Mir sinn also frou, dass d'Justice elo endlech awer nei, oder iwwerhaapt appropriéiert Raimlechkeete kritt. Allerdéngs, wann ech kucke wat elo amgaangen ass do ze entstoen, da muss ech soen, dass ech alles anescht wéi frou sinn. Iwwert de Goût léisst sech streiden, dat ass och '99 an den Debatten hei gesot ginn. A mengen Aen ass dat, wat awer am Moment amgaang ass do ze entstoen, alles anescht wéi schéin. Ech fannen dat gräisslech wat am Moment um Plateau du St-Esprit gebaut gëtt.

Do ginn Arcadë gebaut. Ech héieren hei en Echo vun engem Kolleeg dee seet et wier fuerchtbar; dat ass een Term deen een och ka gebrauchen, also sinn ech mol schonn net eleng iwwert d'Appréciatioun.

(Interruption)

Den Här Bettel seet „moche". Et kann een also eng ganz Partie vun Terme gebrauchen.

(Interruptions)

Wat mech stéiert, dat ass, dass dee ganze Projet op engem Site ganz gedronge beieneen ass. Déi Arcaden, déi sinn disproportionnéiert, déi erdrécken alles. A wann ech eent vun deene wéinege Gebailechkeete kucken, wat jo erhale bliwwen ass, nämlech d'Vaubanskasär, wat erviirstécht duerch seng Schlichtheet an Einfachheet, dat ass e schéint Gebai wat équilibréiert ass; dat gëtt einfach duerch deen hei Projet erdréckt.

Ech muss lech soen, dass een net kann houfrech sinn, dass een esou eppes matzeverantworten huet. Nach stinn ech zu menger Responsabilitéit, mä ech wollt awer hei soen, wéi meng perséinlech Appréciatioun iwwert d'Ästhetik ass. Ech fannen nämlech, dass déi Cité judiciaire am Fong en onzoumuttbaren Agréff an d'Silhouette vun der Stad ass. A wann een d'Auteure vum Projet deemools gewäerde gelooss hätt, da wier deen Agréff nach vill méi schlëmm ginn.

Deemools si schonn Awänn och hei an der Chamber komm, an am Virgespréich och bei der Stad Lëtzebuerg, mä hei an der Chamber huet deemools d'Madame Polfer gesot, dee Projet misst onbedéngt iwwerschafft ginn, well e wier ze vill dense. Dat wor de 17. Mäerz 1999. An déi Tour des vents, déi däerft op kee Fall gebaut ginn. D'Tour des vents wor en Tuerm, dee virgesi wor vu 37 Meter héich; dee wier op déi Plaz komm, wou elo d'Entrée ass fir an de Lift fir an de Gronn ze fueren. Déi Tour des vents hat iwwerhaapt keng Fonctionnalitéit, mä dat sollt e Punkt ginn, deen d'Cité judiciaire vu wäitem géing weisen.

De Spriecher vun der LSAP deemools, den honorablen Här Metti Greisch, huet gemengt, an ech zitéieren: „et wier e monumentaalt Wierk, wat géing entstoen, an de Wandtuerm, dee kéint zu engem Wahrzeeche vun der Stad Lëtzebuerg ginn".

Gott sei Dank ass dat net agetrueden a Gott sei Dank ass dat net gebaut ginn. A Gott sei Dank huet d'Madame Polfer deemools schonn hir Awänn als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ugemellt, mä och hei op der Tribün als Deputéierten.

Den Här Goebbels huet awer gemengt dee Choix wier gutt, hie géing och zu deem Choix stoen, och vun den Architekten, an en huet gesot, an ech zitéieren den Här Goebbels: „Eng Justice, déi offen ass, wou d'Bierger dotëscht kënnen zirkuléieren, wou d'Touriste kënnen dertëschent spadséiere goen an dee wonnerschéine Site, deen de Plateau du St-Esprit duerstellt, kënne besichtege goen, an doduerch dagsiwwer fir Animatioun suergen."

Ech muss lech soen, dass ech dat, wéi ech dat elo nogelies hunn, e schreckleche Saz fannen, an ech probéiere mer dat elo virzestellen, wéi d'Touristen elo do spadséiere ginn, wann et fäerdeg gestallt ass. Et ass jo awer bestëmmt net, dass eng Cité judiciaire esou soll sinn, dass dat e Point d'attraction fir d'Touriste sollt duerstellen. Au contraire fannen ech, dass et wierklech der Silhouette vun der Stad Lëtzebuerg näischt Positives bréngt. Au contraire!

Eng ähnlech Architektur, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sollte mer och hei virun d'Dier kréien. Den Här Goebbels hat deemools als Bauteminister och verschidde Projete vum selwechten Architekt ufäerdege gelooss fir d'Chamber ze transforméieren; dat woren déi Haiser Richard a Printz. Dat sollt eppes ganz anescht ginn. Et sollt empiétéieren och op dee ganz schéinen Haff, deen d'Stad Lëtzebuerg elo a säi Musée incorporéiert huet; dee sollt mat verbaut ginn. Hei sollten och esou Arcaden entstoen an déi Gebaier sollte matenee verbonne ginn duerch eng Bréck - mir kréien och elo eng Passerelle, Här President -; mä eng Bréck, dat huet ausgesi wéi de Pont des soupirs. Op enger anerer Plaz ass dat vläicht schéin, mä hei zu Lëtzebuerg wier et net schéi gewiescht.

An ech si wierklech frou, dass deemools op d'Hartnäckegkeet vu verschidde Leit zréckzeféieren ass, dass dat net realiséiert ginn ass, an ee vun deene Leit, dee sech vehement dogéint gewiert huet, wor d'Madame Polfer deemools als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, an dunn hu mer en anere Projet finalement développéiert.

Dëse Projet werft nieft der Fro vun der Ästhetik, an ech mengen dozou hunn ech meng Meenung gesot, och d'Fro vum Fonctionnement vun der Justice op a vun der Plaz, déi elo zur Verfügung steet.

Am éischte Projet ass gesot ginn, et géing duer mat der Plaz. De Procureur général huet dat och an der Kommissiounssitzung deemools gesot, de President vum Tribunal huet dat an engem Interview widderholl an den Här Goebbels, wéi och den Här Rapporteur, dat wor den Här Jean Schiltz deemools, deen huet hei op der Tribün gesot, et wier eng Reserv vun 20 bis 25% dran. Wann ech awer elo kucken, de Projet ass remaniéiert ginn; d'Surface exploitable ass awer an d'Luucht gaang an nach ass net Plaz genuch, well de Service central d'Assistance sociale fënnt hei keen Ënnerdaach.

An ech muss lech soen, dass ech dat schued fannen, well dat ass e Service dee Partie intégrante ass vun deem ganze System. Et ass enorm wichteg, dass déi awer do lokaliséiert sinn. Dee Service central d'Assistance sociale huet ugefaang an der Casinosgaass; op Franséisch ass dat d'Côte d'Eich. Wéi dee Service nach wierklech am Ufank wor, en huet sech duerno développéiert, et sinn ëmmer aner Raimlechkeete gesicht ginn. Elo sollt en endlech bei d'Justice kommen an elo muss en do erëm wäichen; well bis deen eng Kéier an den Archives nationales ënnerdaach kënnt, dat wäert nach ganz laang daueren, ier d'Archives nationales transféréiert ginn.

Wéi et mat der Plaz soss ass, froen ech mech och, well mer wësse jo dass zousätzlech Jugen agestallt gi sinn - wat wichteg ass - an dass et e Plan de recrutement gëtt fir zousätzlecht Personal nach anzestellen. Mir brauchen onbedéngt do méi Plaz. Dofir bedaueren ech et, dass zum Beispill net op d'Iddi zréckgegraff ginn ass, op der Rocade de Bonnevoie deemools dat ze développéieren. Mä deen Zuch, deen ass elo fort.

Wat den Timing ubelaangt, Här President, ass et och interessant nozeliesen, wat de 17. Mäerz 1999 hei gesot ginn ass. Den Här Goebbels sot Folgendes: „Ech hoffen, dass mer et fäerdeg bréngen, dee Projet de loi an dräi, spéitstens dräi an en halleft Joer ze exécutéieren, esou dass d'Lëtzebuerger Justice ënner beschtméigleche Konditiounen ab dem Joer 2003 fonctionnéiere kann." Den Här Goebbels hat also gemengt, vun 2003 u kënnt d'Justice op deem neie Site fonctionnéieren.

Elo kann ee soen, et si Retarde komm wéinst den Oploen. Mä da soen ech, Gott sei Dank sinn déi Oploe komm vun der Stad Lëtzebuerg, Gott sei Dank sinn déi Oploe komm vun der UNESCO a Gott sei Dank sinn déi Oploe komm vun ICOMOS. Wann déi Oploen net komm wieren, da wier de Projet nach vill méi important ginn, da wier dee Site nach vill méi belaascht am richtege Sënn vum Wuert, de Volume wier ze grouss gewiescht, an dat wier wierklech au détriment vun der Stad Lëtzebuerg gewiescht. Mir hätten och riskéiert, Här President, oder mir wiere bal sécher gewiescht, den Titel vu Patrimoine mondial architectural ze verléieren, wat jo awer fir d'Stad Lëtzebuerg en onheemleche Verloscht gewiescht wier.

Nach e puer Remarquen zum Schluss. Et gëtt hei geschwat vun deene Méikäschten, déi entstane sinn duerch d'Erhale vun där Crypte archéologique. Dass do Iwwerreschter vum Klouschter sinn aus dem 13. Jorhonnert, ass net verwonnerlech, well et wosst een, dass et do géing e Klouschter ginn, wat ënnert der Ermesinde gebaut ginn ass - d'Abbaye du St-Esprit ass do gebaut ginn - an dass do Iwwerreschter waren. Dat konnt ee sech virstellen; wéi dat iwwerall iwwregens an der Festung vun der Stad Lëtzebuerg ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Well an der Stad Lëtzebuerg ass, wéi an all anere Festungsstied och, wann eppes ofgerappt ginn ass, eppes anescht an d'Plaz gesat ginn, an hei ass et jo fir militäresch Zwecker duerno benotzt ginn. Dann ass dat op dat anert dropgesat ginn, well se keng aner Méiglechkeeten haten. Esou dass et net verwonnerlech ass, dass, egal wou ee baut, een op Iwwerreschter stéisst, déi awer musse préservéiert ginn. Dofir sinn ech frou, dass dat och hei geschitt.

Eng zweet Remarque, déi ech wollt maachen, dat ass déi vum Parking. Et war mir net bewosst, dass elo schonn en Deel vum Parking gebraucht ginn ass fir d'Archiven, an dat ass jo och fir d'Archiven esou ëmfonctionnéiert ginn. Dat war mir net bewosst, an et ass am Fong schued, dass Raimlechkeeten, déi fir Autoe virgesi sinn, déi mer awer brauchen, fir d'Attraktivitéit vum Stadzentrum a vum Geschäftszentrum ze gewährleeschten, gebraucht gi fir eppes net Lieweges, dat heescht wierklech Pabeier ze stockéieren. En ass zwar gutt do ënnerbruecht, mir waren dat och kucken, mä ech mengen net, dass dat déi beschten Iddi war.

Da wollt ech dem Minister eng Fro stellen, wéi et mat de Statsarchiven ass, wéi et mam Timing ass, wéi e sech virstellt, wéini déi nei Gebailechkeeten da kéinte gebaut ginn, a wéini dann dës Gebailechkeete fräi ginn, fir dass déi kënnen der Justice zur Verfügung gestallt ginn.

Ech wollt och eng Fro stellen, ech mengen awer net, dass de Minister dorop kann eng Äntwert ginn, mä mir mussen ons awer all Gedanken doriwwer maachen: Wat geschitt mam Palais Berlaymont? Do wou elo d'Geriicht am Moment dran ass, dee jëtzege Palais de Justice, e representatiivt Gebai. Ech weess, dass dat zum Fonds de la Vieille Ville gehéiert. Nach muss ee wëssen, wellech Affektatioun een deem representative Gebai gëtt.

An da wëll ech nach e Wuert soen zum Délai, Här President. Wéini rechent den Här Minister domat, wa mer elo haut dee Kredit stëmmen, dass d'Aarbechte viruginn a wéini ass mat engem Ofschloss vun deem Bau ze rechnen? Ech wëll net, dass hien esou eng optimistesch Ausso mécht wéi säi Virvirgänger, well soss wier dat Gebai jo schonn zwee Joer laang a Fonctioun, mä et muss een awer kënne raisonnablement, elo wou de Chantier awer esou wäit gediehen ass, soen, wéini een do endlech kann der Justice eng definitiv Heemecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ons dru geleeën, dass mer eng Justice kréien, déi fonctionnéiert, op engem Site, deen digne ass, och wa mer deen hei net schéi fannen, mä dass mer elo endlech virukommen, an dofir, trotz all deenen Onzoulänglechkeeten, besonnesch um ästhetesche Plang, wäerte mer awer als DP-Fraktioun dëse Projet stëmmen; well wann een den Accord net dozou gëtt, dann entzéie mer ons onser Responsabilitéit.

Als Oppositiounspartei muss een och wëssen, dass een och déi désagréabel Projete muss matdroen - dëse gehéiert mat Sécherheet dozou - an dass mer dat och wäerte maachen. Well nach eng Kéier, wa mer dat net géinge stëmmen a wann eng Majoritéit heibannen dat net géing stëmmen, da wier de Schued, dee mer den Institutiounen, dem Lëtzebuerger Land géingen zoufügen, an der Justice zoufügen, vill méi grouss. Aus där Ursaach ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Scheuer. Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt just am Virspann drun erënneren, datt d'DP och deen éischte Projet gestëmmt hat…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- …an datt et also an der Logik ass, datt se och deen zweete Projet stëmmt.

Fir d'éischt wëll ech der Madame Brasseur eppes soen: Si huet enger ganz negativer Meenung iwwert den Architekt an iwwert d'Architektur vum Rob Krier hei Ausdrock ginn. Däerf ech just drun erënneren, datt de Rob Krier als ee vun deene bedeitendsten Architekten an anere Länner ugesi gëtt, datt en Universitéitsprofesser ass, datt e Büroen huet an Däitschland, datt e Büroen huet a Frankräich, datt e mat sengem Brudder eng Coryphée vun der moderner Architektur ass. Firwat kann een dermat…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Neen, neen, guer net! Dat ass keng modern Architektur!

(Interruptions diverses)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Et kann een dozou stoe wéi ee wëllt,

dat gestinn ech Iech zou. Derhannert stécht eng Philosophie, an dee Mann ass op d'mannst capabel, fir déi Philosophie ze artikuléieren. Domadder ass een d'accord…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Aner Architekten hu keng Philosophie!

M. le Président.- Stëppelt elo net déi ganzen Zäit wou den Här Scheuer schwätzt!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ech wëll Iech just drun erënneren, ech hat déi redoutabel Éier fir de Rapport ze maachen iwwert de Pei-Musée. Do hate mer genau déiselwecht Diskussioun iwwer eng Architektur, déi awer iwwerhaapt näischt ze dinn huet, guer näischt ze dinn huet mat där Architektur, déi vun deenen zwee Architekte Krier realiséiert gëtt. Des goûts et des couleurs, an dësem Fall,…

(Interruption)

…an dobäi wëll ech et beloossen, fir d'Éier vun den Häre Krier, déi Lëtzebuerg vertrieden am Ausland, op hir Aart a Weis a mat groussem Succès, och an der Chamber hei zurechtzerécken.

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei gëtt en deieren Nomëtteg, e ganz deieren Nomëtteg. 125 Milliounen Euro fir d'Cité judiciaire, e Surplus vu 26 Milliounen Euro, an da komme mer duerno bei d'Nordstrooss mat engem Total vun 229 Milliounen Euro, déi mer also stëmmen. Ech wëll just e puer Wuert zur Cité judicaire soen a just zur Virgeschicht vun der Cité judicaire, well se awer och fir déi nächst Diskussioun, déi mer féieren, fir esou Dérapagen ze verhënneren, menger Meenung no ganz wichteg sinn.

Fir d'éischt e Kompliment un de Rapporteur, deen op eng sachlech, nüchtern Aart a Weis alles opgeschafft huet, wat nom Gesetz vun 1999 entstanen ass, an all Ëmännerungen opgewisen huet, déi zu deem Surcoût gefouert hunn. Ech soen och Merci, félicitéieren och dem Minister mat senge Servicer, déi dat dote Spill duerchgemaach hunn. Ech mengen dat hei ass en Dossier wou elo hoffentlech - ech mengen awer, et wär esou - näischt méi opsteet.

Et ass ouni Zweifel e Fait, datt en däregen Dossier opgeschafft ginn ass, en Dossier wou ee sech am Fong nëmme mat Faits accomplis ze befaassen hat. Déi technesch Aspekter, déi engendréieren dann en immense finanziellen Impakt, an de Statsrot huet sech deementspriechend och ganz kritesch geäussert.

D'Aarbechten an der Kommissioun, déi ware ganz konstruktiv an ech mengen, wéi den Här Clement gesot huet - ech hu mer dat séier opgeschriwwen -: „d'Schold läit sécher net eleng bei deem heite Bauteminister". Deen heitege Bauteminister huet a senger Funktioun als Bauteminister absolut keng Schold ze droen un deem, wat deemools entstanen ass, mä et misst ee mol kucken, wéi d'Stad Lëtzebuerg deemools zu deem Projet gestanen huet.

Fait ass, datt, wéi mer d'Gesetz vum 6. Abrëll 1999 hei gestëmmt hunn, mer ee Projet ofgeseent hunn, deen net fäerdeg war. Deen - an ech menge bal fatal schonn zu deem doten Zäitpunkt - vill Froen opgelooss huet a Froen, déi een deemools virum Ofstëmme vun deem Projet scho bestëmmt zu engem gewëssenen Deel hätt kënne beäntwerten, an dee Projet hei ka schonn exemplaresche Charakter kréien; en huet es schonn.

Ech hunn och déi Interventiounen nogelies vun de Kolleegen am Joer 1999. D'Diskussiounen hu sech deemools haaptsächlech gedréit ëm den Emplacement vun de Geriichtsgebaier, den Hellege-Geescht ass duergestallt gi vun enger Säit als ideale Site mat engem Terrain vun engem Hektar 79 Ar, an ech hat awer d'Impressioun, datt an den Diskussiounen an an der Approche, déi verschidde Leit zu deem Projet haten, nach ëmmer d'Alternativen eng grouss Roll gespillt hunn.

Zum Beispill huet den CSV-Spriecher, den Här Mosar, och vun aneren Alternative geschwat, mä virun allem den Här Rippinger huet déi Alternativen opgezielt, déi fir d'Stad Lëtzebuerg an deem dote Fall déi besser gewiescht wären an d'Madame Brasseur huet se och genannt, et war fir d'éischt de Kierchbierg a si huet wuertwiertlech gesot: „Dat wär eng gutt Léisung gewiescht."

Den Här Rippinger huet och vun der Stäreplaz geschwat, hien ass kaum agaangen op déi historesch Komponent vun deem Projet, mä dat huet den Här Mosar gemaach. Den Här Mosar huet ganz däitlech opgezielt, wéi wichteg déi do Plaz fir d'Geschicht vun der Stad Lëtzebuerg wär. Hien huet vum Klouschter geschwat an ech stelle mer ganz eeschtlech d'Fro bei deem Site do - wou am Fong d'Wéi vun der Stad Lëtzebuerg oder e gudden Deel dovu war -, ob een do net hätt kënne Sondagë maachen an deemools scho festleeën, fir dat Klouschter ze erhalen. An d'Madame Polfer war guer net esou negativ vis-à-vis vun deem dote Projet agestallt. Si huet - ech zitéieren - gesot, si huet ugekënnegt: „datt gegebenefalls Adaptatioune virgeholl géifen". Dat ass wuertwiertlech esou; also et war keng katastrophal Vernichtung vun deem Projet duerch d'Madame Polfer.

Nom Vote vum Gesetz ass dann dunn de Projet nodréiglech an d'Mille komm - a verschidde Millen -, éischtens vun der Stad Lëtzebuerg, déi mat der Envergure vun deem Ganzen net d'accord war. D'Stad Lëtzebuerg ass - soulaang ech an där Travaux-publics-Kommissioun sinn, ëmmer en onbequeme Verhandlungspartner souwuel fir de Stat wéi och fir d'Chamber. Ech erënneren un déi Etüden, déi operluecht gi sinn, wéi mer d'Maison Printz als Siège vun der Chamber bestëmmt hunn, wéi mer d'Étude fine gemaach hunn. An och hei mussen im Nachhinein d'Konsequenze gedroe ginn, déi ee vläicht am Virfeld hätt kënnen aus der Welt schafen. D'ICOMOS ass opgetrueden, d'UNESCO ass komm. Wien hat se geruff, wien hat se esou spéit geruff?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- De Bauteminister.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- De Site war bekannt, jidderee wosst, wat do wär a jidderee wosst, wat de Patrimoine mondial wäert ass fir Lëtzebuerg, fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Lëtzbuerger Land iwwerhaapt. D'UNESCO ass ganz einfach vill ze spéit ageschalt ginn. Déi Kettereaktioun gëtt dann och vum Statsrot opgewisen a wann een de Projet 2005 kuckt, huet en am Ganzen nëmme 650 m² méi par rapport zu deem Projet vun 1999; e kascht 25 Milliounen Euro méi.

Wouduerch? Éischtens - de Rapporteur huet et gesot -, datt de Projet net huet dierfen iwwert d'Zone protégée oder op d'Zone protégée erausgräifen. Et huet alles misse kondenséiert ginn, nei iwwerschafft gi mat neien techneschen Implikatiounen. An drëttens dann, d'Vestigë vum Klouschter sinn integréiert ginn an de Projet.

Ech wëll prinzipiell dat hei festhalen: Et ass jo esou, datt den Denkmalschutz zu Lëtzebuerg eng immens Roll gespillt huet an eng immens Roll spille muss, mä wann een esou Projeten huet wéi deen heien - an et ginn der och op den Dierfer an et ginn der och op anere Plaze vum Land -, da muss ee sech d'Fro stellen, ob net am Virfeld verschidde Froe geklärt muss ginn, an ob de Musée, respektiv Sites et Monuments am Virfeld musse kontaktéiert ginn. A wann dat iwwert d'Kompetenze vu Lëtzebuerger Instanzen erausgeet, datt een um Niveau mondial, um Niveau UNESCO muss operéieren. An dann ass et ëmsou méi wichteg, datt d'Prozeduren ageleet ginn, well da kënnt een esou Dérapagen, wéi dat hei, an d'Fro nom Oflaf, d'Fro nom Verloscht vun der Zäit vermeiden.

Ech mengen et kann een dem Robert Goebbels alles ënnerstellen, mä awer net e gesonde Realismus.

(Interruptions)

An dësem Fall war et scho realistesch fir eng Bauzäit virzegesinn. Allerdéngs konnt hien net virausgesinn, datt déi nei Erkenntnisser an déi nei Décisiounen eben zu deem Zäitverloscht hu missen noutgedronge féieren.

(Interruption)

Et ass Zäit verluer gaangen, et kascht ganz vill Geld an et bleift zum Schluss dann de Wonsch, datt si awer och am Joer 2007 fäerdeg gëtt - déi grouss Cité judiciaire - an datt se grouss genuch ass fir alles opzehuele wat am Kader vun der Lëtzebuerger Justiz muss fonctionnéieren an optimal muss fonctionnéieren.

An zum Schluss dann d'Fro, déi an der Kommissioun gestallt ginn ass, eng wichteg Fro fir d'Stad Lëtzebuerg, eng wichteg Fro awer och fir de Lëtzebuerger Stat: Wat geschitt mat deem ale Justizpalais, dee jo net nëmmen historesch wäertvoll ass, mä garantéiert awer och architektonesch wäertvoll ass?

Firwat ass en architektonesch wäertvoll? Well en e puer Jorhonnert oder 150 Joer virun der Cité judiciaire gebaut ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Éier ech der Madame Loschetter d'Wuert ginn, wollt ech rappeléieren, datt d'Gesetz vum 6. Abrëll 1999 iwwert d'Cité judiciaire gestëmmt ass an datt et a Kraaft ass, an datt mer haut e Projet stëmme wou et drëm geet den Artikel 2 vun deem Gesetz ofzeänneren. Dat gesot, géif ech der Madame Loschetter d'Wuert ginn.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Wat wollt Der domat soen, Här President?

(Interruption)

M. le Président.- Iwwerleet mol eng Kéier ganz schaarf, Här Mehlen!

Sou, d'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, duerfir wëll ech mech och op dat beschränken…

M. le Président.- Dat ass ganz luewenswäert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Voilà.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass Iech bestëmmt och schonns eng Kéier geschitt, datt Dir an d'Vakanz gefuer sidd, well Dir eppes gebucht hat, an da kommt Dir do un an Dir kritt net dat, wat eigentlech gebucht war. Stellt Iech eng Famill vir mat véier Kanner, déi an den Hotel kënnt, dräi duebel Zëmmer gebucht hat, der awer nëmmen zwee kritt, an dann nach muss e ganzen Dag waarden, bis se dann endlech kann an hir zwee fräi Zëmmere goen. Genau dat geschitt - an enger anerer Versioun - op der Cité judiciaire um Helleg-Geescht.

De ganze Projet huet missen e bëssen eriwwer gedréckt gi fir aus der Zone tampon erauszekommen. De SCAS kritt eréischt e Gebai an den Archiven, wann d'Archiven op Esch/Belval kommen, dofir ginn d'Archiven an de Parking, an de Parking gëtt e Stack méi déif vergréissert zu gudder Lescht, well zu gudder Lescht d'Vestigen aus engem Klouschter aus dem 13. Jorhonnert och nach do entdeckt ginn sinn, wou eigentlech virdun de Parking sollt kommen.

Voilà, dat alles e bësselchen iwwerspëtzt - ech ginn et gären zou -, mä esou ongefeier ass dee gestëmmte Projet readaptéiert ginn an eben och seng Adaptatioun oder säi Budget - et ass eigentlech effektiv keng richteg Adaptatioun. An esou ongefeier gesäit och d'Situatioun um Chantier de Moment aus, wou een nëmme kann hoffen, datt d'Aarbechte gutt a séier viruginn, ouni dass engem eppes geschitt, well dee Chantier ass extrem enk, well alles extrem enk do ass an d'Aarbechten an d'Maschinne si quasi een op deem aneren.

Just eng ganz kuerz Bemierkung: Mir waren als Gréng och ëmmer der Meenung, datt den drëtte Pouvoir endlech misst adequat Aarbechtskonditioune kréien an dass déi aktuell Situatioun onerträglech wier. Mä mir waren ni ganz waarm fir dee Site um Hellege-Geescht, net nëmme wéinst de Schwieregkeete betreffend dem Patrimoine mondial. Mir fannen och nach haut, datt et eng schlecht Planung ass, fir eng vun deene leschte grousse Plaze vun der Stad zouzemaachen.

Et ass schued dass et déi Plaz ass, déi elo mat Büroe gefëllt gëtt, déi um sechs Auer eidel sinn. A virun allem ass et eng Plaz, an dat ass eppes wat eigentlech och deen heite Projet de loi eppes ugeet, déi net ausbaubar ass. Nom Avis vun der UNESCO recommandéiert ee vun hiren Experten - an ech zitéiere just dat hei, Här President, wann Der erlaabt -, den Här Jantzen: «la solution la plus compatible avec l'inscription sur la liste du patrimoine mondial serait la recherche d'un autre emplacement pour la construction de cette cité judiciaire. Le plateau St-Esprit pourrait alors connaître un développement en rapport avec ce qu'il représente dans l'histoire de la ville, ceci dans le respect des vestiges qui s'y trouvent et des récentes découvertes archéologiques révélées par les fouilles.»

D'Stad Lëtzebuerg an de jëtzege Buergermeeschter, de Paul Helminger, haten en alternative Site proposéiert op der Rocade de Bonnevoie, an de gréngen Deputéierte Robert Garcia hat souguer zu dëser alternativer Propositioun eng Proposition de loi an deem Sënn eragereecht.

D'Propositioun vum Site op der Rocade de Bonnevoie wier eng eigentlech „win-win"-Situatioun gewiescht. Si wier direkt ëmsetzbar gewiescht. D'Plaz wier ausbaubar gewiescht. Et hätt sënnvoll zu enger iwwerluechter Stad- a Landesplanung bäigedroen. An den drëtte Pouvoir wier nëmme knapps 300 Meter vun deenen aneren zwee Pouvoiren ewech. A mir hätten d'Plaz um Hellege-Geescht kënne behalen, fir eng flott a convivial Plaz draus ze maachen.

Mä et sollt net esou kommen. Et sollt komme wéi deen deemolege Bauteminister dëst an der Chamber zur Ofstëmmung eragereecht hat, esou wéi de President hei elo schonn drun erënnert huet.

De Projet ass esou ëmgeännert gi mat der eenzeger Suerg, aus der Zone tampon erauszekommen an eben och eng Léisung fir d'Krypta ze fannen. An doduerch ass dann och dee Präis ëmgeännert ginn.

An engem Sënn vu Logik, esou wéi dat och scho virdrun hei ugeklonge war, wäert déi gréng Fraktioun sech dann och haut enthalen, well se sech - aus deene Grënn, déi ech dofir kuerz rappeléiert hunn, Här President - och bei deem éischte Vote enthalen hat, an domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech hu gemengt aus enger vun Äre Remarquen erauszehéieren, datt Der ongedëlleg wäert fir bei de Projet vun der Nordstrooss ze kommen. Et léisst sech awer net évitéieren, e puer Wuert zu dësem Projet a virun allem zu den Ursaache vun dësem Projet ze soen.

Et ass ee vun deene Projeten, wann net de Modellprojet, deen ee kënnt als Beispill huelen dofir, wéi een et net soll maachen.

Mir hunn hei eng Iwwerschreidung, rëm eng Kéier méi, déi notabel ass; wann ech richteg gerechent hu 26,15% par rapport zum Projet initial. 26 Milliounen Euro oder 104 Millioune Frang, fir déi déi nach méi gewinnt si mat de Frangen ze rechnen.

D'Erklärunge fanne mer am Rapport. Ech wëll dem Rapporteur bei där Geleeënheet och Merci soe fir seng Explikatiounen. Mä d'Ursaachen, fir aus de Feeler ze léieren - et ass bekannt an ech wëll net bis an d'ganz Genèse vun deem Projet hei erëm zréckgoen; do kéint ee wahrscheinlech e Buch driwwer schreiwen. De politeschen Hick-hack tëscht Parteien, och vläicht tëscht politesche Responsablen, iwwert de Standuert Plateau St-Esprit, et ass elo grad gesot ginn, Rocade de Bonnevoie, Stäreplaz - den ADR hat deemools éier eng Preferenz fir op d'Stäreplaz ze goen, och fir deen Deel vun der Stad doduerch opzewäerten. Et ass awer herno de Site vum Plateau St-Esprit zréckbehale ginn.

Här President, Dir sidd mer net béis wann ech awer hei aus där Sitzung d'Ministesch vun den öffentleche Bauten zitéieren. Et war eng Heure d'actualité, déi op Initiativ vu mengem Fraktiounskolleeg Jacques-Yves Henckes gefrot gi war, an zwar den 10. Oktober 2001. Do huet d'Madame Bauteministesch gesot: „D'Chamber hat an deem Ablack, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, schonn eng kritesch Approche zum Projet. Mä si huet awer, trotz der kritescher Approche, de Projet gestëmmt. D'Deputéierten hunn expressiv verbis gesot, de Site géif hire Virstellungen zwar net entspriechen, mä si géifen de Projet awer stëmmen." Dat ass effektiv d'Realitéit. Et war aus enger Situatioun vun Zäitnout eraus - well jiddferee gesinn huet, datt eppes misst geschéien -, wou gesot ginn ass: Jo, da musse mer alt zoustëmmen, och wa mer net frou domat sinn.

Mir gesinn haut, wéi falsch datt et war. Ech kann nëmmen ënnersträiche wat anerer viru mir och scho gesot hunn: Wann een op esou eng Plaz geet, da weess een, datt een op Vestigë stéisst. Wann een op esou eng Plaz geet, déi deelweis scho verbaut ass - ech erënneren un de Parking -, da weess een, datt een zousätzlech op Schwieregkeete stéisst. Mir hunn dat elo gesinn, wéi mer de Site besicht hunn. Wéi do gewullt gëtt, wéi do getässelt gëtt, fir iergendwéi laanschteneen ze kommen.

Mir mussen elo a Kaf huelen, datt de Parking net esou grouss gëtt wéi e geplangt war, wat herno ganz sécher, wann dat Ganzt bis fonctionnéiert, och nach zousätzlech zu Schwieregkeete féiert.

Et ass um falsche Site gebaut ginn. Et koum derbäi déi Affär vun der UNESCO, wat als Folgen hat, datt d'Plange komplett hu missen, zum gréissten Deel, ëmgeännert ginn.

Et si Contrainten duerch bestehend Gebaier an duerch d'Parkingen, wéi gesot. An dann, fir mech awer e ganz iergerleche Punkt, an deen eis och vill Geld kascht, déi Conservatioun vun deene Vestigë vun deem Klouschter.

Wann een dat alles zesummen hëlt, da versteet een de Conseil d'État wann e seet, eng Kéier méi - ech mengen et ass déiselwecht Formule, déi ëmmer erëm kënnt -: «Le Conseil d'État, s'il peut admettre à la rigueur le caractère imprévu de

certaines dépenses, doit cependant remarquer que le projet sous avis n'est guère compatible avec une conception, préparation et planification sérieuses d'un projet de construction d'une telle envergure.» Dat kann een hei nëmme mat zwou Hänn ënnersträichen.

Ech wollt just zu engem vun deene ganz décke Punkten, déi de Surcoût hei generéiert hunn, e puer Froen opwerfen, an dat ass dat vun där Crypte archéologique.

Ech weess net, wann et fäerdeg ass a mir gesi wierklech wat do läit - wéi gesot, de Moment ass et mat Sand zougeschott -, da muss awer herno - dat meescht wäert jo mam Bagger ewechgeholl ginn -, mä wann et dann erëm un dat Rengt geet, da muss erëm mam Läffelchen do geschafft ginn. Mir hunn alt gemengt, vläicht wieren e puer Riichter esou gnädeg, deen een oder deen aneren en pénal dozou ze condamnéiere fir do mam Läffelchen zäitweileg ze wudderen. Da wier déi Aarbecht net och erëm eng Kéier op Käschte vum Contribuable.

Mä de Spaass op d'Säit, et muss ee sech mam Conseil d'État d'Fro stellen: War dat do wierklech néideg? Wann ee gesäit, wat fir e baulechen Opwand datt dat bedéngt, fir datt een herno e puer Grondmaueren - well vill méi ass net do - gesäit.

Hätt een do net awer kënne mat Opnahmen a mat virtueller Duerstellung, wéi et fréier war - dat mag och elo nach geplangt sinn, ech weess et net -, trotzdeem deene Leit, déi dat hätte wëlle kucken, wierklech alles weise wat fonnt ginn ass an en och eng Impressioun ginn iwwert dat wéi et fréier mol war, ouni dee gewaltegen Opwand? Well deen Drock vun deene Gebaier, déi uewen eriwwer stinn, dee muss jo op de Fiels ënnen ofgedroe ginn, ouni datt dat, wat dann archeologesch do sollt en valeur sinn, däerf tangéiert ginn; an dat ass eng onméiglech Geschicht.

Et ass eppes, wann déi Obligatioun net bestanen huet, an aus der Dokumentatioun, wann een dat noliest, geet ervir, datt keng Obligatioun bestanen huet. D'Madame Hennicot seet: „Et ass nämlech esou, déi Avisë vun der ICOMOS sinn Avisën, déi fir d'UNESCO gemaach gi sinn."

Et huet awer kee vun där doter ONG d'Kompetenz fir amplaz vun der UNESCO ze schwätzen. An et geet och ganz kloer doraus ervir, datt et keng Obligatioun war fir dat doten ze erhalen.

An deem Punkt, a besonnesch well et esou deier gëtt, fanne mir et jiddefalls net richteg, datt d'Chamber net am Virfeld gefrot ginn ass, ob et misst konservéiert ginn oder net. Well, éierlech geschwat, et bréngt wahrhafteg net vill.

Ech wëll och nach drop hiweisen - an dat ass och eppes, wat eis stéiert -, datt mäi Fraktiounskolleeg Jacques-Yves Henckes den 23. Juli 2001 eng Question parlementaire gestallt hat, wou en op eng Fro iwwert den Avis vun der UNESCO, wat fir eng Suiten dass dat hätt, als Äntwert kritt huet: «L'avis de l'UNESCO est un avis consultatif, le Plateau du St-Esprit étant situé dans la zone tampon de la délimitation du patrimoine mondial. Il n'en découle pas de conséquences financières.» Esou ass nach de 7. August 2001 geäntwert ginn. Dat stëmmt net! Deen huet enorm «conséquences financières», an och do muss een da soen, datt d'Regierung vis-à-vis vun der Chamber, oder engem Vertrieder vun der Chamber, net éierlech war.

Här President, och mir gesinn, datt hei muss den zousätzleche Kredit gestëmmt ginn. Dee Projet muss fäerdeg gemaach ginn. Mir sinn nach wie vor net glécklech driwwer. Et ass net déi richteg Plaz. Et wäert, wann d'Justiz weiderhi Plaz brauch, ganz geschwë schonn erëm enk do ginn. Et ass verkéierstechnesch net glécklech. Mä et ass ugefaangen, et muss fäerdeg gemaach ginn.

Awer Compte tenu vun deem, wat ech elo gesot hunn, vun där deelweiser net Korrektheet vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber, wäerte mir eis, fir eise Protest dergéint auszedrécken, trotzdeem bei dësem Projet enthalen an der Majoritéit d'Verantwortung iwwerloossen, fir hei dee Kredit ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, de Bauteminister Claude Wiseler. Här Wiseler!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Wéi ech virun e puer Méint an deem Büro vun den Travaux publics ugefaangen hunn, hunn ech effektiv de Point gemaach wou mer op deenen eenzelne Projete géingen dostoen a gemengt, et wär wichteg, direkt, esou schnell wéi méiglech mat der Chamber dee Kontakt ze kréien, deen ech och wëll an deenen nächste Jore mat der Chamber hunn, an do d'Analys vun deene grousse Projeten ze maachen.

Mir haten der eng Rei, déi Problemer gestallt hunn. Mir hunn der och schonn eng Rei an der Chamberskommissioun duerchdiskutéiert an och eng Rei hei am Plenum gestëmmt. Dat sinn: de Rond-point Märel, Gaasperech, d'Concertshal. Mir hunn elo d'Route du Nord an d'Cité judiciaire haut nach um Programm. All déi Diskussiounen an déi Konklusiounen, déi mer doraus gezunn hunn, hu mer an enger Diskussioun gezunn, déi ech awer an deene leschte Méint appréciéiert hunn, well se konnt eng ganz konstruktiv Diskussioun ginn, gradesou wéi haut. Dofir wëll ech souwuel der Travaux-publics-Kommissioun wéi der Commission de l'Exécution budgétaire an dem Här Marcel Sauber als Rapporteur villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi se fir haut gemaach hunn.

D'Madame Brasseur huet esou léif virdru gesot, datt een als Bauteminister Freed hätt, vill Bännercher duerchzeschneiden, op där anerer Säit awer heiansdo dann och déi schwéier Tâche huet, esou wéi haut an d'Chamber ze kommen. Ech muss awer soen, ech schneide vill méi Bännercher duerch wéi ech esou Texter an der Chamber maachen, an domat wëll ech soen, datt eng ganz Rei vun deene Projeten, déi mer maachen, déi mer exécutéieren, och Projete sinn, wou mer net brauchen erëmzekommen, Projete sinn, déi am Kader vum Budget lafen, a Projete sinn, déi korrekt an der Exekutioun esou lafe wéi se solle lafen.

Dat wollt ech awer eng Kéier soen, well et kënnt ëmmer d'Impressioun op heibannen, an der Press, wéi wann all Projet aus dem Rudder géing goen. Dat ass net richteg! Dat sinn déi, déi mer elo hei genannt hunn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Schhhhh!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- …an et sinn haaptsächlech Projeten - an dat muss een awer och gesinn -, déi en exzeptionelle Charakter hunn. D'Concertshal ass net egal wat fir ee Gebai. Esou eent hu mer nach net gebaut, esou eent baue mer och net méi. D'Cité judiciaire, déi mer elo hei hunn, ass trotzdeem eng aussergewéinlech Konstruktioun op enger aussergewéinlecher Plaz. Datt mer esou eng an deenen nächste Jore maachen, géing mech wonneren. Dir géingt Iech jo souwisou iergere wa mer nach eng esou géinge maachen, mä ech mengen, souwisou maache mer keng esou méi, well et ass exzeptionell, et ass en uniquë Bau, an d'Nordstrooss brauch ech net ze beschreiwen an do schwätzen ech duerno och nach eng Kéier driwwer.

D'Zuel vun deene Projeten, déi korrekt ausginn, ass onwahrscheinlech vill méi grouss wéi déi, wou mer Problemer hunn, an ech soen nach eng Kéier hannendrun, ech denken, och wa mir eis nei Prozedure ginn, wou ech nach gären e Wuert duerno driwwer soen, ass dat net esou, datt mer net am Bau Problemer wäerte kréien. De Bau ass nun einfach eppes wat een esou vill Joer am Viraus net ka mathematesch ausrechnen, op den Euro près wat et kascht, sou datt déi Diskussioune wäerten an der Chamber och nach an Zukunft opkommen.

Ech menge just, datt mer hinnen an Zukunft mussen e Kader ginn, wou se an engem anere Rhythmus, op eng aner Aart a Weis ofgewéckelt ginn, wou d'Diskussioun kann anescht lafen a wou mer se kënnen anescht an de Gréff kréien. Dat ass mäi Wonsch, an dat ass och dat wat ech mengen datt mer kënnen erreeche mat deene Propositiounen, déi mer zesummen ausgeschafft hunn.

Et muss ee wëssen, datt dee Projet vun der Cité judiciaire, esou wéi en do läit, 1994 ausgeschafft ginn ass, an datt mer do d'Finalisatioun vum Programme de construction gemaach hunn. 1994, mir sinn elo 2005! Den Avant-projet sommaire ass 1998 gemaach ginn, an de 6. Abrëll 1999 ass de Gesetzesprojet gestëmmt ginn.

De President huet virdru gesot, mir géingen net méi iwwert dee Gesetzesprojet schwätzen, mä just iwwert d'Ëmännerungen dovunner. Dat ass richteg. Dofir ginn ech och net haut op all déi Diskussiounen an, déi den Emplacement uginn. Mir sinn haut amgaangen do ze bauen. Wann Der erausgitt an Dir kuckt et, wéi héich mer do sinn, dofir mengen ech sinn dat Diskussiounen, déi haut zwar ëmmer nach kënne gefouert ginn, wou déi eng et regrettéieren, déi aner et gutt fannen, mä ech féieren se net, well dat ass net meng Missioun.

Meng Missioun ass, esou schnell wéi méiglech, esou bëlleg wéi méiglech an esou korrekt wéi méiglech dee Bau hei fäerdeg ze kréien. Dofir wëll ech net iwwert d'Philosophie vun den Architekte schwätzen. Ech menge par contre, datt all déi Diskussiounen, déi mer drëm hate sengerzäit an déi zu dësen Ännerunge gefouert hunn, an déi och haut dann den Objet vun deem Projet sinn, all déi Diskussiounen, déi Diskussioune mat der UNESCO, déi Diskussiounen, déi mer mat der Stad Lëtzebuerg gefouert hunn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…de Projet awer verbessert hunn, an datt mer haut an engem Projet sinn, wou ech muss soen, datt en, mat deenen Oplagen, déi d'UNESCO gemaach huet, op där Plaz awer Sënn mécht.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et muss een och soen, datt mer dee Projet hei - an ech ka mech drun erënneren, well ech déi Zäit souwuel an der Stad Lëtzebuerg am Schäfferot war wéi an der Commission de l'Exécution budgétaire -, datt mer déi Diskussiounen hei matenee gefouert hunn. Ech ka mech erënneren un déi Sëtzunge vun dem 25. September 2001, dem 17. Dezember 2001, wou meng Virgängerin, d'Madame Hennicot, an der Chamber war an am Detail mat enger grousser Powerpoint-Presentatioun genau virgestallt huet, wat dann elo d'Demandë vun der UNESCO waren, wat dann elo d'Demandë vun der Stad Lëtzebuerg waren, wat huet misse geännert ginn, fir den Accord ze kréien, a wéi dee Projet an Zukunft géing ausgesinn.

Also Informatiounen, muss ech soen, un d'Chamber an där ganzer Prozedur, an deene ganzen Ëmännerungen, ware schonn do, déi dann zu deem Projet gefouert hunn an déi och dem Bau, deen den 3. Dezember 2002 ugefaangen huet, zugrond geluecht si ginn.

Elo ass et natierlech esou, datt haut gesot gëtt, all déi Diskussiounen do, dat ware just Informatiouns-, mä keng Décisiounsdiskussiounen. Ech wëll awer nach drun erënneren, datt déi Zäit déi ganz Diskussioun ganz anescht gelaf war, well een nach keng Modalitéiten hat, wéi een da géing no engem Gesetz Décisiounen huelen, déi dee Projet géingen esou ëmänneren. Dat war trotzdeem eppes anescht, trotzdeem eppes Neies, d'Prinzipië waren net do, wéi et soll lafen, war net décidéiert, war net definéiert.

Well ech déi Problemer jo awer gesinn a well ech och déi Schwieregkeeten, déi eng Commission de l'Exécution budgétaire kann hunn, duerchaus verstinn, hunn ech einfach drop gehalen, datt mer eis géingen zesummen eng Prozedur ginn, wéi mer an esou Fäll handelen, an datt ee weess wat dann elo soll gemaach ginn, muss gemaach ginn, wéini wat fir eng Décisioun vun der Regierung, vun der Chamber soll geholl ginn, fir datt mer dat alles an Zukunft an engem korrekten, an engem uerdentleche Kader wëllen a kënnen oflafe loossen.

Mir hunn och aus deem Projet hei eng Rei Saache geléiert. Ech weess just net, ob déi Léieren duerno eis esou an der Realitéit ëmmer all Problem aus dem Wee raumen. Mä wat hu mer doraus geléiert? Mir hunn doraus geléiert, datt déi grouss Transformatiounen, wa mer se maachen, nodeem datt e Gesetzesprojet gestëmmt ass, eis ëmmer wäerte finanziell Problemer bréngen. D'Léier ass also kloer déi: All déi Etüde musse virdru gemaach ginn, all déi Autorisatioune musse virdru gefrot ginn, an dofir muss de Gesetzesprojet net an där doten Etapp, mä vill méi spéit gestëmmt ginn, fir datt mer genau wëssen, datt mer net an déi dote Problemer kënnen erakommen, nodeem datt mer e Gesetzesprojet gestëmmt hunn. Dat wäerte mer och probéieren ze maachen.

Ech soen awer och, ech sinn net sécher, ob dat do ëmmer esou geléngt. Well ech ka mer ganz gutt virstellen, datt, nodeem datt e Bau ugefaangen huet, awer Froen, Problemer nach ëmmer kënnen optauchen - wat ënnert dem Buedem läit, wësse mer jo net ëmmer, dat ass ee Beispill -, déi awer nach déi eng oder déi aner Décisioun wäerten a Fro stellen, an déi eng oder aner Décisioun muss kënnen nei geholl ginn. An da soen ech, wa mer probéieren dat esou vill wéi méiglech ze évitéieren, da muss een dee Moment, wou een et net kann évitéieren a wou eng Noutwennegkeet do ass, awer och kloer sech sinn, wéi een dann an der Chamber handelt fir ze kucken, datt een dat normal a korrekt op de Wee kritt.

An dofir hu mer jo an deene Prozeduren, déi mer eis definéiert hunn, festgeluecht, datt mer géingen higoen an an engem fréie Plang, da wann d'Décisioun nach net definitiv ass, d'Informatioun vun der Chamber maachen an dann och der Chamber d'Méiglechkeet ginn, zu engem Moment wou den Neen nach méiglech ass, Jo oder Neen zu deenen dote Saachen ze soen.

Dat ass also och eng méi grouss Responsabilisatioun vun der Chamber an enger Etapp wou Décisiounen nach méiglech sinn. An ech sinn u sech e Befürworter vun där doter Prozedur, well se eng Transparenz an déi ganz Prozeduren erabréngt a well se eis eng Kollaboratioun zesumme mécht wou duerno dat alles kann an engem ganz anere Kader oflafen. Dat waren déi puer Saachen, déi ech heizou wollt soen.

Et sinn e puer Froe gestallt ginn, zum Beispill déi vun de Statsarchiven, wou mer do dru sinn. Well d'Statsarchiven, wa se frësch zu Belval gebaut gi jo dann och eng Influenz hunn iwwert déi Extentiounsméiglechkeeten, déi mer wäerten hu fir d'Cour hei. Do ass, hoffen ech, d'Äntwert, datt mer och kënnen am Joer 2006 mat de Statsarchiven op Belval ufänken; dee Projet de loi ass fäerdeg.

Et muss ee just wëssen, datt mer gefrot hu fir ze kucken ob et méiglech wier, well déi Statsarchiven eng relativ grouss Extensioun hunn a se geplangt si fir 15, 20 Joer, an enger éischter Etapp nach en Deel vun der Universitéitsbibliothéik, déi sur place ass, dran ze bréngen oder net. Dat ass gekuckt ginn. Déi Décisioun ass nach net geholl, mä déi Décisioun ass elo prett fir geholl ze ginn. Soubal mer déi Décisioun geholl hunn, kann dann och dee ganze Projet hei an d'Chamber kommen, hei an der Chamber décidéiert ginn an dann och weiderlafen.

Wéi gesot, dat ass eng Décisioun, déi nach hei an d'Chamber kënnt an déi dann och hei an der Chamber kann diskutéiert, kommentéiert an zu engem Deel sécherlech mat influenzéiert a mat décidéiert ginn. Dat ass déi éischt Äntwert.

Ech sinn awer - well ech net esou si wéi den Här Goebbels, Optimist - éischter ganz virsiichteg a mengen Aussoe vun Datumen a wëll hei den Datum net virgi wéini déi Gebaier dann elo fäerdeg sinn. Ech soen Iech, ech hoffen, datt mer se am Joer 2006 mam Fonds Belval kënnen ufänken an da brauch dat déi normal Baudauer, déi een ebe muss hunn, ier een esou e Gebai ka fäerdeg stellen, wann dann näischt virkënnt, wat eis géing Problemer stellen.

(Interruption)

Méi wëll ech net soen, well ech einfach virsiichteg sinn a well net nëmmen déi Problemer kënne virkommen, déi mer hu wann am Buedem eppes läit, mä well mer och bei all Soumissioun, déi mer erausginn, hoffen, datt dann net ee reklaméiert an datt mer net eng Geriichtsprozedur kréien, also datt mer net gebremst ginn an dofir ass et bal onméiglech definitiv Datumen an deenen dote Projeten ze ginn.

Et ass en aneren Délai, deen hei gefrot ginn ass, deen awer direkt mat der Cité judiciaire zesummenhänkt, dat ass deen, wéini dann déi Cité judiciaire fäerdeg ass. Mir denken, datt mer Enn 2007 esou wäit sinn. Awer ëmmer nëmmen - an da maachen ech och do d'Klammer -, wann all Soumissioune richteg lafen, wa mer net op aner Problemer stoussen, ass dat deen normalen Terminkalenner, dee mer elo hunn, esou datt ee kann dovunner ausgoen, datt d'Plënneraktioun kann am Joer 2008 stattfannen, mat alle Reserven, déi ech ëmmer umelle fir all Imprévuen, déi ebe beim Bau dra sinn.

An dann déi lescht Fro, déi Der hat: Wat ass mat dem Palais vun der Cour de Justice geplangt? Einstweilen ass nach keng definitiv Décisioun doriwwer geholl, wat mat deem Palais dann ze geschéien huet. Déi Décisioun ass nach op. Déi muss nach geholl ginn.

Voilà, ech mengen ech hunn elo op déi Froe geäntwert, déi gestallt waren. Ech soen Iech alleguer nach eng Kéier villmools Merci fir déi konstruktiv Décisioun an deen hoffentlech positive Vote, deen dann elo kënnt. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank

(par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Stein-Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum leschte Projet de loi fir haut, déi budgetär Upassung beim Bau vun der Nordstrooss. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Calmes, den Här Diederich, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes.

6. 5477 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer de Bléck zréck an de Juli 1997 riichten, da blécke mer och zréck op den Ofschloss vun enger dach emotionaler Debatt. Eng Debatt, déi schonn Enn der 60er Joren, genau gesot 1967, hiren Ufank fonnt hat. Et géing u sech elo ze wäit féiere wa mer nach weider an der Lëtzebuerger Stroossebaugeschicht zréckbliedere géifen, mä just vläicht zur Informatioun, et gouf schonn an der Zäit virum Zweete Weltkrich an etlechen Etüden driwwer nogeduecht, wéi een eng Stroossenubannung an den Norde kënnt realiséieren.

Am Fonds-des-Routes-Gesetz vum 16. August 1967 ass ënnert dem deemolege sozialistesche Bauteminister Albert Bousser festgehale gi fir eng Strooss ze bauen, déi ëner anerem Lëtzebuerg mat Ettelbréck soll verbannen. Spéiderhin am Programme directeur vum 6. Abrëll 1978 mam Titel «Aménagement du territoire et développement du réseau routier» ass nozeliesen:

«L'autoroute Luxembourg-Ettelbruck-Diekirch est nécessaire à l'amélioration et au développement de la région nord du pays, au soutien du centre de développement et d'attraction d'ordre moyen Ettelbruck-Diekirch, au pôle Bissen-Colmar-Berg ainsi qu'à l'amélioration des conditions de trafic et de résidence dans la zone urbaine et dans la vallée de l'Alzette.»

A bei der Revisioun vun dësem Programme directeur am Joer 1988 ass weiderhi festgehale ginn:

«La Route du Nord a toujours été considérée comme l'épine dorsale du trafic entre l'Oesling et le Centre…»

Wat duerno komm ass, Dir Dammen an Dir Hären, waren an den 80er an an den 90er Joren eng Rei vun Etüden, déi verschidde Varianten duerchgespillt haten an déi der Regierung virgeluecht gi sinn. Den 19. Mäerz 1992 huet d'Chamber sech mat enger 2/3-Majoritéit fir d'Ostvariant vun der Nordstrooss décidéiert, wat schlussendlech zum Dépôt vum Gesetzesprojet 4037 gefouert huet iwwert d'Ëmännerung vum Fonds-des-Routes-Gesetz an dunn zum Projet de loi 4263, deen den 9. Juli 1997 an der Chamber gestëmmt ginn ass an deen d'Regierung habilitéiert huet, fir déi sou genannten Nordstrooss ze bauen; mat engem Käschtepunkt, dee sech deemools op ronn 15 Milliarden aler Frang belaf huet.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Et wat eng hëtzeg Diskussioun an der Öffentlechkeet, déi eist Land riskéiert huet ze dividéieren zwëschent Norden a Süden, Osten a Westen. Dat geet och aus deenen interessante Chambersdebatte vun deemools ervir, wou zum Beispill bei engem fréiere Member aus der CSV-Fraktioun zum Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert de Bau vun der Nordstrooss nozeliesen ass:

„Ech mengen, jiddereen, deen heibannen ass, muss verstoen, dass eis Matbierger aus dem Norden, mä net nëmme si, och d'Awunner aus dem Uelzechtdall, net kënnen novollzéie firwat d'Nordstrooss ëmmer annoncéiert awer ni gebaut ginn ass. Ech wëll hei souguer behaapten, datt déi betraffe Leit heiansdo d'Impressioun haten, datt grad just hir Revendicatiounen net eescht geholl gi sinn.

An deenen 30 Joer, wou iwwert d'Nordstrooss geschwat ginn ass, ass hei zu Lëtzebuerg e modernt Stroossennetz geschafe ginn, wat alle Regiounen zegutt komm ass. Et stellt ee fest, datt do wou en développéiert Stroossennetz besteet, d'Wirtschaft e Sprong no vir gemaach huet. Et däerf een drun erënneren, datt an deene leschte Joren d'Collectrice du Sud fäerdeg gestallt ginn ass, eng Autobunn op Arel an eng op Tréier gebaut gi sinn, eng Schnellstrooss op Saarbrécken hei an der Chamber gestëmmt ginn ass an am Moment a Konstruktioun ass. Un dëse Stroossen, déi jo mat Statsgelder finanzéiert goufen, hu sech och d'Awunner aus dem Norden an aus dem Uelzechtdall finanziell bedeelegt.

An dësem Kontext mengen ech, datt d'Solidaritéit och a Richtung Norde muss spillen. Mir ass net bekannt, datt an der Zäit, wou dës Stroosse gebaut goufen, am Norden an am Uelzechtdall de Sënn an den Zweck vun dëse Stroossen a Fro gestallt gi wier. Dat wier och net richteg gewiescht, well jiddereen hiren Notzen haut kann erkennen."

Dat war en Auszuch aus enger ganz engagéierter Ried vun dem Nico Loes hei op dëser Plaz.

Et war 1997, wéi gesot, eng héich emotionaliséiert Debatt iwwer e Projet, deem seng Nëtzlechkeet haut awer iwwerwiegend net méi a Fro gestallt gëtt. Och wa sech d'Gemidder nach ëmmer net ganz berouegt hunn. D'Nordstrooss bleift eng wichteg Komponent am Entwécklungsprozess vun enger Regioun, déi nach ëmmer eng Rei Strukturschwächten opweist. D'Nordstrooss ass a bleift e Projet mat enger nationaler Envergure, déi sech fir d'Entwécklung vum Land am Allgemengen, mä awer am Norden am Besonnesche wäert ausbezuelen. Déi zügeg Fäerdegstellung vun dësem Projet muss duerfir eng Prioritéit am nationale Stroossebau kréien a behalen.

Dëse Projet gëtt méi deier, an duerfir debattéiere mer haut de virleiende Projet iwwert d'Rallonge budgétaire vun der Nordstrooss, deen den 23. Mee 2005 vum Här Bauteminister Claude Wiseler an der Chamber deponéiert gouf. Den Text ass den 12. Mee un de Statsrot verwise ginn, deen den 21. Juni säin Avis ofginn huet. An der Sëtzung vun der Bautekommissioun vum 1. Juni ass dunn de Rapporteur designéiert an d'Elementer vum Projet analyséiert ginn. Den Avis vum Statsrot konnt an der Sëtzung vum 29. Juni dunn ënnert d'Lupp geholl ginn. Den ofschléissende Rapport vun der Kommissioun ass an der Sëtzung vum 7. Juli 2005 adoptéiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, mam virleienden Text gëtt d'Regierung autoriséiert fir weider Aarbechten ze tätegen, déi sech op ronn 229 Milliounen Euro belafen. Et sinn dat Méiausgaben, déi sech an der Haaptsaach duerch d'Evolutioun vum Projet u sech erkläre loossen an déi sech op déi véier Sektioune vum Projet bezéien. An erlaabt mer kuerz fir op déi eenzel Adaptatiounen anzegoen.

D'Dépassementer an der Sektioun 1 resultéieren aus Ëmännerunge bei der Jonctioun Gréngewald mat supplementare Bauaarbechten a virun allem aus der Verbreederung vun der A1 zwëschent dem Echangeur Kierchbierg an dem Sennengerbierg. Dat heescht Aarbechten, déi am initiale Projet net an där Form virgesi waren.

D'Méikäschte vun der Sektioun 2 loossen sech virun allem duerch déi zousätzlech Voie am Tunnel Grouft an duerch deen zousätzleche Sécherheetstunnel op enger Längt vun 80 Meter erklären. Dëst ass ënner anerem d'Äntwert op zousätzlech Sécherheetsmoossnamen, wat ouni Zweifel zu enger verbesserter Sécherheet am Tunnel selwer bäidréit. Zousätzlech Käschten, Dir Dammen an Dir Hären, ginn och duerch Moossnamen op der Héicht vum Grondwaasserspigel an duerch weider elektromechanesch Equipementer verursaacht.

Bei der Sektioun 3 gëtt eng speziell Beliichtung installéiert, fir eng optimal Integratioun an d'Landschaft sécherzestellen.

D'Dépensë vun der Sektioun 4 ginn duerch weider noutwendeg Aarbechten am Génie civil am Gousseler Tunnel complétéiert, an dat virun allem an der Galerie 8. Dobäi kommen och nach d'Käschte vun den elektromechaneschen Equipementer, déi wéinst enger Rei vun europäeschen Direktive mussen adaptéiert ginn, esou wéi se haut virgeschriwwe gi vun deene respektiven Direktiven.

Schlussendlech sief nach drop higewisen, datt d'Etüden zu deenen eenzelne Sektioune leschten Enns alleguerte méi deier gi sinn, vis-à-vis vun den initiale Käschten, déi virgesi waren. Den neien Devis dréit dëse Käschten deemno och Rechnung.

De Gesetzesprojet modifiéiert awer och nach den Artikel 5 aus dem Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert d'Nordstrooss, deen u sech d'Mesures compensatoires festhält. Et huet sech nämlech erausgestallt, datt de Passage fir Wëld iwwert d'Nationalstrooss N11 technesch schwéier realiséierbar ass, dat virun allem duerch d'Topographie vum Terrain.

Och um cynégétesche Plang, dat heescht um Plang vun der Juegd, ass bezweifelt ginn, ob esou eng Moossnam iwwerhaapt déi néideg Effikassitéit huet. Doriwwer eraus weisen 13 vun deene 14 ënnerierdesche Passagë fir klengt Wëld ënnert der Nordstrooss technesch Schwieregkeete bei der Realisatioun op, wat d'Experten zur Konklusioun komme gelooss huet, datt sech déi agespuerten Zomme bei der Suppressioun vun dëse Kompensatiounsmoossname sënnvoll kéinte fir d'Modifikatioune beim Bau vun der Nordstrooss asetze loossen.

Dat beträfft deemno virun allem den Elargissement vum Tunnel Grouft an d'Suppressioun vum Bëschgebitt op enger Surface, déi leschten Enns och méi grouss ginn ass, wéi et initialement geplangt war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn u sech d'Haaptelementer aus dësem Gesetz. Wat den Avis vum 21. Juni 2005 vum Statsrot ubelaangt, esou ass d'Tounlag u sech eng ähnlech wéi bei anere grousse Bauprojeten, déi eng Rallonge budgétaire gebraucht hunn. Déi héich Kierperschaft lëscht an deem Kontext eng ganz Partie vu Bauprojeten op, fir dann zum Schluss ze kommen, datt se duerchaus kéint verschidden Dépassementer beim Bau vun der Nordstrooss novollzéien. Bei aneren Dépensen huet sech de Statsrot awer d'Fro gestallt, ob de gesamten Dépassement vu ronn zwee Drëttel vum initialen Devis nach enger seriöer Konzeptioun, Preparatioun a Planifikatioun vu groussen Infrastrukturprojete géif entspriechen.

De Statsrot huet sech och gewonnert, dass een sech där technescher Problemer beim Bau vum Passage fir Wëld a vun den ënnerierdesche Passagë fir Klengwëld net vun Ufank u bewosst war. Déi héich Kierperschaft huet op alle Fall ugekënnegt sech formell ze opposéieren, wann déi agespuerten Zommen op Aarbechten un der Nordstrooss verwendt ginn, am Fall wou dës Aarbechten net an de Champ d'application vum Artikel 5 vum Gesetz vum 27. Juli 1997 géife falen. De Statsrot mengt, datt all nei Affektatioun vu Suen iwwert de gesetzleche Wee misst geregelt sinn an deemno misst den Artikel 5 an dësem Gesetz an dësem Geescht ëmgeännert ginn.

De Bauteministère huet eis versécher déi disponibel Kreditter duerch d'Suppresssioun vun de Passagë fir Wëld nëmmen no den Dispositioune vum Artikel 5 vum Gesetz vun 1997 ze verwenden. En entspriechend Schreiwe mat den néidege Garantien ass un de Statsrot gaangen, adresséiert mat Datum vum 4. Juli, a Kopie un d'Bautekommissioun, fir dem drohende Refus vun der Dispens vum zweete Vote constitutionnel entgéintzetrieden. De Statsrot huet heizou eng positiv Äntwert ginn.

D'Memberen an der Kommissioun hunn den Avis vum Statsrot natierlech an all sengen Eenzelheeten duerchgeackert. D'Kritik, datt de virleiende Projet net de richtege Montant vun den Dépassementer uféiert, konnt dohigehend entkräft ginn, datt sech un zwee verschidde Bauindexen orientéiert gouf. De Montant, deen an där initialer Versioun vum Projet ageschriwwen ass, ass schlussendlech dee richtegen an definitiven.

D'Kommissioun huet sech op verschidde Froe konzentréiert. Et ass vum Ministère ënner anerem präzisiéiert ginn, datt déi 14 Passagë fir Klengwëld u sech no reng theoretesche Considératiounen am Projet développéiert goufen. Eréischt no an no hu sech déi technesch Problemer bei enger eventueller Realisatioun bemierkbar gemaach, wat schlussendlech zur Décisioun gefouert huet, fir dës Passagen aus de Baupläng ze sträichen.

Des Weideren ass dorobber higewise ginn, datt d'Aarbechten de Grondwaasserniveau nach net erreecht hunn. Iwwert de Wee vun enger Konventioun soll de Gratisapprovisionnement vun Drénkwaasser fir d'Gemeng Luerenzweiler séchergestallt ginn, wou ënner anerem d'Quantitéite festgehale ginn, déi d'Gemeng duerch de SEBES kompenséiert kritt, am Fall wou bei den Aarbechte Waasser aus de Luerenzweiler Quelle verluer geet.

Wat de Fortgang vun den Aarbechte vun de sou genannten „mesures compensatoires" ubelaangt, sou ass festgehalen, datt nach eng Rei Problemer bei der Acquisitioun vun den Terrainë bestinn.

Och wann nach ëmmer Onstëmmegkeeten zwëschent dem Stat an enger Entreprise iwwert d'Stabilisatiounsaarbechten am Gousseler Tunnel bestinn, sou konnten d'Aarbechten awer ofgeschloss ginn. D'Experte sinn amgaang, d'Fro iwwert d'Responsabilitéiten ofschléissend ze klären, wat awer net verhënnert huet fir d'Entreprise ze bieden, d'Aarbechten dach zu hirem Ofschloss ze féieren, an dat no de Konditioune vun der Administration des Ponts et Chaussées, déi an engem Avenant zum Marché initial festgehal goufen.

Et sief an deem Kontext nach eng Kéier dorop higewisen, datt no verschiddene Problemer, déi sech beim Bau vum Tunnel Goussel gestallt hunn, d'Verwaltung vu Ponts et Chaussées huet missen nei Prozeduren ausschaffen, fir de Suivi vum Bau vum Tunnel Grouft ze garantéieren. Dës Prozedure goufen an enker Zesummenaarbecht mat auslänneschen Experten definéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt ech Iech an de Memberen hei am Parlament déi néideg Informatiounen iwwert dëse Gesetzesprojet ginn hunn. Ech mengen, datt och dëse Projet net vu Kritik vun deem engen oder vun deem anere verschount bleift. Ech wëll awer dorun erënneren, datt de Bauteminister an dësem Dossier mat aller Transparenz operéiert huet. Ech denken doriwwer eraus, datt déi Pisten, déi vun him an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes opgezeechent gi sinn, e richtegt Signal duerstellen, fir an Zukunft déi finanziell Enveloppe vun esou grousse Projete besser kënnen ze evaluéieren. Ech bleiwen awer dobäi, datt d'Nordstrooss e wichtege Projet fir eist Land a fir den Norden duerstellt.

Dëst gesot, soen ech Iech als Rapporteur Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech awer nach am Numm vu menger Fraktioun an a mengem perséinlechen Numm hei op en anert Stéck vun der Nordstrooss aginn.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Elo hu mer schonn „très bien" gesot!

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Et handelt sech ëm dat Stéck tëschent dem Contournement vu Schieren an dem Rond-point Friedhaff.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo grad e Projet de loi explizéiert wou et dorëm geet, zousätzlech Finanze fir en Deelsteck vun der Nordstrooss ze accordéieren. Dee gréissten Undeel vun deenen zousätzleche Käschten ass op zousätzlech Mesuren zréckzefëieren, déi d'Nordstrooss nach méi sécher solle maachen. Zum Beispill, eng drëtt Pist am steigenden Tunnel Grouft, e Säitentunnel vun 80 m als Fluchtwee an anerer. Ech kann dëst nëmme begréissen, well d'Sécherheet vun den Automobilistë muss eis alleguerten e ganz besonnescht Uleies sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Sécherheet ass awer manifestement net um Contournement Schieren-Ettelbréck ginn, well dëst Stéck einfach net méi den heitege Verkéierssituatiounen ugepasst ass.

Éischtens ass de Contournement op enger ganzer Rei vu Plaze vill ze schmuel.

(Coups de cloche de la Présidence)

Zweetens, et gëtt net déi geréngsten Auswäichméiglechkeeten

op dësem Contournement. Drëttens, am Fall vun engem Accident ass alles blockéiert, well deen oder déi accidentéiert Autoen op der Fahrspur musse stoe bleiwen, well et awer och guer keng Plaz um Rand gëtt. Véiertens sinn d'Op- an d'Offahrte ganz geféierlech, sou zum Beispill d'Offahrt fir op Ettelbréck, wou een aus der Haaptspur - et gëtt awer nun nëmmen eng Spur an déi Richtung - ouni Verzögerungsspur muss an engem schlechte Wénkel op enger dach oniwwersiichtlecher Plaz ofbremsen, fir an de Säitentunnel Richtung Ettelbréck ze fueren.

D'Opfahrt vun Ettelbréck Richtung Lëtzebuerg ass och net vill besser an ass alles aneschters wéi sécher.

Une voix.- Très bien.

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- De stännege Wiessel tëschent zwou an dräi Spuren op deem ganze Stéck bis op de Rondpoint Friedhaff dréit och net zur Sécherheet an zur Iwwersiicht op dëser Streck bäi. Et ass dofir och net verwonnerlech, datt ganz vill, jo, Dir Dammen an Dir Hären, iwwerduerchschnëttlech vill Accidenter hei geschéien.

Zënter dem 1. Januar 2002 - an dat ass nach net allze laang hier - bis haut gouf et méi wéi 50 Accidenter op dëser dach kuerzer Distanz mat enger ganzer Rei vu liichten a schwéiere Blesséierten. Leider hunn an deene leschten zéng Joer och x Leit hei hiert Liewe verluer.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, wat notzen deene Bierger an Automobilisten aus dem Norden all déi Beméiungen op deem neie südlechen Deel vun der Nordstrooss, déi schonn en Accident um Contournement Ettelbréck-Schieren hunn ier se op den neien a sécheren Deel vun der Nordstrooss kommen? Et wier vun dréngender Noutwendegkeet wann d'Nordstrooss bis op de Rond-point Friedhaff als Autobunn géif verlängert ginn, sou wéi déi ursprünglech Pläng dat laut menger Informatioun virgesinn. Op där enger oder där anerer Plaz goufen d'Fondatioune souguer scho matgebaut, fir eng zweet Bréck ze realiséieren.

D'Realisatioun vun enger drëtter Spur op zirka engem Kilometer laanscht Ettelbréck an deene leschte Jore beweist ganz gutt, datt d'Problemer hei beschtens bekannt sinn. Hei ass awer a mengen Aen nëmme Fléckaarbecht gemaach ginn a keng ganz Aarbecht.

Ech wëll och nach bemierken, datt den IVL der Nordstad eng ganz grouss Wichtegkeet zouerkennt. An deem Kontext wier et och vu grousser Wichtegkeet, wann d'Autobunn bis hannert dës Agglomeratioune géif féieren, wat eng besser an eng direkt Ubannung vun der Nordstad un d'Autobunnsnetz géif erméiglechen, sou wéi een dat och am Ausland bei ähnleche Situatiounen ëmmer méi ka feststellen.

Une voix.- Bis op Baastenduerf.

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Zu gudder Lescht…

(Coups de cloche de la Présidence)

…wëll ech nach ze bedenke ginn, datt den IVL och virgesäit, datt Zones d'activités sollen an Zukunft no engem Gesamtkonzept geschafe ginn.

De Friedhaff ass zënter längerer Zäit schonn als méigleche Site fir esou eng Zone um interkommunale Plang an der Diskussioun, gradsou wéi datt d'Gemengen Dikrech, Ettelbréck an Ierpeldeng e gemeinsame Centre d'intervention an dësem Raum wëlle realiséieren. Béides wier fir de Raum Dikrech-Ettelbréck ganz sécher vu grousser Wichtegkeet a géif zum Développement vun der Nordstad an der ganzer Regioun bäidroen. Och hei géif d'Autobunn bis op de Friedhaff absolut Sënn maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, no all deene ville schwéieren an déidlechen Accidenter, wéi dat erëm virun e puer Deeg um Lieu-dit Klosdällt de Fall war, muss an Zukunft generell och eng Kéier iwwert déi geféierlech dräispureg Nationalstrooss N7 Richtung Wämperhaart nogeduecht ginn, fir dës nu wierklech méi sécher ze kréien a virun allem se laanscht d'Uertschaften ze féieren, déi op där Streck leien. Eng Véierspuregkeet géif sécher d'Zuel vun den Accidenter op dëser Streck reduzéieren. Och misste geféierlech Kräizungen, wéi déi um Schinker, duerch eng Unterführung entschäerft ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, nëmmen esou kann ee vun engem gesamte Projet Nordstrooss schwätzen, deen dann a senger Integralitéit den heitege Besoinen ugepasst ass. An deem Sënn wëll ech nach eng Kéier Merci soe fir d'Nolauschteren an den Accord zu dësem Projet vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Als éischte Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP).*- Majo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet de loi, dee mer haut hei wäerte stëmmen, huele mer nach eng weider vun deene sëlleche budgetären Adaptatioune bei de Bauprojete vir, déi leider scho laang keng Ausnahm méi duerstellen, mä villméi schonns an deem Haus hei zur Regel gi sinn.

D'Tatsaach, datt elo eng nei Prozedur ausgeschafft ginn ass fir déi grouss Bauteprojeten, täuscht awer net iwwert d'Gefill ewech, wéi wann an der Vergaangenheet zimlech oft blannemännechers geplangt gi wier, no dem Motto après moi le déluge, woubäi den après moi jo fir op d'mannst een Deel vun de Verantwortleche bis elo nach net emol ganz agetratt ass, fir en aneren Deel iwwerhaapt ni agetratt ass an och ni wäert antrieden, well déi einfach net méi do sinn oder awer zu Stroossbuerg sëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, deem ech un dëser Stell fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport wëll Merci soen, ass am Detail net nëmmen op den Historique vun dësem Projet agaangen, mä och op déi eenzel Punkten, déi gespillt hunn, firwat mer elo eng Enveloppe nostëmmen, déi gutt 60% vun der initial virgesinnener Enveloppe vu 14 Milliarden ausmécht, an enger Héicht also vun 10 Milliarden aler Frang. Et soll ee sech dat emol eng Kéier gutt duerch de Kapp goe loossen! 10 Milliarden, dat ass kee Spaass!

A wann ech dem Rapporteur hei nogelauschtert hunn, da si mer nach guer net um Enn, an da kommen nach ganz vill där Milliarden hei derbäi, ouni dass mer dat Stéck emol huelen, dat laanscht Schieren féiert. Dat gehéiert zwar net zu dësem Projet hei. Ech fannen et och zimlech onglécklech, wann ee scho muss 10 Milliarden nostëmmen an een dann nach an Aussiicht stellt, datt nach e Sak vu Milliarden hei wäert nokommen. Wann een da kuckt, firwat déi zousätzlech Enveloppe esou héich ausgefall ass, da liicht engem dat alles an. Mä déi Enveloppe schéngt awer einfach ze héich ze si fir ze maachen, wéi wann dat einfach esou normal wier.

Duerfir kann ee sech pour le moins awer net félicitéieren, datt elo op eemol festgestallt gëtt, datt d'A1 méi breet gebaut muss ginn. Och d'Tatsaach, datt beim Echangeur vum Gréngewald grouss Modifikatioune par rapport zum initialë Projet komme mussen, fir dem Verkéiersopkomme méi Rechnung droen ze kënnen, mécht een awer stutzeg. Konnt een net duerch Etüde virausplangen, wéi grouss d'Verkéiersopkommen op deene Plazen do kéint sinn?

Wat d'Mesures compensatoires ubelaangt, déi och vum Rapporteur hei ugeschwat gi sinn, wou elo net nëmmen een iwwerierdesche Passage à gibier ewechfält, mä och 13 ënnerierdesch Passage-à-gibieren, kréie mer da gesot, dat wier an der Theorie esou schéi gewiescht, an der Praxis wier dat net realisabel. Do dernieft kënnt ee jo da soen, da misst de Projet méi bëlleg ginn. Mä wann ech dat emol esou hei nodenken, wat dann hei steet, da froen ech mech wat de Juegdpiechter dann elo seet, deen dat Lous do huet, wann herno seng Lousen an zwee gespléckt wäerte ginn, wann dat do dann net realiséiert gëtt.

All déi Saachen, mengen ech, sollen een op jidde Fall net dovun ofhalen, am Gréngewald an iwwerhaapt op der Nordstrooss déi Mesures compensatoires ze realiséieren, déi sech hei imposéieren. Net méi spéit wéi dës Woch hu mer eng Note vum Ëmweltministère kritt. Wann een déi richteg duerchliest, dann huet een awer d'Impressioun wéi wann nach net ganz vill dovu realiséiert wier. Mir wëssen net - an et ass kee méi, dee sech engagéiert -, wéini datt d'Nordstrooss fäerdeg ass, mä ech weess net ob nach een heibanne wäert d'Enn vun der Realisatioun vun de Mesures compensatoires erliewen.

Schliesslech wat den Tunnel Grouft ubelaangt, huet ee Versteesdemech fir déi Mesuren, déi geholl gi si fir d'Sécherheet vun deem Tunnel do optimal ze gestalten; Stéchwuert Galerie d'accès de secours. Et freet ee sech just, ob een awer net am Projet initial de Waassertuerm schonn hätt kënnen aplangen, well den Approvisionnement vum Tunnel mat Waasser huet jo esou oder esou misse virgesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee wéi gesot eng ganz Rei vu Mesuren novollzéie kann, esou werft dëse Projet de loi awer eng ganz Rei vu Froen op iwwert d'Planung vun esou engem enorme Projet, deen d'Nordstrooss nun eemol duerstellt. Do sinn eng ganz Rei vu Saachen, mengen ech, dach awer net esou duerchduecht ginn, wéi se dat vun Ufank un hätte solle ginn. Mir hunn eis mam Ministère elo eng nei Prozedur ginn. Ech hoffen, datt an Zukunft och dat, wat ouni déi nei Prozedur hätt kënne seriö virgeplangt ginn, mat där néideger Seriositéit geplangt ka ginn.

Ofschléissend wëll ech dann awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi hei ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Diederich.

Une voix.- Dat geet schnell!

M. le Président.- Dat war excellent!

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen iwwert d'Noutwendegkeet vum Bau vun der Nordstrooss tëschent Lëtzebuerg an Ettelbréck gëtt et en allgemenge Konsens, och wann doriwwer vill diskutéiert a gestridde gëtt a ginn ass. Ech wëll zum Beispill soen, datt de Contournement vu Schieren an och vu Kolmer - ech weess dat zimlech genau - eis ganz vill bruecht huet. Ech géif soen, datt de Verkéier do zu 90% aus der Uertschaft erausgeholl ginn ass, esou datt mir op alle Fall gutt mat där Situatioun de Moment kënne liewen.

Et kann een och bedaueren, datt et vläicht esou laang gedauert huet bis d'Nordstrooss ugefaange ginn ass. Ech mengen ech sinn Enn der 60er Joren op Nanzeg gefuer. Du war och nach d'Zirkulatioun déi, wéi Verschiddener hei se kannt hunn, duerch Pont-à-Mousson, duerch all déi Dierfercher bis op Nanzeg. 1970 war déi Strooss fäerdeg. Dat si méi grouss Länner, et gëtt aner Gegebenheeten do vläicht, fir grouss Regiounen unzebannen, mä trotzdeem sinn och déi Zäit schonn Uertschafte wéi Wittlich a Bitbuerg an Däitschland contournéiert ginn.

D'Situatioun ass och hautdësdags intenabel, wann ech nëmme kucke moies um Véierel op siwen, beim Kleins Jempy hei zu Heeschdref um Carrefour geet et un, oder de Mëtteg um hallwer zwou fir heihinner zu Koplescht,…

Plusieurs voix.- Ooohhh, aaahhh!

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- …do kann ee wéi gesot annerhallef Stonn rechne bis een hei an der Stad am Zentrum ass.

Datselwecht gëllt fir d'Schläichweeër. Ech brauch der nëmmen e puer opzezielen, déi meescht kennen se entre-temps. Vu Miersch geet et net méi iwwert d'National 7, mä et geet iwwer Gousseldeng, Pretten, Hënsdref, Mëlleref, Steesel, erëm bei den Här Klein, et geet duerch d'kromm Längten zu Walfer bis op Eech, Dummeldeng, an et geet laanscht fir op de Stafelter, wou een nom anere kënnt, wou de Moment kee Mënsch méi um Stafelter erauskënnt.

Une voix.- Den Här Klein fiert awer och duerch d'kromm Längten.

(Hilarité)

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Grouss Problemer gëtt et och zu Walfer. Mir hunn eng Petitioun do leie gehat viru kuerzem an der Petitiounskommissioun vu Leit, déi an där Strooss wunnen, vum Stafelter erof a Walfer, wou wierklech de Moment onméiglech Zoustänn herrschen.

Och op der Stäreplaz zu Miersch geet näischt méi. Déi riets Pist ass dauernd blockéiert, d'Camione kënnen net do fueren, well se mussen zwou Piste besetze fir d'Kéier ze kréien op der Place de l'Étoile.

Ech wëll keng Diskussioun féiere wéi déi, déi viru kuerzem nach zu Luerenzweiler gefouert ginn ass iwwer Ost- a Westvariant. Ech menge wann ee weess, datt d'Camione bis op Schëndels fueren, dann de Bierg aus op Keespelt, sou ass dat och keng Léisung fir déi nächst zéng oder 15 Joer, awer do muss, wéi gesot, eng Léisung fonnt ginn, och wa se iwwert d'Tangente Ouest leeft oder egal wéi.

Et gëtt och Rivalitéiten, aner Usiichte vun enger Gemeng op déi aner. Ech mengen ech kann et roueg hei soen: Déi Mierscher hätte gäre wa muer géif de Contournement bis op Luerenzweiler opgoen, fir datt se hir Stäreplaz an och den Zentrum entlaascht kréichen. Luerenzweiler a Lëntgen soen, hoffentlech bleift Walfer nach laang zou, fir datt mer net all de Verkéier duerch eng N7 gedréckt kréien.

Ech wëll awer och de Ponts et Chaussées Merci soe fir déi nei Mesuren, déi de Moment geholl si ginn an der Konstruktiounsphas zu Luerenzweiler. Esou hu se zum Beispill opgepasst, fir de Leit do entgéintzekommen, fir verschidde Mesuren ze huelen, fir de Kaméidi ze begrenzen. Si hunn e Quai ageriicht op der Eisebunn, fir och den Transport ze reduzéieren. Si hunn och mat de Leit gekuckt fir, wéi gesot, États des lieux ze maache vun hiren Haiser, wou d'Leit Angscht haten, datt bei Sprengungen do kënnte Schied un hiren Haiser entstoen.

Et bleift ee Problem awer och fir d'Zukunft. Ech war op enger Réunioun op der Base nationale zu Lëntgen, wou en Exposé gehale ginn ass iwwert d'Sécherheet herno an den Tunnelen, an do war eng grouss Suerg vun de responsabele Leit, souwuel vun de Pompjeeën aus dem Kanton, wéi gesot Miersch, der Vallée de l'Alzette bis op Walfer, awer och der Protection nationale, wien iwwerhaapt do zoustänneg ass. D'Jongen hu gemengt si kéinten net d'Verantwortung iwwerhuelen, fir Leit vun de Pompjeeën do eranzeschécken, an et muss ee kucken, datt eventuell eng Équipe spéciale muss fir déi Zwecker do bereetgestallt ginn.

Ech wëll net agoen op den Avis vum Conseil d'État; et ass alles vum Här Rapporteur gesot ginn, an allen Detailer, iwwert dat wat de Conseil d'État zu deem Projet hei ze soen huet.

D'Ursaache sinn och bekannt. Déi héich Dépassementer si vum Rapporteur erkläert ginn. Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass awer dee gréissten Deel op Sécherheetsmoossnamen zréckzeféieren ass, am Tunnel besonnesch, no Accidenter déi am Ausland geschitt sinn, a Frankräich an an Italien, sou dass do och nei Erkenntnisser komm sinn. An ech mengen d'Sécherheet huet hire Präis a mir mussen d'accord si fir déi drëtt Voie do mat bäizehuelen an och aner zousätzlech Sécherheetsmesuren nach anzeplangen.

Erlaabt mer nach kuerz en Detail: Zu Blaaschent ass et een Aschnëtt vun dem Viaduc an dem Paysage, an ech mengen och do ass eng adequat Beleuchtung wichteg, fir eng besser Integratioun vun dem Bauwierk an d'Landschaft ze erméiglechen.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert iwwert d'Mesures compensatoires. Do informéiert eng Note vum Ëmweltminister iwwert den Avancement vun de Mesuren. Éischtens sollen déi Surfacen, wou de Bësch suppriméiert gëtt, ganz duerch nei Plantatioune kompenséiert ginn, an dëst op enger Gesamtfläch vu 70 ha. Doniewent gesäit d'Gesetz vu '97 de Prinzip vum Aménagement vun engem Fiichtgebitt, Zone humide, am Uelzechtdall vir, dëst op enger Surface vu 64 ha, tëschent dem Viaduc an den Uertschafte Pretten a Lëntgen. Ausserdeem informéiert d'Note iwwert de Programm vun natierleche Liewensraim am Mamerdall, de Passage à gibier bei Réngelbour iwwer eng Längt vun 150 Meter, sou wéi eng Lëscht vun deene verschiddenen Etüden, déi am Kader vun der Route du Nord realiséiert gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss an hoffen, datt bei der Realisatioun vum leschten Tronçon keng weider Komplikatiounen optriede wäerten, datt d'Aarbechten an den Délaier kënnen ofgeschloss ginn, datt déi supplementar Enveloppe, déi mer haut stëmmen, net wäert dépasséiert ginn, an ech wëll heimadder den Accord vu menger Fraktioun zu deem wichtege Gesetz ginn.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Loschetter huet elo d'Wuert. Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi 14 Kilometer Nordstrooss, déi d'Stad Lëtzebuerg mat Miersch verbannen, gehéieren an d'Guinnessbuch vun de Rekorder. Si ass déi deierste Strooss vun der Welt, mat engem Kilometerpräis vu 40 Milliounen Euro. Dës 14 Kilometer kaschte bis elo 560 Milliounen Euro, iwwer 24 Milliarden aler Frangen; et ass eng Adaptation budgétaire vu plus 52%. Hei bei der Nordstrooss gi mer ganz kloer net de séchere Wee, mä den deiere Wee.

Et ka sinn, datt dës Strooss eis erlaabt vläicht de Weekend méi séier

an d'Éislek ze fueren, oder vun enger Nordstad an d'Stad. Et kann och sinn, datt verschidden Dierfer oder Klengstied aus dem Uelzechtdall an enger éischter Phas vum Duerchgangstrafic wäerten entlaascht ginn.

Och wann dës zwou Verbesserungen eng sécher Saach wieren, dann nach stelle mir eis seriö d'Fro, ob de Stat an déi jeeweileg Regierungen déi richteg Entscheedung getraff hu fir 559 Milliounen Euro, also en Total vu 25 Milliarden aler Frangen, esou eng Schnellstrooss ze bauen. A mir stellen eis d'Fro, ob mir an dësem Land soss keng Prioritéite gehat hätte wéi 25 Milliarden aler Frange fir 14 Kilometer Strooss auszeginn.

Hätt een net kënne mat aneren Décisiounen Dierfer am Uelzechtdall vum Trafic entlaaschten a fir Miersch, Schieren oder Ettelbréck eng aner Form vu Contournement entwerfen? Fir zwee Drëttel vun dëse Suen hätte mer haut dee komplette BTB-Programm de Bierger an de Biergerinnen ze proposéieren a mir wieren dobäi e Mentalitéitswandel a puncto Fortbewegungspolitik ze beobachten.

Et ass awer net esou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer op där enger Säit d'Baue vun der Nordstrooss hunn, mat deenen zwee oder dräi eventuelle Virdeeler, an notamment fir d'Gemengen, an datt mer op där anerer Säit d'Fro vun der Rechtfertegung vum Präis hunn. Et geet hei praktesch genau aacht Joer nom éischte Vote vun dësem Tronçon Lëtzebuerg-Miersch nach ëm vill méi dramatesch Saachen.

Vill vun Iech heibannen, an et ass scho gesot ginn, erënnere sech un déi beweegten Diskussiounen ëm de Bau vun der Nordstrooss, an och de Grond firwat déi gréng Fraktioun de Courage hat, als eenzeg Partei géint dëse Projet ze stëmmen. Haut mierke mer, datt mir mat eiser Wäitsiicht Recht haten, souwuel um verkéierspolitesche Plang wéi och um ëmweltpolitesche Plang.

Um verkéierspolitesche Plang stousse mer tatsächlech um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg op eng Sakgaass. Et ass haut schonns gewosst, dass d'Osttangente net déi erwaarte Verkéierserliichterunge wäert bréngen. Dofir gëtt elo ganz seriö, no der Osttangente, och elo zousätzlech konkret un enger Westvariant geschafft, an de Bauteminister schwätzt och schonn an der Chamberskommissioun vun enger Décision de principe.

D'Nordstrooss léist de Mobilitéitsproblem an dësem Land net. D'Zuele weisen, datt den Trafic net ofhëlt op där Streck, mä zouhëlt. De „modal split" stagnéiert a mir sinn nach wäit ewech vun deenen ugestriefte 25/75.

Den öffentlechen Transport war och an deene leschten aacht Joer keng Prioritéit fir déi lescht Regierungen a mir wäerte genau an déi Situatioun kommen, wou mer eng Schnellstrooss wäerten aweien, parallell awer zäitgläich keng verbessert a méi performant Offer vum öffentlechen Transport wäerten unzebidden hunn. Obwuel e verbesserten öffentlechen Transport en Deel vum Projet war; e Ganzt ass deemools gesot ginn an och festgehale ginn; e Ganzt.

Gemeinsam, och mat de Mesures compensatoires, si mer haut an der Situatioun wou den öffentlechen Transport säi Réckstand par rapport zum Stroossebau net méi wäert kënnen ophuelen. Eng Nordstrooss geet vu Miersch an d'Stad, duerch de ganzen Uelzechtdall an duerch de Gréngewald; déi vill ernimmte Bahnhybrid bleift op der Streck.

Mir mussen haut feststelle bei dëser eigentlech skandaléiser Adaptation budgétaire, datt de politesche Wëllen, ausdrécklech an eenzeg deen ass, fir dës Strooss ze bauen, ouni awer eng seriö Politik ze maachen, souwuel a puncto öffentlechen Transport wéi am Ëmweltschutz, an dat gesi mer och an der Adaptation budgétaire; ech kommen nach dorop zréck.

An deem vum deemolege sozialisteschen Ëmweltminister wéi och sozialistesche Bauteminister geluefte Package vum Stroossebau, Ëmweltschutz an öffentlechen Transport bleift genau aacht Joer duerno am Package eenzeg an eleng de Stroossebau.

Här President, nom Vote vun der Nordstrooss virun aacht Joer am Juli 1997 hu Projete vun nationaler Reform am öffentlechen Transport fir vill politesch Akrobatië gesuergt. Obwuel zu dëser Zäit de Stat déi finanziell Méiglechkeete gehat hätt, fir nieft dann eben dëser onëmgängleche Nordstrooss eng fantastesch Offer un öffentlechem Transport ze realiséieren, huet de politesche Courage gefeelt fir eng konkret Ëmsetzung.

D'Wahle sinn um Bockel vum öffentlechen Transport gewonnen a verluer ginn, mä schlussendlech sinn déi grouss Verléierer de Bierger an d'Biergerin, well si sinn et, déi haut déi deierst Strooss vun der Welt bezuele mussen, ouni awer déi versprache Kompensatiounen ze kréien. Ech kommen och nach eng Kéier drop zréck. Keng performant Verkéiersalternativ a keng Rücksicht op d'Ëmwelt.

Den öffentlechen Transportprojet huet e puermol den Numm gewiesselt, mä bis haut ass nach net kloer, wat da schlussendlech konkret wäert realiséiert ginn. Mir bleiwen an enger Verkéierspolitik, déi ausschliesslech hir Prioritéiten - an de Budget beweist et haut - op de Stroossebau setzt. Dat ass e politesche Choix, deen ass geholl ginn, demokratesch, dat akzeptéiere mer och. Mä mir wëllen awer hei ënnersträichen, datt et net stëmmt, datt gradesou vill an den öffentlechen Transport investéiert gëtt.

Dëst stëmmt eréischt, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wann déi noutwendeg Budgeten dofir, an hir eben eventuell Adaptations budgétaires dozou, fir den öffentlechen Transport dann och hei gestëmmt ginn.

An ech kommen elo gären zum zweete Volet vun deem Package, zu de Mesures compensatoires am Beräich Ëmweltschutz. Do waren an deem éischte Projet 850 Milliounen aler Lëtzebuerger Frange virgesi fir Mesures compensatoires. Dëst waren déi schwéier erkämpfte Bedingungen, fir datt iwwerhaapt eng Schnellstrooss duerch en Naherhuelungsgebitt, duerch e Quelleschutzgebitt an duerch den Uelzechtdall dierft gebaut ginn, iwwregens och duerch de Gréngewald.

Et ass vill polemiséiert ginn iwwert dës Moossnamen - trotz engen etlechen Etüden, déi gemaach gi sinn. Extra Gesetzer sinn ausser Kraaft gesat ginn an duerch nei Reglementer ersat ginn. All dëst hat awer eng an eng eenzeg Ursaach, nämlech „de limiter les dégâts". „Limiter les dégâts" war effektiv de Motto an dëser Chamber virun aacht Joer, well gewosst war, datt mat dem Bau vun der Nordstrooss Ëmweltschied géingen entstoen, déi net méi réckgängeg ze maache wieren.

Eng sëllechen Etüde si gemaach ginn an och bezuelt ginn, net fir ze evaluéieren, ob de Projet iwwerhaapt ëmsetzbar wier; Etüde si bezuelt a gemaach ginn - e bëssen esou wéi ee sonndes e puer Sou an den Afferstack gehäit -, fir mat beschtem Gewësse kënnen dann déi Nordstrooss ze bauen. Fir den deemolege sozialistesche Bauteminister waren d'Ëmwelt an den Ëmweltschutz wierklech keng Prioritéit. Hie war zwar och gläichzäiteg Ekonomie-s-Minister, mä hien hat ebe keng gréisser Kompetenze fir Ekologie an Ekonomie glécklech mateneen ze verbannen.

Ech zitéieren: „Das vorliegende Projekt, insbesondere aus Sicht von Fauna und Flora, von Erholung und Tourismus, der Land- und Forstwirtschaft sowie aus landschaftsschützerischen Überlegungen, muss als nicht umweltverträglich beurteilt werden." Dat war d'Konklusioun vun der Baseler Etüd, vum Bauteminister staark relativéiert, mä déi eben dozou gefouert huet, datt eng Rei Mesure-compensatoiren an eigentlech strikt Regele beim Bau vun der Nordstrooss festgeschriwwe gi sinn.

Ech muss och soen, datt effektiv déi Reglementer, a si heeschen «déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels», zimlech prezis, detailléiert an och komplett sinn. Haut, aacht Joer duerno, ass awer séier wéineg geschitt mat deenen 850 Millioune Lëtzebuerger Frangen, an e gudden Deel vun de Mesure-compensatoirë sinn net ëmgesat ginn a wäerte wahrscheinlech oder zum Deel och sécher net ëmgesat ginn.

Am Projet de loi vun haut huet d'Regierung och wéineg Skrupel, fir einfach am Paragraph iwwert d'«dispositions relatives aux mesures compensatoires» ze schreiwen, an ech muss et wierklech zitéieren, well doriwwer huet eigentlech bis elo nach kee Mënsch geschwat: «Il s'est avéré que la construction d'un passage à gibier sur la route nationale N11 est techniquement très difficile voire impossible à réaliser en raison de la topographie du terrain.» Eng Topographie, déi awer déi lescht aacht Joer net wesentlech geännert huet.

An da weider: «Par ailleurs, les experts en matière de chasse sont d'avis qu'un tel ouvrage très coûteux» - très coûteux! - «n'apporte pas les résultats escomptés sur le plan cynégétique alors qu'il serait aménagé parallèlement à la nouvelle autoroute.» Ouni engem wëllen heibannen an dobaussen ze no ze trieden, verstinn ech awer net richteg, firwat «experts en matière de chasse» déi kompetent Leit sinn, fir ze jugéieren, ob en «passage à gibier» dann, ofgesinn dovunner, ob en «très coûteux» ass oder net, e Sënn huet fir gebaut ze ginn oder net. Dat ass eppes, Här Minister, do wär ech frou, wann Dir eis herno kéint zu deenen Experten an zu där Etüd vun deenen Experten eng Explikatioun ginn.

Datselwecht gëllt: «Pour ce qui est des 14 passages souterrains pour petit gibier, 13 passages seront irréalisables sur le plan technique en raison du profil en long de l'autoroute» an esou weider. «Le comité interministériel chargé du suivi des mesures compensatoires (…) partage cette façon de voir.» Esou e Paragraph an esou engem Projet de loi, wann een d'Antécédenten an och d'Konditioune vun der Stee - hat deemools deen deemolegen Ëmweltminister gesot -, wann ee weess wat do alles festgesat gi war, fir datt iwwerhaapt eng Strooss dierft gebaut ginn, ass haut an enger Adaptation budgétaire e Skandal!

Ech hu mer an där zoustänneger Chamberskommissioun soe gelooss, datt deemools scho gewosst war, datt dës Mesurë schwéier ëmsetzbar wieren. Et hunn Ëmweltschützer deemools och gesot, si géingen drun zweiwelen, ob dës Mesuren ëmsetzbar wieren. Ech muss soen, datt ech dat eigentlech net ganz seriö fannen!

Entweder sinn esou Mesuren net ëmsetzbar an da schreift een se net an ee Règlement grand-ducal an net an ee Gesetz, oder, wann et an engem Règlement grand-ducal oder an engem Gesetz steet, Här President, Här Minister, da mussen se och ëmgesat ginn! Soss brauche mer jo iwwerhaapt keng Reglementer a keng Gesetzer méi hei ze schreiwen! Wann ech géif zynesch ginn, géif ech soen, da brauche mer och net hei ze sëtzen.

Ech géif och gäre wëssen, wéi et ass mam Fiichtgebitt am Uelzechtdall. Et gëtt verschidde Questionparlementairen aus de Majoritéitsparteien zu deem Sujet, déi verdächteg ouni Äntwert bleiwen. Och do schéngt eng wichteg Mesure compensatoire net ëmgesat ze ginn.

All déi virgesinne Mesure-compensatoirë musse laut Gesetz vun 1997 Artikel 6, also d'Gesetz vun der Nordstrooss, bannen zéng Joer realiséiert ginn. Et bleiwen also elo nach genee zwee Joer. Et ass praktesch nach keng realiséiert, Här Minister. Wéi soll dat elo virugoen?

An dann ass nach eppes Interessantes, wat ech erëmfonnt hunn: Beim Vote vun der Nordstrooss 1997 ass eng Motioun an der Chamber gestëmmt ginn, déi eragereecht gi war vum Här Scheuer. Den Här Scheuer war deemools de President vun der Commission des Travaux publics, an déi Motioun war ënnerschriwwe vu Membere vun der LSAP a vun der CSV, dat heescht deenen deemolege Majoritéitsparteien. Ech hunn déi Motioun hei. Déi seet ënner anerem och an engem Tiret «à saisir annuellement la Chambre d'un rapport portant sur l'évolution et l'exécution des travaux, ainsi que sur la mise en oeuvre des mesures compensatoires».

Wéi oft ass hei e Rapport annuel an der Chamber presentéiert gi mat de Mesure-compensatoiren? An, Här Minister, wéi gedenkt Der elo, wou Dir jo Bauteminister sidd, mat deene Mesure-compensatoiren zesumme mat Ärem Kolleeg aus dem Environnement dee Rapport annuel hei eis virzebréngen?

Här President, eigentlech fannen ech et net akzeptabel, datt am Parlament Texter gestëmmt ginn, sief et Reglementer, sief et Gesetzer, sief et och Motiounen, déi schlicht vun der Regierung net exekutéiert ginn! Ech hat mer déi Aarbecht heibannen eigentlech net esou virgestallt.

Ech hunn och an der zoustänneger Chamberskommissioun no engem detailléierte Plang gefrot, wou all Mesure-compensatoiren opgelëscht wieren an de Kategorien „realiséiert", „engagéiert" an „geplangt", an all Kéiers mam jeeweilege Budget dofir. Ech muss awer och soen, dee Plang, dee mer da gëschter, mengen ech, kritt hunn, ass zimlech nichts sagend. Et ass eng einfach Oplëschtung vun Etüden, et ass keng Zäit dra virgesinn, et ass och keng Budgetiséierung dra virgesinn, esou datt ech unhuelen, mä ech ka mech ieren, datt de Suivi, deen do virgesinn ass, vläicht net grad esou gutt fonctionnéiert, an ech wollt Iech froen, Här Minister: Wéi oft gesäit sech dee Comité interministériel?

Ech wollt och froen, deen deemolegen Ëmweltminister hat beim Vote hei an der Chamber vun der Nordstrooss ënnerstrach, datt géife Leit agestallt ginn, déi sur place géingen dat Ganzt Dag fir Dag suivéieren. Sinn do Leit agestallt ginn? A wéi engem Ministère? A suivéieren déi Dag fir Dag dat wat op der Nordstrooss geschitt?

Och de Conseil d'État hat mat enger Opposition formelle gedroht, falls déi virgesi Mesure-compensatoiren net géinge mat de Suen, déi dofir virgesi sinn, finanzéiert ginn. Ech muss awer bäifügen, datt et eis net nëmmen ëm e quantitativen Aspekt vun de Mesure-compensatoirë geet. Elo gëtt haut an der Adaptation budgétaire gesot, majo, dat ass kee Problem, och wa mir déi Passages à gibier, déi iwwerierdesch, déi ënnerierdesch an esou weider, net kënnen ëmsetzen, da planze mer einfach e bësselche méi Bësch dohinner. Et gëtt awer och e qualitativen Aspekt vun de Mesure-compensatoiren, soss hätt een net brauchen an deem Gesetz vun 1997 eng ganz Oplëschtung vu verschiddene Mesure-compensatoiren opzeschreiwen.

Zum Schluss géing ech nach gären op den Tunnel Grouft agoen. Den Tunnel geet duerch eng Plaz, Här Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou d'Réimer schonns Waasserquellen entdeckt haten. Wéi komplizéiert datt déi Aarbechte wäerte ginn a wat fir ee Schued fir d'Waasser an d'Grondwaasser wäert entstoen, ass nach net virauszegesinn, zumools wou déi Reglementer an déi Moossnamen, déi virgeschriwwe sinn, jo net esou genee gelies oder ëmgesat ginn.

Ech muss lech soen, an deene Reglementer iwwert d'Mesure-compensatoirë steet eng Hällewull vu Saachen, wou ee muss oppassen, wann ee schafft, wat mam Waasser geschitt, wat verbrauchtend Waasser ass, wat erof an d'Grondwaasser geet an esou weider. Elo hoffen ech, datt dee Passage vun de Reglementer agehale gëtt. Mä vläicht kënnt Dir mech berouegen.

Op jidde Fall huet Luerenzweiler seng Waasserquell missen opginn, déi bis elo, obwuel kleng Problemer do waren, mä egal, komplett dat Duerf mat Waasser versuergt huet. Dat heescht, Luerenzweiler huet eng Quell manner an de SEBES huet e Client méi.

D'Geschicht vum Bau vun der Nordstrooss ass eigentlech, Här President, eng traureg Geschicht. Si ass eng traureg Geschicht fir d'Ëmwelt, eng traureg Geschicht wéi mir mat eise Ressourcen ëmgi wéi Waasser, Fauna a Flora, wat mer vläicht net direkt haut a muer gesinn, obwuel mer d'Strooss gesinn, mä vläicht a fënnef, zéng, 15 Joer, eng traureg Geschicht fir déi kommend Generatiounen, déi net wäerte verstoen, firwat mir eis hartnäckeg verkrampft hunn, fir prioritär all eis Mobilitéitsgestaltung an hire Budget a Stroossen ze investéieren.

Hätte mer eng Impaktstudie duerchgezunn, esou wéi se virgesinn ass an deem Projet de loi, deen nach ëmmer um Instanzewee ass an deen eng Direktiv vum Mäerz 1997 muss ëmsetzen, wier dës Nordstrooss ni esou gebaut ginn. Meng Kolleegen aus der Fraktioun, och aus där viregter Fraktioun, hu sech leider oft a vill misse fir d'Limitation des dégâts an dësem Dossier asetzen. Si hu konkret, ëmsetzbar a bezuelbar Alternative proposéiert. All Joer, wat elo vergeet, gëtt hinnen ëmmer e bëssel che méi Recht an dësem Dossier.

Dat ass awer bei wäitem keen Trouscht fir eis, well hei geet et och ëm dem Steierzueler seng Suen. De Camille Gira hat viru fënnef Joer an dësem Haus zu deem Thema d'Fro gestallt, ob d'Chamber sech eng Kéier wëllt de Virworf gefale loossen, si hätt 15 Milliarde regelrecht an de Sand gesat. Haut kann ech déiselwecht Fro stellen: Wëllt d'Chamber sech eng Kéier de Virworf gefale loossen, si hätt 23 Milliarde regelrecht an de Sand gesat?

Dëse Projet a seng Ausmoosse si fir eis net ze verantwerten, an duerfir wäert déi gréng Fraktioun géint dëse Projet stëmmen. Ech soen lech Merci fir Är Gedold a fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech hunn net wëlles, hei eng generell Diskussioun iwwert d'Verkéierspolitik unzefänken. Ech hunn och net wëlles, hei iwwert de Sënn an d'Noutwendegkeet vun der Nordstrooss nach eng Kéier ze diskutéieren. Mir waren der Meenung, datt den nördlechen Deel, och en zentralen Deel vum Land, dozou eng anstänneg Stroosseverbindung bräicht a mir hunn déi Meenung zënterhier nach net geännert.

Allerdéngs muss ee feststellen, och bei dësem Projet - an ech

géing en nennen, dat hei wär de GAU, den absolut „größter anzunehmender Unfall“ vun der finanzieller Säit hier, dee mer bis elo am Secteur vun den Travaux publics haten -, wann ee gesäit, datt mer vu 15 Milliarde Frang deemools ausgaange sinn, datt mer elo 9,2 Milliarde Frang derbäisetzen, wat eng Augmentatioun vun 62% ausmécht, déi een dann, wann een d'Kredittер adaptéiert un de Bauindex, op 52% muss zréckféieren, da muss ee vläicht trotzdeem soen, bei esou engem deiere Projet wéi deem heiten, iwwer 50% Iwwerschreidung, do ass eppes schif gelaf.

Et gesäit een och relativ séier wou dat hierkënnt, well déi ganz Streck bal nëmmen aus Tunnelen a Brécke besteet. Déi, déi deemools hei derbäi waren, wëssen, wat fir e Kampf a wat fir e Krampf datt et war. Ech muss och soen, wat eis méi wichteg gewiescht wär wéi eng detailléiert Impaktstudie wär eng Etüd iwwer Streckevariante gewiescht, mat engem realistesche Käschtepunkt derbäi, datt een hätt kënne jugéieren, wat zum Beispill eng Westvariant kascht hätt, souguer wann ee beim Briddel och hätt misse streckeweis ënnert de Buedem goen, well dat jo anscheinend den Haaptproblem war.

Et ass deemools, an enger Psychos kënnt ee bal soen, décidéiert ginn, mir huelen dann d'Ostvariant, well et jo net anescht geet. A well mer agetriichtert kritt hunn, wa mer géingen duerch de Gréngewald fueren, da wär de Gréngewald definitiv futti, waren eng Partie Leit net d'accord fir déi Streck ze huelen, dees et géing een ënnert de Buedem goen. Et ass dat wat eis elo schrecklech wéideet.

Här President, d'Westvariant wär eigentlech déi logesch Variant gewiescht, a wéi gesot, mir hunn deemools keng alternativ Streckeféierungen dohinnergeluecht kritt an och net den entspriechende Käschtepunkt opgezeechent kritt.

Wann ee kuckt wou de Surcoût hierkënnt, da stéisst ee praktesch ëmmer op Tunnelen. Op der Sektioun 2: «Construction d'un château d'eau après l'élaboration d'études plus détaillées en ce qui concerne le ravitaillement en eau des tunnels. Tunnel 'Grouft', dépassement très substantiel dû à la 3e voie». Mir wëssen, datt dat komm ass opgrond vun deenen Accidenter, déi am Ausland waren, datt zousätzlech Sécherheet komm ass, eng ganz Partie Mesuren, wou mer elo net méi derlaanscht kommen, vu datt mer eis fir en Tunnel décidéiert hunn.

Dann eppes wat ech net verstinn: «Le devis détaillé du tunnel Stafelter dépasse le devis estimatif de 1996 de façon significative (…)» Déi Präisser gi jo ugepasst un de Bauindex, esou datt ee sech trotz allem muss froen: Wéisou ass déi Aschätzung do initialement esou falsch gewiescht? Éclairage spécifique, erëm op der Bréck, Tunnel de Gosseldange, wou mer woussten, datt do eng ganz krokeleg Geologie wär, déi héchstwahrscheinlech géing Problemer bereeden.

Här President, ech weess net ob et ee Land op der Welt gëtt, wat, wann eng Streckeféierung topographesch méiglech ass ouni Tunnel, esou eng Autobunn zu 50 oder wéi vill Prozent mat Tunnele géing aleeën, wann et net noutwendeg ass. Lëtzebuerg huet et gemaach, fir de Gréngewald ze retten. Woubäi all déi Leit, déi e bësse mat de Féiss um Buedem stinn, deemools och der Meenung waren, datt de Gréngewald duerch de Bau vun där Autobunn, wann een déi néideg Précautioune geholl hätt, net signifikativ geschiedegt gi wär, an et hätt ee ganz sécher mat deem, wat mer elo méi musse bezuelen, esou vill Mesures compensatoires duerch Uplanzungen an esou weider kënne maachen.

Ech wëll bei deem Kapitel 1 soen, eppes wat am Gesetz steet ass net gutt. Dat ass, datt déi Replantatiounen an där Gemeng oder an den ugrenzende Gemenge musse geschéien.

Une voix.- Très bien!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat ass eng Bestëmmung, déi een eigentlech misst änneren, well et leschten Enns net esou schrecklech wichteg ass, ob dat elo direkt an der Noperschaft replantéiert gëtt oder e bësse méi wäit ewech.

Här President, mir hunn deemools zougestëmmt, well mer och keen anere Choix gesinn hunn. Mir mussen awer haut verschidde Saache bekloen. Éischtens, datt mer wierklech déi Tunnelléisung do gewielt hunn. Dat anert ass eng Verkéiersplanung, déi relativ chaotesch ass.

An ech wëll dat nach drunhänken, well et och deelweis dozou gehéiert: Mir wëssen, datt, wann de Verkéier aus dem Norden eng Kéier uewen ukënnt an der A1, et da ganz schwiereg do gëtt, an datt dat, wat ursprünglech geplangt war a wat gutt war, wat net onbedéngt hätt missen als Autobunn bestoe bleiwen, nämlech iwwert de Kierchbierg an d'Rout Bréck d'Verbindung eriwwer op Stroossen, duerch eng Décisioun, déi emol guer net vun dëser Chamber geholl ginn ass, elo futtigemaach ginn ass, esou datt mer elo obligéiert sinn, op Ëmweeër dann och nach eng Westtangent ze bauen, woumat mer jo och schonn deelweis amgaange sinn.

Wat een nach kënnt im Nachhinein maachen - a mir hunn et verschiddentlech gefrot -, dat ass sech ze iwwerleeën, ob mer dann den Tunnel Stafelter, dee mer net missten hunn, wou mer einfach an de Buedem ginn, well verschidde Leit gemengt hunn, et wär eng Katastroph wann ee géing uewen driwwer fueren, net kënnte suppriméieren. Mir kënnte mat deem Geld awer villes, villes an der Ëmwelt besser maachen.

Gleeft mer ës, déi Bëscher ginn net geschiedegt doduerch, datt emol eng Strooss muss doduerch gebaut ginn. Ech erënneren drun, datt de Moment scho véier Stroossen duerch de Gréngewald lafen. Si gi geschiedegt duerch aner Aflëss, chemesch Aflëss, atmosphäresch Aflëss, wou mer alleguer dru musse schaffen, fir datt mer déi Aflëss reduzéiert kréien, wou mer jo och deelweis domat amgaange sinn.

Mir hu wéi gesot dat verschiddentlech gefrot. Mir hunn dat bis elo ëmmer refuséiert kritt. Hei och nach eng Kéier: Mir gesinn d'Noutwendegkeet an, datt dee Crédit supplémentaire muss gestëmmt ginn, datt dat muss virugoen. Mä vu datt d'Regierung och hei keng Bereetschaft weist, fir wéinstens mol dat seriö an d'A ze faassen a mol ze soen: „Wat wär dann, wa mer deen Tunnel do net géinge bauen? Wéi vill géinge mer spueren? Wat fir een Impakt hätt dat?”, duerfir wäerte mer eis och bei dësem Projet enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Ech si frou mat lech alleguer gemeinsam kënne festgestallt ze hunn, datt d'Debatt gewisen huet, datt - séileg - den Albert Bousser net responsabel ass um definitive supplementare Käschtepunkt, dee mer haut hei diskutéieren.

(Hilarité)

Dat gesot, huet awer elo den Här Minister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech mengen ech hu festgestallt, ausser elo bei den Aussoe vun der Madame Loschetter, vun de Gréngen, datt d'Nordstrooss eng Strooss ass, déi mer brauchen. An ech mengen, datt mer se net nëmme brauche fir de Weekend an d'Éislek ze fueren, Madame Loschetter. Mä mer brauchen se fir den Territoire vun eisem Land esou ze organiséieren, datt och den Norde gutt kann desservéiert ginn duerch den Auto an datt déi Leit, déi do uewen am Norde wunnen an all Dag erof an d'Stad schaffe kommen, och d'Méiglechkeet kréie fir dat a Konditiounen ze maachen, déi korrekt a sécher sinn.

Ech wëll och, well mer haut net iwwert dat Gesetz vu virun aacht Joer schwätzen, mä iwwert dat Gesetz schwätzen, wat mer haut stëmmen, net nees eng Kéier op déi Diskussioun agoen - d'selwecht wéi virdru bei der Cité judiciaire -, wat fir ee Wee een hätt sollen, misse wielen oder net wielen. Well dat sinn alles Diskussiounen, déi sou iwwerflëssig sinn, wéi ech mer nëmmen iwwerflëssig Diskussioune ka virstellen, well se einfach dépasséiert sinn a well mer jo net d'Tunnelen erëm zouschëdden, déi mer gemaach hunn, egal zu wat fir enge Konklusioune mer géinge kommen.

Wéi ech virun néng Méint all déi Dossieren do krut, war et hei wéi an all deenen aneren Dossiere fir mech enorm wichteg, den Iwwerschlag ze maachen, fir genau ze kucke wou mer do stinn. An hei ass zum Beispill awer een Dossier, wou ech soen: Mir kommen an dëser Etapp heihinner, do wou nach Méiglechkeeten do sinn oder d'Liquiditéiten nach do sinn, och par rapport zum alen Text, a mir probéieren, esou wäit wéi mer et haut kënne gesinn, alles dat op den Dësch ze leeën, wat een elo ka gesinn, wat ee brauch fir dës Strooss dohinner ze kréien, fir se fäerdeg ze kréien, fir se vu Luerenzweiler bis op d'Tréierer Autobunn weidergebaut ze kréien.

Déi Käschten, déi mer hei zousätzlech hunn, si begrënnt gi vun deene verschiddenen Orateuren, hei explizéiert ginn. Et muss ee ganz kloer soen, datt d'Käschte sengerzäit ënnerschat gi sinn, well mer keng Erfahrungen haten am Tunnelbau a well den Tunnelbau eppes ass, wat d'Administratioun hei net kannt huet, op där enger Säit ënnerschat ginn ass, op där anerer Säit awer och an de Prévisiounen, esou wéi se gemaach gi si sengerzäit, net dat war, wat haut realiséiert ginn ass.

Mir haten, et ass schonn e puermol gesot ginn - ech insistéieren drop, well et fir mech wichteg ass -, an Zwëschenzäit eng ganz Rei grouss Accidenter an europäeschen Tunnelen. Doraus si Konklusioune gezu ginn, doraus si Moossname virgeschloe ginn, an déi Moossnamen hu mer hei ugeholl. Well mer einfach gesot hu sengerzäit, an ech fannen dat richteg, wa mer esou en Tunnel bauen, wa mer esou vill Leit all Dag duerch deen Tunnel iwwert déi Strooss fuere loossen, ma da musse mer awer kënne mat fräiem Gewësse soen, datt déi ënner Sécherheetskonditioune fueren, déi fir eis veräntwertbar sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Et ass eng Pist méi gemaach ginn. Déi Pist kascht méi wéi just eng Pist méi, méi wéi just en Drëttel méi, well een einfach muss wëssen, datt wann een eng Pist méi wäit baut, einfach de Bou vill méi grouss gëtt an de Käschtepunkt méi wéi en Drëttel méi héich ass.

Dat hu mer gemaach aus Sécherheetsgrënn. Mir hunn deen Tunnel an der Mëtt gedeelt, aus Sécherheetsgrënn, an en Ausfahrtstunnel gemaach, fir datt mer am Fong, am Grouft, mat zwee Tunnelen ze dinn hätten. Einfach och do well mer erëm gesot hunn: D'Sécherheet muss garantéiert ginn a mir kënnen eis net erlaben, eppes anescht ze maachen.

Elo hätt ee kënne soen, et kann een dat virplangen. Et hätt een dat alles, déi do Saachen, kënne virausgesinn.

Ech weess et net. Vläicht, vläicht awer och net.

Et war einfach esou '96, datt mer eng ganz aner Situatioun haten, datt ganz anescht geduecht ginn ass. A wann een déi Tunnele kuckt, déi an de 70er, 80er Jore gebaut gi sinn, an déi déi haut och am Ausland gebaut ginn, ma da stellt ee ganz einfach fest, datt dat sengerzäit och aner Tunnele waren.

Mir hunn eis, wéi geplangt ginn ass, un d'Konditiounen, u Baumethoden, u Bau-Aart-a-Weise gehalen, déi déi vun där Zäit waren, an déi sinn elo ganz einfach anescht ginn.

Mir haten och e Rutschen am Tunnel. Hätt een dat kënne virausgesinn? Ech weess et net. Ech mengen net. Et ass geschitt, et ass onglécklech geschitt, mir haten net gär dass et geschitt ass, mä et ass awer geschitt. Et muss een dat einfach esou gesinn. Et muss een et aplangen.

Wéi gesot, wann den Här Calmes seet, et hätt alles misse virgeplangt ginn. Et hätte kënne vläicht eng Rei Saache virgeplangt ginn, wann ee méi Erfahrung gehat hätt am Tunnelbau. Mir haten awer net méi Erfahrung am Tunnelbau. Mä et hätt een awer sécher net kënnen alles virausgesinn, wat un Norme geännert huet a wat och op deem Chantier, au fur et à mesure wou de Chantier avancéiert ass, geschitt ass.

Et sinn och eng Rei Saache gemaach ginn, déi effektiv net virausgesi gi si sengerzäit, well een aner Konzeptiounen hat. Déi Opfahrt vun der Tréierer Autobunn op déi Streck ass ganz anescht concevéiert ginn, ass vill méi breet concevéiert ginn. Dir fuert all Dag, wann Der op d'Tréierer Autobunn fuert, driwwer. Déi Streck ass vill méi breet gemaach ginn. Déi Opfahrten an déi Ausfahrten an d'Stad Lëtzebuerg sinn elo méi sécher. Dat war och net esou am Initialprojet virgesinn.

Ech mengen dat ass elo, mat der Quantitéit vum Verkéier, dee mer all Dag op deenen Autobunnen hunn - a mengen Aen e wesentlechen Aspekt vun där ganzer Diskussioun -, awer eppes, wat net schlecht ass.

Dee Luuchtesystem op der Luerenzweiler Bréck war anescht virgesinn. Do ware klassesch Luuchte virgesinn. Déi sinn elo méi dekorativ, well se agebaut gi sinn an d'Gelännere vun der Pist selwer, well einfach au fur et à mesure festgestallt ginn ass, datt déi Bréck awer en extrem groussen Effekt op deen Dall do hätt, géing aschneiden, an datt een eben aner Méiglechkeeten hätt fir déi Luuchte kënnen hinzesetzen, wat dann eng vill méi grouss Integratioun vun där Bréck an déi Landschaft do méiglech mécht.

Et kann ee soen, et hätt een et kënne virausgesinn. Et ass awer elo eng Décisioun, déi geholl ginn ass, déi een net soll regrettéieren, datt se geholl ginn ass, well mëttel- a laangfristeg se awer vill dozou bäidréit fir déi Strooss an d'Landschaft ze integréieren.

Ech hunn e puer Lektiounen aus där ganzer Saach hei gezunn, an och d'Konsequenzen doraus - niewent deem wat mer virdru scho geschwat hunn, wat mer an deene Prozeduren, déi mir eis, Regierung a Chamber, hei zesumme ginn -, fir déi Saachen do ze évitéieren, do hunn ech eng Rei aner Konklusiounen heiraus gezunn.

Eng vun deene Konklusiounen ass a mengen Ae kloer. Mir hunn hei '96 e Gesetz gestëmmt, an dat och an deene Jore virdru geplangt, a mir hate jo laang virdrun Diskussiounen. Mir hunn e Gesetz gestëmmt a mir kréien dat, wat mer an der Zäit gestëmmt hunn, 15 Joer duerno: 2010, 2011, 2012 fäerdeg. An ech soen, ech hunn et schonn op ville Plaze gesot, an ech soen et nach eng Kéier hei: Ech mengen, datt et einfach net méiglech ass, 15 Joer am Viraus ze gesinn, wat ee Projet wäert kaschten, datt dat finanziell net méiglech ass, well d'Techniken änneren, well d'Soumissiounen änneren, well d'ekonomesch Situatioun ännert, well d'Präisser änneren a wat och nach alles an där Zäit do ka geschéien. Dat kritt Der net iwwerbléckt!

Dofir hu mer jo - an Dir waart dee Moment, wéi mer dat virun engem, zwee Méint gestëmmt hunn, domadder d'accord - de Projet Micheville zumindest an zwee, wann net duerno an dräi Deeler agedeelt. Well mer einfach soen, mir mussen eng Iwwerbléckbarkeet kréien. Mir mussen eis Délaië méi kuerz kréien a mir mussen eng Iwwerbléckbarkeet iwwer eis ganz Projete kréien. Dat erlaabt et eis d'Technik ze iwwerblécken an dat erlaabt et eis duerno och de finanzielle Volume ganz anescht unzegoen.

Mir mussen also, wa mer eng Nordstrooss nach eng Kéier ze stëmmen hätten, déi mer awer net nach eng Kéier ze stëmmen hunn, mä wa mer se nach eng Kéier ze stëmmen hätten, dann, mengen ech, misst een elo haut higoen an et misst ee sech eens ginn, wat fir een Tracé een huet, an et misst een deen och an engem Avant-projet sommaire kloer an däitlech definéieren, deen op den Dësch leeën, an da misst een higoen an deen Deel fir Deel, Tunnel fir Tunnel - oder wéi Der et och ëmmer wëllt - hei stëmmen; an dann hätte mer ganz aner Diskussiounen, déi sech hei géinge stellen, a mir kéinten op engem ganz aneren Toun matenee schwätzen.

D'Madame Loschetter huet gesot, dat hei wier déi deierst Strooss, déi jee gebaut ginn ass...

(Interruption)

…op der Welt.

Ech kann dat net novollzéien. Ech weess net.

(Interruptions)

Also et ass evident, wann Der e puer Tunnelen an enger Strooss hutt, datt déi Strooss sécherlech méi deier gëtt wéi 14 Kilometer Strooss, déi Der ouni Tunnel do hutt.

Mir hunn awer nogekuckt, wou mer an de Präisser do leien, wann d'Tunnele gebaut ginn, well mer eis elo wollten ofsécheren, wéi mer deen hei Projet an d'Chamber ginn hunn, datt mer hei d'Präisser awer géingen uginn, déi méi oder wéineger an deenen Normen wären esou wéi an Europa Tunnele gebaut ginn. Mir hu beim Centre d'Études des Tunnels nogefrot, mir hu beim Bundesministerium für Verkehr nogekuckt, mir hu beim President vun der Commission vum RABT - wat déi däitsch Tunnelsnorm ass - nogekuckt.

A mir stelle fest, datt mer mat deenen heite Präisser, déi mer elo fir déi Tunnelen asetzen - ech hoffen natierlech, Madame Loschetter, datt mer se elo an deem Präis gebaut kréien, mä mam Gousseldenger si mer jo fäerdeg, do hu mer d'Erfahrung, also kënne mer do scho soen, dass mer an deene Präisser dra sinn -, duerchaus mat deem Tunnelsbau, mat deenen dräi Pisten, mat deene Sécherheetsmoossnamen, do leien, wou mer eis kënne mat europäeschen Tunnele vergläichen. Et muss een ëmmer vergläichen, wat vergläichbar ass, esou dass ech déi Ausso op jidde Fall net kann esou deelen, wéi Dir se elo gemaach hutt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wat dann d'Kompensatiounsmoossnamen ugeet, do muss ech soen, ech kann net op all Fro esou am Detail äntweren, well dat en fin de compte en Dossier vum Environnementsministère ass, deen net vun den Travaux publiques géréiert gëtt. Ech probéieren awer op déi eng oder déi aner Fro esou gutt wéi méiglech ze äntwerten.

Wat déi Passagë vum petit gibier ugeet, déi mer suppriméieren, wou der 14 drastoungen a mer just ee maachen an 13 net gemaach ginn,

do gëtt da gesot: Jo Dir hätt dat jo awer technesch kënne wëssen, ob se machbar sinn oder net.

An do ass d'Äntwert awer ganz kloer: Wann Dir am Avant-projet sommaire den Tracé vun enger Strooss maacht, dann hutt Dir nach net onbedéngt - an ech kennen net déi technesch Termë genau - déi Déift an déi déi Strooss dann an den Terrain leie kënnt. Déi ass net definéiert am Viraus. Déi gëtt eréischt duerno, wann de Projet definitiv gëtt a wann d'Pläng definitiv ginn, da gëtt u sech déi genau Déift op deene verschiddene Plazen definéiert. Hei hu mer festgestallt, datt déi Strooss, wann ech mech gutt erënneren, 6 oder 7 Meter an den Terrain eraleie kënnt, wat et u sech onméiglech an iwerflësseg mécht, datt mer nach dann ënnendrënner där Passages pour petit gibier maachen.

Wat dann de Passage pour gibier ugeet, do gëtt mir gesot, datt et cynégétesch net sënnvoll wär dat ze maachen, well wann een iwwert d'RN11 dat lafe géing loossen, géing een u sech déi Déieren, déi iwwert d'Strooss ginn, an eng Zort Poche erandreiwen aus där se duerno net méi géingen erauskommen. Dat ass d'Explikatioun firwat deen do net sënnvoll ass.

An dann dat Fiichtgebitt am Uelzechtdall, no deem Dir gefrot hutt, ass a sech effektiv amgaange studéiert ze ginn. Déi Etüde sinn och eraus fir ze kucke wou een do kann e Fiichtgebitt maachen. Mä wéi gesot, alles dat leeft ënnert der Tutelle vum Ministère de l'Environnement.

Mä do stellen sech natierlech och alleguer déi Froen, déi sech och op aneren Terrainë stellen, an dat ass de Grond firwat och nach net an deem Sënn bei all deene Kompensatiounsmoossnamen esou vill gemaach ginn ass, wéi ech mer kënnt wënschen a virstellen datt gemaach gi wär, well mer ganz grouss Problemer hunn, fir Terrainen ze kréien. Dat steet och an där Note, déi den Här Lux lech erageschéckt huet. Et ass net einfach Terrainë fir déi do Moossnamen ze kafen, och well een à l'amiable net alles ze kafe kritt mat räsonnabele Präisser. Duerfir muss een eventuell op en anere Wee goe fir déi Terrainen ze kréien, iwwert de Wee vun den Expropriatioune goen. Dat ass awer momentan nach net gemaach ginn.

M. Charles Goerens *(DP).*- …een Deel vun de Renaturatiounen, déi scho gemaach gi sinn am Uelzechtdall, zum Beispill zu Steesel an zu Walfer, gëlle loosse fir Kompensatiounsmoossnamen. Dat ass och dat wat e Virriedner gesot huet, datt jo net alles muss an därselwechter Gemeng kompenséiert ginn. En plus wëll ech drun erënneren, datt den Office national du Remembrement eng Partie Terrainë kaaft huet. Et ass net wéi wann nach näischt geschitt wier bis elo.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Absolut richteg, et ass jo och dat wat den Här Lux a senger schréftlecher Note eraginn huet. Mä ech wëll just soen, wa mer wëlle weiderkommen, da musse mer wahrscheinlech an déi aner Prozedur eriwwergoen. Et ass sécher net esou wéi wann näischt geschitt ass. Ech weess awer net wéi mer déi Moossnamen, déi mer awer wichteg sinn an déi och gesetzlech festgehale sinn, wéi mer déi sollen zu engem Schluss féieren, well et ass net evident all déi Terrainen à l'amiable ze kréien, obwuel ech absolut d'accord mat lech sinn, dass schonn eng ganz Rei Effortë gemaach gi sinn.

Ech wëll awer just soen, wat all déi Froe vum Comité interministériel ugeet - ech weess net a wat fir enger Regelméissegkeet en zesummekënnt, well en net ënner menger Tutelle steet -, do huet den Här Lux mer gesot, datt hie ganz gär, wann dat Reglement elo geännert gëtt, an dat musse mer jo zu engem Deel upassen un d'Gesetz vun haut, datt hien da ganz gär an d'Environnementskommissioun dat mat den Deputéierten duerchdiskutéiere kënnt, fir do an allem Detail an an aller Kloerheet op déi Punkten an op déi Froen, déi an deem Kader op sinn, lech ze äntwerten.

Wat d'Waasserquellen ugeet am Tunnel Grouft, do ass et esou, datt ee selbstverständlech sech där dote Problematik bewosst ass, an datt e ganz enke Contrôle vun der Nappe phréatique gemaach gëtt, vun all deene Quelle gemaach gëtt, datt déi och vum Service géologique vun de Ponts et Chaussée scho suivéiert ginn. An ech wëll net soen: Eng Quell manner, dann huet d'SEBES en neie Client. Et gehéiert nun einfach zur ganzer Politik, datt mer probéieren, datt d'Waasserversuergung vu verschiddene Quellen, vun der SEBES an anere Quellen, hierkënnt, well et een einfach méi ofséchert wann een zwou verschidde Sourcë vu sengem Waasser huet.

A wat déi Opposition formelle vum Conseil d'État ugeet, do ass et esou, datt mer jo esou wéi mer dat an der Kommissioun ofgemaach haten, de Conseil d'État informéiert hunn, datt déi Moossnamen, déi geholl ginn, an Zukunft ënnert den Artikel 5 falen, esou wéi se haut énumeréiert sinn am Gesetz. Esou datt aus deem Grond u sech déi Opposition formelle, déi ugedroht gi war, falls net all déi Moossname géingen dodrënner falen, och sech hei an dësem Fall net stellt. De Conseil d'État huet eis och geäntwert, datt hien dat zur Kenntnis geholl hätt.

(Coups de cloche de la Présidence)

An da wëll ech nach soen, datt schlussendlech wat d'Délaien ugeet, deen hei Text jo virgesäit, datt déi compensatoire Moossnamen, déi den Text an d'Reglement virgesinn hunn, datt do den Délai fir se ze realiséieren deen ass, datt bis zu dräi Joer no der Fäerdegstellung vun der Route du Nord dat ka gemaach ginn, well mer einfach gesinn hunn, datt an deenen Délaien, esou wéi se am initialen Text virgesi waren, et net méiglech wier. A well et awer selbstverständlech eng Bestriewung ass vun der Regierung fir déi Texter hei anzehalen, hu mer deen Délai och an deem Sënn ëmgeännert, fir datt mer eis och nach kënnen an deem legale Kader an Zukunft bewegen.

Da wëll ech zum Schluss nach eng Remarque maachen zu deem wat den Ali Kaes gesot huet, wat awer net, muss ech soen, an den Text hei erapasst, well mir schwätzen hei iwwer ganz grouss Dépassementer op der Nordstrooss an den Här Kaes freet mech direkt fir dann och un déi iewescht Pist vun der Nordstrooss nach eng Kéier eppes zousätzlech dobäi ze bauen.

Ech wollt elo dat hei emol maachen. Ech mengen dat hei kascht an dësem Kader elo emol genuch Suen, an da musse mer kucke fir dëst esou schnell wéi méiglech hinzekréien. Ech weess awer och, datt do uewe bei Ettelbréck eng ganz Rei Problemer sinn, ech krut jo schonn eng Rei Question-parlementairen dodriwwer gestallt, mä ech soen lech just, Här Kaes, mir probéieren déi Problemer mat deene Moyenen, déi mer hunn, esou gutt wéi méiglech an de Gréff ze kréien.

Mir exekutéieren elo emol dat heite Gesetz, wann Dir mer déi Finanzmëttel gitt, déi ech brauch fir d'Nordstrooss esou fäerdeg ze maachen, an da musse mer kucke wat duerno kënnt. Mä ganz kloer an däitlech: Mir kënnen net alles zesumme maachen, well mer alles zesummen net packen!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Loschetter wëllt lech nach eng Fro stellen. Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Merci. Ech wollt just eng Bemierkung maachen.

Här Minister, Dir sot, dat fält net ënner Är Tutelle, mä de Comité interministériel, do ass wuel de Ministère des Travaux publics mat agebonnen, also misst dat jo och zu engem Deel ënner Ärer Tutelle sinn. Dofir wonnert et mech, dass Dir awer net genuch informéiert sidd, fir mir hei elo op verschidde Froen ze äntwerten, déi notamment och Mesures compensatoires am Ëmweltschutz ubelaangen.

Dann hat ech lech och gefrot, wuerfir an deem Gesetzestext, dee mir elo hei sollen ofstëmmen, wéi et dozou komm ass, dass Experts en chasse eigentlech konnten iwwert dee Passage à gibier en Uerteel ofginn. Dat war eng Fro, déi ech lech gestallt hat. Wéi ass dat zustane komm? An dann hat ech lech am Fong geholl gefrot: Wéi oft gesäit sech dee Comité interministériel? An do sinn ech der Meenung, datt dat wuel och ënner Är Tutelle fält, well de Ministère vun den öffentleche Bauten och do mat dran ass.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Also ech weess net wien déi Expertise gemaach huet vun der Route nationale 11. Dofir soen ech lech nach eng Kéier wat ech lech virdru scho gesot hunn: Ech géing mengen, datt Dir sollt hei de Minister froe wann dat Reglement geännert gëtt an Dir hien an d'Kommissioun rufft, fir déi do Explikatiounen ze ginn.

Wat de Comité interministériel ugeet, esou muss ech soen, ass deen ënnert der Tutelle vum Environnement, quitte datt et kloer an däitlech ass, datt Vertrieder vun den Travaux publics an deem Comité do sinn, well mir jo och déi ganz Fonge géréieren. Wat wesentlech hei ass ze wëssen, a wat eng Garantie gëtt, dat ass, datt mer amgaang sinn un der Ëmsetzung vun deem ganzen Dossier, wat d'Mesures compensatoires ugeet, ze schaffen, dat ass datt d'Gesetz kloer an däitlech e Volume financier reservéiert fir déi do Mesuren.

Et kann also net sinn, datt dee Volume, deen hei gestëmmt gëtt an dee reservéiert ass fir d'Mesures compensatoires, an deen och vun deem Comité interministériel suivéiert gëtt, datt dee gebraucht gëtt fir aner Moossnamen ze maachen, déi näischt mat de Mesures compensatoires ze dinn hätten, déi net am Gesetz géinge stoen an déi net am Reglement definéiert gi wieren.

Ech kann lech awer elo net stante pede hei soen, wéi oft dee Comité interministériel an deene leschte Méint zesummekomm ass. Ech weess, datt en eng Rei vu Kéieren zesummekomm ass, mä déi Regelméissegkeet kann ech lech elo net op der Minutt hei soen.

Voilà. Merci.

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert den „Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck".

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5477 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marc Spautz), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Fernand Diederich), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen).

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

7. Discours de M. le Président Lucien Weiler

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo bal um Enn vun der leschter öffentlecher Sitzung virun der Summervakanz an et ass Traditioun, datt de President e kuerze Survol mécht iwwert dat wat an deem Joer geschitt ass.

Déi parlamentaresch Sessioun war fir muncher heibannen eng Première. Konnt een nach no deenen extraordinäre Sessioune vum Juli a vum August vum leschte Joer en éischt Kucken an Taaschte feststellen, esou huet den Engagement, den Dynamismus an d'Sachkenntnis vun eisen neien Deputéierte séier dozou bäigedroen,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- …fir e reibungslosen Iwwergang vun der leschter op déi nei Legislaturperiod ze garantéieren.

No deenen zwou extraordinäre Sessiounen am Juli an am August hate mer d'Éier, datt de Groussherzog Henri, a Begleedung vun der Grande-Duchesse Maria Teresa, déi éischt ordinär Sessioun no den Neiwahlen, en l'occurrence d'Sessioun 2004-2005, opgemaach huet. Et war dëst sécherlech ee staarke Moment an eiser Demokratie, well et déi enk Lienen zwëschent dem Statschef an der Chamber dokumentéiert.

Ufanks Januar huet eis dann awer déi traureg Noriicht vum Haff erreecht: No laanger Krankheet huet d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte eis verlooss. De 14. Januar hu mir hir an enger Gedenkzeremonie heibannen „au revoir" gesot, an ech wëll soen, och wa si net méi bei eis ass, vergiess hu mer si net. Si huet eng Éiereplaz an eisen Häerzer.

Vergiess hu mer och net déi, déi viru 60 Joer dem Occupant d'Stir gebueden hunn. Mir, déi meescht, praktesch all Deputéierten hu sech virun hinne vernäipt, well mir sinn déif an hirer Schold. An dësem Zesummenhang mécht et mech nodenklech, datt et e ganze Koup vu jonke Mënsche gëtt, déi sech haut net méi schénge bewosst ze sinn, vu wou aus mer fortgaange sinn a wat e friddlecht a vereenten Europa eis alles bruecht huet. Et beweist, datt et vläicht wichteg ass, datt mer méi intensiv Rendez-vousë mat der Geschicht mussen organiséieren.

Dës Sessioun sollt nieft där normaler parlamentarescher Aarbecht awer och duerch zwee aner Evénementer gekennzeechent ginn, nämlech d'Lëtzebuerger Presidentschaft an der Europäescher Unioun an de Referendum iwwert d'EU-Verfassung. Ech wëll behaapten, datt Europa nach ni esou present an eisem Parlament war, wéi an de leschte siwe Méint.

Vill Leit dobaussen associéieren d'Présidence vun der Unioun ledeglech mat den Aarbechte vun der Regierung a vergiesse ganz oft, datt d'Parlament och säi Rôle am Kader vun der Présidence ze spillen hat. Esou wëllt ech haaptsächlech erënneren un déi Réuniounen hei zu Lëtzebuerg vun de Presidente vun den aussepolitesche Kommissiounen aus dem Europäesche Parlament, un d'Réunioun vun de Presidente vum COSAC a virun allem un d'Plenarsitzung vum COSAC.

Doriwwer eraus hu mer an Zesummenaarbecht mam Europaparlament jeeweils en interparlamentaresche Forum iwwert d'Strategie vu Lissabon, iwwert d'europäesch Wirtschaftspolitik an iwwert d'Finanzperspektive vun der Unioun organiséiert. Et war dat déi éischte Kéier an der Geschicht vun der Europäescher Unioun, wou sech d'Parlamentarier aus sämtleche Memberstate mat Vertrieder vum Europaparlament zesummefonnt hunn, fir sech an engem Gedankenaustausch ze beroden, wéi si an Zukunft an dëse fir d'Unioun esou wichtegen Dossiere solle virgoen. Et waren dëst Paradebeispiller wéi déi national Parlamenter an Zukunft och un der Gestaltung vun Europa bedeelegt kënne ginn.

D'Présidence bréngt dann awer och mat sech, datt interparlamentaresch Kontakter duerch eng grouss Zuel vu Visitë vun auslänneschen Delegatiounen zustane kommen. Mir haten d'Éier, net manner wéi 31 Delegatioune vun auslännesche Parlamentarier an der Chamber wëllkomm ze heeschen, dat vis-à-vis vu 14 Visiten an där leschter Sessioun. All dës Réuniounen a Visitë waren, wann een eis auslännesch Gäscht héieren huet, e vollen Erfolleg.

Dëst koum net vun ongeféier. Et war mat vill politescher Preparatioun a logistescher Organisatioun verbonnen. Duerfir wëll ech hei e grousse Merci ausspriechen un all déi Deputéierten a Mataarbechter vum Greffe, déi um Succès vun dëse Réunioune bedeelegt waren.

Mäi Merci gëllt och all deenen, déi matgeschafft hu bei der Informatiounscampagne vun der Chamber am Zesummenhang mam Referendum iwwert d'EU-Verfassung. Hei huet d'Chamber e feelerfräie Parcours duerchlaf. D'Auditioune mat der Zivilgesellschaft a mat der Bevölkerung ware gutt besicht, an datselwecht trëfft zou fir déi 14 Informatiouns- an Diskussiounsréuniounen, déi d'Chamber queesch duerch d'Land organiséiert huet. D'Chamber huet hir Responsabilitéit an dësem Dossier voll a ganz iwwerholl.

Nieft dësen aussergewéinlechen Aktivitéiten an der Chamber sinn awer och déi, wann ech mech däerf esou ausdrécken, méi normal parlamentaresch Aarbechten net ze kuerz komm. An der auslafender Sessiounsperiod huet d'Chamber bis elo net manner wéi 48 Plenarsitzunge gehat a 425 Kommissiounssitzungen. An deene leschten néng Méint hu mer iwwer 105 Gesetzestexter ofgestëmmt.

Och huet d'Chamber sech an dëser Sessioun mat den aktuelle gesellschaftleche Problemer ausernee gesat. Mir haten néng Heures d'actualité, mir hate sechs Questions avec débat, mir haten zwou Orientatiounsdebatten an dräi Interpellatiounen. Net ze vergiessen déi bis elo 53 mëndlech an 385 schréftlech Froen un d'Regierung. Een Aarbechtspensum, dat deem vun deene vergaangene Joren an näischt nosteet.

Duerfir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Regierung, dem Statsrot, de Chambres professionnelles, de Mataarbechter vun dësen Institutiounen an Administratiounen, de Mataarbechter vun de

Fraktioune souwéi all deenen, déi um legislative Prozess bedeelegt waren, meng Unerkennung auszedrécke fir déi Aarbecht, déi se geleescht hunn.

Ofschléissend wëll ech lech alleguerte Merci soe fir Är grouss Disziplin, déi Der an der vergaangener Sessioun un den Dag geluecht hutt.

(Interruptions diverses et hilarité)

Dir hutt mer d'Liewen net schwéier gemaach, an et ass och net verbueden, fir an Zukunft esou weiderzefueren!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Erlaabt mer dann um Enn vun dëser Sitzung, lech alleguerte mat Äre Familljen, awer och eisem Personal, der Press an de Sécherheetsorganer eng schéi Vakanz ze wënschen.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, wäre mer beim leschte Punkt vun eiser Sitzung ukomm, den Naturalisatiounen, fir déi ech de Huis clos wëll a muss ausspriechen. Voilà.

Plusieurs voix.- Très bien!

8. Demandes en naturalisation

M. le Président.- De Huis clos ass ausgesprach.

(Le huis clos est prononcé à 18.29 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 18.39 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 65 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat dräi Änneruge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 14 juillet 2005

1. ALIJAJ Florim, né le 22 octobre 1966 à Dujakë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
2. ALLERS Ursula, née le 3 octobre 1970 à Uitenhage (Afrique du Sud), demeurant à Tétange
3. ARNOLD Andreas, né le 24 novembre 1958 à Magdeburg (Allemagne), demeurant à Schifflange
4. BAHTIJARI Nefka, née le 11 janvier 1971 à Radesa (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
5. BILSKA Malgorzata Iwona, née le 31 décembre 1984 à Gdansk (Pologne), demeurant à Roodt-sur-Syre
6. BOUMANSOUR Wafae, née le 28 août 1971 à Rabat (Maroc), demeurant à Strassen
7. BUYL Roland Jean Georges, né le 12 décembre 1949 à Messancy (Belgique), demeurant à Schifflange
8. CHEVET Catherine Nicole, née le 17 juin 1967 à Saint-Mard (Belgique), demeurant à Rambrouch
9. CHINI Mina, née le 5 avril 1958 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg
10. COHEN Howard Jay, né le 24 août 1962 à Jersey City (États-Unis d'Amérique), demeurant à Howald
11. CORDEIRO DE ALMEIDA Célio Fernando, né le 27 août 1972 à Sobral/Mortagua (Portugal), demeurant à Blumenthal (Bech)
12. CORREIA FERNANDES FURTADO Gilberto, né le 17 décembre 1981 à Nossa Senhora da Graça (Cap-Vert), demeurant à Dudelange
13. CVJETKOVIĆ Vojislav, né le 1er juin 1983 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
14. DA SILVA RAMOS Lucia Maria, née le 13 septembre 1973 à Mortagua (Portugal), demeurant à Blumenthal (Bech)
15. DAUDBASIĆ Mirnes, né le 18 juin 1983 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg
16. DUELHOLM Mikael, né le 18 novembre 1953 à Fakse (Danemark), demeurant à Mertert
17. EBERT Lars, né le 6 juillet 1978 à Würzburg (Allemagne), demeurant à Dudelange
18. FABER Hans Walter, né le 15 novembre 1950 à Boos (Allemagne), demeurant à Echternach
19. FALJIĆ Nisvet, né le 3 août 1971 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Kehmen
20. FORMAN Charles Joseph Marie Bernard, né le 1er juillet 1958 à Arlon (Belgique), demeurant à Eischen
21. FRETZ Martine Ghislaine Albertine, née le 30 avril 1959 à Arlon (Belgique), demeurant à Eischen
22. FORMAN Kevin, né le 4 mars 1984 à Messancy (Belgique), demeurant à Eischen
23. GONÇALVES DE ALMEIDA Maria Antonia, née le 10 novembre 1960 à Buarcos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Ingeldorf

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DE ALMEIDA Tonia Maria.
24. GRÜN Yitshak, né le 19 septembre 1957 à Clug (Roumanie), demeurant à Strassen
25. TISHLER Nirit, née le 2 juin 1960 à Tel-Aviv (Israël), demeurant à Strassen
26. HAVENITH Jean Marie Pierre, né le 1er décembre 1953 à Dison (Belgique), demeurant à Knaphoscheid
27. SARAGA Marie-Claire, née le 2 décembre 1958 à Athus (Belgique), demeurant à Knaphoscheid
28. HEDWIG Klaus, né le 7 mars 1970 à Kronstadt-Brasov (Roumanie), demeurant à Medernach
29. IDMOUSSA Amal, née le 31 août 1973 à Casablanca (Maroc), demeurant à Luxembourg
30. JESIĆ Danijela, née le 18 janvier 1967 à Nis (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
31. KAMLACH Jiří, né le 29 septembre 1978 à Prague (République tchèque), demeurant à Heffingen
32. KARTHÄUSER Alexandra Maria, née le 3 avril 1971 à St. Vith (Belgique), demeurant Hobscheid
33. KHAZIMEH Jamshid, né le 24 mars 1936 à Birjand (Iran), demeurant à Helmsange
34. KNOLLE Erich Ernst Ulrich, né le 4 avril 1956 à Halle (Allemagne), demeurant à Luxembourg
35. KRATZ Véronique, née le 30 août 1969 à Creutzwald (France), demeurant à Kahler
36. LIMA FONSECA Francisca, née le 20 août 1965 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de LIMA Francisca.
37. MARTINS COSTA Daniel Filipe, né le 12 décembre 1980 à Vila Verde (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette
38. MASURA Blazej, né le 18 juin 1957 à Bratislava (Slovaquie), demeurant à Tétange
39. MEIER Hans David, né le 5 février 1979 à Saarbrücken (Allemagne), demeurant à Luxembourg
40. MLLOJA Samir, né le 21 juillet 1964 à Shkoder (Albanie), demeurant à Diekirch
41. VINJARI Majlinda, née le 9 février 1967 à Shkoder (Albanie), demeurant à Diekirch
42. MOELTER Theresia Erna, née le 3 août 1973 à Waimes (Belgique), demeurant à Grevenmacher
43. MUJAGIĆ Emir, né le 22 septembre 1969 à Kozarac (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange
44. MUSLIĆ Sead, né le 4 août 1972 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange
45. NISKOWSKI Krzysztof Adam, né le 10 mars 1966 à Malbork (Pologne), demeurant à Moersdorf (Wasserbillig)

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de NISKOWSKI Christof Adam.
46. NYANTE Veronica Yaa, née le 13 mars 1973 à Terna (Ghana), demeurant à Mersch
47. PANDACAN Riza, née le 2 février 1971 à Pila/Laguna (Philippines), demeurant à Belvaux
48. PARULYTE Gintare, née le 20 mars 1985 à Vilnius (Lituanie), demeurant à Mamer
49. PECOVSKA Gorica, née le 8 mars 1980 à Vinica (Macédoine), demeurant à Howald
50. PECOVSKA Suzana, née le 26 septembre 1981 à Kocani (Macédoine), demeurant à Howald
51. QUINTARD Pascal Fabrice, né le 21 mars 1964 à Cognac (France), demeurant à Roeser
52. RADICHEVSKAIA Natalia, née le 11 novembre 1977 à Moscou (Russie), demeurant à Luxembourg
53. RASTODER Arnela, née le 4 mai 1980 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange
54. RICHTARIK Roman, né le 20 mars 1982 à Bratislava (Slovaquie), demeurant à Luxembourg
55. RICHTARIK Stefan, né le 9 août 1961 à Nova Bana (Slovaquie), demeurant à Luxembourg
56. SCHACKMANN Johann, né le 15 novembre 1961 à Prümzurlay (Allemagne), demeurant à Luxembourg
57. FLESCH Gabriele Maria, née le 26 mars 1959 à Neumagen-Dhron (Allemagne), demeurant à Luxembourg
58. SHAGIDULLIN Albert, né le 1er mai 1966 à Novo-Soubaevo/Bashkiria (Russie), demeurant à Sandweiler
59. KOTOVA Svetlana, née le 17 octobre 1960 à Doubna/Moscou (Russie), demeurant à Sandweiler
60. STRUCK Rainer, né le 7 décembre 1964 à St. Vith (Belgique), demeurant à Schouweiler
61. THEISS Karin, née le 11 décembre 1967 à St. Vith (Belgique), demeurant à Schouweiler
62. TAVARES VALENTE Vasco, né le 15 octobre 1972 à Roge/Vale de Cambra (Portugal), demeurant à Dalheim
63. VAN TOLEDO Wouter, né le 1er janvier 1967 à Heemskerk (Pays-Bas), demeurant à Boevange-sur-Attert
64. VON RESTORFF Mirko Bernd Michael Wilfried, né le 20 octobre 1939 à Staniszow (Pologne), demeurant à Bereldange
65. YANG Ao, née le 4 octobre 1973 à Changzhou/Jiangsu (Chine), demeurant à Rumelange

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.40 heures)

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi page 514

Communications pages 514-515

Ordre du jour page 515

Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 515-519

5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;
- modification du Code de commerce;
- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;
- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;
- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;
- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie pages 519-520

5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen pages 520-522

5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement pages 522-525

5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses pages 525-527

5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002 page 527

5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes pages 527-528

4766 - Projet de loi concernant le sport et portant

a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;

b) modification du code des assurances sociales;

c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 528-537

4513 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998 pages 537-540

5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales pages 540-544
page 550

5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 544-546
page 550

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Londres en date du 7 juillet 2005 page 547

5486 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 pages 547-550

5476 - Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg pages 550-555

5477 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck pages 555-559

Discours de M. le Président Lucien Weiler pages 559-560

Demandes en naturalisation page 560

TABLE ANALYTIQUE SESSION 2004-2005

Compte rendu N°1

Paroles de bienvenue de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, entouré par M. le Vice-Président Jos Scheuer et M. le Vice-Président Niki Bettendorf à LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse page 1

Clôture de la 2e session extraordinaire 2004 et ouverture de la session ordinaire 2004-2005 et discours de S.A.R. le Grand-Duc Henri pages 1-2

Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général page 2

Composition des commissions parlementaires page 2

Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 2

Présidence d'honneur et octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés page 2

Communications pages 2-4

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 4

Ordre du jour page 4

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG relative à l'avenir de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCFL) pages 7-10

4754 - Proposition de loi portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel pages 10-12

Ordre du jour pages 12-13

5336 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck pages 13-16

5320 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville pages 16-18

5165 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le code pénal; 2. le code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts („Abgabenordnung") - Second vote constitutionnel pages 18-20

5236 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002 pages 20-21

4938 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000 pages 21-24

Composition des commissions parlementaires page 25

5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux pages 26-27

5176 - Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992 pages 27-28

4691 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;
- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;
- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;
- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;
- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;
- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II pages 28-30

5364 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

et

5365 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies pages 30-35

Ordre du jour page 35

Compte rendu N°2

Dépôt d'un projet de loi page 36

Communications page 36

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 36

Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux pages 40-50

Ordre du jour page 50

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 50-60

5343 - Projet de loi portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren pages 60-64

Dépôt d'un projet de loi page 65

Communication page 65

Dépôt d'une motion page 65

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la récente décision de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie pages 65-69

Discours de M. le Président de la Chambre des Députés pages 69-70

Discours de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen pages 70-71

Compte rendu N°3

Communications page 72

Ordre du jour page 72

5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 72-77
- Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden pages 77-81
- Discussion générale pages 99-114
- (suite - compte rendu N°4) pages 115-127 pages 128-134

4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001 pages 81-83

5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003 pages 83-84

Communication page 85

5260 - Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

et

5173 - Proposition de loi portant modification de l'article 22 du Code des assurances sociales pages 85-90

5373 - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach pages 90-94

5342 - Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

et

5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs pages 94-98

Ordre du jour page 99

Communications page 99

Compte rendu N°4

Communications page 115

Dépôt d'une proposition de loi page 128

5410 - Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution
- Déclaration de recevabilité page 128

Résolution de M. François Bausch relative à l'institution d'une convention sur l'avenir du Luxembourg

et

Résolution de M. Michel Wolter relative à l'institution d'une Commission spéciale chargée de mener un débat sur la structure administrative du pays pages 134-137

Motion de M. Aly Jaerling relative au carnet électoral pages 137-138

Ordre du jour page 138

Communications page 138

Composition des commissions parlementaires page 138

Ordre du jour pages 138-140

Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative aux problèmes rencontrés par les communes lors de l'application de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain pages 140-142

5327 - Projet de loi

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 142-154

Ordre du jour page 150

5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004 pages 154-159

5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 159

5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum pages 159-165

5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003 pages 165-168

Compte rendu N°5

5322 - Projet de loi modifiant

1. le Code des assurances sociales

2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 169-175 pages 177-178

5345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers pages 175-176

5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux page 176

5327 - Projet de loi

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 176-177

5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004 page 177

5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 177

5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum page 177

5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003 page 177

Discours de fin d'année de M. le Président page 178

Communications page 179

5414 - Proposition de loi de M. Paul-Henri Meyers portant révision des articles 37, alinéa 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution - Déclaration de recevabilité

et

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel - Déclaration de recevabilité page 179

Ordre du jour page 179

Déclaration du Gouvernement sur le programme de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et débat pages 179-187

Institution et composition de la commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» page 188

Dépôt d'une proposition de loi page 188

5370 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation et à l'extension de la maison de soins St Joseph à Pétange;

5372 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'État à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Âgées à Mamer

et

5369 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster pages 188-194

5413 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg pages 194-199

5132 - Projet de loi relative au référendum au niveau national

et

3762 - Proposition de loi tendant à instituer un référendum d'initiative populaire pages 199-206

Compte rendu N°6

Communications page 207

Admission à la retraite du Président de la Cour des Comptes page 207

5433 - Proposition de loi de M. Félix Braz relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics - Déclaration de recevabilité;

5436 - Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution de M. Félix Braz - Déclaration de recevabilité;

5438 - Proposition de loi de Mme Colette Flesch portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain - Déclaration de recevabilité

et

5441 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain - Déclaration de recevabilité page 207

Rôle des affaires page 207

Ordre du jour pages 207-208

5394 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M pages 210-216

5362 - Projet de loi portant:

1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et

2. modification:

   - de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

   - du code d'instruction criminelle pages 216-218

5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003 pages 218-220

Communications pages 220-221

Rôle des affaires page 221

Composition des commissions parlementaires page 221

Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en oeuvre du rapport d'audit de McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises pages 222-225

Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus» pages 225-226

5096 - Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht pages 226-229

5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

et

5287 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003 pages 229-232

Communications page 232

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national „Drogues“ pages 232-236

5312 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal pages 236-239

Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes page 239

Ordre du jour page 240

Communications page 240

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'énergie de sources renouvelables pages 240-243

5308 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003;

5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003

et

5341 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale pages 243-244

5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004 pages 244-245

5417 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA page 245

5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003 pages 245-246

5397 - Projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003 page 246

5348 - Projet de loi portant création

a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;

b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé pages 246-251

5407 - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures pages 251-253

5042 - Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992 pages 253-254

5340 - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications pages 254-257

Compte rendu N°7

Communications page 258

Ordre du jour page 258

Intervention de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 258

Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA) pages 258-272

5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution pages 272-273

Communications page 274

5450 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers page 274

Composition des commissions parlementaires page 274

Ordre du jour pages 274-275

Dépôt d'une résolution page 275

5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique» pages 279-283

5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides pages 283-286

Dépôt de deux projets de loi page 286

Ordre du jour page 286

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 288-291

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre pages 291-295

5171 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002 pages 295-297

5166 - Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant

l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales pages 297-298

5306 - Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance page 298

5298 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999 page 298

Ordre du jour pages 298-299

Compte rendu N°8

Hommage à la mémoire de M. Jos Brebsom, Député honoraire page 300

Communications page 300

Dépôt d'une motion et ordre du jour pages 300-301

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la politique d'expulsion du Gouvernement de demandeurs d'asile déboutés pages 301-306

Ordre du jour page 306

5443 - Projet de loi portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004 pages 306-310

Question préalable de M. Jacques-Yves Henckes page 310

5297 - Projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts pages 310-318

Communications page 318

Rôle des affaires page 318

Ordre du jour pages 318-319

Motion de M. Robert Mehlen relative à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes en Chine pages 319-322

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes page 322

5231 - Projet de loi portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) pages 322-324

5402 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003 pages 324-326

5262 - Projet de loi portant approbation:

a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997;

b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997;

c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999;

d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal pages 326-328

Résolution de M. Claude Meisch relative à l'instauration d'une commission spéciale chargée de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines en vue de l'élaboration de propositions législatives en la matière pages 328-329

Communications page 329

Composition des commissions parlementaires page 329

Règlement de la Chambre des Députés page 329

Ordre du jour pages 329-330

5277 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime pages 330+331

5384 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard pages 330-331

Débat sur l'application du principe de subsidiarité dans le cadre du troisième paquet ferroviaire pages 331-340

Compte rendu N°9

4902 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999 pages 341-342

5178 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques;

5179 - Projet de loi portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques;

5180 - Projet de loi portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5181 - Projet de loi

- relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et
- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle pages 342-352

Ordre du jour page 352

Communications page 352

Ordre du jour page 352

Interpellation de M. Lucien Clement au sujet de la politique de gestion des crues et des inondations pages 357-364

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le rapport d'activité 2004 du Comité de surveillance du sida pages 364-367

5419 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, faite à Genève, le 21 mai 2003 pages 367-373

Dépôt d'un projet de loi page 373

5432 - Projet de loi portant approbation - de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 - de l'Accord entre les États parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004 pages 373-375

Compte rendu N°10

Communications pages 376-377

Ordre du jour et dépôt d'une motion page 377

Dépôt d'une proposition de loi page 377

Motion de Madame Anne Brasseur relative aux devoirs à domicile pages 381-383

5472 - Projet de loi portant

1. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles Néerlandaises des 13 mai 2004 et 27 août 2004;

2. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba des 13 mai 2004 et 9 novembre 2004;

3. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

4. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

5. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

6. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Turks et Caïcos des 23 novembre 2004 et 1er avril 2005;

7. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Anguilla des 23 novembre 2004 et 21 janvier 2005;

8. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Cayman des 23 novembre 2004 et 31 mars 2005;

9. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, Montserrat des 23 novembre 2004 et 7 avril 2005;

10. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Vierges Britanniques des 23 novembre 2004 et 11 avril 2005;

11. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 383-384

Débat de consultation sur l'évolution du chômage au Luxembourg pages 384-398

5275 - Projet de loi portant

a) fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

c) modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

d) abrogation de la loi du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire;

e) modification de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

f) modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

g) modification de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

h) modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 399-402

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2003 - N°5470 pages 402-403

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Président de la Cour des Comptes page 403

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications page 403

Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud pages 404-416

(suite - compte rendu N°11) pages 449-450

Communications page 416

5480 - Proposition de loi de Monsieur Ben Fayot portant modification

a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs - Déclaration de recevabilité page 416

Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot sur la décision de procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe page 416

Résolution de M. Ben Fayot sur la décision de procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 416-418

5454 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire pages 418-422

5416 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004 page 423

5334 - Projet de loi modifiant

1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

2. le Code des assurances sociales

3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi

5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

6. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs pages 423-430

Compte rendu N°11

Communications pages 431-432

Dénomination de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire page 432

Ordre du jour page 432

5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 pages 432-449

5466 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington, le 2 décembre 1946

- du Protocole, fait à Washington, le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946 pages 450-451

5376 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «EUROCONTROL» du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002 pages 451-452

5396 - Projet de loi portant approbation

- de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958, et approuvé par la loi du 1er août 1971 (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions);

- de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998 page 452

5355 - Projet de loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles pages 453-457

5456 - Projet de loi relative à la revalorisation du site de Höhenhof pages 457-459

Communications pages 459-460

Ordre du jour et dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen page 460

5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution (Second vote constitutionnel) page 460

5457 - Projet de loi relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange pages 460-463

5464 - Projet de loi relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville pages 463-466

Motion de M. Gast Gibéryen relative à la campagne d'information du Gouvernement dans le cadre du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 466-468

Déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement des États membres de l'Union européenne sur la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe (Conseil européen des 16 et 17 juin 2005) pages 468-477

Compte rendu N°12

Ordre du jour page 478

5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pages 478-479 page 481

5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances pages 479+481

5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

et

5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 479-481 pages 481-482

Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «REACH» proposé par la Commission européenne pages 482-490

5449 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 492-499

5455 - Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz pages 499-501

Communications page 502

Retrait du rôle des affaires page 502

5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote pages 502-510 page 512

5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) pages 510-512 page 513

5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension page 512 page 513

Compte rendu N°13

Dépôt d'un projet de loi page 514

Communications pages 514-515

Ordre du jour page 515

Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 515-519

5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;

- modification du Code de commerce;

- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;

- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;

- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie pages 519-520

5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen pages 520-522

5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement pages 522-525

5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses pages 525-527

5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002 page 527

5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes pages 527-528

4766 - Projet de loi concernant le sport et portant

a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;

b) modification du code des assurances sociales;

c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 528-537

4513 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998 pages 537-540

5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales pages 540-544 page 550

5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 544-546 page 550

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Londres en date du 7 juillet 2005 page 547

5486 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 pages 547-550

5476 - Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg pages 550-555

5477 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck pages 555-559

Discours de M. le Président Lucien Weiler pages 559-560

Heures de questions au Gouvernement:

Compte rendu N°1

- Question N°1 du 26 octobre 2004 de Monsieur Marco Schank relative aux installations photovoltaïques en zone verte et l'établissement d'un plan sectoriel pour parcs éoliens, adressée au Ministre de l'Environnement page 4

- Question N°2 du 26 octobre 2004 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la lutte contre le tabagisme au niveau national, adressée au Ministre de la Santé page 5

- Question N°3 du 26 octobre 2004 de Monsieur Henri Kox relative à la promotion et aux primes en faveur des énergies renouvelables, adressée au Ministre de l'Environnement pages 4-5

- Question N°4 du 26 octobre 2004 de Madame Anne Brasseur relative aux infrastructures sportives, adressée au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 5-6

- Question N°5 du 26 octobre 2004 de Monsieur Robert Mehlen relative aux travaux de la route du Nord, adressée au Ministre des Travaux publics page 6

- Question N°6 du 26 octobre 2004 de Madame Viviane Loschetter relative aux droits de pension en cas de divorce, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 6

- Question N°7 du 26 octobre 2004 de Monsieur Gast Gibéryen relative à un rapport annuel sur les subventions de l'État, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 6-7

Compte rendu N°2

- Question N°8 du 15 novembre 2004 de Madame Martine Stein-Mergen au sujet de l'information des parents en matière des infections au molluscum contagiosum, adressée au Ministre de la Santé pages 36-37

- Question N°9 du 16 novembre 2004 de Monsieur Xavier Bettel au sujet de la mise en œuvre pratique de la loi sur le partenariat, adressée au Ministre de la Justice page 37

- Question N°10 du 12 novembre 2004 de Monsieur Roger Negri au sujet des conditions à respecter et des mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord) prévues par la loi du 27 juillet 1997, adressée au Ministre de l'Environnement et au Ministre des Travaux publics pages 37-38

- Question N°11 du 16 novembre 2004 de Monsieur Aly Jaerling au sujet des pensions dans le secteur privé, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 38

- Question N°12 du 16 novembre 2004 de Monsieur Marcel Glesener au sujet de la professionnalisation accrue de l'armée luxembourgeoise, adressée au Ministre de la Défense page 38

- Question N°13 du 16 novembre 2004 de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, adressée au Ministre des Travaux publics pages 38-39

- Question N°14 du 12 novembre 2004 de Madame Claudia Dall'Agnol concernant les démarches futures du Gouvernement au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 39

- Question N°15 du 16 novembre 2004 de Monsieur Emile Calmes concernant l'adhésion de la commune de Bastendorf au Syndicat du Crématoire de Luxembourg, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 39

- Question N°16 du 16 novembre 2004 de Monsieur Laurent Mosar au sujet des répercussions budgétaires des récentes décisions de l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 39

- Question N°17 du 15 novembre 2004 de Monsieur Ben Fayot au sujet d'une introduction éventuelle d'une taxe sur l'occupation de logements destinés à l'habitation et utilisés à des fins commerciales, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 39-40

- Question N°18 du 15 novembre 2004 de Monsieur Jos Scheuer au sujet des mesures de sécurité au bâtiment scolaire «Jenker» du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, adressée au Ministre des Travaux publics page 40

Compte rendu N°6

- Question N°19 du 22 février 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie d'un appareil médical d'électrostimulation TENS et les électrodes respectives, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 208

- Question N°20 du 21 février de Madame Anne Brasseur relative au «Neie Lycée» et à sa présentation sur le site Internet, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 209

- Question N°21 du 21 février 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative au virus de la grippe, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 209

- Question N°22 du 21 février 2005 de Monsieur Jean-Pierre Klein relative au bilan au niveau de la psychiatrie et les démarches futures du Gouvernement, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (Art. 78-1) page 209

Compte rendu N°7

- Question N°23 du 21 mars 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative aux infrastructures scolaires, adressée au Ministre des Travaux publics pages 275-276

- Question N°24 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'Université de Luxembourg, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 276

- Question N°25 du 21 mars 2005 de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 276

- Question N°26 du 21 mars 2005 de Monsieur Camille Gira relative au plan d'intervention d'urgence en cas de pollution de l'eau potable, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 276-277

- Question N°27 du 21 mars 2005 de Madame Vera Spautz relative au «gender mainstreaming» dans les ministères de l'État, adressée au Ministre de l'Égalité des chances page 277

- Question N°28 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'introduction d'une interdiction de fumer dans les restaurants, adressée au Ministre de la Santé pages 277-278

- Question N°29 du 21 mars 2005 de Monsieur Roland Schreiner relative aux négociations salariales dans le secteur public, ainsi que sur la révision des salaires, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 278

- Question N°30 du 22 mars 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'action de sauvetage de la CEPAL, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 278-279

- Question N°31 du 21 mars 2005 de Monsieur John Castegnaro relative au remboursement des analyses médicales, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 279

- Question N°32 du 22 mars 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la politique d'aménagement du Territoire, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 279

Compte rendu N°9

- Question N°33 du 3 mai 2005 de Monsieur Roger Negri relative à l'extension du tracé Luxembourg-Gouvy-Liège, adressée au Ministre des Transports page 353

- Question N°34 du 3 mai 2005 de Monsieur Camille Gira relative à la réduction des participations de l'État à accorder aux communes et syndicats intercommunaux par le biais du fonds pour la protection de l'environnement, adressée au Ministre de l'Environnement page 353

- Question N°35 du 3 mai 2005 de Monsieur Marco Schank relative à la réduction des émissions de polluants atmosphériques, adressée au Ministre de l'Environnement pages 353-354

- Question N°36 du 3 mai 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux dépassements réguliers des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes-feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Differdange, Esch-sur-Alzette, Schifflange), adressée au Ministre de la Santé page 354

- Question N°37 du 29 avril 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au génocide arménien, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 354-355

- Question N°38 du 3 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au diplôme d'ingénieur industriel, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 355

- Question N°39 du 3 mai 2005 de Monsieur Laurent Mosar relative au résultat d'élection présidentielle au Togo, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 355

- Question N°40 du 3 mai 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'étude initiée par le Ministère de l'Agriculture concernant le secteur de viande au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 355-356

- Question N°41 du 2 mai 2005 de Monsieur Claude Adam relative à la circulaire de printemps adressée au personnel enseignant et aux administrations communales, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 356

- Question N°42 du 3 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à l'actuel CATP «auxiliaire économe» qui serait transformé en «auxiliaire de vie», adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 356-357

Compte rendu N°10

- Question N°43 du 31 mai 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie des substituts nicotiniques et du bupropion utilisés dans le cadre du sevrage tabagique, adressée au Ministre de la Santé pages 377-378

- Question N°44 du 31 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la création d'un statut pour les «assistants éducatifs à domicile», adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

- Question N°45 du 30 mai 2005 de Monsieur Marc Angel relative aux domiciliations de secours, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

- Question N°46 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative aux «enseignants vacataires» décrits dans l'article 39 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de l'Égalité des chances page 379

- Question N°47 du 31 mai 2005 de Madame Lydia Mutsch relative aux mesures décidées dans le cadre de l'assemblée générale de l'UCM en novembre 2004, adressée au Ministre de la Sécurité sociale pages 378-379

- Question N°48 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative au paiement des indemnités auprès du Centre national de formation professionnelle continue, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 379-380

- Question N°49 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à la proposition de directive concernant l'aménagement du temps de travail, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 380-381

- Question N°50 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'indemnité de réemploi, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 380

Questions avec débat:

Question avec débat N°1 de M. John Castegnaro relative à l'évolution du chômage (compte rendu N°7) pages 286-288

Question avec débat N°2 de M. Claude Adam relative à la création et au fonctionnement du lycée pilote (compte rendu N°9) page 357

Question avec débat N°3 de M. Marco Schank relative aux eaux de baignade au Luxembourg (compte rendu N°12) pages 491-492

Questions urgentes:

Question urgente N°205 de Mme Lydie Err relative au projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (compte rendu N°4) page 128

Question urgente N°314 de M. Robert Mehlen relative à la fermeture de la fonderie VALFOND à Mersch (compte rendu N°6) pages 221-222

Question urgente N°463 de M. Aly Jaerling relative à la fermeture du département «Anesthésie-Réanimation» de la Clinique Sainte Marie à Esch-sur-Alzette (compte rendu N°10) page 404

Question urgente N°488 de M. Gast Gibéryen concernant la réunion d'information dans l'enceinte du Lycée technique des Arts et Métiers sur le traité établissant une Constitution européenne (compte rendu N°12) pages 490-491

Questions parlementaires:

Question parlementaire N°14 de M. Aly Jaerling relative à l'augmentation de capital chez Arcelor (compte rendu N°1) pages 25-26

Question parlementaire N°212 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité au Centre pénitentiaire (compte rendu N°7) page 291

Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (compte rendu N°2) pages 64-65

Demandes en naturalisation (compte rendu N°3) pages 98-99

Demandes en naturalisation (compte rendu N°5) pages 178-179

Demandes en naturalisation (compte rendu N°6) pages 239-240

Demandes en naturalisation (compte rendu N°7) page 273

Demandes en naturalisation (compte rendu N°8) page 340

Demandes en naturalisation (compte rendu N°10) pages 403-404

Demandes en naturalisation (compte rendu N°13) page 560

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 13 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0256	M. Laurent Mosar	Retrait du permis de conduire (chauffeurs professionnels)
0407	M. Aly Jaerling	Attributions des services de sécurité privés
0419	M. Henri Kox et M. Camille Gira	Projet de réduction active des nitrates dans l'eau
0421	M. Ben Fayot	Étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg
0423	M. Marcel Oberweis	Trajet futur de la PC15, piste cyclable de l'Alzette
0428	M. Xavier Bettel	Terrain d'aviation de Noertrange
0432	M. Marco Schank, M. Ali Kaes et M. Jean-Paul Schaaf	Réalisation de nouvelles infrastructures scolaires au Lycée technique agricole à Ettelbruck
0436	M. Lucien Thiel	Exécution des travaux d'études et de réalisation de projets ferroviaires
0438	Mme Christine Doerner	Construction d'un nouveau centre intégré pour personnes âgées à Rumelange
0440	M. Jacques-Yves Henckes	Introduction d'un jour férié légal «Journée de l'Europe»
0441	M. Claude Meisch	Extension de la décharge «Pafewee»
0442	M. Ali Kaes	Réaménagement du CR377 entre Brandenbourg et Kippenhof
0443	M. Aly Jaerling	Contrat de travail ATI
0444	M. Robert Mehlen	Suppression du carrefour dangereux entre E29 (Luxembourg-Echternach) et CR137 (Bech-Consdorf)
0445	M. Marcel Oberweis	Création du Conseil supérieur pour le développement durable
0446	M. Claude Meisch	Gestion de l'enseignement préscolaire et primaire par les communes
0448	M. Ben Fayot	Formation de spécialisation de 3e cycle en art thérapie (musique, arts plastiques, arts de la scène)
0449	M. Félix Braz	Valorisation des wagons de marchandises du type GS de la S.N.C.F.L.
0450	M. Marc Angel	Établissement d'une pharmacie dans le quartier «Fetschenhaff-Cents»
0451	M. Jean-Pierre Koepp	Tracé ferroviaire «Luxembourg-Gouvy-Liège»
0453	M. Marcel Oberweis	Rénovation du Château de Schoenfels
0454	M. Carlo Wagner	Gestion et organisation du Musée du Vin d'Ehnen
0455	M. Carlo Wagner	Congé sportif
0456	M. Marcel Oberweis	Renaturation de l'Alzette dans le cadre de la construction de l'A7
0457	Mme Claudia Dall'Agnol	Reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires
0458	M. Jacques-Yves Henckes	Port obligatoire d'un gilet de sécurité fluorescent (Code de la Route)
0460	M. Gast Gibéryen	Contrôle médical des pilotes
0461	M. Roger Negri	Transport combiné accompagné (autoroute ferroviaire/autoroute roulante)
0462	M. Jean-Pierre Koepp	Canotage sur la Sûre
0465	M. Carlo Wagner	Administrateur délégué auprès de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l.
0467	Mme Nancy Arendt	Lutte antitabac
0469	M. Marcel Oberweis	Programme agro-environnemental national
0470	M. Patrick Santer	Numérisation des livres sur support informatique (bibliothèque)
0471	M. Patrick Santer	Institut de médecine légale

Question 0256 (21.1.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **retrait du permis de conduire (chauffeurs professionnels):**

Les chauffeurs de bus qui, suite à une infraction commise contre le Code de la Route, ont écopés d'un retrait de leur permis de conduire suite à une décision judiciaire ou administrative ne sont actuellement pas dans l'obligation d'en informer leurs employeurs. Cela n'est pas sans poser des problèmes à ses employeurs qui, en méconnaissance de cause, risquent de laisser conduire leurs bus par des chauffeurs ayant fait l'objet d'un retrait du permis de conduire. Or, au vu des énormes responsabilités qui incombent aux employeurs, une information relative à un tel retrait de permis de conduire m'apparaît être dans l'intérêt du bon fonctionnement des transports publics et dans l'intérêt de tous les usagers.

Pour ces raisons j'aimerais poser la question suivante aux Ministres des Transports et de la Justice:

N'y a-t-il pas un moyen d'instaurer une information automatique transmise, soit par les autorités judiciaires, soit par le Ministère des Transports, qui renseigne les employeurs de toute mesure de retrait du permis de conduire affectant un de leurs chauffeurs professionnels?

Réponse commune (7.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert sur la possibilité par respectivement les autorités judiciaires ou le Ministère des Transports d'informer d'office les employeurs de toute mesure de retrait du permis de conduire encourue par leurs employés, chauffeurs professionnels.

Les données personnelles des titulaires de permis de conduire, y compris celles relatives à une éventuelle mesure de retrait, de suspension ou de restriction du droit de conduire, sont reprises dans la banque de données nominatives des titulaires et demandeurs de permis de conduire, autorisée par règlement grand-ducal du 10 juillet 1995. Le Ministère des Transports est responsable du traitement de ces données alors que le Centre informatique de l'État agit en tant que sous-traitant.

Ce même règlement grand-ducal limite la communication de certaines de ces données au Parquet général et à la Police grand-ducale, pour autant qu'ils justifient d'un intérêt légitime et que ces données les concernent directement dans l'accomplissement de leurs missions légales.

En conséquence, il échet de constater que le cadre réglementaire actuel ne permet pas de communiquer des informations contenues dans la banque de données en question à d'autres personnes que celles reprises expressément au règlement grand-ducal du 10 juillet 1995, précité.

Toujours est-il qu'en vertu du droit d'accès établi par l'article 28 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, toute personne concernée peut solliciter auprès du responsable du traitement, en l'occurrence le Ministère des Transports, l'accès aux données la concernant ainsi que la communication de ces données.

Cette pratique est déjà établie au Ministère des Transports par la communication aux personnes qui en font la demande des données les concernant, en particulier celles relatives au statut de leur droit de conduire dont elles auront besoin, le cas échéant, dans leurs relations avec l'employeur.

Un automatisme de communication des données dont question à des tierces personnes autres que celles visées expressément par le règlement grand-ducal du 10 juillet 1995 précité nécessiterait pourtant une modification législative.

Les ministres concernés estiment qu'il y a lieu d'examiner une telle modification législative. Dans ce cadre, les réflexions suivantes doivent toutefois être menées:

- une communication des décisions en matière pénale, telle qu'envisagée dans la question parlementaire, pose le problème plus général de la transmission de décisions de justice, en toutes matières, à des personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public, qui prétendent avoir un intérêt légitime à les obtenir;
- de nouvelles dispositions législatives prévoyant la transmission de données judiciaires à des tiers doivent respecter les critères de légitimité et de proportionnalité inscrits dans la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- la communication de condamnations pénales aux employeurs de certaines catégories de salariés devra être examinée au regard des règles du droit du travail et du principe constitutionnel d'égalité de traitement.

Question 0407 (18.4.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **attributions des services de sécurité privés:**

An der Lescht gouf ech a menger Fonctioun als Volleksvertrieder méi oft vu Matbierger mat der Fro befaasst, wéi wäit d'Recht vu Verkeefer(innen) oder private Sécherheetsdéngschter geet, Clienten op Déifstallverdacht hin ze ënnersichen an esouguer festzehalen. Kuerz: Awéiwäit se Police spillen däerfen.

Mir goufe Fäll rapportéiert, déi ech als un der Limite vun der Verletzung vu verfassungsméisseg garantéierten individuelle Rechter gesinn. D'Leit ware meeschtens och entspriechend opbruecht. Wie sech nähmlech weigert seng Privatsaachen duerchwullen ze loossen, setzt sech automatesch dem Verdacht aus, eppes geklaut ze hunn. Et kënnen awer och hei gutt perséinlech Grënn bestoen, firwat eng Persoun sech esou enger Fouille verweigert (Schimt, Houfert, etc.).

Duerfir bieden ech den Här Minister zu folgende Froe Positioun ze bezéien:

1. Ass e Supermarché oder eng Akafsgalerie op privatem Terrain oder si soss Geschäftsraim als öffentleche Raum ze wäerten oder handelt et sech hei ëm e reng private Raum?
2. Hu Verkeefer oder privat Sécherheetsdéngschter d'Recht an dësem Raum Privatpersounen, déi sech weigere sech op geklaute Wuer hin ënnersichen ze loossen, festzehalen, bis datt dëi erbäigeruffe Police kënnt?
3. Ass e Bierger verflicht seng Akafstut, Poschen, oder Akafstuten aus anere Geschäfter opzemaachen a se vun deem dat froende Personal ënnersichen ze loossen? Wa jo, wéi wäit géing an esou engem Fall dëst Ënnersichungsrecht vun einfache Bierger (rspektiv frieme Statsbierger) u Matbierger (z.B. och d'Gezai, dat se unhunn?) goen?
4. Wann eng Persoun widerrechtlech festgehale gouf, wéi huet d'Police sech an deem Fall par rapport zum Propriétaire respektiv dem zoustännege Persanal vun deem Geschäft ze verhalen - kann dee festgehalene Bierger Plainte géint dës Fräiheetsberaubung aleeën?
5. Wéi oft gouf d'Police 2004, landeswäit, fir esou Situatiounen an d'Geschäfter geruff a wéi oft huet sech an dëse Fäll de Verdacht vum Verkafspersonal oder de private "Sécherheetsleit" als berechtegt erwisen?

Réponse (17.6.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En Akafszentrum ass keen öffentlechen, mä e private Raum, dee fir de Publikum wärend de Geschäftszäiten op an zougänglech ass.

Den Artikel 43 vun der Kriminalprozessuerdnung bestëmmt, datt am Fall wou een in flagranti dobäi erwëscht gëtt, e Verbriechen oder en Delikt ze begoen, all Persoun berechtegt ass de Schëllegen ze ergräifen an hie bei en Officier de Police judiciaire ze féieren. Am Fall vun engem Déifstall gëllt dësen Artikel 43.

Wat d'Iwwerpréiwe vum Inhalt vu Poschen an Handtäschen ugeet, ass kee verflicht, dës op Ufro vum Geschäftspersonal ze maachen. Et ass nämlech de Policeagente virenthalen, eng Duerchsichung duerchzeféieren, an nëmmen dann, wann déi legal Konditiounen erfëllt sinn. Et ass awer ze bemierken, datt wann eng Persoun säin Accord gëtt fir sech vun engem Drëtten duerchsichen ze loossen, dorauser keng Illegalitéit entsteet.

Fir eng Persoun déi der Meenung ass, zu Onrecht oder géint hire Wëlle festgehale ginn ze sinn, besteet d'Méiglechkeet, eng Plainte bei der Police oder bei der Justizbehörde anzereechen, gemäss den Dispositioune vum Strofgesetzbuch.

2004 hunn d'Servicë vun der Police 1.187 Kloe wéinst Ladendéifstall an 22 wéinst Déifstallversuch agedroen.

Question 0419 (27.4.2005) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **projet de réduction active des nitrates dans l'eau:**

Lors d'une conférence publique le 15 mars à la SEBES à Esch-sur-Sûre, le Dr Peter Manusch de l'organisation Naturland a illustré le programme de protection de l'eau de la Ville de Munich et leur coopération avec les agriculteurs pour une amélioration sensible de la qualité de l'eau potable.

Depuis 1992, la Ville de Munich a favorisé financièrement la conversion volontaire des agriculteurs de la région du «Mangfalltal» - région qui comprend 80% des ressources d'eau potable de Munich - vers l'agriculture biologique pour diminuer les effets nuisibles de l'agriculture classique sur l'eau potable (nitrates et résidus de pesticides). Aujourd'hui, après que 110 agriculteurs représentant 88% de la surface cultivée se sont reconvertis dans l'agriculture biologique, les nitrates ont diminué d'un tiers (de 15 à 10 mg/l NO_3) et les résidus de pesticides sont tombés en-dessous du seuil de détection.

Le Ministre de l'Intérieur, présent lors de cette conférence, a déclaré qu'un tel projet serait également envisageable chez nous et qu'il était en faveur d'un tel projet. Ceci nous semble d'autant plus souhaitable que le taux de nitrates est en constante augmentation et dépasse régulièrement les 20 mg/l.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes:

- Le Ministre de l'Agriculture partage-t-il l'avis du Ministre Halsdorf en ce qui concerne la faisabilité d'un tel projet à Luxembourg?
- Est-ce que le Ministre Boden commencera un dialogue sérieux avec les acteurs de l'agriculture pour mettre en route de tels projets au Luxembourg?
- Est-ce que les Ministres Boden et Halsdorf supportent l'idée d'un projet de conversion vers l'agriculture biologique pour le bassin-versant du Lac d'Esch-sur-Sûre? Qu'en est-il pour d'autres régions et sources?
- Combien d'agriculteurs appliquent actuellement les règles de l'agriculture biologique (cahier de charge sur l'agriculture biologique EG 1992/91) dans le bassin-versant du lac d'Esch-sur-Sûre et plus particulièrement dans les zones de protection?
- Combien d'agriculteurs sont en cours de conversion dans les mêmes zones?

Réponse commune (1.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les honorables Députés se réfèrent à un programme de protection des eaux potables par le biais de l'agriculture biologique, initié par la ville de Munich et exposé lors d'une conférence publique dans les locaux du SEBES à Esch-sur-Sûre, pour s'enquérir sur les possibilités de réduction active des nitrates dans l'eau par la reconversion vers l'agriculture biologique.

Avant de répondre aux questions posées, il importe de rappeler brièvement que depuis une quinzaine d'années déjà, une multitude d'efforts et de projets pour propager des pratiques agricoles améliorées dans des zones tributaires des ressources en eau potable ont été soutenus par le Ministère de l'Agriculture et ses services concernés. D'ailleurs, le monde agricole lui-même est parfaitement conscient de l'enjeu de la protection des eaux potables et n'a pas manqué de développer des initiatives dans ce domaine, dont notamment la création d'un service de vulgarisation agricole auprès de la Chambre d'Agriculture qui s'occupe prioritairement des zones de captage des eaux du Syndicat des Eaux du Sud (SES), des communes de Redange, Bech, Vichten/Bissen, et de Junglinster. À noter que les conseillers agricoles de ce service, ainsi que ceux de l'Oeko-Fonds/Jongbaueren-Jongwënzer et du Naturpark Öewersauer sont largement cofinancés par le Ministère de l'Agriculture.

Le travail pratique de ces conseillers repose essentiellement sur les travaux analytiques et de recherche initiés par le SES et coordonnés par le «groupe nitrates» lequel réunit des spécialistes du SES, de l'Administration de la Gestion de l'Eau, de l'Administration des Ponts et Chaussées (service géologique), de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture, de la Fondation universitaire luxembourgeoise d'Arlon et de la Chambre d'Agriculture. Les travaux de ce groupe avec les enseignements des projets de l'Oeko-Fonds/Jongbaueren-Jongwënzer à Schuttrange, Contern et Redange, ainsi que ceux du conseiller agricole oeuvrant dans la zone du Lac de la Haute-Sûre ont abouti à un régime d'aides agro-environnementales spécifique. Ce régime d'aides - qui se situe dans le cadre du plan de développement rural (PDR) comme élément de la PAC (politique agricole commune) - prévoit un soutien financier pour des pratiques agricoles améliorées et mieux compatibles avec les exigences de la protection des eaux potables, y compris l'agriculture biologique. Il existe, partant, déjà actuellement un instrument performant destiné à soutenir les efforts dans le domaine de la protection des eaux.

Ceci dit et en guise de réponse aux trois premières questions, il importe avant tout d'analyser l'impact qu'un projet tel que visé par les honorables Députés est susceptible d'avoir sur la qualité des eaux potables dans la zone du Lac de la Haute-Sûre. En effet, on doit constater que pendant les cinq dernières années, les concentrations en nitrates du Lac de la Haute-Sûre n'ont pas progressé et une légère tendance à la baisse a même été observée. Cette tendance doit certainement être vue dans le contexte du succès non négligeable du régime d'aides agro-environnementales dans la région du Lac de la Haute-Sûre.

De plus, il importe de ne pas oublier que les 2/3 du bassin-versant du Lac de la Haute-Sûre sont situés sur le territoire de la Belgique.

Finalement, il y a lieu de remarquer que le projet proposé ne constitue pas l'unique méthode pour assurer la protection des eaux potables et que de tels projets ne sont réalisés que très sporadiquement dans les pays germanophones. En tout état de cause, il importe au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et au Ministre de l'Intérieur de soutenir tout projet adéquat susceptible de contribuer à améliorer la qualité des eaux potables dans la zone du Lac de la Haute-Sûre.

Quant aux questions 4 et 5, elles appellent la réponse suivante:

Actuellement, il y a cinq exploitations entièrement converties à l'agriculture biologique qui exploitent des parcelles dans le bassin-versant du Lac de la Haute-Sûre et deux exploitations en phase de conversion à l'agriculture biologique.

À noter par ailleurs que dans cette zone quelque 65 exploitations participent à des mesures agro-environnementales visant la préservation de la qualité des eaux potables.

Question 0421 (28.4.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg:**

Il y a deux ans, une commission spéciale a été instaurée auprès de Monsieur le Premier Ministre pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg.

Après un départ prometteur dans un domaine du plus haut intérêt pour la clarification d'un aspect douloureux de l'histoire de notre pays, il apparaît que cette commission bute depuis quelque temps sur un obstacle de nature technico-financière.

En effet, pour avancer dans ses travaux, la commission pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg a besoin de consulter les archives de l'ancien Office des dommages de guerre.

Ces archives avaient été déposées dans les caves de l'Athénée et s'étaient fortement dégradées au fil des années de sorte qu'elles ne sont toujours pas consultables. Elles doivent être nettoyées et remises en état. Or, cette opération qui est toujours en cours a été retardée suite à la diminution des crédits nécessaires à cette fin au budget 2005.

Si ce n'est pas la première fois que l'on constate la misère des archives publiques dans notre pays, malgré le grand engagement des Archives nationales et de son personnel, peut-on espérer, dans le cas présent, que la remise en état des Archives des dommages de guerre soit enfin menée à bonne fin dans les meilleurs délais?

Réponse (18.7.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Fonds des dommages de guerre comprend:

- 190 liasses concernant la Première Guerre mondiale (+/- 32 m linéaires);
- environ 90.000 dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (+/- 662 m linéaires);
- 1.180 dossiers administratifs ayant trait à la période de la Deuxième Guerre mondiale;
- plusieurs fichiers portant sur les dossiers de la Deuxième Guerre mondiale.

Comme le fait remarquer Monsieur le Député Fayot dans sa question parlementaire, le Fonds en question a été stocké pendant des années dans des conditions peu satisfaisantes dans deux caves de l'Athénée et nécessitait une remise en état urgente.

La décontamination du Fonds a été commencée en 2001. Dans une première étape, l'ensemble des documents relatifs à la Première Guerre mondiale a été traité. Ce traitement est achevé et les dossiers en question sont désormais conservés dans les dépôts des Archives nationales. L'assainissement des fichiers et du mobilier a été terminé au courant de l'année 2004.

Le traitement des dossiers portant sur la Deuxième Guerre mondiale a débuté fin 2003. Il n'a pu être achevé en 2005 faute de moyens financiers. Les Archives nationales ont cependant inscrit la somme de 140.000 euros sur leur budget 2006. Cette somme devrait permettre d'achever définitivement les travaux en cours.

Jusqu'à présent, une somme totale de 239.000 euros a été investie dans l'opération de décontamination des fonds visés.

Qu'il me soit permis de souligner que, depuis sa création, la commission pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg a réalisé un travail de recherche important.

Étant donné que les travaux de la commission ne pourront être continués et menés à bien qu'après que les travaux de décontamination du Fonds des dommages de guerre auront abouti, la commission émettra un rapport intermédiaire au début de l'automne afin de documenter les travaux effectués jusqu'à présent. Il est évident que ce rapport ne contiendra que des résultats partiels et provisoires qui demandent à être confirmés sur base des informations qui pourront être puisées dans le Fonds des dommages de guerre.

Question 0423 (2.5.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **trajet futur de la PC15, piste cyclable de l'Alzette:**

Il est prévu que les travaux sur le tronçon de la route du Nord entre le «Mierscher Kannerduerf» et l'échangeur au lieu-dit «an der Kleck» à Lorentzweiler seront achevés pour la fin de l'année 2006. Au moment de l'inauguration du nouveau tronçon, il est également prévu de réouvrir la circulation sur le CR123 entre Prettingen et Hunsdorf qui momentanément ne peut être emprunté qu'en sens unique. Cette même route comporte aussi une partie de la piste cyclable de l'Alzette qui, selon mes informations, va disparaître au moment de l'ouverture du nouveau tronçon de l'A7.

Or une telle décision va interrompre la liaison Prettingen-Hunsdorf de la piste cyclable PC15, telle qu'elle a été retenue dans le cadre de la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Peut-il me confirmer le projet susmentionné?
- Dans l'affirmative, est-il prévu d'élaborer un tronçon alternatif reliant les localités de Prettingen et de Hunsdorf voire joindre les pistes cyclables existantes à Lorentzweiler et à Lintgen? Des études y relatives sont-elles déjà entamées?
- Quel en serait alors l'itinéraire éventuel?

Réponse (21.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Avec l'ouverture du chantier relatif à la construction du tunnel de Gosseldange dans le cadre de l'autoroute du Nord, un problème de sécurité en relation avec les poids lourds circulant sur le CR123 en direction du portail Sud de ce même tunnel se posait dès le départ des travaux.

En effet, vu le gabarit très réduit de cette route, l'aménagement d'un sens unique s'imposait pour réduire le risque d'accidents pour tous les utilisateurs de cette route, y compris les cyclistes.

Une piste cyclable au droit du CR123 d'une largeur d'un mètre en direction Hunsdorf-Prettingen fut aménagée par la suite.

Cet aménagement est à considérer comme provisoire étant donné que le gabarit du CR123 entre Hunsdorf et Prettingen est trop étroit pour y construire une piste cyclable définitive répondant aux critères de sécurité déterminés à l'article 1 du règlement grand-ducal du 1er août 2001 portant exécution de l'article 3 de la loi du 6 juillet 1999 sur la création d'un réseau national de pistes cyclables.

L'Administration des Ponts et Chaussées vient d'élaborer un projet pour la construction d'une nouvelle piste cyclable empruntant les voies d'accès utilisées actuellement par les agriculteurs dans la vallée de l'Alzette entre Lintgen et Lorentzweiler longeant à une distance plus ou moins importante l'Alzette.

La piste qui pourrait servir aux agriculteurs de chemin agricole pour accéder aux propriétés devrait s'intégrer dans le projet de renaturation de la vallée de l'Alzette à réaliser dans le cadre des travaux de construction de la route du Nord. La faisabilité du projet dans ce contexte est actuellement soumise à l'avis des services du Ministère de l'Environnement.

Par la suite un avant-projet de ce dernier maillon de la piste cyclable entre Mersch et Dommeldange sera soumis à l'approbation des communes concernées.

Question 0428 (3.5.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **terrain d'aviation de Noertrange:**

Le Gouvernement précédent réuni en conseil avait décidé d'acquérir la totalité du terrain d'aviation de Noertrange et de procéder à certains aménagements du site afin d'en garantir notamment la sécurité et l'utilisation par l'aviation légère luxembourgeoise. Aujourd'hui, l'État est propriétaire du terrain sans que toutefois la réouverture du terrain à des fins d'exploitation de sports aéronautiques ait eu lieu. En effet, la Commune ne peut délivrer, faute d'une approbation ministérielle, les autorisations nécessaires ce qui met déjà actuellement, pour des raisons financières, notamment liées à l'entretien d'un avion, en péril l'existence même du club de parachutisme basé à Noertrange.

D'autre part, il me revient que le bourgmestre de la Commune de Winseler s'est adressé au mois de décembre à vos services pour remédier d'un commun accord à la situation. Cependant, cette lettre est restée sans réponse à ce jour.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il est nécessaire d'entreprendre les démarches appropriées afin que l'on puisse procéder dans les meilleurs délais à la réouverture du terrain d'aviation de Noertrange permettant ainsi aux clubs aéronautiques y basés, dont notamment le club de parachutisme, de reprendre leurs activités ce qui leur éviterait des pertes financières supplémentaires?

Réponse (27.6.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le règlement ministériel du 5 avril 1995 réglementant l'exploitation de l'aérodrome de Noertrange, modifié par un autre règlement ministériel du 24 avril 2001 désigne la Commune de Winseler comme exploitant de cet aérodrome.

La Commune de Winseler est autorisée à exploiter, sous sa propre responsabilité, ledit aérodrome. Elle est secondée dans l'exploitation de ses tâches administratives par une commission d'exploitation dans laquelle sont représentés, à raison d'un délégué, la Commune elle-même, le Ministère des Sports et le Ministère du Tourisme.

À noter par ailleurs que l'État s'est porté acquéreur de l'ensemble des terrains faisant partie de cet aérodrome, sauf deux parcelles qui feront dorénavant l'objet de baux à long terme.

L'Administration de l'Aéroport que j'ai chargée du suivi du dossier me confirme que la sécurité aérienne relative à l'exploitation du site est en tout point garantie.

Suite à la réunion de concertation du 24 mai 2005 de toutes les par-

ties concernées qui avait été convoquée à ma demande par l'Administration de l'Aéroport les difficultés en lice ont pour la plupart pu être aplanies.

Par la suite j'ai notamment informé la Commune de Winseler de ma décision de demander l'inscription dans le budget de l'État pour 2006 des crédits nécessaires pour l'aménagement d'une clôture sur le pourtour du site, pour le remblaiement partiel du terrain permettant de réorienter la piste en vue de réduire les incommodations des riverains à l'atterrissage et au décollage des avions ainsi que pour la réfection du chemin d'accès et le déplacement de la route longeant la piste.

J'estime que dans ces conditions rien ne devrait plus s'opposer à un retour à la normale.

Question 0432 (4.5.2005) de **MM. Marco Schank**, **Ali Kaes** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **réalisation de nouvelles infrastructures scolaires au Lycée technique agricole à Ettelbruck:**

Dans la réponse à la question parlementaire N°0274 du 1er février 2005 *(cf. compte rendu N°8/2004-2005)*, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que le Ministre des Travaux publics ont confirmé, à la plus grande satisfaction de toute la communauté scolaire du Lycée technique agricole à Ettelbruck, la réalisation de deux nouveaux projets de construction facilitant ainsi l'organisation scolaire dudit lycée.

Il s'agit notamment de remplacer les quatre salles de classe préfabriquées, insalubres suivant les services de la Santé et datant de plus de 15 ans, par une nouvelle structure comprenant 14 nouvelles classes provisoires ainsi que les anciennes serres par de nouvelles serres amovibles. En effet les anciennes serres (tunnels en plastique) ne peuvent plus être réparées et ne sont plus normalement utilisées depuis printemps 2005. Sur demande, les responsables du LTA nous ont confirmé que la réalisation à court terme de ces travaux s'avère indispensable pour le fonctionnement du lycée sinon l'organisation scolaire pour la rentrée 2005/2006 s'annoncerait très difficile voire impossible à effectuer, surtout au détriment de plus de 200 élèves de la section horticole. Pour ces élèves la réalisation s'avère être d'une grande urgence.

Au vu de l'importance du dossier en question nous aurions aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- La procédure de soumission publique pour ces travaux est-elle déjà ouverte?
- Quel est le timing prévu pour la réalisation de ces projets?
- Est-ce qu'il y a moyen d'accélérer les procédures de telle sorte que les sections concernées du LTA soient en mesure de commencer leur enseignement dès le début de l'année scolaire 2005/2006 dans les nouvelles infrastructures?

Réponse (18.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La procédure de soumission relative à la construction de 14 salles de classe provisoires a été lancée le 25 mai 2005. Le début des travaux est prévu pour novembre 2005 avec une durée des travaux de 90 jours ouvrables sous condition qu'aucun retard n'intervienne dans le déroulement de la procédure d'adjudication des travaux.

La procédure de soumission relative à la construction d'une serre professionnelle a été lancée le 12 mai 2005. Le début des travaux est prévu pour novembre 2005 avec une durée des travaux de 65 jours ouvrables.

En réponse à la question relative à la possibilité d'accélérer la procédure, il y a lieu de préciser que la procédure par voie de marché négocié - initialement prévue -, permettant un gain de temps effectif, s'est avérée inopérable pour le cas d'espèce. Dès lors il ne restait à l'Administration des Bâtiments publics que de procéder normalement par voie de mise en adjudication publique avec tous les délais que cela comporte.

Question 0436 (9.5.2005) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant l'**exécution des travaux d'études et de réalisation de projets ferroviaires:**

Par la voie d'annonces de presse, la Société nationale des Chemins de Fer a lancé des offres d'emploi pour plusieurs ingénieurs diplômés et un ingénieur-technicien en vue «des travaux d'études et de réalisation de projets ferroviaires» avec la perspective «à terme d'une fonction à responsabilité».

1. Les études pour les grands travaux d'infrastructure envisagées par l'État ayant été entamées depuis un certain temps déjà par des bureaux spécialisés du secteur privé, quels sont les motifs ayant amené les responsables à ce volte-face qui aura pour conséquence un déplacement des travaux et donc un transfert de personnel du secteur privé vers le secteur parapublic?
2. Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications quant au transfert de la responsabilité des travaux d'étude du propriétaire du réseau ferroviaire qu'est l'État vers l'exploitant du même réseau que sont les CFL?

Réponse (27.6.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans leur qualité de gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, les CFL ont confié un volume important de travaux d'études à des bureaux spécialisés du secteur privé en vue de la réalisation des projets ferroviaires de grande envergure. Si ce montant se chiffrait en 1999 à 853.930 euros, des études d'un montant de 5.595.334 euros ont été adjugées à des bureaux d'études privés en 2004.

Comme par le passé, les CFL entendent aussi faire appel dans le futur aux prestations des bureaux d'études privés. Un transfert de personnel de ce secteur vers le secteur parapublic n'est donc pas à craindre.

Le renforcement envisagé par les CFL servira à encadrer les bureaux d'études et les entreprises du secteur privé dans le cadre de la réalisation du projet de raccordement ferroviaire du plateau de Kirchberg et de Findel. En effet, ce projet de grande envergure est sur le point de passer de la phase d'avant-projet détaillé (APD), pilotée par mes services, à la phase d'exécution, mission que j'ai confiée aux CFL conformément au contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire signé entre l'État et les CFL en date du 22 novembre 1999 et approuvé par règlement grand-ducal du 20 décembre 1999. En effet, les CFL assument la responsabilité de la gestion du projet d'exécution et de sa réalisation.

Une publication à un appel de candidatures pour le project-management a eu lieu au JOCE et dans les journaux nationaux.

Finalement, il m'importe de préciser que le transfert de la responsabilité de l'exécution du projet a eu lieu de l'État, propriétaire, vers le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, conformément au contrat de gestion précité, et non pas vers l'exploitant du réseau ferré.

Question 0438 (10.5.2005) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant la **construction d'un nouveau centre intégré pour personnes âgées à Rumelange:**

Si mes informations sont bonnes, le Gouvernement luxembourgeois prévoit de faire remplacer dans les années à venir le Centre Intégré pour Personnes Âgées (CIPA) de Rumelange, actuellement situé 7, rue Nicolas Pletschette, par la construction sur le même site d'un nouveau CIPA plus grand et plus moderne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux deux ministres concernés:

1) Quand est-il prévu de déposer un projet de loi autorisant l'État à faire construire un nouveau CIPA à Rumelange?
2) Quelle pourrait être la date probable pour le commencement des travaux?
3) Quelle sera la solution transitoire proposée pour les habitants du CIPA actuel?

Réponse commune (22.6.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

ad 1) À ce jour les études de l'avant-projet sommaire son terminées. Le projet a été présenté à la Commission d'analyse critique le 24 mai 2005. Suivant les nouvelles procédures proposées par le Gouvernement à la Chambre des Députés, le projet de loi pourra être finalisé après la réalisation des études de l'avant-projet définitif. En règle générale, l'élaboration de ces études prend plus ou moins six mois. Le projet sera ensuite soumis à la procédure législative pour le déroulement de laquelle on ne peut pas avancer de délai.

ad 2) Les travaux pourront commencer dans un délai de douze mois après le vote de la loi.

ad 3) Pour autant que les dates et délais de construction des deux chantiers le permettront, les résidents du CIPA de Rumelange seront transférés vers le bâtiment plus récent de l'actuel CIPA de Dudelange; en effet ce bâtiment n'est pas visé par la démolition contrairement au bâtiment plus ancien destiné à être démoli dès la finition de la phase 1 du nouveau CIPA à Dudelange.

Question 0440 (12.5.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**introduction d'un jour férié légal «Journée de l'Europe»:**

Les fonctionnaires européens fêtent depuis longtemps la Journée de l'Europe (Journée Schuman) et ils bénéficient d'un jour de congé légal afférent.

L'article I-8 du traité établissant une Constitution pour l'Europe stipule que:

«La Journée de l'Europe est célébrée le 9 mai dans toute l'Union.»

Comme cette journée doit être célébrée j'aimerais savoir si, dès l'entrée en vigueur dudit traité, la Journée de l'Europe deviendra un jour férié légal supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg de sorte à ce que la population entière puisse participer à la célébration?

Le Gouvernement entend-il soumettre durant la Présidence aux autres États membres l'idée de célébrer la Journée de l'Europe en faisant du 9 mai un jour férié légal dans tous les pays de l'Union européenne?

Réponse (17.6.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Concernant la première question, à savoir si, dès l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe, le 9 mai, Journée de l'Europe, deviendra un jour férié légal supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg, je tiens à vous informer qu'un tel projet n'est pas à l'ordre du jour du Gouvernement.

De même, la Présidence luxembourgeoise n'envisage pas de soumettre aux autres États membres de l'Union européenne l'idée d'un jour férié légal commun, le 9 mai. En effet, le Gouvernement juge qu'il ne serait pas opportun de faire une proposition dans ce sens à l'heure actuelle où certains de nos partenaires européens envisagent une réduction du nombre des jours fériés légaux.

Question 0441 (27.5.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**extension de la décharge «Pafewee»:**

Il me revient que, lors d'une prise de position de Monsieur le Ministre de l'Environnement concernant la pénurie de décharges pour déchets inertes, une extension de la décharge «Pafewee» vers la friche industrielle «Crassier Differdange» serait projetée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Une telle extension est-elle réellement prévue?
- Dans l'affirmative, quand est-ce que cette décharge agrandie commencera à être exploitée?
- Quelles seront les limites de cette décharge?
- Cette démarche tient-elle compte, en ce qui concerne plus particulièrement le «Crassier Differdange», du concept d'aménagement «Kordall» élaboré en 2003 par le Ministre de l'Intérieur et les communes de Bascharage, Differdange, Pétange et Sanem et visant un développement de la Vallée de la Chiers?

Réponse commune (11.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'honorable Député Claude Meisch s'interroge sur une éventuelle extension de la décharge pour déchets inertes «Pafewee» vers la friche industrielle «Crassier Differdange».

Il faut en premier lieu préciser qu'une extension de la décharge pour déchets inertes «Pafewee» n'est pas prévue. Une telle extension ne figure d'ailleurs pas au Projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» tel qu'il a été soumis aux communes pour avis conformément à la procédure de consultation prévue par la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire et tel qu'il a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 10 juin 2005.

Il est cependant vrai que les services de l'Administration de l'Environnement sont actuellement saisis d'une demande d'autorisation pour la réalisation d'un remblai par la société Cloos S.A. sur le site du crassier de Differdange. L'objectif de ce remblai est de constituer trois plates-formes en vue de l'installation future des installations de traitement et de recyclage des scories des fours électriques des aciéries de ProfilARBED ainsi que des freintes provenant du déchargement de la ferraille.

Ce remblai projeté, adjacent à l'installation actuelle de traitement des scories du SIDOR également exploité par la société Cloos, a un volume de 320.000 m³. Il couvre une surface de 6,91 ha. Sa durée de réalisation est fixée à huit mois.

Vu le fait que la durée maximale requise pour la réalisation du remblai est inférieure à un an, l'autorisation est soumise à une procédure d'instruction sans enquête publique conformément aux dispositions de l'article 13 (2) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Il faut constater que le concept d'aménagement «Kordall» tel qu'il a été élaboré en 2003 par le Ministre de l'Intérieur et les communes concernées et le présent projet de remblai tel qu'il a été soumis dans le cadre de la demande d'autorisation ne sont pas incompatibles. En effet, ce concept d'aménagement prévoit à l'endroit en question une surface pour l'implantation d'entreprises. Cette surface a des niveaux ascendants dans la direction Nord-ouest vers le Sud-est. La hauteur maximale indiquée pour cette surface est de 315 m NN. Cette topographie n'existe pas encore et devrait donc être constituée tôt ou tard moyennant un remblaiement. Le projet de remblai de la société Cloos suit sensiblement dans ses cotes cette planification.

Il faut aussi dire que le concept d'aménagement «Kordall» tient compte des activités de la société Cloos en cet endroit et ne prend en considération l'aménagement final de cette surface qu'à long terme.

Question 0442 (13.5.2005) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **réaménagement du CR377 entre Brandenbourg et Kippenhof:**

Le tronçon du CR377 entre la localité Brandenbourg/Kippenhof et la RN7 est extrêmement dangereux. Afin de désamorcer le caractère dangereux de cette partie, l'élargissement du CR377 ainsi que l'aménagement d'un passage souterrain seraient deux mesures efficaces. Ce passage permettrait notamment aux automobilistes de traverser en toute sécurité la RN7 en direction du rond-point Friedhaff. Telle est également une revendication des autorités communales de Putscheid récemment formulée dans une lettre du 2 mai 2005 adressée au Ministère des Travaux publics. Rappelons finalement que ce point figure entre autres dans les accords portant sur la fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Travaux publics s'il voit une possibilité de faire réaménager le CR377 à court et moyen terme dans le sens décrit ci-dessus?

Réponse (20.6.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'Administration des Ponts et Chaussées est occupée actuellement avec l'établissement d'un contrat d'ingénieur en vue de l'élaboration d'un projet de réaménagement de la jonction du CR377 à la N7 au lieu-dit «Këppenhaff». Il

est prévu de faire élaborer plusieurs variantes avec leurs coûts respectifs. Ce n'est qu'au vu de ces études qu'une décision quant à la variante à retenir pourra être prise en toute connaissance de cause et que les crédits nécessaires au financement des travaux pourront être inscrits au programme d'exécution du Département des Travaux publics.

Question 0443 (17.5.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **contrat de travail ATI:**

Ech krut matgedeelt, datt am öffentlechen Etablissement SERVIOR, dat haaptsächlech Alters- a Fleegeheimer verwalt, ëm déi 400 Persounen iwwer en ATI-Vertrag beschäftegt sinn. Des Weidere gouf mer matgedeelt, datt et souguer Leit gëtt, déi jorelaang iwwer en ATI-Vertrag an dësem Beräich beschäftegt sinn, andeems hire Vertrag Joer fir Joer erneiert gëtt.

Et schéngt also, datt an deem Sektor e Manktum u Personal besteet, dee systematesch duerch ATI-Verträg kompenséiert gëtt. Et kann dach awer net sinn, datt Persoune während Joren iwwer en ATI-Vertrag an enger Entreprise beschäftegt ginn, an dat permanent mam Mindestloun, ouni Perspektiv op eng Opbesserung.

Wann an engem Betrib während méi wéi zwee Joer e Posten duerch ATI-Verträg besat gëtt, dann ass do eng Plaz vakant an da muss se och fest besat ginn. D'ATI-Verträg däerfen op kee Fall dozou déngen, d'Schafung vu festen Aarbechtsplazen ze ëmgoen.

Duerfir dës Froen:

1. Wéi vill Pesoune ginn am Privatsektor iwwer ATI-Verträg beschäftegt, wou a wéi laang schonn - a wéi vill am öffentleche Sektor a wou?
2. Wat ass déi duerchschnëttlech Beschäftegungsdauer ënner ATI-Verträg?
3. Wéi vill Leit beschäftegt SERVIOR iwwer ATI-Verträg?
4. Wéisou gëtt zougelooss, datt ATI-Verträg iwwer zwee Joer eraus verlängert ginn?
5. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, datt déi Persounen, déi méi laang wéi zwee Joer iwwer en ATI-Vertrag an enger Entreprise beschäftegt ginn, och mussen en Urecht op e feste Poste kréien, mat der deementspriechender Entlounung?
6. Ass et net och esou, datt eng Persoun, déi fënnef oder zéng Joer deeselwechte Job mécht, laut Gesetz vum Mindestloun Urecht op de qualifizéierte Mindestloun huet, oder zielt dat net fir d'ATI-Personal?

Réponse (17.6.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1) D'RMG-Gesetz gesäit dräi Aglidderungsmoossname vir:

1. eng aktiv an assistéiert Preparatioun a Recherche während maximal dräi Méint no enger bezueltener professioneller Aktivitéit oder no enger vun deenen zwou anere méiglechen Aglidderungsmoossnamen;
2. eng zäitlech begrenzten Affektatioun u gemengnëtzlech Aarbechte beim Stat, Gemengen, Établissements publics an d'utilité publique oder bei all aner Organisatioun, déi kee Gewënn bréngend Zil verfollegt;
3. eng zäitlech begrenzten Affektatioun un e Stage en entreprise.

Déi gemenkerlech sou genannten ATIe gëtt et also nëmmen ënnerhalb vun den Trägeren, déi am zweete Punkt opgelëscht sinn, dat heescht, ënnerhalb vu staatlechen a parastaatlechen Organisatiounen.

Am Privatsektor kann et also keng ATI-Verträg ginn, mä nëmme Stage-en-entreprise-Verträg.

Am Juni 2005 gouf et 1.070 ATI-Verträg an 135 Stage-Verträg. Et ware siwe Leit an der Moossnam, déi am Punkt 1 opgelëscht ass.

D'Panoplie vun den öffentlechen a paraöffentleche Beschäftegungsträger geet vun de Gemengen iwwert d'Ministerien, de Spideeler an Altersheimer wéi iwwer all net lukrativ Associatioun, déi Persounen dës Aglidderungsmoossnam ubidde wëllen. Am Privatsektor sinn et Entreprisen an alle kommerzielle Beräicher.

Ad 2) En ATI-Vertrag kann ni méi laang wéi ee Joer sinn, well dëse Vertrag un déi legal Dispositoun vum Aglidderungskontrakt gebonnen ass, deen ee Joer net däerf iwwerschreiden. D'Dauer vun deene Moossnamen, déi an de Punkten 2 an 3 opgelëscht sinn, ka ganz variabel sinn an ass Funktioun vum individuelle Profil vun der Persoun a vum Beschäftegungsträger.

Ad 3) Am Juni 2005 ware keng 400, mä 189 Persounen ënner ATI-Vertrag bei SERVIOR beschäftegt.

Ad 4) D'Objektiv vun den Aglidderungsmoossnamen, déi am RMG-Gesetz virgesi sinn, ass ganz kloer eng professionell a sozial Reintegratioun iwwer Aarbechtsmoossnamen.

D'Zilsetzung vun den ATI-Verträg ass et, Demandeure vun enger Aglidderungsmoossnam eng Aarbecht ze ginn, déi hire professionellen, sozialen an och physesche Kompetenzen entsprécht. Dës Aarbecht soll de Persounen d'Méiglechkeet ginn, sech souwuel professionell wéi awer och sozial ërem ze integréieren. Den Akzent op déi sozial Komponent gëtt an den ATI-Verträg nach méi berücksechtegt wéi dëst vläicht an engem Stage-Vertrag de Fall ass.

Et muss ee sech bewosst sinn, datt eng Rei Persounen, déi den RMG ufroen, opgrond vun hirem Alter oder soss perséinleche Grënn oft wéineg Chancen hunn, um éischten Aarbechtsmarché integréiert ze ginn. Et kann awer och sinn, dass dës Integratioun nach méi laang kann daueren.

Opgrond vun den ënnerschiddleche Profiler vu Persounen, déi an de Moossname sinn, ass et dohir och néideg, d'Aglidderungsmoossnam inhaltlech an zäitlech esou ze gestalten, datt se d'Persoun ganzheetlech erfaasst. Dohir ass et dann och méiglech, datt esou en Aglidderungsprojet méi laang kann dauere wéi ee Joer an d'Moossnam verlängert muss ginn, well d'Persoun entweder nach net prett ass, fir den éischten Aarbechtsmarché ze integréieren, oder well dës Aussiicht vläicht och guer net méi méiglech ass.

Ad 5) D'Gesetzesännerung vun 2004 huet eng nei Dispositioun, déi grad an déi Richtung eng Verbesserung bréngt.

Den Artikel 13, 3. Alinea, seet:

«Si une entreprise du secteur privé ou un organisme visé au premier alinéa qui précède, fonctionnant sous le droit privé, engage un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion moyennant un contrat de travail à durée déterminée ou à durée indéterminée, le Fonds national de Solidarité, sur déclaration certifiée sincère et exacte par le service national d'action sociale, peut participer aux frais de personnel occasionnés par cet engagement. Cette participation ne peut pas dépasser le produit du salaire social minimum brut pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans, augmenté de la part patronale et multiplié par le nombre de mois que dure l'engagement à durée déterminée ou à durée indéterminée, sans toutefois dépasser le nombre de trente-six mois en ce qui concerne le contrat de travail à durée indéterminée. Cette durée est portée à quarante-deux mois si l'engagement concerne un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité en question et/ou dans une profession déterminée.»

Falls also e Betrib oder eng aner Organisatioun, déi ënner Privatrecht gefouert gëtt, e Bénéficiare vun enger Aglidderungsmoossnam astellt, kann de Fonds national de solidarité d'Lounkäschten an Héicht vum Mindestloun, inklusiv Part patronale, bis zu 36 Méint iwwerhuelen. Och SERVIOR kann dovunner Gebrauch maachen an huet och schonn Ufroen un de SNAS eragereecht, fir ATI-Vertäg mat dëser Méiglechkeet an Aarbechtsverträg «ëmzewandelen».

Dës néi Mesure ass am September 2004 konkret ugelaf an et si schonn iwwer 50 Persounen iwwer dëse Wee agestallt ginn, mat Tendenz steigend.

De SNAS informéiert zentral an iwwer seng regional Büroen all «lieu d'affectation» wou dës Moossnam méiglech ass, iwwer déi nei Dispositioun a sensibiliséiert d'Träger fir esou vill wéi méiglech dovunner Gebrauch ze maachen. Dës Moossnam ass en integraalt Instrument vun der Aglidderungspolitik vum SNAS ginn an ass bei individuellen Décisiounen eng Méiglechkeet, déi een ëmmer muss an d'A faassen.

Ad 6) D'Bezéier vun enger Indemnitéit falen net ënnert d'Dispositioun vum Aarbechtsrecht, mä ënnert d'RMG-Gesetz. Si hu kee Contrat de travail, mä e Contrat d'insertion (Artikel 8 vum RMG-Gesetz). Dëst gëllt also och wat déi aarbechtsrechtlech Dispositoun vum Mindestloun ugeet. Folglech kritt déi Persoun, déi un enger Aglidderungsmoossnam deelhëlt, och kee Loun (am Sënn vu salaire), mä eng indemnité d'insertion, déi esou héich ass wéi de Montant vum Mindestloun.

Question 0444 (18.5.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **suppression du carrefour dangereux entre E29 (Luxembourg-Echternach) et CR137 (Bech-Consdorf):**

De 6. September 1999 hat ech well eng Fro betreffend d'Eliminatioun vun der geféierlecher Kräizung E29 Lëtzebuerg-lechternach an CR137 Bech-Konsdref un Är Virgängerin gestallt. Deemools war mir geäntwert ginn, déi zoustänneg Verwaltung wär amgaang, verschidde Variante vun enger Kräizung op ënnerschiddlechen Niveauen ze studéieren. No deenen neierlechen Accidenter op där Plaz erlaben ech mer duerfir folgend Froen ze stellen:

1. Wat fir eng Prioritéit gëtt der Entschäerfung vun dësem Geforepunkt säitens der Regierung bäigemooss?
2. Wéisou ass no op d'mannst fënnef Joer Etüden nach ëmmer kee Fortgank an dëser Saach ze gesinn?
3. Wéi wäit ass d'Regierung mat dem Ukaf vun dem néidegen Terrain?
4. Fir wéini ass mat dem Ufank vun den Aarbechten ze rechnen?
5. Fir bis dohin no Méiglechkeet Accidenter ze verhënneren, wär et net ubruecht, fir kuerz virun de Stoppschëlder um CR137 «Rubbelsträifen» aus rauem Belag op der Strooss unzebréngen, fir d'Chauffeuren zousätzlech op déi geféierlech Plaz opmierksam ze maachen?

Réponse (1.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. D'Entschäerfung vun der geféierlecher Kräizung E29 Lëtzebuerg-lechternach an CR137 Bech-Konsdref ass vun enger éischter Prioritéit fir de Ministère vun den öffentlechen Aarbechten. Dofir sinn och déi néideg Kreditter am Budget 2005 an an de Propositioune fir 2006 virgesinn.

2. Eng ganz Rei Varianten an Ënnervarianten hu missen ausgeschafft ginn bis datt no laangen Diskussioune mat deenen zwou Gemengen an den Urainer eng Léisung fonnt ginn ass, déi vun all de Parteien ugeholl ginn ass. Dës Léisung gesäit vir, den CR137 Bech-Konsdref ënnert der lechternacher Strooss erduerchzefëieren an duerch Rampen dorun unzeschléissen.

3. Den Emprisendossier gëtt vun der Stroossebauverwaltung zesummegestallt a soubal en am Ministère ass, gëtt en un de Comité d'Acquisition weidergereecht.

4. Et kann een dermat rechnen, dass bis den Hierscht all Autorisatioune vun deene verschiddene Ministèren ausgestallt sinn. Soubal déi néideg Emprisen zur Verfügung stinn, kënnen d'Aarbechten an d'Stee gesat ginn.

5. Obwuel et just en Deel vum Problem ass, bréngt d'Stroossebauverwaltung e puer «Rubbelsträifen» virun de Stoppschëlder um CR137 un.

Question 0445 (19.5.2004) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création du Conseil supérieur pour le Développement durable:**

La loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable prévoit au chapitre II article 3 la création du Conseil supérieur pour le Développement durable. La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur sont déterminés par règlement grand-ducal. En tant que forum de discussion sur le développement durable, des représentants du Gouvernement, des communes, des syndicats de salariés, des chambres professionnelles, du patronat, des ONG, du monde scientifique et du Comité national d'Éthique siègeront au Conseil supérieur.

Le développement durable constitue une valeur montante au niveau sociétal international. Il repose sur le maintien en équilibre de trois piliers, à savoir l'équité sociale, l'environnement et l'économie. Le développement durable implique une vision élargie du bien-être humain, une perspective à long terme des conséquences des activités actuelles et une coopération globale pour parvenir à des solutions viables pour l'ensemble de la société et de ses acteurs ainsi que pour le milieu naturel.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Le Conseil supérieur pour le Développement durable tel qu'il a été institué par la loi du 25 juin 2004 est-il déjà opérationnel?

Réponse (27.6.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans sa séance du 25 mars 2005, le Conseil de Gouvernement a approuvé le règlement grand-ducal concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur pour le Développement durable. Le texte a été soumis au Conseil d'État.

L'objectif de ce règlement est de préciser sur base des dispositions de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable la composition et l'organisation du Conseil supérieur pour le Développement durable, qui en tant que forum de discussion aura la mission d'initier des recherches et études ayant trait au développement durable et de susciter la participation de la société civile à ce processus.

Question 0446 (20.5.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **gestion de l'enseignement préscolaire et primaire par les communes:**

Dans le document élaboré par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et intitulé «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg» on peut notamment lire que «l'enseignement préscolaire et primaire sont par essence une mission locale à gérer par la population concernée. Or, il faut constater aujourd'hui que bon nombre de communes n'ont plus la masse critique pour subvenir de leurs propres moyens à cette mission élémentaire leur dévolue par la loi.»

Et plus loin: «Bon nombre des communes actuelles ne sont pas à même de remplir ces missions notamment scolaires de manière efficace et qualitativement convenable en régie propre faute de masse critique et de moyens financiers qui en résultent, si bien qu'il importe de prévoir un seuil critique de population que devrait atteindre toute commune pour s'acquitter correctement de ces obligations élémentaires.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre partage-t-elle ce point de vue?
- Dans l'affirmative, quels seraient selon Madame la Ministre les moyens à préconiser afin de remédier à une telle situation?
- Quelles communes se trouvent actuellement dans l'impossibilité de remplir leurs missions scolaires de manière efficace et qualitativement convenable?
- Les syndicats communaux ne permettent-ils pas d'aider les communes à remplir ces missions?

Réponse (11.7.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1: Suivant mes informations toutes les communes réussissent actuellement à s'acquitter de leur mission d'instruction.

Ad 2: Jusqu'à présent beaucoup de petites communes se sont organisées en syndicats ou travaillent ensemble en pratiquant des échanges d'élèves entre les communes. Cette collaboration et cette division du travail fonctionnent à la satisfaction de tous les concernés.

Ad 3: Je ne saurais vous citer une commune qui ne serait à même de remplir ses missions scolaires de manière efficace. Il est vrai que l'offre d'encadrement des petites communes ne peut souvent égaler en quantité et en variété celle des grandes communes ou des syndicats scolaires, qui, s'adressant à un nombre plus élevé d'élèves et disposant de plus de personnel, ont la possibilité d'organiser leur action pédagogique de façon plus ciblée en fonction des besoins des enfants.

Ad 4: Je peux répondre par l'affirmative: La création de syndicats scolaires aide à remplir les missions qui sont attribuées aux communes par la loi scolaire et je ne puis qu'encourager ces initiatives.

Question 0448 (23.5.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **formation de spécialisation de 3e cycle en art thérapie (musique, arts plastiques, arts de la scène):**

Il me revient qu'une formation de spécialisation de 3e cycle en art thérapie (musique, arts plastiques, arts de la scène) est organisée depuis quelques années par le CRP Santé, sous les auspices du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Luxembourg, en collaboration avec les universités de Paris V et de Metz.

Depuis que cette formation existe, un certain nombre d'étudiants ont terminé avec succès les cours mais attendent toujours leur diplôme de master.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand ce diplôme universitaire sera enfin créé, étant entendu que les perspectives professionnelles pour les étudiants en question en dépendent?

Réponse (29.6.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 relatif à l'obtention du grade de master de l'Université du Luxembourg permet à l'Université de délivrer un master en art thérapie.

Conformément à la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, le grade de master sanctionne la réussite d'études de deuxième niveau.

Les modalités de coopération entre l'Université du Luxembourg et le CRP Santé doivent faire l'objet d'une convention entre ces deux établissements publics.

Question 0449 (23.5.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **valorisation des wagons de marchandises du type GS de la S.N.C.F.L.:**

Les wagons de marchandises du type GS de la S.N.C.F.L. ont longtemps servi au transport des vieux vêtements, des vieux textiles et des vieilles chaussures collectés par l'association sans but lucratif Kolping et valorisés par la suite dans un but humanitaire.

Malheureusement, faute d'entretien et de moyens, les wagons du type GS sont progressivement abandonnés par la S.N.C.F.L. Cette situation et la récente fermeture de plusieurs gares contraint la société Kolping à recourir de plus en plus aux camionnettes, délaissant ainsi le rail pour la route.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur Lucien Lux dans sa qualité de Ministre des Transports mais aussi dans celle de Ministre de l'Environnement:

- Pourquoi les wagons du type GS ne sont-ils pas entretenus au profit d'associations sans but lucratif?
- Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre afin de permettre à cette association de pouvoir continuer à privilégier le rail par rapport à la route dans le cadre de son action humanitaire?

Réponse (1.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question de l'honorable Député Félix Braz, je puis confirmer que les CFL sont en train de réduire le nombre de leurs wagons fret du type GS. En effet, ces wagons, datant de 1965, ont largement dépassé leur durée de vie théorique de 25 ans. Afin de garantir l'état technique de ces wagons en trafic international, une grande partie de ces wagons nécessitent une révision entraînant des coûts très élevés. Le nombre limité des wagons de ce type encore en service auprès des CFL ne permet cependant plus une mise à disposition gratuite de dix-huit wagons à la société Kolping dans le cadre de leur action «Aktioun Alt Gezai».

Néanmoins les CFL restent toujours prêts à mettre à disposition de la société Kolping dix-huit wagons d'un autre type à titre gratuit. Dans cet ordre d'idées les CFL ont proposé en date du 15 avril 2004 à ladite société une solution logistique alternative basée sur l'emploi de conteneurs ACTS. Or, les CFL n'ont pas encore reçu à ce jour de réaction de la société précitée.

Question 0450 (23.5.2005) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**établissement d'une pharmacie dans le quartier «Fetschenhaff-Cents»:**

Au Grand-Duché de Luxembourg, l'établissement de pharmacies est soumis aux dispositions prévues par la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie. Le nombre de pharmacies par localité est quant à lui fonction du nombre d'habitants.

Le quartier «Fetschenhaff-Cents» à Luxembourg-ville a connu un développement important de la part de promoteurs publics et privés.

- Dans ce contexte Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir si, compte tenu de ce développement, l'établissement d'une pharmacie dans ce quartier n'est pas jugé opportun?
- Dans l'affirmative, dans quel délai est-ce que les habitants du «Fetschenhaff-Cents» pourraient-ils jouir d'une telle offre de services?

Réponse (20.6.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je puis faire savoir à l'honorable Parlementaire qu'après avoir recueilli les avis favorables du Collège médical et de la Ville de Luxembourg j'ai effectivement créé une nouvelle concession de pharmacie au Cents par arrêté ministériel du 31 mai. La vacance de cette concession vient d'être publiée au Mémorial B du 7 juin.

Plusieurs raisons m'ont amené à procéder à cette implantation d'une nouvelle concession. Il y a tout d'abord la croissance démographique récente, qui, vu les projets en cours, se poursuivra. Le Cents figure en effet parmi les quartiers de la ville de Luxembourg présentant les taux de développement les plus élevés. Il y a ensuite la situation topographique du Cents, situé sur un plateau qui l'isole quelque peu des autres quartiers de la ville disposant d'une officine. Il faut noter finalement que le quartier dispose d'un certain environnement médical avec la présence de trois médecins généralistes et d'un médecin dentiste et d'un environnement commercial de proximité.

Suite à l'appel de candidatures et après la désignation du concessionnaire la date d'ouverture de la pharmacie dépendra avant tout de la question de savoir si le concessionnaire trouve un local pouvant convenir dans le quartier du Cents ou s'il devra procéder à une nouvelle construction.

Question 0451 (24.5.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **tracé ferroviaire «Luxembourg-Gouvy-Liège»:**

An den 80er Joeren ass d'Moderniséierung an d'Elektrifizéierung vun der CFL Nordstreck ageleet ginn, wat et mat sech bruecht huet, datt Lëtzebuerg sech och finanziell un der belscher Elektrifizéierung tëschent Gouvy a Léck bedeelegt huet.

Dës Aarbechten op der belscher Säit goufen eréischt am Joer 2000 offiziell ofgeschloss. Elo zeechne sech awer um Horizont ewell donkel Wolleken of wat d'Zukunft von dëser Linn ubelaangt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat fir Géigeleeschtunge goufen an der Konventioun festgehalen, wéi Lëtzebuerg sech finanziell un der Elektrifizéierung un der belscher Säit bedeelegt huet?
2) Mat wéi vill Geld huet Lëtzebuerg sech bis elo insgesamt un der Elektrifizéierung vun der Streck Ëlwen-Gouvy-Léck bedeelegt?
3) Bedeelegt sech Lëtzebuerg och um normalen Ënnerhalt vun dëser Streck, a wa jo: Wéi ass déi finanziell Bedeelegung pro Joer un dem normalen Ënnerhalt vun dëser Streck, a wat ass déi finanziell Bedeelegung wat de Fonctionnement ubelaangt?
4) Gëtt et Statistiken iwwert d'Benotzung vun der Eisebunnslinn vu Lëtzebuerg op Léck respektiv vu Léck op Lëtzebuerg?
5) Wéi wäit ass et mat de momentane Gespréicher tëschent der Lëtzebuerger an der belscher Eisebunnsgesellschaft wat d'Zukunft vun dëser Streck ubelaangt?

Réponse (27.6.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Am Hibléck op belsch Intentioune fir d'Eisebunnsstreck tëschent Lëtzebuerg a Léck op belscher Säit ze degradéieren, wollt den Här Deputéierte Jemp Koepp vum Här Transportminister wëssen, awéiwäit sech Lëtzebuerg finanziell gesinn un der Elektrifizéierung vun der genanntener Streck an den 90er Joeren engagéiert hat.

De Memorandum of understanding vum 3. Mäerz 1997 gesäit vir, datt d'SNCB an d'CFL den Hären Transportministere vun der Belsch a vu Lëtzebuerg eng Propos maachen, wéi ee kéint d'Zuchstreck Lëtzebuerg-Léck exploitéieren. Haut fueren aacht Zich all Dag tëschent Lëtzebuerg a Léck op an of a leeën dës Streck an 02.27 Stonnen zréck. Am Februar 2001 huet en Aarbechtsgrupp, dee sech aus Vertrieder vun der SNCB an den CFL zësummesetzt, festgehalen, datt dës Linn eréischt hir eigentlech Roll spille kann, wann déi nei Héichgeschwindegkeetslinn vu Bréissel iwwer Léck op Köln ganz realiséiert ass. Während der leschter Réunioun den 10. Mäerz 2005 gouf ofgemaach, datt am September 2005 eng Etüd gemaach wäert ginn, fir d'Uschlossméiglechkeeten aus Richtung Lëtzebuerg zu Léck fir virun op Bréissel oder Maastricht ze verbesseren.

Am Kader vun der Elektrifizéierung vun der Streck vu Lëtzebuerg bis op Léck huet Lëtzebuerg mat engem Montant vu 14,3 Milliounen Euro un den Aarbechten op belscher Säit tëschent Gouvy a Rivage participéiert. Dës Zomm enthält och e Subsid vun zéng Milliounen Euro vun der Europäescher Kommissioun. Bis dës Linn och op belscher Säit vollstänneg elektrifizéiert war, haten d'CFL net grad 45,5 Millioune LUF an d'Gare Gouvy investéiert. Mat der Fäerdegstellung vun der Elektrifizéierung op der ganzer Streck war d'Konventioun, déi d'CFL verflicht huet, finanziell mat um Entretien ze participéieren, ausser Kraaft getrueden, sou datt d'CFL net méi fir d'Entretienskäschte brauch opzekommen.

Haut benotzen all Joer 65.000 Clienten d'Zuchverbindung vu Lëtzebuerg op Léck.

Wat elo d'Zukunft vun dëser Eisebunnsstreck ugeet, sou huet d'SNCB net wëlles, fir d'Reeszäit op belscher Säit duerch verschidden Aarbechten un der Streck ze verbesseren. Déi haut aacht Aller-et-Retouren tëschent Lëtzebuerg a Léck wäerten erhale bleiwen. Dorunner wäert sech wéinstens bis 2008 näischt änneren. D'SNCB huet wëlles, en Hallefstonnentakt tëschent Léck a Bréissel anzeféieren, sou datt d'Clienten, déi aus Richtung Lëtzebuerg zu Léck ukommen, gläich eng vertrietbar Verbindung fir op Bréissel wäerten hunn.

Question 0453 (26.5.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **rénovation du Château de Schoenfels:**

Le parc et le château de Schoenfels, classés «monuments historiques», font partie de notre patrimoine national. En 1993, il a été décidé que le domaine du château de Schoenfels serait affecté à l'Administration des Eaux et Forêts et que la sauvegarde de la substance architecturale serait assurée par les services du département des Travaux publics. Or, force est de constater qu'aujourd'hui le château est endommagé à plusieurs endroits et se dégrade de jour en jour à vue d'œil.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux deux Ministres concernés:

- Jusqu'à présent, quels ont été les travaux de restauration et de rénovation réalisés au château de Schoenfels?
- Afin de sauvegarder la substance architecturale du domaine, des mesures conservatrices urgentes sont-elles prévues?
- Dans le cas contraire, de telles mesures ne s'imposent-elles pas?

Réponse commune (6.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Il y a lieu de remarquer préalablement que le domaine du château de Schoenfels se compose, d'une part, du château et du parc, classés «monuments historiques» et, d'autre part, de l'ancienne ferme.

De commun accord avec les responsables du Service des Sites et Monuments, il a été décidé que l'intervention de l'Administration des Bâtiments publics se limiterait à l'ancienne ferme qui fera l'objet d'un projet de réaménagement portant a) sur l'implantation de trois services de l'Administration des Eaux et Forêts, b) l'intégration de salles polyvalentes et d'exposition pour le Centre d'accueil de la réserve naturelle Mamerdall et c) l'installation du projet d'un atelier thérapeutique. À noter que l'atelier thérapeutique sera financé par le «Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants».

En ce qui concerne, en premier lieu, la ferme qui a été libérée en 1998, il échet de signaler qu'en attendant la réalisation du projet prémentionné, dont le début des travaux est prévu pour 2006, l'Administration des Bâtiments publics a procédé chaque année à diverses mesures conservatrices telles que le renouvellement et la stabilisation partiels de la charpente, la mise en place d'une étanchéité provisoire, l'enlèvement de planchers vétustes et autres.

En deuxième lieu, quant au parc, il a été décidé que l'aménagement en sera assuré par l'Administration des Eaux et Forêts suivant des principes écologiques et dans le cadre de ses activités didactiques.

En dernier lieu, concernant le château, les principaux travaux de sauvegarde ont été entrepris par l'Administration des Bâtiments publics déjà depuis la fin des années 80. Ainsi, la toiture du château de Schoenfels, mesure de conservation essentielle, a été entièrement refaite il y a douze ans. En outre, d'autres travaux comme la remise en état des quatre tourelles ou la démolition des terrasses en escalier vétustes situées derrière la tour ont été poursuivis dans le passé avec le décapage de l'enduit intérieur, la stabilisation de la clé de voûte etc.

Au niveau du donjon, des mesures de conservation mineures s'imposent. Elles peuvent être réalisées à peu de frais et à brefs délais par le Service des Sites et Monuments nationaux. Leur efficacité risque cependant de rester peu importante, étant donné que les vitres du donjon sont fréquemment cassées par des jets de pierre de sorte que ce vandalisme permet évidemment à l'humidité de pénétrer à l'intérieur du bâtiment.

Il y a lieu de constater enfin que, comme plusieurs ministères sont concernés par les travaux à faire au château de Schoenfels et de ses mitoyennetés, la Commission des Sites et Monuments nationaux (COSIMO) a sollicité l'élaboration d'un plan d'ensemble afin que les travaux puissent débuter dès que possible. À noter d'ailleurs que cette Commission se rendra également sur place pour émettre l'avis requis conformément à la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Question 0454 (27.5.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **gestion et l'organisation du Musée du Vin d'Ehnen:**

Il me revient que le Musée du Vin d'Ehnen est resté fermé depuis le week-end de Pentecôte. En effet, il semble que le responsable du musée se trouve en congé de maladie prolongé. Toutefois, il serait indiqué dans une telle situation de trouver un remplaçant, ce qui hélas ne semble pas être le cas.

Estimant qu'il est inadmissible que le Musée du Vin reste fermé en pleine saison touristique, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Comment les responsabilités pour la bonne gestion et l'organisation du Musée du Vin sont-elles réparties?
- Quelles sont les raisons pour lesquelles le responsable du musée ne peut actuellement pas être remplacé?
- Quand le Musée du Vin sera-t-il rouvert aux visiteurs?
- Comment sera-t-il procédé pour garantir à l'avenir un fonctionnement, une organisation et une gestion adéquats dudit musée?

Réponse (1.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le bâtiment actuel est propriété de l'État.

Un contrat de gérance signé le 28 juillet 1976 entre l'État luxembourgeois et l'Association pour la Promotion et la Gérance du Centre mosellan et du Musée du Vin à Ehnen en confie la gestion à celle-ci.

Une participation aux frais de l'association de gérance du Musée est

inscrite au budget ordinaire annuel du département du tourisme.

Entre le 12 mai et le 10 juin 2005, le Musée est resté fermé en raison d'un congé de maladie du concierge et faute de pouvoir trouver, à court terme, un remplaçant adéquat à plein temps.

Durant cette période, l'accueil sur rendez-vous de groupes a toutefois pu être assuré.

De même, les réservations du cellier pour l'organisation de soirées et de banquets ont pu être maintenues et le déroulement en a été assuré grâce au concours bénévole des membres de l'association de gérance.

Étant donné que l'État a acquis la maison Linden, adjacente à l'actuel Musée du Vin et qu'il est de son intention de joindre les deux bâtiments en vue de les affecter à une destination commune y regroupant des organisations représentatives de la vie culturelle, vitivinicole et touristique de la région mosellane, le contrat de gérance actuel nécessitera une profonde révision quant au fonctionnement, à l'organisation et à la gestion, révision qui ira de pair avec la transformation de l'ensemble des bâtiments.

Pour ce faire, un groupe de travail a été institué il y a quelques mois par le Ministère du Tourisme ayant comme objectif de concevoir et de définir les orientations du futur Centre mosellan. Ce groupe de travail se compose de représentants:

- du Ministère du Tourisme;
- de l'Administration des Bâtiments publics;
- de la Confrérie St Cunibert;
- de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise;
- de la Commission de Promotion des Crémants et Vins luxembourgeois;
- de l'Organisation professionnelle des Vignerons indépendants;
- de la Commune de Wormeldange;
- du GAL LEADER+ Moselle luxembourgeoise.

Sur proposition du groupe de travail, l'Administration des Bâtiments publics vient par ailleurs de charger un bureau d'études d'élaborer, de concert avec un bureau d'architectes, une étude de concept en vue de la réalisation du Centre mosellan. Vu que ceci ne pourra se réaliser que par étapes successives, des mesures provisoires seront prises afin de permettre à l'Entente touristique de la Moselle d'y établir leur siège dès à présent et d'en assumer la gestion journalière.

Question 0455 (27.5.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **congé sportif:**

La 56ème édition de la «Flèche du Sud» a eu lieu du 5 mai 2005 au 8 mai 2005. Ce rendez-vous annuel permet à nos coureurs cyclistes de se mesurer à bon nombre de coureurs de renommée internationale. Cependant, il semble qu'un de nos meilleurs coureurs cyclistes amateurs, travaillant pour la Société Nationale de Contrôle Technique, a dû se désister avant la fin de la compétition parce qu'un jour de congé lui aurait été refusé. Il va sans dire que dans ces conditions tous les efforts pour soutenir nos sportifs sont sérieusement remis en question.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Transports et des Sports:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que les services au sein de la Fonction publique ou encore dans des entreprises privées dans lesquelles l'État détient de très importantes participations devraient être organisés et soutenus de façon à permettre à des sportifs de haut niveau de participer à des compétitions sportives importantes?
- Monsieur le Ministre des Sports peut-il me dire quelles mesures il entend entreprendre afin qu'une telle situation ne se reproduise plus à l'avenir?

Réponse commune (18.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert du refus de congé à un sportif de haut niveau travaillant pour compte de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT).

D'après les renseignements fournis par la SNCT, la présence de l'intéressé en date du 6 mai 2005 était indispensable pour assurer l'impératif d'un service impeccable à la clientèle en matière d'immatriculation des véhicules.

La gestion du personnel, même dans une entreprise para-étatique ou à forte participation étatique, doit rester de la compétence exclusive de la direction de l'entreprise au risque de compromettre son autorité. C'est à cette direction qu'appartient la faculté d'accorder, dans toute la mesure du possible, les jours de congé spécifiques de convenance personnelle, aussi dans l'intérêt du sport.

Pour ce qui est du droit à un congé sportif, celui-ci n'intervient qu'au moment où une décision formelle afférente du Ministre des Sports est prise. Les procédures en question sont consignées dans la loi du 26 mars 1976 concernant l'éducation physique et le sport, ainsi que dans le détail par le règlement grand-ducal du 30 avril 1991 concernant l'octroi d'un congé sportif.

Il est important de se référer au prédit règlement parce qu'il prescrit des délais pour l'introduction des demandes. Le cas échéant, les employeurs peuvent ainsi prendre à temps les mesures requises dans l'intérêt du fonctionnement de leurs services.

Dans le cas qui fait l'objet de la présente question, aucune demande de congé sportif n'a été introduite et le Ministre des Sports n'a donc pas pu intervenir. S'il n'est pas saisi, il ne pourra pas non plus le faire à l'avenir.

Question 0456 (30.5.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **renaturation de l'Alzette dans le cadre de la construction de l'A7:**

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord - tronçon Luxembourg-Mersch) prévoit la renaturation de la vallée de l'Alzette par l'aménagement de zones amphibiennes et de zones humides entre les P.K. 42.149 et 48.242.

En date du 9 mai 2005, le collège des bourgmestre et échevins de Lorentzweiler avait convié la population à une réunion d'information sur le déroulement du chantier de la route du Nord lors de laquelle Monsieur le Ministre des Travaux publics avait présenté le projet en détail. Au cours de la même soirée plusieurs plans concernant les travaux à effectuer sur ce chantier ont été présentés au public, dont entre autres celui relatif au futur trajet de la piste cyclable PC15 et de la renaturation de la vallée de l'Alzette.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la réalisation de la renaturation entre les P.K. 42.149 et 48.242 suivant le plan présenté lors de la soirée d'information?
- Dans la négative, existe-t-il d'autres projets - variantes sur la renaturation de la vallée de l'Alzette?
- Quelles seraient alors les alternatives envisagées par rapport à la variante présentée au public?

Réponse (18.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1) L'Administration des Eaux et Forêts m'informe qu'elle n'était pas invitée à cette soirée d'information et ignore donc quels plans ont été présentés. Elle peut par contre confirmer qu'elle a fait élaborer des plans de la renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen en vue de l'exécution des mesures compensatoires de la route du Nord.

   Ces plans ont établi la faisabilité technique du projet ainsi que ses effets écologiques. Le projet prévoit la restauration du tracé naturel du cours d'eau dans la partie la plus basse de la vallée et partant la réactivation de la dynamique naturelle de la plaine alluviale. Le projet se ferait suivant le principe, arrêté au règlement grand-ducal, que «la zone humide est réalisée par le rehaussement de la nappe phréatique et par la libre évolution de la dynamique naturelle de l'Alzette renaturée et des autres cours d'eau mineurs traversant la zone».

   Après l'exécution des travaux de renaturation, l'ensemble de la future zone humide ferait l'objet d'une exploitation agricole extensive. Le fait que le cours d'eau serait remis dans la partie la plus basse de la vallée, qui est déjà humide en l'état actuel, permet de valoriser la partie plus haute et plus sèche en vue d'une exploitation agricole conventionnelle.

   Il importe de noter que suivant ce projet toute la surface des mesures compensatoires resterait sous exploitation agricole. Une étude agricole, qui sera élaborée en concertation avec les exploitants agricoles, établira les modalités d'exécution pratiques de l'extensification et les effets économiques de celle-ci sur le bilan de chacune des entreprises agricoles. Cette étude pourrait devenir une base de discussion en vue d'un accord avec les exploitants agricoles.

2) Le projet visant de restaurer la dynamique de la plaine alluviale, est déterminé par les conditions du terrain naturel. Le projet est dicté par la configuration de la nature et du paysage: il n'existe donc pas, du moins en ce qui concerne le principe, une multitude de solutions.

3) S'il devait s'avérer que le projet de renaturation et le projet d'exploitation extensive ne sont pas réalisables faute d'accord avec les propriétaires et exploitants, il faudrait revenir à une lecture textuelle du règlement grand-ducal selon lequel la renaturation serait limitée au nord du viaduc, mais alors à la condition que «dans les parties les plus humides, les terrains sont abandonnés à la succession végétale naturelle». Les terrains seraient donc destinés à se couvrir d'une forêt alluviale. Dans ce cas la plus grande partie de la zone située au nord du viaduc ne pourrait plus faire l'objet d'une exploitation agricole. Pour la partie située au sud du viaduc, le règlement grand-ducal prévoit que les terrains feraient l'objet d'une exploitation extensive. Enfin la loi dispose que les surfaces nécessaires à la réalisation des mesures compensatoires sont déclarées d'utilité publique et font partie des plans d'emprises.

Pour l'heure aucune décision sur une variante quelconque n'a été prise.

Question 0457 (30.5.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires:**

D'après un article paru dans la presse luxembourgeoise commentant la réunion de Bergen relative à l'application du processus de Bologne, les diplômes de fin d'études secondaires type bac seraient désormais automatiquement reconnus au Luxembourg, si la personne dispose d'un diplôme supérieur validé, obtenu dans un État membre de l'Union européenne.

À cet égard Madame et Messieurs les Ministres pourraient-ils me faire savoir:

- si la reconnaissance automatique dont question ci-avant est d'ores et déjà d'application;
- si cette reconnaissance automatique est également prévue pour les personnes disposant d'un diplôme supérieur validé, obtenu dans un État membre de l'UE, et qui ont pu accéder aux études supérieures sans être en possession d'un diplôme de fin d'études secondaires type bac.
- Et enfin, si cette reconnaissance automatique sera également prise en compte pour l'accès aux épreuves de l'examen «carrière supérieure» de la Fonction publique, puisqu'il est stipulé dans les règlements afférents que les personnes titulaires d'un diplôme étranger de fin d'études universitaires non soumis à l'homologation doivent, entre autres, «être détenteurs d'un certificat de fin d'études secondaires, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur».

Réponse commune (18.7.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

La reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires étrangers se fait sur base d'une des deux Conventions internationales réglementant l'accès à l'enseignement supérieur, à savoir la Convention de Lisbonne du 11 avril 1997 ou la Convention de Paris du 11 décembre 1953. Lorsque le pays d'origine a signé et ratifié une de ces conventions, une reconnaissance du diplôme de fin d'études secondaires peut être prononcée.

Au Luxembourg, il existe également depuis peu une possibilité de reconnaissance pour des requérants d'un État non signataire d'une des deux conventions. Le règlement grand-ducal du 4 avril 2005 qui précise les modalités de reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires de ces pays tiers stipule que l'équivalence peut être accordée dans les deux cas suivants:

1. si le requérant peut se prévaloir, outre de la détention de son diplôme de fin d'études secondaires, d'un diplôme délivré par un institut d'enseignement supérieur reconnu et situé dans un État membre de l'Union européenne sanctionnant un cycle d'études supérieures d'une durée de trois années sanctionné par le grade de bachelor. On considère que le fait d'avoir accompli dans l'Union européenne des études universitaires avec succès est une indication que les requérants ont réussi une formation secondaire d'un bon niveau, équivalent à celui de l'enseignement correspondant au Luxembourg;
2. si le requérant peut se prévaloir d'une inscription à une université européenne et s'il remplit certaines conditions notamment une scolarité de douze années et un programme d'examen de fin d'études portant sur au moins deux langues dont une doit être le français ou l'allemand, et trois des cinq domaines suivants: les mathématiques, les sciences humaines, les sciences naturelles, la technologie et les beaux-arts/musique.

Sur base des dispositions de la réglementation précitée, le ministre compétent établit un arrêté de reconnaissance des diplômes visés ci-dessus.

Cet arrêté de reconnaissance est pris en compte en vue de l'accès à toute profession réglementée du service public.

Ces reconnaissances de diplômes de fin d'études secondaires se font indépendamment du processus de Bologne qui lui concerne les diplômes d'enseignement universitaire/supérieur et qui réorganise la structure de ces diplômes en vue de la simplifier et de la rendre plus homogène.

Question 0458 (31.5.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **port obligatoire d'un gilet de sécurité fluorescent (Code de la Route):**

Fir am Fall vun enger Autospann op enger Autobunn oder enger villbefuerener Strooss d'Sécherheet an d'Visibilitéit vum Fuerer ze verbesseren, ass elo a véier Länner vun der EU (Italien, Spuenien, Portugal an Éisträich) d'Droe vun enger fluoreszenter West an esou Fäll obligatoresch. Beim Erausklammen aus dem Auto op esou enger Strooss am Fall vun enger Pann muss dës West obligatoresch ugeluecht ginn.

Am Fall vum Netanhale vun dëser Regel ass eng zolidd Geldstrof virgesinn. Esou eng Geldstrof ass och ze bezuele wa sech am Auto keng dëser Weste befannen, och wann den Auto keng Pann huet.

Am September 2004 hat den Här Minister ugekënnegt iwwerpréiwen ze loossen, ob d'Droe vun enger Warnwest, am Fall vun enger Autospann, hei zu Lëtzebuerg och soll obligatoresch gemaach ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi wäit sinn hei zu Lëtzebuerg d'Iwwerleeunge fir esou en obligatorescht Droe vu fluoreszente Westen am Fall vun enger Pann mam Auto op villbefuerene Strecken anzeféieren?

2) Sinn an där Hisiicht schonns konkret Schrëtt ënnerholl ginn, a wa jo, fir wéini ass mam Aféiere vun esou enger Regel ze rechnen?

Réponse (11.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur l'état d'avancement des travaux en vue de l'introduction au Luxembourg du port obligatoire d'un gilet de sécurité fluorescent en cas d'un véhicule tombé en panne sur une autoroute ou une route à grand trafic.

Tout en réitérant le bien-fondé d'une telle mesure qui va dans le sens d'une amélioration de la sécurité routière, je tiens à informer l'honorable Député que les modalités en vue de l'introduction d'une telle obligation lors d'une prochaine modification du Code de la Route sont en train d'être examinées au sein de la Commission de Circulation de l'État.

À cette occasion, il sera tenu compte des initiatives pareilles qui ont déjà été prises dans certains États membres de l'Union européenne ainsi que de celles qui sont au stade d'étude dans d'autres pays.

Question 0460 (31.5.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **contrôle médical des pilotes:**

Zënter dem tragesche Luxair-Accident sinn och hei zu Lëtzebuerg d'Sécherheetsbestëmmungen an d'Kontroll vun de Fluglizenzen an der Diskussioun. Eng besonnesch wichteg Roll fir de Flugbetrib zu Lëtzebuerg kënnt an deem Kontext der medezinescher Kontroll vun de Piloten zou.

An dësem Zesummenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Transportminister:

1) Wéi ass déi medezinesch Kontroll vun de Piloten hei zu Lëtzebuerg organiséiert?
2) Wéi vill Doktere si fir dës Kontroll hei zu Lëtzebuerg agréiert an hunn dës Dokteren alleguerten eng Praxis hei zu Lëtzebuerg?
3) Ass et d'Praxis hei am Land, datt auslännesch Doktere mat enger fester Praxis am Ausland hei zäitweileg Büroe bei Fluggesellschaften hunn, konform zu den internationale Regelen (FAA, ICAO a JAR) an dëser Matière?
4) Wann neen, wat fir Konsequenzen zitt dat no sech?
5) Iwwer wéi vill «Centres d'Expertise de Médecine Aéronautique (CEMA)» verfügt Lëtzebuerg? U wéi eng Spideeler sinn dës CEMAen ugeschloss an iwwer wéi vill Doktere verfügen dës Centren?

Réponse (13.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Fir op d'Froe vum honorablen Deputéierte Gast Gibéryen ze äntwerten hunn ech den Avis ageholl vun der Direction de l'Aviation civile an där hiren Zoustännegkeetsberäich dësen Dossier fält:

1. D'Pilotelizenzen an déi medezinesch Strukture sinn hei zu Lëtzebuerg durch zwee «règlements grand-ducaux» definéiert.

a) De «règlement grand-ducal du 13 janvier 1993 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite des aéronefs» fir d'Privat- an d'Sportpiloten. An dësem System sinn zéng Dokteren agrééiert.

b) De «règlement grand-ducal du 6 février 2004 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite d'avion» beschäftegt sech an der Haaptsaach mat de Lizenzen an der medezinescher Struktur vun de Beruffspiloten an e baséiert sech op d'Dispositioune JAR-FCL vun den «autorités conjointes de l'aviation» (JAA). Déi medezinesch Struktur aus dësem Reglement gesäit folgend Instanze vir:

i. Section de Médecine Aéronautique (SMA); si ënnersteet der Direction de l'Aviation civile an déi Fonctioun gëtt vum Ministère de la Santé, Direction de la Santé au Travail ausgefëllt.
ii. Centre d'Expertise de Médecine Aéronautique (CEMA). Hei zu Lëtzebuerg ass de CEMA am Hôpital Kirchberg agrééiert.
iii. Médecins Examinateurs Agréés (MEA); déi verantwortlech si fir d'Erneierung vun deene respektiven «Certificats médicaux».

2. Ausser dem CEMA si sechs Dokteren agrééiert fir d'Kontrolle vun de Piloten ze zertifiéieren. All dës Doktere sinn hei zu Lëtzebuerg etabléiert.

3. Et ass net d'Praxis hei zu Lëtzebuerg. Eis ass just ee Fall bekannt vun engem däitschen Dokter, deen an Däitschland seng Praxis huet a bei enger lëtzebuergescher Fluggesellschaft medezinesch Kontrolle vun de Piloten ofgehalen huet. Hie war dozou vun der däitscher Autoritéit autoriséiert, allerdéngs mat der Oplo, datt hien dat nëmme kéint sou laang maache bis Lëtzebuerg d'Dispositioune JAR-FCL a seng national Reglementatioun ëmgesat hätt. Entre-temps ass déi Autorisatioun vun den däitschen Autoritéite widderruff ginn.

4. Dat huet keng Konsequenzen op déi lëtzebuergesch Struktur wéi se an den Äntwerten 1 an 2 beschriwwe ginn ass.

5. Mat senge knapps 60 lëtzebuergesche Beruffspilotelizenze verfügt Lëtzebuerg zurzäit iwwer een «Centre d'Expertise en Médecine Aéronautique» (CEMA), wat sech an der Praxis als ausreechend erwisen huet, well jo nom «règlement grand-ducal» vum 6. Februar 2004 just déi éischt Kontrolle fir den «Certificat médical» an engem CEMA gemaach musse ginn. D'Erneierunge vun den «Certificats médicaux» ginn, wéi virdru beschriwwen, vun de Médecins Examinateurs (MEA) gemaach. D'Equipe vum Lëtzebuerger CEMA besteet aus 18 Dokteren.

Question 0461 (31.5.2005) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **transport combiné accompagné (autoroute ferroviaire/autoroute roulante)**:

Depuis quelques années il existe dans certaines régions européennes des projets-pilotes concernant le transport combiné accompagné, encore appelés «autoroute ferroviaire» ou «route roulante».

Les principaux avantages de ce système sont notamment les suivants:

- Les transporteurs routiers peuvent, sans acquérir de matériel spécifique, profiter de tronçons ferroviaires en substitution à des tronçons routiers difficiles [autoroutes saturées, franchissement d'obstacles naturels (montagnes) ou urbains (grandes agglomérations)].
- L'utilisation de l'autoroute ferroviaire en chargeant le camion complet avec le chauffeur permet à celui-ci de prendre son temps de repos dans le train en parcourant plusieurs centaines de kilomètres plutôt que de rester arrêté sur un parking.
- L'allègement de la circulation des poids lourds sur les autoroutes réduira la consommation en énergie fossile. Ce système permet en effet d'effectuer la partie la plus longue du transport par rail et les tractions terminales par route, pour une meilleure efficacité du matériel, du service et des hommes.
- La politique visant à transférer une partie de la croissance du fret routier vers le rail correspond également aux objectifs formulés dans le cadre européen du protocole de Kyoto.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Qu'elle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à cette innovation?
- Le Gouvernement entend-il encourager des initiatives pareilles? Dans l'affirmative, un tel projet pourrait également relancer l'idée d'une mise en place d'un «Freight Village» à Bettembourg-Dudelange, qui vise à promouvoir le fret ferroviaire en créant une interactivité avec le transport routier. Ceci favoriserait notamment l'implantation de beaucoup d'entreprises du secteur du transport et des marchandises et pourrait être considéré comme un effet positif sur le marché de l'emploi.

Réponse (6.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 31 mai 2005 Monsieur le Député Roger Negri voulait savoir la position de Monsieur le Ministre des Transports quant à une mise en service éventuelle d'une «route roulante» à partir du Triage de Bettembourg comme elle existe déjà dans d'autres régions européennes.

Les CFL étudient déjà depuis un certain temps la mise en service d'un système de transport combiné accompagné, appelé «route roulante», sur l'axe Nord-Sud, c'est-à-dire entre les ports de la mer du Nord et l'Espagne ou l'Italie.

Le site de Bettembourg est particulièrement intéressant pour y prévoir un point de relais pour les camions étant donné qu'il est situé à environ trois heures et demie par route des ports de la mer du Nord, d'une part, et au cœur de la grande région «Saar-Lor-Lux», d'autre part.

Au début de l'année en cours ces études sont devenues plus concrètes de par des contacts avec des promoteurs du concept «Modalohr». Ce concept est fondé sur l'utilisation de wagons surbaissés et articulés permettant le transport de semi-remorques standard. En plus, le système de chargement latéral des camions permet un chargement en moins de trente minutes pour un train entier.

Les terminaux nécessaires pour la mise en service d'un tel service sont constitués d'une surface bitumée de part et d'autre de la voie ferrée et de systèmes d'ouverture à poste fixe installés à la même voie.

L'avantage du système «Modalohr» décrit ci-dessus est décisif vu que le client transporteur peut toujours choisir entre transport accompagné et transport non accompagné.

La souplesse de ce système devrait entraîner une plus grande souplesse dans l'utilisation du transport combiné rail-route et devrait de ce fait faciliter la décision de recourir à ce mode de transport.

En effet, ce système pourrait appuyer la politique visant le transfert d'une partie du fret routier vers le rail et aider à atteindre les objectifs formulés dans le cadre européen du protocole de Kyoto.

L'investissement principal à prévoir au Grand-Duché de Luxembourg serait un investissement dans l'infrastructure terminale qui se chiffrera dans l'ordre de grandeur d'un terminal classique avec grue.

Question 0462 (1.6.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **canotage sur la Sûre:**

Betreffend de Canotage op der Sauer huet den Här Ëmweltminister op d'parlamentaresch Fro N°0306 mer folgend Äntwert ginn *(cf. compte rendu N°9/2004-2005)*:

Déi beoptragten Etüde wären zur Konklusioun komm fir während verschiddene Méint (Mäerz bis Mee) de Canotage op der Sauer ganz ze verbidden a während de Summermeint staark ze beschränken. Den Ament ass de Canotage op lëtzebuergescher Säit am Summer verbueden an op däitscher Säit erlaabt.

Interesséiert Kreesser aus dem Tourismus vun däitscher wéi och vu Lëtzebuerger Säit hunn dee Problem vun deenen zwou verschiddene Législatioune behandelt well dës hate geplangt, grenziwwerschreidend Animatioun mat Canoé-Kayak unzebidden, fir an dëser Regioun och duerno dës Sportaarten ze promouvéieren. D'Nofro fir Canoé-Kayak ass grouss, a verschidde spezialiséiert Geschäfter bidde Coursen un.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob dee komplette Verbuet, fir d'Flora an d'Fauna ze schützen, haut nach ubruecht ass, net nëmme well déi ugesprachen Etüd am Summer just eng Aschränkung proposéiert, mä well och déi nei Generatioun vu Booter guer net méi déif am Waasser leien an domadder d'Natur net belaascht gëtt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi ass d'Haltung vum Tourismusminister an dëser dach fir den Tourismus an dëser Regioun ganz wichteger Fro, a wär den Här Minister bereet, sech dofir anzesetzen, de Canotage am Intérêt vum Tourismus an dëser Regioun am Summer hei zu Lëtzebuerg ze erlaben?
2) Hu schonn oder wäerten nach Gespréicher stattfanne mam Ëmweltminister fir am Interesse vum Tourismus an am Respekt vun der Natur eng allsäits zefridde stellend Regelung respektiv eenheetlech Léisung an dëser Problematik ze fannen?

Réponse (1.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

D'Reglementatioun vum Kanu- a Kayakfueren op der Sauer ënnerläit dem Règlement grand-ducal vum 14. Juni 1994 ënnert der Verantwortung vum Ëmweltministère. Et ass also net den Tourismusministère, deen eng Derogatioun zur bestehender Législatioun däerf ginn.

Laut deem Reglement ass de Canotage tëschent dem 16. Juli an dem 30. September op deem gréissten Deel vun der Sauer verbueden.

D'Zesummenaarbecht mat den zoustännegen Instanzen aus Rheinland-Pfalz en vue vun enger «gleichlaufenden Verordnung» op däitscher a lëtzebuergescher Säit, déi den Här Innenminister Halsdorf a senger Äntwert uschwätzt, kéint also nëmmen a Richtung vun enger manner restriktiver lëtzebuergescher Législatioun goen. Den Tourismusministère kéint esou enger voll a ganz zoustëmmen, virausgesat, dass prezis Bestëmmungen dës Aktivitéite reglementéieren an dass dës Bestëmmungen och an der Praxis ugewannt an iwwerwaacht kënne ginn.

Question 0465 (6.6.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**administrateur délégué auprès de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l.:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0415 du 22 avril 2005 *(cf. compte rendu N°10/2004-2005)* concernant le poste d'administrateur délégué auprès de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l. Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement avait remarqué ce qui suit:

«Celui-ci a également soulevé la question de principe du risque d'un éventuel conflit d'intérêt pouvant résulter d'un cumul de postes entre un employé rémunéré dans une structure à caractère intercommunal et celle d'une fonction politique dans une des communes membres.

En effet, l'article 194 (2) de la loi électorale du 21 février 2003 précise que ‚…ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée toute personne qui reçoit rémunération, fixe ou variable, de la commune ou d'un établissement subordonné à l'administration de la commune ou d'un syndicat intercommunal dont la commune fait partie'.

Même si ce texte ne fait pas ‚expressis verbis' référence aux associations sans but lucratif dont font partie les communes, il n'en reste pas moins que d'un point de vue déontologique un cumul de fonctions de ‚contrôlé' et de ‚contrôleur' est contestable.»

Cette réponse de Monsieur le Ministre m'amène à lui poser les questions suivantes:

a) Monsieur le Ministre approuve-t-il le cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale Leader + d'une région dont la commune concernée fait partie?
b) Dans le passé, Monsieur le Ministre a-t-il déjà donné son aval à un tel cumul de mandats?

Réponse (29.6.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et en sa qualité de *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural partage l'opinion exprimée par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement dans sa réponse à la question parlementaire N°0415 du 22 avril 2005 concernant le poste d'administrateur délégué auprès de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l. Le texte cité par l'honorable Parlementaire ainsi que d'autres réflexions faites dans cette réponse me semblent mutatis mutandis également valables dans le cas de cumul de postes mentionné dans la question parlementaire N°0465.

Si une personne concernée par un tel cumul de postes demandait mon avis à ce sujet - et une personne l'a d'ailleurs fait récemment -, je lui recommanderais vivement de ne pas aspirer au cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale Leader + d'une région dont la commune concernée fait partie. En cas de cumul d'un tel poste avec un mandat de bourg-

mestre ou d'échevin, mon avis serait encore plus formel.

Sachant qu'il n'est pas de la compétence du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de procéder à l'engagement du personnel d'un groupe d'action locale ou d'avaliser un tel engagement, il appartient en fin de compte aux personnes et organismes concernés par de tels cumuls de postes de prendre leurs décisions.

Question 0467 (8.6.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **lutte antitabac:**

Les facteurs qui prédisposent les jeunes au tabagisme sont complexes et interdépendants et ils varient selon les individus et les populations. Des années de recherche ont néanmoins permis d'identifier certains facteurs courants dans l'amorce du tabagisme. Parmi ceux-ci figurent, à des niveaux élevés, l'acceptabilité sociale des produits du tabac et l'exposition et la vulnérabilité par rapport aux méthodes de commercialisation.

Avec les cigarettes en sucre ou en chocolat, un enfant a pour la première fois l'occasion d'imiter le comportement des adultes à l'égard du tabac, et ce type de cigarettes diffuse un message tout à fait inadéquat. Il faudrait décourager chez les enfants le souhait d'imiter le comportement des adultes en faisant semblant de fumer à l'aide de ces confiseries qui leur sont spécialement destinées.

La convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, ratifiée récemment par une loi luxembourgeoise, prévoit par le biais de son article 16, paragraphe 1, point d), «l'interdiction de la fabrication et de la vente de confiseries, en-cas, jouets ou autres objets ayant la forme de produits du tabac attrayants pour les mineurs». Certains pays ont déjà suivi cette recommandation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelle est la législation actuelle en cette matière?
2. Est-ce que Monsieur le Ministre entend suivre la recommandation de l'article 16, paragraphe 1, point d) de la convention-cadre de l'OMS?
3. Quelles mesures législatives et pratiques sont prévues?

Réponse (6.7.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

À ce stade la législation luxembourgeoise ne prévoit aucune interdiction de vente de produits de confiserie et autres objets ayant la forme de produits du tabac et susceptibles d'attirer les mineurs.

D'après mes informations une interdiction de vente de ces produits est actuellement projetée en France au moyen d'un amendement que l'Assemblée nationale propose d'insérer au projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie. Cette interdiction est prévue non seulement à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, ratifiée par le Luxembourg, mais encore à une recommandation du Conseil (2003/54/CE). En d'autres mots l'entrave aux échanges qu'elle pourrait constituer est considérée comme étant couverte au niveau communautaire par des intérêts de santé publique.

Cela étant, une mesure d'interdiction de ces produits sera intégrée dans le projet de loi renforçant les mesures antitabac existantes dont le Conseil de Gouvernement vient d'approuver le principe.

Question 0469 (8.6.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **programme agro-environnemental national:**

Le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel comprend 14 mesures différentes en faveur de pratiques agricoles extensives ou respectueuses de l'environnement.

Le régime d'aides en question est basé sur le règlement (CEE) 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole qui définit le cadre communautaire pour le soutien de mesures agro-environnementales.

Malgré le grand intérêt et succès qu'a connu ce régime d'aides auprès des agriculteurs, le nombre de demandes introduites auprès du Ministère de l'Agriculture ne cesse de diminuer.

À titre d'exemple, pour la période culturale 2002, environ 403 exploitations ont introduit 689 demandes distinctes au total. Cependant pour la période culturale 2005, seulement 137 exploitants ont introduit 172 demandes distinctes auprès du Ministère de l'Agriculture.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture.

- Quelles sont les raisons de cette baisse substantielle de demandes?
- En vue d'une transposition adéquate de la PAC, quels moyens sont envisagés afin d'inciter les agriculteurs à mieux profiter des opportunités qui leurs sont offertes?

Réponse (18.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère aux mesures agro-environnementales prévues par le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel et s'interroge sur les motifs d'une baisse substantielle des demandes d'aides qu'il a cru constater.

Les données sur lesquelles se base Monsieur le Député figurent au rapport d'activité annuel du département de l'agriculture. Or, ces données renseignent uniquement les nouvelles demandes introduites au titre de l'année concernée et non le nombre d'engagements cumulés. La particularité de ce régime d'aides est que chaque demande engage le demandeur pour une période de cinq ans. Il est donc parfaitement normal que lors de la mise en vigueur du régime d'aides le nombre des demandes introduites est à son apogée, pour régresser ensuite chaque année et pour rebondir après cinq ans lors du renouvellement des engagements.

Ceci dit, je peux confirmer que ce régime d'aides connaît un franc succès et qu'actuellement plus de sept cents exploitations participent à une ou plusieurs mesures prévues par le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001.

Question 0470 (9.6.2005) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant la **numérisation des livres sur support informatique (bibliothèque):**

Un certain nombre d'États membres de l'Union européenne, dont la France, la Pologne, l'Italie et l'Allemagne, ont lancé un projet visant à numériser des livres sur support informatique de façon à pérenniser, du moins pour les livres anciens et précieux, leur accessibilité, protéger la diversité culturelle et sauvegarder un patrimoine intellectuel inestimable.

Un projet concurrent a été institué en Grande-Bretagne qui, à la différence du premier projet, est financé par une société privée.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Est-ce que le Luxembourg, et plus particulièrement la Bibliothèque nationale, participe ou veut participer à l'un ou l'autre de ces projets?

Réponse (11.7.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Grâce au programme e-Luxembourg la Bibliothèque nationale de Luxembourg a pu lancer un programme de numérisation ciblée de ses fonds patrimoniaux. 23.000 pages numérisées sont dès maintenant accessibles en ligne via le site www.bnl.lu. 57.000 pages sont en cours de traitement et seront mises en ligne en 2005. Ce programme sera poursuivi au cours des années à venir. Pour des raisons de conservation du patrimoine, il s'attachera prioritairement, mais non exclusivement, à la numérisation de la presse luxembourgeoise. Il ira de pair avec un programme de restauration et de désacidification de cette source d'information de toute première importance pour ceux et celles qui s'intéressent à l'histoire de notre pays sous toutes ces formes. Ce projet s'inspire de programmes analogues que d'autres bibliothèques nationales européennes sont en train de réaliser.

La BnL a signé, en avril dernier, avec 18 autres bibliothèques nationales d'Europe, le manifeste lancé à l'initiative du Président de la Bibliothèque nationale de France pour «appuyer une initiative commune des dirigeants d'Europe visant à une numérisation large et organisée des œuvres appartenant au patrimoine de notre continent» et pour appeler l'Union européenne à organiser la concertation des ambitions nationales et à «développer un programme énergique de recherche dans le domaine des techniques qui serviront ce dessin». La British Library, la bibliothèque nationale du Royaume-Uni, a apporté son soutien explicite à cette initiative, sans pour autant signer la motion.

Le Président de la République française, le Président de la République de Pologne, le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, le Président du Conseil italien, le Président du Gouvernement espagnol et le Premier Ministre de la République de Hongrie se sont fait l'écho de cette initiative en demandant le 28 avril 2005 à l'Union européenne de «fournir le cadre d'une concertation entre les institutions concernées» et d'«apporter sa contribution à la solution des problèmes à surmonter».

Cette proposition a été accueillie favorablement par le Président en exercice de l'Union, le Premier Ministre Jean-Claude Juncker et par le Président de la Commission, José Manuel Barroso, lors des Rencontres pour l'Europe de la Culture, les 2 et 3 mai 2005 à Paris.

La Bibliothèque nationale de Luxembourg compte participer activement à ce projet de création d'une bibliothèque virtuelle européenne qui bénéficie de l'appui du Gouvernement luxembourgeois.

Question 0471 (9.6.2005) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant l'**institut de médecine légale:**

Dans le rapport d'activité du Ministère de la Justice pour l'année 2004, les autorités judiciaires ont souligné les problèmes journaliers inhérents à l'absence au Luxembourg d'un institut de médecine légale. Dans sa prise de position, Monsieur le Procureur général d'État indique que, faute d'un institut de médecine légale, le Luxembourg «continue à vivre d'expédients ou de recours, au cas par cas, à des institutions et experts étrangers avec tous les inconvénients que cela comporte».

Pour cette raison j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Justice les questions suivantes:

- Comment fonctionne le système actuel? À quels institutions et experts a-t-on recours en matière de médecine légale? Qui prend la décision de choisir les experts ou instituts étrangers?
- Est-il prévu de fonder un institut de médecine légale propre au Luxembourg?

Réponse (13.7.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Depuis près de 25 ans les autopsies sont pratiquées par des médecins légistes étrangers, plus particulièrement de Hombourg/Sarre et occasionnellement de l'Université de Liège.

Les analyses chimiques, biologiques, histologiques, toxicologiques et autres comprises dans le volet médico-légal sont effectuées pour partie au sein du Laboratoire national de Santé, mais par des experts qui effectuent ces analyses à côté de leur travail proprement dit.

Par ailleurs un nombre toujours croissant d'analyses s'effectue à l'étranger.

Le choix des experts ou instituts appartient aux autorités judiciaires.

Suite aux débats relatifs à la Police scientifique lors de la réforme du Service de Police judiciaire et sur initiative du parquet général, il y a eu des réunions de concertation avec les responsables concernés sur la création d'un institut médico-légal et de Police scientifique au Luxembourg.

Les différents corps judiciaires ont émis des avis sur l'état de la situation et les besoins en la matière.

Le parquet général a par ailleurs organisé une réunion à Luxembourg en 2003 avec les préposés de l'Institut médico-légal du Bundeskriminalamt qui ont proposé la visite d'un Institut médico-légal d'un Land allemand de la dimension du Luxembourg, à savoir celui de Brême. Cette visite a eu lieu en avril 2004.

Suite à ces réunions de concertation et à la visite à Brême les conclusions suivantes ont été retenues:

1° Il est proposé de conclure une convention avec l'Institut médico-légal de Hombourg portant sur la réalisation des autopsies ordonnées au Luxembourg, ceci en contrepartie d'une allocation forfaitaire annuelle. La convention aura pour objet de garantir que les autopsies soient effectuées dans des délais appropriés à une bonne administration de la justice. Elle devrait permettre à l'Institut de Hombourg d'engager un collaborateur scientifique qui serait à la disposition prioritaire des autorités judiciaires luxembourgeoises. La formation d'un médecin légiste luxembourgeois est envisagée à moyen terme.

2° Les autorités judiciaires essaieront, en concertation avec les autorités médicales, de mettre sur pied un service de permanence ayant pour but de garantir la présence rapide d'un médecin sur le lieu d'un crime éventuel aux fins d'y procéder en temps utile aux premières constatations en rapport avec l'état du corps de la victime. Les médecins disposés à collaborer à cette cellule de permanence seront formés à cet effet.

3° Les examens toxicologiques continueront à être effectués pour l'essentiel à Luxembourg (Laboratoire national de Santé). Les procédures entre les instances impliquées seront révisées et leur application améliorée.

4° Les analyses ADN seront effectuées au Luxembourg dès que le Laboratoire national de Santé disposera de l'accréditation afférente (probablement fin 2006 ou milieu de 2007). Dans l'attente de cette accréditation, les analyses ADN continueront à être effectuées à l'étranger avec possibilité pour le LNS de procéder aux mêmes analyses «en double», en tant que test.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg